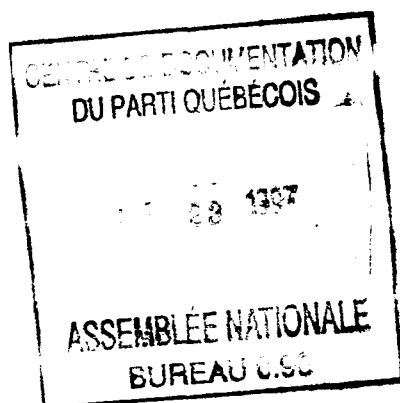


**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA FAUNE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES  
1997-1998**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

## ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1997-1998



CAHIER EXPLICATIF

Le 26 mars 1997

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1997-1998**

**TABLE DES MATIÈRES**

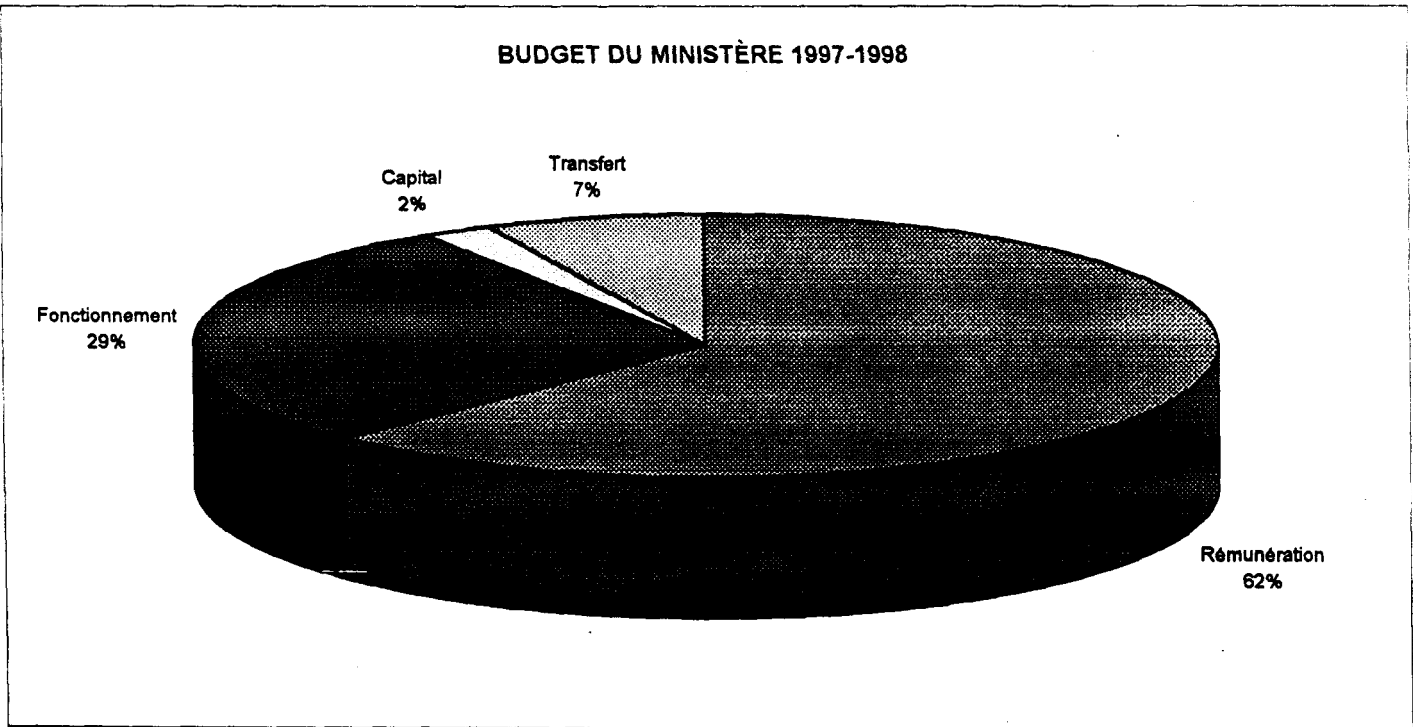
	<b>PAGE</b>
<b>A - Informations générales concernant les crédits budgétaires et concernant l'effectif du Ministère de l'environnement et de la faune pour l'année 1997-1998.</b>	
♦ Tableau comparatif de l'enveloppe budgétaire du Ministère	<b>3</b>
 <b>B - Renseignements par programme</b>	
♦ <b>Programme 01</b> Politiques de protection de l'environnement et du patrimoine faunique et naturel	<b>5</b>
♦ <b>Programme 02</b> Opérations de protection de l'environnement et du patrimoine faunique et naturel	<b>7</b>
♦ <b>Programme 03</b> Gestion interne et soutien	<b>9</b>
♦ <b>Programme 04</b> Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	<b>11</b>

Tableau comparatif de l'effectif autorisé et des crédits par programme et par supercatégorie de dépenses

EFFECTIF AUTORISÉ	ETC		
	1997-98	1996-97	ÉCARTS
ETC régulier	2 769	2 793	(24)
ETC occasionnel	296	297	(1)
ETC total autorisé	3 065	3 090	(25)

PROGRAMMES	BUDGET (000\$)		ÉCARTS
	1997-98	1996-97	(000\$)
01 - Politiques de protection de l'environnement et du patrimoine faunique et naturel	42 995,1	51 328,9	(8 333,8)
02 - Opérations de protection de l'environnement et du patrimoine faunique et naturel	116 757,1	140 724,4	(23 967,3)
03 - Gestion interne et soutien	52 725,9	62 496,2	(9 770,3)
04 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	4 891,0	5 508,0	(617,0)
TOTAL :	217 369,1	260 057,5	(42 688,4)

SUPERCATÉGORIES	BUDGET (000\$)		ÉCARTS
	1997-98	1996-97	(000\$)
Rémunération	135 572,4	154 953,4	(19 381,0)
Fonctionnement	62 130,7	77 703,2	(15 572,5)
Capital	4 491,5	8 486,9	(3 995,4)
Transfert	15 074,5	18 814,0	(3 739,5)
Créances douteuses	100,0	100,0	
TOTAL :	217 369,1	260 057,5	(42 688,4)





**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**ANALYSE DE LA VARIATION BUDGÉTAIRE**

**SOMMAIRE**

CRÉDITS		
<b>Total Ministère :</b>	<b>Prévu 1997-98 :</b>	217 369,1
	<b>Comparatif 1996-97 :</b>	260 057,5
	<b>Écart :</b>	<u>(42 688,4)</u>
- Mesures de réduction		(26 637,6)
- Facteurs de croissance et autres		3 416,3
- Autres ajustements		(19 467,1)
- Récurrence de la réduction 1996-97 des dépenses de fonctionnement et des coûts de main-d'oeuvre	(7 330,8)	
- Programme de départs volontaires 1997-98	(7 803,8)	
- Élimination des BPC	(4 000,0)	
- Ajustements divers	(332,5)	<u>(42 688,4)</u>

ETC		
<b>Total Ministère :</b>	<b>Prévu 1997-98 :</b>	3 065
	<b>Comparatif 1996-97 :</b>	3 090
	<b>Écart :</b>	<u>(25)</u>
- Mesures de réduction		(24)
- Autres ajustements		(1)
		<u>(25)</u>

Le Ministère disposera de crédits de **217,4M\$ en 1997-98, soit 42,7M\$ de moins qu'en 1996-97.**  
 Les efforts de réduction budgétaire portent principalement sur les éléments suivants:

- l'optimisation des activités à caractère administratif;
- la révision des systèmes d'autorisation;
- la rationalisation d'activités concernant l'expertise technique, les activités d'échantillonnage, d'enquêtes et de restauration ainsi que la conservation et la gestion de la faune;
- les économies relatives aux mesures gouvernementales visant une réduction des coûts de main-d'oeuvre.

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

### Renseignements par programme

#### **PROGRAMME 01: POLITIQUES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PATRIMOINE FAUNIQUE ET NATUREL**

**(43,0M\$ ET 668 ETC)**

Ce programme vise la protection de l'environnement ainsi que la conservation et la mise en valeur de la faune et des habitats, par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes visant le contrôle et la réduction de la pollution, par les évaluations environnementales des projets de développement et par la conservation et la mise en valeur de ses espèces et des milieux naturels.

#### **Élément 01 - Conservation et mise en valeur du patrimoine faunique et naturel**

**(13,6M\$ et 249 ETC)**

Cet élément de programme regroupe les activités liées à la connaissance de l'état des ressources floristiques et fauniques et de leurs habitats, au développement et à la mise en valeur de politiques et de programmes de conservation, d'exploitation et de mise en valeur de ces ressources ainsi qu'à la planification du développement des réseaux des parcs québécois et des réserves écologiques.

L'élément 01 comprend les activités de la Direction générale du patrimoine faunique et naturel.

#### **Élément 02 - Protection de l'environnement**

**(17,4M\$ et 311 ETC)**

Cet élément regroupe les activités liées à la connaissance de la qualité de l'eau et de l'air, au développement de lois, de règlements et à la mise en oeuvre de politiques et de programmes de protection des milieux et des ressources (eau, air, sol) ainsi qu'à la gestion des matières résiduelles.

L'élément 02 comprend les activités de la Direction générale de l'environnement.

#### **Élément 03 - Développement durable**

**(12,0M\$ et 108 ETC)**

Cet élément regroupe les activités liées à la promotion du développement durable, à l'éducation, aux évaluations environnementales des projets de développement ainsi que les activités d'informations environnementales, de recherche et développement en environnement et de coordination des relations intergouvernementales et avec les autochtones.

L'élément 03 comprend les activités de la Direction générale du développement durable.

#### **Variation budgétaire - Programme 01**

La réduction de crédits de 8,3M\$ résulte principalement des orientations prises concernant la rationalisation des activités d'expertise technique et de la gestion de la faune. Elle découle également de la non-réurrence de l'enveloppe de 1,2M\$ allouée pour couvrir les garanties de prêts de Recyc-Québec.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANALYSE DE LA VARIATION BUDGÉTAIRE

CRÉDITS		
<b>Programme 01 :</b>	<b>Prévu 1997-98 :</b>	<b>42 995,1</b>
	<b>Comparatif 1996-97 :</b>	<b>51 328,9</b>
	<b>Écart :</b>	<b>(8 333,8)</b>
- Mesures de réduction dont:	(6 320,0)	
- réorganisation et priorisation des activités		
- rationalisation des ressources affectées à la planification des parcs		
- économies résultant de la mise en place du Fonds des priorités gouvernementales en sciences et en technologies (FPGST-E)		
- réduction du rythme de réalisation de projets liés à la gestion de la faune		
- réorganisation du mode de fonctionnement des comités nordiques		
- Programme de départs assistés 1996-97 et 1997-98	(2 320,5)	
- Récurrence de la réduction des dépenses de fonctionnement 96-97	(580,0)	
- Révision de la rémunération	383,3	
- Ajustements divers	503,4	
		<b>(8 333,8)</b>

ETC		
<b>Programme 01 :</b>	<b>Prévu 1997-98 :</b>	<b>668</b>
	<b>Comparatif 1996-97 :</b>	<b>693</b>
	<b>Écart :</b>	<b>(25)</b>
- Mesures de réduction	(10)	
- Réaménagements internes	(15)	
		<b>(25)</b>

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

### Renseignements par programme

#### **PROGRAMME 02 : OPÉRATIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PATRIMOINE FAUNIQUE ET NATUREL**

**(116,7M\$ et 2 030 ETC)**

Ce programme vise à réaliser les activités régionales en matière de protection des milieux et des ressources (eau, air, sol, flore), de réduction de la pollution, de conservation et de mise en valeur de la faune, de développement et de gestion des parcs, des réserves écologiques et des autres territoires.

#### **Élément 01 - Protection des milieux et des ressources en environnement**

**(45,6M\$ et 696 ETC)**

Cet élément regroupe les activités liées à l'application des politiques et des programmes relatifs à la protection de l'environnement et à la réduction de la pollution issue des secteurs industriel, municipal et agricole ainsi que celles liées à la gestion des ouvrages hydrauliques.

L'élément 01 comprend en plus des activités régionales reliées au domaine de l'environnement, celles liées aux laboratoires et à l'élimination des BPC.

#### **Élément 02 - Gestion de la faune et des parcs**

**(34,0M\$ et 491 ETC)**

Cet élément regroupe les activités régionales liées à la gestion de la faune et des parcs québécois ainsi qu'à l'encadrement et au soutien des délégataires oeuvrant dans les parcs et territoires fauniques. Cet élément regroupe aussi les interventions liées à la planification, l'acquisition, la construction et l'entretien des immobilisations principalement dans les parcs.

#### **Élément 03 - Conservation de la faune**

**(24,9M\$ et 542 ETC)**

Cet élément regroupe les activités liées à la surveillance du respect des lois et règlements relatifs à la protection de la faune et des habitats.

#### **Élément 04 - Administration régionale**

**(12,2M\$ et 301 ETC)**

Cet élément regroupe les activités régionales de direction, de planification et de coordination des interventions en régions, de communications, de services au personnel et de gestion des ressources financières, informationnelles et matérielles.

#### **Variation budgétaire - Programme 02**

La réduction nette de 24,0M\$ est attribuable principalement à l'optimisation des activités à caractère administratif, à la réduction des dépenses allouées au fonctionnement et aux immobilisations, à la révision des systèmes d'autorisation, ainsi qu'à la rationalisation des activités liées aux enquêtes et à la conservation de la faune. De plus, elle tient compte de la diminution de 4,0M\$ de l'enveloppe allouée au dossier de l'élimination des BPC.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANALYSE DE LA VARIATION BUDGÉTAIRE

CRÉDITS		
<b>Programme 02 :</b>	<b>Prévu 1997-98 :</b>	116 757,1
	<b>Comparatif 1996-97 :</b>	140 724,4
	<b>Écart :</b>	<u>(23 967,3)</u>
- Mesures de réduction dont:	(12 658,6)	
- Réduction du budget d'immobilisations et de la flotte automobile		
- Réduction des heures de laboratoire et économies résultant de la mise en place d'une unité autonome de services		
- Révision des activités à caractère administratif		
- Compression des postes vacants et budget de fonctionnement		
- Réduction des activités de protection de la faune et des habitats		
- Révision des systèmes d'autorisation		
- Réorganisation des activités d'enquête		
- Réduction de l'enveloppe des BPC	(4 000,0)	
- Mesures de départs assistés 1996-97 et 1997-98	(7 244,3)	
- Récurrence de la réduction des dépenses de fonctionnement 96-97	(950,0)	
- Révision de la rémunération	948,7	
- Ajustements divers	(63,1)	
	<u>(23 967,3)</u>	

ETC		
<b>Programme 02 :</b>	<b>Prévu 1997-98 :</b>	2 030
	<b>Comparatif 1996-97 :</b>	2 014
	<b>Écart :</b>	<u>16</u>
- Réaménagements internes	16	

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

### Renseignements par programme

#### PROGRAMME 03 - GESTION INTERNE ET SOUTIEN

(52,7M\$ et 307 ETC)

Ce programme vise à orienter et à planifier la gestion des activités, des ressources du Ministère et à soutenir, sur le plan administratif, les activités mises en oeuvre.

#### Élément 01 - Direction

(7,0M\$ et 103 ETC)

Cet élément regroupe les activités de la Direction supérieure du Ministère, de planification stratégique, de communications et les activités de soutien aux conseillers juridiques.

L'élément 01 comprend: le cabinet du Ministre, le cabinet du Sous-ministre, le Secrétariat, la Dir. des affaires institutionnelles et des communications, et la Dir. des affaires juridiques.

#### Élément 02 - Services à la gestion

(45,7M\$ et 204 ETC)

Cet élément regroupe les activités de conseil, de soutien et de coordination ministérielle reliées aux services au personnel, aux ressources matérielles, financières et informationnelles.

Les principales enveloppes corporatives liées aux fonds des services gouvernementaux et aux loyers payables à la SIQ sont aussi inscrites à cet élément.

L'élément 02 comprend les activités de la Direction générale des services à la gestion.

#### Variation budgétaire - Programme 03

La réduction de 9,8M\$ est principalement attribuable à l'optimisation des activités à caractère administratif et à la diminution des enveloppes reliées aux espaces locatifs, aux télécommunications, au courrier et messagerie.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANALYSE DE LA VARIATION BUDGÉTAIRE

CRÉDITS		
<b>Programme 03 :</b>	<b>Prévu 1997-98 :</b>	<b>52 725,9</b>
	<b>Comparatif 1996-97 :</b>	<b>62 496,2</b>
	<b>Écart :</b>	<b>(9 770,3)</b>
- Mesures de réduction dont :	(7 139,0)	
- Enveloppes corporatives: loyers, télécommunications		
- Réduction d'activités à caractère administratif et autres		
- Recours au Fonds des technologies de l'information		
- Récurrence de la réduction des dépenses de fonctionnement 96-97	(1 700,0)	
- Mesures de départs assistés 1996-97 et 1997-98	(1 538,4)	
- Révision de la rémunération	126,1	
- Ajustements divers	481,0	
	<b>(9 770,3)</b>	

ETC		
<b>Programme 03 :</b>	<b>Prévu 1997-98 :</b>	<b>307</b>
	<b>Comparatif 1996-97 :</b>	<b>322</b>
	<b>Écart :</b>	<b>(15)</b>
- Mesures de réduction	(14)	
- Autre ajustement	(1)	
	<b>(15)</b>	

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**Renseignements par programme**

**PROGRAMME 04 - BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT**

**(4,9M\$ et 60 ETC)**

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dont les crédits totalisent 4,9M\$ intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population qui peuvent donner suite à des médiations ou des enquêtes et audiences publiques sur les sujets présentés.

**Variation budgétaire - Programme 04**

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement absorbe une réduction budgétaire de 0,6M\$ résultant principalement de la rationalisation de ses coûts de fonctionnement.



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANALYSE DE LA VARIATION BUDGÉTAIRE

CRÉDITS		
Programme 04 :	Prévu 1997-98 :	4 891,0
	Comparatif 1996-97 :	5 508,0
	Écart :	<u>(617,0)</u>
- Mesures de réduction		(520,0)
- Mesures de départs assistés 1997-98		(97,0)
		<u>(617,0)</u>

ETC		
Programme 04 :	Prévu 1997-98 :	60
	Comparatif 1996-97 :	61
	Écart :	<u>(1)</u>
- Départ assisté		(1)
		<u>(1)</u>



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1997-1998**

**DOCUMENT I**

**DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**PARTIE I : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1997-1998**

**DOCUMENT I**

**DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**PARTIE I : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

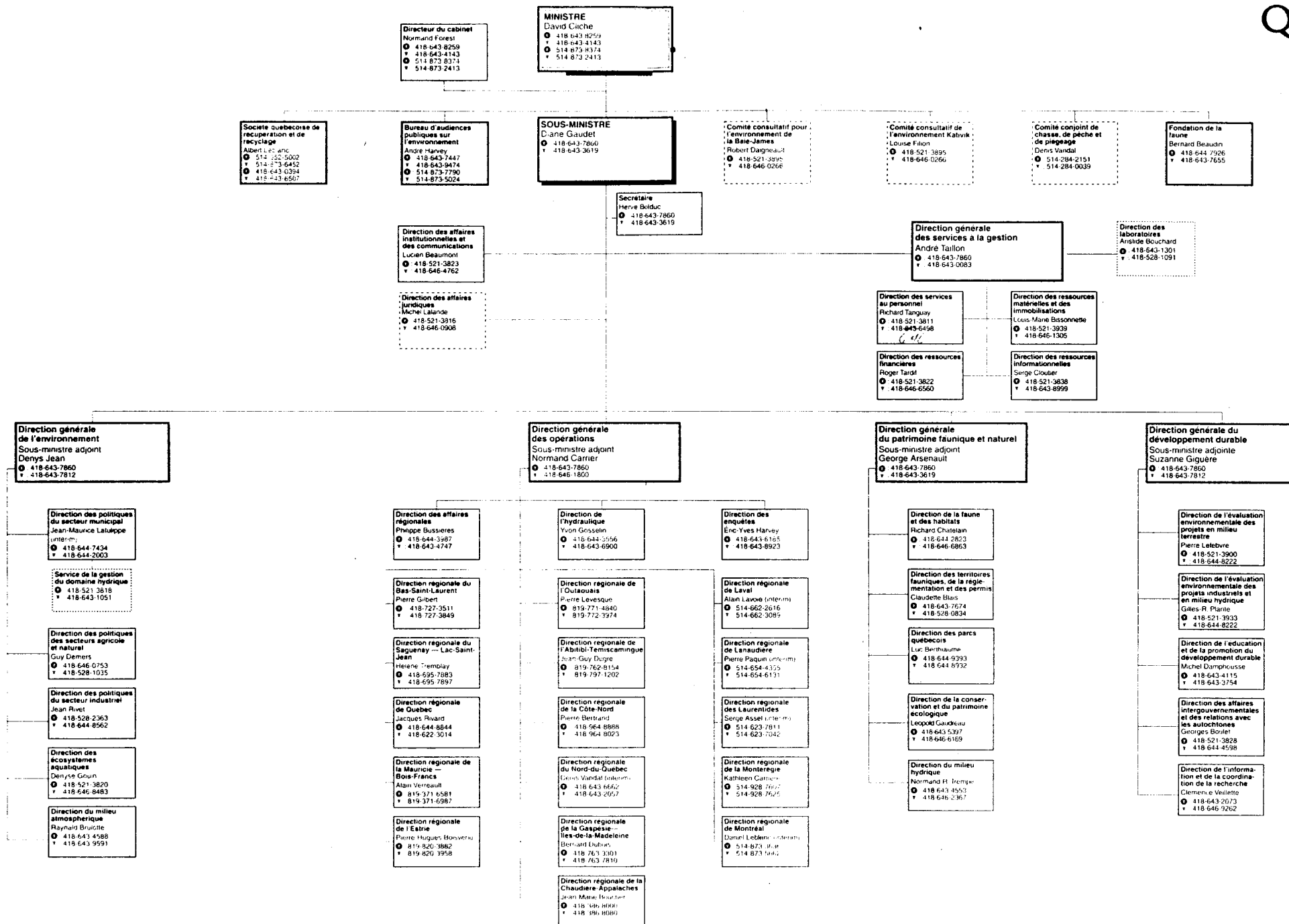
**ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998**

**DOCUMENT 1: DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b><u>QUESTION:</u></b>	<b><u>PAGE</u></b>
1. Organigramme du Ministère.....	1
2. Publications du Ministère.....	2
3. Voyage hors Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996.....	7
4. Dépenses en publicité et articles promotionnels pour 1996-1997 et les prévisions 1997-1998.....	30
5. Sondages effectués en 1996-1997.....	39
6. Liste des études commandées par le Ministère pour l'exercice 1996-1997.....	65
7. Contrats de 2 000,00 \$ à 24 999,99 \$ octroyés à des professionnels et à des firmes depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996.....	69
8. Contrats qui ont fait l'objet d'un supplément par rapport au montant initial, depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996.....	93
9. Montant global pour l'exercice 1996-1997 des dépenses de photocopies, télécopie, téléphonie cellulaire, téléavertisseurs, mobilier de bureau, fournitures, distributeurs d'eau, frais de transport, d'hébergement et de repas, frais pour le ressourcement ou la préparation à la retraite et dépenses pour la participation à des congrès, colloques, sessions de perfectionnement ou ressourcement.....	95
10. Liste des véhicules fournis aux employés.....	96
11. Nombre de personnes dont la cotisation fut payée par l'employeur qui sont membres de corporations professionnelles ou de clubs privés (clubs d'affaires, club sociaux, clubs de golf ou autres) et le montant payé à chacun des clubs ou corporations.....	97
12. Nombre et répartition du personnel masculin et féminin, jeunes de moins de 30 ans, personnes handicapées, anglophones, autochtones et communautés culturelles, par catégorie d'emplois pour 1996-1997.....	98
13. Pour chacun des mois de l'exercice 1996-1997, nombre de jours de congé de maladie, vacances, heures supplémentaires réalisées et répartition de la rémunération de ces heures.....	99
14. Informations concernant l'effectif du Ministère pour 1996-1997.....	105
15. Liste des baux pour les espaces loués par la SIQ.....	111
16. Mise à part la SIQ, identification des firmes qui, en 1996-1997, ont loué des espaces au Ministère et ventilation des coûts.....	112
17. Contrats octroyés à des firmes de communications, de recherche ou de relations publiques au cours de l'exercice financier 1996-1997.....	113

	<u>PAGE</u>
18. Liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1996-1997 et prévisions pour 1997-1998 .....	114
19. Liste du personnel du cabinet du Ministre .....	115
20. Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1996-1997.....	118
21. Subventions versées en 1996-1997 à même le budget discrétionnaire du Ministre et du Ministère .....	119
22. Prévisions des crédits périmés par programme-élément pour l'exercice financier 1996-1997 .....	124
23. Transferts du gouvernement fédéral dans le cadre des programmes à frais partagés pour 1996-1997 .....	125
24. Bilan des réalisations du Plan stratégique du Grand Montréal .....	133
25. Prévisions pour 1997-1998 des crédits alloués pour la participation au plan d'action visant le redressement de la Métropole .....	134
26. Liste des membres du personnel permanent, occasionnel, ou contractuel libéré ou embauché pour des opérations reliées aux deux Sommets socio-économiques .....	136
27. Personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique.....	137
28. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi.....	138
29. Liste du personnel hors structure rémunéré par le Ministère et qui n'occupe aucun poste dans le Ministère .....	139
30. Personnel rémunéré par le Ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.....	140
31. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au Ministère .....	141
32. Cadres et hauts fonctionnaires (adm. d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés ou mis à pied.....	142
33. Liste du personnel par catégorie d'emplois qui reçoit une double rémunération (fonction vs régime de retraite) .....	144
34. Liste du matériel informatique dont le Ministère s'est départi en 1996-1997.....	145
35. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché relativement aux activités de la Commission Nicolet.....	146
 ANNEXE A: Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	





☐ : Unité autonome de service en voie de création

☎ : Téléphone

☎ : Télécopieur

Direction des communications et du marketing, 12 février 1997

☎ Ce document contient 50 % de fibres recyclées, dont 10 % après consommation

N° Cat. 97-2696-01





<i>Titre</i>	<i>Tirage français</i>	<i>Tirage anglais</i>	<i>Montant</i>	<i>Diffusion</i>	<i>Imprimeur</i>
La Plume verte - Vol. 2 No 10 Avril '96	3400	0	2 225,00	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
La Plume verte - Vol. 2 No 11 Mai '96	3400	0	2 288,00	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
La Plume verte - Vol. 2 No 12 Juin '96	3400	0	2 106,00	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
La Plume verte - Vol. 2 No 13 Juillet-Août '96	3400	0	2 163,50	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
La Plume verte - Vol. 2 No 14 Septembre '96	3400	0	2 195,00	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
La Plume verte - Vol. 2 No 15 Octobre '96	3400	0	2 114,50	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
La Plume verte - Vol. 2 No 16 Novembre '96	3400	0	2 045,00	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
La Plume verte - Vol. 2 No 17 Décembre '96	3400	0	1 235,00	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
La Plume verte - Vol. 3 No 01 Février '97	3400	0	2 070,00	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
La Plume verte - Vol. 3 No 02 Mars '97	3400	0	2 233,00	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
Pêche au saumon - Principales règles 1996	23000	7000	8 900,00	Pêcheurs de saumon	Imprimerie Solisco
Principales règles de la pêche sportive au Québec 1997	455000	65000	55 098,97	Pêcheurs sportifs québécois	Imprimerie Transcontinental
Principales règles de chasse au Québec 1997	310000	40000	36 059,42	Chasseurs québécois	Imprimerie Solisco
Piégeage - Principales règles 1996-1997	18000	2000	7 100,00	Piégeurs québécois	Imprimerie Solisco
Recueil de renseignements vulgarisés sur les déchets solide d'origine domestiques - RÉIMPRESSION	1000	0	1 820,00	Enseignants du primaire	Imprimerie Laurentides
Colloque annuel de Vision Science Tecs	400	0	1 411,37	Les participantes et participants au colloque	Imprimerie Litho-Chic
Les nombres chromosomiques des plantes vasculaires susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables au Québec	25	0	159,00	Universitaires, botanistes, conservationnistes	Copies de la Capitale
Impacts de l'exploitation forestière sur le milieu hydrique - revue et analyse de documentation	150	0	530,00	Gestionnaires et professionnels des milieux environnementaux et forestiers	Copies de la Capitale

<i>Titre</i>	<i>Tirage français</i>	<i>Tirage anglais</i>	<i>Montant</i>	<i>Diffusion</i>	<i>Imprimeur</i>
Le bassin versant de la rivière Saint-François : contamination du poisson par les métaux et certaines substances toxiques organiques - réimpression	150	0	949,60	Partenaires municipaux, industriels, agricoles, environnementaux et fauniques	Copies de la Capitale
La rivière Saint-François : les communautés benthiques et l'intégrité biotique du milieu	200	0	1 114,80	Intervenants municipaux, industriels, environnementaux, agricole et faunique	Copies de la Capitale
Le bassin versant de la rivière Saint-François : contamination de l'eau par les métaux et certaines substances toxiques organiques - réimpression	150	0	1 399,00	Partenaires municipaux, industriels, agricoles, environnementaux, et fauniques	Copies de la Capitale
Le bassin versant de la rivière Saint-François : les communautés ichthyologiques et l'intégrité biotique du milieu - réimpression	150	0	2 235,00	Partenaires municipaux, industriels, agricoles, environnementaux et fauniques	Copies de la Capitale
Qualité des eaux du bassin de la rivière Sainte-Anne, 1979 à 1994	100	0	431,00	Partenaires municipaux, industriels, environnementaux, agricoles et fauniques	Copies de la capitale
Mise en oeuvre d'action 21 au Québec	3000	0	18 106,00	Partenaires (organismes environnementaux e fauniques, associations professionnelles, ministères, associations industrielles et commerciales + Écosommet + Congrès de l'UICN)	Imprimerie Vitray
Qualité des eaux du bassin de la rivière des Outaouais, 1979 1994	300	0	2 746,50	Intervenants municipaux, industriels, environnementaux, agricole et faunique	Copies de la Capitale
Les précipitations acides au Québec : état de la situation en 1996	500	500	1 075,00	Partenaires institutionnels, gouvernements limitrophes, chercheurs, consultants	Copies de la Capitale
Matières résiduelles - 3 traductions autochtones	100	0	3 616,26	Cris, Montagnais et Inuit qui participeront aux audiences publiques	Fonds de reprographie
Lignes directrices sur la récupération des seringues usagées	200	0	397,00	MSSS, directions régionales, cliniques, hopitaux	Imprimerie LeRoy-Audy
État de l'écosystème aquatique du bassin versant de la rivière Saint-François	3000	0	4 642,00	Organismes gouvernementaux, partenaires environnementaux, public en général	Imprimerie Vézina
MEF - Compétence	3500	0	820,00	Le personnel du ministère	Imprimerie Laurentides
Promotion du MEF - Compétence (annexes)	3500	0	3 162,60	Le personnel du ministère	Imprimerie Le Renouveau
Convention sur la diversité biologique -- Stratégie québécois sur la diversité biologique -- En bref ( + 3 réimpressions)	1100	0	31 612,00	Organismes gouvernementaux, partenaires environnementaux, public en général	Imprimerie La Renaissance

<i>Titre</i>	<i>Tirage français</i>	<i>Tirage anglais</i>	<i>Montant</i>	<i>Diffusion</i>	<i>Imprimeur</i>
Convention sur la diversité biologique -- Stratégie de mise en oeuvre au Québec	1000	0	7 745,00	Organismes gouvernementaux, partenaires environnementaux, public en général	Imprimerie Le Renouveau
Convention sur la diversité biologique -- Plan d'action québécois sur la diversité biologique	500	0	4 613,00	Organismes gouvernementaux, partenaires environnementaux, public en général	Imprimerie Le Renouveau
Parc de Plaisance -- Audiences publiques -- Brochure synthèse	8000	2000	11 671,75	Clientèles des parcs, acteurs régionaux et locaux, groupes et associations du milieu, grand public	J.B. Deschamps
Le bassin versant de la rivière Saint-François : état de l'écosystème aquatique et contamination par les substances toxiques - réimpression	150	0	1 049,00	Partenaires municipaux, industriels, agricoles, environnementaux et fauniques	Copies de la Capitale
L'évaluation environnementale au Québec - Procédure applicable au Québec méridional	0	100	1 206,00	Les entreprises étrangères qui doivent suivre procédure d'évaluation environnementale québécoise	Copies de la Capitale
Bilan des pesticides au Québec, période 1992-1994	500	0	2 055,00	Ministères et organismes gouvernementaux, associations professionnelles, groupes environnementaux, entreprises participant au bilan, divers comités de travail sur les pesticides, médias, etc.	Imprimerie LeRoy-Audy
La situation du corème de Conrad ( <i>Corema conradii</i> ) au Québec	200	0	374,75	Spécialistes et toute personne intéressée par le sujet.	Copies de la Capitale
La situation de l'astragale de robbins variété de Fernald ( <i>Astragalus robbinsii</i> var. <i>fernaldii</i> ) dans l'est du Canada	200	0	374,75	Spécialistes et toute personne intéressée par le sujet.	Copies de la Capitale
La situation du gentianopsis de macoun ( <i>Gentianopsis macounii</i> ) au Québec	200	0	374,75	Spécialistes et toute personne intéressée par le sujet.	Copies de la Capitale
Gestion du réservoir Kénogami et autres lacs-réservoirs	175	0	1 002,18	Scientifiques, administratifs et public visé par les inondations	Copies de la Capitale
Gestion des réservoirs publics	300	50	2 511,53	Scientifiques, administratifs et public visé par les inondations	Copies de la Capitale
Écogeste - guide du participant	3000	0	3 145,00	Participants au programme	Imprimerie Laurentides
État de l'écosystème aquatique du bassin de la rivière Châteauguay	3000	1000	10 454,75	Intervenants et partenaires municipaux, industriels, agricoles, environnementaux et fauniques du bassin	Imprimerie Canada
Qualité des eaux du bassin de la rivière Châteauguay, 1979-1994	350	0	2 550,90	Partenaires locaux	Copies de la Capitale

<i>Titre</i>	<i>Tirage français</i>	<i>Tirage anglais</i>	<i>Montant</i>	<i>Diffusion</i>	<i>Imprimeur</i>
Le bassin versant de la rivière Châteauguay : qualité de l'eau l'égard de métaux et de certaines substances toxiques	350	0	1 424,40	Partenaires locaux	Copies de la Capitale
Le bassin versant de la rivière Châteauguay : les communautés ichtologiques et l'intégrité biotique du milieu	350	0	1 830,70	Partenaires locaux	Copies de la Capitale
Le bassin de la rivière Châteauguay : les communautés benthiques et l'intégrité biotique du milieu (réimpression)	350		1 627,40	Partenaires locaux	Copies de la Capitale
Le bassin de la rivière Châteauguay : teneurs en mercure et BPC des poissons capturés en 1983 et 1993 (réimpression)	350	0	1 265,80	Partenaires locaux	Copies de la Capitale
Le bassin de la rivière Châteauguay : état de l'écosystème aquatique - rapport synthèse (réimpression)	450	0	1 302,90	Partenaires locaux	Copies de la Capitale
La situation du troscart de la Gaspésie	200	0	374,75	Intervenants et partenaires municipaux, industriels, agricoles, environnementaux et fauniques du bassin	Copies de la Capitale
Recueil des temps d'analyses de laboratoires	200	0	820,40	Clientèle interne du MEF	CopieXpress
Bilan du plan d'action québécois - changements climatiques	1000	0	4 052,25	Autorités - partenaires -(ministères, entreprises, associations industrielles et environnementales) partenaires internationaux médias	Copies de la Capitale
Valorisation agricole des boues de stations d'épuration des eaux usées municipales	50	0	433,00	Intervenants des milieux agricole et municipal	Copies de la Capitale
Guide d'interprétation du règlement relatif à l'application de la LQE	300	0	2 916,17	Employé(e)s du Ministère	Copies de la Capitale
Qualité des eaux des bassins des rivières Maskinongé et du Loup, 1979 à 1996	3000	0	5 626,00	Intervenants et partenaires municipaux, industriels, agricoles, fauniques et environnementaux	Imprimerie La Renaissance
À l'aube du 3e millénaire : Des défis qui nous rapprochent, d responsabilités à partager -- Les orientations du ministère po '97-98	5000	0	18 940,00	Personnel du ministère	Imprimerie LeRoy-Audy
Carte écologique de la forêt Simon Couche	100	0	457,00	Étudiants, enseignants, ménagistes, professionnels de l'environnement	Copie de la Capitale

<i>Titre</i>	<i>Tirage français</i>	<i>Tirage anglais</i>	<i>Montant</i>	<i>Diffusion</i>	<i>Imprimeur</i>
Qualité des eaux des bassins des rivières Maskinongé et du Loup, 1979 à 1996	350	0	1 603,00	Partenaires, intervenants des milieux municipaux, industriels, agricoles, fauniques et environnementaux	Copies de la Capitale



# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION				DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 01	ALAIN SERGE	BIOLOGISTE	WINIPEG (MANITOBA)	26 AU 29 OCT 96	RENCONTRE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX DE LA FORMATION DES CHASSEURS AVEC LES RESPONSABLES FÉDÉRAUX DE L'APPLICATION DU COURS CANADIEN DE SÉCURITÉ DANS LE MANIEMENT DES ARMES A FEU (CSMAF) -----FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN ACQUITTÉS PAR L'INTERNATIONAL -----HUNTER EDUCATION ASSOCIATION	338,80
01 01	AQUIN PIERRE	BIOLOGISTE	OTTAWA (ONT)	15 AU 17 AVRIL 96	PARTICIPER A LA RENCONTRE DU COMITÉ SUR LE STATUT DES ESPÈCES MENACÉES DE DISPARITION AU CANADA - PARTICIPER A LA RENCONTRE OU IL EST PREVU L'IDENTIFICATION DES ESPÈCES EN PÉRIL AU CANADA	769,96
01 01	ARSENAULT GEORGES	SMA (DGRF)	CHARLOTTETOWN (IPE)	4 ET 5 JUIN 96	RÉUNION DES SOUS-MINISTRES DE LA FAUNE DU CANADA, EN MARGE DE LA RÉUNION DES SOUS-MINISTRES RESPONSABLES DES FORÊTS	1 109,35
01 01	BERTHIAUME LUC	DIRECTEUR	CALGARY (ALB)	14 AU 20 SEPT 96	PARTICIPER A LA RÉUNION DU CONSEIL FÉDÉRAL/PROVINCIAL DES PARCS ET RÉUNION DE LA COMMISSION DES RIVIÈRES DU PATRIMOINE	1 667,01
01 01	BERTHIAUME LUC	DIRECTEUR	PETERBOROUGH (ONT)	25 AU 30 JAN 97	PARTICIPER AUX RÉUNIONS DE LA COMMISSION DES RIVIÈRES DU PATRIMOINE ET DU CONSEIL FÉDÉRAL/PROVINCIAL DES PARCS	928,99
01 01	CANAC - MARQUIS PIERRE	BIOLOGISTE	EDMONTON (ALBERTA)	18 AU 23 JUIN 96	RENCONTRE "CANADIAN ADVISORY COMMITTEE" - NORMES SUR LES PIEGES	1 105,64
01 01	CARON FRANCOIS	BIOLOGISTE	MONCTON (N.B.)	9 AU 19 AVRIL 96	PARTICIPER A LA RÉUNION ANNUELLE DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DU SAUMON DE L'ATLANTIQUE DU CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLORATION DE LA MER (CIEM) -----TRANSPORT PAR AUTO DU MINISTÈRE	1 263,80
01 01	CARON FRANCOIS	BIOLOGISTE	MONCTON (N.B.)	3 AU 7 FEV 97	REVISER L'ÉTAT DES STOCKS DES POISSONS ANADROMES POUR LA RÉGIOIN DU GOLFE ET DE FUNDY EN PARTICULIER LE SAUMON MAIS AUSSI L'ANGUILLE ET LE BAR RAYÉ -----FRAIS ASSUMÉS ENTIÈREMENT PAR PÊCHES ET OCÉANS CANADA	0,00
01 01	CHATELAIN RICHARD	DIRECTEUR	TORONTO (ONT)	10 AU 13 JUIN 96	RENCONTRE RÉUNISSANT LES DIRECTEURS DE LA FAUNE DE TOUTES LES PROVINCES ET TERRITOIRES DANS LE BUT D'HARMONISER LES ACTIONS ET POLITIQUES DES PROVINCES, DES TERRITOIRES ET DU GOUVERNEMENT DU CANADA EN MATIERE DES GESTION DE LA FAUNE	1 112,58



# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION			DESCRIPTION			COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 01	CHATELAIN RICHARD	DIRECTEUR	SACKVILLE (N.B.)	23 ET 24 SEPT 96	REPRÉSENTER LE QUÉBEC SUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PLAN CONJOINT DES HABITATS DE L'EST – OBTENIR LE FINANCEMENT POUR LA REALISATION DE PROJETS D'AMÉNAGEMENTS D'HABITATS FAUNIQUES AU QUÉBEC	1 240,88
01 01	CHATELAIN RICHARD	DIRECTEUR	VICTORIA (C.B.)	30 JAN AU 2 FEV 97	PARTICIPER A TITRE DE MEMBRE A UNE RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION POUR LA CONSERVATION DES ESPÈCES MENACÉES AU CANADA -----DÉPENSES DEFRAYÉES PAR LE SERVICE CANADIEN DE LA FAUNE	0,00
01 01	COURTOIS RÉHAUME	BIOLOGISTE	BANFF (ALBERTA)	19 AU 24 AVRIL 96	PARTICIPER A LA TRENTE-DEUXIÈME (32e) CONFÉRENCE NORD-AMÉRICAINNE SUR L'ORIGINAL	1 557,12
01 01	HARVEY GILLES	CHEF DE SERVICE	CANMORE (ALBERTA)	24 AU 27 SEPT 96	ACCOMPAGNER LES REPRÉSENTANTS DU "MAPAQ" A LA TROISIÈME (3e) SESSION DE LA CONFÉRENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DES PÊCHES	2 480,27
01 01	HUOT MICHEL	BIOLOGISTE	SACKVILLE (N.B.)	28 AU 31 OCT 96	PARTICIPER A L'ATELIER ANNUEL DU PLAN DE RÉTABLISSEMENT DU PLUVIER SIFFLEUR	1 058,08
01 01	JUTRAS JACQUES	BIOLOGISTE	CALGARY (ALBERTA)	4 AU 8 OCT 96	PARTICIPER AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONSERVATION DES AMPHIBIENS ET DES REPTILES AU CANADA ET AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE DÉCLIN DES AMPHIBIENS AU CANADA	1 114,48
01 01	LAFOND RENÉ	BIOLOGISTE	PARC NAT. FUNDY (N.B.)	9 AU 13 SEPT 96	PARTICIPER AU "NORTHEAST FURBEARER TECHNICAL COMMITTEE" – RENCONTRE DES GESTIONNAIRES DES ANIMAUX A FOURRURE DES ÉTATS ET PROVINCES DU NORD-EST -----TRANSPORT PAR AUTO DE LOCATION	388,18
01 01	LAMONTAGNE GILLES	BIOLOGISTE	PARC NAT. FUNDY (N.B.)	16 AU 19 SEPT 96	PARTICIPER AU "NORTHEAST DEER TECHNICAL COMMITTEE" -----TRANSPORT PAR AUTO DE LOCATION	81,25
01 01	NADEAU DANIEL	BIOLOGISTE	THUNDERBAY (ONT)	3 AU 5 MARS 97	PARTICIPER A UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LA SYNTHÈSE DES CONNAISSANCES DU DORE JAUNE DIRIGÉ PAR LE MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES DE L'ONTARIO -----TRANSPORT PAR AUTO DE LOCATION	142,43

# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION				DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 01	TREMBLAY JEAN	BIOLOGISTE	OTTAWA (ONT)	25 AU 27 MAI 96	ASSISTER ET PRÉSENTER UNE COMMUNICATION SCIENTIFIQUE A LA CONFÉRENCE "GÉOMATIQUE 1996" -----TRANSPORT PAR AUTO DE LOCATION	667,40
01 01	TREMBLAY JEAN	BIOLOGISTE	TORONTO (ONT)	18 AU 20 MARS 97	ASSISTER ET PRÉSENTER UNE COMMUNICATION SCIENTIFIQUE À LA CONFÉRENCE "GÉOMATIQUE 96"	1 087,29
01 02	BOULET GILLES BRULOTTE RAYNALD LEDUC RICHARD	METEOROLOGISTE DIRECTEUR METEOROLOGISTE	ST-JEAN (N.B.)	29 AVRIL AU 1 MAI 96	PARTICIPER EN TANT QUE CONFÉRENCIERS/ANIMATEURS AU "CLEAN AIR CONFERENCE 1996" PARRAINÉE PAR LA CONFÉRENCE DES GOUVERNEURS DE LA NOUVELLE-ANGLE-TERRE ET DES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES DE L'EST DU CANADA -----TRANSPORT PAR AUTO DE LOCATION	1 489,91
01 02	DUPONT JACQUES	ANALYSTE	ST-JEAN (N.B.)	29 ET 30 AVRIL 96	PARTICIPER A LA CONFÉRENCE "NESCOME" (NORTHEAST STATES COMMITTEE OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT) SUR LA QUALITÉ DE L'AIR	852,68
01 02	DUPONT JACQUES GOUIN DENYSE	ANALYSTE DIRECTRICE	BURLINGTON (ONT)	21 ET 22 JAN 97	RENCONTRE AVEC DES SPÉCIALISTE DE BURLINGTON SUR LE PROJET "RAISON" CONCERNANT LA GESTION DES DONNÉES DE QUALITÉ DE L'EAU AU CENTRE CANADIEN DES EAUX INTÉRIEURES (CCIW)	1 711,19
01 02	GUAY ISABELLE	BIOLOGISTE	CALGARY (ALBERTA)	5 AU 9 OCT 96	PARTICIPER A LA RÉUNION ANNUELLE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES LIGNES DIRECTRICES POUR LA QUALITÉ DE L'EAU	885,00
01 02	GUAY ISABELLE	BIOLOGISTE	VANCOUVER (C.B.)	15 AU 19 JAN 97	PARTICIPER A LA DEUXIÈME (2e) RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL QUI COMPREND LA RÉUNION DU SOUS-GROUPE GLYCOL ET LA RÉUNION SUR LES INDICES DE QUALITÉ DE L'EAU -----FRAIS DE TRANSPORT ET DE LOGEMENT ASSUMÉS PAR ENV. CANADA	219,55
01 02	GOUIN DENYSE	DIRECTRICE	OTTAWA (ONT)	25 AVRIL 96	ASSISTER A UN ATELIER PORTANT SUR L'UTILISATION DE SYSTÈMES D'AIDE A LA PRISE DE DÉCISION POUR LA GESTION DES ÉCOSYSTÈMES AQUATIQUES	576,05

# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION				DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 02	HEBERT SERGE	SPC. SC. PHYSIQUE	VANCOUVER (C.B.)	15 AU 19 JAN 97	PARTICIPER A UNE RENCONTRE DU GROUPE DE TRAVAIL DU CCME CHARGE DES RAP- PORTS SUR L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT ET PORTANT SUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN INDICE DE QUALITÉ DE L'EAU POUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE CANADIEN - PRE- SENTATION DE L'INDICE DE QUALITÉ QUI SERA UTILISÉ DANS LE BILAN NO: 2 SUR LE SAINT-LAURENT -----DÉPENSES ASSUMÉES ENTIEREMENT PAR ENV. CANADA	0,00
01 02	LAVIOLETTE NATHALIE	BIOLOGISTE	SASKATOON (SASK)	20 AU 26 JAN 97	ASSISTER A LA TROISIÈME (3e) CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES SCIENCES DU RE- SEAU D'ÉVALUATION ET DE SURVEILLANCE ÉCOLOGIQUES (RESE) -----DÉPENSES ENTIEREMENT ASSUMÉES PAR ENV. CANADA	0,00
01 02	PAINCHAUD JEAN	BIOLOGISTE	BURLINGTON (ONT)	10 AU 12 FEV 97	ASSISTER AU TRENTE-DEUXIÈME (32e) SYMPOSIUM SUR LA POLLUTION DE L'EAU -----DÉPENSES ASSUMÉES ENTIEREMENT PAR ENV. CANADA	0,00
01 02	THELLEN CLAUDE	CHEF DE DIVISION	CALGARY (ALBERTA)	5 AU 10 OCT 96	PRÉSENTATION D'UNE CONFÉRENCE ET PARTICIPATION A L'ATELIER SUR LA TOXICO- LOGIE AQUATIQUE (ATW 96)	1 572,00
01 02	TREMPE NORMAND	DIRECTEUR	CALGARY (ALBERTA)	11 AU 14 FEV 97	ATELIER SUR LES RÉSEAUX DE SURVEILLANCE DES COURS D'EAU -----TRANSPORT AÉRIEN DÉFRAYÉ PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	518,08
01 02	WALSH PIERRE	BIOLOGISTE	OTTAWA (ONT)	22 AU 24 MAI 96	PARTICIPER A UNE RÉUNION DU COMITÉ FÉDÉRAL/PROVINCIAL SUR LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DE L'AIR	797,84
01 02	WALSH PIERRE	BIOLOGISTE	TORONTO (ONT)	13 AU 17 NOV 96	RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL/PROVINCIAL SUR LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DE L'AIR -----FRAIS AÉRIENS ASSUMÉS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	692,64
01 03	ANCTIL CONRAD	CHEF DE SERVICE	TORONTO (ONT)	27 ET 28 AOÛT 96	PARTICIPER A UNE RÉUNION DU "NATIONAL AIR ISSUES COORDANATING COMMITTEE" (NAICC)	934,58
01 03	ANCTIL CONRAD	CHEF DE SERVICE	TORONTO (ONT)	11 ET 12 DEC 96	RÉUNION DES MINISTRES DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT	962,92

# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION				DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 03	ANCTIL CONRAD	CHEF DE SERVICE	TORONTO (ONT) VICTORIA (C.B.)	31 JAN ET 1 FEV 97 2 AU 5 FEV 97	TORONTO: RÉUNION "SULPHUR IN GASOLINE STREERING COMMITTE" VICTORIA: RÉUNION "NATIONAL AIR ISSUES COORDINATING COMMITTEE"	1 656,94
01 03	BRULOTTE RAYNALD	DIRECTEUR	TORONTO (ONT)	23 ET 24 JUILLET 96	RENCONTRE DES TROIS (3) COMITÉS SUR L'HARMONISATION (CCME)	739,91
01 03	CHAMPAGNE DANIEL	CHIMISTE	FREDERICTON (N.B.)	27 AU 30 OCT 96	GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL/PROVINCIAL SUR LES MESURES DE CONTRÔLE SUR LES SUBSTANCES DANGEREUSES APPAUVRISANT LA COUCHE D'OZONE -----TOUS LES FRAIS SONT ASSUMÉS PAR ENVIRONNEMENT CANADA	0,00
01 03	GAUCHER MARCEL	CHEF DE DIVISION	OTTAWA (ONT)	21 AU 24 OCT 96	RÉUNION ANNUELLE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES RESPONSABLES DU CON- TRÔLE DES PESTICIDES (ACRPC/CAPCO)	959,12
01 03	GAUCHER MARCEL	CHEF DE DIVISION	TORONTO (ONT)	9 ET 10 DEC 96	RÉUNION DE TRAVAIL - CLASSIFICATION DES PESTICIDES - DU COMITÉ FÉDÉRAL/PRO- VINCIAL/TERRITORIAL SUR LA LUTTE ANTIPASITAIRE	863,92
01 03	GOULET SERGE	CHEF DE SERVICE	MERRICKVILLE (ONT)	25 AU 27 SEPT 96	PARTICIPER A UNE SÉANCE D'ORIENTATION FÉDÉRALE/PROVINCIALE /TERRITORIALE SUR L'ÉLABORATION DU PROGRAMME D'ACTION NATIONAL DU CANADA POUR LA PRO- TECTION DU MILIEU MARIN CONTRE LA POLLUTION DUE AUX ACTIVITÉS TERRESTRES	784,26
01 03	JALBERT JEAN-MARC	CHEF DE SERVICE	TORONTO (ONT)	17 AU 19 JUIN 96	PARTICIPER A L'ATELIER SUR LA GESTION DES DÉCHETS D'EMBALLAGES AU CANADA PARTICIPER A LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL SUR L'EMBALLAGE	1 054,29

# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 03	JALBERT JEAN - MARC	CHEF DE SERVICE	TORONTO (ONT)	6 ET 7 FEV 97	PARTICIPER A LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL SUR L'EMBALLAGE	934,99
01 03	LAVERGNE JEAN	INGENIEUR	ST - JEAN (N.B.)	29 AVRIL AU 2 MAI 96	PARTICIPER AU "CLEAN AIR CONFERENCE 1996" PARRAINE PAR LA CONFERENCE DES GOUVERNEURS DE LA NOUVELLE - ANGLETERRE ET DES PREMIERS MINISTRES DE L'EST DU CANADA -----TRANSPORT PAR AUTO D'UN CONFRÈRE DE TRAVAIL	519,63
01 03	LAVERGNE JEAN	INGENIEUR	TORONTO (ONT)	19 ET 20 JUIN 96	PARTICIPER A UN ATELIER COV/NOx -----TOUS LES FRAIS SONT ASSUMÉS PAR ENVIRONNEMENT CANADA	0,00
01 03	LAVERGNE JEAN	INGENIEUR	TORONTO (ONT) CALGARY (ALB)	14 AU 20 NOV 96	TORONTO - PARTICIPER A UNE RÉUNION SUR LES OPTIONS STRATÉGIQUES CALGARY - PARTICIPER A UNE REUNION SUR L'ELABORATION DE LA STRATEGIE NATIONALE SUR LES PRÉCIPITATIONS ACIDES "AETA"	1 463,81
01 03	LETOURNEAU J.P.	CHEF DE SERVICE	TORONTO (ONT)	3 MARS 97	ATELIER NATIONAL SUR L'INSPECTION ET L'ENTRETIEN DES VÉHICULES -----TOUS LES FRAIS SONT ASSUMÉS PAR L'AQLPA	0,00
01 03	MATHIEU PIERRE	AGENT DE RECHERCHE	TORONTO (ONT)	12 AU 15 NOV 96	ASSISTER A UNE CONFÉRENCE DE DEUX (2) JOURS SUR LES NOUVELLES APPROCHES DE DÉREGLEMENTATION MISES DE L'AVANT PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ONTARIO NOTAMMENT LA RÉFORME DE LEURS SYSTÈMES D'AUTORISATION ET LA MODERNISATION DE LEUR REGLEMENTATION - RENCONTRER ET DISCUTER AVEC LA PERSONNE RESPONSABLE DU MINISTÈRE DE L'ONTARIO DE LEUR RÉFORME DE LA REGLEMENTATION DE L'ENVIRONNEMENT	1 685,10
01 03	NADEAU BENOIT	INGENIEUR	WINIPEG (MANITOBA)	26 AU 30 MAI 96	PARTICIPER A LA RÉUNION TRIMESTRIELLE DU "HWTG" (HAZARDOUS WASTE TASK GROUP)	1 020,39
01 03	NADEAU BENOIT	INGENIEUR	TORONTO (ONT)	8 AU 11 DEC 96	ASSISTER ET PARTICIPER A L'ATELIER DE TRAVAIL DU CCME SUR LES MATIERES DANGEREUSES. CET ATELIER CONSTITUE L'ABOUTISSEMENT DES TRAVAUX DU "HWTG" QUI PRÉSENTÉ AUX INDUSTRIES ET AUX GROUPES ENVIRONNEMENTAUX LES RESULTATS DES DIFFERENTS SUJETS TRAITÉS -----TRANSPORT PAR TRAIN	862,40

# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 03	PLAMONDON J.P.	INGENIEUR	WINIPEG (MANITOBA)	22 AU 24 SEPT 96	PARTICIPER AU "WORKSHOP ON TOXIC SUBSTANCES"	1 677,57
01 03	RIVET JEAN	DIRECTEUR	TORONTO (ONT)	1 ET 2 OCT 96	PARTICIPER A UNE RÉUNION DU COMITÉ RESPONSABLE DE L'ENTENTE AUXILLAIRE SUR LES "STANDARDS NORMES" DANS LE CADRE DES DISCUSSIONS SUR L'HARMONISATION	908,80
01 03	ROBERT ROBERTE	CHEF DE DIVISION	TORONTO (ONT)	17 ET 18 JUIN 96	PARTICIPER A LA CONFÉRENCE ORGANISÉE PAR "INSIGHT INFORMATION INC" SUR LE THEME "MINE CLOSURE PLANS AND LIABILITY ISSUES" RELATIF A LA PREPARATION D'UNE REGLEMENTATION SUR LE SECTEUR MINIER	1 578,21
01 03	THEBERGE SIMON	BIOLOGISTE	CHARLOTTETOWN (IPE)	11 AU 16 AOÛT 96	ASSISTER A LA SEPTIÈME (7 <sup>e</sup> ) CONFÉRENCE SUR L'EAU POTABLE RÉUNION DU SOUS COMITÉ FÉDÉRAL/PROVINCIAL SUR L'EAU POTABLE -----COÛTS DE TRANSPORT REMBOURSÉ PAR SANTÉ CANADA	1 283,40
01 04	BISSON SYLVIE	PROFESSIONNELLE	NORTH YORK (ONT)	4 AU 7 NOV 96	PRÉSENTATION D'UNE CONFÉRENCE LORS DE L'ATELIER NATIONAL SUR L'ÉCOLOGISATION DE L'APPROVISIONNEMENT GOUVERNEMENTAL ORGANISÉ PAR ENVIRONNEMENT CANADA, TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA SUR LA POLITIQUE D'ACHAT	1 003,67
01 04	GELINAS HUGUETTE	SPEC. SC. PHYSIQUES	REGINA (SAS)	28 SEPT AU 2 OCT 96	ASSISTER A LA QUINZIÈME (15 <sup>e</sup> ) CONFÉRENCE DES AIRES ÉCOLOGIQUES DU CONSEIL CANADIEN	1 123,46

# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 04	GERARDIN VINCENT	ARPSE	SAULT-STE-MARIE (ONT)	27 AU 29 AVRIL 96	RENCONTRE AVEC LES CHERCHEURS DU SERVICE CANADIEN DES FORETS (SCF) POUR DISCUTER DE LEURS TRAVAUX DE MODÉLISATION CLIMATIQUE, HYDROLOGIQUE GÉOMORPHOLOGIQUE ET BIOLOGIQUE A PARTIR DE MODÈLES NUMÉRIQUES D'ALTITUDE (MNA)	777,56
01 04	GIGUERE SUZANNE	SMA DEV DURABLE	WINIPEG (MANITOBA)	13 ET 14 JAN 97	RÉUNION DU SOUS-COMITÉ DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE (CCME)	1 776,00
01 04	GIGUERE SUZANNE	SMA DEV DURABLE	WINIPEG (MANITOBA)	26 AU 28 JAN 97	RÉUNION DU COMITÉ DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	1 711,65
01 04	GIGUERE SUZANNE	SMA DEV DURABLE	WINIPEG (MANITOBA)	4 AU 6 FEV 97	RENCONTRE SUR L'HARMONISATION (CCME)	1 378,35
01 04	GIGUERE SUZANNE	SMA DEV DURABLE	WINIPEG (MANITOBA)	18 AU 20 FEV 97	RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES SOUS-MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT	1 313,10
01 04	GIGUERE SUZANNE	SMA DEV DURABLE	WINIPEG (MANITOBA)	11 ET 12 MARS 97	RENCONTRE DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS (CCME)	1 575,00
01 04	HARVEY ANDRE	SMA DEV DURABLE	TORONTO (ONT)	23 ET 24 JUILLET 96	RENCONTRE DES TROIS (3) COMITÉS SUR L'HARMONISATION (CCME)	879,71
01 04	HARVEY ANDRE	SMA DEV DURABLE	WINIPEG (MANITOBA)	12 AU 14 SEPT 96	PARTICIPER A UNE RÉUNION DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	1 600,90
01 04	HARVEY ANDRE	SMA DEV DURABLE	WINIPEG (MANITOBA)	8 AU 10 OCT 96	PARTICIPER A UNE RÉUNION DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	1 609,90
01 04	HARVEY ANDRE	SMA DEV DURABLE	TORONTO (ONT)	19 ET 20 NOV 96	RÉUNION DES MINISTRES DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	1 040,50
01 04	HARVEY ANDRE	SMA DEV DURABLE	TORONTO (ONT)	11 ET 12 DEC 96	RÉUNION DES MINISTRES DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT	930,14

# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 04	LABALETTE JEAN-LUC	ECONOMISTE	OTTAWA (ONT)	14 ET 15 JAN 97	PARTICIPER AU FORUM NATIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TRANS- PORTS	711,51
01 04	LABALETTE JEAN-LUC	ECONOMISTE	OTTAWA (ONT)	11 ET 12 FEV 97	PARTICIPER AU FORUM NATIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TRANSPORTS	644,36
01 04	LEFEBVRE PIERRE	DIRECTEUR	FREDERICTON (N.B.)	10 AU 13 SEPT 96	PARTICIPER A LA RENCONTRE ANNUELLE DES ADMINISTRATEURS DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	1 182,61
01 04	ROY PIERRE	ECONOMISTE	WINIPEG (MANITOBA)	23 AU 25 JAN 97	PARTICIPER A UN ATELIER SUR LES INSTRUMENTS ÉCONOMIQUES ORGANISÉ CON- JOINTEMENT POUR LE GROUPE DE TRAVAIL SUR L'INTEGRATION ECONOMIQUE DU CCME ET LA TABLE RONDE NATIONALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ECONOMIE	1 303,42
01 04	SAUVE CLAUDE	CHEF DE SERVICE	WINIPEG (MANITOBA)	24 AU 26 AVRIL 96	PARTICIPER A LA RENCONTRE ANNUELLE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'INTEGRA- TION ÉCONOMIQUE (CCME)	986,86
01 04	TINGXIAN LI	ARPSE	REGINA (SAS)	28 SEPT AU 2 OCT 96	ASSISTER AU CINQUIÈME (5e) CONGRES DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'ÉCOLOGIE ET D'AMÉNAGEMENT DU PAYASAGE	1 491,72
02 01	COUTURIER SERGE	BIOLOGISTE	THUNDER BAY (ONT)	17 AU 22 AOUT 96	ASSISTER A LA SEPTIÈME (7e) "NORTH AMERICAN CARIBOU CONFERENCE" ET PRESEN- TER UNE COMMUNICATION SUR L'ETAT DES POPULATIONS DE CARIBOUS AU QUEBEC	997,51
02 01	COUTURIER SERGE	BIOLOGISTE	GOOSE BAY (LABRADOR)	10 AU 13 DEC 96	REPRÉSENTER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A LA PREMIÈRE (1ère) RÉUNION DE L'INSTITUT POUR LA SURVEILLANCE ET LA RECHERCHE ENVIRONNEMENTALES - DOS- SIER DES VOLS MILITAIRES A BASSE ALTITUDE	1 922,84
02 01	COUTURIER SERGE	BIOLOGISTE	GOOSE BAY (LABRADOR)	17 AU 20 FEV 97	REPRÉSENTER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A LA DEUXIÈME (2e) RÉUNION DE L'INSTITUT POUR LA SURVEILLANCE ET LA RECHERCHE ENVIRONNEMENTALES - DOS- SIER DES VOLS MILITAIRES A BASSE ALTITUDE -----DÉPENSES DÉFRAYÉES PAR L'INSTITUT POUR LA SURVEILLANCE -----ET LA RECHERCHE ENVIRONNEMENTALE	0,00



# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION				DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
02 01	GRONDIN PAUL	TECHNICIEN	CHARLOTTETOWN (IPE)	8 AU 14 AOUT 96	COURS DE FORMATION SUR LE DIAGNOSTIC DES MALADIES DE BASE DANS UNE STA- TION PISCICOLE -----TRANSPORT PAR AUTOMOBILE	1 387,15
02 01	LEBRUN ROBERT YACYNO EILEEN	TECHNICIEN TECHNICIENNE	PICTON (ONT)	9 AU 13 SEPT 96	COURS DE FORMATION OFFERT GRATUITEMENT PAR LE DOCTEUR JOHN CASSELMAN SUR LA LECTURE D'OPERCULES DU DORÉ JAUNE -----TRANSPORT PAR AUTOMOBILE DU MINISTÈRE	1 030,30
02 01	ST-PIERRE MARIO	CHEF DE SERVICE	HAPPY VALLEY (TNW)	20 AU 22 NOV 96	ASSISTER A LARENCONTRE QUI CONSTITUE LA PREMIÈRE ÉTAPE DES CONSULTATIONS SUR LE FUTUR DE LA PÊCHE COMMERCIALE DU SAUMON AU LABRADOR ET DANS L'EST DU CANADA	1 536,07
02 02	COOKE RICHARD	DIRECTEUR DE PARC	NTON (ALBERTA) VANCOUVER (C.B.)	15 AU 30 SEPT 96	PARTICIPER AU PROGRAMME DE FORMATION OFFERT PAR LE CONSEIL FEDERAL PRO- VINCIAL DES PARCS	2 117,31
02 02	PILOTE SERGE GUILLEMETTE J.C.	CONSERVATEUR TECHNICIEN	SHIPPAGAN (N.B.)	11 AU 13 JUIN 96	ÉCHANGE ENTRE L'AQUARIUM ET LE CENTRE MARIN DE SHIPPAGAN DE CENT (100) SPE- CIMENS D'EAU SALÉE POUR SOIXANTE-DIX (70) POISSONS D'EAU DOUCE EN VERTU DE L'ENTENTE DU 14 MAI 1996 -----TRANSPORT PAR CAMION DU GOUVERNEMENT	335,91
02 03	CLOUTIER LAURENT	AGENT CONSERVATION	CHARLOTTETOWN (IPE)	7 AU 9 JUIN 96	RECEVOIR UN GRAND PRIX CANADIEN D'EXCELLENCE EN CONSERVATION DES RES- SOURCES NATURELLES -----L'ENSEMBLE DES DÉPENSES EST ASSUMÉE PAR LA FÉDÉRATION -----CANADIENNE DE LA FAUNE	0,00
02 03	LAVOIE GUILDO MORNEAU J.G. HAMEL RICHARD	COORDONNATEUR AGENT CONSERVATION AGENT CONSERVATION	CAMPBELTON (N.B.)	4 FÉVRIER 97	RENCONTRE DE PLANIFICATION ET DE SUIVI CONCERNANT LES PATROUILLES CON- JOINTES DANS LE CADRE DE LA GESTION DU SAUMON DU BASSIN DE LA RIVIERE RES- TIGOUCHE IMPLIQUANT LE MEF - RICHESSES NATURELLES (N.B.) ET PÊCHES ET OCÉANS CANADA -----TRANSPORT PAR AUTOMOBILE DU MINISTÈRE	31,04
02 04	CARPENTIER ANDRE DUMONT ROGER ROBERT BRUNO	INGENIEUR INGENIEUR INGENIEUR	TORONTO (ONT)	12 ET 13 JUIN 96	REUNION DE LA COMMISSION DE PLANIFICATION DE LA RÉGULARISATION DE LA RI- VIÈRE DES OUTAOUAIS ET RÉUNION DU COMITÉ DE RÉGULARISATION DE LA RIVIERE DES OUTAOUAIS	1 524,93

# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION				DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
02 04	CARPENTIER ANDRE	INGENIEUR	TORONTO (ONT)	15 AOUT 96	RÉUNION DU COMITÉ DE TRAVAIL DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DU FLEUVE ST-LAURENT	754,43
02 04	CARPENTIER ANDRE	INGENIEUR	TORONTO (ONT)	16 ET 17 SEPT 96	RÉUNION DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DU FLEUVE ST-LAURENT ET DU COMITE DE TRAVAIL DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DU FLEUVE ST-LAURENT	640,51
02 04	CARPENTIER ANDRE	INGENIEUR	WINIPEG (MANITOBA)	7 AU 9 FEV 97	RÉUNION SEMI-ANNUELLE DES DIRECTEURS DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES RESSOURCES HYDRIQUES - ATELIER "GIS APPLICATION IN WATER RESSOURCES"	358,03
02 04	CHOUINARD ROBERT	DIR. ADJOINT	SASKATOON (SASK)	1 AU 6 JUIN 96	ASSISTER A LA SEPTIÈME (7e) CONFERENCE DE L'ORGANISATION CANADIENNE POUR L'APPLICATION DES LOIS ENVIRONNEMENTALES (O.C.A.L.E.)	1 214,58
02 04	DOLBEC MICHEL TESSIER DENIS	INGÉNIEUR INGÉNIEUR	NIAGARA FALLS (ONT)	5 AU 10 OCT 96	PARTICIPER À LA CONFÉRENCE CONJOINTE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DE LA SÉCURITÉ DES BARRAGES (ACSB) ET DU COMITÉ CANADIEN DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DES GRANDS BARRAGES (CANCOLD)	3 373,76
02 05	CARRIERE KATHLEEN	DIRECTEUR	TORONTO (ONT)	2 OCT 96	PARTICIPER A UNE RÉUNION DU COMITE RESPONSABLE DE L'ENTENTE AUXILLAIRE SUR LES STABDARDS (NORMES) ET A L'ENTENTE AUXILLAIRE SUR LES INSPECTIONS DANS LE CADRE DES DISCUSSIONS SUR L'HARMONISATION	581,23
02 05	DESBIENS JEAN-YVES	CHARGE DE MISSION	VICTORIA (C.B.)	10 AU 14 AVRIL 96	PARTICIPER A LA RÉUNION ANNUELLE DU SERVICE CANADIEN DE LA FAUNE ET DES SERVICES DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE DES AUTRES PROVINCES	1 301,22
03 01	AMYOT FRANCE	ATTACHE DE PRESSE	TORONTO (ONT)	30 MAI AU 3 JUIN 96	ACCOMPAGNER LE MINISTRE A UNE RÉUNION DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT POUR RELANCER LE DOSSIER DE L'HARMONMISATON DE LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT AU CANADA	706,72
03 01	SIMARD CHRISTIAN	ATTACHE POLITIQUE				168,42
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	ST-JEAN (N.B.)	29 AVRIL AU 1er MAI 96	ACCOMPAGNER LE MINISTRE A LA CONFÉRENCE SUR LA QUALITÉ DE L'AIR PARRAINÉ PAR LA CONFERENCE DES GOUVERNEURS DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE ET DES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES DE L'EST DU CANADA ET LE MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DU NOUVEAU-BRUNWICK	921,45

# VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION				DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	TORONTO (ONT)	30 ET 31 MAI 96	PARTICIPER A UNE RÉUNION DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	229,21
	PRONOVOST JEAN	SOUS-MINISTRE			----- TRANSPORT AÉRIEN PAR AVION DU GOUVERNEMENT	162,43
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	CHARLOTTETOWN (IPE)	4 ET 5 JUIN 96	RÉUNION DES SOUS-MINISTRES DE LA FAUNE DU CANADA, EN MARGE DE LA RÉUNION DES SOUS-MINISTRES RESPONSABLES DES FORÊTS	1 038,08
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	WINIPEG (MANITOBA)	27 AU 29 AOUT 96	PARTICIPER A UNE RÉUNION AVEC LES REPRESENTANTS PROVINCIAUX SUR LA "LCPE" RENOUVELEE	1 550,61
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	CHARLOTTETOWN (IPE)	1 ET 2 OCT 96	RÉUNION DES MINISTRES DES FORÊTS - DES PARCS ET DE LA FAUNE	1 151,72
03 01	FOREST NORMAND	ATTACHÉ POLITIQUE				1 147,78
03 01	ARSENAULT GEORGE	SMA RESS. FAUNIQUE	CHARLOTTETOWN (IPE)	29 SEPT AU 2 OCT 96	RÉUNION DES MINISTRES DES FORÊTS - DES PARCS ET DE LA FAUNE	1 372,33
03 01	GAUDET DIANE	SOUS-MINISTRE				1 074,95
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	WINIPEG (MANITOBA)	16 AU 18 OCT 96	RÉUNION DES SOUS-MINISTRES DU CONSEIL CANADIEN DE MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	1 096,58
03 01	LAUZON ROBERT	CONSEILLER				1 208,52
03 01	GAUDET DIANE	SOUS-MINISTRE				1 196,86
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	OTTAWA (ONT)	13 ET 14 MARS 97	RÉUNION FÉDÉRALE/PROVINCIALE SUR LA LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (LCPE)	815,00
03 01	DESMARAIS M. - JOSÉE	CONSEILLERE	FREDERICTON (N.B.)	27 AU 29 NOV 96	COMITÉ CONSULTATIF FEDERAL/PROVINCIAL DE LA LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (LCPE)	920,60
03 01	FOURNIER MICHELLE	CONSEILLÈRE	WINIPEG (MANITOBA)	18 AU 20 FEV 97	RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES SOUS-MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT	1 184,69
03 01	GAUDET DIANE	SOUS-MINISTRE	TORONTO (ONT)	19 ET 20 NOV 96	RÉUNION DES MINISTRES DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	976,45

## VOYAGES HORS QUÉBEC (INTÉRIEUR CANADA) 1996/97

IDENTIFICATION				DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
03 01	GAUDET DIANE	SOUS-MINISTRE	TORONTO (ONT)	11 ET 12 DEC 96	RÉUNION DES MINISTRES DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT	963,54
03 01	LAUZON ROBERT	CONSEILLER	TORONTO (ONT)	13 ET 14 NOV 96	RENCONTRE D'UN GROUPE DE RÉDACTION, SOUS LA RESPONSABILITÉ DES SOUS-MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT DU CANADA, POUR FINALISER LES TEXTES DE L'ACCORD NATIONAL SUR L'HARMONISATION ENVIRONNEMENTALE ET LES ENTENTES AUXILIAIRES SUR LES STANDARDS ET SUR LES INSPECTIONS	966,38



# VOYAGES HORS CANADA 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 01	AQUIN PIERRE	BIOLOGISTE	ARLINGTON (VIRGINIE)	19 AU 26 OCT 96	SUIVRE UN COURS SUR LA STANDARDISATION DE LA MÉTHODOLOGIE ET RELATIONS AVEC L'ORGANISME FONDATEUR DU "CDPNQ"	870,44
01 01	ARSENAULT GEORGES	SOUS-MIN. ADJ.	WASHINGTON (D.C.)	6 AU 8 MAI 96	PARTICIPER EN TANT QUE MEMBRE ET REPRESENTANT DU QUEBEC AUX TRAVAUX DU COMITÉ INTERNATIONAL SUR LA GESTION DU PLAN NORD AMERICAIN DE LA GESTION DE LA SAUVAGINE (PNAGS) - CE COMITÉ A COMME TÂCHE PRINCIPALE DE FORMULER DES AVIS AU PAYS SIGNATAIRE DE L'ENTENTE SUR LA DISTRIBUTION DES FONDS DE L'ENTENTE ENTRE LE CANADA LES ÉTATS-UNIS ET LE MEXIQUE	1 401,45
01 01	CHATELAIN RICHARD	DIRECTEUR	BELLINGHAM (WAS)	7 AU 9 JUILLET 96	PARTICIPER A TITRE DE MEMBRE A UNE RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION POUR LA CONSERVATION DES ESPÈCES MENACÉES - REMPLACER MONSIEUR GEORGES ARSENAULT SMA RESSOURCES FAUNIQUES ET PARCS A TITRE DE MEMBRE DU CONSEIL CANADIEN POUR LA CONSERVATION DES TERRES HUMIDES NORD-AMÉRICAINES -----TOUS LES FRAIS SONT ASSUMÉS PAR LE SERV. CANADIEN DE LA FAUNE	0,00
01 01	LAMONTAGNE GILLES	BIOLOGISTE	STRATTON (VERMONT)	28 AVRIL AU 2 MAI 96	PARTICIPER A LA TREIZIEME (13e) "EASTERN BLACK BEAR WORKSHOP" -----TRANSPORT PAR AUTO DU MINISTÈRE	663,06
01 01	LEFEBVRE NICOLE	SPC. SC EDUCATION	FRANCE	18 AU 28 AOÛT 96	CONNAITRE LA STRUCTURE ET LA MISSION DES CENTRES PERMANENTS D'INITIATIVE A L'ENVIRONNEMENT (CPIE) EN VUE D'ÉTABLIR LA PERTINENCE DU DÉVELOPPEMENT D'UN MODÈLE QUÉBÉCOIS RÉGIONALISÉ QUI PERMETTRAIT DE CONSOLIDER LES INTERVENTIONS EN ÉDUCATION A L'ENVIRONNEMENT AVEC LES ORGANISMES LOCAUX	2 477,97
01 01	LEPAGE MICHEL	BIOLOGISTE	NEWPORT (R.H.)	24 AU 28 FEV 97	REPRÉSENTER LE QUÉBEC AU COMITÉ TECHNIQUE DE "L'ATLANTIC FLYWAY COUNCIL" PRÉSENTATION DU PROJET DE CHASSE PRINTANIÈRE DE L'OIE DES NEIGES À DES FINS DE CONTRÔLE DES DOMMAGES AUX CULTURES -----TRANSPORT PAR VÉHICULE D'ENVIRONNEMENT CANADA	713,74
01 01	O'NEIL MICHAEL	PAYSAGISTE	RAY BROOK (N.Y.)	29 ET 30 OCT 96	DANS LE CADRE DE L'ENTENTE QUEBEC/NEW-YORK PARTICIPER A LA REUNION DU COMITE MIXTE RESPONSABLE DE L'ENTENTE - QUALITÉ DE L'AIR - PROTECTION DES PARCS - POLITIQUES DE LA FAUNE -----TRANSPORT PAR VÉHICULE DE LOCATION	152,38

# VOYAGES HORS CANADA 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 01	POTVIN FRANCOIS	ING. FORESTIER	CINCINNATI (OHIO)	1 AU 6 OCT 96	ASSISTER A LA TROISIÈME (3e) CONFÉRENCE "THE WILDLIFE SOCIETY" ET Y PRÉSENTER UNE COMMUNICATION SCIENTIFIQUE DANS LE CADRE DU SYMPOSIUM GEOMATIQUE DE LA FAUNE	1 929,93
01 01	TURGEON YVAN	BIOLOGISTE	CLERMONT - FERRAND (FR)	8 AU 15 AVRIL 96 27 MAI AU 9 JUIN 96 22 AU 25 JUILLET 96 5 AU 8 AOÛT 96 10 AU 13 SEPT 96 13 AU 16 JAN 97 10 AU 13 FEV 97 10 AU 13 MARS 97	FOURNIR ASSISTANCE TECHNIQUE AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA PÊCHE (CSP) DANS LE DOSSIER DE LA CONSTRUCTION D'UNE PISCICULTURE A HAUT - ALLIER -----L'ENSEMBLE DES COÛTS INHÉRENTS EST ASSUMÉ PAR LE CONSEIL -----SUPERIEUR DE LA PÊCHE (FRANCE)	0,00
01 02	BOUCHARD ARISTIDE	DIRECTEUR	NANCY (FRANCE)	10 AU 14 MAI 95	PARTICIPER A LA RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION DE LA RECHERCHE ET DE LA (CORF) DU CENTRE INTERNATIONAL DE L'EAU DE NANCY (NANCIE) - RENCONTRE DES AUTORITES DE L'IRH DANS LE CADRE DU PROJET DE LA COOPÉRATION FRANCO-QUÉBÉCOISE -----TOUS LES FRAIS INHÉRENTS SONT ASSUMÉS PAR LE "NANCIE"	0,00
01 02	BRASSARD NICOLE	MICROBIOLOGISTE	NEW ORLEANS (LOUISIANNE)	18 AU 24 MAI 96	ASSISTER ET PRÉSENTER UNE AFFICHE AU 96e CONGRÈS DE "L'AMERICAN SOCIETY FOR MICROBIOLOGY" CETTE COMMUNICATION CONJOINTE AVEC LE "CENTER FOR DISEASE CONTROL" SITUÉ À ATLANTA PRÉSENTÉ LES MÉTHODOLOGIES MISES AU POINT ET UTILISÉES PAR LE "MEF" POUR LA DÉTECTION DU VIRUS DE L'HÉPATITE "A" DANS DES ÉCHANTILLONS D'EAU SOUTERRAINE A L'ORIGINE D'UNE ÉPIDÉMIE DANS LA POPULATION	2 275,78
01 02	CHABOT LOUIS	INGENIEUR	SAN FRANCISCO (CAL)	28 AU 31 MAI 96	RENCONTRE DES USAGERS DU SATELLITE "GOES"	1 796,92
01 02	DUPONT JACQUES	ANALYSTE	VIENNE (AUTRICHE)	14 AU 20 AVRIL 96	ASSISTER ET AGIR A TITRE DE CONFÉRENCIER A LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE "HYDROGIS 96" SUR L'APPLICATION DES SYSTÈMES D'INFORMATIONS GÉOGRAPHIQUES A L'HYDROLOGIE ET A LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU -----TOUS LES FRAIS INHÉRENTS SONT ASSUMÉS PAR "INRS-EAU"	0,00

# VOYAGES HORS CANADA 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 02	DUPONT JACQUES	ANALYSTE	BORT - LES ORGUES (FR)	9 AU 16 SEPT 96	RÉUNION ANNUELLE DU COMITÉ DE DIRECTION DE LA REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES DE L'EAU. CETTE RÉUNION FRANCO/QUÉBÉCOISE EST PARRAINÉE PAR LA COOPÉRATION FRANCE/QUÉBEC ET VISE A FAIRE LE POINT SUR LES ACTIVITÉS DE LA REVUE ET SA PROMOTION DANS LA FRANCOPHONIE -----COÛTS DE TRANSPORT ASSUMÉS PAR LA COOPÉRATION FR/QUÉBEC -----AUTRES FRAIS ASSUMÉS PAR LA REVUE DES SCIENCES DE L'EAU	0,00
01 02	GANGBAZO GEORGES	INGENIEUR	BURLINGTON (VERMONT)	1 AU 3 AVRIL 96	PARTICIPER A LA CONFÉRENCE "AGRICULTURAL WATER QUALITY ISSUES CONFERENCE" RENCONTRE ET ÉCHANGE AVEC LES PARTICIPANTS -----TRANSPORT EN VÉHICULE AVEC DES CONFRÈRES DE TRAVAIL	202,30
01 02	LAFORTUNE A.MARIE	TOXICOLOGUE	NANCY (FRANCE)	4 NOV AU 13 DEC 96	MISSION DU SECTEUR "ENVIRONNEMENT" DE LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE FRANCO/QUÉBÉCOISE SUR LE "DÉVELOPPEMENT EN MÉTROLOGIE ET EN ÉCOTOXICOLOGIE RELATIVEMENT A LA CARACTÉRISATION DES LIEUX CONTAMINÉS DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION DE RISQUE ÉCOTOXICOLOGIQUE" -----FRAIS DE DÉPLACEMENT ASSUMÉS PAR LE "MAI" -----AUTRES FRAIS ASSUMÉS PAR LA COOPÉRATION FRANCO-QUÉBÉCOISE	0,00
01 02	LEDUC RICHARD	METEOROLOGISTE	KENEBUNKPORT (MAINE)	7 AU 10 JUILLET 96	PARTICIPER A UN ATELIER DE TRAVAIL "NORTHEAST REGIONAL MERCURY STUDY" ORGANISÉ PAR "NESCAUM" (NORTH - EAST STATES REGIONAL COORDINATED AIR USE) SUR LES QUESTIONS DE POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE PARTICULIÈREMENT SUR LES PROGRAMMES COMMUNS D'ÉCHANTILLONNAGE -----TRANSPORT PAR AUTO DE LOCATION	775,34
01 02	ROUSSEAU NORMAND	GEOLOGUE	WASHINGTON (D.C.)	16 AU 22 NOV 96	PARTICIPER AU CONGRÈS DE LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE SUR LA TOXICOLOGIE AQUATIQUE "SETAC"	1 902,62
01 02	THELLEN CLAUDE	CHIMISTE	PARIS ET NANCY (FRANCE)	2 AU 10 NOV 96	MISSION DU SECTEUR ENVIRONNEMENT DU PROGRAMME DE COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE FRANCO/QUÉBÉCOISE AVEC L'IRH PORTANT SUR LE DÉVELOPPEMENT EN MÉTROLOGIE ET EN ÉCOTOXICOLOGIE RELATIVEMENT A LA CARACTÉRISATION DES LIEUX CONTAMINÉS DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION DES RISQUES -----FRAIS AÉRIENS ASSUMÉS PAR LE MAI	713,43



# VOYAGES HORS CANADA 1996/97

IDENTIFICATION				DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 03	BARTHE CHRISTINE	MICROBIOLOGISTE	BOSTON (MASS)	18 AU 21 NOV 96	ASSISTER AU CONGRÈS ANNUEL DE "L'AMERICAN WATER WORKS ASSOCIATION" (WQTC) PORTANT SUR L'EAU POTABLE	1 927,96
01 03	CHRÉTIEN RENÉE - C.	INGENIEUR	ORLANDO (FLORIDE)	4 AU 9 MAI 96	PARTICIPER A LA CONFÉRENCE ENVIRONNEMENTALE DE L'ASSOCIATION TECHNIQUE DES PÂTES ET PAPIER (TAPPI)	1 976,90
01 03	DESSUREAULT MARIO	INGENIEUR	ARLINGTON (TEXAS)	21 AU 25 MAI 96	SUIVRE UN COURS INTITULÉ: "CONTROL OF PARTICULATE EMISSIONS" DISPENSE PAR L'AIR POLLUTION TRAINING ACADEMY	1 829,56
01 03	DUBÉ GUYLAINE VALLÉE PIERRE	INGENIEURE INGENIEUR	BURLINGTON (VERMONT)	1 AU 3 AVRIL 96	PARTICIPER A LA CONFÉRENCE "AGRICULTURAL WATER QUALITY ISSUES CONFERENCE" RENCONTRE ET ÉCHANGE AVEC LES PARTICIPANTS -----TRANSPORT EN AUTOMOBILE	466,15
01 03	GABOURY BERNARD	CHARGE DE PROJET	WASHINGTON (D.C.)	14 AU 17 OCT 96	ASSISTER A LA DIX - SEPTIEME (17e) CONFÉRENCE: "HAZWASTE WORLD SUPERFUND" ACQUÉRIR DES INFORMATIONS SUR L'ETAT D'AVANCEMENT ET LES MODIFICATIONS PREVUES AU PROGRAMME "SUPERFUND" ET IDENTIFIER DES APPROCHES INNOVATRICES POUR INCITER LES ENTREPRISES A RESTAURER LEURS TERRAINS ET A TRAITER LES SOLS CONTAMINÉS	2 517,16
01 03	GAGNÉ CAROL	INGENIEUR	ORLANDO (FLORIDE)	4 AU 9 MAI 96	PARTICIPER A LA CONFÉRENCE ENVIRONNEMENTALE DE L'ASSOCIATION TECHNIQUE DES PÂTES ET PAPIER (TAPPI)	1 990,92
01 03	GARIÉPY STÉPHANE	INGENIEUR	POITIERS (FRANCE)	8 AU 15 SEPT 96	ASSISTER AU COLLOQUE INTERNATIOINAL "ESRA 1996" ET PRÉSENTER UNE ALLOCUTION PORTANT SUR L'IMPLICATION DES PROGRAMMES D'AIDE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU EN ZONES AGRICOLES AU QUEBEC -----DÉPENSES ASSUMÉES PAR LES ORGANISATEURS DU COLLOQUE	0,00
01 03	LATULIPPE J. - MAURICE	DIRECTEUR	BUCAREST (ROUMANIE)	29 AOUT AU 8 SEP 96	AU NIVEAU DE TOUT LE QUÉBEC OU AU NIVEAU D'UN BASSIN VERSANT OU D'UNE REGION CONCERNÉE LA MISE EN OEUVRE D'UNE PLANIFICATION ET D'UNE ÉLABORATION DES SCHEMAS DIRECTEURS DE L'EAU S'IMPOSE PARTOUT COMME UNE NECESSITE CETTE RENCONTRE EN SERA UNE D'ATELIER SUR LA CONFECTION ET LES COMPARAISONS DES SCHÉMAS DIRECTEURS DE L'EAU LA RENCONTRE AVEC L'AGENCE ADOURGARONNE FERA PARTIE DE LA CONNAISSANCE CONCRÈTE D'UN SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU TEL QUE LE SCHÉMA DIRECTEUR DE L'EAU PRÉCONISE PAR LE COBARIC	2 651,36

# VOYAGES HORS CANADA 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01 03	LÉTOURNEAU J.P.	INGENIEUR	NASHVILLE (TENN)	22 AU 28 JUIN 96	ASSISTER UA 89e CONGRÈS DE "L'AWMA" PRENDRE CONNAISSANCE DES ORIENTATIONS AMÉRICAINES ET DES APPROCHES INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ATMOSPHÉRIQUE ET DE FAIRE LE POINT SUR LES DERNIÈRES NOUVEAUTÉS EN MATIÈRE DE TECHNOLOGIE	3 013,36
01 03	LÉTOURNEAU J.P.	INGENIEUR	RAY BROOK (N.Y.)	29 ET 30 OCT 96	DANS LE CADRE DE L'ENTENTE QUÉBEC/NEW-YORK PARTICIPER A LA RÉUNION DU COMITÉ MIXTE RESPONSABLE DE L'ENTENTE - QUALITÉ DE L'AIR - PROTECTION DES PARCS - POLITIQUES DE LA FAUNE -----TRANSPORT PAR VÉHICULE DE LOCATION	53,60
01 03	RIVET JEAN	DIRECTEUR	MEXICO (MEXIQUE)	21 AU 24 AOUT 96	SUR INVITATION DE LA COMMISSION DE COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE PARTICIPER À UNE RÉUNION DE DISCUSSION CANADA/ÉTATS-UNIS/MEXIQUE SUR "ISO 14000" ET DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES ENVIRONNEMENTALES -----DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DE COOPÉRATION ENV.	0,00
01 03	RIVET JEAN	DIRECTEUR	WASHINGTON (D.C.)	27 AU 29 JAN 97	PARTICIPER A UN GROUPE DE TRAVAIL TRIPARTITE "ISO-14000" DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE COOPÉRATION D'ENVIRONNEMENT D'AMÉRIQUE DU NORD -----DÉPENSES DEFRAYÉES PAR LA CEE	50,00
01 04	BOURRET DENIS	CHEF DE SERVICE	NEW-YORK (N.Y.)	23 FEV AU 9 MARS 97	PARTICIPER À LA PREMIÈRE (1ère) RENCONTRE DU GROUPE DE TRAVAIL INTERSESSION - NEL DE LA COMMISSION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (C.D.D.) DONT L'OBJECTIF EST D'ÉLABORER LA STRUCTURE ET LA PRÉSENTATION DU DOCUMENT FINAL DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE ET DE SES ÉLÉMENTS -----FRAIS AÉRIENS ASSUMÉS PAR LE MAI	1 653,83
01 04	GIGUÈRE SUZANNE	DIRECTRICE	LISBONE (PORTUGAL)	16 AU 24 JUIN 96	PARTICIPER AU SEIZIÈME (16e) CONGRÈS ANNUEL DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LES ÉVALUATIONS D'IMPACTS ET DANS LE CADRE DE CE CONGRÈS PRONONCER UNE CONFÉRENCE AU PREMIER (1er) COLLOQUE INTERNATIONAL DES SPÉCIALISTES FRANCOPHONES EN ÉVALUATION D'IMPACTS	3 634,91

# VOYAGES HORS CANADA 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET		
02 01	MAILHOT YVES	BIOLOGISTE	BORDEAUX (FRANCE)	MAI 96	RENCONTRER DES SPÉCIALISTES FRANÇAIS ET DES PÊCHEURS COMMERCIAUX DU LAC DE GRAND LIEU POUR DISCUTER DE LA FAÇON D'ABORDER LA DYNAMIQUE ET LA GESTION DES POPULATIONS DE POISSONS EN PARTICULIER L'ANGUILLE -----LES FRAIS DE DÉPLACEMENT (AVION) ET LES FRAIS DE SÉJOUR EN -----FRANCE SONT ASSUMÉS PAR LE "CEMAGREF" DE BORDEAUX	112,81	
02 01	VERREAULT GUY	BIOLOGISTE	KONSTANZ (ALLEMAGNE)	21 AU 30 SEPT 96	PARTICIPER AU SIXIÈME (6e) "INTERNATIONAL SYMPOSIUM ON BIOLOGY & MANAGEMENT OF COREGONID FISHES"	2 404,64	
02 02	ARSENAULT MARIUS	DIRECTEUR DE PARC	CANOWINDRA (AUSTRALIE)	17 AOÛT AU 1 SEPT 96	DONNER SUITE A UNE INVITATION DU MUSÉE AUSTRALIEN DE CANOWINDRA AFIN DE COLLABORER A LA MISE SUR PIED DU VOLET PALÉONTOLOGIQUE DE CE MUSÉE (AGE OF FISHES MUSEUM) -----LES FRAIS DE TRANSPORT ET DE SÉJOUR SONT ASSUMÉS PAR -----L'ORGANISME AUSTRALIEN	764,05	
02 02	BÉDARD JEAN - PAUL	DIRECTEUR - PARC	FRANCE	7 AU 28 OCT 96	PARTICIPER AU CONGRÈS INTERNATIONAL DES DIRECTEURS DE PARCS ZOOLOGIQUES VISITE DE QUATORZE (14) ÉTABLISSEMENTS ZOOLOGIQUES (ZOO ET AQUARIUM) RENCONTRE ET ÉCHANGES AVEC HOMOLOGUES FRANÇAIS -----TOTAL DES FRAIS ASSUMÉS PAR LA SOCIÉTÉ DES PARCS DES SCIENCES -----NATURELLES DU QUÉBEC	0,00	
02 02	PATENAUDE ROBERT	VETERINAIRE	PUERTO VALLARTA (MEX)	3 AU 8 NOV 96	PARTICIPER AU CONGRÈS ANNUEL DE L'AAZV (AMERICAN ASSOCIATION OF ZOO VETERINARIANS) -----TOTAL DES FRAIS ASSUMÉS PAR LA SOCIÉTÉ DES PARCS DES SCIENCES -----NATURELLES DU QUÉBEC	0,00	
02 02	VENNE PATRICE	CHEF D'ÉQUIPE	PARC DE CEVENNES (FR)	22 AU 29 SEPT 96	DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE JUMELAGE DES PARC DU SAGUENAY ET DES CÉVENNES ET CONFORMÉMENT AU "PLAN DE TRAVAIL" 1994 - 1996 SIGNÉ PAR LES DEUX PARTIES CONCERNÉES RECUEILLIR DE L'INFORMATION DE TERRAIN SUR L'EXPERTISE FRANÇAISE EN PROTECTION DU MILIEU ET ÉDUCATION AU MILIEU NATUREL ET LIVRER L'APPROCHE QUÉBÉCOISE ET RÉGIONALE EN CES DOMAINES -----FRAIS AÉRIEN ASSUMÉS PAR L'OFFICE FRANCO/QUÉBÉCOIS	1 240,99	

# VOYAGES HORS CANADA 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS
PREL		NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
02	04	CARPENTIER ANDRÉ	INGENIEUR	WASHINGTON (D.C.)	17 AU 19 AVRIL 96	PARTICIPER A UNE RÉUNION DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DU FLEUVE SAINT-LAURENT - COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE - RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL	870,13
02	04	CARPENTIER ANDRÉ	INGENIEUR	WATERTOWN (N.Y.)	2 AU 4 JUIN 96	RÉUNION PUBLIQUE DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DU FLEUVE ST-LAURENT - RÉUNION DU COMITE DE TRAVAIL DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DU FLEUVE ST-LAURENT -----TRANSPORT PAR AUTOMOBILE	362,10
02	04	CARPENTIER ANDRÉ	INGENIEUR	CHICAGO (ILLINOIS)	5 AU 7 MARS 97	RÉUNION SEMI-ANNUELLE DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DU FLEUVE SAINT-LAURENT - RÉUNION DU COMITÉ DE TRAVAIL DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DU FLEUVE SAINT-LAURENT	1 450,00
02	04	LEFEBVRE PAUL	COORDONNATEUR	BURLINGTON (VERMONT)	13 ET 14 NOV 96	ASSISTER A LA RÉUNION DE PLANIFICATION D'URGENCE CANADA/ÉTATS-UNIS POUR LES CAS DE POLLUTION CONTINENTALE -----TOUS LES COÛTS SONT ASSUMÉS PAR ENVIRONNEMENT/CANADA	0,00
02	04	LEFEBVRE PAUL	COORDONNATEUR	PLATTSBURG (N.Y.)	20 MARS 97	RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR UN EXERCICE TRANSFRONTALIER DEVANT ÊTRE TENUE LE 21 MAI 1997 DANS LE CADRE DE LA LA PROCÉDURE CONJOINTE D'URGENCE LORS D'UN DÉVERSEMENT ACCIDENTEL TOUCHANT LE LAC CHAMPLAIN OU SES AFFLUENTS -----TRANSPORT PAR AUTOMOBILE	85,00
02	04	MARCOTTE DENIS	ASSISTANT DIR.	SYRACUSE (N.Y.)	18 AVRIL 96	RENCONTRE DES DIFFERENTS PARTICIPANTS POUR LA PLANIFICATION D'UNE OPERATION FRONTALIERE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS CONCERNANT L'IMPORTATION ET L'EXPORTATION DES DIFFÉRENTS DÉCHETS - IDENTIFIER LES BESOINS EN RESSOURCES HUMAINES ET AUTRES EN PLUS DE L'IDENTIFICATION DES SORTES DE DECHETS ET DE CONTRAVENTANTS POSSIBLES -----TRANSPORT PAR AUTOMOBILE DE LOCATION	27,60
02	04	MARCOTTE DENIS	ASSISTANT DIR.	NORFOLK (VIRGINIE)	6 AU 8 MAI 96	ASSISTER A LA CONFÉRENCE BI-ANNUELLE DU "NORTHEAST ENVIRONMENTAL ENFORCEMENT PROJECT" (NEEP)	1 348,33

# VOYAGES HORS CANADA 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE		OBJET	
02 05	CARRIÈRE KATHLEEN	DIRECTRICE	PERU (N.Y.)	28 OCT 96	"MEMORANDUM OF UNDERSTANDING ON ENVIRONMENTAL COOPÉRATION ON THE MA- NAGEMENT OF LAKE CHAMPLAIN -----TRANSPORT PAR VÉHICULE DE LOCATION		0,00
02 05	CARRIÈRE KATHLEEN HUBERT JEAN LÉVESQUE SERGE DICAIRE ANDRÉ	DIRECTRICE ATTACHE ADM. PROFESSIONNEL PROFESSIONNEL	RAY BROOK (N.Y.)	30 OCT 96	DANS LE CADRE DE L'ENTENTE QUÉBEC/NEW-YORK PARTICIPER A LA RÉUNION DU COMITE MIXTE RESPONSABLE DE L'ENTENTE - QUALITÉ DE L'AIR - PROTECTION DES PARCS - POLITIQUES DE LA FAUNE -----TRANSPORT PAR VÉHICULE DE LOCATION		0,00
02 05	DESBIÈBS J.Y. PAGEAU MICHEL SAUVAGEAU JACQUES	CHARGE DE MISSION ACHETEUR CHEF DE DIVISION	ELKTON (MARYLAND)	21 AU 23 AVRIL 96	ASSISTER A UN SÉMINAIRE DE LA COMPAGNIE W.L. GORE & ASSOCIES EN CE QUI REGAR- DE LES PLUS RÉCENTES DÉCOUVERTES POUR LA FABRICATION DES VÊTEMENTS EXTÉ- RIEURS - CE SÉMINAIRE EST SPÉCIALEMENT CONCU POUR LE PERSONNEL RESPONSA- BLE DES SPÉCIFICATIONS, ACHATS ET ACTIVITÉS DE BUDGET POUR CES VÊTEMENTS -----TOUS LES FRAIS INHÉRENTS SONT ASSUMÉS PAR W.L. GORE & ASS.		0,00
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	PERU (N.Y.)	28 OCT 96	"MEMORANDUM OF UNDERSTANDING ON ENVIRONMENTAL COOPERATION ON THE MA- NAGEMENT OF LAKE CHAMPLAIN -----TRANSPORT PAR VÉHICULE DE LOCATION		74,52
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	RAY BROOK (N.Y.)	29 ET 30 OCT 96	DANS LE CADRE DE L'ENTENTE QUÉBEC/NEW-YORK PARTICIPER A LA RÉUNION DU COMITÉ MIXTE RESPONSABLE DE L'ENTENTE - QUALITÉ DE L'AIR - PROTECTION DES PARCS - POLITIQUES DE LA FAUNE -----TRANSPORT PAR VÉHICULE DE LOCATION		263,44
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	BORDEAUX-PARIS (FRANCE)	6 AU 13 DEC 96	REPRÉSENTER LE QUÉBEC A LA RÉUNION D'EXPERTS DES PAYS FRANCOPHONES MEM- BRES DE LA COMMISSION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CDD) DE L'ONU ET FAIRE UNE PRESENTATION SUR LES MESURES PRISES PAR LE QUÉBEC POUR RESPECTER SES ENGAGEMENTS PRIS DANS LE CADRE DU SOMMET DE RIO		1 997,64
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	PARIS (FRANCE)	17 AU 22 FEV 97	RENCONTRES AVEC LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT - RENCONTRE DU GROUPE RESTREINT SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE - COMITÉ DE PROGRAMME FRAN- COPHONIE, ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT DE L'AGENCE DE LA FRANCOPHONIE -----FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN ASSUMÉS PAR LE MAI		1 338,20

# VOYAGES HORS CANADA 1996/97

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
03 01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	MAROC ET BRUXELLES	22 AU 28 MARS	ACCOMPAGNER LE MINISTRE À L'OCCASION D'UNE MISSION AU MAROC ET AU BÉNÉLUX	5 340,00
03 01	DANSEREAU YVES	CHARGE DE PROJETS	ALEXANDRIE (EGYPTE)	11 MAR AU 4 AVRIL 97	A L'UNIVERSITÉ DE SENGHOR – OFFRIR UNE SESSION DE FORMATION SUR LA DÉPOLLUTION ET LES TECHNOLOGIES PROPRES DANS LE DOMAINE DES EAUX USÉES INDUSTRIELLES	3 250,00
03 01	DUFOUR JACQUES	CONSEILLER	NEW – YORK (N.Y.)	23 FEV AU 9 MARS 97	PARTICIPER À LA PREMIÈRE (1 <sup>ère</sup> ) RENCONTRE DU GROUPE DE TRAVAIL INTERSESSION – NEL DE LA COMMISSION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (C.D.D.) DONT L'OBJECTIF EST D'ÉLABORER LA STRUCTURE ET LA PRÉSENTATION DU DOCUMENT FINAL DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE ET DE SES ÉLÉMENTS -----FRAIS AÉRIENS ASSUMÉS PAR LE MAI	2 520,00
03 01	FOREST NORMAND	ATTACHE POLITIQUE	MAGHREB (MAROC)	11 AU 16 JUIN 96	ACCOMPAGNER LE MINISTRE LORS DU FESTIVAL DU FILM ANIMALIER ET DE L'ENVIRONNEMENT OU NOTAMMENT UN VOLET COMMERCIAL POUR LES ENTREPRISES QUEBÉCOISES SERA COUVERT	3 931,63
03 01	GAGNON GUY	CONSEILLER	NOUVELLE – ORLEANS (LS)	27 JAN AU 2 FEV 97	PARTICIPER A LA SEPTIÈME (7 <sup>e</sup> ) CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA MOULE ZÉBRÉE ET LES ESPÈCES AQUATIQUES NUISIBLES	2 814,49
03 01	JEAN DENIS	SMA POLITIQUES	PARIS – STRASBOURG (FR)	22 AU 29 MARS 97	ASSISTER AU COLLOQUE INTERNATIONAL D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (IIAP) ENAP – SUR LE THEME "ANALYSE COMPARÉE DES SYSTÈMES FRANÇAIS ET QUÉBÉCOIS DE GESTION DES INTERVENTIONS DE SÉCURITÉ CIVILE" -----UNE PARTIE DES FRAIS SONT ASSUMÉS PAR LA FRANCE -----FRAIS AÉRIENS ASSUMÉS PAR LE MAI	1 075,00
03 01	LEPAGE MICHEL	BIOLOGISTE	KANSAS CITY (MISS)	22 AU 27 JUILLET 96	PARTICIPER A LA RÉUNION DE JUILLET DE L'ATLANTIC FLYWAY COUNCIL – AU COURS DE LAQUELLE SERA DISCUTÉE LA REGLEMENTATION SUR LES OISEAUX MIGRATEURS DEVANT S'APPLIQUER A L'AUTOMNE 1996 AU CANADA ET AUX ÉTATS – UNIS -----VOYAGE EXECUTÉ A LA DEMANDE DU MINISTRE	2 316,76

## VOYAGES HORS CANADA 1996/97

IDENTIFICATION				DESCRIPTION		COÛTS
PREL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
03 02	LACHANCE BERNARD	INGENIEUR	PARIS (FRANCE)	2 AU 9 JUIN 96	<p>RENCONTRER DIVERS SPÉCIALISTES GÉOMATIQUES FRANÇAIS OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT D'OUTILS D'AIDE A LA DÉCISION DANS LE PROCESSUS DE LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES ET PERMETTANT UN ACCÈS PLUS CONVIVAL A L'UTILISATION DES FONCTIONNALITES OFFERTES PAR LES LOGICIELS GÉOMATIQUES</p> <p>-----FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN ASSUMÉS PAR LE MAICC</p> <p>-----UNE PARTIE DES AUTRES FRAIS ASSUMÉS PAR LA FRANCE</p>	900,00

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**DIRECTION DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES**  
**ET DES COMMUNICATIONS**

**LES DÉPENSES DE PUBLICITÉ 1996-1997**

**Au cours de l'exercice financier 1996-1997 (1<sup>er</sup> avril 1996 au 28 février 1997), le ministère de l'Environnement et de la Faune a dépensé 93 079,32 \$ en publicité (placement et production).**

Un montant de 45 898,97 \$ a été consacré à la publicité obligatoire (appels d'offres, avis publics, concours de recrutement), 31 081,81 \$ aux sites exceptionnels (réseau des parcs), 6 787,35 \$ aux espèces fauniques et habitats protégés, 2 991,14 \$ aux espèces menacées (flore, biodiversité), 1 759,99 \$ à la publicité faune (général), 2 329,41 \$ à la publicité environnement (général) et 2 230,65 \$ pour les médias communautaires.

**Ventilation des dépenses 1996-1997 en placement par type de média**

Journaux (quotidiens et hebdos)	57 137,57 \$	
Média électronique	3 996,24 \$	
Revue et magazines	19 876,34 \$	
Autres (bulletins, guides, etc.)	<u>8 674,97 \$</u>	
	89 685,12 \$	après escompte et incluant % agence

Des frais de messagerie au montant de 5,20 \$ ont également été payés.





VENTILATION DES DEPENSES 1996-1997  
PAR FOURNISSEUR

## Environnement et Faune

Vendredi 21 mars 1997

1

A) Obligatoire		45 898,97 \$
Avis public - Réserve écologique de la Matamec	Le Nord-Est	146,41 \$
Appel d'offres visant l'implantation, le développement et l'exploitation d'une pourvoirie dans la région de la Côte-Nord	Journal de Québec	899,43 \$
Avis public - Réserve écologique André-Michaux	La Gazette de Maniwaki, La Gatineau	100,98 \$
Avis public : Réserve écologique du Lac-des-Eaux-Mortes	Progrès Écho, L'Information de Mont-Joli	229,68 \$
Avis public : Réserve écologique de la Rivière Rouge	L'Argenteuil	144,54 \$
Appel d'offres public : Octroi d'un bail de droits exclusifs dans le secteur du Lac Perdu	Le Journal de Québec, Le Quotidien	1 333,33 \$
Appel d'offres : Le MEF requiert des propositions avec prix ... nouvel environnement informatique	La Presse, Le Soleil	1 656,07 \$
Appel d'offres : contrat de concession, parc de conservation de l'Île Bonaventure-et-du-Rocher-Percé	Le Pharillon Voyageur, Le Havre	375,97 \$
Avis public : Réserve écologique Paul-Provencher	Objectif Plein Jour de Baie Comeau	133,06 \$
Appel d'offres : réalisation de la phase II des travaux de mitigation du parc à résidus miniers Aldermac ...	La Presse, Le Soleil, Constructo, Les Echos abitibiens, La Frontière, Le Contact Témiscamingue	3 562,33 \$
Concours de recrutement : technicien en informatique - Grade I	Le Riverain, La Voix gaspésienne, Le Pharillon Voyageur, Le Radar, Le Havre, Le Chaleur	812,20 \$
Avis public : Loi sur la protection des eaux navigables	La Gazette du Canada, La Presse Côte Nord, Le Nord-Est +	501,20 \$
Appel d'offres: Le MEF requiert des propositions avec prix pour l'assistance dans la recherche d'investisseurs potentiels, dans les	La Presse, Le Soleil	1 518,07 \$

# Environnement et Faune

Vendredi 21 mars 1997

2

Avis public : Loi sur les réserves écologiques - Réserve écologique des Dunes-de-Berry	L'Écho de Val d'Or	163,94 \$
Appel d'offres : Le MEF requiert des soumissions pour éliminer des déchets dangereux (graisse et colasse) contenus en barils,	La Presse, Le Soleil	1 656,07 \$
Appel d'offres : Le MEF requiert des soumissions ... Parc de conservation du Mont-Mégantic	La Presse, Le Soleil, Constructo, La Tribune	3 191,17 \$
Appel d'offres : Le MEF requiert des soumissions ... lieux d'entreposage temporaire (LET) situés sur le site "Le Vidangeur	La Presse, Le Soleil	1 893,75 \$
Appel d'offres : Le MEF requiert des soumissions pour la construction d'une barrière d'arrêt pour le saumon à la Rivière	La Presse, Le Soleil, Le Fleuve, Constructo	3 100,28 \$
Avis public : Loi sur la qualité de l'environnement ( Meloche inc.)	La Presse	1 449,36 \$
Appel d'offres : Le MEF requiert des soumissions pour la construction d'un système d'alimentation ... Camping du Bic ...	La Presse, Le Soleil, Le Fleuve, Constructo	3 069,99 \$
Appel d'offres : Le MEF requiert des soumissions pour la construction d'un centre de service au barrage Pibrac (Rivière aux	La Presse, Le Soleil, Le Quotidien, Constructo	2 986,73 \$
Concours de recrutement : Agente ou agent de secrétariat classe I	Info-Carrière, Le Havre, Le Chaleur, Le Pharillon, Le Radar, Le Riverain	552,85 \$
Appel d'offres : Le MEF requiert des soumissions pour la construction d'un pont au-dessus de la rivière Sud-Ouest,	La Presse, Le Soleil, Le Fleuve, Constructo	3 050,82 \$
Appel de propositions avec prix : Le MEF requiert des propositions ... recherche et mise en place de moyens de	La Presse, Le Soleil, Le Devoir	2 727,85 \$
Le MEF requiert des soumissions pour effectuer la réfection de tronçons d'égout dans le parc de récréation d'Oka	La Presse, Le Soleil, Constructo, L'Annonceur (St-Jérôme)	2 656,66 \$
Concours de recrutement : Une agente ou agent de recherche et de planification socio-économique	Le Havre, Le Chaleur, Le Pharillon, Le Radar, Le Riverain, L'Avant-Poste gaspésien, Le Courrier de Trois-Pistoles, L'Information, Le Kamouraska, le	2 301,77 \$
Concours de recrutement : une ou un ingénieur expert en hydrologie et en hydraulique	Le Soleil, La Presse, Le Quotidien, Le Nouvelliste, La Tribune, Info-Carière	5 684,46 \$

# Environnement et Faune

Vendredi 21 mars 1997

3

## B) Médias communautaires 2 230,65 \$

Éthique du chasseur	Cogéco Cable Canada inc.	2 230,65 \$
---------------------	--------------------------	-------------

## C) Pub. gén. Faune 1 759,99 \$

Semaine de l'environnement et de la faune	L'Hebdo charlevoisien	207,06 \$
---	-----------------------	-----------

La faune, une ressource durable	Info - FQF	621,17 \$
---------------------------------	------------	-----------

La faune une ressource renouvelable	Info FQF	931,76 \$
-------------------------------------	----------	-----------

## D) Pub. gén. Environnement 2 329,41 \$

Récupération des CFC dans les climatiseurs automobiles	Le Garagiste	1 552,94 \$
--	--------------	-------------

Message environnemental	Les débrouillards	776,47 \$
-------------------------	-------------------	-----------

## E) Sites exceptionnels 31 081,81 \$

Découvrez votre vraie nature	Cahier spécial La Presse - Salon Vacances Loisirs d'été	2 464,00 \$
------------------------------	---	-------------

Découvrez votre vraie nature	Touring	8 664,00 \$
------------------------------	---------	-------------

Découvrez votre vraie nature	Vacances pour tous	3 400,88 \$
------------------------------	--------------------	-------------

Découvrez votre vraie nature	Guide Vacances - Québec Science	2 935,00 \$
------------------------------	---------------------------------	-------------

Découvrez votre vraie nature	Répertoire des lieux de marche	1 246,00 \$
------------------------------	--------------------------------	-------------

## Environnement et Faune

Vendredi 21 mars 1997

4

Découvrez votre vraie nature	Voir Québec - Voir Montréal	4 440,16 \$
Découvrez votre vraie nature	Cahier spécial Le Soleil - Salon Vacances et Loisirs d'été	2 365,40 \$
Découvrez votre vraie nature	Cahier spécial Tourisme - Journal de Montréal	4 050,20 \$
Inscription du parc d'Oka dans la brochure OKA venez goûter	Brochure Oka venez goûter	51,76 \$
Programmation des activités Parc du Saguenay - Parc de la Pointe-Taillon	Plein Air Saguenay	843,24 \$
Parc marin du Saguenay - St-Laurent	Naturaliste canadien	621,17 \$

### G) Esp. menacées (flore)

2 991,14 \$

Ail des bois : espèce vulnérable	Le Presse, Le Droit	2 991,14 \$
----------------------------------	---------------------	-------------

### H) Espèces faun. et habitats

6 787,35 \$

Orignal : différenciation mâle - femelle - veau	Radio-Nord Inc.	2 070,59 \$
À chacun son sentier !	Annuel de la motoneige	3 370,88 \$
Guide Les Amants de la nature	Guide Les Amants de la nature	1 035,29 \$
Le saumon : une question de collaboration	Bulletin annuel - Association de protection de la rivière Moisie	310,59 \$



**PREVISIONS 1997-1998**





**Gouvernement du Québec**  
**Ministère des Relations avec les citoyens**  
**et de l'Immigration**  
**Direction générale de l'information gouvernementale**

# Programme de publicité

## 1. PUBLICIT

### OBLIGATOIR

Ministère Environnement et Faune	Numéro 380	Organisme .	Numéro 1997-1998
-------------------------------------	---------------	----------------	---------------------

TYPE DE PUBLICITÉ	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de \$)		
	Placement	Production	TOTAL
Appels d'offres	57 500 \$		
Avis publics	7 500 \$		
PRRI - Programme de réduction de rejets industriels	55 000 \$		
Décrets			
Recrutement (appel de candidatures)	10 000 \$		
<b>TOTAUX</b>	130 000 \$		130 000

Indiquer le montant seulement lorsque la production est réalisée par un fournisseur externe autre que l'agence de coordination.

B. W. G.  
Directeur(trice) des communications

97-03-05  
Date



**Gouvernement du Québec  
Ministère des Relations avec les citoyens  
et de l'Immigration  
Direction générale de l'information gouvernementale**

# Programme de publicité

## 1. PUBLICITÉ OBLIGATOIRE

Ministère	Numéro	Organisme	Numéro	1997-1998
Environnement et Faune	380			

TYPE DE PUBLICITÉ	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de \$)		
	Placement	Production	TOTAL
<b>Appels d'offres</b>	57 500 \$		
<b>Avis publics</b>	7 500 \$		
PRRI - Programme de réduction de rejets industriels	55 000 \$		
<b>Décrets</b>			
<b>Recrutement (appel de candidatures)</b>	10 000 \$		
<b>TOTAUX</b>	130 000 \$		130 000 \$

Indiquer le montant seulement lorsque la production est réalisée par un fournisseur externe autre que l'agence de coordination.

**Directeur(trice) des communications**

Date \_\_\_\_\_



Liste des sondages effectués  
durant  
l'exercice financier 1996-1997

---

*Enquête sur l'importance de la nature pour les Canadiens en 1996*

Cette enquête quinquennale est réalisée par Statistique Canada à la demande du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec, d'Environnement Canada, du Service canadien des forêts, Parcs Canada, l'Association canadienne du tourisme et les autres provinces canadiennes ou territoires.

Le Service canadien des forêts, Parcs Canada et l'Association canadienne du tourisme financent 50 % des coûts de l'enquête. Environnement Canada contribue à 25 % du financement total du projet, alors que les provinces et territoires défraient l'autre 25 % selon la taille des échantillons. La part relative du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec est établie à 16 % du financement fourni par les provinces et territoires, soit un montant total de 50 241\$.

Au cours de l'exercice financier 1996-1997, le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec a versé, comme convenu, 30 000 \$ et paiera en 1997-1998, le solde de 20 241 \$. Ce montant de 30 000 \$ a été payé par la Direction de la promotion du développement durable. Il n'y a pas eu de demande de soumission, car Environnement Canada a confié la réalisation de l'enquête, par entente, à Statistique Canada.

Une copie du questionnaire de l'enquête accompagne ce document. L'enquête est en cours de réalisation.

*Enquête sur la chasse au Québec en 1996*

Cette enquête réalisée par le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec auprès d'un échantillon de 7 000 chasseurs québécois vise à évaluer l'effort de chasse, la récolte, les dépenses des chasseurs et les retombées économiques en découlant selon les divers gibiers. Cette enquête est réalisée par la poste et les coûts de réalisation pour l'exercice 1996-1997 sont de 13 900 \$ répartis de la manière suivante :

- achat de 26 000 enveloppes par la Direction de la promotion du développement durable 925 \$
- achat de papier à en-tête du Ministère et impression de 26 000 lettres accompagnant l'envoi par la poste, payés par la Direction de la promotion du développement durable 640 \$
- impression de 13 000 questionnaires pour l'enquête postale, payée par la Direction générale du patrimoine faunique et naturel, avec appel d'offre Imp. Renouveau 3 000 \$
- frais de poste, d'insertion et d'expédition dont le mandat a été confié sans appel d'offre à Postecnik inc. assumés par la Direction générale du patrimoine faunique et naturel 5 600 \$
- opérations de saisie et de traitement des informations recueillies, financées par la Direction des affaires régionales dont le mandat a été confié sans appel d'offre à Gespro 3 735 \$

Une copie du questionnaire de l'enquête accompagne ce document. L'enquête est en cours de réalisation.





# Enquête sur l'importance de la nature pour les Canadiens en 1996

Confidentiel une fois rempli  
Renseignements recueillis en  
vertu de la Loi sur la  
statistique, Lois révisées du  
Canada, 1985, chapitre S19.



1	2	3	4
B.R.	No. d'échantillon	Ligne	Lang.
5			
Nom			
6			
Adresse			
7			
Ville			
8			
Prov.			
9			
Code Postal			

À l'usage de  
Statistique Canada

## Au répondant:

Nous vous remercions de bien vouloir prendre le temps de répondre à ces questions sur l'importance de la nature dans vos activités quotidiennes. Par «importance de la nature», nous entendons les attitudes des Canadiens envers la nature et les avantages qu'ils en retirent. Le but principal de cette enquête est de mesurer les retombées socio-économiques des activités liées à la faune, des activités de pêche récréative et des autres activités de plein air dans des zones naturelles, par des questions sur la participation des Canadiens à ces activités, ainsi que sur le temps et l'argent qu'ils y consacrent. Une enquête distincte permettra d'évaluer les attitudes envers la nature. Vos réponses, regroupées avec celles d'autres personnes, aideront les organismes qui commanditent l'enquête à maintenir l'abondance et la diversité des populations fauniques pour les générations actuelles et futures de Canadiens. La présente enquête est menée par Statistique Canada pour plusieurs organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la faune, des eaux, des forêts, du tourisme et des parcs. La participation à l'enquête est volontaire, mais elle est importante pour assurer l'exactitude des résultats. En vertu de la Loi sur la statistique, vos réponses demeureront rigoureusement confidentielles.

Ce questionnaire doit être rempli par la personne dont le nom figure sur l'étiquette apposée en haut de cette page. Il est important que chaque personne interrogée réponde aux questions pour elle-même seulement, et non pas pour l'ensemble du ménage. Veuillez nous retourner au plus tôt le questionnaire rempli dans l'enveloppe affranchie ci-jointe.

*To English speaking persons: If this questionnaire in the French language has been mailed to you in error, and you wish to complete a questionnaire in English, please call collect 1-800-xxx-xxxx.*

## PRIÈRE DE LIRE CES DÉFINITIONS ET DIRECTIVES IMPORTANTES

### LA FAUNE:

Comprend les oiseaux sauvages et les autres animaux sauvages. Les cinq types de faune sont les oiseaux aquatiques, les autres oiseaux sauvages, les petits et les gros mammifères et les autres animaux sauvages vivant dans leur habitat naturel. La faune ne comprend pas les animaux de compagnie et autres animaux domestiques, ni les animaux des zoos ou des fermes d'élevage de gibier.



#### LES OISEAUX AQUATIQUES:

Par exemple les canards, les oies, les hérons, les grues ...



#### LES AUTRES OISEAUX:

Tous les autres oiseaux sauvages tels que le merle, le moineau, la fauvette, l'épervier, le hibou, le tétras et la gélinotte, la perdrix, le faisan ...



#### LES PETITS MAMMIFÈRES:

Par exemple le lièvre, l'écureuil, le raton laveur, le renard, la marmotte, le castor et les autres animaux à fourrure ...



#### LES GROS MAMMIFÈRES:

Par exemple le cerf, l'ours, le cougar, l'orignal, le mouflon du Canada, le caribou, les phoques, les baleines ...



#### LES AUTRES ANIMAUX SAUVAGES:

Tous les autres animaux non domestiques, comme les papillons, les grenouilles, les serpents, les lézards ...

### LES ZONES NATURELLES:

Les endroits où ont lieu les activités de plein air. Ces endroits naturels sont les forêts, les plans et cours d'eau, les milieux humides, les champs et les autres endroits.



#### LES FORÊTS:

Les grands paysages forestiers (bois) et les plus petites concentrations d'arbres dans les zones rurales et urbaines.



#### LES PLANS ET COURS D'EAU:

Les lacs d'eau douce, les fleuves, rivières et ruisseaux, les océans Arctique, Atlantique et Pacifique.



#### LES MILIEUX HUMIDES:

Par exemple les marécages, les marais, les cuvettes, les tourbières ...



#### LES CHAMPS:

Par exemple, les champs agricoles, les prés, les prairies ...



#### LES AUTRES ENDROITS:

Par exemple, les broussailles, les déserts, les cavernes, les falaises, les montagnes ...

**LES POISSONS:** Les poissons que l'on trouve dans les lacs, fleuves, rivières et ruisseaux d'eau douce ou salée, dans l'océan et dans tous les autres plans et cours d'eau naturels. Cela comprend le saumon, la morue, la truite, le doré, la perchaude, le brochet, l'éperlan ...



## Définitions et directives (suite)

### Ce que vous devez inclure dans vos réponses sur vos voyages et excursions et sur leur durée

<b>JOURNÉE :</b>	Indiquez le nombre de jours que vous avez consacrés à chaque activité. Comptez une journée pour chaque jour ou partie de jour civil (24 heures ou moins).
<b>VOYAGES DE PLUS D'UNE JOURNÉE :</b>	Indiquez toutes les occasions où vous avez quitté votre résidence pour participer à une activité donnée et passer au moins une nuit à l'extérieur de chez vous.
<b>EXCURSIONS D'UNE JOURNÉE :</b>	Indiquez toutes les occasions où vous avez quitté votre résidence pour participer à une activité donnée, avec retour le même jour.

### Ce que vous devez inclure dans vos réponses sur les dépenses, dans les Sections B, C, D, E, F et G.

Il est très important d'indiquer seulement vos dépenses personnelles car les autres membres de votre ménage vont inscrire les dépenses qu'ils ont faites s'ils vous ont accompagné lors d'une activité en voyage. Si vous avez payé les coûts de transport, d'hébergement, de nourriture, de matériel ou d'autres articles de quelqu'un d'autre, assurez-vous que vous avez inclus ces coûts dans vos réponses. Répartissez les coûts de tout voyage à forfait selon les catégories prévues.

**TRANSPORT :** Comprend les frais de fonctionnement des véhicules privés (l'essence et les réparations pour les autos, les bateaux, privés, les avions, les véhicules récréatifs ...), la location de véhicules (les frais de location et l'assurance pour les autos, les bateaux, les camions, les véhicules récréatifs ...), le transport local (y compris les taxis, les autobus ...), les frais pour les avions, les bateaux, les trains et les autobus...

**HÉBERGEMENT :** Comprend les terrains de camping, les chalets, les lieux de villégiature, les hôtels, les motels ...

**NOURRITURE :** Comprend les aliments et les boissons achetés au magasin et au restaurant ...

**MATÉRIEL :** Comprend les équipements que vous avez achetés personnellement au Canada en 1996 pour pratiquer une activité. Par exemple :

- l'équipement de plein air en général (les appareils photo et leurs accessoires, le matériel d'enregistrement audio, les lunettes d'approche, les bicyclettes, le matériel de camping, les vêtements spéciaux, les chaussures, les valises et sacs de voyage, les sacs à dos...)
- l'équipement de ski (les skis, les bottes de ski, les vêtements de ski, autre équipement de ski...)
- l'équipement de motoneige (les motoneiges, les vêtements de motoneige, autre équipement de motoneige...)
- l'équipement de chasse (les armes à feu et leurs accessoires, les gibecières, les appelants, les chiens, les appeaux...)
- l'équipement de pêche (les cannes à pêche, les moulinets, autre matériel de pêche...)
- les embarcations/moteurs (les chaloupes, les canots, les kayaks, les voiliers, les moteurs à bateau...)
- les véhicules (les camionnettes, les roulettes, les véhicules récréatifs/autocaravanes, les VTT...)
- autre matériel

**AUTRES ARTICLES :** Comprend les coûts de loisir et de divertissement (les permis, les droits d'accès, les coûts engagés pour les guides ...), les achats au détail (les souvenirs, les livres, les magazines, la pellicule et les services photographiques, la location et la réparation de matériel, les piles électriques...) et les articles spéciaux pour la chasse (les munitions, l'entretien des chiens) ou la pêche (les appâts, les accessoires de pêche, les lignes...)

TOURNÉES CENTRE PAGE POUR DES DIRECTIVES IMPORTANTES SUR LA FAÇON DE REMPLIR LES QUESTIONS

## Définitions et directives (suite)

### COMMENT REMPLIR LE QUESTIONNAIRE

Il est important de respecter les directives qui suivent pour remplir le questionnaire.

ÉTAPE 1 : Répondez aux questions de la Section A, à la page 2.

ÉTAPE 2 : Il est très important de ne pas indiquer la même activité dans plus d'une section du questionnaire. Vos réponses aux questions 1 à 5 ci-dessous détermineront si vous devriez remplir une ou plusieurs des sections B, C, D, E et F. Remplissez ensuite toutes les sections pour lesquelles vous avez répondu «oui».

ÉTAPE 3 : Répondez aux questions de la page 12 qui s'appliquent à vous.

### COMMENT RÉPONDRE AUX QUESTIONS

Cochez le cercle approprié ☒ ou inscrivez les renseignements demandés dans les cases prévues. Inscrivez vos réponses clairement.

1. En 1996, avez-vous fait des excursions d'une journée ou des voyages de plus d'une journée au Canada dont le but principal était de vous rendre dans des zones naturelles pour participer à une ou plusieurs des activités de plein air suivantes? (Voir en première page la définition des zones naturelles)

Oui <sup>1</sup> ☐ → Remplissez la Section B

Non <sup>2</sup> ☐ → Ne répondez pas à la Section B

promenade dans la nature  
photographie de zones naturelles  
ramassage de noix, de baies ou de bois pour le feu  
pique-niques  
camping  
natation/activités de plage  
canotage/kayak/voile  
bateau à moteur

randonnée et tourisme pédestres  
alpinisme  
équitation  
cyclisme  
utilisation de véhicules tout-terrain  
ski alpin  
ski de fond/raquette  
motoneige  
relaxation dans un décor naturel

2. En 1996, avez-vous fait des excursions d'une journée ou des voyages de plus d'une journée au Canada dont le but principal était d'observer, de nourrir, de photographier ou d'étudier la faune? (Par exemple, les excursions ou les voyages pour observer les oiseaux ou les baleines, photographier la faune...)

Oui <sup>3</sup> ☐ → Remplissez la Section C

Non <sup>4</sup> ☐ → Ne répondez pas à la Section C

3. En 1996, avez-vous observé, nourri, photographié ou étudié la faune aux environs de votre résidence?

Oui <sup>5</sup> ☐ → Remplissez la Section D

Non <sup>6</sup> ☐ → Ne répondez pas à la Section D

4. En 1996, avez-vous fait des excursions d'une journée ou des voyages de plus d'une journée au Canada dont le but principal était la pêche récréative?

Oui <sup>7</sup> ☐ → Remplissez la Section E

Non <sup>8</sup> ☐ → Ne répondez pas à la Section E

5. En 1996, avez-vous chassé des animaux sauvages au Canada?

Oui <sup>9</sup> ☐ → Remplissez la Section F

Non <sup>10</sup> ☐ → Ne répondez pas à la Section F



## Section A : Questions générales sur la faune, les poissons et les zones naturelles

A1. En 1996 (du 1er janvier au 31 décembre 1996), avez-vous participé à l'une ou à l'autre des activités suivantes?

Oui Non

Lire des livres, des magazines  
ou des articles sur la nature  
(la faune, les poissons, les forêts,  
les plans et cours d'eau, les prés ... ) ... 1 ☐ 2 ☐

Regarder des films ou des  
émissions de télévision sur la nature ... 3 ☐ 4 ☐

Acheter des objets d'art, des travaux  
d'artisanat ou des affiches sur la nature 5 ☐ 6 ☐

Visiter un zoo, une ferme d'élevage  
de gibier, un aquarium ou un musée  
d'histoire naturelle ... 7 ☐ 8 ☐

A2. Indiquez votre degré d'intérêt à participer à chaque activité énumérée en cochant le cercle approprié. (Si vous avez déjà participé à une ou à plusieurs de ces activités, indiquez si vous êtes intéressé à continuer à y participer)

Grand  
Intérêt Intérêt  
moyen Aucun  
Intérêt

Se joindre ou contribuer à  
une association de  
naturalistes, de conservation  
ou de chasse et pêche ... 01 ☐ 02 ☐ 03 ☐

Observer, nourrir, photo-  
graphier ou étudier la faune ... 04 ☐ 05 ☐ 06 ☐

Chasser des animaux  
sauvages ... 07 ☐ 08 ☐ 09 ☐

Piéger des animaux  
sauvages pour leur chair  
ou leur fourrure ... 10 ☐ 11 ☐ 12 ☐

Pratiquer la pêche récréative 13 ☐ 14 ☐ 15 ☐

Pratiquer des activités de  
plein air en zones naturelles  
telles que camper, pique-  
niquer, faire une randonnée  
pédestre, faire de l'équitation,  
du cyclisme, du ski,  
de la raquette, du véhicule  
tout-terrain, de la natation,  
du nautisme ... 16 ☐ 17 ☐ 18 ☐

A3. En 1996, avez-vous appartenu ou fait des  
dons à des associations de naturalistes,  
de conservation ou de chasse et pêche?

Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐ → Passez à la question A5  
↓

A4. En 1996, à combien s'élevait le total de  
vos droits d'adhésion ou de vos dons à  
ces organismes?

.00 \$

A5. En 1996, avez-vous entretenu, restauré ou  
acheté un terrain pour l'une ou l'autre des  
raisons suivantes? (Inclure les boisés,  
haies, marais, étangs, champs ...)

Nourrir et abriter la faune ou  
les poissons ... 1 ☐

Conserver ou restaurer un site naturel ... 2 ☐

Aucun de ceux-là ... 3 ☐ → Passez  
à la  
Section  
B à la  
page 3

A6. En 1996, combien d'argent avez-vous  
dépensé pour entretenir, restaurer ou  
acheter ce terrain? (Inscrivez 0 si vous  
n'avez rien dépensé)

.00 \$

## Définitions et directives (suite)

### Ce que vous devez inclure dans vos réponses sur vos voyages et excursions et sur leur durée

<b>JOURNÉE :</b>	Indiquez le nombre de jours que vous avez consacrés à chaque activité. Comptez une journée pour chaque jour ou partie de jour civil (24 heures ou moins).
<b>VOYAGES DE PLUS D'UNE JOURNÉE :</b>	Indiquez toutes les occasions où vous avez quitté votre résidence pour participer à une activité donnée et passer au moins une nuit à l'extérieur de chez vous.
<b>EXCURSIONS D'UNE JOURNÉE :</b>	Indiquez toutes les occasions où vous avez quitté votre résidence pour participer à une activité donnée, avec retour le même jour.

### Ce que vous devez inclure dans vos réponses sur les dépenses, dans les Sections B, C, D, E, F et G.

Il est très important d'indiquer seulement vos dépenses personnelles car les autres membres de votre ménage vont inscrire les dépenses qu'ils ont faites s'ils vous ont accompagné lors d'une activité en voyage. Si vous avez payé les coûts de transport, d'hébergement, de nourriture, de matériel ou d'autres articles de quelqu'un d'autre, assurez-vous que vous avez inclus ces coûts dans vos réponses. Répartissez les coûts de tout voyage à forfait selon les catégories prévues.

**TRANSPORT :** Comprend les frais de fonctionnement des véhicules privés (l'essence et les réparations pour les autos, les bateaux privés, les avions, les véhicules récréatifs ...), la location de véhicules (les frais de location et l'assurance pour les autos, les bateaux, les camions, les véhicules récréatifs ...), le transport local (y compris les taxis, les autobus ...), les frais pour les avions, les bateaux, les trains et les autobus...

**HÉBERGEMENT :** Comprend les terrains de camping, les chalets, les lieux de villégiature, les hôtels, les motels ...

**NOURRITURE :** Comprend les aliments et les boissons achetés au magasin et au restaurant ...

**MATÉRIEL :** Comprend les équipements que vous avez achetés personnellement au Canada en 1996 pour pratiquer une activité. Par exemple :

- l'équipement de plein air en général (les appareils photo et leurs accessoires, le matériel d'enregistrement audio, les lunettes d'approche, les bicyclettes, le matériel de camping, les vêtements spéciaux, les chaussures, les valises et sacs de voyage, les sacs à dos...)
- l'équipement de ski (les skis, les bottes de ski, les vêtements de ski, autre équipement de ski...)
- l'équipement de motoneige (les motoneiges, les vêtements de motoneige, autre équipement de motoneige...)
- l'équipement de chasse (les armes à feu et leurs accessoires, les giberièrres, les appelants, les chiens, les appeaux...)
- l'équipement de pêche (les cannes à pêche, les moulins, autre matériel de pêche...)
- les embarcations/moteurs (les chaloupes, les canots, les kayaks, les voiliers, les moteurs à bateau...)
- les véhicules (les camionnettes, les roulettes, les véhicules récréatifs/autocaravanes, les VTT...)
- autre matériel

**AUTRES ARTICLES :** Comprend les coûts de loisir et de divertissement (les permis, les droits d'accès, les coûts engagés pour les guides ...), les achats au détail (les souvenirs, les livres, les magazines, la pellicule et les services photographiques, la location et la réparation de matériel, les piles électriques...) et les articles spéciaux pour la chasse (les munitions, l'entretien des chiens) ou la pêche (les appâts, les accessoires de pêche, les lignes...)

RETOURNEZ CETTE PAGE POUR DES DIRECTIVES IMPORTANTES SUR LA FAÇON DE REMPLIR LES QUESTIONS

## Définitions et directives (suite)

### COMMENT REMPLIR LE QUESTIONNAIRE

Il est important de respecter les directives qui suivent pour remplir le questionnaire.

ÉTAPE 1 : Répondez aux questions de la Section A, à la page 2.

ÉTAPE 2 : Il est très important de ne pas indiquer la même activité dans plus d'une section du questionnaire. Vos réponses aux questions 1 à 5 ci-dessous détermineront si vous devriez remplir une ou plusieurs des sections B, C, D, E et F. Remplissez ensuite toutes les sections pour lesquelles vous avez répondu «oui».

ÉTAPE 3 : Répondez aux questions de la page 12 qui s'appliquent à vous.

### COMMENT RÉPONDRE AUX QUESTIONS

Cochez le cercle approprié ☒ ou inscrivez les renseignements demandés dans les cases prévues. Inscrivez vos réponses clairement.

1. En 1996, avez-vous fait des excursions d'une journée ou des voyages de plus d'une journée au Canada dont le but principal était de vous rendre dans des zones naturelles pour participer à une ou plusieurs des activités de plein air suivantes? (Voir en première page la définition des zones naturelles)

Oui <sup>1</sup> ☐ → Remplissez la Section B

Non <sup>2</sup> ☐ → Ne répondez pas à la Section B

promenade dans la nature  
photographie de zones naturelles  
ramassage de noix, de baies ou de bois pour le feu  
pique-niques  
camping  
natation/activités de plage  
canotage/kayak/voile  
bateau à moteur

randonnée et tourisme pédestres  
alpinisme  
équitation  
cyclisme  
utilisation de véhicules tout-terrain  
ski alpin  
ski de fond/raquette  
motoneige  
relaxation dans un décor naturel

2. En 1996, avez-vous fait des excursions d'une journée ou des voyages de plus d'une journée au Canada dont le but principal était d'observer, de nourrir, de photographier ou d'étudier la faune? (Par exemple, les excursions ou les voyages pour observer les oiseaux ou les baleines, photographier la faune...)

Oui <sup>3</sup> ☐ → Remplissez la Section C

Non <sup>4</sup> ☐ → Ne répondez pas à la Section C

3. En 1996, avez-vous observé, nourri, photographié ou étudié la faune aux environs de votre résidence?

Oui <sup>5</sup> ☐ → Remplissez la Section D

Non <sup>6</sup> ☐ → Ne répondez pas à la Section D

4. En 1996, avez-vous fait des excursions d'une journée ou des voyages de plus d'une journée au Canada dont le but principal était la pêche récréative?

Oui <sup>7</sup> ☐ → Remplissez la Section E

Non <sup>8</sup> ☐ → Ne répondez pas à la Section E

5. En 1996, avez-vous chassé des animaux sauvages au Canada?

Oui <sup>1</sup> ☐ → Remplissez la Section F

Non <sup>2</sup> ☐ → Ne répondez pas à la Section F

L'ASSEMBLÉE DÉPUTÉE DU QUÉBEC A DÉPOSÉ CE QUESTIONNAIRE

## Section B: Questions sur les activités de plein air en zones naturelles

**Il est très important de ne pas indiquer la même activité dans plus d'une section du questionnaire. Reportez-vous à la rubrique «Comment remplir le questionnaire» pour décider si vous devriez remplir cette section.**

B1. En 1996, avez-vous fait des excursions d'une journée ou des voyages de plus d'une journée au Canada dont le but principal était de vous rendre dans des zones naturelles pour participer à une ou plusieurs des activités de plein air suivantes? (Voir en première page la définition des zones naturelles)

Oui <sup>1</sup> ☐ ↓

Non <sup>2</sup> ☐ → Passez à la Section C à la page 6

promenade dans la nature  
photographie de zones naturelles  
ramassage de noix, de baies ou de bois pour le feu  
pique-niques  
camping  
natation/activités de plage  
canotage/kayak/voile  
bateau à moteur  
randonnée et tourisme pedestres  
alpinisme  
équitation  
cyclisme  
utilisation de véhicules tout-terrain  
ski alpin  
ski de fond/raquette  
motoneige  
relaxation dans un décor naturel



B2. Combien de ces excursions ou voyages avez-vous faits en 1996?

Excursions/  
Voyages

Nombre total d'excursions d'une journée .

<sup>3</sup>

Nombre total de voyages de plus d'une journée .....

<sup>4</sup>

B3. Pendant ces excursions ou voyages, quel est le nombre total de jours où vous avez participé à des activités de plein air?

Jours

Dans votre province ou territoire .....

<sup>5</sup>

Ailleurs au Canada .....

<sup>6</sup>

B4. Quel montant total avez-vous dépensé personnellement pour ces excursions ou ces voyages au Canada en 1996 en vue de participer à des activités de plein air? (Voir les exemples des dépenses dans les définitions. Si vous n'avez rien dépensé dans une catégorie, inscrivez 0)

Transport .....

<sup>1</sup>  .00 \$

Hébergement .....

<sup>2</sup>  .00 \$

Nourriture .....

<sup>3</sup>  .00 \$

Matériel utilisé principalement pour les activités de plein air en zones naturelles .....

<sup>4</sup>  .00 \$

Autres articles .....

<sup>5</sup>  .00 \$

B5. Auriez-vous fait ces excursions ou voyages même si cela vous avait coûté plus cher?

Oui <sup>1</sup> ☐ ↓

Non <sup>2</sup> ☐ → Passez à la question B7 à la page 4

B6. Quel montant additionnel auriez-vous accepté de dépenser avant de renoncer à ces excursions ou voyages en 1996?

Moins de 50 \$ .... <sup>3</sup> ☐

De 200 à 399 \$ ... <sup>6</sup> ☐

De 50 à 99 \$ ..... <sup>4</sup> ☐

De 400 à 799 \$ ... <sup>7</sup> ☐

De 100 à 199 \$ ... <sup>5</sup> ☐

800 \$ et plus ..... <sup>8</sup> ☐

Passez à la question B7 à la page 4

## Section B (suite)

Aux questions B7 à B15, nous vous demandons des précisions sur les endroits où vous avez participé à des activités de plein air au Canada en 1996 lors de ces excursions ou voyages. Veuillez commencer par l'endroit où vous avez passé le plus grand nombre de jours à participer à ces activités. Il y a assez d'espace pour donner des renseignements sur quatre endroits différents.

### 1. Premier endroit

B7. Dans quelle province ou quel territoire cet endroit se trouvait-il?

province ou territoire

B8. Quel était le nom de la ville ou du village le plus proche de cet endroit?

ville ou village

B9. Cet endroit était-il un parc national ou provincial ou une autre zone protégée?

Oui ☐ Non ☐ → Passez à la question B11  
↓

B10. Quel était le nom du parc national ou provincial ou de la zone protégée?

parc ou zone protégée

B11. À quelle distance approximative de votre résidence cet endroit se trouvait-il? (Indiquez la distance aller seulement, en kilomètres ou en milles)

1.  OU 2.   
kilomètres milles

B12. En 1996, combien d'excursions ou de voyages avez-vous faits à cet endroit pour participer à des activités de plein air?

3.  4.   
excursions voyages

B13. Combien de jours en tout avez-vous participé à des activités de plein air à cet endroit?

jours

B14. À la ou lesquelles des activités de plein air suivantes avez-vous participé au cours de vos excursions ou voyages à cet endroit? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)

- promenade dans la nature ☐ 01
- photographie de zones naturelles ☐ 02
- ramassage de noix, de baies ou de bois pour le feu ☐ 03
- pique-niques ☐ 04
- camping ☐ 05
- natation/activités de plage ☐ 06
- canotage/kayak/voile ☐ 07
- bateau à moteur ☐ 08
- randonnée et tourisme pedestres ☐ 09
- alpinisme ☐ 10
- équitation ☐ 11
- cyclisme ☐ 12
- utilisation de véhicules tout-terrain ☐ 13
- ski alpin ☐ 14
- ski de fond/raquette ☐ 15
- motoneige ☐ 16
- relaxation dans un décor naturel ☐ 17

B15. Parmi les activités suivantes, lesquelles représentaient des raisons secondaires pour vous rendre à cet endroit? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent. Les Sections C, E et F couvrent les excursions ou voyages pour lesquels ces activités étaient la raison principale)

- observer, nourrir, photographier ou étudier la faune ☐ 1
- pratiquer la pêche récréative ☐ 2
- chasser des animaux sauvages ☐ 3

Deuxième endroit		Troisième endroit		Quatrième endroit	
<div></div> <div>province ou territoire</div>		<div></div> <div>province ou territoire</div>		<div></div> <div>province ou territoire</div>	
<div></div> <div>ville ou village</div>		<div></div> <div>ville ou village</div>		<div></div> <div>ville ou village</div>	
Oui <sup>1</sup> <input type="radio"/> Non <sup>2</sup> <input type="radio"/> → <i>Passez à la question B11</i> <div></div>		Oui <sup>1</sup> <input type="radio"/> Non <sup>2</sup> <input type="radio"/> → <i>Passez à la question B11</i> <div></div>		Oui <sup>1</sup> <input type="radio"/> Non <sup>2</sup> <input type="radio"/> → <i>Passez à la question B11</i> <div></div>	
<div></div> <div>parc ou zone protégée</div>		<div></div> <div>parc ou zone protégée</div>		<div></div> <div>parc ou zone protégée</div>	
<sup>1</sup> <div></div> OU <sup>2</sup> <div></div> kilomètres milles		<sup>1</sup> <div></div> OU <sup>2</sup> <div></div> kilomètres milles		<sup>1</sup> <div></div> OU <sup>2</sup> <div></div> kilomètres milles	
<sup>3</sup> <div></div> <sup>4</sup> <div></div> excursions voyages		<sup>3</sup> <div></div> <sup>4</sup> <div></div> excursions voyages		<sup>3</sup> <div></div> <sup>4</sup> <div></div> excursions voyages	
<div></div> <div>jours</div>		<div></div> <div>jours</div>		<div></div> <div>jours</div>	
promenade dans la nature ..... <sup>01</sup> <input type="radio"/> photographie de zones naturelles ..... <sup>02</sup> <input type="radio"/> ramassage de noix, de baies ou de bois pour le feu ..... <sup>03</sup> <input type="radio"/> pique-niques ..... <sup>04</sup> <input type="radio"/> camping ..... <sup>05</sup> <input type="radio"/> natation/activités de plage ..... <sup>06</sup> <input type="radio"/> canotage/kayak/voile ..... <sup>07</sup> <input type="radio"/> bateau à moteur ..... <sup>08</sup> <input type="radio"/> randonnée et tourisme pédestres ..... <sup>09</sup> <input type="radio"/> alpinisme ..... <sup>10</sup> <input type="radio"/> équitation ..... <sup>11</sup> <input type="radio"/> cyclisme ..... <sup>12</sup> <input type="radio"/> utilisation de véhicules tout-terrain ..... <sup>13</sup> <input type="radio"/> ski alpin ..... <sup>14</sup> <input type="radio"/> ski de fond/raquette ..... <sup>15</sup> <input type="radio"/> motoneige ..... <sup>16</sup> <input type="radio"/> relaxation dans un décor naturel .. <sup>17</sup> <input type="radio"/>		promenade dans la nature ..... <sup>01</sup> <input type="radio"/> photographie de zones naturelles ..... <sup>02</sup> <input type="radio"/> ramassage de noix, de baies ou de bois pour le feu ..... <sup>03</sup> <input type="radio"/> pique-niques ..... <sup>04</sup> <input type="radio"/> camping ..... <sup>05</sup> <input type="radio"/> natation/activités de plage ..... <sup>06</sup> <input type="radio"/> canotage/kayak/voile ..... <sup>07</sup> <input type="radio"/> bateau à moteur ..... <sup>08</sup> <input type="radio"/> randonnée et tourisme pédestres ..... <sup>09</sup> <input type="radio"/> alpinisme ..... <sup>10</sup> <input type="radio"/> équitation ..... <sup>11</sup> <input type="radio"/> cyclisme ..... <sup>12</sup> <input type="radio"/> utilisation de véhicules tout-terrain ..... <sup>13</sup> <input type="radio"/> ski alpin ..... <sup>14</sup> <input type="radio"/> ski de fond/raquette ..... <sup>15</sup> <input type="radio"/> motoneige ..... <sup>16</sup> <input type="radio"/> relaxation dans un décor naturel .. <sup>17</sup> <input type="radio"/>		promenade dans la nature ..... <sup>01</sup> <input type="radio"/> photographie de zones naturelles ..... <sup>02</sup> <input type="radio"/> ramassage de noix, de baies ou de bois pour le feu ..... <sup>03</sup> <input type="radio"/> pique-niques ..... <sup>04</sup> <input type="radio"/> camping ..... <sup>05</sup> <input type="radio"/> natation/activités de plage ..... <sup>06</sup> <input type="radio"/> canotage/kayak/voile ..... <sup>07</sup> <input type="radio"/> bateau à moteur ..... <sup>08</sup> <input type="radio"/> randonnée et tourisme pédestres ..... <sup>09</sup> <input type="radio"/> alpinisme ..... <sup>10</sup> <input type="radio"/> équitation ..... <sup>11</sup> <input type="radio"/> cyclisme ..... <sup>12</sup> <input type="radio"/> utilisation de véhicules tout-terrain ..... <sup>13</sup> <input type="radio"/> ski alpin ..... <sup>14</sup> <input type="radio"/> ski de fond/raquette ..... <sup>15</sup> <input type="radio"/> motoneige ..... <sup>16</sup> <input type="radio"/> relaxation dans un décor naturel .. <sup>17</sup> <input type="radio"/>	
observer, nourrir, photographier ou étudier la faune ..... <sup>1</sup> <input type="radio"/> pratiquer la pêche récréative ..... <sup>2</sup> <input type="radio"/> chasser des animaux sauvages .. <sup>3</sup> <input type="radio"/>		observer, nourrir, photographier ou étudier la faune ..... <sup>1</sup> <input type="radio"/> pratiquer la pêche récréative ..... <sup>2</sup> <input type="radio"/> chasser des animaux sauvages .. <sup>3</sup> <input type="radio"/>		observer, nourrir, photographier ou étudier la faune ..... <sup>1</sup> <input type="radio"/> pratiquer la pêche récréative ..... <sup>2</sup> <input type="radio"/> chasser des animaux sauvages .. <sup>3</sup> <input type="radio"/>	

## Section C: Questions sur les excursions ou les voyages pour observer, nourrir, photographier ou étudier la faune

Il est très important de ne pas indiquer la même activité dans plus d'une section du questionnaire. Reportez-vous à la rubrique «Comment remplir le questionnaire» pour décider si vous devriez remplir cette section.

C1. En 1996, avez-vous fait des excursions d'une journée ou des voyages de plus d'une journée au Canada dont le but principal était d'observer, de nourrir, de photographier ou d'étudier la faune? (Par exemple les excursions ou les voyages pour observer les oiseaux ou les baleines, photographier la faune ...)



Oui <sup>1</sup> ☐

Non <sup>2</sup> ☐

→ Passez à la Section D à la page 7

C2. À quelle(s) activité(s) avez-vous participé pendant ces excursions ou ces voyages? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)

Observer la faune ..... <sup>1</sup> ☐

Nourrir la faune ..... <sup>2</sup> ☐

Photographier la faune ..... <sup>3</sup> ☐

Étudier et identifier la faune ..... <sup>4</sup> ☐

C3. Quels types d'animaux sauvages avez-vous observés, nourris, photographiés ou étudiés pendant ces excursions ou ces voyages? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent. Voir en première page la définition des types d'animaux sauvages)

Oiseaux aquatiques ..... <sup>1</sup> ☐

Autres oiseaux ..... <sup>2</sup> ☐

Petits mammifères ..... <sup>3</sup> ☐

Gros mammifères ..... <sup>4</sup> ☐

Autres animaux sauvages ..... <sup>5</sup> ☐

C4. Combien de ces excursions ou voyages avez-vous faits en 1996?

Excursions/  
Voyages

Nombre total d'excursions d'une journée ..... <sup>1</sup>

Nombre total de voyages de plus d'une journée ..... <sup>2</sup>

C5. Pendant ces excursions ou ces voyages en 1996, combien de jours avez-vous passés à observer, nourrir, photographier ou étudier la faune?

Jours

Dans votre province ou territoire ..... <sup>3</sup>

Ailleurs au Canada ..... <sup>4</sup>

C6. Quel montant total avez-vous dépensé personnellement pour ces excursions ou ces voyages pour observer, nourrir, photographier ou étudier la faune au Canada en 1996? (Voir les exemples des dépenses dans les définitions. Si vous n'avez rien dépensé dans une catégorie, inscrivez 0)

Transport ..... <sup>1</sup>  .00 \$

Hébergement ..... <sup>2</sup>  .00 \$

Nourriture ..... <sup>3</sup>  .00 \$

Matériel utilisé principalement pour ces activités reliées à la faune ..... <sup>4</sup>  .00 \$

Autres articles ..... <sup>5</sup>  .00 \$

C7. Auriez-vous fait ces excursions ou voyages même si cela vous avait coûté plus cher?

Oui <sup>1</sup> ☐

Non <sup>2</sup> ☐

→ Passez à la question C9 à la page 7

C8. Quel montant additionnel auriez-vous accepté de dépenser avant de renoncer à ces excursions ou voyages en 1996?

Moins de 20 \$ ..... <sup>1</sup> ☐

De 200 à 299 \$ ..... <sup>5</sup> ☐

De 20 à 49 \$ ..... <sup>2</sup> ☐

De 300 à 399 \$ ..... <sup>6</sup> ☐

De 50 à 99 \$ ..... <sup>3</sup> ☐

De 400 à 599 \$ ..... <sup>7</sup> ☐

De 100 à 199 \$ ..... <sup>4</sup> ☐

600 \$ et plus ..... <sup>8</sup> ☐


## Section C (suite)

Aux questions C9 à C15, nous vous demandons des précisions sur les endroits où vous avez fait des excursions ou des voyages principalement pour observer, nourrir, photographier ou étudier la faune au Canada en 1996. Veuillez commencer par l'endroit où vous avez passé le plus grand nombre de jours pour participer à ces activités. Il y a assez d'espace pour donner des renseignements sur trois endroits différents.

	1 <sup>er</sup> endroit	2 <sup>e</sup> endroit	3 <sup>e</sup> endroit
C9. Dans quelle province ou quel territoire cet endroit se trouvait-il?	<input type="text"/> province ou territoire	<input type="text"/> province ou territoire	<input type="text"/> province ou territoire
C10. Quel était le nom de la ville ou du village le plus proche de cet endroit?	<input type="text"/> ville ou village	<input type="text"/> ville ou village	<input type="text"/> ville ou village
C11. Cet endroit était-il un parc national ou provincial ou une autre zone protégée?	Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Passez à la question C13	Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Passez à la question C13	Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Passez à la question C13
C12. Quel était le nom du parc national ou provincial ou de la zone protégée?	<input type="text"/> parc ou zone protégée	<input type="text"/> parc ou zone protégée	<input type="text"/> parc ou zone protégée
C13. À quelle distance approximative de votre résidence cet endroit se trouvait-il? (Indiquez la distance aller seulement, en kilomètres ou en milles)	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles
C14. En 1996, combien d'excursions d'une journée ou de voyages de plus d'une journée avez-vous faits à cet endroit pour observer, nourrir, photographier ou étudier la faune?	3 <input type="text"/> excursions 4 <input type="text"/> voyages	3 <input type="text"/> excursions 4 <input type="text"/> voyages	3 <input type="text"/> excursions 4 <input type="text"/> voyages
C15. Combien de jours en tout avez-vous observé, nourri, photographié ou étudié la faune à cet endroit?	<input type="text"/> jours	<input type="text"/> jours	<input type="text"/> jours

## Section D : Questions sur vos contacts avec la faune aux environs de votre résidence

Il est très important de ne pas indiquer la même activité dans plus d'une section du questionnaire. Reportez-vous à la rubrique «Comment remplir le questionnaire» pour décider si vous devriez remplir cette section.

D1. En 1996, avez-vous observé, nourri, photographié ou étudié la faune aux environs de votre résidence?	Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> → Passez à la Section E à la page 8
D2. À quelle(s) activité(s) suivante(s) avez-vous participé aux environs de votre résidence? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)	<div style="display: flex; align-items: flex-start;">  <div> <p>Nourrir les animaux sauvages avec des aliments spéciaux achetés à cette fin ..... 1 <input type="radio"/></p> <p>Observer la faune ..... 4 <input type="radio"/></p> <p>Étudier et identifier divers types d'animaux sauvages ..... 5 <input type="radio"/></p> <p>Entretenir des plantes, des arbustes ou des cabanes à oiseaux pour attirer, nourrir ou abriter la faune ..... 6 <input type="radio"/></p> <p>Photographier la faune ..... 7 <input type="radio"/></p> </div> </div>
D3. Lesquels des types d'animaux sauvages avez-vous observés, nourris, photographiés ou étudiés aux environs de votre résidence? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent. Voir en première page la définition des types d'animaux sauvages)	<p>Oiseaux aquatiques ..... 1 <input type="radio"/></p> <p>Autres oiseaux ..... 2 <input type="radio"/></p> <p>Petits mammifères ..... 3 <input type="radio"/></p> <p>Gros mammifères ..... 4 <input type="radio"/></p> <p>Autres animaux sauvages ..... 5 <input type="radio"/></p>



## Section D (suite)

D4. Indiquez le nombre de jours où vous avez participé au moins une fois à ces activités aux environs de votre résidence en 1996.

- |  |   |
|--|---|
| 1 à 9 jours ..... <sup>1</sup> <input type="radio"/>   | 100 à 149 jours ... <sup>5</sup> <input type="radio"/>  |
| 10 à 19 jours ..... <sup>2</sup> <input type="radio"/> | 150 à 199 jours ... <sup>6</sup> <input type="radio"/>  |
| 20 à 49 jours ... <sup>3</sup> <input type="radio"/>   | 200 jours et plus .. <sup>7</sup> <input type="radio"/> |
| 50 à 99 jours ..... <sup>4</sup> <input type="radio"/> |   |

D5. Quel montant total avez-vous dépensé personnellement pour participer à ces activités aux environs de votre résidence en 1996? (Comptez le coût des mangeoires, des aliments pour la faune, des cabanes à oiseaux, des magazines, de la pellicule photographique, ainsi que des appareils photo utilisés principalement pour la faune...)

- |  |   |
|--|---|
| Rien ..... <sup>1</sup> <input type="radio"/>          | De 25 à 49 \$ ..... <sup>5</sup> <input type="radio"/>  |
| Moins de 5 \$ ..... <sup>2</sup> <input type="radio"/> | De 50 à 99 \$ ..... <sup>6</sup> <input type="radio"/>  |
| De 5 à 9 \$ ..... <sup>3</sup> <input type="radio"/>   | De 100 à 200 \$ ... <sup>7</sup> <input type="radio"/>  |
| De 10 à 24 \$ ..... <sup>4</sup> <input type="radio"/> | 200 \$ et plus ..... <sup>8</sup> <input type="radio"/> |

## Section E : Questions sur la pêche récréative



**Il est très important de ne pas indiquer la même activité dans plus d'une section du questionnaire. Reportez-vous à la rubrique «Comment remplir le questionnaire» pour décider si vous devriez remplir cette section.**

E1. En 1996, avez-vous fait des excursions d'une journée ou des voyages de plus d'une journée au Canada dont le but principal était la pêche récréative?

- Oui <sup>1</sup> ☐    Non <sup>2</sup> ☐ → **Passez à la Section F, à la page 9**

E2. Avez-vous pris du poisson lors de ces excursions ou voyages de pêche?

- Oui <sup>3</sup> ☐    Non <sup>4</sup> ☐

E3. Combien de ces excursions ou voyages avez-vous faits en 1996?

- |   |                                   |
|---|-----------------------------------|
|   | Excursions/<br>Voyages            |
| Nombre total d'excursions d'une journée ..          | <sup>1</sup> <input type="text"/> |
| Nombre total de voyages de plus d'une journée ..... | <sup>2</sup> <input type="text"/> |

E4. Inscrivez le nombre de jours durant lesquels vous avez pratiqué la pêche récréative au Canada en 1996 dans chacun des endroits suivants:

- |  |                                   |
|--|-----------------------------------|
|  | Jours                             |
| Lacs d'eau douce, fleuves, rivières ou ruisseaux ..... | <sup>3</sup> <input type="text"/> |
| Océan Pacifique .....                                  | <sup>4</sup> <input type="text"/> |
| Océan Atlantique .....                                 | <sup>5</sup> <input type="text"/> |

E5. Quel montant total avez-vous dépensé personnellement pour ces excursions ou ces voyages en vue de pratiquer la pêche récréative au Canada en 1996? (Voir les exemples des dépenses dans les définitions. Si vous n'avez rien dépensé dans une catégorie, inscrivez 0)

- |   |                                   |        |
|---|-----------------------------------|--------|
| Transport .....                                     | <sup>1</sup> <input type="text"/> | .00 \$ |
| Hébergement .....                                   | <sup>2</sup> <input type="text"/> | .00 \$ |
| Nourriture .....                                    | <sup>3</sup> <input type="text"/> | .00 \$ |
| Matériel utilisé principalement pour la pêche ..... | <sup>4</sup> <input type="text"/> | .00 \$ |
| Autres articles .....                               | <sup>5</sup> <input type="text"/> | .00 \$ |

E6. Auriez-vous fait ces excursions ou voyages même si cela vous avait coûté plus cher?

- Oui <sup>1</sup> ☐    Non <sup>2</sup> ☐ → **Passez à la question E8 à la page 9**

E7. Quel montant additionnel auriez-vous accepté de dépenser avant de renoncer à ces excursions ou voyages en 1996?

- |  |   |
|--|---|
| Moins de 50 \$ .... <sup>3</sup> <input type="radio"/> | De 200 à 399 \$ ... <sup>6</sup> <input type="radio"/>  |
| De 50 à 99 \$ .... <sup>4</sup> <input type="radio"/>  | De 400 à 799 \$ ... <sup>7</sup> <input type="radio"/>  |
| De 100 à 199 \$ ... <sup>5</sup> <input type="radio"/> | 800 \$ et plus ..... <sup>8</sup> <input type="radio"/> |

## Section E (suite)

Aux questions E8 à E14, nous vous demandons des précisions sur les endroits des excursions ou des voyages où vous avez pratiqué la pêche récréative en 1996. Veuillez commencer par l'endroit où vous avez passé le plus grand nombre de jours pour pratiquer la pêche récréative. Il y a assez d'espace pour donner des renseignements sur trois endroits différents.

	1 <sup>er</sup> endroit	2 <sup>e</sup> endroit	3 <sup>e</sup> endroit
E8. Dans quelle province ou quel territoire cet endroit se trouvait-il?	<input type="text"/> province ou territoire	<input type="text"/> province ou territoire	<input type="text"/> province ou territoire
E9. Quel était le nom de la ville ou du village le plus proche de cet endroit?	<input type="text"/> ville ou village	<input type="text"/> ville ou village	<input type="text"/> ville ou village
E10. Cet endroit était-il un parc national ou provincial ou une autre zone protégée?	Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> ↓ Passez à la question E12	Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> ↓ Passez à la question E12	Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> ↓ Passez à la question E12
E11. Quel était le nom du parc national ou provincial ou de la zone protégée?	<input type="text"/> parc ou zone protégée	<input type="text"/> parc ou zone protégée	<input type="text"/> parc ou zone protégée
E12. À quelle distance approximative de votre résidence cet endroit se trouvait-il? (Indiquez la distance aller seulement, en kilomètres ou en milles)	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles
E13. En 1996, combien d'excursions d'une journée ou de voyages de plus d'une journée avez-vous faits à cet endroit pour pratiquer la pêche récréative?	3 <input type="text"/> excursions 4 <input type="text"/> voyages	3 <input type="text"/> excursions 4 <input type="text"/> voyages	3 <input type="text"/> excursions 4 <input type="text"/> voyages
E14. Combien de jours en tout avez-vous pratiqué la pêche récréative à cet endroit?	<input type="text"/> jours	<input type="text"/> jours	<input type="text"/> jours

## Section F : Questions sur la chasse aux animaux sauvages

Il est très important de ne pas indiquer la même activité dans plus d'une section du questionnaire. Reportez-vous à la rubrique «Comment remplir le questionnaire» pour décider si vous devriez remplir cette section.

F1. En 1996, avez-vous chassé des animaux sauvages au Canada?	Oui <input type="radio"/> ↓ Non <input type="radio"/> → Passez à la Section G à la page 12
F2. Combien d'excursions d'une journée ou de voyages de plus d'une journée avez-vous faits au Canada pour chasser des animaux sauvages en 1996?	<div>Excursions/voyages</div> <div>Nombre total d'excursions d'une journée ..... 3 <input type="text"/></div> <div>Nombre total de voyages de plus d'une journée ..... 4 <input type="text"/></div>
F3. Combien de jours en tout avez-vous chassé des animaux sauvages en 1996?	<div>Jours</div> <div>Nombre total de jours ..... 5 <input type="text"/></div>

**Passez à la question F4 à la page suivante et répondez aux questions F4 à F16 pour chaque type de chasse qui vous concerne.**

**Section F (suite)**

Inscrivez vos réponses aux questions F4 à F16 dans les colonnes des pages 10 et 11 pour chacun des quatre types d'animaux sauvages que vous avez chassés.

**Chasse aux oiseaux aquatiques**

F4. En 1996, avez-vous chassé ce type d'animaux sauvages au Canada? (Inscrivez votre réponse dans la colonne appropriée)

Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐ → **Passer à la colonne suivante**

F5. Avez-vous abattu ce type d'animaux sauvages?

Oui <sup>3</sup> ☐ Non <sup>4</sup> ☐

F6. Combien d'excursions d'une journée ou de voyages de plus d'une journée avez-vous faits pour aller chasser ce type d'animaux sauvages?

Nombre  
Excursions ... <sup>1</sup>   
Voyages ... <sup>2</sup>

F7. Combien de jours en 1996 avez-vous chassé ce type d'animaux sauvages?

Jours  
Dans votre province ou territoire ... <sup>3</sup>   
Ailleurs au Canada ... <sup>4</sup>

F8. Quel montant total avez-vous dépensé personnellement pour chasser ce type d'animaux sauvages au Canada en 1996? (Voir les exemples des dépenses dans les définitions. N'inscrivez les dépenses relatives à un article qu'une seule fois, même s'il a servi à chasser plusieurs types d'animaux sauvages en 1996)

Transport ...	<sup>1</sup> <input type="text"/>	.00	\$
Hébergement ...	<sup>2</sup> <input type="text"/>	.00	\$
Nourriture ...	<sup>3</sup> <input type="text"/>	.00	\$
Matériel utilisé principalement pour chasser les oiseaux aquatiques ...	<sup>4</sup> <input type="text"/>	.00	\$
Autres articles	<sup>5</sup> <input type="text"/>	.00	\$

F9. Auriez-vous chassé ce type d'animaux sauvages même si cela vous avait coûté plus cher?

Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐ → **Passer à la question F11**

F10. Quel montant additionnel auriez-vous accepté de dépenser avant de renoncer à chasser ce type d'animaux sauvages en 1996?

Moins de 50\$ <sup>3</sup> ☐ De 200 à 399\$ <sup>6</sup> ☐  
De 50 à 99\$ <sup>4</sup> ☐ De 400 à 799\$ <sup>7</sup> ☐  
De 100 à 199\$ <sup>5</sup> ☐ 800\$ et plus <sup>8</sup> ☐

Aux questions F11 à F16, nous vous demandons des précisions sur les endroits au Canada où vous avez chassé chaque type d'animaux sauvages en 1996. Veuillez commencer par l'endroit où vous avez passé le plus grand nombre de jours à chasser. Il y a assez d'espace pour donner des renseignements sur deux endroits différents pour chaque type d'animaux sauvages chassés.

F11. Dans quelle province ou quel territoire cet endroit se trouvait-il?

1 <sup>er</sup> endroit	2 <sup>e</sup> me endroit
<input type="text"/>	<input type="text"/>
province ou territoire	province ou territoire

F12. Quel était le nom de la ville ou du village le plus proche de cet endroit?

<input type="text"/>	<input type="text"/>
ville ou village	ville ou village

F13. Quel était le nom d'un parc provincial ou d'une zone protégée à cet endroit?

<input type="text"/>	<input type="text"/>
parc ou zone protégée	parc ou zone protégée

F14. A quelle distance approximative de votre résidence cet endroit se trouvait-il? (Indiquez la distance aller seulement, en kilomètres ou en milles)

1 <sup>er</sup> endroit	2 <sup>e</sup> me endroit
<sup>1</sup> <input type="text"/>	<sup>1</sup> <input type="text"/>
kilomètres	kilomètres
OU	OU
<sup>2</sup> <input type="text"/>	<sup>2</sup> <input type="text"/>
milles	milles

F15. En 1996, combien d'excursions d'une journée ou de voyages de plus d'une journée avez-vous faits à cet endroit pour chasser ce type d'animaux sauvages?

<sup>3</sup> <input type="text"/>	<sup>3</sup> <input type="text"/>
excursions	excursions
<sup>4</sup> <input type="text"/>	<sup>4</sup> <input type="text"/>
voyages	voyages

F16. Combien de jours en tout avez-vous chassé ce type d'animaux sauvages à cet endroit?

<input type="text"/>	<input type="text"/>
jours	jours



### Chasse aux autres oiseaux

### Chasse aux petits mammifères

### Chasse aux gros mammifères

Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐ → **Passez à la colonne suivante**

Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐ → **Passez à la colonne suivante**

Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐ → **Passez à la page 12, Section G**

Oui <sup>3</sup> ☐ Non <sup>4</sup> ☐

Oui <sup>3</sup> ☐ Non <sup>4</sup> ☐

Oui <sup>3</sup> ☐ Non <sup>4</sup> ☐

Excursions ..... 1  **Nombre**  
Voyages ..... 2

Excursions ..... 1  **Nombre**  
Voyages ..... 2

Excursions ..... 1  **Nombre**  
Voyages ..... 2

Dans votre province ou territoire ..... 3  **Jours**  
Ailleurs au Canada ... 4

Dans votre province ou territoire ..... 3  **Jours**  
Ailleurs au Canada ... 4

Dans votre province ou territoire ..... 3  **Jours**  
Ailleurs au Canada ... 4

Transport .... 1  .00 \$  
Hébergement .... 2  .00 \$  
Nourriture .... 3  .00 \$  
Matériel utilisé principalement pour chasser les autres oiseaux ..... 4  .00 \$  
Autres articles ..... 5  .00 \$

Transport .... 1  .00 \$  
Hébergement .... 2  .00 \$  
Nourriture .... 3  .00 \$  
Matériel utilisé principalement pour chasser les petits mammifères .. 4  .00 \$  
Autres articles ..... 5  .00 \$

Transport .... 1  .00 \$  
Hébergement .... 2  .00 \$  
Nourriture .... 3  .00 \$  
Matériel utilisé principalement pour chasser les gros mammifères .. 4  .00 \$  
Autres articles ..... 5  .00 \$

Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐ → **Passez à la question F11**

Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐ → **Passez à la question F11**

Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐ → **Passez à la question F11**

Moins de 50\$ . <sup>3</sup> ☐ De 200 à 399\$ <sup>5</sup> ☐  
De 50 à 99\$ . <sup>4</sup> ☐ De 400 à 799\$ <sup>7</sup> ☐  
De 100 à 199\$ <sup>3</sup> ☐ 800\$ et plus . <sup>6</sup> ☐

Moins de 50\$ . <sup>3</sup> ☐ De 200 à 399\$ <sup>6</sup> ☐  
De 50 à 99\$ . <sup>4</sup> ☐ De 400 à 799\$ <sup>7</sup> ☐  
De 100 à 199\$ <sup>6</sup> ☐ 800\$ et plus . <sup>8</sup> ☐

Moins de 50\$ . <sup>3</sup> ☐ De 200 à 399\$ <sup>2</sup> ☐  
De 50 à 99\$ . <sup>4</sup> ☐ De 400 à 799\$ <sup>7</sup> ☐  
De 100 à 199\$ <sup>5</sup> ☐ 800\$ et plus . <sup>9</sup> ☐

1 <sup>er</sup> endroit	2 <sup>ème</sup> endroit	1 <sup>er</sup> endroit	2 <sup>ème</sup> endroit	1 <sup>er</sup> endroit	2 <sup>ème</sup> endroit
<input type="text"/> province ou territoire	<input type="text"/> province ou territoire	<input type="text"/> province ou territoire	<input type="text"/> province ou territoire	<input type="text"/> province ou territoire	<input type="text"/> province ou territoire
<input type="text"/> ville ou village	<input type="text"/> ville ou village	<input type="text"/> ville ou village	<input type="text"/> ville ou village	<input type="text"/> ville ou village	<input type="text"/> ville ou village
<input type="text"/> parc ou zone protégée	<input type="text"/> parc ou zone protégée	<input type="text"/> parc ou zone protégée	<input type="text"/> parc ou zone protégée	<input type="text"/> parc ou zone protégée	<input type="text"/> parc ou zone protégée
1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles	1 <input type="text"/> kilomètres OU 2 <input type="text"/> milles
3 <input type="text"/> excursions	3 <input type="text"/> excursions	3 <input type="text"/> excursions	3 <input type="text"/> excursions	3 <input type="text"/> excursions	3 <input type="text"/> excursions
4 <input type="text"/> voyages	4 <input type="text"/> voyages	4 <input type="text"/> voyages	4 <input type="text"/> voyages	4 <input type="text"/> voyages	4 <input type="text"/> voyages
<input type="text"/> jours	<input type="text"/> jours	<input type="text"/> jours	<input type="text"/> jours	<input type="text"/> jours	<input type="text"/> jours

## Section G : Questions sur les activités reliées au poisson et à la faune pratiquées aux États-Unis

G1. En 1996, avez-vous fait des excursions ou des voyages aux États-Unis dont le but principal était d'observer, de nourrir, de photographier ou d'étudier la faune? Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐ → Passez à la question G5

G2. Pendant ces excursions et voyages, combien de jours avez-vous passés à observer, nourrir, photographier ou étudier la faune? Jours

G3. Dans quel État avez-vous passé le plus grand nombre de ces jours?  État

G4. Quel montant total avez-vous dépensé personnellement pour observer, nourrir, photographier ou étudier la faune lors de ces excursions ou voyages? (Incluez seulement les sommes dépensées à l'intérieur des frontières des États-Unis pour le transport, l'hébergement, la nourriture et les autres articles. Indiquez votre réponse en dollars canadiens ou américains)

<sup>1</sup>  .00 \$ CAN

ou

<sup>2</sup>  .00 \$ US

G5. En 1996, avez-vous pratiqué la pêche récréative aux États-Unis? Oui <sup>3</sup> ☐ Non <sup>4</sup> ☐ → Passez à la question H1

G6. Pendant combien de jours avez-vous fait de la pêche récréative aux États-Unis? Jours

G7. Dans quel État avez-vous passé le plus grand nombre de ces jours?  État

G8. Quel montant total avez-vous dépensé personnellement pour faire de la pêche récréative aux États-Unis? (Incluez seulement les sommes dépensées à l'intérieur des frontières des États-Unis pour le transport, l'hébergement, la nourriture et les autres articles. Indiquez votre réponse en dollars canadiens ou américains)

<sup>1</sup>  .00 \$ CAN

ou

<sup>2</sup>  .00 \$ US

H1. En 1996, quel était votre revenu total avant retenues et déductions? (Indiquez les revenus de traitement, de salaire et de toutes autres sources)

Aucun revenu . . . . .	<sup>1</sup> <input type="radio"/>	De 20 000 à 29 999 \$ <sup>5</sup> <input type="radio"/>
Moins de 5 000 \$ . . . . .	<sup>2</sup> <input type="radio"/>	De 30 000 à 39 999 \$ <sup>6</sup> <input type="radio"/>
De 5 000 à 9 999 \$ . . . . .	<sup>3</sup> <input type="radio"/>	De 40 000 à 49 999 \$ <sup>7</sup> <input type="radio"/>
De 10 000 à 19 999 \$ <sup>4</sup> <input type="radio"/>		50 000 \$ et plus . . . . . <sup>8</sup> <input type="radio"/>

Pour éviter les doubles emplois, Statistique Canada a fait des arrangements pour partager les données en vertu de l'article 12 de la Loi sur la statistique avec Environnement Canada, le Service canadien des forêts, Parcs Canada, la Commission canadienne du tourisme, et les organismes provinciaux et territoriaux chargés de la faune et qui ont financé l'enquête. Ces organisations se sont engagées à garder cette information confidentielle et à s'en servir uniquement à des fins statistiques. Acceptez-vous que nous leur communiquions l'information que vous nous avez fournie?

Oui <sup>1</sup> ☐ Non <sup>2</sup> ☐

Avez-vous des commentaires? (Veuillez les indiquer ci-dessous)

---



---



---



---



---

**Nous vous remercions de votre collaboration!**



ENVIRONNEMENT  
ET FAUNE  
QUÉBEC

## Enquête sur la chasse au Québec en 1996

For an English copy of the questionnaire or for any question you may have, call toll-free 643-3127, within the Québec City area, or 1 800 561-1616, from elsewhere. Following the introductory message, press 0, an agent will answer your call.

### INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES RÉPONDANTS ET DES RÉPONDANTES

Si vous avez des questions, appelez sans frais le 643-3127 si vous êtes de la région de Québec ou le 1 800 561-1616 si vous demeurez dans les autres régions. Après le message d'accueil, appuyez sur le « 0 » pour parler à la personne préposée aux renseignements.

- ⇒ Le questionnaire doit être rempli par la personne à qui il a été envoyé.
- ⇒ Cette enquête couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996.
- ⇒ Répondez aux questions de la section A.
- ⇒ Les sections B, C, D, E et F s'adressent aux chasseurs et aux chasseuses ayant déjà chassé le petit gibier (section B), l'orignal (section C), le cerf (section D), le caribou (section E) et l'ours (section F). Vous ne répondez qu'aux sections correspondant aux types de gibiers que vous avez chassés. Par exemple, si vous n'avez chassé que le petit gibier, vous ne répondez qu'à la section B du questionnaire. Si vous avez déjà chassé le petit gibier et l'orignal, vous répondez aux sections B et C. Et ainsi de suite.
- ⇒ Si vous avez chassé plus d'un type de gibier lors d'une même partie de chasse (par exemple, le petit gibier et l'orignal), n'inscrivez vos dépenses qu'une seule fois et inscrivez ces dépenses pour le type de gibier que vous chassiez en priorité.
- ⇒ De plus, si vous avez chassé en 1996, répondez à la section G et H.

NOUS VOUS REMERCIONS DE VOTRE COLLABORATION

### A- EXPÉRIENCE DE CHASSE (excluant les activités de colletage)

A1- Depuis combien d'années pratiquez-vous la chasse au Québec? \_\_\_\_\_ années

A2- Avez-vous déjà pratiqué la chasse au Québec :

- |  |                              |                                 |
|--|------------------------------|---------------------------------|
| Au petit gibier (excluant le colletage)? | oui <input type="checkbox"/> | Remplissez la section B.        |
|  | non <input type="checkbox"/> | Ne répondez pas à la section B. |
| À l'orignal?                             | oui <input type="checkbox"/> | Remplissez la section C.        |
|  | non <input type="checkbox"/> | Ne répondez pas à la section C. |
| Au cerf de Virginie (chevreuil)?         | oui <input type="checkbox"/> | Remplissez la section D.        |
|  | non <input type="checkbox"/> | Ne répondez pas à la section D. |
| Au caribou?                              | oui <input type="checkbox"/> | Remplissez la section E.        |
|  | non <input type="checkbox"/> | Ne répondez pas à la section E. |
| À l'ours?                                | oui <input type="checkbox"/> | Remplissez la section F.        |
|  | non <input type="checkbox"/> | Ne répondez pas à la section F. |

Québec

**B - PETIT GIBIER**  
(exclure les activités de colletage)

B1- Avez-vous déjà chassé le petit gibier?

Oui ( ) Continuez.  
Non ( ) Passez à C1.

B2- Depuis que vous chassez, indiquez le nombre d'années pendant lesquelles vous avez chassé le petit gibier.

Nombre d'années.....  ans

B3- Au cours des six dernières années, quelles sont les années où vous avez chassé le petit gibier? (Cochez les années où vous avez chassé)

1991 ( )      1992 ( )      1993 ( )  
1994 ( )      1995 ( )      1996 ( )

Si vous avez chassé le petit gibier en 1996, continuez  
sinon passez à C1.

B4- En vous référant à la carte des régions administratives, à la page 8, quelle est la ou les deux principales régions où vous avez chassé le petit gibier en 1996?

Numéro de la principale région (de 1 à 16).....   
Numéro de la 2<sup>e</sup> région, si nécessaire .....

B5- En vous référant à la carte des zones de chasse, à la page 7, quelle est la ou les deux principales zones où vous avez chassé le petit gibier en 1996?

Numéro de la principale zone (de 1 à 24) .....   
Numéro de la 2<sup>e</sup> zone, si nécessaire.....

B6- En 1996, avez-vous abattu des espèces de petits gibiers?

Oui ( ) Continuez.  
Non ( ) Passez à B8.

B7- Au total, combien de petits gibiers avez-vous personnellement abattus en 1996?

Nombre de petits gibiers.....

B8- Quels types d'armes avez-vous utilisés pour chasser le petit gibier en 1996? (plus d'un choix possible)

arc ou arbalète..... ( )  
fusil (ex. : un .12)..... ( )  
carabine..... ( )  
armes à poudre noire..... ( )

B9- En 1996, pendant combien de jours (soit toute journée ou partie de journée) avez-vous personnellement chassé le petit gibier?

Nombre de jours.....

B10- En 1996, veuillez indiquer combien de jours différents vous avez chassé le petit gibier dans chacun des endroits suivants :

Zecs..... jours  
Pourvoiries..... jours  
Réserves fauniques ou parcs..... jours  
Autres territoires publics..... jours  
Territoires privés..... jours

B11- Combien avez-vous dépensé au total pour chasser le petit gibier en 1996 et, de ce montant, combien avez-vous dépensé dans la région administrative où vous demeurez? (exclure les achats d'armes, de vêtements ou de tout autre article dont la durée de vie est plus longue qu'une année)

Dépenses totales pour la chasse au petit gibier	Dépenses dans la région où vous demeurez
,00 \$	,00 \$

B12- Combien de voyages d'une journée ou moins et de plus d'une journée avez-vous faits en 1996 pour chasser le petit gibier et combien de jours de chasse différents les voyages de plus d'une journée représentent-ils?

Voyages	Voyages d'un jour ou moins	Voyages de plus d'un jour
Nombre de voyages		
Nombre de jours	XXXXX	

B13- Combien avez-vous dépensé pour chasser le petit gibier en 1996 pour chacun des postes suivants? (Veuillez répartir ces dépenses entre les voyages d'une journée ou moins et ceux de plus d'une journée)

Catégories	Voyages d'un jour ou moins	Voyages de plus d'un jour
Forfaits (tout compris)	,00 \$	,00 \$
Hébergement	,00 \$	,00 \$
Alimentation	,00 \$	,00 \$
Transport	,00 \$	,00 \$
Permis	,00 \$	,00 \$
Droits d'accès	,00 \$	,00 \$
Autres dépenses	,00 \$	,00 \$

**PASSEZ À LA SECTION C « ORIGINAL ».**

C - ORIGINAL

C1- Avez-vous déjà chassé l'original?

Oui ( ) Continuez.  
Non ( ) Passez à D1.

C2- Depuis que vous chassez, indiquez le nombre d'années pendant lesquelles vous avez chassé l'original.

Nombre d'années..... 11 ans

C3- Au cours des six dernières années, quelles sont les années où vous avez chassé l'original? (Cochez les années où vous avez chassé)

1991 ( )      1992 ( )      1993 ( )  
1994 ( )      1995 ( )      1996 ( )

Si vous avez chassé l'original en 1996, continuez, sinon passez à D1.

C4- En vous référant à la carte des régions administratives, à la page 8, quelle est la ou les régions où vous avez chassé l'original en 1996?

Numéro de la principale région (de 1 à 16)..... 11  
Numéro de la 2° région, si nécessaire..... 11

C5- En vous référant à la carte des zones de chasse, à la page 7, quelle est la ou les zones où vous avez chassé l'original en 1996?

Numéro de la principale zone (de 1 à 24) ..... 11  
Numéro de la 2° zone, si nécessaire..... 11

C6- En 1996, avez-vous personnellement abattu un original ?

Oui ( ) Passez à C-8.  
Non ( ) Continuez.

C7- En 1996, est-ce que l'un des membres de votre groupe de chasse a abattu un original? (en vous excluant)

Oui ( ) Non ( )

C8- Quels types d'armes avez-vous utilisés pour chasser l'original en 1996? (plus d'un choix possible)

arc ou arbalète..... ( )  
carabine..... ( )  
armes à poudre noire..... ( )

C9- En 1996, pendant combien de jours (soit toute journée ou partie de journée) avez -vous personnellement chassé l'original?

Nombre de jours..... 11

C10- En 1996, veuillez indiquer combien de jours différents vous avez chassé l'original dans chacun des endroits suivants :

Zecs..... jours  
Pourvoiries..... jours  
Réserves fauniques ou parcs..... jours  
Autres territoires publics..... jours  
Territoires privés..... jours

C11- Combien avez-vous dépensé au total pour chasser l'original en 1996 et, de ce montant, combien avez-vous dépensé dans la région administrative où vous demeurez? (exclure les achats d'armes, de vêtements ou de tout autre article dont la durée de vie est plus longue qu'une année)

Dépenses totales pour la chasse à l'original	Dépenses dans la région où vous demeurez
,00 \$	,00 \$

C12- Combien de voyages d'une journée ou moins et de plus d'une journée avez-vous faits en 1996 pour chasser l'original et combien de jours de chasse différents les voyages de plus d'une journée représentent-ils?

Voyages	Voyages d'un jour ou moins	Voyages de plus d'un jour
Nombre de voyages		
Nombre de jours	XXXXX	

C13- Combien avez-vous dépensé pour chasser l'original en 1996 pour chacun des postes suivants? (Veuillez répartir au moins ces dépenses entre les voyages d'une journée et ceux de plus d'une journée)

Catégories	Voyages d'un jour ou moins	Voyages de plus d'un jour
Forfaits (tout compris)	,00 \$	,00 \$
Hébergement	,00 \$	,00 \$
Alimentation	,00 \$	,00 \$
Transport	,00 \$	,00 \$
Permis	,00 \$	,00 \$
Droits d'accès	,00 \$	,00 \$
Autres dépenses	,00 \$	,00 \$

PASSEZ À LA SECTION D « CERF ».



D1- Avez-vous déjà chassé le cerf?

Oui ( ) Continuez.  
Non ( ) Passez à E1.

D2- Depuis que vous chassez, indiquez le nombre d'années pendant lesquelles vous avez chassé le cerf.

Nombre d'années.....  ans

D3- Au cours des six dernières années, quelles sont les années où vous avez chassé le cerf? (Cochez les années où vous avez chassé)

1991 ( )      1992 ( )      1993 ( )  
1994 ( )      1995 ( )      1996 ( )

Si vous avez chassé le cerf en 1996, continuez, sinon passez à E1.

D4- En vous référant à la carte des régions administratives, à la page 8, quelle est la ou les deux principales régions où vous avez chassé le cerf en 1996?

Numéro de la principale région (de 1 à 16).....   
Numéro de la 2<sup>e</sup> région, si nécessaire ....

D5- En vous référant à la carte des zones de chasse, à la page 7, quelle est la ou les trois principales zones où vous avez chassé le cerf en 1996? Indiquez, (pour chacune de ces zones, le nombre de jours (soit toute journée ou partie de journée) de chasse au cerf en 1996)

Zones	N° de zone (de 1 à 11)	Nombre de jours
Principale zone		
Deuxième zone		
Troisième zone		

D6- En 1996, avez-vous personnellement abattu un cerf?

Oui ( ) Passez à D8.  
Non ( ) Continuez.

D7- En 1996, est-ce que l'un des membres de votre groupe de chasse a abattu un cerf? (en vous excluant)

Oui ( ) Non ( )

D8- Quels types d'armes avez-vous utilisés pour chasser le cerf en 1996? (plus d'un choix possible)

arc ou arbalète..... ( )  
fusil (ex. : un .12)..... ( )  
carabine..... ( )  
armes à poudre noire..... ( )

D9 -En 1996, veuillez indiquer combien de jours différents vous avez chassé le cerf dans chacun des endroits suivants :

Zecs..... jours  
Pourvoiries..... jours  
Réserves fauniques ou parcs..... jours  
Autres territoires publics..... jours  
Territoires privés..... jours

D10- Combien avez-vous dépensé au total pour chasser le cerf en 1996 et, de ce montant, combien avez-vous dépensé dans la région administrative où vous demeurez? (exclure les achats d'armes, de vêtements ou de tout autre article dont la durée de vie est plus longue qu'une année)

Dépenses totales pour la chasse au cerf	Dépenses dans la région où vous demeurez
,00 \$	,00 \$

D11- Combien de voyages d'une journée ou moins et de plus d'une journée avez-vous faits en 1996 pour chasser le cerf et combien de jours de chasse différents les voyages de plus d'une journée représentent-ils?

Voyages	Voyages d'un jour ou moins	Voyages de plus d'un jour
Nombre de voyages		
Nombre de jours	XXXXX	

D12- Combien avez-vous dépensé pour chasser le cerf en 1996 pour chacun des postes suivants? (Veuillez répartir ces dépenses entre les voyages d'une journée ou moins et ceux de plus d'une journée)

Catégories	Voyages d'un jour ou moins	Voyages de plus d'un jour
Forfaits (tout compris)	,00 \$	,00 \$
Hébergement	,00 \$	,00 \$
Alimentation	,00 \$	,00 \$
Transport	,00 \$	,00 \$
Permis	,00 \$	,00 \$
Droits d'accès	,00 \$	,00 \$
Autres dépenses	,00 \$	,00 \$

PASSEZ À LA SECTION E « CARIBOU ».

E - CARIBOU

E1- Avez-vous déjà chassé le caribou?

Oui ( ) Continuez.  
Non ( ) Passez à F1.

E2- Depuis que vous chassez, indiquez le nombre d'années pendant lesquelles vous avez chassé le caribou.

Nombre d'années.....  ans

E3- Au cours des six dernières années, quelles sont les années où vous avez chassé le caribou? (Cochez les années où vous avez chassé)

1991 ( )      1992 ( )      1993 ( )  
1994 ( )      1995 ( )      1996 ( )

Si vous avez chassé le caribou en 1996, continuez, sinon passez à F1.

E4- En vous référant à la carte des régions administratives, à la page 8, quelle est la ou les deux principales régions où vous avez chassé le caribou en 1996?

Numéro de la principale région.....   
Numéro de la 2<sup>e</sup> région, si nécessaire.....

E5- En vous référant à la carte des zones de chasse, à la page 7, quelle est la ou les deux principales zones où vous avez chassé le caribou en 1996?

Numéro de la principale zone (19,22,23,24).....   
Numéro de la 2<sup>e</sup> zone, si nécessaire.....

E6- En 1996, avez-vous personnellement abattu un caribou?

Oui ( ) Continuez.  
Non ( ) Passez à E8.

E7- Au total, combien de caribous avez-vous personnellement abattus en 1996?

Nombre de caribous.....

E8- Est-ce que l'un des membres de votre groupe de chasse a abattu un caribou? (en vous excluant)

Oui ( ) Non ( )

E9- Quels types d'armes avez-vous utilisés pour chasser le caribou en 1996? (plus d'un choix possible)

arc ou arbalète..... ( )  
carabine..... ( )  
armes à poudre noire..... ( )

E10- En 1996, pendant combien de jours (soit toute journée ou partie de journée) avez-vous personnellement chassé le caribou?

Nombre de jours.....

E11- En 1996, veuillez indiquer combien de jours différents vous avez chassé le caribou dans chacun des endroits suivants :

Pourvoiries..... jours  
Autres territoires publics..... jours

E12- Combien avez-vous dépensé au total pour chasser le caribou en 1996 et, de ce montant, combien avez-vous dépensé dans la région administrative où vous demeurez? (exclure les achats d'armes, de vêtements ou de tout autre article dont la durée de vie est plus longue qu'une année)

Dépenses totales pour la chasse au caribou	Dépenses dans la région où vous demeurez
,00 \$	,00 \$

E13- Combien de voyages d'une journée ou moins et de plus d'une journée avez-vous faits en 1996 pour chasser le caribou et combien de jours de chasse différents les voyages de plus d'une journée représentent-ils?

Voyages	Voyages d'un jour ou moins	Voyages de plus d'un jour
Nombre de voyages		
Nombre de jours	XXXXX	

E14- Combien avez-vous dépensé pour chasser le caribou en 1996 pour chacun des postes suivants? (Veuillez répartir ces dépenses entre les voyages d'une journée ou moins et ceux de plus d'une journée)

Catégories	Voyages d'un jour ou moins	Voyages de plus d'un jour
Forfaits (tout compris)	,00 \$	,00 \$
Hébergement	,00 \$	,00 \$
Alimentation	,00 \$	,00 \$
Transport	,00 \$	,00 \$
Permis	,00 \$	,00 \$
Droits d'accès	,00 \$	,00 \$
Autres dépenses	,00 \$	,00 \$

PASSEZ À LA SECTION F « OURS ».

F - OURS

F1- Avez-vous déjà chassé l'ours? (en excluant les activités de piégeage de l'ours)

Oui ( ) Continuez.  
Non ( ) Passez à G1.

F2- Depuis que vous chassez, indiquez le nombre d'années pendant lesquelles vous avez chassé l'ours (en excluant le piégeage de l'ours).

Nombre d'années..... ans

F3- Au cours des six dernières années, quelles sont les années où vous avez chassé l'ours? (Cochez les années où vous avez chassé)

1991 ( )      1992 ( )      1993 ( )  
1994 ( )      1995 ( )      1996 ( )

Si vous avez chassé l'ours en 1996, continuez, sinon passez à G1.

F4- En vous référant à la carte des régions administratives, à la page 8, quelle est la ou les deux principales régions où vous avez chassé l'ours en 1996?

Numéro de la principale région (de 1 à 16).....  
Numéro de la 2<sup>e</sup> région, si nécessaire.....

F5- En vous référant à la carte des zones de chasse, à la page 7, quelle est la ou les deux principales zones où vous avez chassé l'ours en 1996?

Numéro de la principale zone (de 1 à 24).....  
Numéro de la 2<sup>e</sup> zone, si nécessaire.....

F6- En 1996, avez-vous personnellement abattu un ours?

Oui ( )  
Non ( )

F7- Quels types d'armes avez-vous utilisés pour chasser l'ours en 1996? (plus d'un choix possible)

arc ou arbalète..... ( )  
fusil (ex. : un .12)..... ( )  
carabine..... ( )  
armes à poudre noire..... ( )

F8- En 1996, pendant combien de jours (soit toute journée ou partie de journée) avez-vous personnellement chassé l'ours?

Nombre de jours.....

F9- En 1996, veuillez indiquer combien de jours différents vous avez chassé l'ours dans chacun des endroits suivants :

Zecs..... jours  
Pourvoiries..... jours  
Réserves fauniques ou parcs..... jours  
Autres territoires publics..... jours  
Territoires privés..... jours

F10- En 1996, avez-vous chassé l'ours au printemps, à l'automne ou au cours des deux saisons. Pendant combien de jours (soit toute journée ou partie de journée) avez-vous chassé et avez-vous personnellement abattu un ours au cours de chacune de ces saisons?

	Printemps	Automne
Chasse à l'ours	oui ( ), non ( )	oui ( ), non ( )
Nombre de jours de chasse	jours	jours
Abattage d'un ours	oui ( ), non ( )	oui ( ), non ( )

F11- Combien avez-vous dépensé au total pour chasser l'ours en 1996 et, de ce montant, combien avez-vous dépensé dans la région administrative où vous demeurez? (exclure les achats d'armes, de vêtements ou de tout autre article dont la durée de vie est plus longue qu'une année)

Dépenses totales pour la chasse à l'ours	Dépenses dans la région où vous demeurez
,00 \$	,00 \$

F12- Combien de voyages d'une journée ou moins et de plus d'une journée avez-vous faits en 1996 pour chasser l'ours et combien de jours de chasse différents les voyages de plus d'une journée représentent-ils?

Voyages	Voyages d'un jour ou moins	Voyages de plus d'un jour
Nombre de voyages		
Nombre de jours	XXXXX	

F13- Combien avez-vous dépensé pour chasser l'ours en 1996 pour chacun des postes suivants? (Veuillez répartir ces dépenses entre les voyages d'une journée ou moins et ceux de plus d'une journée)

Catégories	Voyages d'un jour ou moins	Voyages de plus d'un jour
Forfaits (tout compris)	,00 \$	,00 \$
Hébergement	,00 \$	,00 \$
Alimentation	,00 \$	,00 \$
Transport	,00 \$	,00 \$
Permis	,00 \$	,00 \$
Droits d'accès	,00 \$	,00 \$
Autres dépenses	,00 \$	

PASSEZ À LA SECTION G « Autres dépenses ».

G - AUTRES DÉPENSES

G1- En 1996, combien avez-vous dépensé pour l'achat de matériel utilisé principalement pour la chasse et, de ce montant, combien avez-vous dépensé dans la région administrative où vous demeurez? (Ne considérez que les dépenses directement attribuables à la chasse)

Aucune ( ) et passez à H1.

Catégories	Dépenses totales	Dépenses dans votre région
Arme à feu, arc, arbalète	,00\$	,00\$
Vêtements, chaussures	,00\$	,00\$
Embarcations	,00\$	,00\$
Camping (matériel, remorques, etc.)	,00\$	,00\$
Véhicules (VTT, motoneige)	,00\$	,00\$
Achat, entretien d'un chalet ou d'un camp de chasse	,00\$	,00\$
Autres dépenses	,00\$	,00\$

H - PROFIL DU RÉPONDANT

H1- Quel est votre sexe?  
masculin ( ) féminin ( )

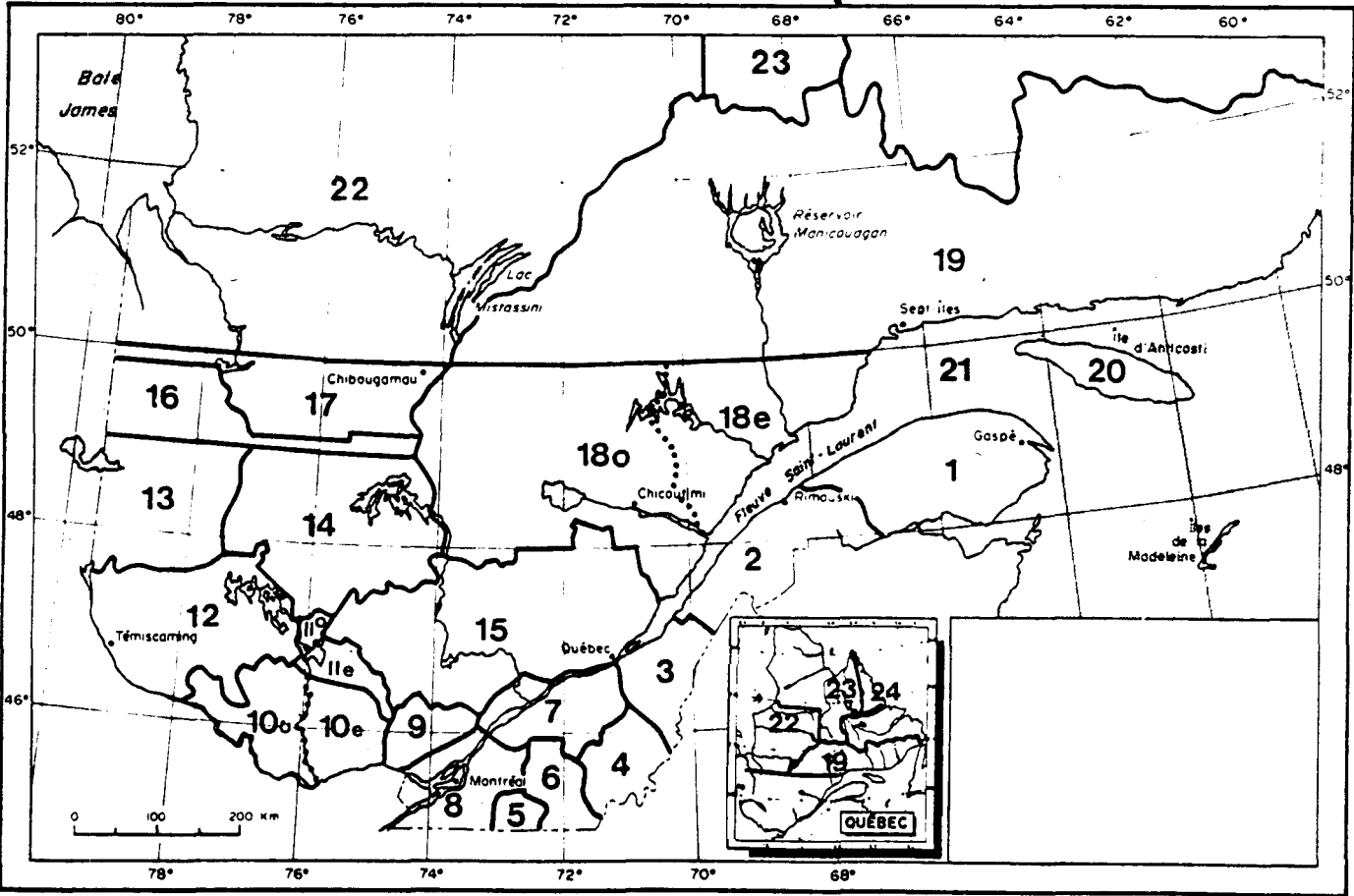
H2- Quelle est votre langue maternelle?  
Français ( ) Anglais ( )  
Autres ( ) Spécifiez \_\_\_\_\_

H3- Dans quel groupe d'âge vous situez-vous?  
12 - 15 ans ( ) 35 - 44 ans ( )  
15 - 24 ans ( ) 45 - 54 ans ( )  
25 - 34 ans ( ) 55 ans et plus ( )

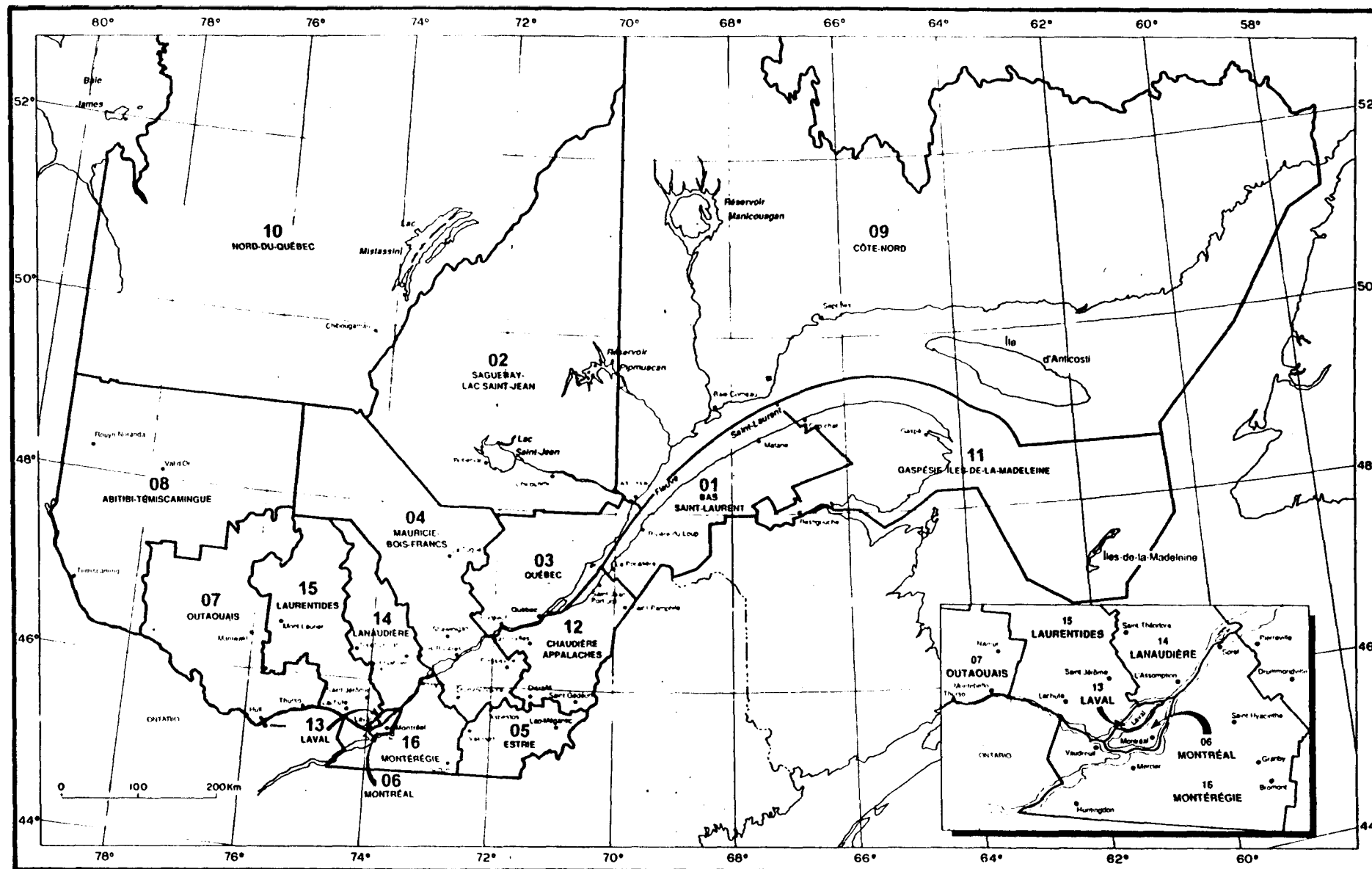
H4- Dans quelle municipalité (village ou paroisse) demeurez-vous actuellement et dans quelle région administrative se trouve cette municipalité (village ou paroisse)? (voir la carte des régions administratives à la page 8)  
Nom de la municipalité .....  
Nom ou numéro de la région administrative.....

H5- Dans laquelle des catégories suivantes se situait votre revenu annuel brut familial en 1996? (le vôtre et celui de votre conjoint ou conjointe)  
Moins de 10 000 \$ ( ) 50 000 à 59 999 \$ ( )  
10 000 à 19 999 \$ ( ) 60 000 à 69 999 \$ ( )  
20 000 à 29 999 \$ ( ) 70 000 à 79 999 \$ ( )  
30 000 à 39 999 \$ ( ) 80 000 à 89 999 \$ ( )  
40 000 à 49 999 \$ ( ) Plus de 90 000 \$ ( )

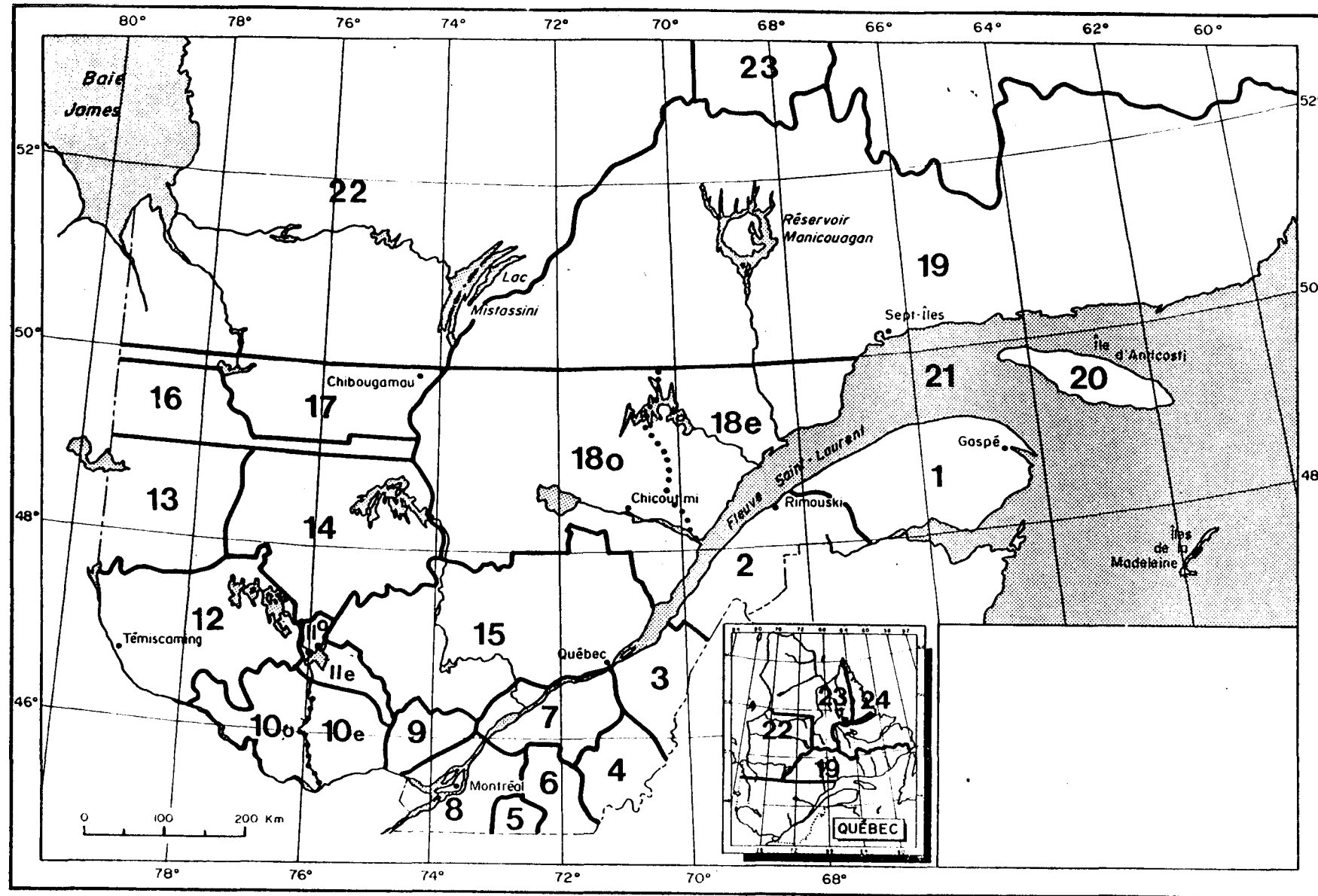
ZONES DE PÊCHE, DE CHASSE ET DE PIÉGEAGE



# LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC



# ZONES DE PÊCHE, DE CHASSE ET DE PIÈGEAGE





## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

## LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES PAR LE MINISTÈRE EN 1996-1997

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	EXPLICATIONS	MONTANT DU CONTRAT
Richer, Marie-Claude	Direction de la faune et des habitats	Étude concernant les proies disponibles aux coyotes en été dans les milieux forestiers et agro-forestiers du Témiscouata.	3 000,00 \$
Nantel, Patrick	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Étude sur la viabilité démographique de <i>Cirsium foliosum</i> var. <i>minganense</i> et de <i>Cypripedium passerinum</i> var. <i>minganense</i> , deux plantes susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.	5 000,00 \$
Naud, Marjolaine	Direction de la promotion et du développement durable	Étude sur l'environnement et la fiscalité.	9 999,00 \$
Nault, Andrée	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Rédaction d'un rapport de situation du ginseng à cinq feuilles au Québec et texte sur la menace de cette culture sur les populations indigènes au Québec.	3 000,00 \$
Nilo, Pedro	Direction de la faune et des habitats	Caractérisation des milieux peu propices à la vie de l'esturgeon jaune.	3 000,00 \$
Nilo, Pedro	Direction de la faune et des habitats	Caractérisation des habitats les moins productifs pour la faune aquatique en vue de leur utilisation comme site pour le dépôt de sédiments de dragage.	3 750,00 \$
Lesage, Louis	Direction de la faune et des habitats	Étude sur la qualité de l'habitat d'été du cerf de Virginie dans l'est du Québec.	5 000,00 \$



NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	EXPLICATIONS	MONTANT DU CONTRAT
LGL Alaska Research Associates Inc.	Direction de la faune et des habitats	Étude de la fiabilité des micro-satellites pour étudier l'ADN chez l'orignal.	6 500,00 \$
Manseau, Micheline	Direction de la faune et des habitats	Élaborer un protocole expérimental préliminaire dans le but de mesurer l'impact sur le loup de certaines activités à caractère écotouristique qui se déroulent dans la réserve des Laurentides.	10 000,00 \$
Guay, Éric	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Production d'un rapport de recherche sur l'utilisation de la carte écologique et des systèmes d'information géographique pour la planification de tracés de chemins forestiers.	2 000,00 \$
Firme-conseil CHACAN	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Concevoir un projet pilote de chasse printanière à la Grande Oie des Neiges	4 630,00 \$
Crépin, Dominique	Direction des parcs québécois	Production d'un rapport sur les potentiels d'interprétation du parc des Monts-Valin ainsi qu'un scénario d'activités d'interprétation hivernal	9 945,00 \$
Daigneault, Robert-André	Direction des parcs québécois	Étude sur la géologie et la géomorphologie du projet de parc du Cratère-du-Nouveau-Québec.	20 500,00 \$
Carrière, Suzanne	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Production d'une clé d'identification des plantes arctiques dans les fèces des animaux.	2 000,00 \$
BPR, Ingénieurs-conseils	Direction des politiques des secteurs agricole et naturel	Élaboration des exigences environnementales d'élevage de porcs sur litière.	9 950,00 \$
Branchaud, Alain	Direction régionale de la Montérégie	Complément d'études sur les exigences d'habitat du suceur cuivré.	5 000,00 \$

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	EXPLICATIONS	MONTANT DU CONTRAT
Audet, Denis	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Développement d'une stratégie de positionnement du MEF concernant le rapport du comité de relance des parcs.	6 000,00 \$
Benjamin, Adélard	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Étude sur l'utilisation et l'occupation du lac Fléché par les autochtones.	4 900,00 \$
Arbour, Simon	Direction des parcs québécois	Produire une étude préliminaire présentant un portrait global de la situation actuelle du parc du Saguenay en regard à la gestion des ressources naturelles.	9 500,00 \$
Roche Ltée, Groupe-conseil	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Étude des retombées économiques des dépenses reliées à l'exploitation du réseau des parcs québécois.	9 950,00 \$
Rodrigue, Donald	Direction régionale de la Montérégie	Rédaction d'un plan de gestion des ressources naturelles du parc de la Yamaska	9 900,00 \$
Sigouin, Daniel	Direction de la faune et des habitats	Étude des tendances de la chasse à l'orignal entre 1994 et 1996	3 500,00 \$
SMIRS Inc.	Direction de la faune et des habitats	Localisation des habitats favorables au fouille-roche gris sur divers sites de plusieurs rivières	9 995,00 \$
Lajeunesse, Denyse	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Évaluation du niveau de dégradation de la plaine alluviale de la rivière Saint-Charles.	20 000,00 \$
Genest, Élane	Direction de l'évaluation environnementale des projets en milieu terrestre	Réalisation d'étude de sensibilité des paysages pour le projet de parc éolien de la Gaspésie.	7 000,00 \$

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	EXPLICATIONS	MONTANT DU CONTRAT
Génivar Groupe-conseil	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Élaboration d'un indice de qualité de l'habitat sur l'Omble de Fontaine en rivière.	9 945,00 \$
Gratton, Louise	Direction de la faune et des habitats	Recherche d'une technique d'inventaire aérien pour évaluer l'ampleur du problème de la salicaire et du phragmite commun dans les milieux humides du fleuve Saint-Laurent et de ses principaux tributaires.	6 660,00 \$
Grégoire, François, chimiste	Direction des laboratoires	Révision et rédaction des cadres conceptuel et opérationnel de la procédure d'évaluation du risque écotoxicologique.	4 800,00 \$
Gendron, André	Direction régionale de la Montérégie	Étude sur l'évolution théorique de la possibilité d'une inhibition de la maturité sexuelle des suceurs cuivrés par la contamination chimique.	5 000,00 \$
Paradis, Karine	Direction de la faune et des habitats	Étude sur les effets d'une nourriture expérimentale chez douze renards roux gardés captifs au Jardin zoologique du Québec.	2 000,00 \$
Peress, Josée	Direction de la faune et des habitats	Production d'un rapport d'analyse scientifique sur les données stock-recrutement des saumoneaux des rivières témoins.	2 400,00 \$

Service des immobilisations, de la cartographie et de l'expertise contractuelle

97-03-18

CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 1996

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
9010-6824 Inc.	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Élaboration d'une stratégie de communication pour la connaissance écologique du bassin versant de la rivière St-Charles.	7 000.00\$	2
90258906 Québec inc.	Direction générale des opérations	Fourniture d'un système informatisé pour la constitution d'une banque d'informations de gestion, de traitement et de mise en forme d'indicateurs de gestion.	9 900.00\$	2
9042-0647 Québec inc.	Direction des ressources informationnelles	Modification sur quatre systèmes informatisés du MEF.	9 870.00\$	2
Agora Communication	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Organisation et suivi d'ateliers concernant l'habitat du poisson dans le cadre du symposium international de l'Association internationale de recherches hydrauliques.	5 000.00\$	2
Agraf Création Communication	Direction des communications et du marketing	Réalisation d'une brochure et d'une affiche sur le parc de conservation de Plaisance.	6 753.00\$	2
Analex inc.	Direction des laboratoires	Analyses microbiologiques dans eaux de baignade de la région des Laurentides.	9 715.00\$	2
Arbour, Simon	Direction du plein air et des parcs	Produire une étude préliminaire présentant un portrait global de la situation actuelle du parc du Saguenay en regard à la gestion des ressources naturelles.	9 500.00\$	2
Associés en planification de paysage Inc	Direction des territoires fauniques	Analyse du paysage des sites fréquentés de la pourvoirie Rimouski.	2 500.00\$	2
Associés en planification de paysage Inc	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Préparation d'un manuel de présentation de la méthode d'analyse des paysages forestiers développée par le Ministère.	3 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

(1) Appel d'offres sur invitation

(2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Audet, Denis	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Développement d'une stratégie de positionnement du MEF concernant le rapport du comité de relance des parcs.	6 000.00\$	2
Automation R.P inc.	Direction de la faune et des habitats	Conception et expérimentation d'une procédure pour l'élimination des larves de meunier noir à l'aide de l'électricité.	4 980.00\$	2
B.M.R. Génie Conseil	Direction de la faune et des habitats	Production des plans d'aménagement du bras mort # A10 de la rivière Bayer.	4 200.00\$	2
B.M.R. inc.	Direction de la faune et des habitats	Proposition de deux nouvelles conceptions d'aménagement d'un étang sur le bras mort #10 de la rivière Boyer.	2 800.00\$	2
Barrett, Katleen	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Conseiller scientifique lors de la réalisation de l'exposition thématique de rivière Éternité	4 550.00\$	2
Barrette Communications graphiques	Direction des communications et du marketing	Conception et production infographique des dépliants quatre couleurs sur "Les parcs québécois..." et "Le parc de Miguasha..." incluant la supervision de la photogravure et de l'impression.	2 000.00\$	2
Barrette Communications graphiques	Direction des écosystèmes aquatiques	Conception et production infographique de la brochure "Qualité des eaux des rivières Maskinongé et du Loup"	2 320.00\$	2
Bazin, Louis	Direction régionale du Nord du Québec	Identification de territoires dans huit pourvoiries pour le suivi et l'évaluation des potentiels de pêche.	2 100.00\$	2
Benjamin, Adélard	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Étude sur l'utilisation et l'occupation du lac Fléché par les autochtones.	4 900.00\$	2
Best-Seller inc.	Direction de l'information environnemen- tale et recherche	Cours de formation à des utilisateurs du logiciel Best-Seller 7.02.	9 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Biolab inc.	Direction des laboratoires	Réalisation de travaux d'analyse microbiologique des eaux de baignade dans la région de Chaudière - Appalaches.	3 500.00\$	2
Biologie Aménagement B.S.L. inc.	Direction des laboratoires	Travaux d'analyse microbiologique des eaux de baignade de la région de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine.	5 000.00\$	2
Biotech Enr.	Direction de la faune et des habitats	Détermination de l'âge d'originaux récoltés au cours de 1995 à partir de la dentition.	2 300.00\$	2
Biotech Enr.	Direction de la faune et des habitats	Détermination de l'âge d'originaux et de cerf de Virginie récoltés au cours de 1995 en fonction des anneaux de croissance des dents.	2 000.00\$	2
Biotech Enr.	Direction de la faune et des habitats	Déterminer l'âge d'originaux et de cerfs de Virginie à partir des anneaux de croissance présents sur leurs dents.	6 300.00\$	2
Bois, Chantal	Direction de la faune et des habitats	Détermination de la composition corporelle du cerf de Virginie par analyse chimique.	2 000.00\$	2
Boudreault, Éric	Direction des ressources informationnelles	Modification au système pâtes et papier (PPF).	9 750.00\$	2
Boum! Communication Graphique Inc.	Direction des communications et du marketing	Conception et production infographique de la brochure "A l'aube du 3e millénaire..."	2 980.00\$	2
BPR Ingénieurs-conseils	Direction des politiques des secteurs agricole et naturel	Élaboration des exigences environnementales d'élevage de porcs sur litière.	9 950.00\$	2
Branchaud, Alain	Direction régionale de la Montérégie	Complément d'études sur les exigences d'habitat du suceur cuivré.	5 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Branchaud, Alain	Direction de la faune et des habitats	Identification des oeufs et des larves de catostonidés par la méthode d'ADN mitochondrial.	2 000.00\$	2
Bussièrès, Bruno	Direction régionale du Nord du Québec	Développement d'une base de données sur le suivi des migrations du caribou pour améliorer le service à la clientèle.	9 900.00\$	2
Bussièrès, Bruno	Direction régionale du Nord du Québec	Réception et épuration de données ainsi que production de cartes informatiques au public pour la saison de chasse.	4 785.00\$	2
Cabana, Séguin Design inc.	Direction du plein air et des parcs	Réalisation et transfert sur fichiers informatisés des travaux de graphisme et de design concernant les pictogrammes des parcs québécois.	3 960.00\$	2
Cabinet de traduction dialangue inc.	Direction du milieu atmosphérique	Traduction des documents «Taux de référence recommandés lors de l'évaluation d'exposition chez les enfants âgés entre 2 et 5 ans et validation des valeurs de référence recommandées lors de l'évaluation d'exposition chez les enfants âgés entre 2 et 5 ans».	2 250.00\$	1
Cabinet de traduction dialangue inc.	Direction de l'évaluation environnemen- tale en milieu hydrique et nordique	Service de traduction du français vers l'anglais.	9 500.00\$	1
Caractéra	Direction des communications et du marketing	Développement d'utilitaires pour le site Internet du Ministère.	3 580.00\$	2
Caron & Gosselin	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Conception graphique de recueil de renseignements vulgarisés sur le patrimoine.	3 200.00\$	1
Caron, Paré et ass.	Direction des communications et du marketing	Conception et production infographique des brochures version française et anglaise du rapport annuel 1995-96 St-Laurent vision 2000.	5 500.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Carrière, Suzanne	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Production d'une clé d'identification des plantes arctiques dans les fèces des animaux.	2 000.00\$	2
Chabot Pomerleau & Associés	Direction régionale de l'Estrie	Dans le cadre du programme des travaux d'immobilisation, engagement d'un ingénieur forestier pour coordonner les interventions et suivre les travaux.	9 999.00\$	2
Chabot, Annie	Direction du plein air et des parcs	Rédaction d'une brochure promotionnelle sur la création du parc de conservation de Plaisance.	3 000.00\$	2
Cima	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Préparation de plans et devis complets pour la réalisation du pont du camping au parc de conservation du Bic.	15 250.00\$	2
Circle technologies	Direction des laboratoires	Pour une série de trois substances, répertorier les données toxicologiques et physico-chimique.	5 000.00\$	2
Cirrus Environnement	Direction du milieu atmosphérique	Production d'un fichier de données météorologiques destiné à être utilisé dans les modèles de dispersion exigés par le MEF.	2 000.00\$	2
Cirsa	Direction régionale de la Côte-Nord	Analyse génétique des échantillons de saumons en provenance de la rivière Vieux Fort.	5 000.00\$	2
Claude Cantin et Ass.ing.	Direction régionale de Québec	Préparation et transmission de prescriptions structurales pour le bâtiment et les plans et devis, vérification de plans, devis et dessins et procéder à deux visites de chantier, le tout conforme au rôle d'ingénieur en structure.	2 300.00\$	2
Claude Cantin et Ass.ing.	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Travaux relatifs à la préparation de la construction d'un hangar à bateaux au parc des Iles de Boucherville.	3 500.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Communication Nica	Direction des communications et du marketing	Réalisation d'un diaporama sur le parc de conservation de Plaisance.	3 700.00\$	2
Conexen inc.	Direction générale des opérations	Mise à jour des fiches espèces du guide sur la prévention des dommages et du contrôle des animaux prédateurs.	2 000.00\$	2
Consult Expert R. Moisan & Ass. inc.	Direction régionale des Laurentides	Formation en Windows, Excel, Access.	5 000.00\$	2
Consultants RSA	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Surveillance des travaux expérimentaux de protection contre l'érosion au parc de conservation de la Pointe-Taillon.	4 000.00\$	2
Coursol, Frédéric	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Inventaire terrain de trois plantes susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.	4 000.00\$	2
Couture, Jean	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Analyse de la toiture du bâtiment principal de la station piscicole de Baldwin.	2 000.00\$	2
Crépin, Dominique	Direction du plein air et des parcs	Production d'un rapport sur les potentiels d'interprétation du parc des Monts-Valin ainsi qu'un scénario d'activités d'interprétation d'hivernal.	9 945.00\$	2
Cyrenne, Christian	Direction de la faune et des habitats	Réaliser des prélèvements et des mesures sur environ 4 000 poissons frais, congelés ou formolés, capturés dans le fleuve Saint-Laurent à la hauteur de Gentilly.	3 500.00\$	2
Daigneault, Robert-André	Direction du plein air et des parcs	Étude sur la géologie et la géomorphologie du projet de parc du Cratère-du-Nouveau-Québec.	20 500.00\$	2
Deblois, Murielle	Direction des ressources informationnelles	Développement d'un système informatique visant à traiter les données relatives à la gestion des opérations piscicoles.	4 900.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Degrémont Infilco	Direction régionale de la Montérégie	Évaluation de l'efficacité des lits filtrants de l'usine de traitement des eaux souterraines à Mercier.	3 210.00\$	2
Dendrek inc.	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Production en langage FOXPRO de l'indice de qualité de l'ours noir et intégration à celui déjà produit pour cinq autres espèces.	2 300.00\$	2
Deschamps design	Direction des communications et du marketing	Mise en page en langues autochtones d'information sur les matières résiduelles.	3 500.00\$	2
Deschamps design	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Mise en page et production d'acétates de présentation pour le Forum-Faune.	2 015.50\$	2
Dica informatique inc.	Direction des ressources informationnelles	Expertise professionnelle sur l'utilisation du Système de gestion de base de données SGBD Oracle Workgroup sur NT.	6 000.00\$	2
Drolet Douville et Associés inc.	Direction des ressources humaines	Conception de la démarche pédagogique, du matériel et du déroulement de la journée de formation au niveau de consolidation d'équipes et diffusion uniforme à cinq groupes de gestionnaires du MEF.	8 525.00\$	1
Dumont, André	Direction de la faune et des habitats	Analyse des données accumulées en 1994 et 1995 sur la stratégie de quête alimentaire des cerfs dans la ravage de Pohénégamook.	5 000.00\$	2
Dumont, Dany	Direction régionale de la Mauricie - Bois-Francs	Rédaction d'un rapport synthèse portant sur la situation du grand corégone et du doré jaune des réservoirs Kempt, Manouane et Châteauvert.	2 000.00\$	2
Duograph Communication	Direction régionale des Laurentides	Conception graphique, photocomposition et mise en page.	3 793.00\$	1
Enviro-science inc.	Direction régionale du Nord du Québec	Étude sur l'esturgeon jaune et production d'un rapport.	9 999.99\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Envirotel inc.	Direction de la faune et des habitats	Automatisation du suivi de l'utilisation de deux abris hivernaux de chauves-souris.	9 995.00\$	2
Envirotel inc.	Direction de la faune et des habitats	Étude du site mineur du lac Rose près de Lebel-sur-Quévillon pour évaluer son potentiel d'habitat pour les chauves-souris.	3 000.00\$	2
ESRI Canada ltée	Direction des ressources informationnelles	Transfert de produits (logiciels) Genemap à Arc-info avec reprise des logiciels sans frais d'acquisition.	24 350.00\$	2
Evolution informatique	Direction des communications et du marketing	Projet-pilote pour la diffusion quotidienne de la revue de presse sur Internet avec accès limité aux employés du MEF.	3 500.00\$	2
Excel Images	Direction des communications et du marketing	Production sur internet de "Le Québec un site" présentant le réseau des parcs Québécois.	3 000.00\$	2
Experts en traitement de l'information (E.T.I.) Québec Inc.	Direction des ressources informationnelles	Améliorations au système "Collecte des données télémétrées" (CDT).	7 000.00\$	1
Fafard, Martin	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Carte écologique en regard de la gestion par bassin versant en milieu agricole.	2 000.00\$	2
Faune-Experts	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Inventaire des sites de tambourinage de la gélinotte huppée sur le territoire de la Seigneurie Nicolas-Rioux.	3 500.00\$	2
Firme-conseil CHACAN	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Concevoir un projet pilote de chasse printanière à la Grande Oie des Neiges.	4 630.00\$	2
Foramec inc.	Direction du plein air et des parcs	Mise à jour des connaissances sur la végétation du parc de récréation de la Yamaska et identification des plantes désignées menacées ou vulnérables.	9 850.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Fortin, Lyne	Direction des communications et du marketing	Programmation des prises de photos et diapos au Parc Monts-Valin.	2 500.00\$	2
Foucher, Monique	Direction des communications et du marketing	Analyser la faisabilité électronique, l'opportunité de développer des applications internes ou recommander des applications externes sur l'Internet.	9 800.00\$	2
Gagnon, Claire	Direction des communications et du marketing	Conception et préparation du matériel pré-presse du stand Demo 96.	2 940.00\$	2
Gagnon, Claire	Direction des communications et du marketing	Conception et production infographique de deux brochures sur les pesticides.	2 500.00\$	2
Garceau, Micheline	Direction de la faune et des habitats	Lecture d'écailles de saumon atlantique pour les rivières témoins en 1996.	4 170.00\$	2
Garneau, Michèle	Direction du plein air et des parcs	Étude de la flore vasculaire du parc de conservation des Monts-Valin.	8 000.00\$	2
Gauthier, Darlène	Direction des écosystèmes aquatiques	Travaux de tri et d'identification des organismes benthiques récoltés sur la rivière St-Maurice en septembre 1996.	9 950.00\$	2
Gauthier, Parent et Associés	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Évaluation forestière pour les fins de la réserve écologique de la Vallée-du-Ruiter.	9 950.00\$	2
Gélinas, Nathalie	Direction de la faune et des habitats	Réaliser des prélèvements et des mesures sur environ 4 000 poissons frais, congelés ou formolés, capturés dans le fleuve Saint-Laurent à la hauteur de Gentilly.	4 500.00\$	2
Gendron, André	Direction régionale de la Montérégie	Étude sur l'évolution théorique de la possibilité d'une inhibition de la maturité sexuelle des suceurs cuivrés par la contamination chimique.	5 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Genest, Élane	Direction de l'évaluation environnemen- tale des projets en milieu terrestre	Réalisation d'étude de sensibilité des paysages pour le projet de parc éolien de la Gaspésie.	7 000.00\$	2
Génivar Groupe-Conseil	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Élaboration d'un indice de qualité de l'habitat sur l'omble de fontaine en rivière.	9 945.00\$	1
Gestext	Direction de la réglementation, de la tarification et des permis	Préparation d'une base de données sur logiciel Folio Views comprenant tous les textes de lois, les règlements et les décrets du secteur faune.	9 800.00\$	2
Gestion Design	Direction des communications et du marketing	Conception et montage infographique du dépliant "A l'aube du 3e millénaire".	2 502.50\$	2
Gilbert, Hélène	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Témoigner comme expert dans la cause opposant «Les Développements immobiliers H.L. Robillard inc.» et le gouvernement du Québec.	2 000.00\$	2
Girard, Jean-Pierre	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Délimitation de la propriété du Ministère sur une partie des lots 309 et 310 à l'Ile Dupas.	4 200.00\$	1
Gratton, Louise	Direction de la faune et des habitats	Recherche d'une technique d'inventaire aérien pour évaluer l'ampleur du problème de la salicaire et du phragmite commun dans les milieux humides du fleuve Saint-Laurent et de ses principaux tributaires.	6 660.00\$	2
Grégoire, François, chimiste	Direction des laboratoires	Révision et rédaction des cadres conceptuel et opérationnel de la procédure d'évaluation du risque écotoxicologique.	4 800.00\$	2
Grégoire, Yves	Direction de la faune et des habitats	Traitement des données des pêches au chalut de l'éperlan arc-en-ciel effectuées aux lacs Saint-Jean et Memphrémagog.	2 540.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Groupe Conseil Genivar Inc.	Direction régionale du Nord du Québec	Analyse des données sur le potentiel halieutique du secteur sud du territoire de la Baie James pour le doré jaune, grand brochet, grand corégone et cisco de lac.	5 000.00\$	2
Groupe Proxima	Direction des ressources humaines	Animation d'ateliers de sensibilisation et de réflexion sur le partenariat au MEF.	10 000.00\$	1
Groupe Symbioz	Direction des ressources humaines	Conception et dispensation de deux sessions de formation portant sur les communications dans un contexte de services aux clients	4 727.00\$	2
Guay, Éric	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Production d'un rapport de recherche sur l'utilisation de la carte écologique et des systèmes d'information géographique pour la planification de tracés de chemins forestiers.	2 000.00\$	2
Guérard, Nathalie	Direction de la faune et des habitats	Lecture d'écailles de poissons avec notation sur informatique.	4 000.00\$	2
Guérin, Stéphane	Direction régionale de la Côte-Nord	Etude de population d'éperlans arc-en-ciel de la Baie de Sept-Iles	2 000.00\$	2
Guillot, Jean-Guy	Direction du milieu hydrique	Nettoyage et récupération du mercure dans les stations de la rivière Madeleine, Ste-Anne, Cap-Chat et Bromptonville.	2 897.19\$	2
Hall, Geoffrey	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Analyse et intégration de données sur la flore menacée ou vulnérable de l'outaouais.	3 000.00\$	2
Henri, Michel	Direction régionale du Nord du Québec	Cartographie du potentiel des habitats à Salmonidés du bassin de la rivière Caniapiscou.	2 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Hewlett Packard (Canada) Ltée	Direction des ressources informationnelles	Services d'assistance (logiciels, information, mises à jour) de la compagnie Hewlett-Packard pour le mini-ordinateur HP-3000 et ses périphériques.	16 318.44\$	2
ICOTECH (Québec) inc.	Direction des ressources informationnelles	Améliorations aux systèmes de sécurités.	7 525.00\$	1
Icotech inc.	Direction des ressources informationnelles	Installation et configuration des postes de travail sur plate-forme réseau et mise à niveau des logiciels dans les régions.	9 135.00\$	2
Iglesias, Claudia	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Inventaire des plantes susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables du ruisseau à Charette et de la baie Brazeau.	4 940.00\$	2
IMH Cabinet conseil gestion informatique inc.	Direction des ressources informationnelles	Améliorations aux systèmes Climatologie (38 A) et Dossiers des stations (LVB).	9 900.00\$	1
Innovision Géomatique-Géomatics inc.	Direction du plein air et des parcs	Cartographie du secteur du cratère du Nouveau-Québec.	9 995.00\$	2
Institut maritime du Québec	Direction régionale du Nord du Québec	Cours de sécurité nautique de niveau II pour 16 participants à Chibougamau.	2 894.00\$	2
J. P. Lacoursière & Ass.	Direction de l'évaluation environnemen- tale des projets industriels	Animation d'une session de formation sur l'analyse de risque d'accidents technologiques.	5 500.00\$	1
Jacques Choquette Communication	Direction régionale du Nord du Québec	Conception et montage visuel des migrations du caribou.	5 000.00\$	2
Joyal, Claude	Direction régionale de la Montérégie	Prise d'inventaire archéologique des Iles-Gros-Bois.	2 390.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Krumke, Karl	Direction des écosystèmes aquatiques	Travaux de tri et d'identification des organismes benthiques récoltés sur la rivière St-Maurice en septembre 1996.	9 950.00\$	2
Labexcel Inc.	Direction des laboratoires	Réalisation de travaux d'analyse microbiologique des eaux de baignade dans la région de Lanaudière.	9 000.00\$	2
Laboratoire de génie sanitaire du Québec (1986) Inc.	Direction des laboratoires	Réalisation de travaux d'analyse microbiologique des eaux de baignade dans les régions de Québec et de la Côte-Nord.	7 500.00\$	1
Laboratoire de génie sanitaire du Québec (1986) Inc.	Direction régionale des Laurentides	Analyse microbiologique d'échantillons d'eaux usées.	5 000.00\$	2
Laboratoire Eco-Santé inc.	Direction des laboratoires	Réalisation de travaux d'analyse microbiologique des eaux de baignade dans la région du Saguenay - Lac Saint-Jean.	4 700.00\$	1
Laboratoire Iaschem inc.	Direction des laboratoires	Réalisation de travaux d'analyse microbiologique des eaux de baignade dans la région de l'Outaouais.	6 500.00\$	2
Laboratoire S.M. Inc.	Direction des laboratoires	Réalisation de travaux d'analyse microbiologique des eaux de baignade dans la région de l'Estrie.	4 500.00\$	1
Laboratoire S.M. Inc.	Direction des laboratoires	Réalisation des travaux d'analyse microbiologique des eaux de baignade dans la région de Montérégie.	8 000.00\$	2
LaHaye, Michel	Direction régionale de la Montérégie	Caractérisation des captures d'anguilles dans les pêcheries commerciales d'Iberville (rivière Richelieu) et Saint-Anicet (lac Saint-François).	2 000.00\$	2
Lajeunesse, Denyse	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Évaluation du niveau de dégradation de la plaine alluviale de la rivière Saint-Charles.	20 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Lalonde, Girouard, Letendre et Associés Ltée	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Préparation des plans et devis du réseau de distribution en eau potable au camping du parc de conservation du Bic.	12 114.00\$	1
Lapointe, Michèle	Direction de la faune et des habitats	Préparation et rédaction d'un rapport sur la situation du fouille-roche gris "Percina copelandi" au Québec.	3 000.00\$	2
Laurian, Catherine	Direction de la faune et des habitats	Revue de littérature sur l'impact du déséquilibre du rapport des sexes chez l'orignal en se servant de données télémétriques et d'inventaires aériens. Un article sera produit.	3 000.00\$	2
Lavoie, Jean-Guy	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Production de textes vulgarisés sur le rôle, l'importance et les différents usages de la diversité biologique.	2 000.00\$	2
Le Groupe Léger & Léger inc.	Direction de la promotion et du développement durable	Mise sur pied d'un groupe de discussion à partir d'un échantillonnage de chasseurs de la région de Québec pour tester la formulation des questions d'un sondage postal. Produire un rapport de méthodologie et les faits saillants.	2 500.00\$	1
Le Groupe Microtec	Direction des ressources informationnelles	Support bureautique et réseau pour les directions du MEF situées au 2360 Chemin Ste-Foy et installation d'équipements et de logiciels divers.	9 870.00\$	2
Le Groupe Sodem inc.	Direction du plein air et des parcs	Production d'un plan directeur de développement stratégique du parc du Mont-Orford.	5 000.00\$	2
Le Groupe Type Inc.	Direction du plein air et des parcs	Production du rapport statistique annuel sur les parcs québécois.	5 000.00\$	2
Les Consultants Bellefeuille, Samson Inc.	Direction régionale des Laurentides	Préparation de plans et devis et exécution des tâches de réfection d'un tronçon d'égoût.	15 550.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Les Entreprises Gauthier, Parent Ltée	Conseil de la conservation et de l'environnement	Expertise sur le rapport d'expropriation dans le dossier d'acquisition pour la réserve écologique de la Vallée-du-Ruiter et évaluation de la valeur du stock forestier pour l'année 1993 pour la partie expropriante.	4 000.00\$	2
Les Laboratoires S.L. (1981) Inc.	Reconstruction des régions sinistrées	Caractérisation des sols formant le lit de la rivière des Ha! Ha!.	14 000.00\$	1
Les Laboratoires Shermont inc.	Direction régionale de l'Estrie	Fourniture des services de contrôles qualitatifs de matériaux, visites d'inspection, d'analyse granulométriques, etc. Ceci dans le cadre du projet d'infrastructure du Sommet au Parc de conservation du Mont-Mégantic.	2 000.00\$	2
Lesage, Louis	Direction de la faune et des habitats	Étude sur la qualité de l'habitat d'été du cerf de Virginie dans l'Est du Québec.	5 000.00\$	2
Levasseur, Joan	Direction des ressources informationnelles	Installation d'équipements micro-informatiques et de logiciels.	8 400.00\$	2
LGL Alaska Research Associates inc.	Direction de la faune et des habitats	Étude de la fiabilité des micro-satellites pour étudier l'A.D.N. chez l'original.	6 500.00\$	2
LGS inc.	Direction des ressources informationnelles	Support professionnel sur le logiciel MS-ACCESS, version 2.0.	3 000.00\$	2
Manseau, Micheline	Direction de la faune et des habitats	Élaborer un protocole expérimental préliminaire dans le but de mesurer l'impact sur le loup de certaines activités à caractère écotouristique qui se déroulent dans la réserve des Laurentides.	10 000.00\$	2
Matson's Laboratory	Direction de la faune et des habitats	Lecture d'âge des ours à partir de dents et détermination de l'histoire reproductive des femelles.	6 000.00\$	1

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Média Science	Direction des écosystèmes aquatiques	Conception et montage infographique, supervision de la photogravure et de l'impression de la brochure "État de l'écosystème aquatique du bassin de la rivière Châteauguay" versions anglaise et française.	4 825.00\$	2
MédiaScience	Direction des écosystèmes aquatiques	Service de coordination, de rédaction et de vulgarisation des textes, de révision, de choix des éléments visuels et d'intégration des commentaires après validation pour la brochure sur l'état de l'écosystème aquatique du bassin de la rivière Châteauguay.	6 250.00\$	2
Michaud, Robert	Direction des communications et du marketing	Support au comité de financement de la participation du public aux travaux de la commission scientifique et technique sur la gestion des barrages.	2 500.00\$	2
Micheline Garceau enr.	Direction générale des opérations	Préparation d'un cours et formation sur l'interprétation des structures osseuses du doré et du touladi.	3 300.00\$	2
Microsoft Canada inc.	Direction des ressources informationnelles	Assistance technologique et évaluation de l'impact des nouvelles versions des serveurs Windows NT et Microsoft Exchange en place.	9 922.50\$	2
Miron, Fernand	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Coordination de la mise en oeuvre des aménagements et travaux requis autour des territoires envisagés pour la création des réserves écologiques des Dunes et des Kettles de Berry ainsi que d'un habitat d'espèce en péril en vue de la protection et de la gestion de ces territoires.	5 000.00\$	2
Moisan Marketing	Direction des communications et du marketing	Formatage et desing de données au dossier Intranet du MEF pour la présentation à l'écran.	5 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Moisan, Michèle	Direction de la faune et des habitats	Divers travaux sur les espèces susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.	6 300.00\$	2
Monaghan Côté et Associés	Direction du plein air et des parcs	Conversion par balayage et numérisation d'une carte 1:50 000 pour la région de la rivière Vauréal.	2 500.00\$	2
Monaghan Côté et Associés	Direction régionale de la Montérégie	Conversion par balayage optique de trois feuillets cartographiques de certains parcs de la région de Montréal.	6 550.00\$	2
Nantel, Patrick	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Étude sur la viabilité démographique de <i>Cirsium foliosum</i> var. <i>minganense</i> et de <i>Cypripedium passerinum</i> var. <i>minganense</i> , deux plantes susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.	5 000.00\$	2
Naud, Marjolaine	Direction de la promotion et du développement durable	Étude sur l'environnement et la fiscalité.	9 999.00\$	2
Nault, Andrée	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Rédaction d'un rapport de situation du ginseng à cinq feuilles au Québec et texte sur la menace de cette culture sur les populations indigènes au Québec.	3 000.00\$	2
Nilo, Pedro	Direction de la faune et des habitats	Caractérisation des milieux peu propices à la vie de l'esturgeon jaune.	3 000.00\$	2
Nilo, Pedro	Direction de la faune et des habitats	Caractérisation des habitats les moins productifs pour la faune aquatique en vue de leur utilisation comme site pour le dépôt de sédiments de dragage.	3 750.00\$	2
Nolet, Jean	Direction des politiques des secteurs agricole et naturel	Document d'expertise sur ce qui existe dans le monde en terme de règles régissant les odeurs, le bruit et les poussières en milieu agricole.	4 400.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Paquet, André	Direction des laboratoires	Analyse de deux herbicides dans l'eau (bentayone et bromoxynile).	3 500.00\$	2
Paquet, Robin	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Analyse de l'ensemble des terrains excédentaires du ministère des Transports pour évaluer la possibilité de leur transfert au ministère de l'Environnement et de la Faune pour la protection d'espèces menacées ou vulnérables et la création de réserves écologiques.	4 000.00\$	2
Paradis, Karine	Direction de la faune et des habitats	Étude sur les effets d'une nourriture expérimentale chez douze renards roux gardés captifs au Jardin zoologique du Québec.	2 000.00\$	2
Pelchat, Grenier, Dubois, Roy et Associés	Direction régionale de la Montérégie	Délimitation du périmètre de propriété de certains terrains aux limites du parc du Mont-St-Bruno.	9 500.00\$	2
Peress, Josée	Direction de la faune et des habitats	Production d'un rapport d'analyse scientifique sur les données stock-recrutement des saumonneaux des rivières témoins.	2 400.00\$	2
Perreault, René	Direction de la faune et des habitats	Établissement de l'utilisation de sites de reproduction en profondeur par le touladi ainsi que compilation et analyse des données et rédaction d'un rapport.	5 650.00\$	2
Photographie Visions	Direction des communications et du marketing	Production de photographies pour le magazine ministériel « La Plume verte ».	2 500.00\$	2
Piette, Audy, Bertrand, Lemieux et Ass.	Direction régionale de Québec	Expertise sur la qualité des travaux et surveillance de la phase finale du projet # 308-089.	9 990.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Pisciconsult Inc.	Direction de la faune et des habitats	Projet de cryopréservation du sperme de poisson comprenant l'établissement des procédures, l'identification du matériel, la planification des rencontres et des séances de formation, etc.	2 419.00\$	2
Pluritec Laboratoire ltée	Direction des laboratoires	Réalisation de travaux d'analyse microbiologique des eaux de baignade dans la région de la Mauricie-Bois-Francs.	7 000.00\$	2
Point de vue Cartographie	Direction régionale de la Montérégie	Production de deux cartes de localisation au parc de conservation du Mont-Saint-Bruno et du parc de récréation des-Iles-de-Boucherville.	2 500.00\$	2
Poisson, Bazinet et Associés	BPC - Québec	Évaluation d'un coût de location et coûts afférents inhérents à la location d'un terrain d'usage agricole dans l'intention d'en faire un usage industriel.	9 500.00\$	2
ProFaune	Direction des territoires fauniques	Bilan des dommages causés par la crue des 19, 20, 21 juillet 1996 au lac Ha! Ha!	3 600.00\$	2
Quéformat Ltée	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Sondage du sol pour déterminer la capacité portante, le type de sol ainsi que les niveaux de la nappe phréatique. Vérification du compactage du sol et test de béton dans le cadre de la construction d'un hangar à bateau au Parc des Iles de Boucherville.	5 000.00\$	2
Raymond, Philippe	Direction des territoires fauniques	Travail pour parvenir à la version finale de la revue de littérature au sujet de la relève et la désaffectation des clientèles de chasse, de pêche et de piégeage.	3 000.00\$	2
Richer, Marie-Claude	Direction de la faune et des habitats	Étude concernant les proies disponibles aux coyotes en été dans les milieux forestiers et agro-forestiers du Témiscouata.	3 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Roberge, Jean	Direction des écosystèmes aquatiques	Expertise externe des activités de suivi de la Direction des écosystèmes aquatiques.	9 995.00\$	2
Robitaille, Jean	Direction régionale du Nord du Québec	Rédaction d'un plan tactique sur l'ombre chevalière anadrome à partir d'informations déjà éditées et des instructions d'un comité de spécialistes.	9 400.00\$	2
Robitaille, Yves	Direction de la faune et des habitats	Suivi télémétrique des 23 tortues munies de radio-émetteur à la rivière Shawinigan.	5 800.00\$	2
Roche Ltée, Groupe-Conseil	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Étude des retombées économiques des dépenses reliées à l'exploitation du réseau des parcs québécois.	9 950.00\$	2
Rodrigue, Donald	Direction régionale de la Montérégie	Rédaction d'un plan de gestion des ressources naturelles du parc de la Yamaska.	9 990.00\$	2
Rousseau, Babin et Associés	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Bornage de la propriété constituant une partie du parc de conservation du Saguenay, soit le lot 357-3 et les lots 356-3 et 358 du cadastre du canton de Tadoussac.	4 036.19\$	2
Roy, Bourassa et associés inc.	Direction des ressources informationnelles	Choix et installation d'un logiciel d'émulation 3270 compatible avec Microsoft SNA Server 3.0.	8 375.00\$	2
Roy, Côté, Perreault	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Travaux d'arpentage d'une partie de la Réserve écologique Samuel-Brisson et au Parc de conservation du Mont-Mégantic.	11 550.00\$	1
Sabourin, André	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Synthèse des connaissances du Pterospora andromedaea, une espèce susceptible d'être désignée menacée ou vulnérable.	3 000.00\$	2
Services linguistiques Micheline Lampron	Direction des communications et du marketing	Révision linguistique et correction d'épreuves de divers documents à fournir sur demande.	4 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
SHL Systemhouse	Direction des ressources informationnelles	Participation au projet-pilote SAGIR.	8 750.00\$	1
SHL Systemhouse	Direction des ressources informationnelles	Intégration de la nouvelle structure des unités administratives du MEF à quatre systèmes informatiques (DB6, DB7, DBR, DC2).	9 900.00\$	1
Shooner, Marie	Direction des communications et du marketing	Révision linguistique.	2 000.00\$	2
Sigouin, Daniel	Direction de la faune et des habitats	Étude des tendances de la chasse à l'orignal entre 1994 et 1996.	3 500.00\$	2
Sirius Informatique inc.	Direction des laboratoires	Mise en oeuvre de la base de données MSAccess.	9 500.00\$	1
Slivitzky, Michel	Reconstruction des régions sinistrées	Services professionnels dans le cadre du programme de stabilisation des berges et des lits des rivières et cours d'eau suite au dommages par la crue des 19 et 20 Juillet 96.	9 950.00\$	2
SM La mémoire des écrits inc.	Direction des ressources informationnelles	Fourniture d'expertise d'organisation de la gestion documentaire au MEF.	8 000.00\$	2
SMIRS Inc.	Direction de la faune et des habitats	Localisation des habitats favorables au fouille-roche gris sur divers sites de plusieurs rivières.	9 995.00\$	2
Société Duvetnor ltée	Direction des écosystèmes aquatiques	Analyse statistique de données et rapport sur la contamination de la rivière Yamaska par des substances toxiques.	10 000.00\$	2
Sofitech inc.	Direction des ressources informationnelles	Élaboration d'un manuel de référence et d'outils pédagogiques en support à l'utilisation des réseaux.	6 750.00\$	1

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Softkit technologies inc.	Direction de la promotion et du développement durable	Développement d'un logiciel pour traiter des données dans le cadre du projet de développement intégré des rivières (DIR).	4 000.00\$	2
Sopax Groupe Conseil ltée	Direction régionale Bas Saint-Laurent	Suivi et surveillance technique des travaux de construction d'une barrière d'arrêt pour le saumon sur la rivière Mitis.	8 000.00\$	2
St-Jacques, Nathalie	Direction des écosystèmes aquatiques	Traitement des données sur les poissons de la rivière Richelieu récoltés en 1995.	9 920.00\$	2
Syn-Texte, services linguistiques	Direction des communications et du marketing	Révision linguistique et correction d'épreuves de divers documents à fournir sur demande.	4 000.00\$	2
Systèmes intégrés ABDMF Inc	Direction du milieu atmosphérique	Support et expertise afin de développer, modifier, améliorer et documenter les algorithmes ou routines contenus dans les différentes composantes du système CESPAS'95.	24 999.00\$	2
Tardif, Gaétane	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Rédaction de la version finale du Recueil de renseignements vulgarisés sur le patrimoine.	2 000.00\$	2
Tardif, Gaétane	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Rédaction d'articles concernant la formation des intervenants municipaux à la conservation et à la mise en valeur des habitats fauniques.	3 200.00\$	2
Tardif, Josée	Direction de la faune et des habitats	Rédaction d'un document d'analyse des observations de cougar et de carcajou.	3 300.00\$	2
Technisol inc.	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Etude géotechnique pour la construction du pont sur la rivière Sud-ouest au camping du Bic. Parc de conservation du Bic.	7 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Technisol inc.	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Expertise de sol et de matériaux pour les travaux de construction du projet d'alimentation en eau potable au camping du parc de conservation du Bic.	2 000.00\$	2
Terramar Environnement inc.	Direction régionale de la Gaspésie, Ile-de-la-Madeleine	Compilation, traitement, analyse de données et production d'un rapport à partir de données des 316 carnets du pêcheur reçus sur les 854 détenteurs de permis de pêche commerciale de l'éperlan arc-en-ciel.	2 000.00\$	2
Terre-Eau inc.	Direction régionale Bas Saint-Laurent	Recensement de la pêche sportive du touladi au lac Matapédia en été 1995.	8 990.00\$	1
Théâtre la Simagrée	Direction régionale de Québec	Création, production et réalisation des spectacles d'une pièce de théâtre de marionnettes au Jardin zoologique du Québec, du 24 juin au 18 août 1996.	11 700.00\$	2
Veillette, Lucie	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Production d'un plan de conservation de la réserve écologique Louis-Babel.	9 950.00\$	2
Vélo-Québec	Direction des communications et du marketing	Dans le cadre de «La tournée Route verte 1996» vaste projet cyclo-touristique à caractère environnemental, production de bulletins d'information, d'affiches et de communiqués de presse.	8 000.00\$	2
Verge Lebel Communication inc.	Direction des laboratoires	Frais relatifs à la conception et la production d'un logo de la papeterie du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec.	4 480.00\$	1
Vidangeur de Montréal ltée	Direction générale des opérations	Recommandation sur les secteurs de ravinement sur les lieux d'entreposage temporaires.	3 950.00\$	2

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offres sur invitation
- (2) Contrat négocié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.00\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT	
Vidéoway Multimédia inc.	Direction de la réglementation, de la tarification et des permis	Mise en onde et hébergement du service avec vente des permis et transfert des données recueillies.	6 300.00\$	2
Wiseman, Gilles	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Développement de méthodes et critères de superposition de l'information cartographique, foncières et écologique pour les terrains excédentaires du ministère des transports.	2 100.00\$	2
ZIP Baie-Comeau	Direction régionale de la Côte-Nord	Etat de situation de l'Eperlan arc-en-ciel de la Haute Côte-Nord	15 000.00\$	2

Mode d'octroi de contrat  
(1) Appel d'offres sur invitation  
(2) Contrat négocié

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**CONTRATS SUPÉRIEURS À 2 000 \$ MAIS INFÉRIEURS À 25 000 \$ QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN SUPPLÉMENT PAR RAPPORT À LEUR MONTANT INITIAL  
(DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 1996)**

FIRME	OBJET	MONTANT INITIAL	SUPPLÉMENT AU CONTRAT	RAISONS DU DÉPASSEMENT
Les consultants S.M. (Ing. mécanique)	Parc de conservation du Mont-Mégantic Chalet de ski Mise aux normes 509-022	6 975,00 \$	790,00 \$	Révision des plans pour retour en soumission. En raison de l'écart entre l'évaluation du projet et les prix soumis, le Ministère a dû procéder à un second appel d'offres. Le présent supplément défraie les honoraires pour la révision des plans en vue d'abaisser les coûts des travaux.
Boutin et Lapierre	Parc de conservation de la Jacques-Cartier Réfection route km 17 (6360) (Travaux en partie en régie) 308-096	25 581,85 \$	8 237,09 \$	Ajustement des quantités du bordereau des prix. Le supplément résulte d'un écart plan-terrain nécessitant des travaux additionnels de gazonnement et de terrassement.
Fondations Poudrier inc.	Poste d'accueil Saint-Daniel Modification 1204-308	12 990,60 \$	1 446,40 \$	Ajout d'une gouttière au-dessous de l'entrée du bâtiment non prévue aux plans.
Construction Niatruss inc.	Parc de récréation d'Oka Réfection des bâtiments de perception 1503-098	9 930,00 \$	1 691,27 \$	Divers menus travaux de réfection non prévus au contrat.
Lalonde, Girouard, Letendre et Associés Ltée	Parc de conservation du Bic Étude préparatoire et relevés techniques, préparation des plans et devis, estimations en vue de travaux d'un réseau d'alimentation en eau potable du camping du Bic 101-258	23 000,00 \$	8 150,00 \$	Contrat d'honoraires professionnels payables selon la méthode horaire pour les relevés et études et selon la méthode à pourcentage pour la préparation des plans et devis et surveillance partielle. À l'octroi du contrat, le coût des travaux a été fixé à 160,0 k\$. À la suite du dépôt des plans et devis définitifs, le coût des travaux a été évalué à 200,0 k\$ et en raison de la nature des travaux, nous avons autorisé la firme à effectuer une surveillance accrue pour le travail en tranchée et à produire un document de mise en service des systèmes.
Les Puits du Québec inc.	Parc de conservation des Monts-Valin Travaux de forage d'un puits artésien à l'accueil du parc 222-053	10 702,20 \$	1 680,28 \$	Contrat à prix unitaire (longueur de forage)

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

CONTRATS SUPÉRIEURS À 2 000 \$ MAIS INFÉRIEURS À 25 000 \$ QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN SUPPLÉMENT PAR RAPPORT À LEUR MONTANT INITIAL  
(DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 1996)

FIRME	OBJET	MONTANT INITIAL	SUPPLÉMENT AU CONTRAT	RAISONS DU DÉPASSEMENT
Gazon Savard Saguenay inc.	Parc de conservation du Saguenay Travaux d'ensemencement hydraulique le long de la route d'accès du secteur Éternité 206-066	6 565,00 \$	357,55 \$	Contrat à prix unitaire. Ajustement des quantités après réalisation.
Laboratoire B-Sol ltée	Parc de conservation du Saguenay Dans le cadre du projet d'aménagement du centre d'interprétation et du camping du secteur de la Rivière Sainte- Marguerite, services professionnels pour analyse d'eau et tests de percolation 227-276	4 957,58 \$	594,15 \$	Recherche aquifère supplémentaire en vue de l'alimentation en eau potable du centre d'interprétation.

Service des immobilisations, de la cartographie  
et de l'expertise contractuelle  
1997-03-18

# MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

## MONTANT GLOBAL POUR L'EXERCICE 1996-1997

( Concernant les frais de photocopie, télécopie, téléphonie, téléavertisseurs, mobilier de bureau, fournitures, eau de source, frais de transport, hébergement, repas, participation à des colloques, congrès, perfectionnement )

IDENTIFICATION DES FRAIS		MONTANT TOTAL 96-97
<b>PHOTOCOPIE :</b>		
- Fonds de reprographie gouvernementale		\$209 000
- Location de phocopieurs		\$238 756
TOTAL		\$447 756
<b>TÉLÉCOPIE</b>		
- Lignes, frais de service, interurbain		\$108 754
<b>TÉLÉPHONIE CELLULAIRE</b>		
- Location des équipements		\$33 883
- Location des lignes et temps d'antenne		\$128 364
TOTAL		\$162 247
<b>TÉLÉAVERTISSEURS</b>		
- Dépenses reliées aux téléavertisseurs		\$12 942
<b>MOBILIER DE BUREAU</b>		
- Dépenses reliées au mobilier de bureau		\$39 000
<b>FOURNITURES DE BUREAU</b>		
- Pour les fournitures de bureau, le Ministère s'approvisionne principalement auprès du Fonds des fournitures et de l'ameublement.		\$612 857
TOTAL		\$612 857
<b>EAU DE SOURCE</b>		
- Dépenses reliées à l'eau de source		\$15 818
<b>FRAIS DE TRANSPORT, HÉBERGEMENT ET REPAS</b>		
- Frais de transport		\$646 360
. Automobile		
. Train		
. Autobus		
. Taxi		
- Frais d'hébergement et de repas		\$2 139 400
TOTAL		\$2 785 760
<b>CONGRÈS, COLLOQUES, SESSION DE PERFECTIONNEMENT ET DE RESSOURCEMENT</b>		
- Les frais reliés à ces dépenses se ventilent comme suit :		
. Au Québec		\$724 400
. A l'extérieur du Québec		\$170 343
TOTAL		\$894 743
<b>GRAND TOTAL MINISTÈRE</b>		<b>\$4 903 363</b>



MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE  
LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS AUX EMPLOYÉS

Le nom et le poste du bénéficiaire:

Aucun des véhicules de la flotte n'est assigné à un individu en particulier. Les véhicules sont identifiées au Ministère et assignés à une région, à une activité (ex: conservation de la faune), à un centre de gestion en particulier.





**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**NOMBRE DE PERSONNES DONT LA COTISATION FUT PAYÉE PAR L'EMPLOYEUR**  
**QUI SONT MEMBRES DE CORPORATIONS PROFESSIONNELLES OU DE CLUBS PRIVÉS**  
**(CLUBS D'AFFAIRES, CLUBS SOCIAUX, CLUBS DE GOLF OU AUTRES)**  
**ET LE MONTANT PAYÉ À CHACUN DES CLUBS OU CORPORATIONS**

**Le ministère de l'Environnement et de la Faune a payé la cotisation au Barreau  
du Québec pour un juriste conformément aux conditions de travail des juristes,  
soit 748,00 \$.**



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**PERSONNEL MASCULIN, FÉMININ, JEUNES DE MOINS DE 30 ANS. PERSONNES HANDICAPÉES,  
ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, COMMUNAUTÉS CULTURELLES  
AU 1ER MARS 1997**

<b>CATÉGORIE D'EMPLOI</b>	<b>PERSONNEL MASCULIN</b>	<b>PERSONNEL FÉMININ</b>	<b>JEUNES MOINS 30 ANS</b>	<b>PERSONNES HANDICAPÉES</b>	<b>ANGLOPHONES</b>	<b>AUTOCHTONES</b>	<b>COMMUNAUTÉS CULTURELLES</b>
<b>CADRES SUPÉRIEURS</b>	57 2,1%	11 0,4%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 0,0%
<b>CADRES INTERMÉDIAIRES</b>	139 5,2%	3 0,1%	0 0,0%	0 0,0%	1 0,0%	0 0,0%	0 0,0%
<b>PROFESSIONNELS</b>	718 27,0%	186 7,0%	7 0,3%	8 0,3%	6 0,2%	1 0,0%	25 0,9%
<b>PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS</b>	491 18,5%	613 23,1%	45 1,7%	7 0,3%	5 0,2%	3 0,1%	5 0,2%
<b>OUVRIERS</b>	76 2,9%	2 0,1%	0 0,0%	3 0,1%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%
<b>AGENTS DE CONSERVATION</b>	359 13,5%	3 0,1%	5 0,2%	1 0,0%	2 0,1%	11 0,4%	2 0,1%
<b>TOTAL</b>	<b>1840</b> <b>69,2%</b>	<b>818</b> <b>30,8%</b>	<b>57</b> <b>2,1%</b>	<b>19</b> <b>0,7%</b>	<b>14</b> <b>0,5%</b>	<b>15</b> <b>0,6%</b>	<b>33</b> <b>1,2%</b>

<b>TOTAL DES EFFECTIFS OCCUPÉS</b>	<b>2658</b>
--	-------------



# **MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

## **NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS EN 1996-1997**

<b>Catégorie d'emplois</b>	<b>Avril</b>	<b>Mai</b>	<b>Juin</b>	<b>Juillet</b>	<b>Août</b>	<b>Septembre</b>	<b>Octobre</b>	<b>Novembre</b>	<b>Décembre</b>	<b>Janvier</b>	<b>Février</b>	<b>Mars *</b>	<b>TOTAL</b>
<i>Professionnel</i>	517,0	614,0	500,0	570,0	480,5	456,5	594,5	574,5	486,5	651,5	431,5	169,0	6 045,5
<i>Personnel de bureau et technicien</i>	1 055,0	1 306,0	1 070,0	1 127,5	1 197,5	1 172,5	1 217,5	1 089,5	821,0	1 097,0	807,0	358,0	12 318,5
<i>Agent de conserva- tion de la faune</i>	234,5	380,0	237,0	253,0	234,0	307,0	337,0	308,0	225,0	227,5	120,0	40,0	2 903,0
<i>Ouvrier</i>	64,5	185,0	211,5	180,5	178,0	145,5	118,0	68,5	37,5	67,5	54,0	21,0	1 331,5
<i>Cadre supérieur</i>	3,5	3,5	17,0	46,5	52,0	45,5	36,5	45,0	47,5	35,0	27,5	21,0	380,5
<i>Cadre intermédiaire</i>	103,5	93,0	91,0	101,5	102,5	119,5	115,0	121,0	126,5	138,5	110,0	105,0	1 327,0
<b>TOTAL</b>	<b>1 978,0</b>	<b>2 581,5</b>	<b>2 126,5</b>	<b>2 279,0</b>	<b>2 244,5</b>	<b>2 246,5</b>	<b>2 418,5</b>	<b>2 206,5</b>	<b>1 744,0</b>	<b>2 217,0</b>	<b>1 550,0</b>	<b>714,0</b>	<b>24 306,0</b>

\* Données disponibles au 6 mars 1997

# **MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

## **NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES EN 1996-1997**

**CATÉGORIE:** Professionnel

Mois	Nombre total d'heures effectuées	PAYÉ		COMPENSÉ	
		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant
Avril	3 202,06	591,88	17 286,41	2 610,18	79 141,49
Mai	4 302,30	899,24	26 855,72	3 403,06	102 953,83
Juin	3 116,22	542,00	16 351,89	2 574,22	78 117,18
Juillet	2 635,24	1 244,88	37 171,88	1 390,36	42 435,14
Août	2 642,56	961,70	27 573,66	1 680,86	49 883,96
Septembre	2 995,04	420,58	11 951,52	2 574,46	76 720,37
Octobre	3 249,55	776,08	22 233,49	2 473,47	74 581,87
Novembre	3 714,66	779,38	22 440,07	2 935,28	88 651,94
Décembre	2 127,66	427,58	12 808,89	1 700,08	51 293,93
Janvier	1 627,65	418,33	12 707,17	1 209,32	35 995,88
Février	984,55	291,50	8 795,30	693,05	20 932,75
Mars	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
<b>TOTAL DE LA CATÉGORIE</b>	<b>30 597,49</b>	<b>7 353,15</b>	<b>216 176,00</b>	<b>23 244,34</b>	<b>700 708,34</b>

# **MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

## **NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES EN 1996-1997**

**CATÉGORIE:** *Personnel de bureau et technicien*

Mois	Nombre total d'heures effectuées	PAYÉ		COMPENSÉ	
		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant
Avril	2 664,56	907,07	26 438,06	1 757,49	53 266,88
Mai	4 881,51	1 353,98	39 503,36	3 527,53	104 946,07
Juin	4 136,58	1 215,60	35 132,43	2 920,98	84 778,80
Juillet	3 956,41	1 968,46	55 448,13	1 987,95	57 711,52
Août	3 996,07	1 455,00	42 307,54	2 541,07	75 125,56
Septembre	3 435,30	848,90	24 893,18	2 586,40	76 887,66
Octobre	3 934,34	732,68	21 475,93	3 201,66	91 878,99
Novembre	3 029,50	983,64	29 747,68	2 045,86	59 990,86
Décembre	1 275,37	451,70	13 536,96	823,67	23 670,04
Janvier	2 130,96	567,39	17 221,18	1 563,57	46 471,59
Février	1 075,76	213,25	6 433,37	862,51	25 682,87
Mars	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
<b>TOTAL DE LA CATÉGORIE</b>	<b>34 516,36</b>	<b>10 697,67</b>	<b>312 137,82</b>	<b>23 818,69</b>	<b>700 410,84</b>



# **MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

## **NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES EN 1996-1997**

**CATÉGORIE:** Agent de conservation de la faune

Mois	Nombre total d'heures effectuées	PAYÉ		COMPENSÉ	
		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant
Avril	1 834,12	275,66	8 002,21	1 558,46	45 007,32
Mai	3 776,00	645,14	19 034,40	3 130,86	89 902,32
Juin	4 989,14	796,64	22 901,99	4 192,50	119 460,73
Juillet	4 303,70	1 857,36	53 146,26	2 446,34	69 883,42
Août	3 263,00	602,34	17 067,89	2 660,66	75 989,36
Septembre	5 713,87	579,82	16 732,36	5 134,05	146 547,54
Octobre	2 968,87	1 914,97	54 869,62	1 053,90	30 223,65
Novembre	1 771,72	1 144,94	33 042,93	626,78	17 944,66
Décembre	847,95	623,54	18 298,11	224,41	6 279,53
Janvier	640,49	402,37	11 305,70	238,12	7 002,59
Février	306,45	152,37	4 349,37	154,08	4 538,67
Mars	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
<b>TOTAL DE LA CATÉGORIE</b>	<b>30 415,31</b>	<b>8 995,15</b>	<b>258 750,84</b>	<b>21 420,16</b>	<b>612 779,79</b>

# **MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

## **NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES EN 1996-1997**

**CATÉGORIE: Ouvrier**

Mois	Nombre total d'heures effectuées	PAYÉ		COMPENSÉ	
		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant
Avril	202,21	16,82	374,25	185,39	4 367,50
Mai	605,75	278,80	6 224,86	326,95	7 315,60
Juin	1 398,95	736,79	16 465,12	662,16	14 663,76
Juillet	1 023,41	515,50	11 824,23	507,91	11 461,15
Août	430,82	185,82	4 179,11	245,00	5 436,91
Septembre	318,75	182,58	4 178,85	136,17	3 166,30
Octobre	699,52	278,13	6 146,86	421,39	9 255,85
Novembre	478,37	113,80	2 529,89	364,57	8 587,00
Décembre	321,57	15,16	366,42	306,41	7 084,47
Janvier	382,21	19,25	442,65	362,96	8 205,20
Février	123,25	0,00	0,00	123,25	2 800,55
Mars	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
<b>TOTAL DE LA CATÉGORIE</b>	<b>5 984,81</b>	<b>2 342,65</b>	<b>52 732,24</b>	<b>3 642,16</b>	<b>82 344,29</b>

# **MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

## **NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS EN 1996-1997**

<b>Catégorie d'emplois</b>	<b>Avril</b>	<b>Mai</b>	<b>Juin</b>	<b>Juillet</b>	<b>Août</b>	<b>Septembre</b>	<b>Octobre</b>	<b>Novembre</b>	<b>Décembre</b>	<b>Janvier</b>	<b>Février</b>	<b>Mars *</b>	<b>TOTAL</b>
<i>Professionnel</i>	599,5	825,0	1 137,0	5 709,5	5 442,5	795,5	669,5	439,0	893,0	1 201,5	282,5	229,0	18 223,5
<i>Personnel de bureau et technicien</i>	757,0	1 007,0	1 613,5	7 754,0	6 225,5	1 153,5	940,0	728,0	1 448,5	1 889,0	621,5	313,0	24 450,5
<i>Agent de conserva- tion de la faune</i>	195,0	299,5	423,5	1 966,0	1 501,5	310,0	371,5	335,0	249,0	283,0	185,5	116,5	6 236,0
<i>Ouvrier</i>	58,0	120,0	222,5	650,0	646,5	339,5	354,0	244,5	82,5	163,5	90,5	34,0	3 003,5
<i>Cadre supérieur</i>	48,0	80,5	114,0	576,5	475,5	44,5	52,5	18,0	75,0	105,0	46,5	-	1 636,0
<i>Cadre intermédiaire</i>	81,5	117,5	174,0	835,5	648,5	125,0	188,5	132,0	159,5	174,5	78,5	63,0	2 778,0
<b>TOTAL</b>	<b>1 739,0</b>	<b>2 449,5</b>	<b>3 682,5</b>	<b>17 491,5</b>	<b>14 940,0</b>	<b>2 768,0</b>	<b>2 576,0</b>	<b>1 896,5</b>	<b>2 907,5</b>	<b>3 816,5</b>	<b>1 305,0</b>	<b>755,5</b>	<b>56 327,5</b>

\* Données disponibles au 6 mars 1997

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**
**EFFECTIFS RÉGULIERS OCCUPÉS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI  
ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL  
AU 1ER MARS 1997**

TERRITOIRE DE TRAVAIL	ANNÉE 1996-1997							
	CADRES SUPÉRIEURS	CADRES INTERMÉDIAIRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	EMPLOYÉS DE BUREAU	OUVRIERS	AGENTS DE CONSERVATION	TOTAL
<b>CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION</b>	53	32	535	263	232	10	10	1136
<b>RÉGIONS</b>								
Bas St-Laurent	1	12	17	22	16	1	27	96
Saguenay-Lac St-Jean	2	8	22	27	19	0	26	104
Québec	2	11	33	42	28	29	31	176
Mauricie-Bois-Francis	2	9	31	36	20	0	38	136
Estrie	1	7	23	22	14	7	20	94
Montréal	0	3	63	37	20	0	0	123
Outaouais	1	7	20	23	17	0	33	101
Abitibi-Témiscamingue	1	11	19	26	15	0	32	104
Côte-Nord	2	6	17	19	13	0	26	83
Nord-du-Québec	0	3	2	2	2	0	12	21
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1	6	9	6	8	4	23	57
Chaudière-Appalaches	1	7	25	24	11	1	22	91
Laval	0	0	8	3	4	0	0	15
Lanaudière	0	2	15	12	8	0	10	47
Laurentides	0	8	26	28	16	21	27	126
Monterégie	1	10	39	46	23	5	25	149
<b>TOTAL</b>	<b>68</b>	<b>142</b>	<b>904</b>	<b>638</b>	<b>466</b>	<b>78</b>	<b>362</b>	<b>2658</b>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR  
AU 1ER MARS 1997

CATÉGORIE D'EMPLOI	ANNÉE VISÉE 1996-1997	
	Prime de 5%	Prime de 7%
PROFESSIONNELS	32	72
TOTAL	32	72

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE  
AU 1ER MARS 1997**

CATÉGORIE D'EMPLOI	ANNÉE VISÉE 1996-1997
CADRES INTERMÉDIAIRES	1
PROFESSIONNELS	32
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	18
OUVRIERS	6
AGENTS DE CONSERVATION	9
TOTAL	66

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**
**EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI  
ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL  
AU 1ER MARS 1997**

TERRITOIRE DE TRAVAIL	ANNÉE 1996-1997							TOTAL
	CADRES SUPÉRIEURS	CADRES INTERMÉDIAIRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	EMPLOYÉS DE BUREAU	OUVRIERS	AGENTS DE CONSERVATION	
<b>CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION</b>	57	33	554	265	245	10	10	1174
<b>RÉGIONS</b>								
Bas St-Laurent	1	12	18	22	17	1	27	98
Saguenay-Lac St-Jean	2	8	23	27	20	0	26	106
Québec	2	11	35	42	29	29	31	179
Mauricie-Bois-Francis	2	10	31	36	20	0	39	138
Estrie	1	7	23	23	14	8	20	96
Montréal	0	4	64	37	21	0	0	126
Outaouais	1	8	20	23	18	0	33	103
Abitibi-Témiscamingue	1	12	24	26	16	0	32	111
Côte-Nord	2	8	17	19	13	0	26	85
Nord-du-Québec	0	3	2	6	2	0	12	25
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1	9	14	13	15	4	24	80
Chaudière-Appalaches	1	7	25	24	11	1	22	91
Laval	0	0	8	3	4	0	0	15
Lanaudière	1	2	16	12	9	0	10	50
Laurentides	0	10	26	29	16	22	27	130
Montérégie	1	10	40	47	23	5	25	161
<b>TOTAL</b>	<b>73</b>	<b>154</b>	<b>940</b>	<b>654</b>	<b>493</b>	<b>80</b>	<b>364</b>	<b>2758</b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOIS POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES**

Ces données ne sont pas disponibles.



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

NOMBRE DE POSTES OCCASIONNELS, TEMPORAIRES ET CONTRACTUELS  
AU 1ER MARS 1997

CATÉGORIE D'EMPLOI	ANNÉE 1996-1997		
	OCCASIONNELS EN PERSONNES-ANNÉE *	TEMPORAIRES	CONTRACTUELS
CADRES SUPÉRIEURS	0	0	0
CADRES INTERMÉDIAIRES	1	0	0
PROFESSIONNELS	63	1	0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	178	2	0
OUVRIERS	101	0	0
AGENTS DE CONSERVATION	67	0	0
TOTAL	410	3	0

\* Cette statistique comprend les occasionnels engagés pour le remplacement du personnel régulier (congé de maternité, congé sans solde, assurance-salaire, etc...)

**LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIO**

L'information sera produite par la Société immobilière du Québec  
et le Secrétariat du Conseil du trésor, le cas échéant



## LISTE DES EMPLACEMENTS OÙ LE MINISTÈRE LOUE DES ESPACES À DES TIERS

<u>EMPLACEMENT</u>	<u>SUPERFICIE</u>	<u>COÛT/M<sup>2</sup></u>	<u>COÛT TOTAL</u> <u>96-97</u>	<u>DURÉE DE</u> <u>L'OCCUPATION</u>	<u>BAIL/ENTENTE</u>
<b><u>DIRECTION RÉGIONALE MAURICIE-BOIS-FRANCS</u></b>					
3488, Notre-Dame, Pointe-du-Lac (entrepôt SCF) - Louiselle Moreau	15 M <sup>2</sup>	13,33 \$/année	200,00 \$	5 mois	Entente verbale
3488, Notre-Dame, Pointe-du-Lac (entrepôt SAEF) - Louiselle Moreau	15 M <sup>2</sup>	13,33 \$/année	200,00 \$	5 mois	Entente verbale
<b><u>DIRECTION RÉGIONALE DE L'ESTRIE</u></b>					
Abri à bateaux - " Boat House " sur le lac Memphrémagog pour le SCF - Sherbrooke - R. D. Fredette	24 M <sup>2</sup>	52,08 \$/année	1 250,00 \$	12 mois	Entente verbale
Grange à Notre-Dame-des-Bois - Parc Mont-Mégantic - Céline Breault-Côté	40 M <sup>2</sup>	20,00 \$/année	800,00 \$	12 mois	Entente verbale
<b><u>DIRECTION RÉGIONALE MONTÉRÉGIE</u></b>					
Place de quai à la Marina du Fort Beloeil sur la rivière Richelieu pour le SCF - Granby - Marina du Fort	12 M <sup>2</sup>	30,00 \$/année	360,00 \$	5 mois	Entente verbale
<b><u>DIRECTION RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD</u></b>					
Aquanish : Espace de stationnement pour roulottes - Romuald Galland	230 M <sup>2</sup>	1,91 \$/année	440,00 \$	12 mois	Entente verbale



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**LISTE DES CONTRATS ACCORDÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE**

**OU DE RELATIONS PUBLIQUES EN 1996-1997**

<b>FIRME</b>	<b>MANDAT</b>	<b>DURÉE</b>	<b>COUT</b>	<b>MODE D'OCTROI</b>
9010-6824 Inc.	Élaboration d'une stratégie de communication pour la connaissance écologique du bassin versant de la rivière St-Charles.	4 mois	7 000,00 \$	Contrat négocié
Agora Communication	Organisation et suivi d'ateliers concernant l'habitat du poisson dans le cadre du symposium international de l'Association internationale de recherches hydrauliques.	2,5 mois	5 000,00 \$	Contrat négocié
Cabana, Séguin Design Inc.	Réalisation et transfert sur fichiers informatisés des travaux de graphisme et de design concernant les pictogrammes des parcs québécois.	0,5 mois	3 960,00 \$	Contrat négocié
Le Groupe Léger & Léger Inc.	Mise sur pied d'un groupe de discussion à partir d'un échantillonnage de chasseurs de la région de Québec pour tester la formulation des questions d'un sondage postal. Produire un rapport de méthodologie et les faits saillants.	18 jours	2 500,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Verge Lebel Communication Inc.	Conception et production d'un logo de la papeterie du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec.	1 mois	4 480,00 \$	Appel d'offres sur invitation

1997-03-21



**LISTE DES TARIFS EN VIGUEUR POUR L'EXERCICE 1996-1997**  
**(DROITS ET PERMIS) ET PRÉVISIONS DES REVENUS PERÇUS POUR 1997-1998**

Ne s'applique pas.





**ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE AU CABINET DU MINISTRE DE  
L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC**

ANNÉE BUDGÉTAIRE	SALAIRES ET HONORAIRES (\$)	NOMBRE D'EMPLOYÉS
1994-1995	739 657	
Avril à octobre	(479 115)	23
Octobre à avril	(260 542)	13
1995-1996	577 559,78	13
1996-1997	622 029,11	13

**LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE - M. DAVID CLICHE  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 1996 AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 1997**

A)

NOM	FONCTION	CLASSIFICATION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION (CABINET ACTUEL)	DATE DE DÉPART	EMPLOYÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE
AMYOT, France	Attachée de presse	934	Québec	96-03-11	96-12-30	
AUBRY, Jacques	Attaché politique	934	Laval	97-01-27		
BEAUCHAMPS, Claude	Attaché de presse	934	Québec	97-01-06		
BOURGEOIS, Martin	Attaché politique	934	Québec	97-01-06		
BRIAND, Isabelle	Attachée politique	934	Laval	96-02-22		
CARBONNEAU, Richard	Attaché politique	934	Québec	96-05-22		
COSSETTE, Alain	Attaché politique	934	Montréal	96-11-11		
DEMERS, Francine	Personnel de soutien	935	Québec	96-01-30		
DOUVILLE, Claire	Personnel de soutien	935	Laval	96-01-30		
FAUBERT, Céline	Attachée politique	934	Laval	96-01-30		
FOREST, Normand	Directeur de cabinet	933	Québec	96-02-26		
GOYER, Michel	Directeur adjoint	934	Laval	96-01-30	96-10-11	
JACQUES, Lyne	Attachée politique	934	Montréal	96-01-30	96-06-10	
MALOUIN, Andrée	Personnel de soutien	264	Québec	96-01-30	96-10-11	X
MANHAS, Hardy	Attaché politique	934	Québec	96-09-09	97-02-07	
NÉRON, Diane	Personnel de soutien	935	Québec	96-10-21		
PAQUETTE, Alain	Attaché politique	934	Laval	96-01-30		

**LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE - M. DAVID CLICHE  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 1996 AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 1997**

A)

NOM	FONCTION	CLASSIFICATION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION (CABINET ACTUEL)	DATE DE DÉPART	EMPLOYÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE
RACETTE, Francine	Personnel de soutien	935	Québec	96-10-28		
SIMARD, Christian	Attaché politique	934	Québec	96-02-12	96-12-20	
SINCLAIR, Stéphane	Attaché politique	934	Laval	97-03-27	97-03-28	
TOUSIGNANT, Gilles	Directeur du Cabinet	933	Montréal	96-01-30	96-10-11	
TREMBLAY, Doris	Personnel de soutien	935.	Québec	96-01-30	96-10-11	

B)

Salaires et honoraires versés au personnel du Cabinet pour l'exercice 1996-1997:

- Salaires: 590 279,11 \$ (estimés jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1997)
- Honoraires: 31 750,00 \$

Montant total visé: 622 029,11 \$

C) Nombre total d'employés au cabinet: 13

**LISTE DU PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE  
DU 1ER AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997**

NOM ET PRÉNOM	CLASSIFICATION	FONCTION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TRAITEMENT ANNUEL (\$) *
ARSENAULT, George	619	Sous-ministre adjoint	92-06-29		91 442,00
AUDET, Danielle	297	Secrétaire principale	87-06-08		34 590,00
BOLDUC, Hervé	630	Secrétaire du Ministère	94-04-25		70 396,00
BOUTET, Marie	221	Agente de secrétariat	94-04-25		33 771,00
CARRIER, Normand	619	Sous-ministre adjoint	97-01-06		102 366,00
FILTEAU, Céline	297	Secrétaire principale	92-06-15		34 590,00
FORTIN, Diane	297	Secrétaire principale	94-05-02		34 590,00
GAUDET, Diane	617	Sous-ministre	96-08-12		103 219,00
HARVEY, André	619	Sous-ministre adjoint	92-04-29	97-01-13	93 202,00
GIGUÈRE, Suzanne	619	Sous-ministre adjointe	97-01-06		85 500,00
JEAN, Denys	619	Sous-ministre adjoint	91-06-03		88 833,00
LAPOINTE, Marie-Josée	264	Tech. en administration	94-12-12	96-12-12	39 260,00
LEMIEUX, Robert	619	Sous-ministre adjoint	95-07-31	97-01-13	102 255,00
LÉVESQUE, Pierrette	221	Agente de secrétariat	92-07-20		29 550,00
PARADIS, Michel	619	Sous-ministre adjoint	90-05-23	97-01-13	102 366,00
PELLETIER, Nancy M.	264	Tech. en administration	95-08-08		42 767,00
PRONOVOST, Jean	617	Sous-ministre	92-08-17	96-08-12	129 023,00
WHALEN, Viviane	297	Secrétaire principale	89-01-10	97-01-13	34 590,00

\* Traitement actuel ou à la date du départ.

- Le port d'attache pour l'ensemble de ce personnel est: Québec



**SUBVENTIONS VERSÉES EN 1996-1997 À MÊME LE BUDGET**

**DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE ET DU MINISTÈRE**

- A) Les subventions versées à même le budget discrétionnaire du Ministre sont présentées en annexe.
- b) Le Ministère ne dispose d'aucun budget pour le versement de subventions discrétionnaires.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**
**SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ACCORDÉES PAR  
LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE  
POUR L'EXERCICE 1996-1997 (DAVID CLICHE)**

<b>NOM DU BÉNÉFICIAIRE</b>	<b>1996-1997</b>
ACTION TRAVAIL DENIS RIVERAIN...073	1 000,00 \$
ACTION, SOLIDARITE,EQUITE,ENVIRONNEMENT,DEVELOPPEMENT (ASEED)...125	2 000,00 \$
ASSOCIATION DES CHASSEURS DE CARIBOUS DU QUEBEC INC....076	300,00 \$
ASSOCIATION DE CHASSE ET PECHE RHÉO...020	2 000,00 \$
ASSOCIATION COOPERATIVE PLEIN AIR DES MILLE-ILES...040	150,00 \$
ASSOCIATION POUR LA CONSERVATION DU BOISÉ PAPINEAU...077	2 000,00 \$
ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DES ETUDIANTS DU QUEBEC...066	500,00 \$
ASSOCIATION DES PROPRIETAIRE DE CHALETS LAC JESUITE...107	2 000,00 \$
ASSOCIATION DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU LAC TÉMISCOUATA...051	2 500,00 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE...007	5 000,00 \$
ASSOCIATION QUEBÉCOISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE...125	1 200,00 \$
ASSOCIATION REGIONALE DE CAMPING ET DE CARAVANING DE LAVAL...124	1 500,00 \$
ATELIER DE TRI DES MATIERES PLASTIQUES DU QUEBEC...077	1 500,00 \$
CAP VIE (COORDONNATEUR JEUNE AU TRAVAIL)...035	2 500,00 \$
CENTRE CANADIEN D'ETUDE ET DE COOPERATION INTERNATIONALE...106	1 500,00 \$
CENTRE QUEBÉCOIS DU DROIT DE L'ENVIRONNMENT...125	5 000,00 \$
CENTRE DE RECHERCHE GESTI-FAUNE...025	1 500,00 \$
CENTRE DE RECHERCHE GESTI- FAUNE...025	1 500,00 \$
CENTRE DE RECHERCHE GESTI-FAUNE...025	500,00 \$
CENTRE D'EXPERIMENTATION DES VEHICULES ELECTRIQUES DU QUEBEC...105	5 000,00 \$
CENTRE D'INTERPRÉTATION DU SAUMON DE ATLANTIQUE...074	2 500,00 \$
CLUB DE CONSERVATION DE LA FAUNE DE SAINT-MARTHYRS INC...006	500,00 \$
COMITÉ ALEXIMONTOIS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT...071	500,00 \$
COMITE BRUNDTLAND DE L'ECOLE CURE ANTOINE LABELLE...027	500,00 \$
COMITE BRUNDTLAND-CAL...124	500,00 \$
COMITÉ DE L'ENVIRONNEMENT DE CHICOUTIMI INC....026	350,00 \$
COMITE DE L'ENVIRONNEMENT DE CHICOUTIMI...026	3 150,00 \$
COMITE DE SANTE ENVIRONNEMENTALE DU QUEBEC...064	3 000,00 \$
COMITÉ DE SAUVEGARDEDE L'ORME D'AMÉRIQUE...053	1 000,00 \$
COMITÉ DE SOUTIEN(BOURGES 1996)...077	1 000,00 \$



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**
**SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ACCORDÉES PAR  
LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE  
POUR L'EXERCICE 1996-1997 (DAVID CLICHE)**

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	1996-1997
COMITÉ DU JOURNAL LA CRIÉE...065	200,00 \$
COMITE ZIP DE BAIE-COMEAU...100	1 000,00 \$
CORP. D'AMELIORATION ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE BAIE-COMEAU...100	2 000,00 \$
CORPORATION POUR LA RESTAURATION DE LA PECHE A L'ILES D'ORLEAN...047	3 000,00 \$
C.F.E.R....062	2 500,00 \$
COURS PROJET ISRAEL...077	1 500,00 \$
DÉVELOPPEMENT MAROC/QUÉBEC...061	20 000,00 \$
ECOLE SECONDAIRE RIVE NORD...114	250,00 \$
ÉCO-QUARTIER...106	2 000,00 \$
ENVIRO-JAM 97...106	2 000,00 \$
ENVIRONNEMENT JEUNESSE(COORD. DE LA BRISE D'AUTOMNE 1996)...041	2 000,00 \$
EXPLOROM INC....066	400,00 \$
EXPOSITION HORTICOLE "L'EFFLEURE-PRINTEMPS"...027	2 000,00 \$
EXPO-SCIENCES BELL...080	500,00 \$
FEDERATION QUEBECOISE DE LA FAUNE...022	5 000,00 \$
FÉDÉRATION QUEBECOISE DE LA FAUNE...022	3 000,00 \$
FEDERATION QUEBECOISE DES GESTIONNAIRES DE ZECS...047	5 000,00 \$
FEDERATION QUEBECOISE POUR LE SAUMON ATLANTIQUE...055	5 000,00 \$
FEDERATION DES TRAPPEURS GESTIONNAIRES DU QUEBEC...048	15 000,00 \$
FESTIVAL DE L'OIE DES NEIGES...023	1 500,00 \$
FESTIVAL DE L'OIE DES NEIGES...023	1 500,00 \$
FLORAQUEBECA...095	1 200,00 \$
FOIRE ENVIRONNEMENT "4R" ...053	4 000,00 \$
FONDATION DES AMIES DE VANIER...077	1 000,00 \$
FONDATION ARMAND FRAPPIER (MUSÉE)...027	2 000,00 \$
FONDATION ARMAND FRAPPIER...027	7 500,00 \$
FONDATION BAGATELLE INC....047	1 000,00 \$
FONDATION ÉCHO-LOGIE INC...079	500,00 \$
FONDATION MONTMORENCY...061	1 000,00 \$
FONDATION MONTMORENCY...061	1 000,00 \$

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**
**SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ACCORDÉES PAR  
LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE  
POUR L'EXERCICE 1996-1997 (DAVID CLICHE)**

<b>NOM DU BÉNÉFICIAIRE</b>	<b>1996-1997</b>
FONDATION PAUL GÉRIN - LAJOIE...106	2 000,00 \$
FONDATION QUEBECOISE EN ENVIRONNEMENT...106	3 000,00 \$
FONDATION QUEBECOISE EN ENVIRONNEMENT (TOURNEE COUREURS DES BOIS)...106	3 000,00 \$
FORUM FORET FAUNE...026	2 500,00 \$
FRONT COMMUN QUEBECOIS POUR UNE GESTION ECOLOGIQUE DES DECHETS...125	3 000,00 \$
GROUPE D'ACTION POUR LE RESPECT ET LA DEFENSE DE L'ENVIRONNEMENT...115	1 500,00 \$
INFO SECUR...022	4 000,00 \$
LA SEIGNEURIE JOLI DE LOTBINIERE...065	5 000,00 \$
LE MUSEE DES ENFANTS DE LAVAL...124	1 000,00 \$
LES AMIS DE LA MONTAGNE...125	1 000,00 \$
LES ASSOCIATIONS DE LACS ET DE COURS D'EAU DE L'ESTRIE...111	1 500,00 \$
LE POLYVALENT...025	500,00 \$
LES PROTECTEURS DU NORD INC....053	2 500,00 \$
MAGAZINE ENTREPRENDRE...061	500,00 \$
MAISON DES JEUNES PIRANA...051	2 000,00 \$
NOUVEAU MUSÉE QUEBECOIS DE LA CHASSE...018	10 000,00 \$
OFFICE DU TOURISME DE LAVAL...027	4 000,00 \$
ORGANISME "SOIS BRANCHÉ"...061	1 000,00 \$
PARC REGIONAL DE POINTE-AUX-OUTARDES...100	1 500,00 \$
PARC DE LA RIVIERE DES MILLE-ILES (ECO-NATURE)...033	5 000,00 \$
PAVILLON DU NOUVEAU POINT DE VUE INC....011	1 000,00 \$
REFUGE DES JEUNES DE MONTRÉAL...106	1 000,00 \$
REGION LABORATOIRE DU DEVELOPPEMENT DURABLE...053	10 000,00 \$
REGROUPEMENT DES ASSOCIATIONS POUR LA PROTECTION DES LACS ET DES COURS D'EAU ESTRIENS...111	1 500,00 \$
RESEAU QUEBECOIS DES GROUPES ECOLOGISTE...125	5 000,00 \$
SEMAINE DES SCIENCES FORESTIERES UNIVERSITE LAVAL...066	600,00 \$
SENTIERS FRONTALIERS INC....075	1 000,00 \$
SIDA-VIE LAVAL...061	6 000,00 \$
SOCIETE DE CHARLEVOISIENNE DE MISE EN VALEUR DU PARCS DES GRANDS JARDINS...023	2 000,00 \$

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ACCORDÉES PAR  
LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE  
POUR L'EXERCICE 1996-1997 (DAVID CLICHE)**

<b>NOM DU BÉNÉFICIAIRE</b>	<b>1996-1997</b>
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL...076	1 000,00 \$
SOCIETE DE L'ARBRE DU QUEBEC...047	2 000,00 \$
SOCIETE D'HORTICULTURE DE QUEBEC...066	400,00 \$
SOCIÉTÉ DE L'ARBRE DU QUÉBEC...066	300,00 \$
SOCIÉTÉ LAVAL EN FLEURS...027	300,00 \$
SOC. POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU COLLÈGE DE ROSEMONT.097	700,00 \$
SOCIETE TOURISTIQUES DU FJORD...033	500,00 \$
S.O.S. HANDICAPES...020	1 500,00 \$
SUD EN FETE 1996 (ASS. DES GENS D'AFFAIRES DE SHAWINIGAN-SUD INC.)...107	500,00 \$
TÉLÉVISION DE LAVAL 9 CMCL...077	1 500,00 \$
THEATRE DE LA CORVÉE INC....007	2 000,00 \$
TRANSPORT 2000 ACTION 21...125	1 500,00 \$
TROUPE LUNI-VERT...029	500,00 \$
UNION DES CITOYENS DU MONDE RURAL...010	10 000,00 \$
UNION DES CITOYENS DU MONDE RURAL...010	3 000,00 \$
UNION QUEBECOISE DE LA CONSERVATION DE LA NATURE (UQCN)...047	2 750,00 \$
UNION QUEBECOISE DE REHABILITATION DES OISEAUX DE PROIE...103	3 500,00 \$
UNION QUÉBECOISE DE REHABILITATION DES OISEAUX DE PROIE...103	5 000,00 \$
ZOOTHERAPIE QUEBEC...060	500,00 \$
150e GROUPE SCOUTS DE CHICOUTIMI...026	250,00 \$
<b>TOTAL:</b>	<b>267 000,00</b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**PRÉVISIONS DE CRÉDITS PÉRIMÉS POUR L'EXERCICE 1996-1997**

( 000 \$ )

PROGRAMME - ÉLÉMENT	CRÉDITS NON UTILISÉS ( Estimés )
<b>PROGRAMME 01</b> <b>PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE</b>	
- PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DE LA FAUNE ET DES PARCS	166,3
- CONNAISSANCE DES ÉCOSYSTÈMES	1 294,8
- POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES ET RÉGLEMENTATION	242,0
- DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALES	1 330,8
<b>TOTAL PROGRAMME 01</b>	<b>3 033,9</b>
<b>PROGRAMME 02</b> <b>OPÉRATIONS RÉGIONALES</b>	
- AMÉNAGEMENT ET EXPLOITATION DE LA FAUNE	19,1
- PARCS ET RÉSERVES	1 463,3
- CONSERVATION DE LA FAUNE	946,5
- PROTECTION ET RESTAURATION DE L'ENVIRONNEMENT	2 642,1
- COORDINATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE	156,5
<b>TOTAL PROGRAMME 02</b>	<b>5 227,5</b>
<b>PROGRAMME 03</b> <b>GESTION INTERNE ET SOUTIEN</b>	
- DIRECTION	196,2
- SOUTIEN ADMINISTRATIF	258,2
- IMPLANTATION ET AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS	38,4
<b>TOTAL PROGRAMME 03</b>	<b>492,8</b>
<b>PROGRAMME 04</b> <b>ORGANISMES - CONSEILS</b>	
- BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT	3,3
<b>TOTAL PROGRAMME 04</b>	<b>3,3</b>
<b>GRAND TOTAL MINISTÈRE</b>	<b>8 757,5</b>



## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE  
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1996-1997

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1996-1997 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1996-1997 000 \$
Cartographie des plaines d'inondation (Décret 738-94)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- OBJECTIFS  Identifier, à l'aide de cartes, le lieu et l'étendue géographique des zones vulnérables aux inondations.  Établir conjointement une politique d'intervention visant la réduction des dommages dans les zones d'inondation désignées et dans les zones d'inondation provisoires.</li> <li>- NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES  Les frais relatifs aux relevés de terrain, aux études techniques, à la confection des cartes et dépliants et au travail de bureau relié à la convention. Les salaires des employés affectés à la convention, lesquels salaires sont majorés d'un pourcentage pour tenir compte des bénéfices marginaux. Les salaires et dépenses des membres (2) du comité de sont pas admissibles.</li> <li>- POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL 45 % des coûts admissibles.</li> </ul>	595,0	268,0

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE  
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1996-1997

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1996-1997 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1996-1997 000 \$
Plan d'action Saint-Laurent Vision 2000 (Décret 481-94 du 30 mars 1994)	<p>- OBJECTIFS</p> <p>Le 18 avril 1994, les gouvernements fédéral et provincial ont signé une entente visant à accroître l'harmonisation de leurs efforts en vue d'une coopération et d'une concertation afin d'assurer la dépollution du fleuve et de favoriser le développement d'une technologie environnementale et d'instaurer des mécanismes à cet effet.</p> <p>- MODALITÉS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE</p> <p>Le gouvernement du Québec fournit, en échange des ressources financières équivalentes de la part du gouvernement du Canada jusqu'à concurrence de 2,5 M\$ annuellement, de l'expertise technique et professionnelle qui sert à appuyer la réalisation des programmes prévus par la présente entente.</p> <p>* Ce montant inclut les avantages sociaux qui sont assumés par l'O.R.H. et la C.A.R.R.A.</p>	2 500,0	2 500,0

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE  
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1996-1997

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1996-1997 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1996-1997 000 \$
Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant les réseaux climatologiques du Québec (Décret 1935-85)	<p>- OBJECTIFS</p> <p>Pourvoir les services climatologiques au Québec pour acquérir l'information environnementale nécessaire aux transports, à l'hydrologie, à l'aménagement hydro-électrique, à l'agriculture, à la sylviculture, à la gestion des ressources, à la qualité de l'air, aux loisirs, au tourisme et aux services urbains.</p> <p>- NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES</p> <p>Salaire, bénéfices sociaux, allocations aux observateurs, frais de gîte, de couvert et de déplacement, véhicules, structures aux stations, équipement et instruments de mesure, location de terrain et de machinerie, matériel de fonctionnement et services, équipement d'entretien et de construction, coûts d'informatique (exploitation et développement).</p> <p>- POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL</p> <p>50 % des coûts réels annuels des stations dont les données sont requises conjointement par le Canada et le Québec.</p> <p>100 % des coûts réels annuels des stations exploitées par le Québec et requises par le Canada.</p>	818,3	412,4



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE  
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1996-1997

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1996-1997 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1996-1997 000 \$
Convention sur la régularisation du bassin de la rivière des Outaouais (Décret 1784-82 du 12 août 1982)	<p>- OBJECTIFS</p> <p>Assurer la gestion intégrée des principaux réservoirs de ce bassin hydrographique afin de fournir une protection contre les inondations le long de la rivière des Outaouais, de ses tributaires et particulièrement dans la région de Montréal.</p> <p>- FRAIS PARTAGEABLES</p> <p>Les parties ont convenu de partager les coûts reliés au secrétariat de la Commission et à certains travaux du comité de régularisation. Les frais partageables sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La rémunération du personnel de secrétariat incluant celle reliée au personnel prêté ;</li> <li>les frais de déplacement et de subsistance du personnel du secrétariat ;</li> <li>le temps ordinateur pour l'exploitation des modèles pour le compte du Comité de régularisation et les études spécialisées autorisées ;</li> <li>les frais généraux de bureau ;</li> <li>les coûts reliés aux nouvelles stations hydrométéorologiques.</li> </ul> <p>- FORMULE DE PARTAGE DES COÛTS</p> <p>Les coûts sont assumés à 50 % par le Canada, 25 % par le Québec et 25 % par l'Ontario.</p>	221,4	<p>110,7</p> <p>Part Ontario</p> <p>55,4</p>

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE  
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1996-1997**

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1996-1997 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1996-1997 000 \$
<p>Entente sur l'application au Québec de la réglementation fédérale sur les fabriques de pâtes et papiers (Décret 410-94)</p>	<p><b>OBJECTIFS DU PROGRAMME :</b></p> <p>Maximiser l'efficacité et l'efficiencia des administrations gouvernementales en réduisant au minimum les dédoublements et les chevauchements des gestes gouvernements découlant de l'application des règlements en reconnaissant le Québec à titre d'interlocuteur unique dans les relations et les communications auprès des fabriques de pâtes et papiers situées au Québec.</p> <p><b>MODALITÉS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE :</b></p> <p>Le Canada transférera annuellement la somme de 300 000 \$ pour l'acquisition des données, pour la contribution du Québec aux études de suivi des effets sur l'environnement prévues à la réglementation fédérale et pour la gestion de l'entente. Le Gouvernement fédéral assumera les coûts à même ses propres crédits, jusqu'à concurrence de 350 000 \$, pour la collecte et la gestion, l'enregistrement et la transmission des données permettant d'assurer le suivi de l'application des réglementations fédérales et québécoises (eau, air, déchets). Le Québec assumera, pour sa part, des coûts estimés à 130 000 \$ pour l'exploitation des systèmes de collecte et de gestion des données.</p>	780,0	650,0

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE  
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1996-1997

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1996-1997 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1996-1997 000 \$
Secrétariat du Comité consultatif de l'environnement de la Baie James (CCEBJ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- OBJECTIFS  Assurer le secrétariat des comités consultatifs.</li> <li>- NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES  Salaires, frais de déplacements du personnel du secrétariat, espaces à bureaux, traduction, production du rapport annuel.</li> <li>- POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL  Remboursement de 50 % des dépenses</li> </ul>	190,0	95,0

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE  
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1996-1997

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1995-1996 000 \$
Programme de développement économique du saumon (PDES)	<p>- OBJECTIFS</p> <p>Par le biais de la pêche sportive, promouvoir le développement économique de régions où l'on retrouve du saumon et accroître la prise en charge de cette ressource par des organismes du milieu.</p> <p>- NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES</p> <p>Les frais de spécialistes reliés à la gestion et à la réalisation des projets; les coûts d'immobilisation de construction, d'aménagement, de financement des actifs; les frais d'ensemencement; les coûts d'acquisition de terrain, les coûts d'acquisition de droits de pêche commerciale.</p> <p>- POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL</p> <p>Chacune des parties fédérale (BFDR-Q) et provinciale (MEF, FFQ, SDR) rembourse directement sa contribution aux organismes inscrits au programme. Le budget global du programme est financé à parts égales par les deux niveaux de gouvernement. Toutefois, cette proportion de 50/50 peut varier d'un dossier à l'autre.</p>	1 558,4	696,8

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE  
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1996-1997**

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1996-1997 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1997-1998 000 \$
Convention concernant les réseaux hydrométriques et sédimentologiques au Québec (Décret 1512-83)	<p>- OBJECTIFS</p> <p>Établir le bilan des ressources hydriques sur le territoire et en suivre leur évolution, en accumulant d'une manière normalisée et coordonnée des données de base nécessaires, à la planification et à l'aménagement des ressources hydriques, à la conception et à la réalisation de projets ayant trait à la navigation, au développement hydro-électrique, au contrôle des crues, à la récréation, à l'approvisionnement en eau à des fins domestiques et industrielles et d'autres usages.</p> <p>- NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES</p> <p>Le coût d'opérations, de construction et d'entretien sur le terrain, le coût du traitement des données au bureau, le coût du stockage et de la diffusion.</p> <p>- POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL</p> <p>100 % des frais assumés pour les stations requises pour les besoins du fédéral. 50 % des frais assumés pour les stations d'intérêts communs (fédéral, provincial). 0 % des frais assumés pour les stations d'intérêt provincial</p>	1 406,5	598,0

**BILAN DES RÉALISATIONS DU PLAN STRATÉGIQUE**  
**DU GRAND MONTRÉAL**

L'information sera produite par le Ministre d'État à la Métropole.



## **LA DYNAMISATION DE LA MÉTROPOLE**

Les actions du ministère de l'Environnement et de la Faune pour contribuer à la dynamisation de la métropole se feront selon deux axes : le renforcement du statut international de Montréal et le soutien ou la participation à des projets de relance de la Métropole.

### **LE STATUT INTERNATIONAL DE LA MÉTROPOLE**

L'action internationale du ministère de l'Environnement et de la Faune pour favoriser le développement de Montréal s'inscrit tant dans les forums bilatéraux que dans les forums multilatéraux.

Dans les premiers, les échanges du Ministère avec ses interlocuteurs étrangers aboutissent fréquemment à la mise en relation d'affaires avec les experts et décideurs des secteurs municipal et privé de la Métropole. De plus, il agit parfois en partenariat avec ceux-ci pour les échanges dont il assume le leadership.

S'agissant des forums multilatéraux, le Ministère en est au deuxième des cinq exercices financiers pour sa contribution annuelle de 40 000 \$ US, pour les activités du Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. Quatre autres ministères contribuent pour la même somme. Le ministère de l'Environnement et de la Faune coordonne le versement total annuel de 200 000 \$ US aux Nations Unies. Conformément aux engagements du gouvernement, le Ministère détachera vraisemblablement deux ressources humaines pendant quelques années au Secrétariat.

Le Ministère continue de s'associer, en ressources humaines, aux efforts pour la candidature de Montréal comme siège du Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Le Ministère envisage de dégager une ressource humaine tant au Bureau du Canada de l'Union mondiale pour la nature, situé à Montréal, qu'au tout nouveau Secrétariat francophone de l'International Association for Impact Assessment.

Le Ministère croit fermement à la rentabilité de ces investissements relatifs à la Métropole.

D'abord, il existe aujourd'hui plus de cinquante organisations internationales à Montréal, avec concentration dans les domaines de l'environnement et de l'aéronautique. Montréal est maintenant la ville d'accueil de quatre organisations internationales gouvernementales importantes. Le Secrétariat sur la diversité biologique constitue le deuxième plus important, après l'Organisation de l'aviation civile internationale.

De plus en plus, le Québec consolide sa réputation de centre international en environnement. En effet, on y trouve également le Secrétariat du Fonds multilatéral du Protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone, le Secrétariat de la Commission nord-américaine de coopération environnementale de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), le Bureau du Canada de l'Union mondiale pour la nature et, très bientôt, le Secrétariat francophone de l'International Association for Impact Assessment. Le choix de Montréal comme siège du Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ajouterait un autre élément prestigieux à cette liste.

Le succès de Montréal est attribuable en particulier aux efforts constants qu'a déployés le Québec depuis plusieurs années pour favoriser l'établissement d'organisations internationales. S'il s'est doté d'une politique d'accueil des organisations internationales et d'un Fonds de développement international, c'est qu'il est conscient du grand avantage économique à s'intéresser au marché des organisations internationales.

Dans le cas précis du Secrétariat sur la diversité biologique, sa présence offre à l'industrie québécoise de l'environnement l'occasion d'établir une collaboration étroite avec une organisation qui gère d'importants projets. La ratification des conventions des Nations Unies sur les changements climatiques, sur la diversité biologique et sur la lutte contre la



désertification, a amené les institutions financières internationales à dégager des fonds afin d'épauler les efforts des pays en voie de développement.

Par exemple, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a été financé à hauteur de deux milliards de dollars. Ces nouveaux fonds deviennent le moteur de nouveaux marchés, sous la forme de subventions et de crédits concessionnels à des projets répondant aux objectifs environnementaux des conventions internationales. Ils font appel à de nombreux secteurs de l'expertise québécoise privée et gouvernementale. Enfin, si Montréal était choisie comme siège du Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, cela créerait une intéressante synergie avec celui sur la diversité biologique, synergie qui ne pourrait que s'avérer profitable aux acteurs de l'industrie québécoise de l'environnement.

## LA RELANCE DE LA MÉTROPOLE

Le ministère de l'Environnement et de la Faune ne dispose pas des ressources nécessaires pour lancer lui-même des projets de relance. Il entend toutefois soutenir un certain nombre de projets et, quand il sera interpellé en raison de ses responsabilités légales, il facilitera leur réalisation notamment en informant les partenaires des exigences techniques et administratives afin que les dossiers puissent être traités rapidement. Ces dossiers sont :

- Le programme d'aide aux municipalités de la région de Montréal pour la gestion des eaux usées.
- La mise en place d'un fonds pétrolier de décontamination des sols.
- Le projet de parcs d'industries environnementales sur les terrains de la cour de triage Angus.
- La décontamination des sédiments du Port de Montréal.
- Concertation régionale en vue de l'amélioration des écosystèmes de la rivière l'Assomption et de son embouchure.
- Le projet le Grand Montréal bleu, et plus concrètement la mise en valeur du canal Lachine et le projet « Rêve sur mer »
- L'aide aux municipalités de la région de Montréal, propriétaires de terrains contaminés par la création du « Centre d'excellence de Montréal en réhabilitation de sites » et la création d'une fiducie chargée de la gestion des sols contaminés de la ville de Montréal.
- Projets de récupération et de recyclage de matières résiduelles.
- Réseau fluvial d'aménagement récréo-touristique de l'est de Montréal.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ  
POUR QUELQUE OPÉRATION RELIÉE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX  
DEUX SOMMETS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET AUX ACTIVITÉS DE SUIVI

NOM	POSTE	PORT D'ATTACHE	SALAIRE	DURÉE ET NATURE DU CONTRAT	FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS COÛTS DE LOCATION DE SALLES DE RÉUNION, DE BUREAUX FRAIS DE BUREAUTIQUE, ETC...
BOUDREAU, YVON	Directeur des Affaires Institutionnelles Cadre supérieur III	Québec	77 733 \$	1 mois	Aucun



**LISTE DU PERSONNEL LIBÉRÉ POUR LES NÉGOCIATIONS**  
**DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

L'information sera produite par le Secrétariat du Conseil du trésor.



**LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS**

L'information sera produite par le Secrétariat du Conseil du trésor.



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DU PERSONNEL HORS-STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE

NOM	SALAIRE	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE L'ASSIGNATION HORS-STRUCTURE	DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION HORS-STRUCTURE
LANGEVIN, CHARLES	43 819 \$	Direction régionale de l'Outaouais	S.É.P.A.Q.	95-04-30	Relocalisation sur un emploi régulier via transition de carrière
CARRÉ, RONALD	58 102 \$	Direction de l'éducation et du développement durable	Ministère de l'Industrie, du commerce sciences et technologies	97-01-01	97-03-31





**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE****LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES**

<b>NOM</b>	<b>ASSIGNATION INITIALE</b>	<b>ASSIGNATION ACTUELLE</b>	<b>SALAIRE</b>
Aucun personnel rémunéré par le ministère de l'Environnement et de la faune n'est affecté à des organismes parapublics ou autres.			



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	SALAIRE
Aucun personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux ou autres n'est affecté au ministère de l'Environnement et de la Faune			



**LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES**

**(ADMINISTRATEURS D'ÉTAT)**

**OUI ONT DÉMISSIONNÉ, OUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS, OU MIS À PIED**

L'information concernant les hauts fonctionnaires sera produite par le Conseil Exécutif.

<b>MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE</b>
--

**LISTE DES CADRES QUI ONT DÉMISSIONNÉ, QUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS OU MIS À PIED**

<i>NOM</i>	<i>CLASSEMENT</i>	<i>SALAIRE</i>	<i>ASSIGNATION INITIALE</i>	<i>ASSIGNATION ACTUELLE</i>	<i>DATE DU CHANGEMENT</i>	<i>CHANGEMENT</i>
BÉLANGER, PIERRE A.	630-02	86 734 \$	Directeur général de l'administration	Conseil exécutif	96.12.02	Réaffecté
BOUDREAU, YVON	630-03	77 733 \$	Directeur des affaires institutionnelles	Conseil exécutif	96.11.13	Réaffecté
D'AOUST, PIERRE	630-04	70 396 \$	Directeur du bureau de Québec - Enquêtes	Ministère du Revenu	96.05.21	Réaffecté
FABI, PIERRE	630-03	77 733 \$	Directeur des politiques du secteur municipal	Ministère des Transports	96.12.02	Réaffecté
FORTIN, LYNE	630-04	69 916 \$	Directrice des ressources matérielles et des immobilisations	Régie de l'assurance automobile du Québec	96.10.30	Réaffectée
LABERGE, MICHÈLE	630-03	77 733 \$	Directrice de la coordination de la recherche	Ministère de la Sécurité publique	96.04.01	Réaffectée
LÉVESQUE, LYSE	630-04	65 140 \$	Directrice régionale de la Côte-Nord	Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation	96.08.26	Réaffectée
PAGE MELANÇON, MICHELLE	630-04	70 396 \$	Directrice régionale de Lanaudière	Ministère du Revenu	96.08.26	Réaffectée
PLOURDE, MICHEL	650-06	58 707 \$	Chef du service de l'administration	Ministère des Transports	96.12.02	Réaffecté
RICHER, ROGER	650-03	44 139 \$	Contremaître - Réserve faunique La Vérendrye	Ministère des Richesses naturelles	96.11.04	Réaffecté

**LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS QUI REÇOIT**  
**UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION (FONCTION VS RÉGIME DE RETRAITE)**

En vertu de la Loi de l'accès à l'information, ces informations à caractères nominatif ne sont pas disponibles dans les ministères.





**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**ET DE LA FAUNE**

**LISTE DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES**  
**QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DISPOSITION**  
**AU COURS DE L'EXERCICE 1996-1997**

(Période du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 10 mars 1997)

IDENTIFICATION DE L'ÉQUIPEMENT	NOMBRE	MODES DE DISPOSITION		
		VENTE VIA MAGASIN ENTREPOT DES SERVICES GOUVERNEMENT- TAUX	VENTE AU DÉTAIL PAR APPELS D'OFFRES	TRANSFERT À D'AUTRES MINISTÈRES
Écran	129	125	1	3
Clavier	218	209	1	8
Micro-ordinateur	129	124	-	5
Terminaux	138	82	-	56
Micro avec ses composantes	45	32	6	7
Imprimante	126	103	1	22
Contrôleur	9	5	-	4
Disque rigide	1	1	-	-
Lecteur	2	2	-	-
Unité de prise de copie de sécurité	3	3	-	-
TOTAL:	800	686	9	105



**LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL  
LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR LES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION NICOLET**

ANNEXE 35

Personnel	Poste occupé	Port d'attache	Durée du mandat ou contrat	Frais de déplacement	Frais d'hébergement	Frais de repas	Salaires	TOTAL
<b>Occasionnels</b>								
Beaudoin Chantal	Agente de secrétariat	150, boul. René Lévesque, 9e Québec, Québec G1R 4Y1	96-08-27 au 97-01-31				10 887,30 \$	10 887,30 \$
Bouchard Jacques	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	6387, 36e avenue Montréal, Québec H1T 2Z4	96-08-22 au 96-12-06	1 452,59 \$	2 526,21 \$	1 452,85 \$	16 660,27 \$	22 091,92 \$
Gelly Michèle	Agente de secrétariat	150, boul. René-Lévesque, 9e Québec, Québec G1R 4Y1	96-08-15 au 96-12-06				10 715,60 \$	10 715,60 \$
Lambert Marie-Christine	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	150, boul. René-Lévesque, 9e Québec, Québec G1R 4Y1	96-08-07 au 97-01-31	519,00 \$	280,53 \$	442,20 \$	24 403,18 \$	25 644,91 \$
Vaillancourt Christine	Ingénieur stagiaire	150, boul. René Lévesque, 9e Québec, Québec G1R 4Y1	96-08-08 au 96-12-20		5 808,58 \$*		12 979,76 \$	18 788,34 \$
<b>TOTAL</b>				1 971,59 \$	8 615,32 \$	1 895,05 \$	75 646,11 \$	88 128,07 \$

\* Frais d'assignation (frais d'hébergement et de repas)

**LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL  
LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR LES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION NICOLET**

ANNEXE 35

Personnel	Poste occupé	Port d'attache	Durée du mandat ou contrat	Frais de déplacement	Frais d'hébergement	Frais de repas	Salaires	TOTAL
<b>Commissaires</b>								
Arès Raymond	Commissaire	Rousseau, Sauvé, Warren & Ass. 500, boul. René-Lévesque ouest Bureau 600 Montréal, Québec	96-08-07 au 97-01-16	1 478,87 \$	1 872,50 \$ **	404,70 \$	68 500,00 \$	72 256,07 \$
Bouchard Régis	Commissaire	Techmat 3306, boul. St-François Jonquière, Québec	96-08-07 au 97-01-16	1 861,43 \$			15 086,50 \$	16 947,93 \$
Dufour Jules	Commissaire	Départ. des sciences humaines Université Québec à Chicoutimi 555, boul. de l'Université Chicoutimi, Québec	96-08-07 au 96-09-16	3 322,06 \$	588,00 \$ **	439,45 \$	47 000,00 \$	51 349,51 \$
Marinier Gilles	Commissaire	355, avenue Vivian Montréal, Québec	96-08-07 au 97-01-16	5 685,77 \$	2 929,50 \$ **	35,00 \$	95 000,00 \$	103 650,27 \$
Morin Guy	Commissaire	INRS - Carrefour Molson 2800, rue Einstein, bur. 02 C.P. 7500 Sainte-Foy, Québec	96-08-07 au 97-01-16	1 434,43 \$	1 981,00 \$ **	43,00 \$	50 000,00 \$	53 458,43 \$
Nicolet Roger	Président	Nicolet, Chartrand, Knoll, Ltée 1200, avenue McGill College Bureau 1200 Montréal, Québec	96-08-07 au 97-01-16	4 134,06 \$	2 409,10 \$ **		101 750,00 \$	108 293,16 \$

\*\* Indemnité journalière comprenant les repas et les couchers

LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL  
LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR LES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION NICOLET

ANNEXE 35

Personnel	Poste occupé	Port d'attache	Durée du mandat ou contrat	Frais de déplacement	Frais d'héber- gement	Frais de repas	Salaires	TOTAL
Roy Louise	Commissaire	Consensus	96-08-06 au 97-01-16	2 553,43 \$	952,00 \$ **	199,75 \$	50 000,00 \$	53 705,18 \$
		1176, Bishop, bur. 200						
		Montréal, Québec						
TOTAL				20 470,05 \$	10 732,10 \$	1 121,90 \$	427 336,50 \$	459 660,55 \$

\*\* Indemnité journalière comprenant les repas et les couchers

**LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL  
LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR LES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION NICOLET**

ANNEXE 35

Personnel	Poste occupé	Port d'attache	Durée du mandat ou contrat	Frais de déplacement	Frais d'hébergement	Frais de repas	Salaires	TOTAL
<b>Contractuel</b>								
Beauregard Réal	Différents travaux de cartographie à incorporer au rapport final de la commission	279, Hector-Champagne Chicoutimi, Québec G7G 4V3					5 000,00 \$	5 000,00 \$
Bouchard Jacques	Responsable des relations publiques et de l'organisation des présentations publiques	1120, Jogues Sainte-Catherine, Qué. J0L 1E0	Sur appel entre le 7 décembre 1996 et le 10 janvier 1997	307,98 \$	357,00 \$**		3 600,00 \$	4 264,98 \$
Deom Marlène	Analyse et synthèse des données. Coordination et planification des documents et des sections du rapport final pouvant traiter d'aspects d'ordre psychologique ou social. Participation à la réalisation de certaines sections du rapport reliées aux audiences publiques.	2314, Dorion Montréal, Québec H2K 4B5	96-10-22 au 97-01-16	693,06 \$	696,70 \$**	92,85 \$	26 700,00 \$	28 182,61 \$

\*\*Indemnité journalière comprenant les repas et les couchers

**LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL  
LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR LES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION NICOLET**

ANNEXE 35

Personnel	Poste occupé	Port d'attache	Durée du mandat ou contrat	Frais de déplacement	Frais d'hébergement	Frais de repas	Salaires	TOTAL
Éditions Section B	Rédaction du rapport de la Commission	121, rue Saint-Pierre, suite 11 Montréal, Québec H2Y 2L6	96-10-29 au 97-01-16				15 000,00 \$	15 000,00 \$
Gauthier, Bédard	Avocat	364, rue Racine est, C.P. 218 Chicoutimi, Québec G7H 5B7					41 774,90 \$	41 774,90 \$
	Assister les commissaires et assurer les communications avec les procureurs des autres parties							
Grondin, Poudrier, Bernier	Avocat	801, chemin St-Louis, Bur. 200 Québec					2 400,00 \$	2 400,00 \$
	Opinion juridique							
Grondin, Poudrier, Bernier	Avocat	Edifice Mérici		256,23 \$			5 300,00 \$	5 556,23 \$
	Assister la commission dans la rédaction de son rapport et la formulation de recommandations à incidence juridique.	801, chemin Saint-Louis Bureau 200 Québec, Québec G1S 1C1						
Institut national de recherche scientifique (INRS)	Simulation hydrodynamique des rivières Chicoutimi et des Ha! Ha!	2800, rue Einstein, suite 020 Case postale 7500 Sainte-Foy, Québec G1V 4C7					200 000,00 \$	200 000,00 \$
INRS-EAU	Services requis sur la modélisation hydrologique des rivières	2800, rue Einstein, suite 020 Case postale 7500 Sainte-Foy, Qué. G1V 4C7					27 000,00 \$	27 000,00 \$



**LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL  
LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR LES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION NICOLET**

ANNEXE 35

Personnel	Poste occupé	Port d'attache	Durée du mandat ou contrat	Frais de déplacement	Frais d'hébergement	Frais de repas	Salaires	TOTAL
Laberge, Guérin et Ass.	Arpenteurs-géomètres	198, rue Racine est	96-09-23 au 96-10-04				8 000,00 \$	8 000,00 \$
	Exécuter les relevés topographiques à la digue du Lac Ha!	Chicoutimi, Québec G7H 5B7						
	Ha!							
Maltais Annie	Soutien logistique des séances publiques de la Commission	Communications Annie Maltais	96-10-03 au 97-01-16	586,38 \$	516,50 \$**	88,75 \$	5 150,00 \$	6 341,63 \$
	Adjointe aux communications	170, chemin du Pic						
		Saint-Nazaire, Qué. G0W 2V0						
McDougall, Caron	Avocat	1000, de la Gauchetière, St. W.					235,00 \$	235,00 \$
	Opinion juridique	Suite 2600						
		Montréal, Québec						
Monterval	Investigation géotechnique de la digue du Lac Ha! Ha!	3245, Grande-Allée						
		Boisbriand, Québec J7H 1E4	96-10-16 au 96-10-22				3 500,00 \$	3 500,00 \$
Moreau Antoine	Sociologue	4361, Draper					7 875,00 \$	7 875,00 \$
		Montréal, Québec H4A 2P3						

\*\* Indemnité journalière comprenant les repas et les couchers

**LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL  
LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR LES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION NICOLET**

ANNEXE 35

Personnel	Poste occupé	Port d'attache	Durée du mandat ou contrat	Frais de déplacement	Frais d'hébergement	Frais de repas	Salaires	TOTAL
Régions laboratoire du développement durable	Bilan des perceptions régionales des événements. Réflexion sur la gestion des barrages, l'aménagement des territoires et la sécurité des populations. Analyse de tout autre sujet à la demande de la Commission et/ou Table conseil. Faire connaître les conclusions et suggestions et, s'il y a lieu, faire état des points de divergence	350, Cote du Collège, C.P. 101 Alma (Québec) G8B 5V6					35 250,00 \$	35 250,00 \$
Slivitzky Michel	Ingénieur Rédaction d'une section du rapport final de la Commission	1440, rang Notre-Dame, C.P. 698 Saint-Raymond, Québec G0A 4G0					2 000,00 \$	2 000,00 \$
Stéa Roberto	Géographe Rédaction d'une section du rapport final de la Commission	1277, Saint-Timothée Chicoutimi, Québec G7H 3R1					4 000,00 \$	4 000,00 \$
Université Laval	Recherche spécifique portant sur le régime juridique en vigueur et applicable à la construction, à la gestion et au contrôle public des ouvrages publics ou privés d'emmagasinement de l'eau	Pavillon des sciences et de l'éducation Université Laval Québec, Québec G1K 7P4	96-09-30 au 96-12-13				28 500,00 \$	28 500,00 \$
<b>TOTAL</b>				1 843,65 \$	1 570,20 \$	181,60 \$	421 284,90 \$	424 880,35 \$



## ÉTUDE DES CREDITS 1997-1998

*Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux*

*Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement*

### BAPE

Les questions suivantes ont été répondues aux annexes suivantes :

- 1.1 Organigramme
- 1.2 Publications de l'organisme
- 1.3 Voyages hors Québec
- 1.4 Dépenses en publicité
- 1.5 Sondages effectués
- 1.6 Études commandées
- 1.7 Contrats de moins de 25 000 \$
- 1.8 Contrats à versement supplémentaire
- 1.9 Dépenses générales (photocopies, téléphonie, etc.)
- 1.10 Véhicules automobiles
- 1.11 Cotisations à des corporations professionnelles
- 1.12 Répartition du personnel (masculin, féminin, autochtones, etc.)
- 1.13 Personnel : jours de maladie, temps supplémentaire, vacances
- 1.14 Évolution des effectifs
- 1.16 Locations autres que celles de la SIQ
- 1.17 Contrats de relations publiques
- 1.22 Crédits périmés 1996-1997
- 1.28 Personnel en disponibilité
- 1.29 Personnel hors structure
- 1.30 Personnel affecté à des organismes parapublics
- 1.31 Personnel d'organismes parapublics
- 1.34 Matériel informatique périmé

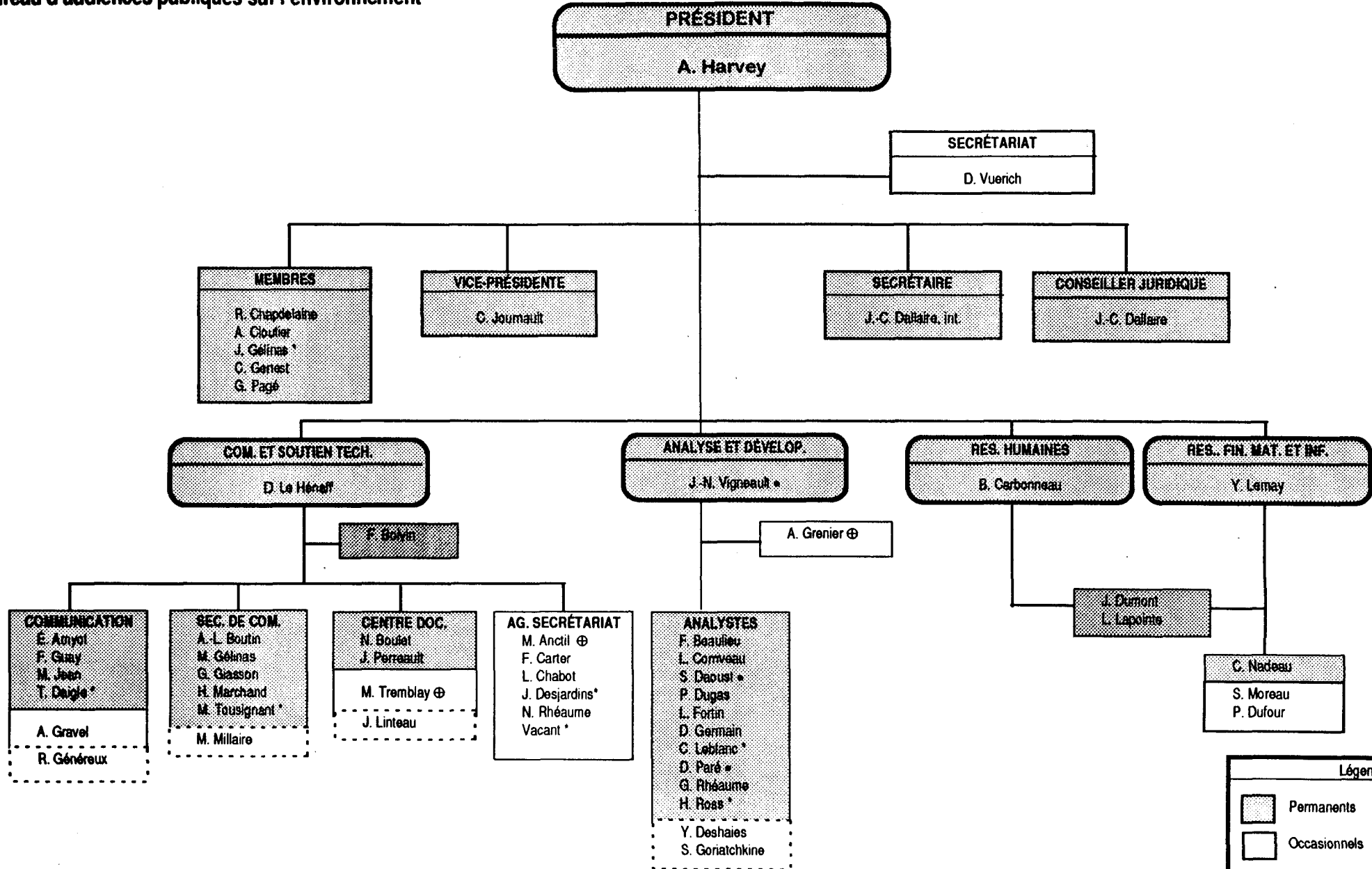
## ÉTUDE DES CREDITS 1997-1998

*Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux*

### **BAPE**

Les questions suivantes ne s'appliquaient pas au BAPE ou relevaient d'autres ministères ou organismes :

- 1.15 Espaces loués par la SIQ
- 1.18 Tarification en vigueur
- 1.19 Personnel du Cabinet du ministre
- 1.20 Personnel de la suite sous-ministérielle
- 1.21 Budget discrétionnaire
- 1.23 Transferts fédéraux
- 1.24 Plan stratégique du grand Montréal
- 1.25 Redressement de la métropole
- 1.26 Sommets socio-économiques
- 1.27 Négociations dans la fonction publique
- 1.32 Cadres ou hauts fonctionnaires : démission, réaffectation, mise à pied
- 1.33 Double rémunération
- 1.35 Commissions Doyon, Nicolet, Corbo, etc.



**Légende**

- Permanents
- Occasionnels
- Prêts de service
- Bureau de Montréal
- Temporaires
- Cadres intermédiaires

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

## Liste des publications 1996-1997

IDENTIFICATION		TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	DISTRIBUTION
Bulletin <i>L'Audience</i>		<sup>1</sup> 5 000	2 299,00 \$	Imprimerie Le Renouveau	Courrier en nombre
Rapport annuel 1995-1996		1 250	2 342,08 \$	Les Publications de Québec	Courrier gouvernemental
Dépliants d'information générale du BAPE		<sup>1</sup> 7 000	1 429,00 \$	Imprimerie Le Renouveau	Courrier (sur demande)
Dépliants d'information pour la gestion des matières résiduelles au Québec		3 000	554,00 \$	Imprimerie La Renaissance	Courrier (sur demande)
Signets promotionnels		5 000	632,00 \$	Imprimerie La Renaissance	Courrier (sur demande)
<i>Rapports</i> <sup>2</sup>					
102	Projet d'établissement d'un LES à Larouche	500	3 969,00 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier
103	Projet d'agrandissement d'un LES sur le territoire de la municipalité de Cowansville	250	3 157,86 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier
104	Amélioration de la route 132 à Pointe-au-Père	300	2 866,80 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier
105	Projet de décontamination du canal Lachine - Rapport de la commission conjointe fédérale-provinciale	500	<sup>3</sup> 2 421,70 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier
105	Lachine Canal Decontamination Project - Report of the Joint Environment Assessment Panel	125	<sup>3</sup> 1 054,50 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier
106	Projet de construction d'une centrale hydroélectrique aux chutes de la Chaudière	400	2 811,20 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier
107	Projet de ligne Duvernay-Anjou à 315 kV	500	- 4 597,00 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier
108	Projet de cogénération à la biomasse - Usine de produits forestiers Alliance à Dolbeau	400	1 984,85 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier
109	Projet de parc éolien de la Gaspésie	500	2 811,20 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier
111	Établissement d'un centre de démonstration de technologies de gestion des déchets à Chicoutimi	500	3 726,00 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Liste des publications 1996-1997*

IDENTIFICATION	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	DISTRIBUTION
113 Établissement d'un LES à Saint-Édouard-de-Frampton	500	3 377,00 \$	Les Copies de la capitale inc.	Courrier
115 Déchets d'hier, ressources de demain - Rapport de la commission sur la gestion des matières résiduelles au Québec	1 100	11 915,00 \$	Imprimerie La Renaissance	Courrier
115 Déchets d'hier, ressources de demain - Rapport de la commission sur la gestion des matières résiduelles au Québec	1 500	3 908,00 \$	Imprimerie La Renaissance	Courrier

<sup>1</sup> Total de deux tirages.<sup>2</sup> Des copies de ces rapports sont disponibles sur demande à la suite de leur sortie publique.<sup>3</sup> Les coûts d'impression de ce rapport ont été payés conjointement par le fédéral et le provincial.



## BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Liste des voyages hors-Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996*

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			CÔÛT
NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	BUT DU VOYAGE ET RÉSULTAT	
Cloutier, Alain	Membre additionnel permanent	Estoril (Portugal)	Du 14 juin au 4 juillet 1996	Participer au premier colloque international des spécialistes francophones en évaluation d'impacts dans le cadre du 16 <sup>e</sup> congrès annuel de l'IAIA (International Association for Impact Assessment).	3 451,60 \$
Gélinas, Johanne	Membre permanente	Ottawa (Ontario)	du 19 au 20 août 1996	Rencontre avec les homologues fédéraux (Agence canadienne d'évaluation environnementale) dans le cadre de la commission conjointe fédérale-provinciale qui étudie le projet de décontamination du canal de Lachine.	437,15 \$
Gélinas, Johanne	Membre permanente	São Paulo (Brésil)	Du 12 au 19 juillet 1996	Conférencière sur l'expertise développée par le Québec dans le domaine de la médiation environnementale ainsi que sur les procédures de consultation publique telles que pratiquées par le BAPE.	174,50 \$
Fortin, Louison	Analyste	Ottawa (Ontario)	Du 23 au 24 janvier 1997	Participer à un colloque (atelier) de l'Association québécoise et ontarienne pour l'évaluation d'impacts ayant pour thème "Vers un élargissement de la notion de santé environnementale : les aspects psychologiques, sociaux et culturels des impacts sur la santé".	731,30 \$

## BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Ventilation des dépenses de publicité depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996*

Exercice 1996-1997

DESCRIPTION - AVIS PUBLIC	DÉPENSES		
	PRESSE ÉCRITE	PRESSE ÉLECTRONIQUE	TOTAL
<b>MÉDIATIONS</b>			
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Rosaire par Les Service sanitaires Gaudreau inc.	500,00 \$		500,00 \$
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire et d'aménagement d'un lieu d'enfouissement de débris de construction et de démolition à Saint-Alban par la Régie intermunicipale de gestion des déchets du secteur ouest de Portneuf	576,47 \$		576,47 \$
Projet de cogénération à la biomasse à l'usine de Produits Forestiers Alliance inc. à Dolbeau par Enviro-Énergie Alliance inc.	498,95 \$		498,95 \$
<b>AUDIENCES</b>			
Programme de dégagement de la régénération forestière par le ministère des Ressource naturelles (1 <sup>re</sup> partie)	11 400,00 \$		11 400,00 \$
Projet d'aménagement hydroélectrique des chutes de la Chaudière par Innergex (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> parties)	5 777,20 \$		5 777,20 \$
Projet de parc éolien de la Gaspésie (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> parties)	9 559,80 \$		9 559,80 \$
Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire à Saint-Édouard-de-Frampton par la Municipalité régionale de comté de la Nouvelle-Beauce (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> parties)	4 994,87 \$		4 994,87 \$
Projet d'établissement d'un centre de démonstration de nouvelles technologies reliées à la gestion des déchets intégrant un lieu d'élimination à Chicoutimi par Services Environnementaux AES inc. (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> parties)	6 278,99 \$		6 278,99 \$
Projet de ligne Duvernay-Anjou à 315 kV par Hydro-Québec (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> parties)	7 061,57 \$		7 061,57 \$
Projet d'amélioration de la route 132 à Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> parties)	5 671,58 \$		5 671,58 \$

## BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Ventilation des dépenses de publicité depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996*

Exercice 1996-1997

DESCRIPTION - AVIS PUBLIC	DÉPENSES		
	PRESSE ÉCRITE	PRESSE ÉLECTRONIQUE	TOTAL
Projet de décontamination du canal de Lachine (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> parties)	10 049,33 \$		10 049,33 \$
Projet de la gestion des matières résiduelles au Québec (fin de la 1 <sup>re</sup> partie et avis de la 2 <sup>e</sup> partie)	46 079,95 \$		46 079,95 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Prévisions des dépenses de publicité 1997-1998

DESCRIPTION			BUDGET
Prévision de 8 mandats d'audiences publiques d'envergure locale ou régionale		*1)	60 000 \$
Prévision de 2 mandat d'audiences publiques d'envergure provinciale		*2)	50 000 \$
Prévision de 4 mandats de médiation		*3)	5 000 \$
Appels d'offres publics		*4)	<u>5 000 \$</u>
N.B.: Publicité obligatoire	*1)	Loi sur la qualité de l'environnement, art.-15 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., c.Q.-2, M.9)	120 000 \$
	*2)	Article 5 des Règles de procédure relatives au déroulement des audiences publiques (R.R.Q., c.Q.-2, M.19)	
	*3)	Règles de procédure relatives au déroulement des médiations en environnement	
	*4)	Règlements sur les contrats de services (L.R.Q., c.5-4)	

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Sondages effectués durant l'exercice financier 1996-1997*

Aucun sondage n'a été effectué au cours de l'exercice financier 1996-1997.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Études commandées durant l'exercice financier 1996-1997*

Aucune étude n'a été commandée durant l'exercice financier 1996-1997.

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Contrats de 2 000 \$ à 25 000 \$ octroyés à des professionnels(les) et à des firmes depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996*

## EXERCICE 1996-1997

Contractant	Objet	Mandat (demandeur)	Montant du contrat	* Mode d'octroi du contrat
Ateliers TAQ inc.	Expertise en manutention, préparation et livraison postale des documents d'information du BAPE	Service des communications	2 739,88 \$	2
Beaudet, René	Expertise sur les impacts biophysiques en milieu forestier	Parc éolien de la Gaspésie	19 940,55 \$	3
Bernard, Jean-Thomas	Expertise sur les retombées économiques	Parc éolien de la Gaspésie	7 500,00 \$	3
Cabinet de traduction Dialangue inc.	Expertise en traduction de langue anglaise sur les différents documents émanants du BAPE	Service des communications	2 402,52 \$	3
Les Copies de la capitale inc.	Expertise en reprographie et reliure pour les différents documents produits par le BAPE dont les rapports, contrat finissant le 31 août 1996	Service des communications	17 107,81 \$	2
Les Copies de la capitale inc.	Expertise en reprographie et reliure pour les différents documents produits par le BAPE dont les rapports, contrat débutant le 1 <sup>er</sup> septembre 1996	Service des communications	14 679,71 \$	2
Dendrek inc.	Expertise en cartographie pour les différents documents produits par le BAPE dont les rapports	Service des communications	17 180,48 \$	2
Éditia inc.	Expertise en révision linguistique	Service des communications	10 450,00 \$	3
Groupe conseil Roche ltée	Expertise d'analyse légale, administrative et économique relative aux facteurs d'importation de matières résiduelles et de déchets au Québec	Gestion des matières résiduelles au Québec	12 368,90 \$	3
Haemmerli, John	Expertise en hydrogéologie	Ligne Duvernay-Anjou à 315 kV par Hydro-Québec	15 112,50 \$	3
Imprimerie La Renaissance inc.	Expertise en impression et reliure d'un rapport d'audiences publiques	Gestion des matières résiduelles au Québec	15 823,00 \$	2

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Contrats de 2 000 \$ à 25 000 \$ octroyés à des professionnels(les) et à des firmes depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996*

## EXERCICE 1996-1997

Contractant	Objet	Mandat (demandeur)	Montant du contrat	* Mode d'octroi du contrat
Mondoux, Jean-Maurice	Expertise conseil en analyses techniques sur les normes d'étanchéité des L.E.S.	Gestion des matières résiduelles au Québec	6 045,00 \$	3
Parution	Expertise en édition électronique pour les différents documents produits par le BAPE dont les rapports	Service des communications	19 735,61 \$	2
Robert, Marie-Claude	Expertise en aménagement paysagiste	Aménagement hydroélectrique sur les chutes de la Chaudière	4 050,00 \$	3
Service audiovisuel	Expertise en enregistrement vidéo et diffusion sur canal communautaire	Gestion des matières résiduelles au Québec	4 999,00 \$	3
Télécomm 9	Expertise en enregistrement vidéo et diffusion sur canal communautaire	Gestion des matières résiduelles au Québec	4 155,00 \$	3
Témoin production	Expertise en enregistrement vidéo et diffusion sur canal communautaire	Gestion des matières résiduelles au Québec	9 978,00 \$	3
Transcription internationale S.T.S. inc.	Expertise en transcription par ordinateur des verbatims des 25 et 26 mars 1996 sur le projet de l'ensemble de la gestion des matières résiduelles au Québec	Service des communications	3 269,79 \$	3
Transcription internationale S.T.S. inc.	Expertise en transcription par ordinateur des verbatims du 7 au 10 mai 1996 sur le projet d'amélioration de la route 132 à Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père	Service des communications	5 213,08 \$	3
Vanier, Daniel	Expertise sur l'influence des normes et la mise en marché des matières résiduelles	Gestion des matières résiduelles au Québec	16 165,22 \$	3

Note : Les résultats de la majorité des contrats sont explicites par l'objet même du contrat (édition électronique, révision linguistique, etc.) ou prennent la forme de conseils verbaux ou écrits d'experts retenus par les différentes commissions d'enquêtes et d'audiences publiques (ci-joint un devis de contrat accordé à M<sup>me</sup> Marie-Claude Robert, aménagiste sénior). L'information sur les résultats de chacun des contrats est disponible sur demande.

\* Légende : 1- Soumission publique    2- Sur invitation    3- Contrat négocié

M.A.J. : 1997-03-14



## **AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE SUR LES CHUTES DE LA CHAUDIÈRE**

### **Expertise technique Devis de travail**

#### ***Contexte et description***

La compagnie Innergex projette de construire une centrale hydroélectrique à la hauteur des chutes de la Chaudière entre Charny et Saint-Nicolas. Cette centrale occuperait le site d'une autre centrale, construite entre 1899 et 1901, désaffectée en 1970 et démolie en 1976. La prise d'eau, les conduites forcées et le canal de fuite de la nouvelle centrale occuperaient grosso modo, l'emplacement des anciens équipements similaires.

Le barrage qui coiffait les chutes et créait la retenue nécessaire à l'alimentation de la centrale, avait été endommagé par une brèche à la fin des années 60. Le promoteur reconstruirait le barrage en conservant le même niveau à la crête (55,7 m) et en l'alignant sur l'ancien barrage pour la plus grande partie.

Les chutes de la Chaudière ont une hauteur d'environ 33 m à l'état naturel. Le barrage, ancien et nouveau, leur ajoute 5 m. Dès le début du siècle, ce barrage créait une retenue d'un km en amont, qui s'étendait presque jusqu'au viaduc du CN. La rive droite de cette retenue a été considérablement modifiée lors de la construction de l'autoroute 73, dans les années 70.

Entre les chutes et l'autoroute 20, qui enjambe la rivière Chaudière à environ un km en aval des chutes, s'étend une suite de rapides et de fosses dans un décor rocheux et boisé impressionnant. Le territoire compris entre le viaduc du CN et l'autoroute 20 constitue le Parc des chutes de la Chaudière. Au milieu des années 80, on y a aménagé des aires de stationnement, des belvédères, des sentiers et une passerelle suspendue qui relie les deux rives.

À l'occasion des différentes consultations faites par le promoteur auprès des administrations municipales et des citoyens, deux points majeurs touchant le paysage sont ressortis :

- la préservation de l'attrait visuel des chutes;
- l'intégration des ouvrages au paysage naturel.

En réponse à ces préoccupations, le promoteur propose diverses mesures, les unes touchant la conception et l'aménagement, les autres l'exploitation. Parmi les premières, mentionnons :

- la reconstruction du barrage sous forme de barrage à crête déversante, au même niveau que celle de l'ancien barrage;
- un barrage à angle obtus plutôt que rectiligne;
- une option minimaliste quant à la taille des bâtiments de la centrale et de la prise d'eau;
- un traitement architectural sobre, avec des évocations discrètes des ouvrages anciens;
- l'enfouissement des conduites forcées sous un remblai planté d'arbustes et de plantes herbacées;
- une emprise minimale pour la voie d'accès, qui contournerait les reliefs rocheux les plus intéressants.

Une fois le barrage en opération, le promoteur prévoit améliorer, au besoin, la répartition du débit entre les chutes par déroctage ou par la construction de murs guideaux.

Pendant l'exploitation, la principale mesure touche la gestion des débits. Elle consiste à assurer le déversement par la chute d'un débit esthétique réservé de 25 m<sup>3</sup>/s pendant le jour, du début d'avril à la fin d'octobre.

### ***Mandat***

La problématique de la préservation du paysage met en cause la perception des observateurs, leur sensibilité et leurs valeurs. Ce sont autant d'aspects qu'il est difficile de ramener à des paramètres quantitatifs. Ceux-ci sont néanmoins incontournables pour définir les interventions physiques ou fixer les normes à respecter.

Compte tenu que l'analyse paysagère qui a conduit aux propositions du promoteur est l'un des volets de l'étude d'impact mais qu'elle n'a pas fait l'objet d'expertises spécifiques, la commission souhaite l'avis d'un expert extérieur.

Le mandat a pour cibles les principaux éléments du paysage naturel ou bâti, susceptibles d'être modifiés par le projet, soit :

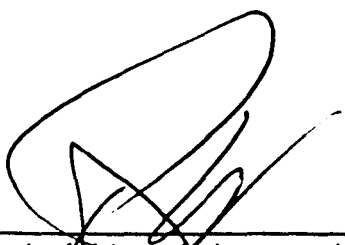

- le bief amont;
- le barrage lui-même;
- les chutes;
- le secteur où seraient aménagés la centrale, les conduites forcées, le canal de fuite et la voie d'accès;

Le mandat consiste plus précisément à :

1. prendre connaissance du site;
2. prendre connaissance des chapitres pertinents de l'étude d'impact ainsi que de l'information complémentaire;
3. prendre connaissance des préoccupations des citoyens;
4. formuler un avis sur les interventions proposées;
5. formuler des recommandations d'ordre général sur les interventions ou les procédures d'intervention à privilégier dès le stade de la planification et de la construction pour préserver la qualité du paysage;
6. formuler des recommandations d'ordre général sur les interventions postérieures à la mise en service et sur les mesures reliées à l'exploitation pour assurer de façon durable la préservation du paysage;
7. faire rapport à la commission au plus tard le 17 janvier 1997.

L'expert pourrait être appelé à présenter son avis à la commission et à assister les analystes de la commission lors de l'analyse du projet.

Devis préparé par :

  
\_\_\_\_\_  
Jean Paré (président de la commission)  
\_\_\_\_\_  
Marie-Claude Robert (aménagiste)

**déclare avoir pris connaissance du présent devis**

**Le 16 décembre 1996**

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Contrats ayant fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996*

EXERCICE 1996-1997

Contractant	Objet	Mandat (demandeur)	Montant initial	Montant du surplus	Raison du dépassement
Les Copies de la capitale inc.	Expertise en reprographie et reliure pour les différents documents produits par le BAPE dont les rapports, contrat finissant le 31 août 1996	Service des communications	25 000,00 \$	1 132,65 \$	Augmentation du volume du rapport sur le projet de ligne Duvernay-Anjou à 315 kV
Éditia inc.	Expertise en révision linguistique	Service des communications	9 995,00 \$	905,00 \$	Volume des travaux découlant du mandat de la gestion des matières résiduelles au Québec
Groupe conseil Roche ltée	Expertise d'analyse légale, administrative et économique relative aux facteurs d'importation de matières résiduelles et de déchets au Québec	Gestion des matières résiduelles au Québec	9 975,00 \$	2 393,90 \$	Ajout d'éléments (recyclage et valorisation) à traiter pour mieux répondre aux besoins de la commission
Racine, Anne	Expertise sur les politiques et les organisations (société de gestion), les élaborations et leurs évaluations	Gestion des matières résiduelles au Québec	21 000,00 \$	5 206,25 \$	Charge de travail plus élevée et période plus longue que prévues en raison de la quantité et de la complexité des éléments à traiter

## BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Dépenses encourues au cours de l'année budgétaire 1996-1997 pour les items suivants :*

Photocopie	104 198 \$
Télécopie <sup>(1)</sup>	1 437 \$
Téléphonie cellulaire <sup>(1)</sup>	9 011 \$
Téléavertisseurs	0 \$
Mobilier de bureau	2 630 \$
Fournitures (toutes sans exception)	26 671 \$
Eau de source	1 150 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas	
• Frais de transport (automobile, train, taxi)	20 593 \$
• Frais d'hébergement et de repas	<u>75 252 \$</u>
	95 845 \$
Ressourcement ou préparation à la retraite	0 \$
Congrès, colloques, session de perfectionnement ou ressourcement	
• Au Québec	23 907 \$
• À l'extérieur du Québec	<u>4 183 \$</u>
	28 090 \$

<sup>(1)</sup> Factures disponibles de avril à octobre 1996.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Véhicules loués par le BAPE en 1996-1997*

Le BAPE a loué jusqu'à présent 141 véhicules en 1996-1997 pour un montant d'environ 22 726 \$. La majorité des locations est reliée aux déplacements nécessités par la réalisation des mandats (périodes d'information, médiations, audiences publiques) que le Ministre lui confie. Vous trouverez ci-joint un exemple de location d'un véhicule à cet effet.

La location des véhicules est faite à partir de l'offre permanente mise en place par les Services gouvernementaux.

Le nombre de véhicules éventuellement loués en 1997-1998 est proportionnellement relié au nombre de mandats qui seront réalisés par le BAPE.

L'information relative à chacune des locations 1996-1997 est disponible sur demande.



C O U C H E R	<input type="checkbox"/> COMMANDE LOCALE: 17 CL-
	<input checked="" type="checkbox"/> DEMANDE DE LIVRAISON: 16 DL- aux conditions du contrat ouvert (numéro) ou de l'offre permanente: 040001

547214

Page 1 DE 1

Date de rédaction: 9 janvier 1997

F O U R N I S S E U R	<b>A.J.R. Simard</b> Société en commande Via Route 2605, boul. Wilfrid-Hamel Québec (Québec) G1P 2H9 Att. : Serge Pichette Tél. : 682-2660	REGION AD- MINISTRATIVE 1 7 13 2 8 14 3 9 15 4 10 16 5 11 HQ 6 12 HC	A C Q U I S S E U R	<b>Bureau d'audiences publiques sur l'environnement</b> 625, rue Saint-Amable, 2e étage Québec (Québec) G1R 2G5	REGION AD- MINISTRATIVE 1 7 13 2 8 14 3 9 15 4 10 16 5 11 HQ 6 12 HC
	Aucune modification à cette commande locale (CL) ou à cette demande de livraison (DL) ne peut être faite sans l'approbation de l'acquéreur. Le numéro de commande doit apparaître sur les emballages, les factures, les connaissements, les feuilles d'expédition et de livraison.  Le fournisseur est tenu de fournir en français l'étiquetage, la facturation, la documentation, le mode d'emploi, l'emballage, le certificat de garantie relatif à un bien et doit satisfaire à toutes autres exigences linguistiques spécifiées au présent document dans le cas d'une CL ou au contrat ouvert ou à une offre permanente dans le cas d'une DL.	<b>BAPE</b> <b>Roc Gagnéux</b>		ENVOYEZ L'ORIGINAL ET 2 COPIES DE LA FACTURE À	
Pour renseignements s'adresser à: nom: <b>Claude Nadeau</b> téléphone: <b>643-6415</b>					

**DÉCLARATION AUX FINS DE L'EXEMPTION DE LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC ET DE LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES:** Ceci certifie que les biens ou services désignés sont commandés ou achetés avec les deniers de la Couronne par l'acquéreur pour son utilisation propre et que, conséquemment, ils ne sont pas assujettis à la taxe de vente du Québec (TVQ) ni à la taxe sur les produits et services (TPS).

ARTICLE	QUANTITÉ	DESCRIPTION	UNITÉ DE MESURE	PRIX UNITAIRE NET	TOTAL NET
	1	Location de voiture de tourisme catégorie I  Période : 4 février au 6 février 1997  Livraison  Prise de possession : 1997-02-04 à 13 h 30  Retour : 1997-02-06 à 12 h 00  Frais d'essence  Dossier : régénération forestière par le MRN (période d'information)	Jr	37 \$	74 \$          30 \$

Date de livraison 1997-02-04	FAB	Le certificat d'exemption de la TPS et de la TVQ ne s'applique pas lors- TPS _
Conditions	Destination	que l'acquéreur inscrit ci-contre le montant de la TPS et de la TVQ. TVQ

Code Trans	Min/org	Ex.	Numéro d'engagement			Centre Resp	Pro.	Élé. pro.	C.C.	Cat.	Sous Cat.	S.-S. cat.	Statistique	Infra- structure	Montant
230	256	96	16	547214		0200	04	01	1	06	23				104 \$

Date			Numéro du fournisseur		Code B	Sta- tus	Engagement antérieur			Date de livraison			Conditions de paiement		GR	CL	CT
an	ms	jr	Préf	No dossier	Suff		Préf	Numéro	Suff.	an	ms	jr	%	jours			
97	01	09				9	3	25	550195	01							

MINISTÈRE DU ORGANISME - Division/District/Service/Direction <i>[Signature]</i> 97-01-09 Fonctionnaire autorisé Date	MINISTÈRE DU ORGANISME - Responsable de l'approvisionnement <i>[Signature]</i> 97-01-09 Signature Date
MINISTÈRE DU ORGANISME - Demande d'imputation - Engagement <i>[Signature]</i> 97/01/09 Fonctionnaire autorisé Date	CONTRÔLEUR DES FINANCES - Certificat d'imputation et de disponibilité budgétaire 96-97 5419 Signature Date



BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Cotisations payées par l'employeur au cours de l'exercice financier 1996-1997 pour permettre à  
des membres du personnel de faire partie de corporations professionnelles*

NOM	FONCTION	ASSOCIATION OU CORPORATION	COÛT
Jean-Claude Dallaire	Conseiller juridique	Barreau du Québec	713,00 \$
		TOTAL	713,00 \$

## BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre et répartition du personnel total masculin, féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles

1996-1997			Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles		Moins de 30 ans	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Dirigeants et membres d'organisme	3	5										
Personnel d'encadrement	--	1										
Professionnels	14	14								1		
Fonctionnaires et ouvriers	20	4		1					1		3	1
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>24</b>		<b>1</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>2</b>		<b>4</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>60 %</b>	<b>40 %</b>		<b>2 %</b>		<b>0 %</b>		<b>0 %</b>		<b>3 %</b>		<b>6 %</b>

1997-1998			Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles		Moins de 30 ans	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Dirigeants et membres d'organisme	3	4										
Personnel d'encadrement	--	1										
Professionnels	13	13								1		
Fonctionnaires et ouvriers	19	7		1					1		3	1
<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>25</b>		<b>1</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>2</b>		<b>4</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>58 %</b>	<b>42 %</b>		<b>2 %</b>		<b>0 %</b>		<b>0 %</b>		<b>3 %</b>		<b>6 %</b>

## BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Jours de congé de maladie 1996-1997 au 1<sup>er</sup> mars 1997*

	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
<b>Cadres intermédiaires</b>												
	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0
<b>Professionnels</b>												
	20,5	35,5	29,0	13,0	17,0	6,0	34,5	13,5	8,5	11,0	10,0	198,5
<b>Fonctionnaires</b>												
	9,5	26,0	17,0	13,0	3,5	17,5	12,0	5,0	8,5	1,0	2,5	115,5
<b>Aucune catégorie</b>												
	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0	3,5	2,0	2,0	2,0	1,0	0,0	13,5

## BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Heures supplémentaires 1996-1997*

	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
<b>1996-1997</b>												
<b>Professionnels</b>												
Heures effectuées	431,86	310,00	172,00	99,13	169,38	171,62	82,41	252,29	80,37	271,00	283,21	2 323,27
Heures payées	129,50	106,50	121,50	38,75	77,50	52,25	25,91	65,25	14,63	151,50	219,58	1 002,87
Montant (\$)	3 288,89	3 150,51	3 493,55	1 104,53	2 143,08	1 495,28	739,97	2 043,12	397,89	4 664,69	6 208,60	28 730,11
Heures compensées en temps	302,36	203,50	50,50	60,38	91,88	119,37	56,50	187,04	65,74	119,50	63,63	1 320,40
Montant (\$)	9 151,38	5 952,38	1 590,75	1 901,98	2 699,16	3 427,12	1 695,94	5 734,81	2 009,22	3 593,71	1 906,43	39 662,88
<b>Fonctionnaires</b>												
Heures effectuées	375,61	281,04	156,00	16,25	165,99	163,00	42,49	95,75	68,50	114,33	443,66	1 922,62
Heures payées	243,21	169,13	107,25	6,75	94,68	45,75	22,60	59,00	17,45	60,00	209,76	1 035,58
Montant (\$)	6 070,21	4 183,79	2 585,96	199,80	2 165,61	1 229,96	521,15	1 476,95	396,22	1 638,95	5 014,82	25 483,42
Heures compensées en temps	132,40	111,91	48,75	9,50	71,31	117,25	19,89	36,75	51,05	54,33	233,90	887,04
Montant (\$)	3 514,69	2 773,49	1 252,58	209,82	1 867,65	3 287,64	510,86	936,40	1 478,58	1 289,36	6 086,99	23 208,06

\* Données disponibles jusqu'au 1997-03-01

M.A.J. : 1997-03-14

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Heures supplémentaires 1996-1997

	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
1996-1997												
Étudiants												
Heures effectuées	0,00	68,50	50,64	107,81	137,75	112,75	0,00	40,50	50,00	39,50	0,00	607,45
Heures payées	0,00	61,50	18,98	104,48	123,75	112,75	0,00	40,50	50,00	39,50	0,00	551,46
Montant (\$)	0,00	890,97	365,92	1 645,70	2 250,33	2 348,07	0,00	824,58	1 018,00	804,22	0,00	10 147,79
Heures compensées en temps	0,00	7,00	31,66	3,33	14,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55,99
Montant (\$)	0,00	107,28	350,30	34,87	285,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	777,49

\* Données disponibles jusqu'au 1997-03-01

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Jours de vacances 1996-1997 au 1<sup>er</sup> mars 1997*

	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
<b>Cadres intermédiaires</b>												
	4,0	0,5	0,0	13,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	19,0
<b>Professionnels</b>												
	5,0	8,5	20,5	177,0	50,5	22,5	2,5	4,5	25,0	39,5	28,5	384,0
<b>Fonctionnaires</b>												
	16,0	12,5	27,0	199,5	61,5	7,0	8,5	4,5	28,5	33,0	5,0	403,0
<b>Aucune catégorie</b>												
	0,0	0,0	11,0	15,0	22,0	10,0	1,0	2,0	1,0	30,0	20,0	112,0

## BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Évolution des effectifs réguliers*

	1996-1997
Dirigeants et membres d'organismes	7
Cadres supérieurs et intermédiaires	1
Professionnels	19
Fonctionnaires et ouvriers	10
Total	37

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Évolution du nombre d'employés bénéficiant du traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir*

Aucun employé ne bénéficie de traitement additionnel relié à la complexité des tâches.



BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie*

Un employé professionnel masculin reçoit une prime de chef d'équipe.

## BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Nombre de postes par catégorie d'emploi*

	1996-1997
Dirigeants et membres d'organismes	8
Cadres supérieurs et intermédiaires	1
Professionnels	28
Fonctionnaires et ouvriers	23
Total	60

## BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels*

	1996-1997
Occasionnels	23
Temporaires	--
Contractuels	--
Total	23

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Outre les locations faites par la SIQ, listes des espaces loués*

Aucun espace, à l'exception de ceux loués par la SIQ, n'a été loué à des firmes au cours de l'exercice financier 1996-1997.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Contrats attribués en 1996-1997 à des firmes de communication, de recherche ou de relations puliques*

Aucun contrat de la nature de ceux susmentionnés n'a été attribué en 1996-1997.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 1996-1997*

Ministère, Environnement et Faune

Programme 4, Organismes-conseils

Élément 1, Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Les crédits périmés du BAPE se situeront probablement entre 0 \$ et 100 000 \$, i.e. moins de 2 % du budget actuel de 5 803 100 \$.

Les crédits périmés véritables ne seront connus que vers la fin avril 1997 étant donné les coûts engendrés au cours du mois de mars 1997 par les audiences publiques portant sur le programme de dégagement de la régénération forestière et par les médiations en cours à Saint-Alban et à Saint-Rosaire.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi*

Aucune personne n'a été mise en disponibilité au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère*

Aucun employé du BAPE ne correspond aux critères susmentionnés.



BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres*

Aucune personne rémunérée par le ministère et affectée à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au Ministère*

Aucune personne rémunérée par des organismes parapublics non gouvernementaux et affectée au Ministère.

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Matériel informatique déclaré en surplus pour les années 1995-1996 et 1996-1997*

Les équipements de la liste ci-annexée ont été envoyés à la firme Les Établissements du gentilhomme inc. qui en assure la vente pour le gouvernement.

**AVIS D'ELIBERATION  
CONNAISSANCE**

[illegible]

Remarques	<p><b>N.B.: IL EST IMPORTANT DE CONTACTER LE RESPONSABLE DE L'ENTREPOT POUR PLANIFIER VOTRE LIVRAISON. UNE COPIE DU CONNAISSEMENT EST OBLIGATOIRE, SINON LE RESPONSABLE DE L'ENTREPOT REFUSERA LA MARCHANDISE.</b></p>
-----------	--

<b>Autorisé par</b>	Signature	Téléphone	Date

Transporteur	Signature de l'expéditeur	Date
	Signature du représentant du transporteur	Date
Il est mutuellement convenu que tout voiturier ou toute autre personne intéressée dans le transport des marchandises énumérées ci-dessus est assujéti à tous les termes, conditions et restrictions du Règlement # 6 adopté en vertu du chapitre T-12 par la Commission des transports du Québec, lesquels, par référence, font partie dudit connaissement abrégé comme s'ils y étaient au long récités.	Destinataire	Date

## 6. REQUÉRANT

## DÉCLARATION DE SURPLUS

1. Ministère/organisme : Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1. N° de ministère : 256	3. ADRESSE DE REMISAGE DU SURPLUS N° : Rue : 625, rue Saint-Amable, 2e étage Québec (Québec) Code postal : G1R 2G5
2. Unité adm. : Administration	2. Date : 1995-10-25	4. NOM DU REPRÉSENTANT SUR DES JUDICIAIRES Nom : Stéphane Moreau Téléphone : 528-9687 Adresse (si différente de la case 2) :
		5. RESPONSABLE DE LA PERCEPTION DU PAIEMENT (SI DIFFÉRENT DE LA CASE 4) Nom : Téléphone : Adresse :

23. Notre numéro :

Numéro de référence à l'usage  
du ministère/organisme

130856

E	État
1	Neuf
2	Neuf, altéré par le vieillissement
3	Usagé, utilisable tel quel
4	Usagé, utilisable avec réparation
5	Usagé, non utilisable, récupérable pour les pièces ou recyclage.

**N.B. NOTRE  
CHOIX DE  
MARCHÉS EST  
DIRECTEMENT  
RELIÉ À LA  
QUALITÉ DES  
INFORMATIONS  
INSCRITES  
SUR CETTE  
DÉCLARATION.**

[illegible]

**17. Raison du surplus :**

**LE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION ÉMIS PAR LA S.A.A.Q. DOIT ÊTRE ANNEXÉ À CE DOCUMENT POUR TOUT VÉHICULE ROUTIER DÉCLARÉ SURPLUS.**

18. Déclaration préparée par :  528-9687 Téléphone	19. Approbation :  25-11-09 Date Chef de service ou directeur	20. Signature :  25/11/09 Date Responsable de l'approuvancement
---	---	--

21. RECOMMANDATIONS DU MINISTRE ET ACHETEURS INTERESSES (S'IL Y A LIEU)	22. A L'USAGE DU SERVICE DE LA GESTION DES SURPLUS

Art.	N° boîte	Quantité	Description ou nom	Marque	Modèle	N° série	E
1	1	1	Écran 12" mono (blanc)	OLIVETTI	MDU 1231	5258492	4
2	2	1	Écran 12" mono (blanc)	IBM PS/2	8503-001	72-0580186	4
3	9	1	Écran 12" mono (blanc)	IBM PS/2	8503-001	72-0580184	4
4	11	1	Écran 12" mono (ambré)	SAMSUNG		3822001151	3
5	13	1	Écran 12" mono (blanc)	IBM PS/2	8503-001	72-0705198	4
6	12	1	Écran 12" mono (blanc)	IBM PS/2	8503-001	72-0814324	4
7	14	1	Écran mono 12"	AMDEK	310-A	6370170	3
8	16	1	Écran mono 12"	AMDEK	310-A	5500537	3
9	17	1	Écran 12" mono (blanc)	IBM PS/2	8503-001	720582612	4
10	19	1	Écran 12" mono (blanc)	IBM PS/2	8503-001	720814323	4
11	22	1	Écran 12" mono (blanc)	IBM PS/2	8503-001	720582610	4
12	23	1	Écran 12" mono (blanc)	IBM PS/2	8503-001	720814321	4
13	27	1	Écran VGA 12" mono (blanc)	IBM PS/2	8503-001	720429348	4
14	28	1	Écran VGA 12" mono (blanc)	IBM PS/2	8503-001	720582611	4
15	29	1	Écran couleur 12"	IBM	5153	1435437	3
16	31	1	Écran mono 12"	AMDEK	310-A	4486222	3
17	36	1	Écran mono 12"	EPSON	EQUITY I	AH-N44895	4
18	44	1	Écran mono 12"	XIOS	7405	144962	4
19	49	1	Écran VGA 12" couleur	OLIVETTI	CDU 1431	5787224	4

E	État
<input type="checkbox"/> 1	Neuf
<input type="checkbox"/> 2	Neuf, altéré par le vieillissement
<input type="checkbox"/> 3	Usagé, utilisable tel quel
<input type="checkbox"/> 4	Usagé, utilisable avec réparation
<input type="checkbox"/> 5	Usagé, non utilisable, récupérable pour les pièces ou recyclage

Art.	N° boîte	Quantité	Description ou nom	Marque	Modèle	N° série	E
1	24	1	Imprimante matricielle (9 pins) port série et parallèle	EPSON	LX 810	OA501493902	3
	24	1	Imprimante matricielle (9 pins)	TOSHIBA	P351	ZC14803	3
2	48	1	Imprimante matricielle (9 pins)	EPSON	LQ1000	05005813	3
3	32	1	Imprimante laser	TOSHIBA	Page Laser 12	2K712556	3
4	46	3	Cartouche d'encre pour imprimante laser	TOSHIBA	T/L200/C		3
5	38	1	Imprimante matricielle (9 pins)	EPSON	LQ1000	05005807	3
	38	1	Imprimante matricielle (9 pins)	EPSON	LQ1000	05005818	3
	38	1	Imprimante matricielle (9 pins)	EPSON	LQ1000	05005821	3
6	40	1	Imprimante matricielle	FUJITSU	DL3600	MA935057	3
7	41	1	Imprimante matricielle	FUJITSU	DL3450	UT504360	3
8	42	1	Imprimante matricielle	FUJITSU	LQ1000	05005808	3
	42	1	Imprimante matricielle	FUJITSU	LQ1000	05005817	3
	42	1	Imprimante matricielle	FUJITSU	LQ1000	05005814	3

E	État
<input type="checkbox"/>	Neuf
<input checked="" type="checkbox"/>	Neuf, altéré par le vieillissement
<input checked="" type="checkbox"/>	Usagé, utilisable tel quel
<input checked="" type="checkbox"/>	Usagé, utilisable avec réparation
<input checked="" type="checkbox"/>	Usagé, non utilisable, récupérable pour les pièces ou recyclage

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Équipement informatique déclaré en surplus  
Référence 13084

Art.	N° boîte	Quantité	Description ou nom	Marque	Modèle	N° série	E
1	3	1	Micro-ordinateur XT, HD 30 Meg, lecteur 3¼, lecteur 5¼	MAGITRONIC	XT	SYS8808744	5
	3	1	Micro-ordinateur XT, HD 20 Meg, lecteur 3¼, lecteur 5¼	EPSON	EQUITY-I	0232043552	5
	3	1	Clavier pour EPSON XT	EPSON	101-T		3
2	5	1	Micro-ordinateur 386, lecteur 5¼	COMPAQ	DESKPRO 2570	4644AJ2B1155	3
	5	1	Clavier pour COMPAQ DESKPRO	COMPAQ			3
3	8	1	Micro-ordinateur portable, HD 40 Mo, lecteur 3¼	EPSON	LT386SX	247003455	4
4	15	1	Micro-ordinateur PC	IBM PC	5150	12156235150	3
5	20	1	Micro-ordinateur AT IBM + clavier	IBM	5170	1931165170	3
6	21	1	Micro-ordinateur PC IBM + clavier	IBM	5150	09701855150	3
7	25	1	Micro-ordinateur portable	COMPAQ	10170	155203280051	3
8	39	1	Micro-ordinateur PC IBM	IBM	5150	1828795150	3
9	45	1	Micro-ordinateur AT	IBM	PS2/30	23-9055741	5
	45	1	Clavier 101 touches	OLIVETTI	M300		5
	45	1	Clavier 101 touches	STANDARD			5
	45	1	Clavier 101 touches	XIOS			5

E	État
<input type="checkbox"/> 1	Neuf
<input type="checkbox"/> 2	Neuf, altéré par le vieillissement
<input type="checkbox"/> 3	Usagé, utilisable tel quel
<input type="checkbox"/> 4	Usagé, utilisable avec réparation
<input type="checkbox"/> 5	Usagé, non utilisable, récupérable pour les pièces ou recyclage



Art.	N° boîte	Quantité	Description ou note	Marque	Modèle	N° série	E
1	6	1	Carte IX etherlink PC	3COM			3
	6	6	Carte ethernet	3COM			3
2	7	10	Carte tokenlink, avec documentation et disquettes 5¼	3COM			3
3	10	4	Carte etherlink PC	3COM			3
	10	5	Carte ethernet AT	3COM			3
	10	4	Carte inboard + câbles AT	INTEL			3
	10	1	Carte inboard AT	INTEL			3
	10	1	Carte contrôleur TLC 150x²	TEC-MAR			3
	10	1	Carte 1,2 Meg AST Advantage	AST			3
	10	1	Carte PC/3278	IRMA			3
	10	2	Carte contrôleur MCA	TECMAR			3
	10	1	Carte EGA AST-3G	AST			3
	10	1	Carte mono	COR-BIT			3
4	47	1	Carte/composantes diverses/lecteur 5¼/etc.				5
5	30	3	Lecteur externe 5¼	IBM	4869	#860533918 #860154099 #860534375	3
	30	2	Adapteur pour lecteur 5¼ externe				3
	30	1	Adapteur pour lecteur 5¼ externe PS2/80				3
6	33	6	Coffret pour composantes (MAUTOKENRING)	IBM			3
7	34	6	Coffret pour composantes (MAUTOKENRING)	IBM			3
8	35	2	Coffret pour composantes (MAUTOKENRING)	IBM			3

E	État
<input type="checkbox"/> 1	Neuf
<input type="checkbox"/> 2	Neuf, altéré par le vieillissement
<input type="checkbox"/> 3	Usagé, utilisable tel quel
<input type="checkbox"/> 4	Usagé, utilisable avec réparation
<input type="checkbox"/> 5	Usagé, non utilisable, récupérable pour les pièces ou recyclage

# ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE DECLARÉ EN SURPLUS

Annexe 1.34

Art. no.	UNITÉ DE BASE DU P.C.								ÉCRAN		CLAVIER		IMPRIMANTE	
	Marque / Modèle	Type d'appareil (no. série)	Année/achat	CARTE	TYPE LECTEUR	CAPACITÉ DISQUE RIGIDE	COMPATIBILITÉ	État <sup>1</sup>	Périphériques	État <sup>1</sup>	Périphériques	État <sup>1</sup>	Périphériques	État <sup>1</sup>
	Philips 3103	XT-9086 1234567890	1984	IRMA	2 lecteurs 360K	20 meg	IBM	3	B.T.C.-101 1234567890	3	Unitek 1234567890	4	Epson FX 100 1234567890	3
1	EPSON EQUITY I Boîte 4	XT 0252008967	--	HERCULE	1 5¼ (320K) 1 3½ (720K)	20 meg	IBM	3	EPSON EQUITY I AHN44885	3	EPSON-101	3	--	-
2	OGIVAR SYSTEM III Boîte 18	XT 048555QXE	--	HERCULE	1 5¼ (320K) 1 3½ (720K)	20 meg	IBM	3	14" ambré # CH1403	3	Clavier 101-T	3	--	-
3	OGIVAR PANAMA Boîte 26	XT XE040856	--	HERCULE	1 320K 1 720K	20 meg	IBM	3	COMTERN #86010385	3	Clavier 101T	3	--	-
4	OPTIMA S Boîte 43	ST EP931362	--	HERCULE	1 320K 1 360K	20 meg	IBM	3	COLDSTAR 12" #MS 80100139	3	Clavier 101-T	3	--	-

1. ☐ 1 Neuf    ☐ 2 Neuf abîmé par le vieillissement    ☐ 3 Usage utilisable tel quel ou défectueux dont le fonctionnement n'est pas altéré    ☐ 4 Usage utilisable avec réparation    ☐ 5 Usage non utilisable ou récupérable pour les pièces ou le recyclage



J 57  
**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES** <sup>1987-88</sup> ~~1986-87~~

**DOCUMENT I**

**DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**PARTIE II : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**



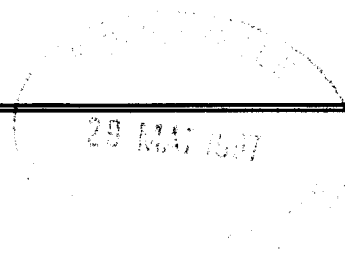
**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1996-1997**

**DOCUMENT I**

**DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**PARTIE II : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**



ES

5892

1997/98

122

72

2000

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998**

**DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**PARTIE II : DEMANDES PARTICULIÈRES**

<b>QUESTIONS</b>	<b>Page</b>
1. Mandats donnés à la SIQ pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats pour 1996-1997 pour le MEF, le BAPE et Recyc-Québec.	1
2. Ventilation pour 1996-1997 du budget, de l'effectif, des inspecteurs et des enquêteurs, des directions régionales du ministère de l'Environnement et de la Faune, du BAPE et de Recyc-Québec.	8
3. Noms et nombre d'entreprises poursuivies au programme d'assainissement industriel et nombre d'ententes d'assainissement signées en 1996-1997.	13
4. Copie des rapports des bassins des rivières du Québec effectués en 1996-1997.	14
5. Liste des organismes subventionnés par le Ministère avec la description des programmes et les montants accordés.	15
6. Ventilation des paiements de transferts en 1996-1997 : a) du programme Action-environnement : b) des projets de recherche et de développement.	17
7. Liste des Conseils régionaux en environnement, avec les membres de leur conseil d'administration ainsi que leur budget et les subventions du ministère de l'Environnement et de la Faune pour 1996-1997 et prévisions pour 1997-1998.	24
8. Nombre d'enquêtes menées par la Direction des enquêtes du MEF, qui ont abouti à des poursuites par le procureur général et nombre d'entre elles qui se sont soldées en faveur du MEF. Liste des chefs d'accusation. Nombre de condamnation et ventilation du montant des amendes.	29
9. Liste des sites d'enfouissement sanitaire, des dépôts en tranchée, des dépôts de matériaux secs et des dépotoirs, pour chacune des directions régionales du MEF, avec le nombre de visites, la date de la dernière visite du Ministère et l'état de conformité des sites aux lois et règlements du ministère de l'Environnement et de la Faune.	30
10. Lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification au ministère de l'Environnement et de la Faune, au 31 mars 1997, avec date du début du processus et état d'avancement des travaux.	75
11. Bilan, au 31 mars 1997, des travaux de la Table ronde sur l'environnement et l'économie, nombre de réunions et projets en cours.	90
12. Liste des membres de l'assemblée permanente Environnement et Faune et du groupe Forum-Faune. Nombre de réunions tenues en 1996-1997 avec copie des ordres du jour et procès-verbaux des réunions.	91
13. Bilan, au 31 mars 1997, des subventions ou autres allouées par Recyc-Québec dans le cadre du Programme d'aide à la réutilisation des pneus hors d'usage.	92
14. Bilan des subventions allouées par Recyc-Québec en 1996-1997, selon les programmes qu'elle administre.	93



QUESTIONS (suite)	Page
15. Liste des avis et des études demandés depuis septembre 1994, relativement à l'élimination des BPC.	95
16. Liste des contrats accordés pour déterminer le processus qui devrait être mis en place pour éliminer les BPC, depuis le 26 septembre 1994.	96
17. Échéancier des travaux visant l'élimination des BPC à Baie-Comeau, St-Basile-le-Grand et Shawinigan-sud.	97
18. Coûts de la gestion et de la destruction des BPC depuis septembre 1994.	98
19. Liste des membres du BAPE, incluant leur salaire, leur curriculum vitae ainsi que les dossiers qui leur ont été assignés.	99
20. Liste des membres du personnel de Recyc-Québec, en joignant leur curriculum vitae et en indiquant leur salaire et leur lieu d'assignation.	126
21. Copie du plan de développement 1996-1999 de Recyc-Québec.	127
22. Copie de l'entente sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de 1996.	128
23. État de situation et échéancier quant à l'augmentation de la consigne sur les cannettes.	129
24. Nombre de membres, de résidus (description) inscrits et de transactions à la bourse québécoise de matières secondaires depuis 1993 pour chaque année subséquente.	130
25. Liste des contrats octroyés en 1996-1997 par le BAPE et Recyc-Québec.	133
26. Ventilation des coûts et des dépenses relatives à l'enquête publique sur les déchets solides réalisée par le BAPE et liste du personnel ayant participé à cette enquête, en spécifiant le ministère d'où ils proviennent.	137
27. Nombre de mandats confiés au BAPE depuis 1994, avec description, titre des dossiers et échéancier des mandats.	145
28. Population, nombre de foyers et municipalités desservies par Collecte sélective Québec. Sommes versées par le gouvernement du Québec à Collecte sélective Québec en 1996-1997.	148
29. État de situation du dossier des lagunes de Mercier, réalisations et nombre de rencontres du Comité technique, du Comité consultatif interministériel (CCI) et du Comité de suivi pour 1996-1997. Copie du rapport et échéancier des travaux préparés par le Comité technique. Échéancier pour la mise en place du Centre de recherche en environnement aux abords des lagunes.	149
30. Copie de la stratégie de gestion intégrée des boues usées, avec échéancier de son application.	151
31. État de situation de la gestion des surplus de fumiers et de lisiers pour l'ensemble de la province.	152
32. Copie du rapport suivant l'entente intervenue à la table de concertation responsable de la mise au point du futur règlement sur la gestion des fumiers au Québec, avec l'UPA, le MAPAQ, le MEF, les meuniers et les coopératives.	189

<b>QUESTIONS (suite)</b>	<b>Page</b>
33. Liste des espèces fauniques menacées.	190
34. Actions posées par le MEF auprès du gouvernement et des différents ministères, régies, sociétés, etc. afin de promouvoir le recyclage, la réutilisation et la récupération et plan d'action pour 1997-1998.	192
35. État de situation et liste des piscicultures, avec échéancier des fermetures et, pour chacune d'elles, budget d'opération et d'immobilisation.	194
36. État des revenus et des dépenses au cours des trois dernières années et projection, pour 1997-1998, pour le zoo et l'aquarium de Québec.	195
37. Détail de l'achalandage, depuis les trois dernières années, pour le zoo et l'aquarium de Québec ainsi que projection pour 1997-1998.	197
38. À la suite de la politique sur les neiges usées du MEF, liste des municipalités s'étant conformées et de celles qui sont en voie de se rendre conformes. État de situation et échéancier. Quantité de neige rejetée dans les cours d'eau par chacune d'elles. Copie des études techniques réalisées en 1996-1997.	198
39. Liste des parcs, réserves, sanctuaires, habitats fauniques, ZEC, pourvoies et réserves à castors.	203
40. Description, par régions, des immobilisations, des parcs, réserves, ZEC, etc.	217
41. Liste et nombre de chalets ou de places d'hébergement, par régions, en indiquant la date de construction, le coût, le taux d'occupation, le personnel affecté à l'entretien ainsi que ceux qui sont délégués à l'entreprise privée ou sans but lucratif.	232
42. Listes des activités et services, des parcs et autres qui ont été délégués à l'entreprise privée ou sans but lucratif, avec copie des contrats de ces délégations.	238
43. Détails des coûts de l'enquête effectuée par le Comité conseil sur la relance des parcs québécois. Quelles suites seront données aux recommandations du rapport et à quelle date le Ministre entend-il appliquer un coût de 2 \$ comme droit d'accès à un parc.	246
44. Nombre de dossiers d'établissements et d'agrandissement de production animale qui sont à l'étude au MEF pour l'émission d'un certificat d'autorisation pour chaque région administrative : a) date de réception au Ministère; b) nature de la demande; c) nombre d'unités animales; d) municipalités visées.	248
45. En 1996-1997, description et nombre de certificats d'autorisation émis pour des agrandissements ou des établissements de production animale pour chaque région administrative.	272
46. État de situation et échéancier concernant la mise en place d'une politique des eaux. Échéancier et modification législative et/ou réglementaire à prévoir.	276
47. Consultation sur le projet de politique de protection et de conservation des eaux souterraines, plan d'action pour la mise en oeuvre de cette politique et problématique des eaux souterraines. Liste des groupes et individus consultés et copie des mémoires présentés au ministère de l'Environnement et de la Faune.	277

<b>QUESTIONS (suite)</b>	<b>Page</b>
<b>48.</b> Budget et prévision pour les agents de conservation de la faune. Liste des bureaux et nombre d'agents de conservation de la faune aux 31 mars 1994, 1995, 1996, 1997 et prévisions pour le 31 mars 1998.	282
<b>49.</b> Politique et échéancier concernant la déréglementation au ministère de l'Environnement et de la Faune.	284
<b>50.</b> État de situation échéancier quant à l'élargissement du Programme de réduction des rejets industriels.	314
<b>51A.</b> Copie de la classification des rivières du Québec.	315
<b>52B.</b> Copie de la politique de protection du patrimoine.	317
<b>53C.</b> État de situation et échéancier des actions à entreprendre dans le dossier. concernant la contamination de la nappe phréatique dans le secteur de Haldimand de la ville de Gaspé.	318
<b>54D.</b> État de situation concernant les propriétaires riverains de la rivière Richelieu et, entre autres, nombre de propriétaires visés, ceux qui ont signé des baux, ceux qui seront poursuivis, coût des baux, etc.	320
<b>55E.</b> Copie des procédures déposées contre le MEF découlant du sinistre du 19 et 20 juillet 1996. Copie des jugements rendus à ce jour.	323
<b>56F.</b> Liste, coûts et copie des études relatives aux barrages dont la gestion relève du MEF.	367
<b>57G.</b> Copie des études de simulation réalisées par le MEF pour la Commission Nicolet sur les barrages dont il a la gestion.	368
<b>58H.</b> Bilan des sommes dépensées depuis 1991 et prévisions pour 1997-1998 pour la restauration des sites orphelins : a) date; b) site visé; c) argent dépensé.	369
<b>59I.</b> État de situation concernant les projets d'usines d'éthanol. Prévisions budgétaires. Copie des études portant sur l'éthanol.	370



No	Date	Adresse	Description
659568	97-02-17	558 A, St-Jacques nord, CAUSAPSCAL	Installation d'un système d'alarme anti-intrusion
659543	96-12-12	212, Belzile, RIMOUSKI	Climatisation salle informatique
22306	96-01-25	212, Belzile, RIMOUSKI	Regroupement Dir. rég. et rétrocession
22332	96-06-11	365, Ste-Anne, POINTE-AU-PÈRE	Rétrocession d'espace
659523	96-11-14	38, St-Philippe, CABANO	Repeinturage de locaux.
37	96-05-16	2440, Cantin, JONQUIÈRE	Frais de réparation
659508	96-11-01	3950, Harvey, JONQUIÈRE	Aménagement d'une salle informatique
22329	96-05-06	3950, Harvey, JONQUIÈRE	Location temporaire d'espace à Métabetchouan
745498	96-10-15	2440, Cantin, JONQUIÈRE	Fournir et installer 2 supports à canots
15931	93-08-25	1671, du Pont nord, ALMA	Relocalisation bureau de conservation
18631	95-04-21	3415, Rte 170, LA BAIE	Rétrocession d'espace
18645	95-09-20	825, Tanguay, ALMA	Relocalisation de l'entrepôt
745496	96-10-04	3950, Harvey, JONQUIÈRE	Repeindre les murs endommagés
710012	96-02-12	3415, Rte 170, LA BAIE	Réaménagement des postes de travail
22348	96-12-02	3950, Harvey, JONQUIÈRE	Aménagement de postes de travail
22331	96-05-17	3950, Harvey, JONQUIÈRE	Location temporaire d'espace à Métabetchouan
745417	96-03-18	2440, Cantin, JONQUIÈRE	Solidifier la mezzanine
020390	95-11-30	3950, Harvey, JONQUIÈRE	Regroupement MEF Jonquière
22321	96-03-25	3950, Harvey, JONQUIÈRE	Location d'espace à Anse-de-Roche
745486	96-09-13	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir l'éclairage au 6e étage
745490	96-10-01	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Déplacer lien téléphonique
745487	96-09-17	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Déplacer 1 colonnette
745484	96-09-09	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Enlever 2 monuments
659510	96-11-04	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Fabriquer plaque d'identification
659527	96-11-22	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Déplacer 2 luminaires local 30.28
893404	96-09-30	2700, Einstein, STE-FOY	Coût d'opération du magasin de produits chimiques
659511	96-11-08	2700, Einstein, STE-FOY	Installer nouvel appareil I.C.P.
745491	96-10-01	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Ajouter des câbles informatiques
659507	96-10-29	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Faire fabriquer 5 clés pour entrepôt et sous-sol
659541	96-12-12	2700, Einstein, STE-FOY	Recoller 2 tuiles et fournir 4 tuiles pr remplacer
22347	96-11-18	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Rétrocéder local superficie 61.68 m.c.
659516	96-11-13	2700, Einstein, STE-FOY	Relocaliser 1 armoire ventilée bleue
659519	96-11-13	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Annuler 1 monument électrique
659521	96-11-13	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Repeindre mur du bureau
74569		150, René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir et installer 3 câbles informatiques
659549	96-12-20	2700, Einstein, STE-FOY	Nettoyer chambre froide local B-2.110.10
659506	96-10-28	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Déplacer 1 colonnette
659544	96-12-12	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Annuler deux monuments dans puits 44 et 50
659502	96-10-24	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir et installer 2 câbles informatiques
659542	96-12-12	2700, Einstein, STE-FOY	Effectuer branchement d'un four
659540	96-12-03	650, Godin, VANIER	Débrancher four Viking
659538	96-12-09	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Câblage de 10 postes et déplacement câble coax
16512	93-07-01	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Regroupement siège social
659533	96-12-04	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir et installer 3 circuits dédiés au 11eme
260955	94-04-26	2700, Einstein, STE-FOY	Equipement de contrôle
659531	96-12-04	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Fournir et installer circuit 30 ampères 120 V
745467	96-08-12	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Ajout de 4 câbles réseau



No	Date	Adresse	Description
659504	96-10-25	650, Godin, VANIER	Installer portique en toile polyéthylène
659548	96-12-18	2700, Einstein, STE-FOY	Enlever comptoir, étagères et services eau, gaz
745419	96-03-21	2700, Einstein, STE-FOY	installer 1 unité d'éclairage d'urgence
745433	96-04-26	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir estimé pour éclairage sur rail
745469	96-08-12	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Ajout de 2 câbles réseau
745430	96-04-23	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Déplacer 30 lentilles
745429	96-04-19	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Ajout d'un espace de stationnement
745423	96-04-03	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Fournir et installer 1 câble
745457	96-06-28	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Annuler un monument de plancher
745420	96-03-21	930, Chemin Ste-Foy, QUÉBEC	Déplacer 2 colonnettes
745435	96-04-26	930, Chemin Ste-Foy, QUÉBEC	Enlever 6 câbles
745416	96-03-18	4600, Henri-Bourassa, CHARLESBOURG	Déménager remise à carburant
745415	96-03-15	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir 3 panneaux M-304
745414	96-03-13	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir 19 coulisseaux
745413	96-03-13	2700, Einstein, STE-FOY	Enlever table 48' et installer armoire ventilée
745406	96-02-23	2700, Einstein, STE-FOY	Installer 1 câble
745376	96-01-24	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Travaux électriques
745375	96-01-24	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Travaux divers
725441	95-06-12	2700, Einstein, STE-FOY	Evaluer coût d'entretien climatiseur
745422	96-04-02	2700, Einstein, STE-FOY	Réparer fuite de fréon
745454	96-06-14	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir éclairage supplémentaire
659525	96-11-19	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir et installer 2 ferme-portes électro-magné.
745468	96-08-12	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Ajout d'un câble réseau
659535	96-12-05	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Installer 1 câble informatique au 5e et 30e
745466	96-08-12	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Ajout de 9 câbles
22316	96-02-22	360, Franquet, STE-FOY	Rétrocession du local
745431	96-04-24	2700, Einstein, STE-FOY	Installer 1 câble
745455	96-06-20	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Installer 1 câble imp.
745438	96-04-29	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Déplacer 2 câbles
745452	96-06-13	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir matériel pour 5 postes
745450	96-05-21	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Déplacer 1 câble et 1 colonnette
745447	96-05-10	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Installer 1 câble imp.
745446	96-05-10	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	ajouter 1 circuit indépendant
745441	96-05-09	2700, Einstein, STE-FOY	Réparer un réfrigérateur
745443	96-05-09	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Déplacer 4 colonnettes
745499	96-04-10	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir éclairage supplémentaire
745439	96-04-30	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Installer 6 câbles
70000		150, René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir clef pour panneau électrique
745395	96-02-09	2700, Einstein, STE-FOY	Installation d'une hotte à fumée d'acétylène
745458	96-07-08	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Installer 1 câble informatique
745471	96-08-20	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Ajout d'un câble
737482	97-03-07	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Réservation amphithéâtre pour le 7 mars 97
006660	96-04-30	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Transport
745472	96-08-23	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Signalisation du 4e étage
745449	96-05-22	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Signalisation au RC
745494	96-10-04	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Installation de plusieurs tableaux
745462	96-07-12	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Couper 6 bouts de classeurs



No	Date	Adresse	Description
745473	96-08-23	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir et installer un monument de plancher
659532	96-12-04	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Installer commutateur avec compteur
659565	97-02-14	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Déplacer 1 colonnette
659569	97-02-17	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Installer panneau d'identification
737472	97-01-17	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Location amphithéâtre-Michèle Gagnon
737473	97-01-09	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Réservation amphithéâtre- Michèle Gagnon
659545	97-02-12	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Annuler 2 monuments dans puits 44 et 50
659572	97-02-25	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir éclairage aux 10e étage et 9e étage
745481	96-08-29	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir copies de clés
745474	96-08-27	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Ajout d'un câble d'imprimante
659561	97-01-20	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Fixer mur étagères bibliothèque aff. juridiques
659556	97-01-13	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Fournir et installer 1 circuit indépendant de 120V
659547	96-12-13	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Installer 5 câbles informatiques et 1 colonnette
659563	97-02-07	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Installer lettrage "Services au personnel",...
659552	97-01-13	150, René-Lévesque, QUÉBEC	Pose de 3 câbles au 5e étage
659550	97-01-08	2360, Chemin Ste-Foy, STE-FOY	Déplacement de 2 colonnettes
737485	97-01-16	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Réservation salle amphithéâtre
659564	97-02-10	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Câbles supplémentaires au 15-01, 31-05, 46-03
659557	97-01-15	2700, Einstein, STE-FOY	Installer 1 câble Ethernet fourni par client
659562	97-01-22	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Annuler 6 monuments électriques et 6 réseaux
745493	96-10-07	2700, Einstein, STE-FOY	Déboucher drain
745495	96-10-04	675, Boul. René-Lévesque, QUÉBEC	Repeindre espace de bureau
657446	96-08-01	623, Ave de la Station, SHAWINIGAN	Augmenter capacité codes d'accès
20393	96-01-15	623, Ave de la Station, SHAWINIGAN	Réaménagement de postes de travail
745384	96-01-31	623, Ave de la Station, SHAWINIGAN	Travaux de réaménagement
745476	96-08-27	5575, St-Joseph, TROIS-RIVIÈRES O.	Installation d'un système d'alarme
745448	96-05-10	100, Laviolette, TROIS-RIVIÈRES	fournir 2 colonnettes et 1 p.c.
745463	96-07-12	623, Ave de la Station, SHAWINIGAN	Ajouter 2 colonnettes, enlever 2 autres
659526	96-11-20	100, Laviolette, TROIS-RIVIÈRES	Remplacer fils jarretières
657207	96-07-22	100, Laviolette, TROIS-RIVIÈRES	Ajouter circuit électrique
657404	96-07-16	100, Laviolette, TROIS-RIVIÈRES	Gardiennage
658834	96-10-10	100, Laviolette, TROIS-RIVIÈRES	Fournir et installer 10 câbles de raccordement
740923		100, Laviolette, TROIS-RIVIÈRES	Location d'espaces de stationnement 96-97
22311	96-02-12	5527, Frontenac, LAC MÉGANTIC	Relocalisation bureau et entrepôt
22309	96-01-31	770, Goretti, SHERBROOKE	Regroupement du bureau régional
22344	96-10-05	5527, Frontenac, LAC MÉGANTIC	Regroupement des bureaux régionaux
745426	96-04-16	6255, 13e Avenue, MONTRÉAL	Installer système d'alarme
745338		5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Installer 1 tablette au photocopieur
745353		5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Déplacer 2 colonnettes
745459	96-07-09	5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Déplacer 11 colonnettes
745404		5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Enlever colonnettes
745489	96-09-27	5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Modifier serrures bureau 2895
745385		5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Installer 33 cables
022353	97-02-25	5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Rétrocession local 4100 situé au niveau 4000B
745482	96-09-03	5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Installation de 3 grands tableaux
715004	96-06-21	5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Entretien de plantes
24755	96-10-31	6255, 13e Avenue, MONTRÉAL	Déménagement entrepôt à Boucherville



No	Date	Adresse	Description
659522	96-11-04	5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Fournir et installer prise courant 30 ampères
659520	96-11-13	6255, 13e Avenue, MONTRÉAL	Relocaliser 1 des 2 détecteurs mouvement
745400	96-02-21	5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Réparer tablette dans salle de papeterie
24082		6255, 13e Avenue, MONTRÉAL	Annulation entente occupation 01603
22336	96-07-03	5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Abandon d'espace
277312	96-05-22	3675, St-Jean-Baptiste, MONTRÉAL	Installer un système d'évacuation
22353	97-02-24	5199, Sherbrooke Est, MONTRÉAL	Rétrocession local 4100 situé au niveau 4000B
022349	96-12-20	266, rue Notre-Dame, MANIWAKI	Rétrocéder entrepôt superficie de 31,94 m.c.
96112202	96-11-04	98, rue Lois, HULL	Rapport expertise, articulation réseau, R:357736.
19527	94-04-18	277, Papineau, PAPINEAUVILLE	Relocalisation bureau et entrepôt
760052	97-01-31	266, rue Notre-Dame, MANIWAKI	Fournir 2 clefs pour employés occasionnels
357736	96-10-28	98, rue Lois, HULL	Rapport d'expertise, articulation réseau, plan
745437	96-04-29	170, Hotel de Ville, HULL	Débrancher appareils atelier de décontamination
744160		266, rue Notre-Dame, MANIWAKI	Fournir clefs additionnelles
659528	96-11-15	98, rue Lois, HULL	Salle des serveurs, appareil climatisation
246843		98, rue Lois, HULL	Signalisation extérieure
745475	96-08-27	266, rue Notre-Dame, MANIWAKI	Installation d'un système d'alarme
743029	96-12-06	180, Rideau, ROUYN	Alarme anti-intrusion
22343		180, Rideau, ROUYN	Location temporaire résidences Radisson
18644	95-09-20	600, 2e Rue est, LA SARRE	Réaménagement
745436	96-04-26	1155, des Foreurs, VAL D'OR	Installer 1 fenêtre
22302		180, Rideau, ROUYN	Regroupement effectifs
745479	96-08-27	7, des Oblats, VILLE-MARIE	Installation d'un système d'alarme
745500	96-10-15	53, Comeau, BAIE-COMEAU	Construire une mezzanine
659501	96-10-15	53, Comeau, BAIE-COMEAU	Louer espace d'entreposage
745326	95-10-02	585, des Montagnais, SEPT-ILES	Divers travaux dans la salle des agents
22303	96-01-18	818, Laure, SEPT-ILES	Regroupement direction régionale
18635	95-05-29	1325, Boréal, HAVRE-ST-PIERRE	Réaménagement du bureau
715869	96-10-10	53, Comeau, BAIE-COMEAU	Fournir matériaux déplacement section clôture
22342	96-08-27	Route 138 Blanc Sablon, COTE-NORD-GOLF	Rétrocession de la superficie d'entreposage
745478	96-08-27	951, Hamel est, CHIBOUGAMAU	Installation d'un système d'alarme
745477	96-08-27	18, Nottaway, MATAGAMI	Installation d'un système d'alarme
745492	96-10-01	151.10, Kuujuaq, KUUJJUAQ	Achat d'un container
745470	96-08-12	151.10, Kuujuaq, KUUJJUAQ	Divers travaux struc. archit.
22335	96-06-26	10, Ste-Anne ouest, STE-ANNE DES MONTS	Demande d'espace temporaire
22327	96-04-16	224, Principale, CAP-AUX-MEULES	Rétrocession d'espace
22328	96-04-22	10, Ste-Anne ouest, STE-ANNE DES MONTS	Fusion du bureau Conservation de la faune
714072	96-04-03	10, Ste-Anne ouest, STE-ANNE DES MONTS	Installer signalisation
22325	96-04-04	52, St-Francois Xavier, GRANDE-VALLÉE	Annuler un bail et relocaliser les effectifs
22330	96-05-06	10, Ste-Anne ouest, STE-ANNE DES MONTS	Fusion du bureau régional
22338	96-08-12	96, Montée Sandy Beach, GASPÉ	Rétrocession d'espace
745432	96-04-25	700, Notre-Dame Nord, STE-MARIE DE BEAUCE	Installer 4 colonnettes
22337	96-07-31	700, Notre-Dame Nord, STE-MARIE DE BEAUCE	Réaménager espaces volet Faune et Env.
22341	96-07-11	129, Coté, LAURIER STATION	Relocalisation du bureau et de l'entrepôt
022350	96-12-20	693, St-Alphonse Ouest, THETFORD MINES	Rétrocéder local superficie de 71,12 m.c.
745442	96-05-09	700, Notre-Dame Nord, STE-MARIE DE BEAUCE	Déplacer 5 colonnettes
22305	96-01-23	8400, Sous-le-Vent, CHARNY	Regroupement d'effectifs



No	Date	Adresse	Description
745497	96-10-09	700, Notre-Dame Nord, STE-MARIE DE BEAUCE	Déplacer colonnettes et câbles
22320	96-03-14	693, St-Alphonse Ouest, THETFORD MINES	Relocalisation bureau et entrepôt
20389	95-11-30	116, St-Jean-Baptiste ouest, MONTMAGNY	Réaménagement
746309	96-10-15	850, Vanier, LAVAL	Modification de 2 prises électriques
746310	96-11-11	850, Vanier, LAVAL	Lavage tous éconovents et hottes chimiques
708922	96-02-26	257, boul. Ste-Rose, LAVAL	Divers travaux d'aménagement
746319	96-04-29	850, Vanier, LAVAL	demande évacuation de chaleur
22317	96-02-26	257, boul. Ste-Rose, LAVAL	Demande d'espace pour bureau.
708904	96-09-04	257, boul. Ste-Rose, LAVAL	Fournir équipement et main d'oeuvre pour travaux
745425	96-04-11	850, Vanier, LAVAL	ajouter 2 prises de courant
20392	96-01-18	942, St-Louis, JOLIETTE	Regroupement de la direction régionale
22323	96-08-01	600, Brossard, ST-MICHEL-SAINTS	Relocalisation du bureau et de l'entrepôt
763279	97-02-18	942, St-Louis, JOLIETTE	Fournir et installer système d'alarme
745456	96-06-21	5, du Pont, LABELLE	Installer sonnerie et partie vitrée ds porte
18633	95-05-05	515 et 585, Hébert, MONT-LAURIER	Relocalisation bureau et entrepôt
22339	96-08-12	515 et 585, Hébert, MONT-LAURIER	Rétrocession du bureau
745480	96-08-27	5, du Pont, LABELLE	Installation d'un système d'alarme
745409	96-03-04	85, de Martigny Ouest, ST-JÉROME	Déplacer 1 colonnette
22334	96-06-18	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Fusion du bureau régional
22340	96-08-15	30, Ave du Centenaire, VALLEYFIELD	Demande d'espace supplémentaire
745343	95-11-01	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Installer 4 cables coaxiaux
745460	96-07-09	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Installer fils informatiques
745440	96-05-08	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Réaménager la réception
745488	96-09-20	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Déplacer 2 câbles et installer 2 fils
745410	96-03-13	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Exécuter divers travaux
745403		201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Installer 1 colonnette, 1 cable, déplacer 3 cables
709817	96-08-30	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Réparer et repeindre mur.
659566	97-02-14	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Nettoyer les étagères de la collection poissons
745428	96-04-17	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Fournir 2 espaces de stationnement
745464	96-07-24	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Ajout de colonnettes
745434	96-04-26	201, Pl. Charles-Lemoyne, LONGUEUIL	Installer 4 cables





BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Mandats donnés à la Société immobilière du Québec en 1996-1997*

Installation d'une sonnette à l'entrée du bureau 3860 au 5199A, rue Sherbrooke Est à Montréal.

Réaménagement de onze postes de travail pour le regroupement de personnel fonctionnaire et professionnel selon leurs affinités de travail.

Réaménagement de l'entrepôt au sous-sol du 625, rue Saint-Amable à Québec.

Déménagement d'environ 100 boîtes de documents du 620, rue Godin, Vanier au sous-sol du 625, rue Saint-Amable, Québec.

Déménagement de 13 moniteurs informatiques du 875, Grande-Allée Est, 1<sup>er</sup> étage au 625, rue Saint-Amable, 2<sup>e</sup> étage, Québec.

Location d'une salle de conférences au 575, rue Saint-Amable à Québec pour une demi-journée.

M.A.J. : 1997-03-26



**SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE  
RECYCLAGE**

**MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU  
QUÉBEC EN 1996-1997**

**AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ DONNÉ PAR RECYC-QUÉBEC  
EN 1996-1997**



Ministère de l'Environnement et de la Faune  
Budget et effectifs des directions régionales

Direction régionale	1996-97		
	Budget (000 \$)	Effectifs totaux	Nombre d'inspecteurs
Bas Saint-Laurent	5 445,9	98	9
Saguenay -- Lac-Saint-Jean	6 293,2	108	13
Québec	7 575,8	179	14
Mauricie -- Bois-Francs	6 847,5	138	17
Estrie	4 929,7	96	13
Montréal	2 611,0	54	17
Outaouais	5 401,7	103	9
Abitibi-Témiscamingue	6 207,1	111	11
Côte-Nord	4 763,6	85	8
Nord-du-Québec	7 279,6	42	1
Gaspésie -- Îles-de-la-Madeleine	5 910,9	80	4
Chaudière -- Appalaches	4 907,2	91	18
Laval	635,8	15	3
Lanaudière	2 390,0	50	7
Laurentides	8 119,7	130	12
Montréal	7 997,0	151	34
Total	87 315,7	1 531	190

QUESTION 2 D

NOMBRE D'ENQUÊTEURS

	<u>Q</u>	<u>M</u>	<u>TOTAL</u>
Corps d'emploi <u>111</u> + corps d'emploi <u>298</u>	11	22	33
Moins : chefs d'équipe	(1)	(2)	<u>(3)</u>
			30
			<hr/>

**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT***Ventilation du budget 1996-1997*

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement est administré à partir d'un budget unique.

Les crédits votés pour 1996-1997 sont les suivants :

Rémunération	3 226,9 \$
Fonctionnement	1 996,2 \$
Capital	<u>20,0 \$</u>
	5 243,1 \$

Pour un effectif total de 62 ETC.





SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE  
SOMMAIRE BUDGÉTAIRE  
DE L'ANNÉE DÉBUTANT LE 1er AVRIL 1996

BUDGET  
96/97

REVENUS

Placements	2 200 000\$
Revenus sur prêt & investissement	
Revenus d'honoraires & d'intérêt sur prêt	40 000\$
Moins: Provision pour perte éventuelle	<u>(450 000\$)</u>
	(410 000\$)
Autres	<u>100 000\$</u>
	<b><u>1 890 000\$</u></b>

DEPENSES

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX	2 240 000
ADMINISTRATION	1 043 000\$
COMMUNICATIONS & MARKETING	<u>456 000\$</u>
	<b><u>3 739 000\$</u></b>
EXCÉDENT (DÉFICIT) AVANT COÛT DES PROGRAMMES	<b><u>(1 849 000)</u></b>

COÛT DES PROGRAMMES

Consignes sur les C.R.U.: taux de récupération	75,0%
Remboursement de consignes (0.05\$)	41 250 000\$
Primes d'encouragement à la récupération (0.02\$)	<u>16 300 000\$</u>
Sous-total	57 550 000\$
Moins: Consignes perçues	<u>55 000 000\$</u>
Déficit net sur consignes	2 550 000\$
Pneus hors d'usage	
Contributions au transport	215 000\$
Contributions au R, R, V, DT	1 435 000\$
Frais de démarrage	<u>250 000\$</u>
	1 900 000\$
Projets éducatifs et de sensibilisation	510 000\$
Développement et expérimentation	<u>435 000\$</u>
	<b><u>5 395 000\$</u></b>
EXCÉDENT (DÉFICIT) NET	<b><u>(7 244 000\$)</u></b>

b) Ventilation des effectifs totaux par localisation au 31 mars 1997

	Montréal	Québec	TOTAL
Employés	31	7	38

c) Ventilation du nombre d'inspecteurs

	Montréal	Québec	Total
Employés	4	0	4

d) Nombre d'enquêteurs

Aucun

**QUESTION 3**

**Noms et nombre d'entreprises poursuivies et liste des entreprises qui ont des ententes d'assainissement signées dans le cadre du Programme d'assainissement industriel, en 1996-1997**

**En 1996-1997, aucune entreprise n'a été poursuivie ou n'a signé une entente d'assainissement dans le cadre du Programme d'assainissement industriel**



**LISTE DES RAPPORTS DE LA DIRECTION DES ÉCOSYSTÈMES  
AQUATIQUES PUBLIÉS EN 1996-1997**

**Note: Les rapports sont fournis à part en trois exemplaires.**

***Études sur la rivière Saint-François : (Septembre 1996)***

- « État de l'écosystème aquatique du bassin versant de la rivière Saint-François, 1991-1995 » (brochure);
- « Le bassin versant de la rivière Saint-François : contamination de l'eau par les métaux et certaines substances toxiques organiques »;
- « Le bassin versant de la rivière Saint-François : contamination du poisson par les métaux et certaines substances toxiques organiques »;
- « Le bassin versant de la rivière Saint-François : les communautés benthiques et l'intégrité biotique du milieu »;
- « Le bassin versant de la rivière Saint-François : les communautés ichtyologiques et l'intégrité biotique du milieu »;
- « Le bassin versant de la rivière Saint-François : état de l'écosystème aquatique et contamination par les substances toxiques - Rapport synthèse ».

***Études sur la rivière Châteauguay : (Octobre 1996)***

- « État de l'écosystème aquatique du bassin de la rivière Châteauguay, 1979-1994 » (brochure);
  - « Qualité des eaux du bassin de la rivière Châteauguay, 1979 à 1994 »;
  - « Le bassin de la rivière Châteauguay : contamination de l'eau par les métaux et certaines substances organiques toxiques »;
  - « Le bassin de la rivière Châteauguay : teneurs en mercure et en BPC des poissons capturés en 1983 et 1993 »;
  - « Le bassin de la rivière Châteauguay : les communautés benthiques et l'intégrité biotique du milieu »;
  - « Le bassin de la rivière Châteauguay : les communautés ichtyologiques et l'intégrité biotique du milieu »;
- « Le bassin de la rivière Châteauguay : état de l'écosystème aquatique - Rapport synthèse ».

***Études sur les rivières Maskinongé et du Loup : (Mars 1997)***

- « Qualité des eaux des rivières Maskinongé et du Loup » (brochure);
- « Qualité des eaux des rivières Maskinongé et du Loup ».

97-04-07



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES ORGANISMES SUBVENTIONNÉES PAR LE MINISTÈRE**  
**1996/1997**

PROGRAMME ÉLÉMENT CR	ACTIVITÉ	BÉNÉFICIAIRE(S)	Montant versé 1996-1997
<b>01-01</b>			
1011	Aide aux autochtones et inuits	Liste en annexe	0,00
1013	Projets à caractère faunique	Liste en annexe	615 500,00
1015	Développement économique du saumon	Liste en annexe	295 933,00
1016	Autres subventions	Liste en annexe	115 000,00
<b>01-02</b>			
2210 (95) 2211 (96)	Fonds de recherche et développement technologique en environnement (FRDTE)	Liste en annexe	2 064 788,00
2212	Projets d'innovation technologique en environ- nement (PITE)	CEGEO Technologies	139 809,57
2211 (95) 2213 (96)	Programme d'aide à la recherche et au développement en environnement (PARDE)	Liste en annexe	64 900,00
2215	Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche "FCAR"		2 000 000,00
<b>01-03</b>			
3000	Aide financière à des ressourceries	Recyc-Québec	75 000,00
3510	Soutien au Comité du bassin de la rivière Chaudière	Comité du bassin de la rivière Chaudière (COBARIC)	0,00
3511	CRIQ - Mécanismes de certification tech- nologique	Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)	0,00
3520	Assainissement de l'air	Communauté urbaine de Montréal	2 194 200,00
3521 (95) 3520 (96)	Formation des inspecteurs municipaux	Association es inspecteurs municipaux en environnement ((AIMEQ)	30 000,00
3720	Projet pilote d'inspection/entretien de véhicules automobiles	Association Québécoise de lutte contre la pollution (AQLPA)	80 000,00
<b>01-04</b>			
0530	Participation du public aux audiences - déluge	Liste en annexe	15 298,20
4000	Secrétariat sur la diversité biologique	Secrétariat de la convention des Nations- Unies sur la diversité biologique	59 699,60
4200	Organismes oeuvrant en environnement	Liste en annexe	623 780,00
4210	Soutien aux Conseil régionaux en environ- nement (CRE)	Liste en annexe	799 886,68
4600	Études environnementales en milieu Inuit	Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK)	0,00
		Commission de la qualité de l'environ- nement Kativik (CQEK)	0,00
4610	Secrétariat de la CCEK et du CQEK	Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK)	42 406,00
		Commission de la qualité de l'environ- nement Kativik (CQEK)	67 206,00
0081	Centres régionaux de récupération et de recy- clage	Liste en annexe	150 000,00
<b>02-01</b>			
6051	Aménagement de la Rivières des Bois-Francis	Corporation des gestion des rivières des Bois-Francis	0,00
6111 (95) 7111 (96)	Bandes des Micmacs - Gesgapégiag	Conseil de bande Gesgapégiag	175 000,00
7019	Aide aux autochtones et inuits	Liste en annexe	4 297 263,00



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS PAR LE MINISTÈRE**  
**1996/1997**

PROGRAMME ÉLÉMENT CR	ACTIVITÉ	BÉNÉFICIAIRE(S)	Montant versé 1996-1997
<b>02-02</b>			
6051 (95) 6040 (96)	Soutien à la délégation des parcs, réserves et autres équipements récréo-touristiques	Liste en annexe	1 740 200,00
<b>02-04</b>			
3100	Soutien aux comités de vigilance - Élimination des BPC	Liste en annexe	385 467,37
6842	Hygiène du milieu en territoire nordique	Liste en annexe	214 000,00
7720	Régularisation du bassin de la rivière des Outaouais	Receveur général du Canada	0,00
6040	Programme expérience de travail	Liste en annexe	217 589,55
<b>02-05</b>			
6154..7254	Programme expérience de travail	Liste en annexe	0,00
<b>03-01</b>			
0910	Organismes sans but lucratif	Liste en annexe	267 000,00
9530	Instances intergouvernementales	Conseil canadien des ministres de l'environnement	189 900,00
		Conseil fédéral/provincial des parcs	6 000,00
		Institut de l'énergie des pays ayant en commun l'usage du français	7 000,00
<b>03-03</b>			
8501 (95) 7560 (96)	Traitement des eaux usées au Parc de récréation d'Oka	Municipalité d'Oka	129 118,39
8905 (95) 9492 (96)	Développement économique du saumon	Liste en annexe	277 967,00
<b>GRAND TOTAL:</b>			<b>17 339 912,36</b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC**  
**PROGRAMME ACTION-ENVIRONNEMENT 1996-1997**  
**LISTE ALPHABÉTIQUE DES PROJETS ACCEPTÉS**

NOM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
Action environnement Drummond	Mauricie-Bois-Francs	04	Le compost, c'est dans ma nature!	1621-15-96-04A029	4 000 \$
Action RE-buts (La coalition montréalaise pour une gestion écolog. et écono. déchets)	Montréal	06	La transformation des déchets en ressources- défis et enjeux du secteur communautaire	1621-15-96-06A208	14 000 \$
Association québécoise des groupes d'ornithologues (A.Q.G.O.)	Montréal	06	Des oiseaux pour ma ville	1621-15-96-06A233	4 000 \$
Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement	Montréal	06	Projet préparatoire à l'événement planet'ère colloque rep'ère et document stag'ère	1621-15-96-06N224	28 000 \$
Centre d'interprétation du milieu écologique du mont Saint-Grégoire	Montréal	16	Ateliers sur la gestion intégrée des déchets domestiques dans le Haut-Richelieu	1621-15-96-16A031	5 000 \$
Centre de formation en entreprise et récupération (CFER Outaouais)	Outaouais	07	Programme de collecte sélective dans les municipalités rurales de l'Outaouais	1621-15-96-07A059	5 000 \$
Centre de gestion et de recyclage des déchets dangereux de l'Estrie	Estrie	05	Guide pratique de gestion des déchets dangereux auprès des petits et moyens générateurs	1621-15-96-05A127	12 000 \$
Centre de la montagne	Montréal	06	Votre nature est en ville - Programme d'animation	1621-15-96-06A044	13 000 \$
Centre de récupération et de recyclage de linge du Grand Montréal	Montréal	16	Collecte sélective pour papier et carton des commerces et industries de Saint-Hubert	1621-15-96-16A003	5 000 \$
Centre québécois du droit de l'environnement	Montréal	06	Municipalité et environnement	1621-15-96-06N231	25 000 \$
Club des ornithologues de Québec inc.	Québec	03	La conservation de notre faune indigène, l'affaire de tout le monde	1621-15-96-03A123	14 000 \$

NOM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	ANNEXE 6A)	
				NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
Coalition Décontamination Mercier	Montréal	16	Promotion et organisation du compostage des feuilles mortes	1621-15-96-16A039	11 000 \$
Comité d'environnement de la Côte-de-Beaupré (CECB)	Québec	03	Projet pilote visant l'aménagement du site d'interprétation du fleuve Saint-Laurent...	1621-15-96-03A116	14 000 \$
Comité de l'environnement de Chicoutimi	Saguenay-Lac-Saint-Jean	02	Des coulées pleines de vies	1621-15-96-02A067	11 500 \$
Comité permanent sur l'environnement à Rouyn-Noranda	Abitibi-Témiscamingue	08	Promotion pour la récolte, le traitement et l'utilisation des résidus de coupe générés...	1621-15-96-08A046	14 000 \$
Conseil régional de l'environnement de l'Estrie	Estrie	05	Je deviens partenaire de Estrie zone verte	1621-15-96-05R106	10 000 \$
Conseil régional de l'environnement de la Montérégie	Montréal	16	Bilan environnemental de la Montérégie (région administrative 16)	1621-15-96-16R078	6 200 \$
Conseil régional de l'environnement de Lanaudière (C.R.E.L.)	Lanaudière	14	Déchets dangereux Lanaudière	1621-15-96-14R081	10 000 \$
Conservation Bale Missisquoi	Montréal	16	Gestion par bassin versant	1621-15-96-16A111	14 000 \$
Corporation de l'aménagement de la rivière L'Assomption	Lanaudière	14	Un environnement à découvrir, phase II	1621-15-96-14A079	5 400 \$
Corporation pour la protection de l'environnement à Mirabel (CPEM)	Laurentides	15	Unité mobile de récupération	1621-15-96-15A086	9 700 \$
Développement communautaire Unile Inc.	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11	Opération «Île de Charme»	1621-15-96-11A122	12 500 \$
Éco Nature de Laval	Laval	13	Documents d'information du parc de la rivière des Mille-Îles	1621-15-96-13A058	11 000 \$
Enjeu et Environnement Jeunesse	Montréal	06	La biosphère dans notre assiette	1621-15-96-06N211	30 000 \$

NOM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
FAPEL, Fédération des associations pour la protection de l'environnement des lacs	Montréal	06	Vivre avec son lac	1621-15-96-06N203	6 500 \$
FAPEL, Fédération des associations pour la protection de l'environnement des lacs	Montréal	06	Avec la nature, trois séminaires régionaux	1621-15-96-06N204	2 350 \$
Festival de l'environnement	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Si on se mettait à l'an Vert à l'année	1621-15-96-02A021	2 000 \$
Fondation Marie-Soleil et Jonathan Inc.	Abitibi--Témiscamingue	08	Sensibilisation des commerces à la gestion écologique de leurs rejets	1621-15-96-08A104	10 000 \$
Fondation pour la conservation du mont Yamaska	Montréal	16	Une montagne en héritage	1621-15-96-16A025	12 300 \$
Fondation pour la sauvegarde des espèces menacées (FOSEM)	Québec	03	Mammifères du Québec et de l'Est du Canada	1621-15-96-03A232	14 000 \$
Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	Montréal	06	Tables de concertation sur la régionalisation la responsabilisation et la réglementation	1621-15-96-06N215	10 000 \$
Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME)	Montréal	06	Relance économique, réforme fiscale et développement durable, colloque et recherche	1621-15-96-06A225	14 000 \$
Groupe environnemental «Nature-Action/ Beloeil / Mont-Saint-Hilaire»	Montréal	16	Petits... mais très utiles!	1621-15-96-16A050	10 000 \$
Héritage Laurentien	Montréal	06	Programme d'éducation relative à l'environnement, boisé Angrignon	1621-15-96-06A057	14 000 \$
Institut de recherche en biologie végétale de Montréal (IRBV)	Montréal	06	Démonstration de l'utilisation des boues de stations d'épuration en plantation	1621-15-96-06A051	10 000 \$
La Fondation québécoise en environnement	Montréal	06	Le Programme de récupération et de recyclage de la peinture du Québec	1621-15-96-06A226	14 000 \$
Le Groupe nature animée Inc.	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Le Centre nature animée du parc de la Rivière-du-Moulin de Chicoutimi	1621-15-96-02A009	14 000 \$

NOM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
Les exhibitions scientifiques nomad	Montréal	06	Guide de référence "Un jardin pour la faune"	1621-15-96-06A080	10 000 \$
Les Jeunes planteurs d'arbres inc.	Laurentides	15	Parrainer une route (arbroton)	1621-15-96-15A220	6 000 \$
Matériel didactique en éducation (MADIE)	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Sciences humaines, 3e année	1621-15-96-02A112	14 000 \$
Mouvement des amis de la rivière du Sud (MARS)	Chaudière--Appalaches	12	Les plantes à la rescousse de l'eau	1621-15-96-12A054	8 700 \$
Mouvement pour l'agriculture biologique région métropolitaine inc.	Montréal	06	Journée thématique et document sur la création, l'aménagement, la gestion et...	1621-15-96-06A213	5 000 \$
Mouvement pour le patrimoine naturel des Îles Attention Fragiles	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	11	L'environnement naturel : c'est l'affaire de tous!	1621-15-96-11A018	14 000 \$
Nature-Action Québec inc.	Montréal	16	RÉCUPÉRER, c'est pas sorcier!	1621-15-96-16A042	10 000 \$
Récupération - Solidarité	Québec	03	Des ressources pour un seul monde	1621-15-96-03A100	6 000 \$
Regroupement Écolo-Vallées	Bas-Saint-Laurent	01	Projet pilote de renaturalisation d'une rive du lac Matapédia	1621-15-96-01A087	3 700 \$
Regroupement pour le tourisme jeunesse au Québec	Montréal	06	Programme de formation - Auberges de jeunesse	1621-15-96-06A214	3 700 \$
Réseau québécois des groupes écologistes	Montréal	06	La diversité biologique au Québec	1621-15-96-06N207	15 000 \$
Société de biologie de Montréal	Montréal	06	Des métiers pour la protection des bélugas	1621-15-96-06A236	13 000 \$
Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay (SCABRIC)	Montréal	16	Des outils pour un bassin versant international	1621-15-96-16A074	5 000 \$

NOM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
Société de gestion environnementale du Saguenay -- Lac-Saint-Jean	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Étude des possibilités pour la stabilisation et l'aménagement des berges riv. Mistassini	1621-15-96-02A072	7 000 \$
Société linnéenne du Québec	Québec	03	Guide méthodologique pour inscrire l'environ- nement au coeur du projet éducatif de l'école	1621-15-96-03N217	20 000 \$
Société zoologique de Granby Inc.	Montréal	16	Cartographie des habitats propices à la tortue molle à épines de l'Est du Lac Champlain	1621-15-96-16A121	12 200 \$
Union pour le développement durable	Québec	03	Préparation du forum international "Grands travaux et développement durable"	1621-15-96-03A201	14 000 \$
Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN)	Québec	03	Plan d'action environnemental pour le devenir du Québec	1621-15-96-03N206	36 250 \$
<b>TOTAL ACCORDÉ:</b>					<b>625 000 \$</b>



## LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES

ANNÉE FINANCIÈRE 1996-97

## FRDT-E - VOLET PREE

TITRE DU PROJET/EXÉCUTANT	PRÉVISIONS
Déphosph. marais artificiels <b>Consultants RSA</b> 3331.21.93.07	26 000
Recirculation boues chimiques <b>Génivar inc.</b> 3331.21.93.12	70 000
Recirculation eaux lixiviation/enfouiss. <b>SNC-Lavalin Environnement inc.</b> 3331.31.93.09	0
Reboisement sites dégradés <b>IRBV</b> 3331.62.93.01	31 762
Réacteur à plateau / eaux usées <b>SNC Lavalin inc.</b> 3332.11.91.04	50 000
Traitement des eaux de textile <b>CookshireTex</b> 3332.11.93.06	30 000
Émissions des chaudières/Bunker C <b>Combustion Énergie Ainsley inc.</b> 3332.21.93.03	40 000
Dépoussiéreur - Phase II <b>Biothermica international inc.</b> 3332.21.94.01	40 000
Traitement effluents pâte blanchie <b>Envirotem Inc.</b> 3332.31.91.12	0
Résidus miniers/boues pâtes et papiers <b>Entraco inc.</b> 3332.31.94.02	118 050
Sols contaminés/bitume moussé <b>Construction Soter</b> 3332.51.93.03	70 000
Évaluation écotoxicologique de sols contaminés <b>Pétrolière Impériale</b> 3332.51.93.06	50 000
Trait. sols - boues biol. de raffinerie <b>Produits Shell Canada Limitée</b> 3332.51.93.09	49 000
Soltec/sols contaminés diesel <b>Alcan International Limitée</b> 3332.51.93.11	25 000
Sols contaminés/champignons <b>Biogénie inc.</b> 3332.51.94.03	144 900
Concept rejet zéro - sols contaminés <b>Services Environnementaux AES inc.</b> 3332.51.94.05	30 000
Essais cinétiques <b>U. Laval/dép. de microbiologie</b> 3332.52.94.01	70 000
Sols contaminés <b>Université Laval-GREGI</b> 3332.61.90.02	75 000
Pratiques culturelles pertes maïs <b>INRS-EAU</b> 3333.32.92.04	85 000
Puceron / sapin de Noël <b>Université Laval/Dép. biologie</b> 3333.52.94.01	55 000
Ail des bois et ginseng <b>Soc. des musées de sc. natur. de Mtl</b> 3334.32.93.01	60 300



Évaluation milieux forestiers Université du Québec à Montréal	3334.33.93.01	25 000
Morcellement des forêts Université du Québec à Montréal	3334.34.92.02	30 310
Espèce menacée: Floerkea U. Laval/Centre d'études nordiques	3334.34.93.01	96 000
Bassins versants "GIBSI" INRS-EAU	3334.43.92.01	330 000
Projet Métrique INRS-Eau	3334.43.94.01	200 000
Gestion intégrée/eau souterraine Agéos	3335.13.93.01	190 000
Valor. boues - impacts sur faune Consortium GL-UDA	3335.22.93.01	50 169
Indicateurs méthylmercure piscivores Univ. de Montréal, Fac. méd. vét.	3336.13.92.04	0
Métaux traces organismes benthiques INRS-EAU	3336.13.92.08	28 466
Système de détection de polluants Roche, R & D	3336.13.93.10	40 000
Gestion des gaz à effet de serre Université du Québec à Montréal	3336.33.91.01	125 000
TOTAL		2 234 957

FRDT-E - VOLET PITE

Gestion des eaux d'orages CEGEO	3331.21.91.09	139 810
------------------------------------	---------------	---------

PARDE GÉNÉRAL

TITRE DU PROJET/EXÉCUTANT	PRÉVISIONS
Biosphère - épuration par voie extensive IRBV	25 000
Biocapteur de phytotoxicité aquatique UQTR	9 900
Poussières d'aciérage - Phase II UQAM/Sorel-Tracy	10 000
Ozone troposphérique UQAM	20 000
TOTAL	64 900

**SUBVENTIONS VERSÉES PAR LE MEF ET  
BUDGET DES CRE - 1996-1997**

NOM DU CRE	MONTANT STATUTAIRE	MONTANT VARIABLE SELON LA PARTICIPATION DU MILIEU	TOTAL	BUDGET DU CRE
Regroupement national des CRE	0 \$	40 000 \$	40 000 \$	42 000 \$
01 Bas-Saint-Laurent	40 000 \$	0 \$	40 000 \$	65 500 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	40 000 \$	20 000 \$	60 000 \$	69 500 \$
03 Québec	40 000 \$	20 000 \$	60 000 \$	85 000 \$
04 Mauricie-Bois-Francis-Drummond	40 000 \$	5 450 \$	45 450 \$	43 250 \$
05 Estrie	40 000 \$	20 000 \$	60 000 \$	157 000 \$
06 Montréal	17 957 \$	0 \$	17 957 \$	32 800 \$
07 Outaouais	40 000 \$	4 257 \$	44 257 \$	102 667 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	40 000 \$	1 410 \$	41 410 \$	65 000 \$
09 Côte-Nord-Sept-Îles	40 000 \$	3 710 \$	43 710 \$	64 725 \$
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	40 000 \$	9 385 \$	49 385 \$	43 135 \$
12 Chaudière-Appalaches	40 000 \$	4 916 \$	44 916 \$	56 326 \$
13 Laval	40 000 \$	20 000 \$	60 000 \$	126 626 \$
14 Lanaudière	40 000 \$	20 000 \$	60 000 \$	419 423 \$
15 Laurentides	40 000 \$	0 \$	40 000 \$	145 053 \$
16 Montérégie	40 000 \$	20 000 \$	60 000 \$	378 626 \$
<b>TOTAL</b>	<b>577 957 \$</b>	<b>189 128 \$</b>	<b>767 085 \$</b>	<b>1 896 631 \$</b>

**ACTION-ENVIRONNEMENT : 1996-1997**

Dans le cadre du programme Action-Environnement, trois CRE ont reçu des subventions de 10 000 \$ pour un total de 30 000 \$. Ces sommes sont attribuées pour des projets spécifiques, évalués au mérite par un jury indépendant, au même titre que les projets présentés par les autres organismes environnementaux. Ainsi, le montant de 30 000 \$ attribué aux CRE, pour l'année 1996-1997 dans le cadre du programme Action-Environnement, ne doit pas être considéré comme subvention de fonctionnement.

**SUBVENTIONS PRÉVUES POUR L'ANNÉE 1997-1998**

Pour l'année 1997-1998, le MEF a prévu une enveloppe budgétaire de 640 000 \$ pour les subventions versées aux 15 CRE et au RNCREQ.

ANNÉE 1996-1997

NOM DU RNCRE /CRE	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Regroupement national des CRE	<p>Claudette Villeneuve : Corporation de protection de l'environnement de Sept-Iles</p> <p>Mario Denis : Société d'Aménagement et de conservation des lacs longs et Montauban</p> <p>Ève Jasmin : Membre à titre individuel</p> <p>Jacques Ruelland : Environnement St-Placide</p> <p>Jean-Yves Guimond : Groupe d'action pour le respect et la défense de l'environnement</p> <p>Michel Lahaie : Comité de vigilance environnemental régional</p> <p>Pierre Morency : Coalition contre l'importation de déchets</p> <p>Gaétan Malenfant : Le crie du Grand portage</p> <p>Marie-Claude Verschelden : Membre à titre individuel</p> <p>Jean-Guy Dépot : Association des propriétaires riverins du lac Bowker</p> <p>Stephen Fortin : Membre à titre individuel</p> <p>Guy Lessard : Récupération Frontenac</p> <p>Daniel Lefebvre : Éco-Nature</p> <p>Jean-Pierre Marcoux : Membre à titre individuel</p> <p>Hubert Chamberland : Membre à titre individuel</p>
01 Bas-Saint-Laurent	<p>Lise d'Auteuil : Écolo-Vallée</p> <p>Geneviève Bouffard : Uni-Vert</p> <p>Richard Favreau : Comité pour la sauvegarde du patrimoine naturel du Bic</p> <p>Luce Paquin : Association de protection de l'environnement du Lac Témiscouata</p> <p>Gaétan Malenfant : Comité de recherche et d'interventin du Grand-Portage</p> <p>Louis Robert : Corporation environnementale de la Côte-du-Sud</p> <p>Damas Arseneault : Éco-Vertion</p> <p>Michel Laferrière : Département de santé communautaire</p> <p>Caroline Kopp : Cosapue</p> <p>Francis Turcotte : Cémur</p> <p>Katleen Aubry : Membre à titre individuel</p>
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	<p>Pierre Gravel : Comité d'environnement de Chicoutimi</p> <p>Martine Bourgeois : Regroupement Protection de l'Ashuapmushuan</p> <p>Danielle Dallaire : ZIP Alma-Jonquière</p> <p>Marc Hudon : ZIP Saguenay</p> <p>Gérard Savard : Les Riverains Lac-St-Jean 2000 inc.</p> <p>Claire Drapeau : Maison de quartier de Jonquière</p> <p>Carole Richer : Festival de l'environnement de Dolbeau</p> <p>Pierre Bossé : Le Club de Pein-Air U.Q.A.C.</p> <p>Gabriel Dallaire : Confédération des Syndicats Nationaux (C.S.N.)</p> <p>Stéphane Dufour : Stratagème, recherche et sondage inc.</p> <p>Marie-Claude Verschelden : Membre à titre individuel</p> <p>Robert Grolman : Commission scolaire de la Jonquière</p> <p>À combler : Secteur agricole</p> <p>Gérald Scullion : MRC Lac St-Jean Est</p> <p>À combler : Secteur santé</p> <p>À combler : Secteur faune</p>
03 Québec	<p>Mylène Gagnon : Membre à titre individuel</p> <p>Richard Legault : Comité de l'environnement de la Côte de Beaupré</p> <p>Mario Denis : Société d'aménagement et de conservation des lacs Long et Montauban Inc.</p> <p>Carol Anctil : Les Amis-es de la Terre de Québec</p> <p>Pierre Chevalier : Forum environnement</p> <p>Isabelle Poitras : Vivre en ville : Le regroupement pour le développement urbain, rural et villageois viable</p> <p>Viateur Alain : Les Ateliers les recycleurs</p> <p>Chantale Bois : Univert Laval : Comité environnemental de l'Université Laval</p> <p>Hélène Fortin : Association forestière du Québec métropolitain</p> <p>Reine Roy : Centre de santé publique de Québec</p> <p>Luc Pépin : Conseil syndical de la région de Québec - Comité paix et environnement</p>

04 Mauricie-Bois-Francs Drummond	<p>Jean-Yves Guimond : Garde inc.          Jacqueline Piché : Commission scolaire Normandie          Maurice Poulin : Régie régionale de la Santé et des Services sociaux          Sylvie Delisle : Action environnement Drummond          Johanne Leclerc : Info-Nature Mauricie          Chantal Trottier : Corporation de gestion de développement du bassin de la rivière Saint-Maurice          André Rochon : Fédération de l'UPA de la Mauricie          Soeur Estelle Lacoursière : Département de chimie-biologie UQTR          Patrick Rasmussen : Mouvement vert Mauricie          Claude Baril : Coalition environnementale Mékinac          Robert Comeau : Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Mauricie          Jacques Thiffault : Maire de Saint-Adelphe          André Deslauriers : Maire de Saint-Eugène          Christine Gagné : Les recyclogiques du Collège de Shawinigan          Alain Lavallé : Groupe RCM          Marc Caron : Comité consultatif en environnement - Municipalité de Saint-Boniface</p>
05 Estrie	<p>Michel Ledoux : Comité d'implantation d'un centre de gestion et de recyclage des déchets dangereux en Estrie et Section Santé , sécurité en environnement l'Université de Sherbrooke          Poste vacant          Jean-Marie Bergeron : Département de biologie à l'Université de Sherbrooke          Jean-Guy Dépôt : Association des propriétaires riverains du lac Bowker          Jean-Denis Turgeon : maire de Notre-Dame-des-Bois et préfet de la MRC du Granit          Georges Émond : maire de Deauville (MRC de Sherbrooke)          Julien Fachon : maire des Trois-Lacs (MRC d'Asbestos)          Bertrand Landry : maire de Eaton (MRC du Haut-Saint-François)          Peter Provencher : maire de North Hatley (MRC de Memphrémagog)          Réjane Tremblay : maire de Compton (MRC de Coaticook)          Nelson Berriault : maire de Stoke (MRC du Val Saint-François)          Norbert Fauteux : Association pour la préservation du lac Magog          Pierre Morency : membre de la Coalition contre l'importation des déchets          Chantal Gagnon : Corporation de gestion CHARMES          Micheline Fournier : Éco-Ressources de l'Estrie          Ginette Dorval : directrice de l'Équipe régionale de santé publique          Johanne Turgeon, représentant de la Conférence des CLSC          Roland Leduc : Professeur à la faculté des sciences appliquées de l'Université de Sherbrooke          Michel Montpetit : Association pour la maîtrise en environnement de l'Université de Sherbrooke          Claude Courtemanche, Regroupement des collèges de l'Estrie          Ivan Aubé : Association de défense du lac Aylmer          Martin Lemmens : Fédération de protection de l'environnement de l'Estrie          Louise Cousineau : L'Île du marais          René Pelletier : Association de protection du lac Brompton          Guy Fouquet : Fondation estrienne en Environnement</p>
06 Montréal	<p>Gaétan Leduc : Amies de la terre          Éric Michaud : Centre d'analyse des politiques énergétiques          Jean-Yves Benoît : Centre de la montagne          Kristine Doucet : Comité environnement - Beaconsfield          Julie Desjardins : Éco-Quartier Pointe-St-Charles          Sylvain Lauzon : Éco-Quartier St-Romuald          Steven Guilbeault - GRIP-Québec UQAM          Steve Boily : GRIP-Québec UQAM          Jean-Guy Vaillancourt : Groupe de recherche en économie sociale          Christian Boulais : Le Monde à bicyclette          Patrice Limoges : Société pour vaincre la pollution          Clément Schreiber : Société de développement communautaire Montréal          Georges Hébert : Stop          Michel Labrecque : Groupe Vélo          Sidney Ribaux : ACEF - Centre de Montréal          Monique Côté : Architecte          Poste libre</p>

07 Outaouais	<p>Joanne Chrétien : Gage-Do  Nicole Desroches : membre à titre individuelle  Christiane Lalonde : Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais  Michèle Hotte : Conseil central CSN  Ève Jasmin : membre à titre individuelle  Réjean Laflamme : Conseil des coopératives de l'Outaouais  Catherine Podeszfinki : Association des biologistes action Outaouais  Gérard Desjardins : Club des Ornithologues</p>
08 Abitibi-Témiscamingue	<p>Michel Lahaie : Comité de vigilance environnemental régional  Jachinte Chateauvert : Recyclo-Nord  Alice Gagnon : Comité permanent d'Amos pour l'environnement  Daniel Beauvais : Comité de vigilance environnemental régional  Suzanne Trudel : Comité permanent sur l'environnement de Rouyn-Noranda  Yvan Croteau : Le regroupement écologique de Val-d'Or et des environs  Daniel Gagné : La région régionale de la santé et des services sociaux  Serge Tessier : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue  Arthur Gagnon, Municipalité régionale de comté</p>
09 Côte-Nord-Sept-Îles	<p>Claudette Villeneuve : Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles  Denis Cardinal : Corporation d'amélioration et de protection de l'environnement de Baie-Comeau  Danielle St-Laurent : Corporation du parc régional de Pointe-aux-Outardes  Serge Langelier : Comité ZIP de la Côte-Nord du Golfe  Mario Heppell : Corporation du parc régional de Pointe-aux-Outarde  Jacques-François Cartier : CAPE de Beau-Comeau  Carole Routhier : Comité culturel de Longue Pointe-de-Mingan  Michèle Paquette : Corporation Amory-Gallienne de Matamec  Josephat Labbé : Conseil de Bande de Betsiamites  Maurice Girard : MRC Haute-Côte-Nord  Micheline O, Brien : MRC Caniapiscau  Léonilla Diguay : MRC Minganie  Louise Durand-Bouchard : MRC Manicouagan  Isodore Lawless : Coasters Association</p>
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	<p>Michel Goudreau : Recyclerest inc.  Hélène Chevrier : Attention Fragiles  Jean-Noël Sergerie : Récupération La Récolte  Huguette Allen : Environnement Vert-Plus  Raymond Garrett : Association pour la valorisation de la Baie du Grand-Pabos  Jacques Michaud : Groupe autonome de recherche et de développement de l'Est</p>
12 Chaudière-Appalaches	<p>Guy Lessard : Récupération Frontenac inc.  André Poitras : Société V.I.A. inc.  Marie-Josée Savignac : Dessau inc.  Francis Audet : Faune-Action  Jean-Claude Bouchard : Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Rive-Sud de Québec  Denis Bernier : Service des gestion de boues Sani Mobile inc.  Simon Arbour : Mouvement des amis de la rivière du Sud  André Bélisle : Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique  Jean-Marc Lafrance : Comité de restauration de la rivière Etchemin  Jean-Pierre Caron : Municipalité de l'Islet-sur-Mer  Richard L. Jauron : Prévention/Environnement  Martin Paulette : Groupement faunique du triangle de Bellechasse  Denis Langlois : Commission scolaire de l'Amiante  Gilles Martin : Fédération UPA Côte-du-Sud</p>
13 Laval	<p>Françoise Charbonneau : Société d'horticulture et d'écologie de Laval  Michel Dumas : Espace vert la Source  Paul Boyer : Club4H Laval, Ste-Rose  Jocelyne Guertin : Ville de Laval  Lise Laplante : Direction santé publique de Laval  Jean Lauzon : Éco-Nature  Pierre Renaud : Association de Conservation du boisé Papineau  Denis Tardif : Comité de protection de l'environnement St-François  André Trudel : Conseil de développement régional de Laval</p>

14 Lanaudière	Gaetan Bayeur : Rég. Vert de Ste-Gen. de-Berthier Guy Roy : Bande à Bonneau Marie-André Bourdeau : Éco-Bayolle Gilles Côté : Amis de l'environnement de Brandon Michel Archambeault : Action-Écologie Réjean Francoeur : Comité environnemental St-Liguori Suzanne H. Fortin : Citoyenne Benoît Héroux : Récupération Nord-Ben inc. Jean-Pierre Marcoux : Citoyen Robert Morin : Municipalité de St-Jean-de-Matha Jean-Marie Bourret : Conseil central Lanaudière (CSN) Daniel Thiffault : Commission scolaire Le Gardeur Manon Dufour : Société d'inf. travaux enfouissement SITE
15 Laurentides	Suzanne St-Amour : Association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides Thérèse Borduas : Association du Lac Mercier Éric Horlbeck : Association de protection de l'environnement du Lac des Sables Karin Blundell : Tournenvert Lyne Bérubé : Les Serres de Clara Patrick Boyer : Groupe Récupération Jean Boisvert : Association des citoyens et citoyennes de St-Colomban Michel Cardin : Centre local d'écologie des Basses-Laurentides Roger Lemoine : Re-Sources Deux-Montagnes Jacques Ruelland : Environnement St-Placide Stéphane Michaud : Corporation de protection de l'environnement à Mirabel Benoît Guindon : Environnement Boisbriand
16 Montérégie	Richard Fontaine : Nature-Action/Beloeil/mont-St-Hilaire Mario Fortin : Centre d'interprétation de la Nature du Lac Boivin Josée Goudreau : Groupe Actif en Environnement Saint-Jean-sur-Richelieu Édith Smeesters : Nature-Action Québec Gérard Montpetit : comité des citoyens et citoyennes pour la protection de l'environnement maskoutin Marie-Louise Séguin : Association pour la protection de l'environnement de Rigaud René Chevalier : Comité consultatif en environnement de la Ville de Tracy Michel Allaire : Corporation d'initiative environnementale La Jemmerais Roland Daoust : Zone d'interventiv priptaire du Haut-Saint-Laurent Louis Gagnon : Ville d'Otterburn Park Hubert Chamberland : Membre individuel Robert Dubé : Membre individuel Pierre Rinfret : La Fédération de l'U.P.A. de Saint-Jean-Valleyfield Richard Schiller : Commission scolaire Mont-Fort Mathieu Lavallé : Membre individuel

G:\MICHEL\PCRE\C-A-1.96T



**QUESTION 8**

- (A) Nombre d'enquêtes menées par la Direction des enquêtes du MEF, qui ont abouti à des poursuites par le procureur général et nombre d'entre elles qui se sont soldées en faveur du MEF.
- (B) Nombre de condamnations et montant des amendes depuis 1991.

- (A) Au cours de l'année 1996-1997, la Direction des enquêtes a complété 499 dossiers d'enquêtes. De ce nombre, 310 ont été transmis à la Direction des affaires juridiques pour étude.

Pour la même période, soit du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 31 mars 1997, la Direction des affaires juridiques a intenté des poursuites dans le cas de 273 dossiers pour un total de 875 chefs d'accusation portés.

Par ailleurs, en ce qui concerne les dossiers clos après procédures judiciaires, les résultats sont comme suit : 243 contrevenants ont été déclarés coupables à 421 chefs d'accusation portés contre eux. Toutefois, pour 381 chefs d'accusation, dans la même période, les contrevenants ont été acquittés.

- (B) **NOMBRE DE CONDAMNATIONS ET MONTANT DES AMENDES**

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1991, le nombre de chefs d'accusation avec condamnation est de 3 057.

Quant au montant des amendes pour ces 3 057 chefs d'accusation, il s'élève à 5,403,101\$.





**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale des Laurentides

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Régie intermunicipale Argenteuil/ Deux-Montagnes 380 rue Principale Lachute (QC) J8H 1Y2	Idem au propriétaire	6985 chemin des Sources Mirabel (QC) J0V 1Z0 Lots P-7, -8, -9 et -10 rang East Settlement, cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem	1992.07.21	1996.11.19	OUI
Régie intermunicipale des déchets de la Rouge 106 rue Principale Sud, C.P. 580 L'Annonciation (QC) J0T 1T0	Idem au propriétaire	400, Route 117 Sud Marchand (QC) J0T 1T0 Lots 2 et 3 du Rang Ouest de la Rivière Rouge, cadastre Canton Marchand	1993.08.04	1996.03.15	OUI
Régie intermunicipale de déchets solides de la Lièvre C.P. 397 Mont-Laurier (QC) J9L 3P4	Idem au propriétaire	1064 boul. Industriel Mont-Laurier (QC) J9L 3V6 Lot 17-12 du Rang I, Canton Campbell	1994.02.15	1996.02.26	OUI
Services Sanitaires Robert Richer Ltée 2535, 1ère Rue Sainte-Sophie (QC) J0T 180	Idem au propriétaire	2535, 1ère Rue Sainte-Sophie (QC) J0T 180 Lots 25, 26, 27 et 28 cadastre de la paroisse de Sainte-Sophie Lots P10-35, P10-36 cadastre de Mirabel	1993.09.01	1996.11.21	OUI

ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale de la Montérégie

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Corporation municipale de la Paroisse de Saint-Anicet 335 ave Jules-Léger Saint-Anicet (QC) JOS 1M0	Idem au propriétaire	Lots 620, 621 et 622 du cadastre du canton de Godmanchester	1993.04.06	1996.10.28	OUI
Régie Intercommunale d'élimination de déchets solides de Brome-Missisquoi C.P. 218 Dunham (QC) JOE 1M0	Idem au propriétaire	Lots 613, 614, 615 et 619 du Rang XIII du cadastre officiel du canton de Dunham	1992.08.27	1996.10.23	NON
Roland Thibault Inc. Route 137 Sainte-Cécile-de-Milton (QC) JOE 1M0JOE 2C0	Idem au propriétaire	702 Route 137, Sainte-Cécile-de-Milton, JOE 2C0 Lot 16A, Rang I, Sainte-Cécile-de-Milton	1992.04.28	1996.10.23	NON

DIRECTIONS RÉGIONALES	NBRE DE SITE	INSPECTION AU COURS DE L'ANNÉE 96	SITES NON CONFORMES AVIS INFRACTION	NOMBRE DE SITE AUX ENQUÊTES	NOMBRE DE SITE AUX AFFAIRES JURIDIQUES
Bas Saint-Laurent (01)	35	40	27	1	2
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	34	43	6	0	0
Québec (03)	4	6	0	0	0
Maurice – Bois-Francs (04)	14	10	2	0	0
Estrie (05)	8	15	3	0	0
Montréal (06)	0	—	—	—	—
Outaouais (07)	50	71	30	0	1
Abitibi-Témiscamingue (08)	67	85	11	1*	0
Côte-Nord (09)	31	45	13	1	2
Nord-du-Québec (10)	46	11	5	0	0
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	27	29	26	0	1
Chaudière – Appalaches (12)	11	7	1	1	0
Laval (13)	0	---	---	---	---
Lanaudière (14)	3	5	0	0	1
Laurentides (15)	27	25	1	0	1
Montérégie (16)	2	15	0	0	0
Total	359	407	125	4	8

\* Commissaire enquêteur

DEPUIS DE MATERIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

DIRECTIONS RÉGIONALES	NOMBRE DE SITE	PERMIS		INSPECTION AU COURS DE L'ANNÉE 96	SITES NON CONFORMES (avis d'infraction)	NBRE DE SITE AUX ENQUÊTES	NBRE DE SITE AUX AFFAIRES JURIDIQUES
		Nombre	Échéance 96				
Bas Saint-Laurent (01)	4	2	0	6	1	0	0
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	14	13	4	29	5	3	4
Québec (03)	7**	3	0	21	0	0	0
Maurice – Bois-Francs (04)	15	15	2	107	0	0	0
Estrie (05)	6	6	0	43	0	0	0
Montréal (06)	1	1	0	3	0	0	0
Outaouais (07)	2	2	1	4	2	0	2
Abitibi-Témiscamingue (08)	1	0	0	4	0	0	0
Côte-Nord (09)	1	1	1	1	1	1	0
Nord-du-Québec (10)	4	3	0	2	1	0	0
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	3	2	0	6	1	1	0
Chaudière – Appalaches (12)	5	2	0	8	0	0	0
Laval (13)	2	0	0	2	0	0	0
Lanaudière (14)	7**	3	0	19	2	0	1
Laurentides (15)	6**	2	0	9	3	0	0
Montérégie (16)	14	14	4	76	5	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>92</b>	<b>69</b>	<b>12</b>	<b>340</b>	<b>21</b>	<b>6</b>	<b>9</b>

\*\* Frankat inc. site fermé mais sous contrôle (03)  
 St-Donat, Entreprise G. Charbonneau inc., Les carrières Montmartre inc., Sablières St-Ligorie inc., site fermé mais sous contrôle (14)  
 Wilfrid & Guy Dion site fermé mais sous contrôle (15)

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS  
DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale Bas St-Laurent

NNOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Excavations Bourgoin et Dickner Inc. 252, Route 291 Cacouna (Qc) G0L 1G0	Idem au propriétaire	Lots 29-1 et 30-P, Rang III cadastre officiel de la paroisse de Saint-Modeste	1996.06.12	NON
Ville de Matane 230, avenue Saint-Jérôme Matane (Qc) G4W 1A9	Matane Sanitaire Inc. 727, rue du Phare Est Matane (Qc) G4W 1A9	Une partie du lot 210-1 du rang I du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de St-Jérôme-de-Matane	1996.07.12	NON
Corporation municipale des Méchins 108, route des Fonds Les Méchins (Qc) G0C 1Y0	Idem au propriétaire	Lot 17-A-1 (P), Rang I, Canton Dalibaire	1996.07.12	OUI
Ville de Rimouski 205, avenue de la Cathédrale Rimouski (Qc) G5L 5J1	Idem au propriétaire	Lots 136-4 P, 137, 138-1 P, cadastre de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	1996.07.23	NON

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS  
DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale Saguenay, Lac Saint-Jean

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Jean-Marie Tremblay 1227, rang Simple Saint-Félicien (Qc) G8K 2N8	Les Entreprises Jean Tremblay et Fils 1227, rang Simple Saint-Félicien (Qc) G8K 2N8	Partie des lots 5 et 6, rang IV, canton de Demeulles, ville de Saint-Félicien	1996.10.02	NON
Ville de Jonquière 2890, Place Davis Jonquière (Qc) G7S 2E1	Idem au propriétaire	Partie des lots 4 et 5, rang V, canton Jonquière, ville de Jonquière	1995.11.14	NON
2526-0100 Québec Inc. (faisant affaire sous la raison sociale Terrassement Jocelyn Fortin enr.) 2031, rue des Urnes Alma (Qc) G8V 5V2	Idem au propriétaire	Lot 29, rang IV, Canton Labarre Alma	1996.07.02	OUI
Léon-Maurice Villeneuve 970, boul. Martel Saint-Honoré (Qc) G0V 1L0	Léon-Maurice Villeneuve Excavation Inc. 970, boul. Martel Saint-Honoré (Qc) G0V 1L0	Partie du lot 54, rang VII, canton Tremblay, municipalité de Saint-Honoré	1996.03.06	NON

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS  
DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale Saguenay, Lac Saint-Jean

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
2944-7828 Québec Inc. C.P. 1421 La Baie (Qc) G7H 1S0	Idem au propriétaire	Lot 28 A-4 (partie) rang A, canton Simard, municipalité de Shipshaw	1996.09.19	OUI
Bonneau et Morin Inc. 88, route rurale no 1 Roberval (Qc) G8H 2M9	Idem au propriétaire	Lot 195, rang II, canton Roberval, ville de Roberval	1995.10.20	NON
Arboresco Ltée 1530, rue des Cèdres Dolbeau (Qc) G8L 1N8	Excavation Dolbeau Inc. 493, 2e avenue Dolbeau (Qc) G8L 1V3	Lot 41-1 (partie) rang XV, canton Parent, municipalité de Dolbeau	1996.10.02	NON
Jules Poulin 29820, chemin Saint-Jean La Baie (Qc) G7B 3P6	Idem au propriétaire	Partie des lots 332 et 333, rang VIII, cadastre de la paroisse Saint-Alexis	1996.08.11	OUI
Jacques Savard 1201, boul. St-Paul Chicoutimi (Qc) G7J 3Y2	Excavation de Chicoutimi Inc. 1201, boul. Saint-Paul Chicoutimi (Qc) G7J 3Y2	Lot 14-B, rang VI, canton de Laterrière	1996.03.26	NON



**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS  
DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale Saguenay, Lac Saint-Jean

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Robin Gilbert 1362, des Prés Jonquière (Qc) G7X 7V4	Idem au propriétaire	Partie des lots 13 et 14, rang I, cadastre du canton de Jonquière, Ville de Jonquière	1996.09.20	NON
Les Entreprises Alfred Boivin Inc. 2404, boul. Talbot Chicoutimi (Qc) G7H 5B1	Idem au propriétaire	Lot 17-A (partie), rang I sud-ouest, canton Chicoutimi	1996.08.06	NON
Léon Lavoie Entrepreneur général Inc. 771, boul. Sainte-Geneviève Chicoutimi (Qc) G7G 2E7	Idem au propriétaire	Lot 564, rang V nord-ouest, cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse	1996.06.18	OUI

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS  
DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale Québec

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Corporation municipale des Cantons-Unis de Stoneham et Tewkesbury 325, avenue du Hibou Stoneham et Tewkesbury (Qc) GOA 4P0	Comité Intermunicipal de l'Arrière-Pays 325, avenue du Hibou Stoneham et Tewkesbury (Qc) GOA 4P0	Lots P3C-P3D-P4, Rang III, Stoneham et Tewkesbury	1996.11.26	NON
Ville de La Malbaie 280, rue Nairn La Malbaie (Qc) G5A 1L9	Idem au propriétaire	Lot 580, rang Sud-Ouest de la rivière Murray, La Malbaie	1996.09.18	NON
Groupe Sani-Gestion Inc. 3383, boul. de la Chaudière Sainte-Foy (Qc) G1X 4B8	Idem au propriétaire	1512, 1ère avenue, Lac Saint-Charles Lots 1393, 1399 et 1400 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette	1996.10.31	NON
Régie Intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Charlevoix-Est (R.I.D.E.S.C.E.) 119, chemin Snigoll Clermont (Québec) G4H 1B1	Délicontracto Inc. 276, Bois-Francs Pierriche Issoudun (Qc) G0S 1L0	Lot 454 du rang Nord-Est de la Rivière Malbaie du cadastre de la paroisse de La Malbaie	1996.10.30	NON

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS  
DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale Québec

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Succession David Moisan Denis Gosselin, comptable 2480, chemin Ste-Foy Bureau 130 Sainte-Foy (Qc) G1V 1T6	Groupe Sani-Gestion Inc. 3383, boul. Chaudière Sainte-Foy (Qc) G1X 4B8	Rue Jean Gauvin, Sainte-Foy, lots 542, 543, 548, 549, 550, 551, 553, 554, 555 du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette	1996.11.18	NON
Régie Intermunicipale de l'Est de Portneuf	Idem au propriétaire	Lots 535-P, 534-P, 533-P et 532-P du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles	1996.10.31	NON

**LISTE DES SITES D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE,  
DES DÉPÔTS EN TRANCHÉE, DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS ET  
DES DÉPOTOIRS**

**LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

DIRECTIONS RÉGIONALES	NBRE DE SITE	PERMIS		PEARLES	INSPECTION AU COURS DE L'ANNÉE 96	SITES NON CONFORMES AVIS INFRACTION	NOMBRE DE SITE AUX ENQUÊTES	NOMBRE DE SITE AUX AFFAIRES JURIDIQUES
		Nombre	Échéance 96					
Bas Saint-Laurent (01)	9	4	0	5	28	8	3	4
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	4	3	0	4	14	3	0	1
Québec (03)	7	2	0	0	19	3	0	2
Maurice – Bois-Francs (04)	7	4	1	0	65	1	0	0
Estrie (05)	8*	3	0	0	63	2	0	1
Montréal (06)	4*	0	0	0	17	0	0	0
Outaouais (07)	1	1	0	1	2	1	0	0
Abitibi-Témiscamingue (08)	2	0	0	2	9	2	0	0
Côte-Nord (09)	5	5	0	5	15	5	0	0
Nord-du-Québec (10)	1	0	0	1	3	1	0	0
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	5	2	0	5	9	5	0	3
Chaudière – Appalaches (12)	10	3	0	10	26	10	2	0
Laval (13)	0	—	—	—	—	—	—	—
Lanaudière (14)	3*	2	0	2	25	1	1	1
Laurentides (15)	4	1	0	3	10	4	0	0
Montérégie (16)	3	1	0	1	22	1	0	0
<b>Total</b>	<b>73</b>	<b>31</b>	<b>1</b>	<b>39</b>	<b>327</b>	<b>47</b>	<b>6</b>	<b>12</b>

\* Saint-Jean de Matha site fermé mais sous contrôle (14)  
 F. et M. Bessette site fermé mais sous contrôle (05)  
 Compagnie Meloche inc. site fermé mais sous contrôle (06)

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE  
DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale Bas St-Laurent

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Corporation municipale de Saint-Philippe-de-Néri 12 rue de l'Église, C.P. 70 Saint-Philippe-de-Néri (QC) GOL 4A0	Idem au propriétaire	Lots 130, 131, 132 et 133, Rang III, Saint-Philippe-de-Néri	1993.12.06	1996.08.14	OUI
MRC de La Matapédia 123 rue Desbiens, C.P. 2020 Amqui (QC) GOL 1B0	2968-4404 Québec inc. 565, rue du Moulin Saint-Tharcisius (Québec) GOJ 3G0	Lots 71-A-1, 72-A-2, 71-A-2, Rang I, Canton Lepage	1993.07.08	1996.10.24	OUI
MRC de La Mitis 300 avenue du Sanatorium Mont-Joli (QC) G5H 1V7	Remorquage Provincial Jacques D'Anjou inc. Rue des Ateliers Rimouski (Québec)	Lots 25, 26, Rang Nord-Est du Chemin Kempt, Padoue	1993.11.24	1996.10.10	OUI
Ville de Cabano 79 rue Commerciale Cabano (QC) GOL 7E0	Idem au propriétaire	Lot 124 ptie, Rang II sud-ouest du chemin de Témiscouata, cadastre de la Paroisse de St-Louis du Bal Hal	1994.01.14	1996.09.19	OUI
Ville de Dégelis 369 rue Principale, C.P. 130 Dégelis (QC) GOL 1H0	Idem au propriétaire	Lots 23-B, 24-B, 25-B, Rang A Est de la rivière Madawaska	1993.11.24	1996.09.19	NON
Ville de Matane 230 avenue Saint-Jérôme Matane (QC) G4W 3A2	Matane Sanitaire Inc. 727 du Phare Est Matane (QC) G4W 1A9	Lot 210-1, Rang I, Saint-Jérôme-de- Matane	1992.05.11	1996.10.17	OUI
Ville de Pohénégamook Rue Guératte, C.P. 159 Pohénégamook (QC) GOL 1J0	Sozio Construction ltée 1249, rue Principale Pohénégamook (Québec) GOL 1J0	Lots 37, 38, Rang VII, Canton d'Escourt, municipalité de St-Elzéar	1993.09.27	1996.11.01	OUI
Ville de Rimouski 205 avenue de la Cathédrale Rimouski (QC) G5L 5J1	Idem au propriétaire	Lots 137F, 138-1, 136-4 Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	1994.01.19	1996.07.23	OUI
Ville de Rivière-du-Loup 65 rue Hôtel-de-Ville, C.P. 37 Rivière-du-Loup (QC) G5R 3Y7	Idem au propriétaire	Lots 36, 37, 38, 39 et 40, Rang I, Paroisse de Saint-Georges de Cacouna	1993.12.06	1996.10.23	OUI

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale du Saguenay- Lac Saint-Jean

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
MRC Domaine-du-Roy 901 boul. Saint- Joseph, Suite 101 Roberval (QC) G8H 2L8	Martin Deschênes et Marcel Tremblay 58 de la Gare Chambord GOW 1G0	Lots 25, 26, 27, rang VIII, Canton Ashuapmushuan	1993.10.28	1996.03.07	OUI
MRC du Fjord-du-Saguenay 475 boul. Talbot Chicoutimi (QC) G7H 4A3	Idem au propriétaire	3501, rang Saint-Paul Laterrière. Lot 1, rang VIII, canton Laterrière	1992.10.16	1996.10.22	OUI
MRC Lac Saint-Jean Est 675 rue Collard Ouest Alma, (QC) G8B 1N1	Drainage Lazure Inc. 16 rue Saint-Edouard, C.P. 360 Saint-Liboire (QC) JOH 1R0	Lots 42, 43, 44, 45, 46 et 47, rang I, cadastre officiel du canton Garnier	1991.11.14	1996.10.23	OUI
MRC Maria-Chapelaine 209 boul. des Pères Mistassini (QC) GOW 2C0	Excavation Dolbeau Inc. 493 2e Avenue Dolbeau (QC) G8L 1V3	Lot 45, rang XV, Canton Parent	1993.11.11	1996.10.02	OUI

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de Québec

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEAKLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Corporation municipale des Cantons-Unis de Stoneham et Tewkesbury 325 avenue du Hibou Stoneham (QC) G0A 4P0	Idem au propriétaire	Lots P3C, P3D et P4, rang III, Stoneham et Tewkesbury	1992.10.22	1996.11.26	NON
Martin Leclerc 54 rue Lamontagne St-Tite-des-Caps (QC) G0A 4J0	Services sanitaires Leclerc Ltée 54 rue Lamontagne St-Tite-des-Caps (QC) G0A 1B0	St-Tite-des-Caps. Lots 325, 326, 327 et 328 du cadastre de la paroisse de St-Tite-des-Caps	1992.10.15	1996.10.29	OUI
Paroisse de Baie St-Paul 6 de l'Équerre R.R. 4 BOITE 7 Baie St-Paul (QC) G0A 1B0	Idem au propriétaire	Lots 1659, 1660 et 1661 du cadastre de la paroisse de Baie St-Paul	1992.10.19	1996.09.05	OUI
Régie intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Charlevoix-Est (RIDESCE) C.P. 123 Cap-à-l'Argile (QC) G0T 1B0	Délicontracto Inc. 276 Bois Francs Pierriche Issoudun (QC) G0S 1L0	Lot 454 du rang Nord-Est de la Rivière-Malbaie du cadastre de la paroisse de la Malbaie	1992.11.11	1996.10.30	NON
Régie intermunicipale de gestion des déchets du secteur Ouest de Portneuf 180 Route 354 Saint-Alban (QC) G0A 3B0	Gestion Sanitaire M & M Inc. a/s Michel Leclerc, président 4230, rue Hogan, bureau 100 Montréal (QC) H2H 2N3	Lot 157 du cadastre officiel de Saint-Alban-d'Alton	1992.10.30	1996.10.28	OUI
Régie intermunicipale de l'Est de Portneuf C.P. 339 Pont-Rouge (QC) G0A 2X0	Idem au propriétaire	Lots 535-P, 534-P, 533-P et 532-P, du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles	1991.12.19	1996.11.31	NON
Ville de Saint-Raymond 375 Saint-Joseph Saint-Raymond (QC) G0A 4G0	Idem au propriétaire	Lot 506 partie du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond	1992.11.10	1996.10.23	NON



**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de la Mauricie - Bois-Francs

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Les Entreprises de rebuts Sanipan Inc. 2457 Chemin du Lac Longueuil (QC) J4N 1C1	Idem au propriétaire	10 rue Gagnon Saint-Nicéphore, lots 129, 129.3, 129.4, 130-67, Paroisse Saint- Nicéphore	1993.05.04	1996.12.19	NON
Gestion des rebuts DMP Inc. WMI Parc Hirondelles 1 boulevard de la Gabelle Saint-Etienne-des-Grès (QC) G0X 2P0	Idem au propriétaire	Route 261, Notre-Dame-de-la- Nativité-de-Béancour, lots 284 à 287, Rang des Terres de travers, Fief Cournoyer	1993.08.13	1996.09.11	NON
Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Mauricie 1 boul. de la Gabelle C.P. 218 Saint-Etienne-des-Grès (QC) G0X 2P0	Idem au propriétaire	1 boulevard de la Gabelle, cadastre Saint-Etienne, St-Etienne, lots 63 à 71	1993.09.24	1996.09.23	NON
Municipalité de Champlain 819 rue Notre-Dame Champlain (QC) G0X 1C0	Idem au propriétaire	Lots 501, 502, 503, 504, 505, 507, Rang de Picardie Paroisse de la Visitation de Champlain 295 route Sainte-Marie Champlain (QC) G0X 1C0	1991.11.27	1996.11.25	NON
Ville de La Tuque 558, rue Commerciale La Tuque (QC) G9X 3A9	Idem au propriétaire	rang II Canton Mailhot - Lot 14-2 La Tuque (QC)	1993.10.19	1996.11.28	NON
Services Sanitaires Gaudreau Inc. 25 Route 116 C.P. 662 Victoriaville (QC) G6P 6V7	Idem au propriétaire	Paroisse de Saint-Rosaire, Saint- Rosaire, lots 25, 26-B, 26-C du Rang III	1992.11.11	1996.08.09	NON
Ville de Plessisville 1700 rue Saint-Calixte Plessisville (QC) G6L 1R3	A. Gregoire et Fils Ltée 323 rang du Golf Plessisville (QC) G6L 2Y2	Lot 1, Rang IV, Paroisse de Plessisville, Plessisville	1993.09.06	1996.09.24	OUI

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de l'Estrie

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Bestan Inc. 1994 Chemin Ayer's Cliff Magog (QC) J1X 3W2	Idem au propriétaire	1994 Chemin Ayer's Cliff, Magog Lots 10A, 10B, 10C, 10D, Rang XIII, paroisse du Canton de Magog	1992.11.13	1996.11.20	NON
P.M. Bessette Inc. 888 rue Principale Ouest Sainte-Anne-de-la-Rochelle (QC) J0E 2B0	Idem au propriétaire	888 rue Principale Ouest Sainte-Anne-de-la-Rochelle (QC) J0E 2B0 Lots 608 partie et 609, paroisse Sainte-Anne-de-la-Rochelle	1991.11.13	1996.12.04	OUI
MRC du Haut Saint-François 85 rue Principale Ouest Cookshire (QC) J0B 1M0	Idem au propriétaire	197 Chemin Main Central, Bury Lot 4, Rang X, paroisse du Canton de Bury	1992.12.15	1996.11.12	NON
MRC du Val Saint-François 810 rue Montée du Parc Richmond (QC) J1S 1J5	Idem au propriétaire	Lots 27A, 27B, rang VI, Canton de Melbourne	1993.11.19	1996.10.31	NON
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de Coaticook C.P. 65 Coaticook (QC) J1A 2S8	Couillard Construction Ltée 228 rue Main Est Coaticook (QC) J1A 1W2	Chemin Bilodeau, Route rurale no 5 Coaticook, lots 21B et 21C, Ville de Coaticook	1993.10.12	1996.11.27	NON
Ville d'Asbestos 185 rue du Roi, C.P. 88 Asbestos (QC) J1T 1B4	Idem au propriétaire	Lot 9B, Rang IV, Canton de Shipton	1992.11.17	1996.10.07	NON
Ville de Lac-Mégantic 5527 rue Frontenac Bureau 200 Lac-Mégantic (QC) G6B 1B6	Lionel Boutin 3874 rue Vanier Lac-Mégantic (QC) G6B 2T2	Rue Pie XI, Lac-Mégantic, lots 2342 partie et 343 partie, Rang XI, paroisse du Canton du village d'Agnès	1992.11.18	1996.10.11	NON
Ville de Sherbrooke 555 rue des Grandes Fourches Sud Bloc B Sherbrooke (QC) J1B 5G7	Idem au propriétaire	735 rue des Pâlerins Sherbrooke Lots 22I et 22J, Rang 7, paroisse du Canton d'Ascot	1992.12.15	1996.11.25	NON

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de Montréal

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ville de Montréal Service des Travaux Publics 700 Saint-Antoine Est Montréal (QC) H2Y 1A6	Idem au propriétaire	Lieu d'enfouissement sanitaire Rivière-des-Prairies 15839 Sherbrooke Est Montréal (QC)	1993.10.13	1996.12.06	NON
Ville de Montréal Service des Travaux Publics 700 Saint-Antoine Est Montréal (QC) H2Y 1A6	C.T.E.D., Ville de Montréal Service des Travaux Publics 700 Saint-Antoine Est Montréal (QC) H2Y 1A6	C.T.E.D., 2525 Jarry Est Montréal, partie des lots 332, 333, 334, 334-1, 335, 336, 337, 338, 341 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet	1993.09.29	1996.10.15	NON
CUM 2, Complexe Desjardins Case postale 129 Montréal (QC) H5B 1E6	Usine d'épuration des eaux usées 12001, boul. Maurice Duplessis Montréal (QC) H1B 1A3	Carrière DEMIX 11171, boul. Métropolitain Est. Montréal Est (QC) Lots P-13 et P-14 Cadastre Paroisse Pointe-aux-Trembles		1996.12.06	NON

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de l'Ontarienais

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ville de Maniwaki 186 rue Principale Maniwaki (QC) J9E 1E9	2940-841 Chemin Lemaire Denholm (QC) J0X 2B0	Parties des lots 46 et 47, rang III, canton Kensington	1993.05.13	1996.09.18	OUI

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale Abitibi - Témiscamingue (08)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ville de La Sarre 6, 4e Avenue Est La Sarre (QC) J9Z 1J9	Idem au propriétaire	Lot 36, Rang X, Canton La Sarre, La Sarre	1992.07.17	1996.10.17	OUI
Ministère des Ressources naturelles Secteur Terre Bureau régional 70, boul. Québec Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1	Ville de Val d'Or 855, 2e Avenue, C.P. 400 Val d'Or (QC) J9P 4P4	Blocs 140, 141 et 144, Rang 7, Canton Bourlamaque, Val d'Or	1993.11.22	1996.09.17	OUI

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de la Côte-Nord

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ministère des Ressources naturelles 456, rue Arnaud Sept-Îles (QC) G4R 3B1	Ville de Sept-Îles 546, avenue Dequen Sept-Îles (QC) G4R 2R4	Bloc 74 du canton Letellier	1991.11.22	1995.12.11	OUI
Ministère des Ressources naturelles 1290, boul. Laflèche Baie-Comeau (QC) G5C 3B2	Corporation municipale de Port-Cartier 40, rue Parent Port-Cartier (QC) G5B 2G5	Bloc 2, Canton Grenier, Municipalité de Pentecôte	1993.11.04	1996.07.30	OUI
Ministère des Ressources naturelles 1290, boul. Laflèche Baie-Comeau (QC) G5C 3B2	Régie intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Manicouagan 19, rue Marquette Baie-Comeau (QC) G4Z 1K5	Partie du bloc D, Rang 7, Canton Manicouagan	1992.10.27	1996.12.19	OUI
MRC Haute Côte-Nord 9 rue Roussel, No 1 Les Escoumins (QC) GOT 1K0	Idem au propriétaire	Lots 14-1, 15-1 et 16-1 du Rang III et lots 15-1 et 16-1 du Rang IV du cadastre du canton de Bergeronnes, municipalité de Bergeronnes	1993.12.13	1996.09.25	OUI
MRC Haute Côte-Nord 9 rue Roussel, No 1 Les Escoumins (QC) GOT 1K0	Idem au propriétaire	Lot 333 du Rang B, municipalité de Sainte-Anne-de-Portneuf	1993.12.13	1996.09.25	OUI

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale du Nord-du-Québec

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ville de Chibougamau 650, 3e Rue Chibougamau (QC) G8P 1P1	Idem au propriétaire	Intersection des routes du Golf et Guillim à Chibougamau, bloc 47, 49°57'39"N et 74°22'7"E	1993.10.19	1996.10.22	OUI

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
MRC Denis-Riverin 6, 1ère avenue ouest, C.P. 969 Sainte-Anne-des-Monts (QC) G0E 2G0	Pierre-Paul Lévesque inc. 251, boul. St-Anne est, C.P. 1466 Matane (QC) G0E 2G0	Lots 11-2-1, 12-1-2, Rang III, Canton de Cap-Chat, Municipalité de Sainte-Anne-des-Monts	1993.11.25	1996.01.12	OUI
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides des Anses C.P. 939 Grande-Rivière (QC) G0C 1V0	Idem au propriétaire	Lots 13-B, 13-C, 13-D-1, 13-D-2, rang II de Pabos, Grande-Rivière; Lots 14 et 15, rang Est du Petit- Pabos, St-François de Pabos.	1993.08.11	1996.08.14	OUI
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de New- Richmond, Caplan, et Maria C.P. 338, 99, Place Suzanne-Guité New-Richmond (QC) G0C 2B0	Idem au propriétaire	Lots P-610-1 et P-610-2, Rang IV Canton de New-Richmond, New-Richmond	1993.07.26	1996.08.19	OUI
Ville de Gaspé 25 Hôtel de Ville, C.P. 618 Gaspé (QC) G0C 1R0	Idem au propriétaire	Lot 288, Rang Darmouth, Canton Baie- de-Gaspé-Sud	1993.12.06	1996.05.28	OUI
Ville de Percé C.P. 99 Percé (QC) G0C 2L0	Adélard Dorion 442, Route 132 Ouest, C.P. 221 Percé (Québec) G0C 2L0	Lot 1076-P, Rang IV, Canton de Percé, Percé	1993.12.20	1996.07.25	OUI



**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale Chaudière-Appalaches (12)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ville de Thetford-Mines 144 rue Notre-Dame Sud Thetford-Mines (QC) G6G 5T3	Les Constructions de l'Amiante Inc. 1209 boul. Smith Sud Thetford-Mines (QC) G6G 6K8	Robertsonville, lots 17 et 17A du Rang VI, du cadastre du Canton de Thetford	1993.05.19 1993.08.19	1996.04.23	OUI
Comité intermunicipal de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière 1225, rue du Pont St-Lambert-de-Lauzon (QC) G0S 2W0	DAM-MY Inc 667 rue des Erables Saint-Elzéar (QC) G0S 2J0	Lots 258P, 259P, 260P, 261P, 262P, 263P, 264P et 265P de la concession Belvaze du cadastre de la paroisse de St-Lambert, St-Lambert-de-Lauzon (P), M.R.C. Les Chutes-de-la-Chaudière	1993.08.16	1996.05.16	OUI
MRC de Bellechasse 100 Mgr Bilodeau, C.P. 130 Saint-Lazare (QC) G0R 3J0	Idem au propriétaire	Lots 90A-1, 90B-1, 91-1, 92a-1, 92b-1, 93a-1 et 93b-1 du Rang I Sud-Est du cadastre du canton d'Armagh, Saint-Cajetan-d'Armagh (P), M.R.C. Bellechasse	1993.11.10	1996.05.08	OUI
MRC de Lotbinière 6375, rue Gardeau, C.P. 430 Sainte-Croix (QC) G0S 1H0	Dilicontracto Inc. 276 Bois-Franc-Pierriche Issoudun (QC) G0S 1L0	Lot 70P de la concession de la Pointe-du-Jour du cadastre de la paroisse de St-Flavien, St-Flavien (P), M.R.C. Lotbinière	1993.08.13	1996.05.08	OUI
Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud 11700 boul. Lacroix Saint-Georges (QC) G5Y 1L3	Idem au propriétaire	Saint-Côme-de-Kennebec, lots 31, 32 et 34 du Rang 2, Canton de Linière	1993.12.06	1996.11.13	OUI
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles 92, 7e rue, C.P. 68 L'Islet (QC) G0R 2C0	Idem au propriétaire	Lots 344P, 348P, 351P, 353P, 354P, Rang I, du cadastre de la Paroisse de L'Islet, L'Islet-sur-Mer (SD), M.R.C. L'Islet	1993.11.12	1996.05.07	OUI
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides des Etchemins 167 Route 204, C.P. 10 Sainte-Justine (QC) G0R 1Y0	Idem au propriétaire	Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, lot 462, Rang VII, Canton de Crambourne	1993.10.07	1996.04.24	OUI

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PERLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Islet-Sud 366 rue Principale Sainte-Perpétue (QC) GOR 120	Idem au propriétaire	Sainte-Perpétue, lots 45, 46, 47, Rang A du Canton de Lafontaine	1993.11.08	1996.05.06	OUI
Municipalité régionale de comté de Robert Cliche 111-A, 107 <sup>e</sup> Rue de la Station Beauceville (QC) GOS 1A0	Idem au propriétaire	Lots 1663, 1664 et 1665, paroisse de Saint-François Ouest Lot 209, paroisse Saint-Joseph-des-Érables	1991.11.14	1996.10.10	OUI
Ville de Disraeli 550 avenue Jacques-Cartier Disraeli (QC) GOM 1E0	Idem au propriétaire	Lots 14 et 15, Rang V du Canton de Garthby	1993.05.19	1996.11.20	OUI

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION  
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de Lanaudière

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Construction Bérou Inc. 4 Chemin du Tremblay Boucherville (QC) J4B 6Z5	Services Sanitaires Transvick Enrg. 4 Chemin du Tremblay Boucherville (QC) J4B 6Z5	260, Rang Sainte-Louise Ouest, Saint-Jean-de-Matha Partie des lots 331, 332, 333, cadastre de la paroisse de Saint- Jean-de-Matha	1993.06.28	1996.11.26	OUI
Service Sanitaire R.S. Inc. 620 Notre-Dame Berthierville (QC) J0K 1A0	Idem au propriétaire	1001 Rang Bardochette Sainte-Geneviève-de-Berthier J0K 1A0. Partie des lots 158, 159 et 160 du cadastre de la paroisse de Berthier. Partie des lots 390, 391, 392, 393, 394, 395 et 396 du cadastre paroisse de Saint-Thomas	1992.05.06	1996.12.17	NON
Usine de Triage Lachenaie Inc. Corporation appartenant à la compagnie "Les Entreprises Browning-Ferries Ltée (BFI Ltd)" 3779 Voie de service Autoroute 640 Lachenaie (QC) G6W 5L6	Idem au propriétaire	3779 Voie de service Nord Autoroute 640, Lachenaie. Lots 82, 83, 90, 93 et 94, cadastre de la paroisse de Lachenaie	1993.07.07	1996.12.17	NON

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS  
DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de la Mauricie-Bois-Francs

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Sablière Trois-Rivières inc. 750, boul. Industriel Blainville (Qc) J7C 3V4	Idem au propriétaire	Lots 222, 223 et 224, cadastre de Trois-Rivières	1996.12.12	NON
Roger et Marc Laroche 1181, chemin des Petite-Terres Pointe-du-Lac (Qc) G0X 1Z0	Idem au propriétaire	Lots P-283, P-284, P-285, P-286, P-287, cadastre de la paroisse de Pointe-du-Lac 1181, chemin des Petite-Terres	1996.12.09	NON
Location d'équipement AMD Ltée 120, 3 <sup>e</sup> Rang St-Rosalie (Qc) J0H 1X0	Idem au propriétaire	Lot 18-P, rang I, cadastre du canton Durham, L'Avenir	1996.10.19	NON
Gestion Yvan Majeau inc. 580, boul. Tourville Saint-Nicéphore (Qc) J2B 6V2	Idem au propriétaire	Lot 256, rang V, cadastre du canton de Wickham, Saint-Nicéphore	1996.11.26	NON
Sables des Forges Inc. 2950, rue Sidbec Trois-Rivières Ouest (Qc) G8Z 4E1	Idem au propriétaire	Lots 10 à 16 inclusivement, cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, Autoroute Transquébécoise	1996.09.12	NON
Les Enfouissements Shawinigan inc. 4613, 16 <sup>e</sup> Avenue Shawinigan (Qc) G9N 4S5	Idem au propriétaire	Lots 11 et 12, cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, Chemin des Cormiers, Shawinigan	1996.09.19	NON

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS  
DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de la Mauricie-Bois-Francs

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Madame Louise Désaulniers 2800, 2e rue Grand-Mère (Qc) G9T 1K1	Idem au propriétaire	Lot P-122, cadastre de Sainte-Flore, Rang Saint-Olivier, Grand-Mère	1996.12.03	NON
Gestion Matrec inc. 475, boul. Sir Wilfrild Laurier Saint-Hubert (Québec) J3Y 3X3	Idem au propriétaire	Lot 523-P, cadastre de Saint-Maurice, 1301 des Pins, Saint-Louis-de-France, G8T 7J8	1996.12.12	NON
Enfoui-Bec inc. 18055, rue Gauthier Bécancour (Qc) G0X 2T0	Idem au propriétaire	Partie des lots 64, 65 et 66, cadastre de Saint-Grégoire	1996.12.17	NON
E. Bergeron et fils inc. 1591, 50e avenue Grand-Mère (Qc) G9T 5Y5	Idem au propriétaire	Lot P-123, cadastre de Sainte-Flore, rang Saint-Olivier, Grand-Mère	1996.12.03	NON
Excavation Girard et Simard Inc. 1511, boul. des Prairies Sainte-Marthe-du-Cap-de-la- Madeleine (Qc) G8T 7V8	Idem au propriétaire	Lot 482, cadastre de la paroisse de Saint-Maurice, boulevard des Pins, Saint-Louis-de-France	1996.08.29	NON
Lemay-Bec inc. 18055, rue Gauthier Saint-Grégoire Bécancour (Québec) G0X 2T0	Idem au propriétaire	Lots P-294 et P-296, cadastre de la paroisse de Sainte-Gertrude, municipalité de la ville de Bécancour	1996.09.11	NON

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS  
DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de la Mauricie-Bois-Francs

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Service Sanitaire Gaudreau Inc. C.P. 662 Victoriaville (Qc) G6P 6V7	Idem au propriétaire	Lots 18 et 19, rang II, cadastre de Saint-Christophe-d'Arthabaska 25, Route 116	1996.07.18	NON
Léo Pronovost 1031, rang Le Bourdais Saint-Tite (Qc) G0X 3H0	Idem au propriétaire	Lot 294, paroisse de Saint-Tite	1996.07.22	NON
Construction et Pavage Maskimo Ltée 123, Saint-Jean-Baptiste C.P. 40 Charette (Qc) G1X 1E0	Idem au propriétaire	Lots 1, 2, 3, rang I, Sainte-Catherine et 87, 88, rang II, Sainte-Catherine, Grand-Mère	96.12.03	NON

ÉTAT DES DEPOTS DE MATÉRIAUX SECS  
DÉCEMBRE 1996

Direction régionale Estrie

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
2853-5326 Québec Inc. 985, Route 220 Bonsecours (Qc) JOE 1H0	Idem au propriétaire	Lot 485, rang VI, Canton de Stukely, Municipalité de Bonsecours	1996.11.20	NON
Bestan inc. 1994, chemin d'Ayer's Cliff C.P. 718 Magog (Qc) J1X 5A8	Idem au propriétaire	Lot 11 D, Rang XIII, Canton de Magog	1996.11.20	NON
Sanitaire Lac-Mégantic 2387, Route 204 Lac-Mégantic (Qc) G6S 2S1	Idem au propriétaire	Lot 39, rang IV, Canton de Spaulding, Municipalité de Frontenac	1996.09.26	NON
Monsieur Marcel Henri 1632, boul. Saint-François Nord Fleurimont (Qc) J1H 5H3	Idem au propriétaire	Lot 19b, rang IV, Canton de Stoke	1996.11.12	NON
Monsieur Léon Bombardier 5568, rang 5 Sud Canton de Valcourt (Qc) JOE 2L0	Idem au propriétaire	Lot 436, rang V, Canton de Valcourt	1996.11.20	NON
Les entreprises Jarbec Inc. C.P. 1825 2635, boul. Queen Nord Sherbrooke (Qc) J1H 5N0	Idem au propriétaire	Lot 33, rang VIII, Saint-Denis-de- Brompton	1996.10.16	NON

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de Montréal

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Compagnie Meloche inc. 3125, boulevard St-Charles Kirkland (Québec) H9H 3B9	Idem au propriétaire	Partie des lots 143-5 et 143-6 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire	1996.10.17	NON



# ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale Outaouais

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
2332-4197 Québec Inc. Récupération et recyclage de l'Outaouais Site de matériaux secs C.P. 587, Chemin Holmes Cantley (Qc) J0X 1L0	Idem au propriétaire	P9b et 10b, rang XV, canton de Hull	1996.10.08	OUI
Thibault Démolition Ltée 93, rue Saint-Louis Gatineau (Qc) J8T 2S4	Idem au propriétaire	Lot 10B, rang 9, canton de Templeton	1996.10.23	OUI

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ministère des Ressources naturelles 70, boul. Québec Rouyn-Noranda (Qc) J9X 6R1	Ville de Val d'Or 855, 2 <sup>e</sup> Avenue C.P. 400 Val d'Or (Qc) J9P 4P4	Bloc 142, canton Bourlamaque, Ville de Val d'Or	1996.09.17	NON

# ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale de la Côte-Nord

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ministère des Ressources naturelles 456, rue Arnaud, Bur. 1.03 Sept-Îles (Québec) G4R 3B1	Les Entreprises Jean-Marc Lévesque Inc. 98, Portage des Mousses Port-Cartier (Qc)	Banc 40, Canton Leneuf, Gallix	1996.08.16	OUI

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale du Nord-du-Québec

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ministère des Ressources naturelles 70, boul. Québec Rouyn-Noranda (Qc) J9X 6R1	Hydro-Québec C.P. 3000 Rouyn-Noranda (Qc) J9X 6B5	Poste Némiscau Longitude 76° 03'00", latitude 51° 40'50" Banc M-72-1, Baie-James	1994.08.16	NON
Ministère des Ressources naturelles 70, boul. Québec Rouyn-Noranda (Qc) J9X 6R1	Hydro-Québec C.P. 3000 Rouyn-Noranda (Qc) J9X 5B5	Longitude 76°01'44" Ouest Latitude 53°43'54" Nord Municipalité de la Baie James	NIL	NON
Ministère des Ressources naturelles 3950, boul. Harvey Jonquière (Qc) G7X 8L6	Ville de Chapais 145, rue Springer Chapais (Qc) G0W 1H0	615 Nord 11 600 Est, canton Daubrée	1996.10.24	OUI

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

NNOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Léopold Dubé 415, Montée Cortéréal Fontenelle (Qc) GOE 1H0	Idem au propriétaire	Lots 18-P et 19-P, Rang 1 Sud, Canton Sydenham, cadastre officiel de la municipalité de Gaspé	1996.05.22	NON
Robert L. Gaudet C.P. 213 Cap-aux-Meules (Qc) GOB 1B0	Idem au propriétaire	Lot 1567-P, cadastre de l'Île du Cap-aux-Meules, Cap-aux-Meules	1996.08.26	NON
Léonard Thorne C.P. 135 Fatima (Qc) GOB 1B0	Idem au propriétaire	Lot 353, cadastre de l'Île du Cap-aux-Meules, Fatima, M.R.C. Îles-de-la-Madeleine	1996.08.30	OUI

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale de la Chaudière-Appalaches

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Les Entreprises Sanifer Inc. 335, Nadeau East-Broughton (Qc) G0N 1G0	Idem au propriétaire	Pontbriand, lot no 19, rang IV, Canton de Thetford	1996.11.20	NON
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de la Rive-Sud de Québec 259, Chemin des Îles Saint-David (Qc) G6V 7M5	Idem au propriétaire	Lots no 383P, 384P, 385P, 385-1 et 386-1P, Lévis	1996.07.17	NON
M.R.C. de Bellechasse 100, Mgr Bilodeau Saint-Lazare (Qc) G0R 3J0	Idem au propriétaire	Lot no 483-P, paroisse de Saint-Gervais	1996.08.28	NON
Martin Mercier Inc. Route 283 C.P. 398 Montmagny (Qc) G5V 3S7	Idem au propriétaire	Lots no P-379 et P-380, paroisse Saint-Thomas de Montmagny	1996.08.28	NON
Ville de Disraeli 550, avenue Jacques-Cartier Disraeli (Qc) G0N 1E0	Idem au propriétaire	Lots no 14 et 15, Rang V, canton de Garthby	1996.04.30	NON

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale de Laval

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ministère des Transports Direction régionale 6-3 770, boul. Henri-Bourassa Ouest Montréal (Qc) H3L 1P5	Idem au propriétaire	Lots P-530, P-531, paroisse de Saint-Martin, lot P-154, paroisse de Sainte-Dorothée, Ville de Laval	1996.06.18	NON
Ville de Laval 1, Place du Souvenir C.P. 422, Succ. Saint-Martin Laval (Qc) H7V 3Z4	Idem au propriétaire	Lots P-01, P-402, P-403, cadastre de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, Laval	1996.06.18	NON

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale de Lanaudière

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Les Carrières Montmartres Inc. 750, boulevard Industriel Blainville (Qc) J7L 3V4	Idem au propriétaire	Partie des lots 304 et 307 du cadastre de la paroisse de Saint-Alexis	1996.08.20	NON
Corporation municipale de Saint-Donat 475, rue Desroches Saint-Donat (Qc) J0T 2C0	Idem au propriétaire	Lots P-21-1 et P-20 du rang III du cadastre du Canton de Lussier dans la municipalité de Saint-Donat	1996.11.21	NON
Sablière Saint-Liguori Inc. 225, rue Colombier Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard (Qc) H9C 2K1	Idem au propriétaire	Lot P-6 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liguori	1996.08.26	OUI
Entreprise G. Charbonneau Ltée 95, Côte Terrebonne Terrebonne (Qc) J6W 5C8	Idem au propriétaire	Entreprise G. Charbonneau Ltée 511 Côte Terrebonne Lots P-55, P-56 et P-57 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne	1996.09.16	OUI
123907 Canada Inc. 1255, avenue Greene Bureau 200 Westmount (Qc)	Généreux Construction Inc. 497, rue Principale Saint-Jean-de-Matha (Qc) J0K 2S0	Saint-Félix-de-Valois, partie des lots 486 à 492 du cadastre de la paroisse de Sainte-Élisabeth dans la paroisse de Saint-Félix-de-Valois	1996.10.16	NON



ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale de Lanaudière

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
2845-5103 Québec Inc. faisant affaires sous la raison sociale de Matériaux Secs Enr. 2601, rue Jarry Est Montréal (Qc) J0K 1K0	Idem au propriétaire	Matériaux Secs Enrg. 2903, Montée Hamilton Sainte-Julienne (Qc) H1Z 2C2 Partie des lots 640 à 643 du cadastre de la paroisse de Sainte-Julienne	1996.11.21	NON

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale des Laurentides

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
268-6848 Canada Inc. Service d'enlèvement de rebuts Laidlaw Québec Ltée 625, route 148 Grenville (Qc) J0V 1J0	Idem au propriétaire	Lots 457 et 459, Rang II, Canton Chatham	1996.06.26	NON
1348-1288 Québec Inc. 1158, rue Notre-Dame C.P. 1074 Sainte-Adèle (Qc) J0R 1L0	Idem au propriétaire	Lot P-19-B partie, Rang X, Canton Abercrombie, Paroisse de Sainte-Adèle	1996.10.04	NON
Corporation municipale de la ville de Sainte-Thérèse C.P. 100, 34 Ouest rue Blainville Sainte-Thérèse (Qc) J7E 4H7	Idem au propriétaire	Lots 548-10, 548-139, 549-1, 549-2, 549-3, 550-133, 550-134, 550-135 et des parties non subdivisées des lots 541, 546, 547, 548, 549 et 550, cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, Sainte-Thérèse	1996.10.11	OUI
Corporation municipale de la Ville de Mont-Laurier 485, rue Mercier Mont-Laurier (Qc) J9L 3N8	Idem au propriétaire	Lots P-26A, P-27A, Rang 1, canton Campbell, Mont-Laurier	1996.03.14	OUI

**ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS**

**DÉCEMBRE 1996**

Direction régionale des Laurentides

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Wilfrid & Guy Dion Inc. C.P. 235 Sainte-Thérèse (Qc) J7E 4J2	Idem au propriétaire	Lot P-577 cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, Boisbriand	1996.12.06	OUI
Corporation municipale du village de Ferme Neuve 280, 6e avenue C.P. 370 Ferme-Neuve (Qc) J0W 1C0	Idem au propriétaire	Lot P-22, Rang 5, Canton Wurtèle, Ferme-Neuve Paroisse	1995.12.12	NON

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale de la Montérégie

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Les Entreprises A. Stabile et Fils Inc. 3205, boul. Taschereau La Prairie (Qc) J5R 5Z8	Idem au propriétaire	Lots 560-8 à 10, cadastre paroisse La Prairie 3025, boul. Taschereau	1996.11.25	NON
Monsieur Armand Dufour 515, rang Sainte-Marie Saint-Sébastien (Qc) J0L 2L0	Idem au propriétaire	Lot P-109, Saint-Sébastien	1996.12.09	NON
Enfouissement J.M. Langlois Inc. 2025, rue J.M. Langlois La Prairie (Qc) J5R 5Z8	Idem au propriétaire	Lots 547-1 et 558, cadastre paroisse de La Prairie	1996.11.27	NON
Roger Racine 115, rue Maple Dale Brigham (Qc) JOE 1J0	Les Entreprises Gabriel Racine 3034, rang Saint-Joseph Dunham (Qc) JOE 1M0	Lot 77 du cadastre du canton de Farnham	1996.10.03	OUI
Les Carrières Thibault Inc. 702, Route 137 Sainte-Cécile-de-Milton (Qc) JOE 2C0	Idem au propriétaire	Lot 15a du cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton	1996.12.09	OUI
9007 5193 Québec inc. 5959, chemin Ridge Ste-Agnès-de-Dundee	idem au propriétaire	5959, chemin Ridge Godmandchester	1996.11.14	OUI
Le Centre de rebuts Delson Inc. 342, chemin Saint-François-Xavier Delson (Qc) J0L 1G0	Idem au propriétaire	Lots P-13, P-14, P-15, P-13-1, P-14-1, P-15-1, cadastre paroisse St-Constant	1996.11.05	NON

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS

DÉCEMBRE 1996

Direction régionale de la Montérégie

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Gestion Matrec Inc. 3350, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert (Qc) J3Y 6T2	Idem au propriétaire	Lots P-155 et P-156, Brossard	1996.11.21	NON
Danis Construction Inc. 1300, Marie-Victorin C.P. 187 Tracy (Qc) J3P 5N7	Idem au propriétaire	Lots 32, 35, 36, du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Sorel	1996.11.12	NON
2842-7979 Québec Inc. 2457, chemin du Lac Longueuil (Qc) J4M 1C1	Idem au propriétaire	Lots 13 et 14 du rang D du cadastre de la paroisse de Saint-Marc-sur-le-Richelieu	1996.04.22	OUI
Joly Construction Inc. 5575, Marie-Victorin Tracy (Qc) J3R 1R6	Idem au propriétaire	Lots P-82 et P-83 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Sorel	1996.11.12	NON
Monsieur Michel Girard 433, 3 <sup>e</sup> Rang Sainte-Hélène-de-Bagot (Qc)	Idem au propriétaire	Lots 109 et 110 du cadastre de la paroisse de Sainte-Hélène	1996.11.12	NON
Lambert Grenier 2865, rue Roy Sainte-Rosalie (Qc) JOH 1X0	Marobi Inc. 120, 3 <sup>e</sup> Rang Sainte-Rosalie (Qc) JOH 1X0	Lots P-189-2 et P-192-1 du cadastre de la paroisse de Sainte-Rosalie	1996.11.12	OUI
Lomex Inc. 9900, 6 <sup>e</sup> Rang Montréal (Qc) H1C 1G2	Marobi Inc. 120, 3 <sup>e</sup> Rang Sainte-Rosalie (Qc) JOH 1X0	Lots 187, 188, cadastre de la paroisse de Sainte-Rosalie	1996.11.12	NON

DIRECTIONS RÉGIONALES	NBRE DE SITE	SITES FERMÉS		INSPECTION AU COURS DE L'ANNÉE 96	SITES NON CONFORMES AVIS INFRACTION	NOMBRE DE SITE AUX ENQUÊTES	NOMBRE DE SITE AUX AFFAIRES JURIDIQUES
		Exploitation terminée	Conforme a. 126 RDS				
Bas Saint-Laurent (01)	0	---	---	---	---	---	---
Saguenay - Lac-Saint-Jean (02)	0	---	---	---	---	---	---
Québec (03)	0	---	---	---	---	---	---
Maurice - Bois-Francs (04)	0	---	---	---	---	---	---
Estrie (05)	0	---	---	---	---	---	---
Montréal (06)	0	---	---	---	---	---	---
Outaouais (07)	2	0	0	2	2	1	2
Abitibi-Témiscamingue (08)	3	0	0	3	2	2**	0
Côte-Nord (09)	13	6	2	12	12	2	0
Nord-du-Québec (10)	0	---	---	---	---	---	---
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine (11)	5	2	2	7	3	1	1
Chaudière - Appalaches (12)	0	---	---	---	---	---	---
Laval (13)	0	---	---	---	---	---	---
Lanaudière (14)	0	---	---	---	---	---	---
Laurentides (15)	0	---	---	---	---	---	---
Montérégie (16)	0	---	---	---	---	---	---
Total	23	8	4	23	19	6	1

\*\* Commissaire enquêteur



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

**Projets de lois**  
**Secteurs : environnement et faune**

LOIS ET RÈGLEMENTS (Priorités)	OBJET
Projet de Loi 56 modifiant la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables	Permettre au gouvernement de préciser, par règlement, comment disposer d'une chose saisie par un inspecteur de la flore, en application de la loi
Projet de Loi 86 sur le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent	Projet de loi créant le premier parc marin au Québec - Projet de loi « miroir » du gouvernement fédéral
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2)	Modifier l'article 31 de la LQE afin de permettre l'imposition de droits annuels au responsable d'une source de contamination qui a soumis et fait approuver un programme d'assainissement.
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) (1)	Diverses modifications portant notamment sur le financement d'un plan d'action dans les zecs et l'élargissement au domaine piscicole des permis scientifique, éducatif et de gestion de la faune
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c.C-61-1) (1)	Suivi des jugements de la Cour suprême relativement aux droits autochtones en matière de chasse et pêche
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2) (1) (Modernisation)	Réviser les systèmes d'autorisation de la LQE en vue d'en réduire le nombre et de simplifier leur processus d'émission. Réviser le régime d'évaluation environnementale.
Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux (1)	Refonte de la Loi suite aux recommandations de la Commission scientifique et technique (rapport Nicolet) sur la gestion des barrages
Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage afin de créer la Société de gestion des matières résiduelles (1)	Modifier la loi pour transformer Recyc-Québec en société de valorisation des matières résiduelles coordonnant la mise en valeur des matières résiduelles à travers des organismes accrédités.



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

**Projets de lois**  
**Secteurs : environnement et faune**

LOIS ET RÈGLEMENTS (Priorités)	OBJET
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) (2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en oeuvre de la décision 96-294 du Conseil des ministres portant sur la répartition des responsabilités entre le gouvernement et le ministre, les responsabilités pouvant être exercées par voie autre que réglementaire et les délégations possibles</li> <li>- Révision des amendes et introduction du principe de contributions additionnelles</li> </ul>
Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Environnement et de la Faune et la Loi sur le régime des eaux (2)	Préciser les pouvoirs du ministre sur les terres du domaine public hydrique et prévoir spécifiquement le pouvoir d'acquérir tout droit immobilier au bénéfice de ce domaine.
Projet de Loi sur les servitudes de conservation (3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un nouvel outil juridique mieux adapté à la conservation des milieux naturels sur terres privées</li> <li>- Offrir un support adéquat aux organismes non gouvernementaux préoccupés par cette problématique de conservation</li> <li>- Élément essentiel dans l'approche d'une tendance privée qu'entend privilégier le MEF à court terme</li> </ul>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : faune

LOIS ET RÈGLEMENTS (Priorités)	OBJET
Règlement modifiant le Règlement sur l'aquaculture et la vente des poissons	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdire la vente de la perchaude, de la lotte et de l'éperlan capturés sportivement</li> <li>- Adopter diverses mesures touchant, notamment, l'étiquetage des ombles de fontaine et les conditions de transport des truites arc-en-ciel</li> <li>- Ajustements divers</li> </ul>
Règlement modifiant le Règlement sur les zones de pêche, de chasse et de piégeage Règlement modifiant le Règlement sur les réserves fauniques des rivières à saumon Règlement modifiant le Règlement sur la réserve faunique de La Vérendrye Règlement modifiant le Règlement sur la chasse	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préciser les limites de zones à l'embouchure des rivières à saumon</li> <li>- Ajuster trois rivières à saumon avec les zones (1 réserve faunique et 2 zecs)</li> <li>- Correction du périmètre de la réserve faunique de La Vérendrye avec les zones et les sous-zones</li> <li>- Ajuster 8 territoires limitrophes à la réserve (5 pourvoiries et 3 zecs)</li> </ul>
Règlement sur les espèces floristiques menacées ou vulnérables et leurs habitats	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Protection de 10 nouvelles plantes</li> <li>- Fusion de règlements adopté en 1995</li> </ul>
Règlement sur la circulation des véhicules motorisés dans certains milieux fragiles (nouveau)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Protection des milieux sensibles</li> <li>- Relation avec le projet de Loi sur les VTT</li> </ul>
Règlement modifiant le Règlement sur la chasse Règlement modifiant le Règlement sur la chasse dans les réserves fauniques Règlement modifiant le Règlement sur la prohibition de chasser et de piéger sur certains territoires Règlement modifiant le Règlement sur le piégeage et le commerce de fourrure Règlement modifiant le Règlement sur le port d'un vêtement de couleur orangé fluorescent pour la chasse (1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Triennale chasse 97-99 et ajustements techniques</li> <li>- Comité chasse 96</li> <li>- Demandes de la Sépaq pour les réserves fauniques</li> </ul>
Règlement modifiant le Règlement sur la vente de chair d'animal (1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Possession et commerce de parties d'ours</li> <li>- Vente de chair à revoir</li> <li>- Entrée en vigueur de l'article 69 de la LCMVF</li> </ul>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : faune

LOIS ET RÈGLEMENTS (Priorités)	OBJET
Règlement visant la désignation d'espèces fauniques menacées ou vulnérables (nouveau) Règlement modifiant le Règlement sur les habitats fauniques (1)	- Désigner le suceur cuivré comme étant une espèce menacée - Désigner le caribou de Gaspésie comme étant une espèce vulnérable
Règlement sur le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent (1)	- Règlement d'application suite au projet de Loi 86
Règlement sur la disposition des biens saisis ou confisqués (nouveau) (1)	Élaborer les dispositions réglementaires sur la manière dont un agent doit disposer des biens saisis et périssables (chair, fourrure, etc.) et, dans le cas où la saisie s'est avérée inutile, l'établissement pour certains animaux du montant de dédom- magement ainsi que des biens confisqués
Règlement modifiant le Règlement sur le tableau de chasse à l'original (1)	Proroger pour un an le tableau de chasse à l'original pour la zone 17
Décret modifiant le Règlement sur la réserve faunique Rouge-Matawin Décret modifiant le Règlement sur la réserve faunique Ashuapmushuan (1)	- Ajustement des limites territoriales
Décret concernant l'exercice des pouvoirs du ministre de l'Environnement et de la Faune en vertu de la LCMVF (1)	Délégation des pouvoirs du ministre pour donner suite au nouveau POAS et mieux répondre aux besoins régionaux
Décret concernant l'établissement de la zec Pabok Décret concernant l'établissement de la zec de la rivière Nouvelle (1)	- Établissement de deux nouvelles zecs de pêche au saumon
Règlement modifiant le règlement sur la tarification reliée à l'exploitation de la faune Règlement modifiant le Règlement sur les parcs Règlement modifiant le Règlement sur les permis de pêche (2)	Ajustements tarifaires requis pour 1998-1999

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : faune

LOIS ET RÈGLEMENTS (Priorités)	OBJET
Règlement modifiant le Règlement sur les animaux en captivité Règlement modifiant le Règlement sur la chasse Règlement modifiant le Règlement sur la vente de la chair d'animal Règlement sur les animaux à déclaration obligatoire (nouveau) (2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revoir la notion d'exhibition d'animaux en captivité</li> <li>- Introduire la fauconnerie pour contrôle de déprédateurs</li> <li>- Abattage de cerf en enclos</li> <li>- Vente de la chair de cerf en enclos</li> <li>- Animaux à déclaration obligatoire</li> <li>- Divers ajustements</li> </ul>
Règlement modifiant le Règlement sur les parcs (2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduire une tarification d'accès dans les parcs</li> <li>- Permettre le port et le transfert d'agrès de pêche dans le parc du Saguenay et le parc du Mont-Orford</li> </ul>
Règlement sur la disposition des choses saisies et confisquées (2)	Procédure de disposition par les inspecteurs de la flore (Règlement d'application suite au projet de Loi 56)
Règlement modifiant le Règlement sur les pourvoyeurs de chasse, de pêche et de piégeage (2) (Modernisation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actualiser les règles autour de la mission faune</li> <li>- Indiquer les pourvoyeurs qui contrôlent les activités récréatives</li> </ul>
Règlement abrogeant le Règlement sur les zones d'exploitation contrôlée Règlement établissant les zecs de chasse et de pêche (nouveau) Règlement établissant les zecs de chasse à la sauvagine (nouveau) Règlement établissant les zecs de rivière à saumon (nouveau) (2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un règlement spécifique pour chacun des trois types de zecs</li> <li>- Introduire une marge de manoeuvre tarifaire</li> </ul>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : faune

LOIS ET RÈGLEMENTS (Priorités)	OBJET
Règlement modifiant les Règlements de chacune des réserves Règlement modifiant le Règlement sur la pêche dans certaines réserves fauniques Règlement modifiant le Règlement sur la chasse dans les réserves fauniques Règlement sur les réserves fauniques (nouveau) (2)	Refonte de la réglementation concernant les réserves fauniques
Règlement modifiant le Règlement sur la chasse Règlement modifiant le Règlement sur la chasse dans les réserves fauniques Règlement modifiant le Règlement sur le piégeage et le commerce des fourrures (2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Expédition de chasse à l'original à retirer</li> <li>- Plan de gestion de l'ours</li> <li>- Bécasse versus pourvoiries</li> <li>- Étalement des périodes de chasse: régions 5,6,16</li> <li>- Comité chasse 97</li> <li>- Gestion du cerf dans l'Estrie</li> </ul>
Décret modifiant le Règlement concernant la réserve écologique de la Matamec (2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soustraire deux secteurs de la réserve pour permettre la circulation normale de certains usagers des territoires limitrophes</li> </ul>
Décret concernant le Plan de gestion de la pêche 1997-1998 (2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Répartir la ressource halieutique entre le stock reproducteur et la pêche à des fins d'alimentation sportive ou commerciale</li> </ul>
Décret établissant la réserve écologique Charles-Banville Décret modifiant la réserve faunique de Rimouski Décret modifiant la zec Bas-Saint-Laurent (2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Établir la réserve écologique</li> </ul>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : faune

LOIS ET RÈGLEMENTS (Priorités)	OBJET
Décret établissant la réserve écologique Rivière-Rouge Décret établissant la réserve écologique Presqu'île-Robillard Décret établissant la réserve écologique Rivière-aux-Brochets Décret établissant la réserve écologique Léon-Provancher Décret établissant la réserve écologique Grande-Rivière Décret établissant la réserve écologique Chicobi Décret établissant la réserve écologique Mont-Saint-Pierre (2)	- Établir ces réserves écologiques
Décret modifiant le décret concernant la réserve écologique André-Michaux Décret modifiant le décret concernant la réserve écologique Rivière-du-Moulin Décret modifiant le décret concernant la réserve écologique Claude-Mélançon (2)	- Modifications des limites des réserves écologiques
Règlement modifiant le Règlement sur les habitats fauniques (3)	- Intervention dans l'habitat du poisson pour activités autres que forestières selon les normes du RNI - Ajout de normes pour démolition de barrage à castor - Corrections diverses
Règlement du ministre sur le tarif des permis de pêche (nouveau) Règlement modifiant le Règlement sur les permis de pêche (3)	- Établissement des tarifs des permis de pêche par le ministre - Relation avec le Règlement (fédéral) de pêche du Québec
(Règlement modifiant le Règlement de pêche du Québec) Règlement modifiant le Règlement sur l'aquaculture et la vente des poissons Règlement modifiant le Règlement sur les permis de pêche (3)	- Révision complète du RPQ (conditionnel à l'adoption d'une nouvelle Loi fédérale des pêches) OU - Résiduel des comités pêche - Corrections ad hoc - Possession de poissons

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : faune

LOIS ET RÈGLEMENTS (Priorités)	OBJET
Règlement modifiant le Règlement sur l'aquaculture et la vente des poissons (3) (Modernisation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Libéralisation de certaines activités piscicoles à la demande du MAPAQ</li> <li>- Ajustements des étangs de pêche</li> <li>- Demandes du Secrétariat à la déréglementation</li> </ul>
Règlement modifiant le Règlement sur les espèces floristiques menacées ou vulnérables et leurs habitats (3)	Protection de 8 nouvelles plantes
Règlement abrogeant le Règlement sur l'auxiliaire de la conservation de la faune (3) (Modernisation)	Abrogation
Règlement modifiant le Règlement sur la réserve faunique de Matane Abrogation du Règlement sur la réserve faunique de Dunière Règlement modifiant le Règlement sur la chasse Décret modifiant le Règlement sur la réserve faunique de Île d'Anticosti Règlement modifiant le Règlement sur la réserve faunique de Sept-Îles-Port-Cartier (3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Changement de toponyme (réserve faunique Sept-Îles-Port- Cartier)</li> <li>- Agrandir la réserve faunique de Matane à même la réserve de Dunière</li> <li>- Abroger secteur ouest et interdire chasse au gros gibier dans ce même secteur (réserve faunique Île d'Anticosti)</li> </ul>
Décret concernant la désignation et la délimitation des terres du domaine public (3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ajustement aux limites de 5 pourvoies à droits exclusifs</li> <li>- Désignation d'un nouveau territoire en vue d'appel d'offres</li> <li>- Corriger 4 descriptions techniques</li> </ul>
Décret concernant le Plan de gestion de la pêche 1998-1999 (3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Répartir la ressource halieutique entre le stock reproducteur et la pêche à des fins d'alimentation sportive ou commerciale</li> </ul>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : faune

LOIS ET RÈGLEMENTS (Priorités)	OBJET
Décret modifiant le territoire de zones d'exploitation contrôlée (3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modifications des limites des zecs des Passes, La Lièvre et Lac Brébeuf visant à exclure les terrains privés</li> <li>- Échange de terrain entre la zec Buteux-Bas-Saguenay et la pourvoirie Lac Roger et Faucille</li> <li>- Exclusion de la route de la zec Labrieville</li> <li>- Transfert d'une partie de la zec Trinité au profit de la zec de la rivière à saumon de la Rivière-de-la-Trinité</li> </ul>
Décret modifiant les limites de la réserve faunique des Chic-Chocs (3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modifier les limites de la réserve faunique des Chic-Chocs en y intégrant une partie de l'ancienne réserve faunique de Baldwin</li> </ul>



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : environnement

LOIS ET RÈGLEMENTS	OBJET
Règlement modifiant le Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers (R.R.Q., c.Q-2, r.12.1) (Modernisation)	Faciliter et simplifier le transfert des données au MEF.
Règlement sur les lieux d'élimination des neiges	Interdire le déversement des neiges usées dans les cours d'eau.
Règlement sur les matières dangereuses  (Modernisation)	Remplacer le Règlement sur les déchets dangereux (R.R.Q., c.Q-2, r.3.01) pour, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Supprimer les chevauchements des différentes réglementations en matière de transport;</li> <li>• Alléger des charges administratives;</li> <li>• Harmoniser avec la réglementation fédérale.</li> </ul>
Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole	Règlement remplaçant le Règlement sur la prévention de la pollution des eaux par les établissements de production agricole (R.R.Q., 1981, c.Q-2, r.18) Prévoit, notamment, l'adoption de plans de fertilisation agro-environnementale.
Règlement modifiant le Règlement sur les déchets solides (R.R.Q., 1981, c.Q-2, r.14) (Modernisation)	Modifications diverses (contenant - fluff - laboratoires accrédités - garanties).
Règlement modifiant le Règlement sur les effluents liquides des raffineries de pétrole (R.R.Q., 1981, c.Q-2, r.6)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminution des quantités de contaminants pouvant faire l'objet d'un rejet à l'environnement.</li> <li>• Actualisation des normes essentielles.</li> </ul>
Règlement modifiant le Règlement sur la qualité de l'atmosphère (R.R.Q., 1981, c.Q-2, r.20)	Soumettre toutes les salles de peinture à l'application de l'article 15. Harmoniser les normes avec le Règlement 90 de la CUM, les objectifs et critères du gouvernement fédéral et des autres provinces et actualisation de normes essentielles.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : environnemen

LOIS ET RÈGLEMENTS	OBJET
Règlement sur le captage des eaux souterraines (1)	Remplacer le Règlement sur les eaux souterraines (c.Q-2, r.5.1) pour, notamment, transférer aux municipalités la responsabilité d'application du Règlement pour les ouvrages de captage ayant un débit inférieur à 75 m³/jour.
Règlement modifiant le Règlement sur le domaine hydrique public (1)	Conférer clairement au ministre du MEF l'autorité sur le domaine hydrique public relié à la Loi modifiant la Loi sur le MEF et la Loi sur le Régime des eaux.
Règlement sur la mise en décharge et l'incinération des déchets urbains (1)	Refonte du règlement sur les déchets solides (R.R.Q., 1981, c.Q-2, r.14).  Actualisation des normes d'étanchéité des lieux d'enfouissement.
Règlement sur les fonds de suivi postfermeture (1)	Nouveau projet de règlement visant à donner suite à l'article 57 de la L.Q.E. édicté par le chapitre 41 des lois de 1994.  Subordonne l'exploitation d'une installation d'élimination de déchets à la constitution d'une fiducie ayant pour objet d'accumuler des garanties financières nécessaires aux travaux de fermeture et de suivi de ce type d'installation.
Règlement relatif à l'application de la L.Q.E. (1)  (Modernisation)	Refonte du règlement actuel (décret 1529-93) pour donner suite à la révision des systèmes d'autorisation. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Simplification et réduction des autorisations.</li> </ul>
Code de gestion des pesticides (1)	Code édictant des règles relatives à la distribution, à la vente, à l'entreposage, au transfert et à l'utilisation des pesticides.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : environnemen

LOIS ET RÈGLEMENTS	OBJET
Règlement modifiant divers règlements environnementaux relativement à la tarification des actes administratifs (1)	Révision de la tarification des actes administratifs de la LQE.
Règlement sur la récupération des contenants des emballages et des imprimés mis au rebut (1)	Règlement obligeant certains établissements industriels et commerciaux à établir un système de récupération de ces produits ou à faire partie d'un organisme dont la fonction est de mettre en place des systèmes de valorisation ou de collecte de ces produits (Suite du Sommet socio-économique).
Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (1) (Modernisation)	Modifier le régime d'évaluation environnementale applicable aux projets relatifs à des aménagements fauniques.
Règlement sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses (1)	RESPONSABILITÉ DE RECYC-QUÉBEC Projet de règlement produit par Recyc-Québec répertoriant les clauses de l'entente portant sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de bière ou de boissons gazeuses. Il sera adopté si les signataires de l'entente n'arrive pas à un consensus.
Règlement établissant une consigne lors de la vente de pneus neufs (1)	RESPONSABILITÉ DE RECYQ-QUÉBEC Règlement établissant un système de récupération et priorisant la valorisation des pneus usagés.
Règlement sur les eaux de baignade (1)	Obligation d'échantillonnage faite au propriétaire de plage.
Règlement sur l'eau potable (2)	Refonte du règlement actuel (R.R.Q., 1981, c.Q-2, r.4.1)  Actualisation des normes concernant la qualité de l'eau.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**  
**LISTE DES PROJETS DE LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION**  
**MARS 1997 - MARS 1998**

Secteur : environnement

LOIS ET RÈGLEMENTS	OBJET
Règlement modifiant le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c.Q-2, r.8)  (2)  (Modernisation)	Assouplissement des règles concernant l'usage de technologies nouvelles.
Règlement modifiant le Règlement sur les déchets biomédicaux (R.R.Q., c.Q-2, r.3.001)  (2)	Assujettissement des activités de récupération de seringues à usage personnel.
Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement  (3)	Refonte du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c.Q-2, r.9).  Donne suite à l'adoption du chapitre 56 des lois de 1992 et à la modification de la LQE prévue en décembre 1997  Prépublication effectuée le 28 juin 1993.
Règlement modifiant divers règlements en matière de méthodes d'analyse  (3)	Moderniser plusieurs méthodes d'analyse désuètes ou incompatibles avec l'usage du fréon, en vue de leur application par les laboratoires accrédités.
Règlement d'application de l'article 32 de la L.Q.E.  (3)	Nouveau règlement visant à soustraire certains travaux d'extension d'égout de l'application de l'article 32 sous réserve de la délivrance d'une attestation de conformité par l'ingénieur responsable des travaux.
Règlement relatif à l'application de la L.Q.E.  (3)	Modification visant à diminuer le nombre d'autorisations à court terme, entre autres, soustraire certains travaux d'aqueduc et d'égout de l'application de l'article 32.



**Bilan, au 31 mars 1997, des travaux de la Table ronde  
québécoise sur l'environnement et l'économie,  
nombre de réunions et projets en cours**

**Bilan des activités au 31 mars 1997**

La dernière réunion officielle des membres de la Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie s'est tenue en octobre 1991. Son secrétariat, assumé par le ministère de l'Environnement et de la Faune, a été démantelé en 1993.

97.03.26



## ASSEMBLÉE PERMANENTE – ENVIRONNEMENT ET FAUNE

NOTE: Les rapports sont fournis à part en trois exemplaires.

### LISTE DES MEMBRES

#### Groupes environnementaux et fauniques :

- Harvey Mead, président  
Union québécoise pour la conservation de la nature inc. – UQCN
- Henri Jacob, président  
Réseau québécois des groupes écologistes
- Louis Robert, président  
ENJEU Environnement Jeunesse
- Henri Côté, président  
Fédération québécoise des gestionnaires de ZEC (FQGZ)
- Claudette Villeneuve, présidente  
Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec
- François Tanguay, directeur  
Greenpeace Québec
- Yves Corriveau, directeur général  
Centre québécois du droit de l'environnement
- Claude Gauthier, président  
Fédération québécoise de la faune
- Jean-Pierre Mailhot, président  
Fédération québécoise pour le saumon atlantique – FQSA

#### Ministère de l'Environnement et de la Faune :

- David Cliche, ministre
- Diane Gaudet, sous-ministre
- Suzanne Giguère, sous-ministre adjointe au Développement durable
- Conseillers politiques (2 ou 3)
- Lucien Beaumont, directeur des Affaires institutionnelles et des Communications et secrétaire de l'Assemblée permanente

#### NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES :        6

- 9 février 1996
- 8 mars 1996
- 11 avril 1996
- 24 mai 1996
- 10 septembre 1996
- 24 janvier 1997





13. Subventions allouées par la SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE  
dans le cadre du programme d'aide au réemploi, au recyclage et à la valorisation énergétique des  
pneus hors d'usage

BILAN CUMULATIF AU 31 MARS 1997

VOLET	BÉNÉFICIAIRE	DU 1er AVRIL 96 AU 31 MARS 97	AVANT LE 1er AVRIL 1996	CUMULATIF DEPUIS LE DÉBUT DU PROG.
Développement technologique	Soc. de récupération énergie Thermex (@50%) Tirex Canada Greensbach Recyclage Inc. Projet ART Les Caoutchoucs Enviromax Inc. Sous-total	13 871 \$ 75 000 \$    <u>88 871 \$</u>	75 000 \$ 0 \$ 26 774 \$ 65 500 \$ 75 000 \$ 242 274 \$	88 871 \$ 75 000 \$ 26 774 \$ 65 500 \$ 75 000 \$ 331 145 \$
Rechapage	Centre Techno-Pneu Inc. Co. de Pneus & Rechapage Sherbrooke Ltée Pneus & Rechapage Métro Inc. Rechapage Moderne Inc. Rechapage Québec Métro Inc. Rechapage S.P. (1989) Ltée Rechapestrie Inc. Vulcanisation Sherbrooke Enr. St-Jérôme bandag inc. Les Services de Pneus C.T.R. Sous-total	628 \$ 1 132 \$ 1 650 \$ 28 \$ 74 \$  72 \$   1 336 \$ <u>2 100 \$</u> 7 020 \$	920 \$ 24 812 \$ 10 358 \$ 3 858 \$ 3 322 \$ 1 696 \$ 1 298 \$ 6 234 \$ 1 414 \$ <u>118 414 \$</u> 172 326 \$	1 548 \$ 25 944 \$ 12 008 \$ 3 886 \$ 3 396 \$ 1 696 \$ 1 370 \$ 6 234 \$ 2 750 \$ <u>120 514 \$</u> 179 346 \$
Transformation Primaire (poudrette)	Caoutech Inc. Scopcat Sous-total	  <u>151 300 \$</u> 151 300 \$	  <u>182 808 \$</u> 335 808 \$	  <u>334 108 \$</u> 487 108 \$
Transformation Secondaire (pneus entiers)	Dynamat Sous-total	 <u>110 245 \$</u> 110 245 \$	 <u>441 830 \$</u> 441 830 \$	 <u>552 075 \$</u> 552 075 \$
Transformation Secondaire (à partir de poudrette)	Royal Mat inc. Jacem inc. Ani-mat Inc. Greensbach Recyclage Inc. Enviromax Sous-total	34 600 \$ 2 950 \$ 18 750 \$   <u>56 300 \$</u>	73 100 \$ 0 \$ 101 950 \$ 1 050 \$ 3 150 \$ 179 250 \$	107 700 \$ 2 950 \$ 120 700 \$ 1 050 \$ 3 150 \$ 235 550 \$
Valorisation Énergétique	Soc. de récupération énergie Thermex Lafarge Canada Ciment St-Laurent Sous-total	2 400 \$ 4 420 \$ <u>436 729 \$</u> 443 549 \$	 132 480 \$ <u>639 960 \$</u> 772 440 \$	2 400 \$ 136 900 \$ <u>1 076 689 \$</u> 1 215 989 \$
	TOTAL	<u>857 285 \$</u>	<u>2 143 927 \$</u>	<u>3 001 212 \$</u>



## 14. Bilan des subventions par Recyc-Québec en 1996-1997

## A. Éducation et sensibilisation

## 1. Projets éducatifs et de sensibilisation

C.E.Q.	147 000,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération (Trousse Terre Promise)
CFER	135 000,00 \$	Caravane de récupération
Environnement Jeunesse	20 000,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération - compostage des déchets de cuisine dans institutions scolaires
CEQ	19 975,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
Spectra	19 500,00 \$	Sensibilisation du public - Festival international de Jazz
Guide vert des citoyens de la Ville de Québec	15 000,00 \$	Sensibilisation du public: Guide vert "L'heure juste sur la gestion des déchets domestiques"
Réseau québécois des groupes écologistes	12 094,25 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération - réseau thématique environnemental (via Internet)
Actions re-buts	10 000,00 \$	Sensibilisation du public - centre de documentation et de bulletins
32e finale des Jeux du Québec	10 000,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
Action Re-buts et autres	9 800,00 \$	Sensibilisation du public - projet de colloque sur les ressources
Les Éditions Berger et autres	7 744,05 \$	Sensibilisation du public au compostage
Fonds Godefroy-Lavolette	6 500,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
Centre Interprétation La Gang des 3R	5 000,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
Ville de Beauport	5 000,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
Corp. Développement Socio-Économique	2 000,00 \$	Sensibilisation du public
Enviro-Action	1 500,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
Troupe Luni-Vert	1 500,00 \$	Sensibilisation du public
Commission-Scolaire Chaudière-Etchemin	1 000,00 \$	Caravane de récupération
Grip Québec Uquam	1 000,00 \$	Sensibilisation du public
École Secondaire Frenette	750,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération - compostage
Table de concertation en Environnement du Bas Richelieu	350,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération - émissions éducatives à caractère environnemental
Jeunesse Canada Monde	350,00 \$	Sensibilisation du public
Commission Scolaire Victoriaville	300,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
Centre Louis-Joliet	200,00 \$	Sensibilisation du public sur le recyclage
École St-Pierre Claver	100,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
TOTAL		431 663,30 \$

## 2. Salons et expositions

Salon Pepsi Jeunesse / Normand Toupin	22 400,00 \$	Salon jeunesse + animation
Enviro-Action	10 000,00 \$	Foire environnementale Alma + commandite
Centre de design de Université du Québec à Montréal	7 000,00 \$	Exposition, importance du recyclage des déchets industriels et domestiques
UMRCQ	6 602,58 \$	Congrès annuel + vidéo humoristique + prix
AQTE	6 000,00 \$	Salon de technologies environnementales
Groupe Jeunesse	6 000,00 \$	Salon des Amis (es)
Américana 97	5 000,00 \$	Salon des technologies environnementales - Palais des congrès Montréal
Salon de l'UMQ	5 000,00 \$	Salon des municipalités
UMQ	4 000,00 \$	Grand forum de la gestion municipale
La Joujouthèque Hochelaga-Maisonneuve	4 000,00 \$	Salon jeunesse - concours Recyc-Art - animation
Chambre de commerce de l'Est de l'île de Montréal	3 820,00 \$	Sommet économique sur l'environnement
Polysources	1 900,00 \$	Congrès de U.I.C.N.
Forum économique de Verdun	1 500,00 \$	Semaine nationale de l'Environnement
Normand Toupin	1 250,00 \$	Congrès mondial de la conservation (animation)
Edith Monette	1 000,00 \$	Salon Jeunesse (gagnante concours RECYC-ART)
Association des services de l'automobile Inc. du Québec	1 000,00 \$	Colloque
TOTAL		86 472,58 \$

## 3. Projets de récupération et de recyclage

La Joujouthèque	5 500,00 \$	Projet de récupération de jouets
Association de la construction du Québec	5 000,00 \$	Projet de récupération - information et sensibilisation - récupération et recyclage des résidus de construction
Mun. Rég. comté Fjord-du-Saguenay	5 000,00 \$	Projet de récupération d'arbres de Noël
Comité Zip du Haut St-Laurent	4 000,00 \$	Projet de récupération - l'information sur les DDD
Corporation de Développement Économique St-Eustache	4 000,00 \$	Projet de récupération de résidus de I.C.I.
Myco Anna	3 000,00 \$	Projet de récupération sur la réutilisation et la transformation des vêtements usages
Comité Zip Saguenay	3 000,00 \$	Projet de récupération: Atelier sur DDD
Club Millezinc	2 500,00 \$	Projet de récupération - compostage domestique
Mouvement Cegep-Recycle	2 500,00 \$	Projet de récupération - collecte de vieux vêtements
Cap-Vie	2 400,00 \$	Projet de récupération de papier et carton
Parrainage Civique de Chomedey	2 000,00 \$	Projet de récupération - Centre de recyclage et ressourçene
Régie Intermunicipale Gestion Déchets Mauricie	2 000,00 \$	Projet de récupération - collecte RDD
Corporation d'amélioration et de protection de l'environnement	2 000,00 \$	Projet de récupération - collecte des RDD
CREQ	2 000,00 \$	Projet de récupération - restaurants de la région de Québec
Régie Intermunicipale de déchets Rég. Coaticook	1 500,00 \$	Projet de récupération - collecte sur les DDD
Centre de la Montagne Inc.	1 500,00 \$	Projet de récupération
Groupe Environnemental Uni-Vert	1 500,00 \$	Projet de récupération sur la gestion des déchets forestiers
Éco-Quartier St-Michel	1 450,00 \$	Projet de récupération - service de taxi-toxique sur les DDD
Recyclo-scouts	1 000,00 \$	Projet de récupération
Comité de l'Environnement de Latémière	900,00 \$	Projet de récupération de compostage domestique
Coderr-02	590,00 \$	Projet de récupération - collecte à la maison de vieux vêtements et de jouets
Fondation Echo-Logie	500,00 \$	Projet de récupération - bottins réutilisables
La 23e Troupe Mafeting	400,00 \$	Projet de récupération - contenants consignés
TOTAL		54 240,00 \$

## 4. SUBVENTIONS - Audience du BAPE

CFER Louis-Joseph Papineau	2 500,00 \$	Aide à la production de mémoire dans le cadre des audiences du BAPE
Réseau des CFER	2 500,00 \$	Aide à la production de mémoire dans le cadre des audiences du BAPE
Atelier des chômeurs Bas-Richelieu	1 500,00 \$	Aide à la production de mémoire dans le cadre des audiences du BAPE
Adm. régionale Kativik	1 300,00 \$	Aide à la production de mémoire dans le cadre des audiences du BAPE
Comité consultatif env. Kativik	1 300,00 \$	Aide à la production de mémoire dans le cadre des audiences du BAPE
TOTAL		9 100,00 \$

14. Bilan des subventions par Recyc-Québec en 1996-1997

B. Développement et expérimentation

1. Tests, expérimentation, étude de faisabilité

FCQGED	50 000.00 \$	Étude de faisabilité - ressources/déchets
Agrôpur	35 000.00 \$	Projet - logiciel d'audit d'emballage
MRC des îles de la Madeleine	25 189.96 \$	Projet d'implantation de centres de dépôts aux îles de la Madeleine
Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes	25 000.00 \$	Projet de collecte sec-humide
Atelier de réusinage de cartouche ARC	16 000.00 \$	Projet de récupération & recyclage de cartouches d'encre
Fondation québécoise en environnement	15 000.00 \$	Projet de récupération des huiles usées
FCQGED	15 000.00 \$	Contributions pour ateliers, publ., ????
Action Re-buts	15 000.00 \$	Projet de formation de transformation de vêtements usagés en couvertures & autres produits / acq. d'équip.
Ville de Laval	15 000.00 \$	Projet de collecte à 3 voies et compostage des résidus de jardins
Fondation Godefroy Lavolette	15 000.00 \$	Projet pour la récupération et le recyclage de matériel électronique
Récupération Grand-Portage	12 000.00 \$	Entreposage & conditionnement des matières recyclables
CRIQ (Bureau de normalisation du Québec)	10 000.00 \$	Programme de reconnaissance de la conformité pour la Norme nationale du Canada sur les composts
Action St-Henri	5 000.00 \$	Projet de fabrication & vente de papier fin à partir de rebuts papier & carton
Groupe de recherche en écologie sociale (U. de M.)	3 000.00 \$	Débats sur régionalisation des déchets et responsabilités des producteurs
TOTAL		256 189.96 \$

**LISTE DES AVIS ET DES ÉTUDES DEMANDÉS DEPUIS SEPTEMBRE 1994, RELATIVEMENT À L'ÉLIMINATION DES BPC.**

**Réponse :**

- Consultation du Professeur Robert Legros, de l'École Polytechnique de l'Université de Montréal, relativement au fonctionnement de l'incinérateur à lit fluidisé de Cintec Environnement Inc.
- Étude géotechnique du site d'élimination des BPC de Saint-Basile-le-Grand réalisée par la société Quéformat Ltée.
- Modélisation de la dispersion atmosphérique des contaminants (site Saint-Basile-le-Grand) par Tecsalt Environnement Inc.

97.03.11



LISTE DES CONTRATS ACCORDÉS POUR DÉTERMINER LE PROCESSUS QUI DEVRAIT ÊTRE MIS EN PLACE POUR ÉLIMINER LES BPC, DEPUIS LE 26 SEPTEMBRE 1994.

Réponse :

SOCIÉTÉ	MANDAT	MONTANT
Quéformat Ltée	Étude géotechnique du site d'élimination des BPC de Saint-Basile-le-Grand	15 100,00 \$
	Dépense réelle	14 389,99 \$
Naturam Environnement	Échantillonnage et analyse de sols à Manic Deux	1 400,00 \$
Rousseau et Babin Ltée	Arpentage du site de traitement de Manic Deux	445,00 \$
Forage Comeau	Forage et installation de cinq piézomètres à Manic Deux	5 930,00 \$
Tecsult Environnement	Surveillance et suivi environnemental des travaux de traitement et d'élimination des BPC dont le MEF a la garde	3 267 186,00 \$
Poisson, Bazinet et associés	Rapport d'évaluation Saint-Basile-le-Grand, site de traitement et d'élimination des BPC	9 600 \$

97.03.11





**ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX VISANT L'ÉLIMINATION DES BPC À BAIE-COMEAU, SAINT-BASILE-LE-GRAND ET SHAWINIGAN SUD.**

Réponse :

● **ÉCHÉANCIER GLOBAL DU PROJET**

<u>PRINCIPALES ÉTAPES</u>	<u>DATE</u>
● Début des travaux à Manic Deux	Janvier 1996
● Fin des travaux à Manic Deux	Juillet 1997
● Début des travaux à Saint-Basile-le-Grand	Mai - juin 1997
● Fin des travaux à Saint-Basile-le-Grand	Juillet - août 1998
● Début des travaux à Shawinigan-Sud	Juillet 1998
● Fin des travaux à Shawinigan-Sud	Décembre 1998

● **ÉCHÉANCIER DE L'ÉLIMINATION DES BPC DE MANIC DEUX**

<u>PRINCIPALES ÉTAPES</u>	<u>DATE</u>
● Travaux d'évaluation de l'état initial du milieu du site	Juin à septembre 1995
● Entrée en fonction de la société de professionnels	Septembre 1995
● Émission du C.A. pour les travaux d'aménagement par Cintec	Décembre 1995
● Début de l'aménagement du site de Manic Deux	Janvier - février 1996
● Mobilisation des équipements	Janvier à mars 1996
● Essais de démonstration des unités Décontaksolv et Ultrapsorption	Avril - août 1996
● Essais de mise en service de l'incinérateur LFC	Avril à juillet 1996
● Essais de démonstration de l'incinérateur LFC	Août 1996
● Traitement et élimination des BPC du MEF et d'Hydro-Québec	Juin 1996 à février 1997
● Traitement et l'élimination des BPC des propriétaires privés de la Côte-Nord	Novembre 1996 à février 1997
● Démobilisation et restauration du site	Février à juillet 1997

97.03.11



COÛTS DE LA GESTION ET DE LA DESTRUCTION DES BPC (INCLUANT GARDIENNAGE, SUBVENTIONS AUX GROUPES DE CITOYENS, ÉTUDES, LOCATION D'ENTREPÔTS, INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS, CINTEC, ETC.) DEPUIS SEPTEMBRE 1994.

Réponse :

● Subventions aux Comités de vigilance	624 000 \$
● Gestion	694 017,04 \$
● Gardiennage et entreposage	689 573 \$
● Cintec Environnement Inc.	6 826 776,46 \$
● Tecsalt Environnement Inc.	1 161 287,19 \$

97.03.14



## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Membres du BAPE en 1996-1997 et mandats qui leur ont été assignés*

Membre	Rémunération	Mandats confiés
Harvey, André Président Nommé le 6 janvier 1997	21 807 \$	
Journault, Claudette Vice-présidente et présidente par intérim jusqu'au 6 janvier 1997	88 966 \$	<i>Audiences publiques</i> La gestion des matières résiduelles au Québec
Gélinas, Johanne Membre régulière	73 334 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet de décontamination du canal de Lachine
Genest, Camille Membre régulier	79 987 \$	<i>Audiences publiques</i> La gestion des matières résiduelles au Québec <i>Médiations</i> Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Rosaire par les Services sanitaires Gaudreau inc.
Chapdelaine, Robert Membre additionnel à plein temps	88 850 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'amélioration de la route 132 à Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père
Cloutier, Alain Membre additionnel à plein temps	79 922 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire «Essalar» à Larouche par Cintec inc Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire à Saint-Édouard-de-Frampton par la municipalité régionale de comté de la Nouvelle-Beauce Projet de dégagement de la régénération forestière par le ministère des Ressources naturelles

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Membres du BAPE en 1996-1997 et mandats qui leur ont été assignés*

Membre	Rémunération	Mandats confiés
Dubuc, Conrad Membre additionnel à plein temps Départ le 1 <sup>er</sup> août 1996	33 662 \$	
Pagé, Gisèle Membre additionnelle à plein temps	62 682 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet de parc éolien de la Gaspésie Projet de ligne Duvernay-Anjou à 315 kV par Hydro-Québec <i>Médiations</i> Projet d'agrandissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire sur le territoire de la municipalité de Cowansville
Renaud, Pierre Membre additionnel à plein temps Départ le 12 juillet 1996	39 781 \$	
Beaudet, René Membre additionnel à temps partiel	34 220 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'établissement d'un centre de démonstration de nouvelles technologies reliées à la gestion des déchets intégrant un lieu d'élimination à Chicoutimi par Services Environnementaux AES inc. Projet de dégagement de la régénération forestière par le ministère des Ressources naturelles
Bélanger, Michel Membre additionnel à temps partiel	87 360 \$	<i>Audiences publiques</i> La gestion des matières résiduelles au Québec
Bourque, Denis Membre additionnel à temps partiel	17 940 \$	<i>Médiations</i> Projet de cogénération à l'usine de Produits Forestiers Alliance inc. à Dolbeau par Enviro-Énergie Alliance inc.

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Membres du BAPE en 1996-1997 et mandats qui leur ont été assignés*

<b>Membre</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Mandats confiés</b>
Desrochers, Louise Membre additionnelle à temps partiel <b>A démissionné (raison de santé) le 25 juin 1996</b>	11 505 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet de ligne Duvernay-Anjou à 315 kV par Hydro-Québec
Haemmerli, John Membre additionnel à temps partiel	25 838 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire «Essalar» à Larouche par Cintec inc. Projet de parc éolien de la Gaspésie
Kantardjieff, Alexandra Membre additionnelle à temps partiel	23 693 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire à Saint-Édouard-de-Frampton par la municipalité régionale de comté de la Nouvelle-Beauce
Lebeault, Pierre Membre additionnel à temps partiel	32 175 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'aménagement hydroélectrique des chutes de la Chaudière
Légère, Michel Membre additionnel à temps partiel	77 220 \$	<i>Audiences publiques</i> La gestion des matières résiduelles au Québec
L'Heureux, Réal P. Membre additionnel à temps partiel	31 200 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'amélioration de la route 132 à Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père  <i>Médiations</i> Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire et d'aménagement d'un lieu d'enfouissement de débris de construction et de démolition à Saint-Alban
Mondoux, Jean-Maurice Membre additionnel à temps partiel	38 220 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'établissement d'un centre de démonstration de nouvelles technologies reliées à la gestion des déchets intégrant un lieu d'élimination à Chicoutimi par Services Environnementaux AES inc.



## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Membres du BAPE en 1996-1997 et mandats qui leur ont été assignés*

<b>Membre</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Mandats confiés</b>
Paré, Jean Membre additionnel à temps partiel	31 590 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'aménagement hydroélectrique des chutes de la Chaudière
Samak, Qussai Membre additionnel à temps partiel	96 525 \$	<i>Audiences publiques</i> La gestion des matières résiduelles au Québec
Sérodes, Jean-Baptiste Membre additionnel à temps partiel	10 000 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet de décontamination du canal Lachine
Zayed, Joseph Membre additionnel à temps partiel	27 300 \$	<i>Audiences publiques</i> Programme de dégagement de la régénération forestière par le ministère des Ressources naturelles Projet de ligne Duvernay-Anjou à 315 kV par Hydro-Québec

## **HARVEY, André**

### **FORMATION ACADÉMIQUE**

1969	University of Waterloo Maîtrise ès sciences appliquées en aménagement hydraulique
1966	Université Laval Baccalauréat ès sciences appliquées en génie civil

### **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1992	Ministère de l'Environnement et de la Faune Sous-ministre adjoint
1990-1992	Ministère de l'Environnement Directeur général de l'environnement et de l'économie
1988-1990	Directeur général des ressources hydriques
1985-1988	Directeur de la récupération et du recyclage
1982-1985	Directeur de l'assainissement de l'air
1975-1982	Ministère des Richesses naturelles Directeur de l'exploitation des barrages

## **JOURNAULT, Claudette**

### **FORMATION ACADÉMIQUE**

<b>1973</b>	<b>Université du Québec à Trois-Rivières Baccalauréat en biologie</b>
-------------	---

### **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

<b>Depuis 1995</b>	<b>Bureau d'audiences publiques sur l'environnement</b>
<b>Depuis 1989</b>	<b>Présidente par intérim Membre</b>
<b>1984-1989</b>	<b>Ministère de l'Environnement Chef du Service de la caractérisation des lieux d'élimination des déchets dangereux</b>
<b>1983-1984</b>	<b>Responsable du groupe inventaire et caractérisation au sein du Groupe d'étude et de restauration des lieux d'élimination des déchets dangereux (GERLED)</b>
<b>1980-1983</b>	<b>Chargée de projet au sein du Service d'analyse des études d'impact</b>
<b>1973-1980</b>	<b>Service de protection de l'environnement Biologiste</b>

**GÉLINAS, Johanne**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

1987	Université du Québec à Montréal
	Maîtrise en sciences de l'environnement
1984	Baccalauréat spécialisé en géographie humaine

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1991	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement - BAPE Membre
1990-1991	Comité de santé environnementale des départements de santé communautaire du Québec Présidente
1990-1991	Université de Montréal Chargée de cours au certificat en environnement
1989-1990	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement - BAPE Commissaire à la Commission d'enquête sur les déchets dangereux
1986-1989	Département de santé communautaire du Lakeshore Chargée de projet en santé environnementale
1984-1985	Ministère de l'Environnement du Québec Agente de recherche et de planification socio-économique
1984	Géographe - cartographe

# **GENEST, Camille**

## **FORMATION ACADÉMIQUE**

<b>1980</b>	<b>Formacadres Diplôme</b>
<b>1969</b>	<b>Université Laval Licence en théologie</b>

## **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

<b>1987-1995</b>	<b>Société de l'assurance automobile du Québec Directeur de la programmation et des opérations centrales</b>
<b>1985-1987</b>	<b>Directeur de l'indemnisation</b>
<b>1983-1984</b>	<b>Régie de l'assurance-maladie du Québec Chef des services aux professionnels de la santé</b>
<b>1980-1983</b>	<b>Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Secrétaire du ministère et directeur des communications</b>
<b>1978-1980 1977-1978</b>	<b>Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche Directeur régional de l'Estrie Adjoint aux opérations régionales</b>
<b>1975-1977</b>	<b>Ministère des Affaires sociales Adjoint au sous-ministre</b>
<b>1972-1975</b>	<b>Association des scouts du Canada Secrétaire général</b>
<b>1970-1972</b>	<b>Confédération des loisirs du Québec Animateur socioculturel</b>

**CHAPDELAINE, Robert**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

1980	École nationale d'administration publique Maîtrise en administration publique
1972	Université du Québec à Trois-Rivières et Université Laval Baccalauréat en pédagogie
1966	Université de Montréal Baccalauréat ès arts
1958-1966	Collège Monseigneur Decelles et Externat classique de Longueuil Études classiques

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

1989-1993 et 1986-1988	Cabinet du premier ministre du Québec Directeur à la députation
1988-1989	Ministère du Travail Sous-ministre adjoint
1981-1986 1979-1980	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Chef du Service d'analyse et programmation Analyste à la Direction des opérations régionales
1977-1978	Responsable de l'administration des parcs de la Rive-sud de Montréal
1971-1976	Cabinet du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche Secrétaire particulier
1967-1971	Commission scolaire régionale Carignan Professeur

CLOUTIER, Alain

FORMATION ACADÉMIQUE

1992	Admission au Barreau du Québec
	Université Laval
1987	Licence en droit
	Université du Québec à Trois-Rivières
1981	Maîtrise en environnement
1978	Baccalauréat en biologie

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Cabinet du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Depuis 1992	Directeur
1989-1992	Directeur
1988-1989	Attaché politique
	Jolin, Fournier, Morisset, avocats
1992	Avocat stagiaire
	Ministère de l'Environnement
1989	Conseiller politique
	Pêche et Océans Canada
1985-1987	Assistant de recherche
	Les productions CEFEM inc.
1983-1984	Directeur de projet
	Woods Hole Oceanographic Institution
1983	Assistant de recherche
	Commission de la capitale nationale (Ottawa)
1982-1983	Biologiste - Agent de conservation
	Dessau et Hydro-Québec
1981-1982	Écologiste
	Université du Québec à Trois-Rivières
1980-1982	Chargé de cours
1979-1981	Biologiste et assistant-directeur
	Parcs Canada
1978	Biologiste

**FORMATION ACADÉMIQUE**

Depuis 1958	Ordre professionnel des ingénieurs du Québec Membre
1958	Université Laval Baccalauréat en génie civil

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1989	Ministère de la Santé et des Services sociaux Sous-ministre adjoint et président de la Corporation d'hébergement du Québec
1988-1989	Directeur de la construction
1983-1988	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Directeur des services techniques
1973-1983	Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement Chef de service des chargés de projets du Québec-Métro



**FORMATION ACADÉMIQUE**

1980	Université Laval Baccalauréat en sciences économiques
1976	Collège Marguerite-Bourgeois Diplôme d'études collégiales

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1993	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement - BAPE Adjointe au président
1986-1993	Secrétariat du Conseil du trésor Conseillère principale en condition de travail et négociation collective
1985-1986	Ministère de l'Environnement du Québec Adjointe exécutive - Direction régionale de l'Abitibi, du Témiscamingue et du Nouveau-Québec
1984-1985	Analyste et conseillère principale de la sous-ministre aux opérations régionales en matière de suivi opérationnel - Sous-ministériat aux opérations régionales; Direction de la coordination et du contrôle
1983-1984	Analyste au Service des systèmes de gestion
1981-1983	Ministère de la Justice Analyste
1980	Gouvernement de la Colombie-Britannique Agente de recherche - Recreation and Fitness Branch, Research and Data Division

FORMATION ACADÉMIQUE

1992	University of Nairobi (Kenya) Droit international en environnement
1991	Université de Concordia Baccalauréat en relations internationales et économie
1987	Admission au Barreau du Québec
1986	Université du Québec à Montréal Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1992	Pratique privée en droit de l'environnement
1992	United Nations Environmental Program (Kenya) Avocat
Depuis 1992	Université du Québec à Rimouski Professeur - Université de Rio de Janeiro
Depuis 1990	Conseil de la conservation Membre du conseil d'administration
Depuis 1989	Université du Québec à Montréal Chargé de cours en droit de l'environnement
1989-1992	Hydro-Québec (région Maisonneuve) Avocat
1987-1989	Ministère de l'Environnement du Québec Avocat

**BEAUDET, René**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

1991	Université Laval Maîtrise en aménagement forestier et sylviculture
1986	Baccalauréat en génie forestier

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

1991-1995	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Agent de recherche
1989-1991	Ressources naturelles Canada Consultant au Centre de foresterie des Laurentides
1990	Produits Forestiers Domtar Consultant
1990	Université Laval Professionnel de recherche à la Faculté de foresterie et géomatique
1987-1990	Ressources naturelles Canada Assistant à la recherche au Centre de foresterie des Laurentides
1987	Ministère des Ressources naturelles Consultant
1986-1987	Université Laval Assistant à la recherche à la Faculté de foresterie et géomatique
1982-1984	Ressources naturelles Canada Assistant à la recherche au Centre de foresterie des Laurentides

**BÉLANGER, Michel**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

1993	Université Robert Schuman (Strasbourg) Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit de l'environnement et de l'aménagement du territoire
1993	Diplôme universitaire en pollution et nuisance
1990	Université de Montréal Maîtrise en droit public
Depuis 1988	Barreau du Québec Membre
1984	Université d'Ottawa Diplôme en droit notarial
1983	Licence en droit

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1994	Avocat en pratique privée
1991-1994	Université McGill Chaire en environnement - Hydro-Québec/McGill Associé de recherche en droit de l'environnement
1989-1992	Centre Québécois du Droit de l'Environnement Directeur
1988-1990	Notaire en pratique privée
1987 et 1985-1986	Ministère de la Justice Régistrateur adjoint au Bureau d'enregistrement de Montréal
1986-1987 et 1984-1985	Notaire en pratique privée

## **BOURQUE, Denis**

### **FORMATION ACADÉMIQUE**

1988	Université Laval Doctorat en droit administratif, constitutionnel et de l'environnement
1982	Maîtrise en droit administratif, constitutionnel et de l'environnement
1972	Licence en droit

### **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1987	Université du Québec à Chicoutimi Professeur et responsable de la section Droit au Département des sciences écono- miques et administratives
1975-1983	Conseil régional de la santé et des services sociaux de la région de Québec Conseiller juridique
1975-1980	Cégep Ahuntsic Professeur à temps partiel
1975	Ministère de la Santé et des Services sociaux Consultant
1974-1975	Secrétaire particulier du sous-ministre adjoint à la programmation
1973-1974	Consultant
1973-1980	Construction Entremont inc. Conseiller juridique et vice-président

**DESROCHERS, Louise**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

1987	Barreau du Québec Membre
1985	Université de Montréal Baccalauréat en droit

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1993	Elfassy, Rose et associés Avocate
1993	Université du Québec à Montréal Professeure
1988-1993	Howard, Bissonnette & Desrochers, avocats Avocate
1987	Deveau, Lavoie et associés Avocate-stagiaire
1981-1985	Corbeil & Howard, avocats Technicienne juridique

**HAEMMERLI, John**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

1980-1982	Université du Québec (INRS-Eau) Études de maîtrise en sciences de l'eau
1979	École polytechnique fédérale de Lausanne Certificat d'études de troisième cycle en hydrologie
1977	Diplôme d'ingénieur en génie rural

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1991	Les Productions Héritage - Biodiversité Président et consultant
1990-1991	Environnement Canada Chef, acquisition et suivi
1982-1990	Ingénieur, chargé de projets
1982	Chargé de projets
1981-1982	Société d'électrolyse et de chimie Alcan ltée Stagiaire et consultant
1977-1979	École polytechnique fédérale de Lausanne Assistant de recherche et assistant-étudiant

**KANTARDJIEFF, Alexandra**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

	Ordre des ingénieurs du Québec Membre
1979	Université du Minnesota (Minneapolis) Maîtrise ès sciences appliquées (génie de l'environnement)
1970	Université de Sofia (Bulgarie) Baccalauréat ès sciences appliquées (génie sanitaire)

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1993	Entreprises AKAM inc. Vice-présidente à la Recherche et au Dévelop- pement
Depuis 1993	Eko-Kan ltée Présidente
Depuis 1990	Comité technique du secteur des pâtes et papiers du programme de réduction des rejets industriels Membre
1993-1994	Stone Consolidated Chargée de projet
1993-1994	Abitibi Price Chargée de projet
1991-1993	E.B. Eddy Chargée de projet
1972-1993	Le Groupe Teknika Vice-présidente



## LEBEAULT, Pierre

### FORMATION ACADÉMIQUE

	Ordre des ingénieurs du Québec Membre
1984-1985	École nationale d'administration publique Études de maîtrise en gestion internationale
1968	École des Hautes Études Commerciales Diplôme en gestion d'entreprise (administration des affaires)
1961	École Polytechnique de Montréal Baccalauréat ès sciences appliquées (génie civil)

### EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1993	P. Lebeault & associés, consultants industriels Associé principal
1991-1993	Bureau des retombées des trains à haute vitesse Vice-président, directeur général
1989-1991 1986-1989	Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie du Canada Directeur général du Développement industriel Directeur général des Industries des ressour- ces, des biens de consommation et services
1978-1986	Ministère du Conseil exécutif Directeur des Programmes
1974-1978	Société d'habitation du Québec Directeur général adjoint aux Opérations
1970-1974	P. Lebeault & associés, ingénieurs-conseils et consultants industriels Président

## **LÉGÈRE, Michel**

### **FORMATION ACADÉMIQUE**

Depuis 1970	Barreau du Québec Membre
1969	Université d'Ottawa Licence en droit
1968	Baccalauréat en commerce
1965	Baccalauréat ès arts (sciences économiques)

### **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

1995	Ministère du Conseil exécutif Coordonnateur du programme Route verte au Secrétariat à la jeunesse
1993-1994	Conseiller en orientation communautaire
1992-1993	Université d'Ottawa Professeur
1981-1991	Ville de Hull Maire
1978-1981	Avocat en pratique privée
1970-1978	Gouvernement fédéral Avocat, chef de cabinet au sous-ministre et adjoint ministériel à Environnement Canada Agent du Conseil privé Responsable de projets spéciaux à Transports Canada

## L'HEUREUX, P. Réal

## FORMATION ACADÉMIQUE

1964	Manhattan College Maîtrise en génie sanitaire
1952	École polytechnique Baccalauréat ès sciences appliquées (génie civil)

## EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1992	Consultant à son compte
1990-1991	Ministère de l'Environnement Directeur général de la protection des milieux hydrique et atmosphérique
1987-1990	Directeur général de la conservation
1983-1987	Cadre-conseil auprès du sous-ministre
1982-1983	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Président
1978-1982	Conseil consultatif de l'environnement Président
1972-1978	Services de protection de l'environnement du Québec Directeur adjoint
1965-1972	Ministère des Affaires municipales Directeur général et ingénieur en chef

**MONDOUX, Jean-Maurice**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

1973	Université Paul Sabatier Maîtrise en sciences naturelles
1972	Université du Québec à Montréal Baccalauréat ès sciences (biologie-écologie)

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1992	Consultant à son compte
1989-1992	Voile internationale Québec Directeur général
Depuis 1984	Écologiste-conseil et consultant pour différents organismes et ministères québécois
1982-1984	Ministère des Affaires indiennes et du Nord Coordonnateur technique
1980-1982	Environnement Canada Écologiste
1979-1980	Ministère des Richesses naturelles Analyste
1978-1979	Environnement Illimité inc. Associé - écologiste
1974-1977	Environnement Canada Responsable du secteur faune

**PARÉ, Jean**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

	Corporation professionnelle des urbanistes du Québec Membre
1971	Université de Montréal
1964	Maîtrise en urbanisme Licence en droit
1961	Collège Sainte-Marie Baccalauréat ès arts

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

1990-1991 1992 et 1994	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Membre additionnel
Depuis 1988	Jean Paré & associés Président
1992-1993	Groupe de travail sur Montréal et sa région Secrétaire général adjoint
1991-1992	Conseil et gestion d'organisations CGO inc. Directeur des services-conseils
1986-1988	Raymond, Chabot, Martin, Paré Directeur des Services de consultation en planification stratégique
1980-1985	Coopers & Lybrand Conseiller en administration
1974-1980	Société d'aménagement de l'Outaouais Directeur de la Planification et directeur du Développement

---

**SAMAK, Qussaf**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

1984	Université McGill Doctorat ès sciences appliquées (génie chimique)
1976	Université McMaster Maîtrise ès sciences appliquées (génie chimique)
1973	Université du Caire (Égypte) Baccalauréat ès sciences appliquées (génie chimique)

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1984	Confédération des syndicats nationaux Conseiller au Service du génie industriel
Depuis 1993	Université McGill Professeur d'évaluation d'impacts à la Faculté de génie
1991-1992 1993 et 1994	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Membre additionnel
1989-1993	Université de Montréal Chargé de cours à la Faculté des études supérieures
1988	Union Carbide Corporation Canada Consultant
1988-1990	Commission d'enquête sur les déchets dangereux au Québec Conseiller technique

.../2

## **SÉRODES, Jean-Baptiste**

### **FORMATION ACADEMIQUE**

	Université du Québec à Trois-Rivières Maîtrise en gestion de projets
1974	Université Laval Ph.D. en génie civil
1966 1966	École supérieure de chimie de Marseille Diplôme d'études supérieures Diplôme d'ingénieur-chimiste
1965	Faculté de sciences de Marseille Diplôme de chimiste

### **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1993 1991-1993 1990	Université Laval Directeur du Département de génie civil Adjoint au vice-recteur à la recherche Professeur titulaire au Département de génie civil
1989-1991	Vice-doyen à la recherche à la Faculté des sciences et de génie
1984-1987 1983-1990 1979-1983	Directeur du Département de génie civil Professeur agrégé à ce Département Professeur adjoint à ce Département
1977-1979	Environnement Canada Chef de la division ingénierie à la Direction des eaux intérieures
1975-1977	Ingénieur senior de projets au Service de protection de l'environnement
1974-1975 1971-1974	Université Laval Professeur adjoint au Département de génie civil Chercheur au Centre de recherches sur l'eau (Centreau)

**ZAYED, Joseph**

**FORMATION ACADÉMIQUE**

1989	Université de Montréal
1985	Ph.D. en toxicologie de l'environnement
1985	Maîtrise ès sciences appliquées (aménagement)
1982	Université du Québec à Montréal
1982	Études en pédologie
1982	Université de Montréal
1982	Maîtrise en éducation (administration scolaire)
1976	École des Hautes Études Commerciales
1976	Cours de management
1975	Université du Québec
1975	Baccalauréat ès sciences (biologie)

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 1989	Université de Montréal
1984-1989	Professeur agrégé au Département de médecine du travail et hygiène du milieu
1981-1984	Responsable de programme
1981-1984	Adjoint au vice-doyen aux études à la Faculté de l'éducation
1977-1981	Agent d'admission au Bureau du registraire
1975-1977	Cégep du Vieux-Montréal
1975-1977	Aide pédagogique individuel à l'éducation aux adultes





## SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE

## LISTE DU PERSONNEL AU 31 MARS 1997

NOM	TRAITEMENT \$	ÉCHELLE DE TRAITEMENT \$	LIEU ASSIGNATION
Y. Marcil	75 000		Montréal
R. Boisvert	74 144		Montréal
P. Châtillon	72 854		Montréal
L. Fradette	64 622		Montréal
P. Clément		50329-75494	Montréal
G. Leduc		50329-75494	Montréal
G. Bureau		50329-75494	Montréal
F. Lafortune		46917-70376	Montréal
L. Trottier		46917-70376	Montréal
M. Greiss		46917-70376	Montréal
I. Montpas		46917-70376	Montréal
M. Bélanger		46917-70376	Montréal
B. Germain		46917-70376	Montréal
L. Bourgoin		44785-67237	Montréal
S. Bourdeau		40689-61035	Montréal
H. Lague		37022-55532	Montréal
J. Cloutier		30539-45808	Montréal
G. Roussel		27809-41714	Montréal
M. Rainville		27809-41714	Montréal
D. Béchar		25250-37875	Montréal
M. Ciamaglia		23149-34420	Montréal
N. Lapierre		23149-34420	Montréal
L. Larochelle		23149-34420	Montréal
J. Ginchereau		23149-34420	Montréal
L. Laramée		23149-34420	Montréal
J. Richard		23149-34420	Montréal
G. Giguère		23149-34420	Montréal
N. Julien		23149-34420	Montréal
B. Savard		23149-34420	Montréal
G. Richard		23149-34420	Montréal
M. Riel		18937-28406	Montréal
J. Riverin		46917-70376	Québec
H. Manhas		46917-70376	Québec
Nathalie Desrosiers		22947-34420	Québec
Marthe Beaumont		22947-34420	Québec
G. Toth		22947-34420	Québec
N. Gagnon		22947-34420	Québec
C. Raymond		20899-31349	Québec



**21. Copie du plan de développement 1996-1999 de Recyc-Québec**

Aucun plan de développement. La Société demeure en attente de la décision gouvernementale suite au BAPE.



**22. Copie de l'entente sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants en remplissage unique de 1996**

**Note:** L'entente est fournie à part en trois exemplaires.



**23. État de situation et échéancier quant à l'augmentation de la consigne des CRU de 1996.**

Entente renouvelée jusqu'au 31 août 1997, ensuite, cela dépendra des ententes entre le cabinet, les embouteilleurs et Recyc-Québec.





Bourse Québécoise des Matières Secondaires

Échanges

	1993	1994	1995	1996	1997
Janvier	0	0	11	2	5
Février	0	1	5	10	13
Mars	0	1	3	5	9
Avril	0	6	4	6	
Mai	0	4	5	5	
Juin	0	2	5	6	
Juillet	0	2	1	9	
Août	0	4	4	5	
Septembre	0	4	3	6	
Octobre	1	6	5	11	
Novembre	0	7	9	11	
Décembre	0	8	3	6	
	1	45	58	82	27

213

Requêtes

	1993	1994	1995	1996	1997
Janvier	0	57	79	258	563
Février	0	44	171	555	610
Mars	0	29	220	618	415
Avril	0	48	256	450	
Mai	0	75	104	421	
Juin	0	88	303	376	
Juillet	0	117	188	449	
Août	4	84	375	510	
Septembre	6	101	205	454	
Octobre	21	105	413	622	
Novembre	22	122	299	375	
Décembre	33	109	357	299	
	86	979	2970	5387	1588

11010

Tonnage échangé

	1993	1994	1995	1996	1997
Janvier	0	0	11207	22	737
Février	0	72	4102	746	11641
Mars	0	1100	40	94	59
Avril	0	98	21	481	
Mai	0	141	6652	19	
Juin	0	1202	637	1730	
Juillet	0	900	40	273	
Août	0	1762	1531	239	
Septembre	0	7	718	129	
Octobre	4000	626	1844.5	4780	
Novembre	0	353	253	6323	
Décembre	0	811	23	7011	
	4000	7072	27069	21827	12437

72404.5

Inscriptions

	1993	1994	1995	1996	1997
Janvier		5	6	16	11
Février		11	4	19	20
Mars		8	13	26	10
Avril		4	9	16	
Mai	1	4	1	18	
Juin	8	2	6	9	
Juillet	8	10	5	9	
Août	9	5	4	6	
Septembre	2	3	2	-2	
Octobre	4	4	13	6	
Novembre	5	4	15	6	
Décembre	3	3	13	10	
	40	63	91	139	41

374



RAPPORT D'ACTIVITÉ

février 1997

46<sup>ième</sup> mois d'opération

DEMANDES D'INFORMATION PAR CATÉGORIE:

CATÉGORIE	ORIGINE					
	TOTAL	IND	INST	COMM	MUN	AUTRE
MATIÈRES INSCRITES À LA BQMS						
1. Acides	17	8		9		
2. Alcalis	7			7		
3. Autres composés inorganiques	29	14		15		
4. Solvants	1			1		
5. Autres composés organiques	6			4		1
6. Huiles, graisses et cires	1	1				
7. Plastiques et caoutchouc	212	111		44		46
8. Textiles et cuir	71	37		33		1
9. Produits du papier et du bois	106	38		66		2
10. Métaux et boues de métaux	37	28		9		
11. Divers	101	47	3	24		27
MATIÈRES NON CATÉGORISÉES	22	9		11		2
SOUS-TOTAL MATIÈRES BQMS	610	293	3	223		79
Matières inscrites à d'autres bourses	3	3				
Renseignement divers	53	22	4	15	3	5
TOTAL DU MOIS	666	318	7	238	3	84
TOTAL CUMULATIF	13753	6136	619	5041	272	1581

DISP	DEM
17	
6	1
16	13
	1
4	2
1	
128	84
27	44
70	36
10	27
49	52
328	260

56% 44%

**ADHÉSIONS :**

INDIVIDUS ET ENTREPRISES	Nombre de nouveaux membres durant le mois	Nombre de retraits durant le mois	Sous-total cumulatif
< 20 employés	14	0	231
de 20 à 100 employés	1	1	49
plus de 100 employés	4	0	74
Inconnu	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>354</b>

MUNICIPALITÉS	Nombre de nouveaux membres durant le mois	Nombre de retraits durant le mois	Sous-total cumulatif
< 10 000 habitants	0	0	1
de 10 000 à 50 000 habitants	1	0	7
plus de 50 000 habitants	1	0	4
Inconnu	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>12</b>

<b>GRAND TOTAL</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>366</b>
--------------------	-----------	----------	------------

**STATISTIQUES DIVERSES:**

	Ajouts durant le mois	Retraits et échanges durant le mois	Total cumulatif
<b>RÉSIDUS</b>			
Résidus	31	9	624
Masse des résidus inscrits (t/an)	3020	538	1469421
<b>REQUÊTES</b>			
Nombre de requêtes reçus pour les résidus de la BQMS	610		10238
<b>Provenance des requêtes</b>			
Québec	488		9123
ailleurs au Canada	85		785
États-Unis	37		330
<b>TRANSACTIONS</b>			
Nombre de résidus transférés		13	204
Quantités de résidus transférés (t/an)		11641 t/an	72346 t/an
Économies réalisées (\$)	192 510 \$		1 354 555 \$



## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Contrats de 2 000 \$ à 25 000 \$ octroyés à des professionnels(les) et à des firmes depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996*

## EXERCICE 1996-1997

Contractant	Objet	Mandat (demandeur)	Durée en mois	Montant du contrat	* Mode d'octroi du contrat
Ateliers TAQ inc.	Expertise en manutention, préparation et livraison postale des documents d'information du BAPE	Service des communications	11,50	2 739,88 \$	2
Beaudet, René	Expertise sur les impacts biophysiques en milieu forestier	Parc éolien de la Gaspésie	2,50	19 940,55 \$	3
Bernard, Jean-Thomas	Expertise sur les retombées économiques	Parc éolien de la Gaspésie	2,00	7 500,00 \$	3
Cabinet de traduction Dialangue inc.	Expertise en traduction de langue anglaise sur les différents documents émanants du BAPE	Service des communications	12,00	2 402,52 \$	3
Les Copies de la capitale inc.	Expertise en reprographie et reliure pour les différents documents produits par le BAPE dont les rapports, contrat finissant le 31 août 1996	Service des communications	11,25	17 107,81 \$	2
Les Copies de la capitale inc.	Expertise en reprographie et reliure pour les différents documents produits par le BAPE dont les rapports, contrat débutant le 1 <sup>er</sup> septembre 1996	Service des communications	12,00	14 679,71 \$	2
Dendrek inc.	Expertise en cartographie pour les différents documents produits par le BAPE dont les rapports	Service des communications	12,00	17 180,48 \$	2
Éditia inc.	Expertise en révision linguistique	Service des communications	11,25	10 450,00 \$	3
Groupe conseil Roche ltée	Expertise d'analyse légale, administrative et économique relative aux facteurs d'importation de matières résiduelles et de déchets au Québec	Gestion des matières résiduelles au Québec	1,00	12 368,90 \$	3
Haemmerli, John	Expertise en hydrogéologie	Ligne Duvernay-Anjou à 315 kV par Hydro-Québec	2,00	15 112,50 \$	3
Imprimerie La Renaissance inc.	Expertise en impression et reliure d'un rapport d'audiences publiques	Gestion des matières résiduelles au Québec	0,25	15 823,00 \$	2

\* Légende : 1- Soumission publique    2- Sur invitation    3- Contrat négocié

M.A.J. : 1997-03-26

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Contrats de 2 000 \$ à 25 000 \$ octroyés à des professionnels(les) et à des firmes depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996

## EXERCICE 1996-1997

Contractant	Objet	Mandat (demandeur)	Durée en mois	Montant du contrat	* Mode d'octroi du contrat
Mondoux, Jean-Maurice	Expertise conseil en analyses techniques sur les normes d'étanchéité des L.E.S.	Gestion des matières résiduelles au Québec	1,00	6 045,00 \$	3
Parution	Expertise en édition électronique pour les différents documents produits par le BAPE dont les rapports	Service des communications	12,00	19 735,61 \$	2
Robert, Marie-Claude	Expertise en aménagement paysagiste	Aménagement hydroélectrique sur les chutes de la Chaudière	1,00	4 050,00 \$	3
Service audiovisuel	Expertise en enregistrement vidéo et diffusion sur canal communautaire	Gestion des matières résiduelles au Québec	0,20	4 999,00 \$	3
Télécomm 9	Expertise en enregistrement vidéo et diffusion sur canal communautaire	Gestion des matières résiduelles au Québec	0,20	4 155,00 \$	3
Témoin production	Expertise en enregistrement vidéo et diffusion sur canal communautaire	Gestion des matières résiduelles au Québec	0,25	9 978,00 \$	3
Transcription internationale S.T.S. inc.	Expertise en transcription par ordinateur des verbatims des 25 et 26 mars 1996 sur le projet de l'ensemble de la gestion des matières résiduelles au Québec	Service des communications	0,15	3 269,79 \$	3
Transcription internationale S.T.S. inc.	Expertise en transcription par ordinateur des verbatims du 7 au 10 mai 1996 sur le projet d'amélioration de la route 132 à Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père	Service des communications	0,35	5 213,08 \$	3
Vanier, Daniel	Expertise sur l'influence des normes et la mise en marché des matières résiduelles	Gestion des matières résiduelles au Québec	2,00	16 165,22 \$	3

Note : Les résultats de la majorité des contrats sont explicites par l'objet même du contrat (édition électronique, révision linguistique, etc.) ou prennent la forme de conseils verbaux ou écrits d'experts retenus par les différentes commissions d'enquêtes et d'audiences publiques (ci-joint un devis de contrat accordé à M<sup>me</sup> Marie-Claude Robert, aménagiste sénior). L'information sur les résultats de chacun des contrats est disponible sur demande.

\* Légende : 1- Soumission publique 2- Sur invitation 3- Contrat négocié

M.A.J. : 1997-03-26

## 25. Contrats octroyés en 1996-1997

NOM FOURNISSEUR	COUT	Soum. (O/N)	MODE D'OCTROI	DESCRIPTION (Mandat et résultat)
Aubut, Chabot, avocats	14 999,50 \$	EXEMPT	Taux horaire	Étude & analyse sur sociétés en commandite
Soprin ADS	8 000,00 \$	Non	Contrat négocié	Analyse des coûts d'opportunité d'un système de récupératrices intelligentes de contenants consignés
CRIQ	1 214,66 \$	Non	Contrat négocié	Expertise sur catalyseurs
Lapointe Métal	1 100,00 \$	Non	Contrat négocié	Expertise sur catalyseurs
Transfert Environnement	80 000,00 \$	Non	Prop. spontané	Préparation de bilans régionaux et d'un modèle pour la gestion des déchets au Québec (déposé au BAPE)
FCQGED	50 000,00 \$	Non	Contrat négocié	Étude de faisabilité sur la mise en place de ressource (en cours)
Hudon, Gendron, Harris	146 736,67 \$	EXEMPT	Taux horaire	Négociateur dossier Caotech
Geoffrion, Jetté	27 928,00 \$	EXEMPT	Taux horaire	Litige consigne
Monette, Barakett.	4 345,10 \$	EXEMPT	Taux horaire	Honoraires juridiques relatif à l'accréditation des employés
Martineau Walker	1 279,74 \$	EXEMPT	Taux horaire	Honoraires juridiques
Geoffrion Jetté	20 848,00 \$	EXEMPT	Taux horaire	Honoraires juridiques
André Bougie	12 990,00 \$	Non	Contrat négocié	Conseil - Rédaction du mémoire du BAPE
Transfert Environnement	9 140,00 \$	Non	Contrat négocié	Hon. synthèse du mémoire & textes
Soprin ADS (Valorex)	12 500,00 \$	Non	Contrat négocié	Diagnostic de l'organisation
Desroches, Ferland	13 500,00 \$	Non	Contrat négocié	Analyse consigne élargie sur C.R.U.
Centre québécois du droit de l'environnement	12 500,00 \$	Non	Contrat négocié	Serv. information juridique lors de l'aud. générique
Pierre F. Mercure	4 261,00 \$	Non	Contrat négocié	Soutien à rédaction mémoire BAPE
Conseil du Trésor	15 000,00 \$	Non	Contrat négocié	Consultant pour appel d'offre programme des pneus
ADS groupe conseil	14 900,00 \$	Non	Contrat négocié	Coordination rédaction mémoire /gestion matières résiduelles
Madeleine Martel	1 081,22 \$	Non	Contrat négocié	Hon. de recrutement
Beltron	975,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique -modif. rapport détaillant logic. pneus
BMD	1 800,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique - Support ACCPAC
Services informatique Cogima	5 570,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique - modif. logiciels engag. budgétaires & consignes
ICP	8 700,00 \$	Oui, le + bas	Sur invitation	Informatique - Optimisation réseau
ICP	2 000,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique - consultation logiciel programme pneus
Systèmes Néo tech	7 502,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique - M.A.J., dépannage & consultation logiciel BQMS, RQGI et programme des pneus
CPU Services	2 100,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique - Contrat de service annuel pour Qc
DTM	3 420,00 \$	Oui, le + bas	Sur invitation	Informatique - contrat de service annuel pour Mtl
Gestar & Procol	537,50 \$	Non	Contrat négocié	Informatique - soutien technique Documentik
Bell / Soquij	300,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique - accès à banque de données jurisprudence
Excel Télécommunications	1 578,00 \$	Oui, le + bas	Sur invitation	Contrat d'entretien - système téléphonique Mtl
Communications MCI	250,00 \$	Oui, le + bas	Sur invitation	Contrat d'entretien - système téléphonique Qc
Equipements Binatex inc.	205,00 \$	Non	Contrat négocié	Contrat d'entretien - signateur de chèques
Lancité	10 950,00 \$	Oui, le + bas	Sur invitation	Conception site internet & M.A.J.
Transcription verbatim	3 792,00 \$	Non	Contrat négocié	Revue de presse
Communication Démo	4 615,00 \$	Non	Contrat négocié	Revue de presse
Denis Bernier, photographie	632,25 \$	Non	Contrat négocié	Conférence de presse
Jean Dumas	1 306,00 \$	Non	Contrat négocié	Soutien - présentation du mémoire au BAPE
Strategem inc.	2 000,00 \$	Non	Contrat négocié	Planification campagne publicitaire - progr.des pneus
PDG stratégie concept inc.	49 500,00 \$	Oui	Sur invitation	Lancement du programme des pneus
121e promotion Polytechnique	110 \$	Non		annonce
Annuaire Anjou	400 \$	Non		Page couverture - QI
AQTE- Salon Americana	1 800 \$	Non		annonce
AQTER/AEQ	1 800 \$	Non		annonce - répertoire
Ass. maîtrise Université de Sherbrooke	500 \$	Non		annonce
Bouquet Ecologique	370 \$	Non		annonce QI
Chambre Commerce Repentigny	400 \$	Non		annonce - MRC association
Écodécision	2 000 \$	Non		annonce publi-reportage UICN
Éd. commerciale de l'Est de l'île de Montréal	2 000 \$	Non		2 annonces
Envirotech	1 800 \$	Non		annonce QI
Envirotech-Soluteq	1 800 \$	Non		annonce - répertoire
Info-Vert	1 000 \$	Non		annonce - forum économique Verdun
Journal Économique	1 200 \$	Non		2 annonces - consigne
Journal l'Ingénieur	1 020 \$	Non		annonce
La Tribune	1 043 \$	Non		annonce - cahier environnemental
Le Devoir	1 125 \$	Non		annonce - cahier environnemental
Le Devoir - Salon Americana	2 860 \$	Non		annonce
Le Garagiste	2 016 \$	Non		annonce - cahier environnemental
Les Affaires	2 712 \$	Non		Spécial environnement - BQMS
Les Affaires	1 560 \$	Non		annonce
Mag. national de la COMBEQ	1 200 \$	Non		annonce QI
Protégez-vous	2 500 \$	Non		annonce
Publications Domaine Magazine Hors Série	3 000 \$	Non		annonce
Revue Affaires Montérégie	1 500 \$	Non		annonce
Revue Scribe	600 \$	Non		annonce - programme des pneus
Soc. Édition Forces	3 010 \$	Non		annonce - consigne
UMRCQ Revue Quorum	750 \$	Non		Encart Info-Recyc
UQCN Franc Vert	975 \$	Non		annonce
URBA	2 800 \$	Non		2 annonces - consigne
Larochelle et associés	1 020 \$	Non		Production annonces
Radio-Plus	150 120 \$	Non	Contrat négocié	Campagne - consigne
Athena Anjou /Larochelle et associés	1 020 \$	Non		Affiches laminées
Festival de jazz de Montréal	5 460 \$	Non		Affiches, sacs, collants, articles de promotion
Gemini	5 940 \$	Non		Affiches - projet pilote Iles-de-la-Madeleine
Image Folie	1 974 \$	Non		Prod. T-Shirt Salon de la Jeunesse
Jeux du Québec - 32e finale	2 233 \$	Non		Affiches, sacs et boîtes récupération
Médiacom	114 500 \$	Oui	Sur invitation	Panneaux - affiches - progr. pneus
Mirabau inc.	125 \$	Non		Autocollants
Pictomedia/ Studio Marko/ Lancité	4 293 \$	Non		Site Internet, bulletin Info-Recyc
Publications du Québec	30 291 \$	Non		Parutions appels d'offre public - quotidiens
SIMCOM	6 080 \$	Non		Conception affiches, t-shirts
Soc. en Commandite OMNI	137 000 \$	Oui	Sur invitation	Panneaux publicitaires, production - progr. pneus



25. Contrats octroyés en 1996-1997

NOM FOURNISSEUR	COUT	Soum. (O/N)	MODE D'OCTROI	DESCRIPTION (Mandat et résultat)
Traitement postal 2000	6 505 \$	Non		Traitement postal publicité
Rive-Sud typo Services inc.	13 763 \$	Non		Bilan des mat.récupérées et recyclées du Québec
Rive-Sud typo Services inc.	1 678 \$	Non		Dépliants corporatifs français, anglais - conception
CEQ	720 \$	Non		Pochettes de presse, lancement terre promise
Charpentier, Garneau/D.Bernier, photographe/Payette	23 869 \$	Oui	Sur invitation	Rapport annuel 95-96
Rive-Sud typo Services inc.	21 976 \$	Non		Répertoire des récupérateurs et des recycleurs
Rive-Sud typo Services inc.	12 847 \$	Non		Bilan sur la gestion des matières résiduelles
Nap Art Imprimerie	1 000 \$	Non		Dépliants Joujouthèque Hochelaga-Maisonneuve
Charpentier, Garneau	1 788 \$	Non		Dépliants projet pilote réc.pellicule plastique, s.agricole
Copie de la Capitale / Canadian Waste Exchange	5 797 \$	Non		Bulletin BQMS
Scribec	1 025 \$	Non		Documentation, cours de formation
Copie de la Capitale	242 \$	Non		Évaluation techno Ecopro
Imprimerie G.G. Inc.	212 \$	Non		Entente sur la consigne
Copie express/Louise Verreault	3 655 \$	Non		Mémoire pneus hors d'usage
Copie express/Imprimene G.G./SOS Coquilles	11 974 \$	Non		Mémoire de RECYC-QUÉBEC pour Bape
Traitement postal 2000 / Copie express /	2 192 \$	Non		Appel d'offres programme des pneus
Imprimerie Harpell	4 113 \$	Non		Dépliants, programme des pneus

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

## Gestion des matières résiduelles au Québec

	Calendrier de réalisation	Traitement	Temps supplémentaire	Fonctionnement	Total
<b>Période d'information</b>	Janvier - février 1996	122 130 \$	23 700 \$	82 900 \$	228 730 \$
<b>Audiences publiques, 1<sup>re</sup> partie</b>	Mars 1996	65 600 \$	20 900 \$	224 500 \$	311 000 \$
	<b>Total 1995-1996</b>	<b>187 730 \$</b>	<b>44 600 \$</b>	<b>307 400 \$</b>	<b>593 730 \$</b>
<b>Audiences publiques, 1<sup>re</sup> partie</b>	Avril - mai 1996	58 700 \$	20 000 \$	202 600 \$	281 300 \$
<b>Audiences publiques, 2<sup>e</sup> partie</b>	Mai - septembre 1996	238 200 \$	15 200 \$	407 100 \$	660 500 \$
<b>Production du rapport</b>	Septembre 1996 - mars 1997	267 000 \$	27 400 \$	262 000 \$	556 400 \$
	<b>Total 1996-1997</b>	<b>563 900 \$</b>	<b>62 600 \$</b>	<b>871 700 \$</b>	<b>1 498 200 \$</b>
	<b>Total</b>	<b>751 630 \$</b>	<b>107 200 \$</b>	<b>1 179 100 \$</b>	<b>2 037 930 \$</b>

# La Commission, son équipe et ses collaborateurs

## La Commission

---

Claudette Journault, présidente  
Michel Bélanger, commissaire  
Camille Genest, commissaire  
Michel Légère, commissaire  
Qussai Samak, commissaire

## Les agent(e)s d'information

---

Thérèse Daigle  
Mary-Andrée Jobin  
Serge Labrecque

## Avec la collaboration de :

---

Sylvie Desjarlais  
Roc Généreux  
Marielle Jean

## Le secrétariat de commission

---

Hélène Marchand

## Avec la collaboration de :

---

Anne-Lyne Boutin  
Denise Boutin  
Aniko Foldes  
Monique Gélinas  
Monique Millaire

## Les agentes de secrétariat

---

France Carter  
Lise Chabot

## Avec la collaboration de :

---

Annie Baron  
Jacynthe Gravel  
Élise Perron  
Renée Poliquin  
Lucie Richard

## L'équipe d'analyse

---

Maurice Berthelot  
Guy Brochu  
Serge Daoust  
Marie-Claude Delisle  
Pierre Dugas  
Louison Fortin  
Stéphan Gariépy  
Daniel Germain  
Serge Goriatchkine  
Solanges Hudon  
Andrée D. Labrecque  
Monique Lajoie  
Francis Perron

## Avec la collaboration de :

---

Nathalie Caza, stagiaire  
Roxanne Lessard, stagiaire

Le personnel du Service de l'analyse a été affecté aux travaux de la Commission soit pour une période déterminée ou pour l'ensemble du mandat.

## L'initiateur et ses représentants en période d'information

*Ministère de l'Environnement et de la Faune*

### **Bureau de la coordination ministérielle du plan d'action sur la gestion des résidus solides :**

M. Pierre Fabi, porte-parole  
M. Normand Beauregard  
M. Gaëtan Morin

### **Les représentants régionaux :**

Bas-Saint-Laurent	M. Pierre Gilbert
Saguenay—Lac-Saint-Jean	M. Jean-Paul Carrier
Québec	M. Jean Rosa M. Pierre Verreault
Mauricie—Bois-Francs	M. Serge Grenier
Estrie	M. Roger Gagnon
Montréal	M. Daniel Leblanc M. Robert Tétreault
Outaouais	M <sup>me</sup> Johanne Geoffrion M. Pierre Lévesque
Abitibi-Témiscamingue	M. Serge Corbeil M. Jean-Guy Dupré
Côte-Nord	M. Pierre Bertrand M <sup>me</sup> Francine Bernard
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	M. Donald Roussy
Chaudière-Appalaches	M. Jocelyn Roy
Laval	M. Philippe Boivin M. Alain Lavoie
Lanaudière	M <sup>me</sup> Michèle Page-Melançon
Laurentides	M. Robert Marcotte M. Philippe Boivin
Montréal	M. Gilles Bernier M <sup>me</sup> Kathleen Carrière M. Gérard Cusson M. Serge Lévesque

## **L'initiateur et ses représentants en audience publique**

*Ministère de l'Environnement et de la Faune*

**Bureau de la coordination ministérielle du plan d'action sur la gestion des résidus solides :**

M. Pierre Fabi, porte-parole  
M. Normand Beauregard  
M. Gaëtan Morin

**Direction des politiques du secteur municipal, Service de la gestion des résidus solides :**

M. Michel Bourret

**Les représentants régionaux :**

Bas-Saint-Laurent	M. Pierre Gilbert
Saguenay—Lac-Saint-Jean	M <sup>me</sup> Hélène Tremblay
Québec	M. Jacques Rivard
Mauricie—Bois-Francs	M. Alain Verreault
Estrie	M. Pierre-Hugues Boisvenu
Montréal	M. Robert Tétreault
Outaouais	M. Pierre Lévesque
Abitibi-Témiscamingue	M. Jean-Guy Dugré
Côte-Nord	M. Pierre Bertrand
Nord-du-Québec	M. Marc Gauvin M. Serge Corbeil
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	M. Donald Roussy
Chaudière-Appalaches	M. Jean-Marc Boucher
Laval	M. Rolland Mercier
Laurentides	M. Philippe Boivin
Lanaudière	M <sup>me</sup> Michelle Page-Melançon
Montérégie	M <sup>me</sup> Kathleen Carrière

## Les personnes-ressources

### *Ministère des Affaires municipales*

M<sup>me</sup> Renée Marceau, porte-parole

#### **Les représentants régionaux :**

Bas-Saint-Laurent	M. Jean-Paul Caron
Saguenay—Lac-Saint-Jean	M. Gilles Gauthier
Québec	M. Claude Laliberté
Mauricie—Bois-Francs	M. Raymond Bussière
Estrie	M. Réjean St-Martin
Montréal	M. Pierre Lafontaine M. Raymond Lynch
Outaouais	M. Pierre Ricard M. Paul Séguin
Abitibi-Témiscamingue	M <sup>me</sup> Jocelyne Gervais
Côte-Nord	M. Louis Bélanger
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	M. Jules Coulombe
Chaudière-Appalaches	M. Claude Laliberté
Laval	M. Pierre Lafontaine
Laurentides	M <sup>me</sup> Lorraine Crevier
Lanaudière	M. Paul Fortier
Montréal	M. Paul Fortier

### *Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec*

M. Richard Boucher, porte-parole

#### **Les représentants régionaux :**

Bas-Saint-Laurent	M. Raymond Martel
Saguenay—Lac-Saint-Jean	M. Jules Bossanyi
Québec	M. Jean-Maurice Hamel M. Richard Morin
Mauricie—Bois-Francs	M. Camille Caron M. Camille Desmarais
Estrie	M. Patrick Chalifour M. Pierre Léger
Montréal	M. André Gauthier
Outaouais	M. Marc Clément M. Dave Fisk
Abitibi-Témiscamingue	M <sup>me</sup> Lyne Charland M. Robert Robitaille
Côte-Nord	M. Laurier Tremblay
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	M. Bernard Racine

Chaudière-Appalaches	M. Denis Poirier
Laval	M. André Gauthier
Laurentides	M. Marc Rompré
Lanaudière	M. André Gauthier
Montérégie	M. Yvon Pesant

*Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie*

M. Luc Côté, porte-parole

**Les représentants régionaux :**

Bas-Saint-Laurent	M. Sylvain Dionne
Saguenay—Lac-Saint-Jean	M. Denys Masson M. Alain Mignault
Québec	M. Luc Côté
Mauricie—Bois-Francs	M. Martin Bernatchez
Estrie	M. André Fortier
Montréal	M. Luc Côté
Outaouais	M <sup>me</sup> Marthe Bouchard
Abitibi-Témiscamingue	M. Yves Drolet
Côte-Nord	M. Sylvain Saint-Gelais
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	M. Luc Côté
Chaudière-Appalaches	M. Luc Côté
Laval	M. Jean Côté
Laurentides	M. Serge Garneau
Lanaudière	M. Luc Côté
Montérégie	M <sup>me</sup> Christiane Busque M. Jacques Quévillon

*Ministère de la Santé et des Services sociaux*

M<sup>me</sup> Michèle Bélanger, porte-parole

**Les représentants régionaux :**

Bas-Saint-Laurent	M. Michel Laferrière
Saguenay—Lac-Saint-Jean	M. Léon Larouche
Québec	M. Pierre Lajoie
Mauricie—Bois-Francs	M. Maurice Poulin
Estrie	M. Marc-André Duclos M. Patrick Polan M. Renaud Proulx
Montréal	M. Louis Drouin M. Jocelyn Lavigne
Outaouais	M <sup>me</sup> Hélène Dupont M. Gaétan Martel

Abitibi-Témiscamingue  
Côte-Nord  
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine  
Chaudière-Appalaches  
  
Laval  
Laurentides  
Lanaudière  
Montréal

M. Daniel Gagné  
M. Jacques-François Cartier  
M<sup>me</sup> Marie Chagnon  
M. Patrice Laflamme  
M<sup>me</sup> Diane Morin  
M<sup>me</sup> Lise Laplante  
M. Reiner Banken  
M. Marcel Bélanger  
M. Denis Belleville  
M. Louis Jacques

*Ministère des Transports du Québec*

M. Claude Gref, porte-parole  
M<sup>me</sup> Louise Maurice, porte-parole

**Les représentants régionaux :**

Bas-Saint-Laurent  
Saguenay—Lac-Saint-Jean  
Québec  
  
Mauricie—Bois-Francs  
  
Estrie  
Montréal  
Outaouais  
Abitibi-Témiscamingue  
Côte-Nord  
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine  
Chaudière-Appalaches  
Laval  
Laurentides  
Lanaudière  
Montréal

M<sup>me</sup> Guyanne Gosselin  
M. Donald Martel  
M. Yves Bédard  
M<sup>me</sup> Évangéline Lévesque  
M. Serge Lapierre  
M. Jean-François Stringer  
M. Jean Gagné  
M. Benoît Picard  
M. Ghislain Couture  
M<sup>me</sup> Marie Lalancette  
M. Mario Desbiens  
M<sup>me</sup> Guyanne Gosselin  
M. Richard Ringuet  
M. Gérald Chartrand  
M. G. y D'Astous  
M. Guy D'Astous  
M. Robert Dupont

*Ministère de l'Éducation du Québec*

M<sup>me</sup> Diane Gagnon, porte-parole

*Ministère des Ressources naturelles*

M. Paul Meunier, porte-parole

*Environnement Canada*

M. Antoine Dionne  
M. André Pelletier

*Service frontalier des douanes*



M<sup>me</sup> Diane Robert  
M. Richard Watkin

*Collecte sélective Québec*

M<sup>me</sup> Stella Anastasakis  
M. Réjean Bouchard

*Recyc-Québec*

M<sup>me</sup> Ginette Bureau  
M. Philippe Châtillon  
M. Pierre Clément  
M. Benoît Germain  
M. Léo Fradette  
M. François Lafortune  
M. Albert Leblanc  
M. Sylvain Léger  
M<sup>me</sup> Johanne Riverin

*Sanipan*

M. Gilles Bernier

*Communauté urbaine de Québec*

M<sup>me</sup> Suzanne Boisvert  
M. Benoît Delisle

*Communauté urbaine de l'Outaouais*

M. Laurence Gangur  
M. Jacques Tremblay

*Communauté urbaine de Montréal*

M. Patrick Cajka

*Ville de Montréal*

M. Pierre Morissette

*Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'île de Montréal*

M<sup>me</sup> Josée Méthot

*Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Mauricie*

M. François Chénier

*Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec*

M<sup>me</sup> Françoise Paquette

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Mandats confiés au BAPE*

## EXERCICE 1996-1997

MANDATS	PÉRIODES
PÉRIODES D'INFORMATION	
Projet de réaménagement de la route 101-117 de Rouyn-Noranda à Évain	1996-03-11 au 1996-04-25
Construction d'émissaires servant de trop-pleins au réseau d'interception des eaux usées du projet d'assainissement, Bernières-Saint-Nicolas, Charny et Saint-Rédempteur	1996-03-12 au 1996-04-26
Creusage sur les battures pour la pose d'un câble sous-marin entre la rive nord du fleuve et l'Île-aux-Coudres	1996-03-13 au 1996-04-27
Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire à Saint-Édouard-de-Frampton par la MRC de comté de la Nouvelle-Beauce	1996-03-18 au 1996-05-02
Projet de décontamination du canal de Lachine	1996-03-18 au 1996-05-18
Projet d'établissement d'un centre de démonstration de nouvelles technologies liées à la gestion des déchets intégrant un lieu d'élimination par Services environnementaux AES inc.	1996-03-27 au 1996-05-11
Projet de parc éolien de la Gaspésie par la Société en commandite KW Gaspé	1996-04-29 au 1996-06-14
Projet d'amélioration de l'autonomie énergétique de l'usine Windsor par Papiers de communication Domtar inc. à Windsor	1996-06-05 au 1996-07-20
Projet de centrale hydroélectrique dans les chutes de la Chaudière par Innergex, à Charny et Bernières-Saint-Nicolas	1996-08-05 au 1996-09-19
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire et d'aménagement d'un lieu d'enfouissement de débris de construction et de démolition à Saint-Alban par la Régie intermunicipale de gestion des déchets du secteur ouest de Portneuf	1996-08-22 au 1996-10-06
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire (LES) de Saint-Rosaire, comté d'Arthabaska par la compagnie Les Services sanitaires Gaudreau inc.	1996-08-26 au 1996-10-10
Projet de prolongement de l'autoroute 30 entre Châteauguay et l'autoroute 20 dans la MRC de Vaudreuil-Soulanges	1996-09-11 au 1996-10-26
Projet d'agrandissement du dépôt de matériaux secs à Saint-Alban par Construction & Pavage Portneuf inc.	1997-10-01 au 1996-11-15
Projet de construction d'une liaison routière Lachute-Masson, autoroute 50, tronçon Lachute-Montebello et tronçon Montebello-Masson	1996-10-07 au 1996-11-21
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Lambert-de-Lauzon par la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière	1996-10-28 au 1996-12-12
Projet d'établissement d'un dépôt de matériaux secs (DMS) sur les lots 183, 184, 185 et 321 parties du cadastres de la paroisse de Sainte-Geneviève (Pierrefonds)	1996-11-18 au 1997-01-02
Projet d'étude comparative des modes de dégagement de la régénération forestière par le ministère des Ressources naturelles	1997-01-06 au 1997-02-20

M.A.J. : 1997-03-26

## Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Mandats confiés au BAPE*

## EXERCICE 1996-1997

MANDATS	PÉRIODES
<b>PÉRIODES D'INFORMATION (SUITE)</b>	
Projet d'implantation d'une usine de cogénération de la Société de Cogénération du Québec inc. à St-Félicien	1997-01-13 au 1997-02-27
Projet de creusage et de remblayage de la rivière Malbaie	1997-01-27 au 1997-03-13
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire à St-Flavien	1997-02-17 au 1997-04-03
Projet de réaménagement de la route 138 à Baie-Ste-Catherine	1997-02-21 au 1997-04-07
Aménagement faunique de l'Île-du-Moine	1997-03-25 au 1997-05-09
<b>ENQUÊTES ET MÉDIATIONS</b>	
Projet d'agrandissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire sur le territoire de la municipalité de Cowansville	1996-02-12 au 1996-05-09
Projet de cogénération à l'usine de Produits forestiers Alliance inc. à Dolbeau par Enviro-Energie Alliance inc.	1996-04-08 au 1996-06-08
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire et d'aménagement d'un lieu d'enfouissement de débris de construction et de démolition à Saint-Alban	1997-02-03 au 1997-04-03
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Rosaire par les Services sanitaires Gaudreau inc.	1997-03-10 au 1997-05-10
<b>AUDIENCES PUBLIQUES</b>	
Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire «Essalar» à Larouche par Cintec inc.	1996-01-31 au 1996-05-31
La gestion des matières résiduelles au Québec	1996-01-01 au 1997-03-14
Projet d'amélioration de la route 132 à Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père	1996-04-15 au 1996-08-15
Projet de ligne Duvernay-Anjou à 315 kV par Hydro-Québec	1996-04-23 au 1996-08-23
Projet de décontamination du canal de Lachine	1996-05-13 au 1996-09-13
Projet d'établissement d'un centre de démonstration de nouvelles technologies reliées à la gestion des déchets intégrant un lieu d'élimination à Chicoutimi par Services Environnementaux AES inc.	1996-08-26 au 1996-12-26
Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire à Saint-Édouard-de-Frampton par la municipalité régionale de comté de la Nouvelle-Beauce	1996-09-09 au 1997-01-09
Projet de parc éolien de la Gaspésie	1996-10-21 au 1997-02-21
Projet d'aménagement hydroélectrique des chutes de la Chaudière	1996-11-04 au 1997-03-04
Programme de dégagement de la régénération forestière par le ministère des Ressources naturelles	1997-03-17 au 1997-07-17
Projet d'établissement d'un dépôt de matériaux secs à Pierrefonds par Les Entreprises environnementales de Pierrefonds inc.	1997-03-24 au 1997-07-24

M.A.J. : 1997-03-26

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

*Mandats confiés au BAPE*

EXERCICE 1996-1997

Comme certains mandats confiés au BAPE chevauchent des années financières, le nombre de mandats se répartit ainsi :

Année financière	Finalisés	Réalisés	Débutés
1996-1997 <sup>(1)</sup>	9	21	7

<sup>(1)</sup> Le mandat d'enquête et d'audiences publiques sur la gestion des matières résiduelles au Québec débuté le 1<sup>er</sup> janvier 1996 est comptabilisé au niveau des mandats finalisés.



POPULATION, NOMBRE DE FOYERS ET MUNICIPALITÉS  
DESSERVIES PAR COLLECTE SÉLECTIVE QUÉBEC.  
SOMMES VERSÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC  
À COLLECTE SÉLECTIVE QUÉBEC EN 1996-1997

ÉTAT DE SITUATION

A) Statistiques sur la collecte sélective au Québec (en date du 1996-12-15)

Collecte sélective	Porte à porte	Apport volontaire	Total <sup>(1)</sup>
Municipalités desservies	564	364	901 <sup>(2)</sup>
Population desservie	4 303 303	1 299 641	5 602 944
% par rapport à pop. du Québec	59,7 %	18,0 %	77,7 %
Foyers desservis	1 646 882	497 375	2 144 257

- (1) Excluant les programmes limités d'apport volontaire visant moins de 3 catégories de matières et ne répondant pas au critère de 1 lieu de dépôt par 1000 habitants (zones rurales) ou 1 lieu de dépôt par 500 logements (zones urbaines).
- (2) Le total ne correspond pas à la somme des deux colonnes précédentes car certaines municipalités sont desservies à la fois par apport volontaire et par collecte porte à porte mais n'ont été comptabilisées qu'une seule fois.

B) Sommes versées par le gouvernement du Québec à Collecte sélective Québec en 1996-1997

Le seul organisme ayant contribué à Collecte sélective Québec (CSQ) en 1996-1997 est la Société des alcools du Québec (SAQ) pour les montants suivants:

166 000 \$ contribution annuelle régulière  
560 000 \$ contribution spéciale pour accélérer l'implantation de la collecte sélective dans les régions

-----  
726 000 \$ total versé par la SAQ à CSQ en 1996-1997



**DIRECTION GÉNÉRALE : des Opérations**

**DIRECTION : Montérégie**

## ÉTAT DE SITUATION

<b>TITRE : Anciennes lagunes de Mercier</b> <b>No GESTION DOCUMENTAIRE : P-7610-16-01-0590000</b>		<b>NO : DR-16-10</b>
<b>RESPONSABLE : Odette Picard</b>		<b>TÉL. : (514) 928-7607</b>
<p><b>PROBLÉMATIQUE :</b></p> <p>De 1968 à 1972, environ 40 000 tonnes de déchets liquides de natures diverses (principalement des huiles et des solvants) ont été déversés dans les lagunes formées par l'exploitation de sablières. Ces déchets ont contaminé la nappe phréatique sur une superficie de plusieurs km<sup>2</sup>, restreignant les utilisations de l'eau.</p> <p>Des audiences publiques sur la restauration du lieu contaminé de Mercier ont été tenues à l'été 1994. Le rapport du BAPE a été déposé le 24 octobre 1994.</p>		
<p><b>ACTIONS EN COURS :</b></p> <p>Pour donner suite au rapport du BAPE, trois comités ont été formés, soit : le comité technique interne, le comité consultatif interministériel (CCI) et le comité de suivi.</p> <p>Le comité technique interne dont le mandat est d'analyser les recommandations du BAPE qui ont une incidence environnementale, s'est réuni à plusieurs reprises depuis le mois de mars 1995. Les travaux de ce comité ont consisté dans un premier temps, à dresser la liste exhaustive des recommandations du BAPE, et à les classer en trois catégories, soit concept de restauration, mise en oeuvre de l'intervention et celles relatives à des mesures sociales, légales ou autres.</p> <p>Par la suite, les membres du comité se sont penchés sur les quatre objectifs mentionnés dans le rapport du BAPE soit : protéger la santé, récupérer les ressources en eau souterraine, gérer sécuritairement les sols excavés et décontaminer les sols et le roc. Afin d'atteindre ces objectifs, le comité a déterminé les actions à poser et les moyens pour y arriver. Une liste des tâches à réaliser, incluant la durée, les coûts et les ressources nécessaires a été dressée. Le comité a préparé des fiches descriptives qui fournissent plus de détails sur le scénario de réalisation, l'échéancier, l'évaluation des coûts et des ressources humaines internes pour chacune des tâches à réaliser. Le CCI l'a ensuite vu et révisé. Il a été présenté au COMEX au cours du mois de juin 1996.</p>		



<b>TITRE :</b> Anciennes lagunes de Mercier <b>No GESTION DOCUMENTAIRE :</b> P-7610-16-01-0590000		<b>NO :</b>
<b>RESPONSABLE :</b> Odette Picard		<b>TÉL. :</b> (514) 928-7607
<p><b>ACTIONS EN COURS (SUITE) :</b></p> <p>Le mandat du CCI est d'analyser les recommandations à incidence autre qu'environnementale. Une liste des recommandations a été présentée au comité. Les membres se sont partagé l'analyse de ces recommandations selon leur champ de compétence respectif. Une réunion a eu lieu en avril 1996 pour analyser le rapport du comité technique interne et intégrer les recommandations du CCI au rapport.</p> <p>En décembre 1996, un adjoint à la coordination du dossier Laidlaw et du dossier Mercier était nommé afin de soutenir le coordonnateur dans la réalisation du plan d'intervention stratégique développé par la Direction.</p> <p>En décembre 1996, un mémoire pour présentation au Conseil des ministres a été déposé aux autorités du Ministère par la Direction régionale. Ce mémoire est orienté pour la mise en oeuvre du plan d'intervention technique pour la réalisation des travaux prévus aux trois premières années du plan d'action</p> <p>En janvier 1997, il y a eu mise en oeuvre d'une des recommandations contenues dans le rapport du B.A.P.E., soit l'examen sur l'opportunité d'implanter un centre de recherche pour la restauration des lagunes de Mercier. Un appel de propositions avec prix devrait être soumis à six firmes au cours du mois de mars 1997 et un rapport sur l'opportunité d'implantation devrait être déposé au Ministère en juin de cette même année. Cette étude financière sera assumée à part égale par le MEF et le B.F.D.R.</p> <p>Mentionnons finalement que les campagnes d'échantillonnage relatives au suivi de la contamination souterraine de la région de Mercier ont repris en février 1997.</p>		
<p><b>POSITION SUGGÉRÉE AU MINISTRE :</b></p> <p>Poursuivre le plan d'action et faire les représentations au Conseil des ministres pour l'acceptation du mémoire soumis.</p>		
<b>MISE À JOUR :</b> 1997-02-27		<b>ANNEXE</b> OUI <u>X</u> NON <u>  </u>

**COPIE DE LA STRATÉGIE DE GESTION INTÉGRÉE DES BOUES USÉES  
AVEC SON ÉCHÉANCIER D'APPLICATION**

La stratégie d'intervention en matière de gestion intégrée des boues est actuellement en cours d'élaboration.

Les principales orientations gouvernementales relatives à la gestion des boues ont été soumises à la consultation publique dans le cadre des audiences génériques sur la gestion des matières résiduelles. Ces orientations sont présentées dans le document intitulé « *Pour une gestion durable et responsable de nos matières résiduelles* ».

L'analyse du rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, rendu public le 14 mars dernier, devrait permettre d'alimenter la réflexion du ministère de l'Environnement et de la Faune particulièrement sur le thème de la gestion finale des boues. Par ailleurs, l'expérience des projets pilotes de Plan directeur de gestion intégrée des boues, en cours de réalisation dans six MRC, devrait permettre de mieux cibler les points forts et les lacunes en terme de gestion.

Concurremment à ces réflexions, le ministère de l'Environnement et de la Faune poursuit ses travaux sur l'élaboration de critères pour l'utilisation de boues à des fins agronomiques et sur le resserrement réglementaire relatif à l'élimination des boues et des déchets.



**DOCUMENT DE RÉFLEXION SUR LA  
CAPACITÉ DES SOLS DU TERRITOIRE QUÉBÉCOIS  
À SUPPORTER LES ÉLEVAGES**

**DOCUMENT DE TRAVAIL**

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

**1996-06-04**



## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES TABLEAUX	ii
LISTE DES ANNEXES	iii
INTRODUCTION	1
1. DÉTERMINATION DES CAPACITÉS DE SUPPORT POUR LE QUÉBEC ET PAR BASSIN VERSANT	3
1.1 Capacité de support ultime ( $CS_u$ )	3
1.1.1 Besoin des cultures (BC)	4
1.1.2 Production de phosphore et d'azote d'origine animale (PA)	5
1.1.3 Coefficients d'efficacité des fumiers (CF)	5
1.1.4 Résultats et discussion	6
1.2 Capacité de support corrigée ( $CS_c$ )	7
1.2.1 Couverture des besoins des cultures par les engrais minéraux ( $PB_p$ )	8
1.2.2 Proportion des superficies recevant des fumiers ( $PS_f$ )	9
1.2.3 Effet des engrais minéraux et des superficies recevant des fumiers sur la capacité de support	9
2. PROBLÉMATIQUE ASSOCIÉE AU DÉPASSEMENT DE LA CAPACITÉ DE SUPPORT DES SOLS AU QUÉBEC	10
2.1 Problématique à l'échelle provinciale	12
2.1.1 Résultats	12
2.1.2 Discussion	12
2.2 Problématique dans neuf bassins versants avec des concentrations d'élevage	13
2.2.1 Dépassement des besoins des cultures avec les fumiers	13
2.2.2 Surplus sur la base des superficies recevant des fumiers	13
2.2.3 Capacité de support en considérant les engrais minéraux	14
2.2.4 Conséquences sur l'environnement	14
3. PROPOSITION D'UN OUTIL DE GESTION	16
3.1 Fixation des modalités d'utilisation de la capacité de support	16
3.2 Calcul de la densité animale	17
3.3 Validation et limites de l'approche proposée	18
CONCLUSION	20
BIBLIOGRAPHIE	21

## LISTE DES TABLEAUX

	<b>PAGE</b>
<b>TABLERAU 1</b> Besoin moyen en phosphore par bassin versant et pour le Québec	4
<b>TABLERAU 2</b> Besoin moyen en azote par bassin versant et pour le Québec	4
<b>TABLERAU 3</b> Coefficients d'efficacité du phosphore des fumiers par type de fumiers	5
<b>TABLERAU 4</b> Coefficients d'efficacité de l'azote des fumiers par type de fumiers	6
<b>TABLERAU 5</b> Capacités de support ultimes de certains types d'animaux pour le Québec basées sur les besoins en phosphore et en azote selon CPVQ (1996) pour les fumiers	6
<b>TABLERAU 6</b> Pourcentage de couverture des besoins des cultures en phosphore et en azote selon CPVQ (1996) par les engrais minéraux, par bassin versant et pour le Québec	8
<b>TABLERAU 7</b> Superficies recevant des fumiers par bassin versant et pour le Québec	9
<b>TABLERAU 8</b> Comparaison des superficies requises pour l'épandage du phosphore et de l'azote des fumiers selon les grilles de références en fertilisation du CPVQ (1996) et des superficies en culture et en pâturage naturel par bassins versants et pour le Québec	10
<b>TABLERAU 9</b> Pourcentage de couverture des besoins des cultures en phosphore selon le CPVQ (1996) par les fumiers et les engrais minéraux, par bassin versant et pour le Québec	11
<b>TABLERAU 10</b> Pourcentage de couverture des besoins des cultures en azote selon le CPVQ (1996) par les fumiers et les engrais minéraux, par bassin versant et pour le Québec	11
<b>TABLERAU 11</b> Rapport entre les superficies requises pour épandre le phosphore et l'azote des fumiers et celles recevant des fumiers	12

**LISTE DES ANNEXES**

	<b>PAGE</b>
<b>ANNEXE 1</b> Superficie en culture et en pâturage naturel par bassin versant et pour le Québec =	<b>24</b>
<b>ANNEXE 2</b> Production annuelle de phosphore et d'azote par animal pour différentes espèces calculée à partir des données du CPVQ et du CRÉAQ	<b>25</b>
<b>ANNEXE 3</b> Coefficients d'efficacité retenus par type d'animal	<b>26</b>
<b>ANNEXE 4</b> Capacité de support ultime sur la base du phosphore selon le CPVQ (1996) par bassin versant et pour le Québec	<b>27</b>
<b>ANNEXE 5</b> Capacité de support ultime sur la base de l'azote selon le CPVQ (1996) par bassin versant et pour le Québec	<b>28</b>
<b>ANNEXE 6</b> Nombre d'animaux par bassin versant et pour le Québec	<b>29</b>
<b>ANNEXE 7</b> Exemple de calcul de la capacité de support et de la densité animale pour le bassin versant de la rivière Etchemin	<b>30</b>





## INTRODUCTION

Lors des travaux de la table de concertation sur le projet de règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole, le manque d'information sur la capacité des sols du Québec à recevoir les engrais d'origine animale, notamment pour leur apport en phosphore, est apparu préoccupant. Certains membres de la Table ont en effet émis des doutes sur la possibilité que l'intervention réglementaire gouvernementale puisse mener à une réduction de la pollution d'origine agricole. La prise en considération de la capacité de support apparaît nécessaire non seulement pour corriger les problèmes environnementaux dans les zones de concentration d'élevage, mais également pour les prévenir dans les régions de développement de l'industrie d'élevage.

Pour répondre à cette préoccupation et à la demande du président de la Table de concertation, le présent document de réflexion a été préparé. L'objectif poursuivi est d'évaluer cette capacité des sols québécois à supporter les élevages, d'étudier la problématique qui y est associée et de développer un outil facilitant la gestion des problèmes de pollution agricole en prenant en considération la capacité des sols à recevoir les fumiers. La réflexion tiendra compte des besoins des cultures en phosphore et en azote établis par le Conseil des productions végétales du Québec (CPVQ) et de l'apport des engrais minéraux.

Actuellement, il n'existe pas de façon standardisée pour déterminer la capacité de support, soit la capacité de recevoir des engrais pour un territoire défini. Plusieurs méthodes peuvent être utilisées. Selon qu'il s'agisse d'établir un bilan général au niveau provincial, d'une méthode de calcul pour la planification au niveau d'un bassin versant ou encore d'un outil pour établir un programme d'intervention au niveau de la ferme, les informations nécessaires et les méthodes de calcul peuvent différer. Idéalement, la méthode de calcul devrait être la même; cependant, la quantité d'information à acquérir et à manutentionner devient rapidement prohibitive lorsque l'on passe du niveau de la ferme au niveau provincial, par exemple. En outre, plusieurs informations disponibles à la ferme ne le sont pas à d'autres niveaux.

Quatre hypothèses ont été considérées avant d'entreprendre le présent exercice. Selon la première, le prélèvement de la récolte sur le territoire ciblé est considéré égal à la capacité de support. Cette méthode, même si elle ne tient pas compte de certains phénomènes bio-physico-chimiques en jeu et de la contribution des secteurs autres qu'agricoles, est simple et bien adaptée à une approche préventive, notamment dans les zones non polluées. Selon la deuxième, la capacité de la rivière à recevoir des matières fertilisantes fixe la capacité de support. Il existe cependant peu de données techniques permettant de réaliser une telle évaluation, et celles qui existent démontrent que les rivières sont relativement fragiles. La troisième hypothèse est à l'effet qu'à l'équilibre du phosphore dans les sols, la capacité de support est atteinte. Cette méthode requiert beaucoup de données et de connaissances non encore disponibles. Enfin, quatrièmement, on établit que la capacité de support est atteinte lorsque les besoins agronomiques sont comblés en utilisant les techniques de fertilisation les plus respectueuses de l'environnement, actuellement reconnues par le CPVQ. La quatrième méthode a été retenue pour le présent exercice et les 3 autres ont été utilisées pour la valider. Cette méthode correspond le mieux à la réalité agricole actuelle. Elle est basée sur le besoin des cultures et intègre les valeurs en fertilisant des fumiers diminuées de la partie considérée comme non efficace pour la

culture. Elle est fondée sur l'hypothèse que l'utilisation minimale de fertilisants sur les cultures présentes au Québec permettra de maintenir ou récupérer les usages de l'eau sans affecter les rendements de ces cultures. Cette hypothèse est aussi à la base du projet de règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole.

La réflexion suivante sur la capacité de support a été faite au niveau du bilan général pour la province et pour certains bassins versants à partir des informations existantes et disponibles. L'interprétation des résultats de cet exercice doit être limitée à une grande échelle (province, bassin versant, MRC). Lorsqu'on s'approche d'un bilan spécifique à une échelle plus locale, soit à la ferme et même pour une municipalité ou une section de bassin versant, la méthode retenue peut nécessiter l'ajout de facteurs locaux pour tenir compte des variations attribuables aux méthodes culturales, à l'historique du sol ou à d'autres facteurs. En effet, la méthode retenue pourrait manquer de précision pour ce niveau de raffinement, notamment parce que l'effet de dilution du milieu naturel devient très variable.

Enfin, la méthode comporte certaines simplifications, lesquelles, bien qu'acceptables à une grande échelle, fourniraient des valeurs biaisées si appliquée à une échelle réduite, comme une petite municipalité, un sous-bassin versant, une ferme ou une parcelle. Les simplifications pourront être bonifiées à mesure que les connaissances progresseront et que la méthode se raffinera. À titre d'exemple, certains apports, tel celui de l'azote par les eaux de pluie, l'azote fixé par les plantes ou encore l'azote apporté par d'autres sources, comme les boues d'égout, n'ont pas été comptabilisés dans cet exercice. Par contre, certaines pertes d'azote sous une forme non problématique à l'environnement, par exemple résultant de la dénitrification, n'ont pas été calculées. De plus, les développements futurs permettant d'établir un lien plus concret entre la fertilisation des sols cultivés et la qualité des eaux de surface et souterraines, devront être intégrés à la méthode.

Il est à noter que cette méthode ne tient pas compte de facteurs comme l'importance relative des contributions des secteurs agricole, municipal, industriel et forestier ou naturel.

L'objectif de la méthode est de permettre de déterminer des grandes lignes d'orientation pour diriger une réflexion plus approfondie pour une planification ultérieure. Il serait simpliste d'établir, pour tous les niveaux et sans autres étapes, les principes de la capacité de support. Néanmoins, la méthode proposée constitue un pas dans la bonne voie, par exemple pour répondre à un besoin de plusieurs municipalités à la recherche d'une méthode pour évaluer la capacité de support de leur territoire.

## 1. DÉTERMINATION DES CAPACITÉS DE SUPPORT POUR LE QUÉBEC ET PAR BASSIN VERSANT

Des capacités de support sont établies dans un premier temps, sur une base provinciale, et pour neuf bassins versants comportant des concentrations d'élevage. Ces bassins drainent les rivières Chaudière, Yamaska, L'Assomption, Etchemin, Richelieu, Saint-François, Nicolet, Bayonne et Boyer. La méthodologie utilisée est présentée et les résultats sont discutés.

La capacité de support est établie à partir des recommandations de fertilisation du CPVQ (1996). *On pose comme première hypothèse et comme objectif que le respect de ces recommandations, en retenant les techniques d'épandage minimisant les pertes (épandage au printemps et à l'été, utilisation de rampe d'épandage pour le lisier), permet d'assurer la protection de l'environnement sans affecter les rendements des cultures.* On vérifiera les limites de ces hypothèses à la section 3 lors du choix des modalités d'utilisation de la capacité de support comme outil de gestion.

### 1.1 Capacité de support ultime (CS<sub>u</sub>)

Pour les fins du présent document, *la capacité de support ultime (CS<sub>u</sub>) exprime la capacité des sols cultivés d'un territoire donné à recevoir les fertilisants produits par les animaux sur ce territoire. Elle présuppose que la totalité des superficies cultivées reçoivent des fumiers sans dépasser les besoins des cultures et qu'aucun autre type de fertilisant n'est épandu sur ces superficies.* On l'exprime en tête d'animal par hectare.

La capacité d'une unité territoriale donnée de supporter des élevages est établie sur la base du phosphore et de l'azote à cause de l'effet néfaste d'un excès de ces éléments sur l'environnement et de leur rôle essentiel pour la culture des végétaux.

On calcule la CS<sub>u</sub> à l'aide de la relation suivante:

$$CS_u = \frac{BC}{(PA)(CF)} \quad (1)$$

où

CS<sub>u</sub> : capacité de support ultime (tête d'animal/ha)

BC : besoin annuel des cultures en phosphore et en azote selon le CPVQ (1996) en déduisant la contribution des résidus végétaux (Kg/ha/année de P ou de N)

PA : production annuelle de P ou de N d'origine animale (Kg/tête d'animal)

CF : coefficient d'efficacité des fumiers

Considérant que la relation (1) peut permettre des apports de fertilisants plus élevés que les prélèvements des récoltes, on vérifiera à la section 3.3 dans quelle mesure l'utilisation de la CS<sub>u</sub> comme outil de gestion permet effectivement de protéger les eaux souterraines et de surface.

1.1.1 Besoin des cultures (BC)

Les besoins annuels des cultures en phosphore et en azote sont déterminés à partir des Grilles de référence en fertilisation du CPVQ (1996) et présentés aux tableaux 1 et 2 suivants:

BESOIN MOYEN EN PHOSPHORE PAR BASSIN VERSANT ET POUR LE QUÉBEC

TABLEAU 1

BASSIN VERSANT	CAPACITÉ DE FIXATION CONSIDÉRÉE	BESOIN EN PHOSPHORE PAR CULTURE <sup>1</sup> (kg P/ha/an)			BESOIN MOYEN PAR BASSIN <sup>2</sup> (kg P/ha/an)
		PRAIRIES ET PÂTURAGES	MAÏS	CÉRÉALES	
CHAUDIÈRE	FORTE	20,2	12,7	6,9	19
YAMASKA	MOYENNE	17,5	16,2	19,5	17
L'ASSOMPTION	MOYENNE	19,0	17,7	15,4	18
ETCHEMIN	FORTE	20,3	13,6	10,9	18
RICHELIEU	MOYENNE	21,4	18,4	25,7	21
SAINT-FRANÇOIS	FORTE	17,6	15,0	13,4	17
NICOLET	FORTE	14,8	13,8	13,0	14
BAYONNE	MOYENNE	17,3	17,7	17,2	17
BOYER	FORTE	20,3	14,9	17,5	20
PROVINCE	MOYENNE	16,6	15,7	19,2	17

<sup>1</sup> Calculé, pour les bassins versants, à partir du besoin moyen par région agricole établi avec les rapports sur l'Inventaire des problèmes de dégradation des sols agricoles du Québec (Tabi et al., 1990), avec une pondération selon la proportion du bassin occupé par chaque région. Le besoin moyen par région agricole est obtenu en assumant que la distribution des cultures dans les séries de sol est la même que dans la région agricole. Pour le Québec, les distributions des niveaux de richesse du sol pour les prairies, le maïs-grain et l'orge présentées par Giroux et al., (1994) sont utilisées.

<sup>2</sup> Établi en proportion des cultures dans chaque bassin.

BESOIN MOYEN EN AZOTE PAR BASSIN VERSANT ET POUR LE QUÉBEC

TABLEAU 2

BASSIN VERSANT	BESOIN EN AZOTE PAR CULTURE (kg N/ha/an)			BESOIN MOYEN EN AZOTE PAR BASSIN <sup>2</sup> (kg N/ha/an)
	PRAIRIES ET PÂTURAGES	MAÏS	CÉRÉALES	
CHAUDIÈRE				36
YAMASKA				86
L'ASSOMPTION				74
ETCHEMIN				43
RICHELIEU	30 <sup>1</sup>	150	70	96
SAINT-FRANÇOIS				45
NICOLET				54
BAYONNE				65
BOYER				40
PROVINCE				57

<sup>1</sup> Pour les prairies et les pâturages, une contribution en azote des résidus des végétaux est attribuée, et soustraite du besoin total (CPVQ, 1996).

<sup>2</sup> Établi en proportion des cultures dans chaque bassin.

Tant pour le phosphore que pour l'azote, les besoins moyens par bassin ont été obtenus en pondérant le besoin des prairies et pâturage, du maïs et des céréales en proportion des superficies de ces cultures dans chaque bassin (annexe 1).

À partir des deux tableaux précédents, si l'on compare les besoins par bassin à la moyenne provinciale de 17 kg/ha/an pour le phosphore et de 57 kg/ha/an pour l'azote, on remarque une plus faible variation du besoin moyen des cultures par bassin dans le cas du phosphore ( 24%) que dans celui de l'azote (68%). La variation du besoin moyen par culture est également beaucoup plus faible dans le cas du phosphore que de l'azote. Ces constats seront déterminants pour fixer les modalités d'utilisation de la capacité de support à la section 3.1.

1.1.2 Production de phosphore et d'azote d'origine animale (PA)

La production annuelle de phosphore et d'azote par animal est présentée en détail à l'annexe 2. Elle est établie pour différents types d'animaux à partir des valeurs moyennes des engrais de ferme proposées par le CPVQ (1995) et des volumes de fumier produit du CREAQ (MAPAQ, 1989). Selon le type d'animal, la production de phosphore varie de 0,03 kg/tête (cailles) à 26 kg/tête (vaches) et celle de l'azote de 0,08 à 107 kg/tête.

1.1.3 Coefficients d'efficacité des fumiers (CF)

Les coefficients d'efficacité retenus pour le phosphore et l'azote des fumiers sont présentés aux tableaux 3 et 4 qui suivent et prennent en compte l'effet résiduel.

COEFFICIENTS D'EFFICACITÉ DU PHOSPHORE DES FUMIERS PAR TYPE DE FUMIERS TABLEAU 3

TYPE DE FUMIER	COEFFICIENT D'EFFICACITÉ (équivalent minéral 1 <sup>re</sup> année) <sup>1</sup>	EFFET RÉSIDUEL ANNÉES ANTÉRIEURES <sup>2</sup>	EFFICACITÉ DES FUMIERS (%)
BOVINS			(72) <sup>3</sup>
Fumier	0.65	0.04	69
Lisier	0.80	0.02	82
PORCS			
Lisier	0.80	0.02	82
VOLAILLE			
Fumier	0.65	0.04	69
Lisier	0.80	0.02	82
AUTRES	-	-	69

<sup>1</sup> Selon CPVQ (Côté, 1992; CPVQ, 1996).

<sup>2</sup> Correspond à environ 10% de la partie considérée non efficace l'année de l'épandage, en considérant un épandage des fumiers à chaque année (Simard, 1995).

<sup>3</sup> Valeur moyenne pondérée en fonction des proportions des élevages bovins avec un mode de gestion sur fumier et sur lisier d'après Couture et al. (1992).

COEFFICIENTS D'EFFICACITÉ DE L'AZOTE DES FUMIERS PAR TYPE DE FUMIERS

TABEAU 4

TYPE DE FUMIER	COEFFICIENT D'EFFICACITÉ (équivalent minéral) 1 <sup>re</sup> année <sup>1</sup> (A)	INDICE DE PERTES PAR VOLATILISATION LIÉES AU MODE D'ÉPANDAGE <sup>2</sup> (B)	INDICE DE PERTES LIÉES À LA DATE D'ÉPANDAGE ET AU TYPE DE SOL <sup>3</sup> (C)	EFFET RÉSIDUEL ANNÉES ANTE- RIEURES <sup>4</sup> (D)	EFFICACITÉ DES FUMIERS <sup>5</sup> (E)
BOVINS Fumier Lisier	0,47 0,52	1,3 1,3	1,0 1,0	0,10 0,05	(46 %) <sup>6</sup> 46 % 44 %
PORCS Lisier	0,62	1,3	1,0	0,05	52 %
VOLAILE Fumier Lisier	0,67 0,77	1,5 1,4	1,0 1,0	0,10 0,00	55 % 54 %
AUTRES	-	-	-	-	45 %

<sup>1</sup> Coefficients selon le CPVQ (Côté, 1992; CPVQ, 1996), en considérant 20 % des superficies pour les sables et 80 % pour les autres sols.

<sup>2</sup> Coefficients selon le CPVQ (Côté, 1992; CPVQ, 1996), en considérant un épandage par aspersion (rampe) pour le lisier, et que les fumiers et lisiers sont laissés en surface.

<sup>3</sup> Coefficient selon le CPVQ (Côté, 1992; CPVQ, 1996) en considérant un épandage au printemps et à l'été, et 20 % des superficies pour les sables et 80 % pour les autres sols

<sup>4</sup> Selon Les Consultants BPR (1994 c).

<sup>5</sup> Efficacité des fumiers =  $\left[ \frac{(A)}{(B) (C)} + (D) \right] \times 100$

<sup>6</sup> Valeur moyenne pondérée en fonction des proportions des élevages bovins avec un mode de gestion sur fumier et sur lisier d'après Couture et al. (1992).

Les coefficients d'efficacité par type d'animal apparaissent en détail à l'annexe 3.

1.1.4 Résultats et discussion

Les besoins des cultures, la production de phosphore et d'azote d'origine animale et les coefficients d'efficacité des fumiers déterminés précédemment permettent d'établir, à l'aide de la relation 1, les capacités de support ultimes suivantes pour les types d'animaux les plus importants en nombre:

CAPACITÉS DE SUPPORT ULTIMES DE CERTAINS TYPES D'ANIMAUX POUR LE QUÉBEC  
BASÉES SUR LES BESOINS EN PHOSPHORE ET EN AZOTE SELON CPVQ (1996) POUR LES FUMIERS

TABEAU 5

ESPÈCES	TYPES D'ANIMAUX	CAPACITÉ DE SUPPORT ULTIME BASÉE SUR LES BESOINS EN PHOSPHORE SELON CPVQ (TÊTE D'ANIMAL PAR HECTARE EN CULTURE)	CAPACITÉ DE SUPPORT ULTIME BASÉE SUR LES BESOINS EN AZOTE SELON CPVQ (TÊTE D'ANIMAL PAR HECTARE EN CULTURE)			
			PRAIRIES ET PÂTURAGES	MAÏS	CÉRÉALES	MOYENNE PONDÉRÉE <sup>1</sup>
BOVINS LAITIERS	VACHES LAITIÈRES	0,91	0,61	3,1	1,4	1,2
BOVINS DE BOUCHERIE	VACHES DE BOUCHERIE	1,3	0,97	4,9	2,3	1,9
	BOUVILLONS	2,2	1,5	7,6	3,5	2,9
SUIDÉS	PORCS À L'ENGRAIS	6,3	5,2	26	12	10
	TRUIES	1,9	2,1	10	4,8	3,9
GALLINACÉES	POULES PONDEUSES	35	31	154	72	59
	POULETS À GRILLER	123	109	545	255	207

<sup>1</sup> Moyenne pondérée en fonction de la proportion des superficies de chaque groupe de culture au Québec.

Les capacités de support ultimes sont présentées en détail, aux annexes 4 et 5, respectivement pour le phosphore et pour l'azote, pour l'ensemble des types d'animaux et pour les neuf principaux bassins versants comportant une forte concentration d'élevage.

Ces valeurs sont basées sur des apports de fumiers couvrant 100% des superficies cultivées, sans ajout d'engrais minéraux ou de tout autre apport. La prise en compte des engrais minéraux et des superficies ne recevant pas de fumier entraînerait une diminution à la fois des besoins des cultures pouvant être comblés par les fumiers et des capacités de support animales présentées.

*De façon générale, la capacité de support est plus faible et donc plus limitative lorsqu'elle est basée sur le phosphore que sur l'azote.* Sur une base provinciale, elle est en moyenne de 25 à 30% plus faible dans les cas des bovins, 40 à 50% plus faible pour les suidés et 60% plus faible pour les gallinacées. Seuls les équidés ont une capacité de support plus élevée (13%).

Un examen plus poussé des annexes 4 et 5 nous indique par contre qu'à l'échelle des bassins versants, la capacité de support moyenne basée sur l'azote est plus faible pour les bovins que celle basée sur le phosphore dans trois des neuf cas étudiés. Il s'agit des bassins versants des rivières Chaudière, Etchemin et Boyer où la capacité basée sur l'azote est respectivement 25, 10 et 20% plus faible qu'avec le phosphore. Pour les truies, par contre, la capacité de support basée sur l'azote des bassins précédents est plus élevée de 15, 50 et 25% respectivement. La volaille et le porc se situent entre ces extrêmes.

Les capacités de support plus faibles avec l'azote dans ces trois bassins s'expliquent par des besoins moyens des cultures en phosphore plus élevés que la moyenne provinciale (Tableau 1) et par la forte proportion des superficies en prairies et pâturages (Annexe 1) situant les besoins moyens en azote sous la moyenne de la province (Tableau 2).

Ainsi, bien que la capacité de support basée sur le phosphore est en général plus limitative, l'azote est plus contraignant pour certains types d'animaux et sur certains territoires où les sols sont plus pauvres en phosphore et où les cultures avec un faible besoin d'azote occupent une plus grande proportion du territoire.

## 1.2 Capacité de support corrigée (CS<sub>c</sub>)

Pour correspondre davantage à la situation réelle, la capacité de support ultime obtenue sur la base des fumiers doit être réduite en proportion des besoins en phosphore et en azote couverts par les engrais minéraux utilisés et en tenant compte que seule une partie des superficies en culture reçoit des fumiers. Cette nouvelle valeur réduite sera désignée comme capacité de support corrigée (CS<sub>c</sub>).

La capacité de support corrigée d'un territoire donné est exprimée par la relation suivante:

$$CS_c = (CS_u) (PS_r) (1,0 - PB_r) \quad (2)$$

où

CS<sub>c</sub> : capacité de support corrigée d'un territoire donné  
(tête d'animal/ha)



- $CS_u$  : capacité de support ultime obtenue à l'aide de la relation (1)
- $PS_r$  : proportion des superficies cultivées d'un territoire recevant des fumiers
- $PB_a$  : proportion des besoins des cultures comblés par les engrais minéraux sur les superficies recevant les fumiers dans un territoire.

Il faut toutefois vérifier, avec la relation suivante, si l'utilisation d'engrais minéraux sur l'ensemble du territoire ne réduit pas la capacité de support corrigée à un niveau plus bas. La capacité de support corrigée à retenir est la plus faible des valeurs obtenues avec les relations (2) et (3).

$$CS_c' = (CS_u) (1,0 - PB_a)$$
 (3)

où

- $PB_a$  : proportion des besoins des cultures comblés par les engrais minéraux sur l'ensemble du territoire.

La plupart des données requises pour le calcul des capacités de support corrigées sont disponibles dans les fiches d'enregistrement des exploitations agricoles du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ). Sur les superficies recevant des fumiers, par contre, l'utilisation d'engrais minéraux devra être évaluée à l'aide des registres d'épandage. Quant à l'évolution des teneurs en phosphore et en azote des fumiers, elle pourra être suivie par le biais des analyses consignées dans les plans agro-environnementaux de fertilisation et dans les laboratoires.

1.2.1 Couverture des besoins des cultures par les engrais minéraux ( $PB_a$  et  $PB_u$ )

Les pourcentages de couverture des besoins des cultures par les engrais minéraux sont présentés au tableau suivant pour le phosphore et pour l'azote:

POURCENTAGE DE COUVERTURE DES BESOINS DES CULTURES EN PHOSPHORE ET EN AZOTE SELON CPVQ (1996) PAR LES ENGRAIS MINÉRAUX, PAR BASSIN VERSANT ET POUR LE QUÉBEC

TABLEAU 6

Bassin versant	Dépenses d'engrais chimiques <sup>1</sup> (M\$) (1)	Superficie totale cultivée <sup>2</sup> (ha x 1000) (2)	Pourcentage de couverture des besoins des cultures par les engrais minéraux <sup>3</sup>	
			Phosphore (%)	Azote (%)
Chaudière	3.76	118	32	53
Yamaska	23.33	216	121	75
L'Assomption	6.76	56	128	97
Etchemin	1.14	36	34	44
Richelieu	23.40	179	119	81
Saint-François	8.83	160	62	73
Nicolet	9.06	126	98	79
Bayonne	1.16	18	72	59
Boyer	0.34	8	40	63
Province	142.74	2169	74	69

<sup>1</sup> Source: Fiches d'enregistrement des exploitants agricoles, MAPAQ, 1995.

<sup>2</sup> Source: Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles, MAPAQ, 1992.

<sup>3</sup> Selon les Grilles de références en fertilisation (CPVQ, 1996).

Couverture des besoins (%) = [ (1) bassin x quantité vendue pour la province ] x 100 / (1) province x besoins des cultures x (2)

où: quantité vendue pour la province = 84 939 T d'azote (N) et 27 208 T de phosphore (P) en 1994, d'après Koroï (1995).

Ces pourcentages sont obtenus pour l'ensemble du territoire ( $PB_u$ ) à partir des fiches d'enregistrement des exploitations agricoles du MAPAQ. Les mêmes données sur les superficies recevant les fumiers ( $PB_a$ ) ne sont pas disponibles.

1.2.2 Proportion des superficies recevant des fumiers (PS<sub>f</sub>)

À partir des fiches d'enregistrement des exploitations agricoles du MAPAQ, 1995, la proportion des superficies en culture recevant des fumiers pour la province et par bassin est établie au tableau suivant:

SUPERFICIES RECEVANT DES FUMIERS PAR BASSIN VERSANT ET POUR LE QUÉBEC			TABLEAU 7
BASSIN VERSANT	SUPERFICIES RECEVANT DES FUMIERS <sup>1</sup> (ha/an x 1000)	PROPORTION DES SUPERFICIES EN CULTURE RECEVANT DES FUMIERS (%)	
CHAUDIÈRE	62	52 %	
YAMASKA	75	35 %	
L'ASSOMPTION	17	30 %	
ETCHEMIN	25	70 %	
RICHELIEU	28	16 %	
SAINT-FRANÇOIS	66	41 %	
NICOLET	48	38 %	
BAYONNE	6	33 %	
BOYER	5	63 %	
PROVINCE	638	29 %	

<sup>1</sup> Source: Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles du MAPAQ, 1995.

1.2.3 Effet des engrais minéraux et des superficies recevant des fumiers sur la capacité de support

Compte tenu de la relation 2, des pourcentages de couverture des besoins des cultures par les engrais minéraux (Tableau 6) et des pourcentage des superficies en culture recevant des fumiers (Tableau 7), on peut entrevoir les résultats suivants:

- sur une base provinciale, la capacité de support corrigée en considérant les engrais minéraux utilisés sera inférieure à la capacité de support ultime de 74 % dans le cas du phosphore et de 69 % pour l'azote;
- par bassin versant, la quantité d'engrais minéraux utilisés serait telle que les besoins des cultures en phosphore sont dépassés pour trois des neuf bassins étudiés, ce qui ne laisse aucune capacité de supporter des animaux. Dans trois autres bassins, par contre, la capacité de support ultime basée sur les fumiers n'est réduite que d'environ 35 % en considérant les engrais minéraux;
- pour l'azote, l'ajout des engrais minéraux entraîne moins de variation sur la capacité de support entre les bassins étudiés que dans le cas du phosphore;
- le fait que seulement 29 % des superficies cultivées au Québec reçoivent des fumiers, fixe a priori la capacité de support corrigée au plus à 29 % de la capacité de support ultime. Cette réduction s'ajoute à la diminution des besoins des cultures pouvant être comblés par les fumiers suite à l'utilisation des autres types de fertilisants (essentiellement les engrais minéraux) sur ces mêmes superficies.

2. PROBLÉMATIQUE ASSOCIÉE AU DÉPASSEMENT DE LA CAPACITÉ DE SUPPORT DES SOLS AU QUÉBEC

Les capacités de support établies précédemment permettent d'analyser la problématique associée à l'intensification et à la concentration des productions animales et végétales au Québec. Cette analyse sera faite à l'échelle provinciale et pour neuf bassins versants supportant de fortes concentrations d'élevages. Ces bassins drainent les rivières Chaudière, Yamaska, L'Assomption, Etchemin, Richelieu, Saint-François, Nicolet, Bayonne et Boyer.

Un exercice visant à comparer les superficies requises pour l'épandage du phosphore et de l'azote des fumiers selon les «Grilles de références en fertilisation du CPVQ (1996)» aux superficies en culture est d'abord réalisé.

Le rapport du nombre d'animaux présents dans un bassin (Annexe 6) sur la capacité de support ultime (Annexes 4 et 5) donne la superficie requise pour l'épandage des fumiers. La somme des superficies pour chaque type d'animal d'un bassin donne la superficie requise pour le bassin. Le résultat est présenté au tableau suivant:

COMPARAISON DES SUPERFICIES REQUISES POUR L'ÉPANDAGE DU PHOSPHORE ET DE L'AZOTE DES FUMIERS SELON LES GRILLES DE RÉFÉRENCES EN FERTILISATION DU CPVQ (1996) ET DES SUPERFICIES EN CULTURE ET EN PÂTURAGE NATUREL PAR BASSINS VERSANTS ET POUR LE QUÉBEC

TABLEAU 8

TERRITOIRE OU BASSIN VERSANT	SUPERFICIE REQUISE POUR L'ÉPANDAGE DU PHOSPHORE ET DE L'AZOTE DES FUMIERS <sup>1</sup> (ha/an x 1000)		SUPERFICIE TOTALE CULTIVÉE <sup>2</sup> (ha/an x 1000)	SUPERFICIE EN PÂTURAGE NATUREL <sup>2</sup> (ha/an x 1000)
	PHOSPHORE	AZOTE		
CHAUDIÈRE	222	253	118	9
YAMASKA	354	149	216	22
L'ASSOMPTION	85	44	56	3
ETCHEMIN	83	75	36	2
RICHELIEU	104	53	179	15
SAINT-FRANÇOIS	171	150	160	23
NICOLET	137	85	126	7
BAYONNE	70	38	18	1
BOYER	10	12	8	0
PROVINCE	2 021	1 380	2 169	210

<sup>1</sup> Selon les Grilles de références en fertilisation du CPVQ (1996).  
<sup>2</sup> Source: Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles du MAPAQ, 1992.

Le rapport entre la superficie requise pour l'épandage des fumiers et la superficie totale cultivée permet d'obtenir le pourcentage de couverture des besoins des cultures par les fumiers présenté au Tableau 9 pour le phosphore et au Tableau 10 pour l'azote. Les pâturages naturels ne sont pas comptabilisés dans les superficies cultivées. Ils représentent moins de 10 % des superficies de ces dernières (Tableau 8).

Les pourcentages de couverture des besoins des cultures présentées au Tableau 6 sont également reportés au Tableau 9, pour le phosphore, et au Tableau 10, pour l'azote, ce qui permet de calculer la contribution totale des fumiers et des engrais minéraux.

POURCENTAGE DE COUVERTURE DES BESOINS DES CULTURES EN PHOSPHORE  
SELON LE CPVQ (1996) PAR LES FUMIERS ET LES ENGRAIS MINÉRAUX,  
PAR BASSIN VERSANT ET POUR LE QUÉBEC

TABLEAU 9

BASSIN VERSANT	POURCENTAGE DE COUVERTURE DES BESOINS EN PHOSPHORE DES CULTURES PAR LES FUMIERS ET LES ENGRAIS MINÉRAUX <sup>1</sup>		
	FUMIERS	ENGRAIS MINÉRAUX <sup>2</sup>	FUMIERS ET ENGRAIS MINÉRAUX
CHAUDIÈRE	189 %	32 %	220 %
YAMASKA	164 %	121 %	285 %
L'ASSOMPTION	152 %	128 %	280 %
ETCHEMIN	231 %	34 %	265 %
RICHELIEU	58 %	119 %	177 %
SAINT-FRANÇOIS	107 %	62 %	169 %
NICOLET	109 %	98 %	207 %
BAYONNE	388 %	72 %	460 %
BOYER	125 %	40 %	165 %
PROVINCE	93 %	74 %	167 %

<sup>1</sup> Selon les Grilles de références en fertilisation du CPVQ (1996).

<sup>2</sup> Calculé à partir des dépenses d'engrais chimiques selon les Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles du MAPAQ, 1995 et des données pour le Québec sur les engrais vendus en 1994 et leur teneur en azote et en phosphore selon Koroï, 1995. La consommation d'azote et de phosphore par bassin est assumée proportionnelle aux dépenses d'engrais dans le bassin.

POURCENTAGE DE COUVERTURE DES BESOINS DES CULTURES EN AZOTE  
SELON LE CPVQ (1996) PAR LES FUMIERS ET LES ENGRAIS MINÉRAUX,  
PAR BASSIN VERSANT ET POUR LE QUÉBEC

TABLEAU 10

BASSIN VERSANT	POURCENTAGE DE COUVERTURE DES BESOINS EN AZOTE DES CULTURES PAR LES FUMIERS ET LES ENGRAIS MINÉRAUX <sup>1</sup>		
	FUMIERS	ENGRAIS MINÉRAUX <sup>2</sup>	FUMIERS ET ENGRAIS MINÉRAUX
CHAUDIÈRE	214 %	53 %	267 %
YAMASKA	69 %	75 %	144 %
L'ASSOMPTION	79 %	97 %	176 %
ETCHEMIN	208 %	44 %	252 %
RICHELIEU	30 %	81 %	111 %
SAINT-FRANÇOIS	94 %	73 %	167 %
NICOLET	67 %	79 %	146 %
BAYONNE	211 %	59 %	270 %
BOYER	150 %	63 %	213 %
PROVINCE	64 %	69 %	133 %

<sup>1</sup> Selon les Grilles de références en fertilisation du CPVQ (1996).

<sup>2</sup> Calculé à partir des dépenses d'engrais chimiques selon les Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles du MAPAQ, 1995 et des données pour le Québec sur les engrais vendus en 1994 et leur teneur en azote et en phosphore selon Koroï (1995). La consommation d'azote et de phosphore par bassin est assumée proportionnelle aux dépenses d'engrais dans le bassin.

Les données des Tableaux 7 et 8 permettent de calculer, tant pour le phosphore que pour l'azote, le rapport entre les superficies requises pour épandre les fumiers et celles recevant des fumiers. Les résultats sont les suivants:

RAPPORT ENTRE LES SUPERFICIES REQUISES POUR ÉPANDRE  
LE PHOSPHORE ET L'AZOTE DES FUMIERS ET CELLES RECEVANT DES FUMIERS

TABEAU 11

TERRITOIRE OU BASSIN VERSANT	RAPPORT ENTRE LES SUPERFICIES REQUISES POUR ÉPANDRE LES FUMIERS ET CELLES RECEVANT DES FUMIERS	
	PHOSPHORE	AZOTE
CHAUDIÈRE	3.6	4.1
YAMASKA	4.7	2.0
L'ASSOMPTION	5.0	2.6
ETCHEMIN	3.3	3.0
RICHELIEU	3.7	1.9
SAINT-FRANÇOIS	2.6	2.3
NICOLET	2.9	1.8
BAYONNE	11.7	6.3
BOYER	2.0	2.4
PROVINCE	3.2	2.2

2.1 Problématique à l'échelle provinciale

2.1.1 Résultats

*La quantité de phosphore produite par l'élevage dans la province est suffisante pour combler les besoins en phosphore de plus de 90% de la superficie totale des cultures représentant 2,2 millions d'hectares (Tableaux 8 et 9).*

Or, en 1995, les producteurs agricoles québécois déclaraient recevoir des fumiers sur 638 000 hectares, soit seulement 29% des superficies cultivées (Tableau 7). Ainsi, *les fumiers produits au Québec permettent de combler en moyenne un peu plus de trois fois les besoins en phosphore des cultures sur lesquels ils sont épandus* (Tableau 11). Il faut considérer que ces déclarations sont volontaires et peuvent sous-estimer ou surestimer la réalité. Toutefois, ces données démontrent qu'il existe un problème important de surfertilisation au Québec par les fumiers.

*L'azote provenant des fumiers produits par des élevages au Québec permet de combler les besoins de près de 65% des superficies en culture sur le territoire* (Tableau 10). Ces fumiers étant épandus sur 29% des superficies cultivées (Tableau 7), *ils permettent de combler en moyenne un peu plus de deux fois les besoins en azote des cultures réceptrices* (Tableau 11).

La prise en compte des engrais minéraux permet de constater, sur une base provinciale, *un excédant de fertilisants par rapport aux besoins des cultures de plus de 65% pour le phosphore (Tableau 9) et de plus de 30% pour l'azote (Tableau 10).*

2.1.2 Discussion

Les changements survenus entre 1951 et 1991 dans l'élevage et la culture au Québec aident à comprendre l'origine de l'excédent de phosphore et d'azote provenant des engrais minéraux et des fumiers. En effet, même si le volume total annuel des fumiers produits est demeuré à

environ 24 millions de mètres cubes et la quantité de matières actives fertilisantes (N + P + K) d'origine animale à 288 000 tonnes au cours de cette période, *les superficies en culture ont diminué de 40% et l'élevage a changé (10% des fumiers provenait des porcs en 1951 et 26% en 1991), s'est intensifié et concentré dans certains secteurs. Également, la quantité de matières actives (N + P + K) utilisée sous forme d'engrais chimiques a triplé*, passant de 81 000 à 245 000 tonnes (Patoine, 1995).

Cette utilisation accrue de matière active préconisée par l'agriculture moderne a contribué à augmenter, année après année, le niveau de phosphore accumulé dans les sols en plusieurs endroits. Il devrait en résulter, par le fait même, une diminution des besoins des cultures en cet élément, ce qui peut expliquer l'excédent de phosphore plus élevé que dans le cas de l'azote. Ce dernier élément, ayant un comportement différent du phosphore, ne s'accumule pas dans le sol.

*Malgré l'équilibre apparent, sur une base provinciale, entre les besoins des cultures et l'apport fourni par les déjections animales, la concentration des élevages dans certaines régions sans une répartition provinciale de l'épandage et l'utilisation d'engrais minéraux entraînent, année après année, une utilisation de phosphore et d'azote excédant plusieurs fois le besoin des plantes et une surfertilisation des sols.* Cette situation constitue un risque élevé pour l'environnement, notamment pour les bassins versants supportant une forte concentration d'élevage.

## **2.2 Problématique dans neuf bassins versants avec des concentrations d'élevage**

### **2.2.1 Dépassement des besoins des cultures avec les fumiers**

Si les fumiers étaient épandus sur 100% des superficies cultivées des bassins étudiés, les besoins des cultures en phosphore seraient dépassés pour huit des neuf bassins étudiés (Tableau 9). Seul le bassin versant de la rivière Richelieu aurait atteint moins de 100% de sa capacité de support ultime sur la base du phosphore.

Sur la base de l'azote, quatre des neuf bassins versants auraient dépassé d'au moins 50% leur capacité à recevoir les fumiers des élevages (Tableau 10), soit les bassins des rivières Chaudière, Etchemin, Bayonne et Boyer.

### **2.2.2 Surplus sur la base des superficies recevant des fumiers**

Dans les faits, la proportion des superficies totales en culture recevant des fumiers dans les bassins étudiés varie de 16% à 70% selon le bassin (Tableau 7). Cette situation entraîne un apport dépassant, selon le bassin, de deux à 12 fois le besoin des plantes pour le phosphore (Tableau 11). Ce dépassement se situe entre deux et six fois pour l'azote (Tableau 11). Les neuf bassins étudiés sont donc, dans les faits, en surplus d'azote et de phosphore compte tenu du faible pourcentage des superficies recevant des fumiers.

Ces surplus de déjections animales dans les bassins versants des rivières Chaudière, Yamaska et L'Assomption sont également mis en évidence dans les rapports de LGL (1990, a et b) et des Consultants BPR (1990). De plus, le sondage réalisé par STATBEC (1989) avait préalablement

établi que les exploitants des bassins précédents ne sont disposés à recevoir les lisiers des fermes en surplus que sur 22 à 34 % des superficies non requises pour l'épandage des fumiers de leur propre ferme.

Des évaluations réalisées récemment par FERTIOR confirment également la problématique de surplus de phosphore important dans le bassin de la rivière Chaudière.

### **2.2.3 Capacité de support en considérant les engrais minéraux**

L'estimation de la consommation d'engrais minéraux démontre qu'ils permettent à eux seuls de couvrir plus de 100% des besoins en phosphore des cultures dans les bassins versants des rivières Yamaska, L'Assomption et Richelieu (Tableau 6).

En considérant les apports de phosphore d'origine animale et minérale, les besoins des cultures sont dépassés de plus de 50% pour les neuf bassins. Un excès de plus de 100% est observé pour les bassins des rivières Chaudière, Yamaska, L'Assomption, Etchemin, Nicolet et Bayonne (Tableau 9).

L'azote provenant des engrais minéraux permet de combler entre 44 et 97% des besoins des cultures, selon le bassin. La prise en compte à la fois des fumiers et des engrais minéraux entraîne un excès d'azote par rapport aux besoins des cultures pour tous les bassins étudiés. Cet excès dépasse 25% dans tous les bassins versants, sauf celui de la rivière Richelieu (Tableau 10).

L'exercice précédent montre qu'il existe des surplus de fumiers pour les bassins versants étudiés. Ces surplus sont davantage mis en évidence en considérant les engrais minéraux et les superficies ne recevant pas de fumiers. Le même exercice réalisé à l'échelle d'une municipalité ou d'une ferme mettrait en évidence des surplus par hectare beaucoup plus élevés.

Par ailleurs, si les superficies totales cultivées continuent de diminuer selon la tendance des dernières décennies, il est à prévoir que le problème de surplus de fumiers ira en s'accroissant.

### **2.2.4 Conséquences sur l'environnement**

#### **Phosphore**

L'application de phosphore en excès des besoins des cultures n'entraîne pas nécessairement des pertes immédiates à l'environnement, mais augmente considérablement les risques si cette pratique est retenue pendant plusieurs années, car elle augmente le niveau de saturation du sol (Breeuwsma et al., 1992; Sharpley et al., 1994; Simard et al., 1993; Simard et al., 1995; Sharpley, 1995).

Par ailleurs, les rapports de qualité des eaux des rivières Chaudière, Yamaska et L'Assomption démontrent un dépassement important de la norme de phosphore dans les zones de forte concentration d'élevage et de culture du maïs (Simoneau, 1991; Primeau et al., 1990; Simoneau et al., 1989). Le suivi de la qualité des eaux de 25 rivières du Québec permet de plus de constater que la concentration en phosphore de 0,030 mg/l pour prévenir l'eutrophisation du milieu

aquatique est dépassée près de 100% du temps à l'embouchure des rivières comportant des zones de fortes concentrations d'élevage (gouvernement du Québec, ministère de l'Environnement, 1993).

### Azote

La problématique environnementale associée à l'azote est différente de celle du phosphore. L'azote étant plus mobile dans le sol et plus soluble, une application en excès de cet élément se fera sentir à court terme pour les eaux de surface. Dans le cas des eaux souterraines, par contre, l'effet se fera sentir à long terme.

Le suivi de la qualité des rivières démontre que le critère de qualité pour l'eau potable basé sur l'azote ammoniacal (0,5 mg/l N) est dépassé 16% du temps à l'embouchure de la rivière Yamaska, et entre 2 et 6% du temps pour les rivières Chaudière, L'Assomption, Etchemin, Richelieu et Nicolet (gouvernement du Québec, ministère de l'Environnement, 1993).

L'application d'excès d'azote sous forme d'engrais animal ou minéral est davantage préoccupant vis-à-vis les eaux souterraines. Des études menées par le ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF) démontrent que ce problème se manifeste déjà dans la région de Portneuf où il peut être attribuable aux engrais minéraux, notamment dans les secteurs où la culture de la pomme de terre est importante (Paradis et al., 1991), ainsi que dans la Beauce où les déjections animales seraient davantage en cause. Si des études étaient réalisées dans toutes les zones de concentration d'élevage, elles pourraient mettre en évidence l'étendue réelle du problème.



### **3. PROPOSITION D'UN OUTIL DE GESTION**

Les deux précédentes sections ont permis d'établir des valeurs de capacités de support pour différents animaux pour le Québec et pour neuf bassins versants, tant sur la base du phosphore que sur celle de l'azote. Des résultats ont de plus été présentés en considérant uniquement les fumiers, ainsi qu'en tenant compte des engrais minéraux. Les données disponibles sur la qualité de l'eau ont permis d'associer la présence de phosphore et d'azote en excès dans l'environnement à la surfertilisation organique et minérale.

La présente section propose des modalités selon lesquelles la capacité de support pourra servir d'outil de gestion par exemple pour évaluer si un territoire (province, bassin, municipalité) est capable de recevoir une augmentation d'élevage sans poser de risque pour l'environnement. L'outil permettra également d'évaluer comment une modification des pratiques de fertilisation (réduction des engrais minéraux, taux d'acceptation plus élevée des fumiers) pourrait réduire le risque pour l'environnement ou permettrait une augmentation du cheptel dans un secteur.

Au préalable, le calcul de la capacité de support sera simplifié en réduisant le nombre de variables qui y sont associées.

#### **3.1 Fixation des modalités d'utilisation de la capacité de support**

Sur la base des fumiers seulement, les besoins des cultures en azote (Tableau 2) ont démontré une forte variabilité entre les cultures et d'un bassin versant à l'autre. Le choix de l'azote comme seule base d'évaluation de la capacité de support favoriserait la culture du maïs au détriment des prairies et pâturages, ce qui n'est pas souhaitable pour la protection de l'environnement.

Les besoins des cultures en phosphore (Tableau 1), par contre, se sont avérées peu variables entre les cultures. De plus, les valeurs par bassin s'écartaient peu de la valeur moyenne pour le Québec.

Compte tenu que, pour un même type d'animal, il y a une relation directe entre les besoins des cultures et la capacité de support ultime (relation 1), les constats précédents pour les besoins des cultures s'appliquent aussi à la capacité de support ultime.

Le phosphore s'est de plus avéré un critère plus limitatif que l'azote dans la majorité des cas étudiés (voir 1.1.4). Il représente également mieux que l'azote la problématique environnementale de contamination des rivières dans les zones de concentration d'élevage (voir 2.2.4).

*Il est donc proposé, pour le calcul de la capacité de support ultime ( $CS_u$ ), d'utiliser la valeur moyenne provinciale du besoin des cultures en phosphore de 17 kg P/ha. On désignera cette nouvelle capacité de support par l'acronyme  $CS_{u17}$ . Les productions de phosphore par animal seront celles apparaissant à l'Annexe 2. Les valeurs des  $CS_{u17}$  en têtes par hectare sont présentées au Tableau 5 (colonne phosphore) pour certains types d'animaux et à l'Annexe 4 (colonne province) pour les types d'animaux les plus courants.*

Par ailleurs, la prise en compte des engrais minéraux et des superficies ne recevant pas de fumiers peut avoir une influence sur la capacité de support selon la situation de chaque bassin. *Aussi, les évaluations pour fins de gestion seront basées sur la capacité de support corrigée pour mieux traduire la réalité.*

Les relations (2) ou (3) deviennent donc:

$$CS_c = (CS_{u17}) (PS_f) (1,0 - PB_a) \quad (4)$$

et

$$CS_c' = (CS_{u17}) (1,0 - PB_a) \quad (5)$$

La capacité de support exprime le nombre de têtes d'animaux que les cultures permettent de recevoir dans un territoire donné en limitant le risque pour l'environnement.

Les relations (4) et (5) comportent des paramètres ( $PS_f$ ,  $PB_a$  ou  $PB_a'$ ) pouvant être traduits sous forme d'objectifs dans une optique de restauration ou de limites dans une optique de prévention. La production de phosphore ou d'azote incluse dans la relation (1) peut également être traduite sous forme d'objectif. Il faut toutefois d'assurer qu'en retenant le phosphore comme élément limitant, les efforts de réduction des éléments nutritifs dans les fumiers visent à la fois le phosphore et l'azote.

Pour des fins de gestion il est maintenant intéressant de connaître comment se situe la réalité par rapport à cette capacité. La notion de densité animale qui sera utilisée à cette fin, mesure le nombre de têtes réellement présentes pour chaque hectare du territoire étudié.

### 3.2 Calcul de la densité animale

Les relations (4) et (5) permettent de calculer la capacité de support pour un seul type d'animal. Pour tenir compte de tous les types d'animaux, on fait la somme de la contribution de chaque type calculé comme équivalent d'un élevage de référence; le porc à l'engraissement est retenu comme référence. La densité animale est donc l'équivalent en porcs par hectare de tous les animaux présents sur le territoire.

La densité animale d'un territoire donné est obtenue à l'aide de la relation suivante :

$$D_{ar} = \frac{CS_{u17r}}{S_c} \sum_{i=1}^n \frac{NA_i}{CS_{u17i}} \quad (6)$$

où

$D_{ar}$  : Densité animale d'un territoire donné calculée avec un élevage de référence (tête de l'animal de référence/ha);

$CS_{u17r}$  : Capacité de support ultime pour le Québec avec un élevage de référence; pour le porc à l'engraissement,  $CS_{u17r} = 6,28$ ;

$S_c$  : Superficie totale cultivée sur un territoire donné (ha);

$NA_i$  : Nombre d'animaux d'une espèce et d'un type  $i$  donné sur un territoire (tête);

$CS_{u17i}$  : Capacité de support ultime pour le Québec d'une espèce et d'un type d'animal  $i$  donné (tête/ha).

La densité animale d'un territoire, obtenue à l'aide de la relation (6), devrait être maintenue ou ramenée en deçà de la capacité de support corrigée correspondant à la plus faible des deux valeurs obtenue à l'aide des relations (4) et (5) en utilisant le même élevage de référence.

L'Annexe 7 présente un exemple de calcul de la capacité de support et de la densité animale pour le bassin versant de la rivière Etchemin. La densité animale de 15,4 porcs/ha y excède largement la capacité de support corrigée ( $CS_{cu17}$ ) de 2,9 porcs/ha. Ce résultat justifie de s'interroger sur la pertinence de permettre une augmentation des élevages dans ce bassin. Par contre, un accroissement des superficies recevant des fumiers ou une diminution de l'utilisation des engrais minéraux augmenterait la capacité de support sur ce territoire. La relation (1) laisse de plus entrevoir la possibilité d'augmenter cette capacité de support par une réduction de la production de phosphore par animal, par exemple en modifiant l'alimentation des animaux.

### 3.3 Validation et limites de l'approche proposée

La capacité de support qu'il est proposé de retenir est basée sur un besoin moyen annuel en phosphore des cultures du Québec de 17 kg/ha qui tient compte du contenu en phosphore actuel des sols. Ce besoin correspond de plus à la recommandation du CPVQ (1996) pour les cultures du maïs, des céréales, des prairies et des pâturages sur un sol dont le niveau de phosphore se situe de «moyen» à «bon». Ce niveau de phosphore étant à maintenir, la capacité de support obtenue peut donc être utilisée à long terme, tant dans une approche préventive que corrective. Toutefois, dans les zones de nouveaux développements des élevages, il faudra être prudent lorsque les apports de fertilisants sur le territoire excèdent les prélèvements par les récoltes.

En effet, une capacité de support corrigée basée sur un besoin de 17 kg/ha, tel que proposé, n'élimine pas totalement les risques pour l'environnement puisque les apports de phosphore représenteraient en moyenne près de deux fois (une à deux fois et demie selon les cultures) les prélèvements par les récoltes. Ce risque s'explique notamment par le coefficient d'efficacité des fumiers, par lequel on considère qu'environ 26% du phosphore ne sera pas disponible pour nourrir la plante. Le risque est également présent dans le cas de l'azote, puisque les apports d'azote des fumiers avec le niveau de besoin retenu pour le phosphore, ajoutés à ceux des résidus végétaux, sont en moyenne égaux aux prélèvements, mais varient de la moitié à deux fois selon la culture. L'excès d'apport s'explique notamment par le coefficient d'efficacité de l'azote retenu par le CPVQ (1996) qui considère que plus de 50% de l'azote contenu dans les fumiers n'est pas utile aux plantes. On peut s'interroger sur le devenir de ces produits dans l'environnement.

Les calculs des prélèvements de phosphore et d'azote par les récoltes sont des moyennes basées sur une pondération selon les superficies des rendements moyens régionaux publiés par le Groupe GEAGRI INC. (1995) et sur les prélèvements des cultures selon le CPVQ (1996). Pour les pailles de céréales récoltées, les données présentées par l'Université McGill et l'OAQ (1994) sont utilisées.

Pour préciser le risque de contamination des eaux de surface associé à la norme proposée, une estimation des pertes de phosphore et d'azote vers les cours d'eau a été réalisée à l'aide des résultats publiés par Dorioz et Ferhi (1994). Ces auteurs ont mesuré sur un petit bassin versant agricole en Suisse (14 ha avec prairies et céréales), des apports au cours d'eau correspondant à 1,7% du phosphore et à 22% de l'azote appliqués sur les cultures. De tels apports avec un ruissellement annuel des précipitations de l'ordre de 650 mm pour le Québec entraîneraient une concentration attribuable aux apports agricoles deux fois plus élevée que les critères de qualité des eaux pour le phosphore et l'azote. Néanmoins, la plupart des bassins versants comportant au moins 50% de leur superficie en forêt, une norme de portée générale établie avec une capacité de support corrigée basée sur un besoin annuel en phosphore de 17 kg/ha devrait permettre de maintenir ou ramener à un niveau acceptable la qualité des eaux des rivières au Québec. Des adaptations locales, pour des sections de rivière, pourront toutefois être requises.

Dans la mesure où la capacité de support établie sur la base du phosphore est utilisée en vue de minimiser le risque de surfertilisation, elle contribuera indirectement à contrôler la contamination des eaux souterraines, notamment par les nitrates. Toutefois, cette problématique ne peut être réglée qu'en identifiant les zones sensibles et en prévoyant une fertilisation raisonnée, prenant en compte le risque associé à un apport de fertilisant excédant les prélèvements des récoltes. Le plan agro-environnemental de fertilisation constituera en ce sens le principal outil de prévention.

Dans un contexte de planification et de réalisation d'intervention à des échelles plus locales (sous-bassins, ferme), il faut être conscient qu'il faudra développer une méthodologie établissant un lien plus concret entre la capacité de support et le niveau risque pour la qualité de l'eau du secteur à l'étude. La variabilité des caractéristiques locales des bassins versants et des données de fertilisation, de qualité de sol, de topographie, etc. en démontrent la nécessité.

## CONCLUSION

Des capacités de support ont été établies pour le phosphore et l'azote, en posant comme hypothèse de départ que le respect des recommandations de fertilisation du CPVQ et l'utilisation des méthodes d'épandage entraînant le moins de pertes permettent de maintenir les rendements agronomiques des cultures tout en assurant la protection de l'environnement.

L'analyse des résultats révèle qu'en ajoutant les engrais minéraux aux fumiers produits, sans compter les autres sources d'apport, on excède largement les besoins des cultures tant à l'échelle du Québec que dans chacun des neuf bassins versants avec une forte concentration d'élevages ou une prédominance de monocultures. La faible proportion des superficies cultivées recevant des fumiers accentue le problème. L'exemple du bassin de la rivière Etchemin illustre bien qu'il est nécessaire de rechercher des solutions intelligentes pour retrouver un équilibre entre les apports et la capacité de support.

Pour faciliter la prise de décision, la planification relative à la réglementation, aux politiques ou à l'élaboration de programmes, il est proposé de retenir la densité animale comme point de comparaison avec la capacité de support corrigée; celle-ci établirait le maximum à ne pas dépasser dans les secteurs non pollués (approche préventive), voire l'objectif à atteindre dans les secteurs pollués (approche de restauration). La proportion des besoins des cultures comblés par les engrais minéraux ou le pourcentage des superficies recevant des fumiers sont parmi les variables que les producteurs pourront influencer en vue de rencontrer ou de respecter le maximum ou l'objectif établi par la capacité de support. Une meilleure répartition des fumiers sur un plus grand territoire est nécessaire ainsi qu'une utilisation plus raisonnée des engrais minéraux intégrant les considérations environnementales.

La capacité de support sera basée, en première étape, sur un besoin des cultures en phosphore de 17 kg par hectare pour jauger la capacité de support, au niveau provincial, des bassins versants et des MRC. Des ajustements devront être apportés en deuxième étape, pour le niveau municipal, des sections de bassins ou de la ferme, afin de tenir compte des facteurs locaux tels l'historique des sols, les importations ou les exportations de fumiers sur le territoire ciblé, la capacité de fixation des sols, les élevages situés aux limites du territoire, etc. Ces ajustements devront être réalisés dans l'optique des prélèvements des plantes et des capacités du cours d'eau à assimiler l'azote et le phosphore.

Le phosphore est préféré à l'azote comme premier élément limitatif pour déterminer la capacité de support à cause de la pression plus grande qu'il exerce sur l'environnement. Les études disponibles viennent appuyer le choix du seuil de 17 kg/ha en vue de maintenir ou ramener à un niveau acceptable la qualité des rivières au Québec. Dans les secteurs où la qualité de l'eau n'est pas encore détériorée, il faut être prudent dès que les apports de fertilisants deviennent excédentaires par rapport aux prélèvements par les récoltes.

## BIBLIOGRAPHIE

- BREEUWSMA, A. et S. SILVA, 1992.** *Phosphorus fertilisation and environmental effects in The Netherlands and the Po region (Italy)*. Wageningen, (The Netherlands) : DLO The Winand Staring Center. Rapport 57, 39 p.
- CONSEIL DES PRODUCTIONS VÉGÉTALES DU QUÉBEC INC. (CPVQ), 1995.** *Sols - Coefficients d'efficacité des engrais de ferme*. Bulletin technique 22, AGDEX 538, 18 p.
- CONSEIL DES PRODUCTIONS VÉGÉTALES DU QUÉBEC INC. (CPVQ), 1996.** *Grilles de référence en fertilisation*. 2<sup>e</sup> édition. 128 p.
- CONSULTANTS BPR, 1990.** *Analyse de la situation des surplus de lisiers et proposition d'une structure de gestion, région Chaudière-Appalaches*. [s.l.] : Consultants BPR, 60 p.
- CONSULTANTS BPR, 1994 a.** *Développement et démonstration de nouveaux concepts «évaluation-entreposage-reprise» des fumiers de bovins laitiers*. Rapport final, Québec : ministère de l'Environnement et de la Faune, 70 p. et 5 annexes.
- CONSULTANTS BPR, 1994 b.** *Évaluation de la quantité de liquide à gérer pour les fumiers et les lisiers de bovins laitiers au Québec*. Rapport final, Québec : ministère de l'Environnement et de la Faune, 48 p. et 2 annexes.
- CONSULTANTS BPR, 1994 c.** *Progiciel Fertisol Version 1.2 - Valeurs suggérées pour différents engrais organiques aux niveaux de la catégorie du produit, de l'efficacité des éléments et des risques d'odeurs*.
- CÔTÉ, D., 1992.** *Optimisation de la valeur fertilisante dans le système cultural. Colloque sur la gestion des fumiers, rien ne se perd, rien ne se crée, CPVQ*. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, 20 et 21 octobre 1992, Drummondville, p. 215-247.
- COUTURE, J.N., M. TRUELLE et M. PERRON, 1992.** *Situation de la valorisation des engrais de ferme. Colloque sur la gestion des fumiers, rien ne se perd, rien ne se crée, CPVQ*. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, 20 et 21 octobre 1992, Drummondville, p. 183-201.
- DORIOZ, J.M. et A. FERHI, 1994.** *Pollution diffuse et gestion du milieu agricole: transferts comparés de phosphore et d'azote dans un petit bassin versant agricole*. Wat. Res. Vol. 28, N° 2, p. 395-410.
- GIROUX, M. et T.S. TRAN, 1994.** *Étude des facteurs affectant l'évolution des teneurs en P et K des sols agricoles*. Agrosol VII (2); 23-30.

**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, 1993.** *État de l'environnement au Québec, 1992*. Montréal : Guérin, 560 p.

**GROUPE GÉAGRI INC., 1995.** *Foin, avoine, orge, blé et maïs*, CRÉAQ, AGDEX 100/854. Août 1995.

**KOROL, M., L. GIRARD, 1995.** *Consommation, livraison et commerce des engrais au Canada, 1993-1994*. Agriculture et Agro-alimentaire Canada, Direction générale des Politiques.

**LALONDE, GIROUARD, LETENDRE et ass., 1990 a.** *Analyse de la situation des surplus de lisiers de la région de L'Assomption : rapport final*. Montréal : Lalonde, Girouard, Letendre et ass., pages multiples.

**LALONDE, GIROUARD, LETENDRE et ass., 1990 b.** *Analyse de la situation des surplus de lisiers de la région de Yamaska : rapport final*. Montréal : Lalonde, Girouard, Letendre et ass., pages multiples.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (MAPAQ), 1989.** CREAQ, Agdex 538/400,27. Fumier de ferme. Production. Avril 1989.

**PARADIS, D., P.J. BERNIER ET P. LAVALLOIS, 1992.** *Qualité de l'eau souterraine dans la MRC de Portneuf*. Sainte-Foy : ministère de l'Environnement du Québec : Département de santé communautaire du Centre hospitalier de l'Université Laval, Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 13 p. et 2 annexes (Qualité de l'eau : QE-74, Envirodoq En910417.

**PATOINE, M., 1995.** *Perspectives et approche du Québec pour faire face à la problématique environnementale associée à l'intensification et la concentration des élevages*. Proceedings of Symposium on Siting Livestock and Poultry Operations for the 21<sup>st</sup> century, J.A. Munroe (ed), July 13-14. Ottawa, p. 45-62.

**PRIMEAU, S. et Y. GRIMARD, 1990.** *Rivière Yamaska : 1975-1988. Volume : description du bassin versant et qualité du milieu aquatique*. Sainte-Foy : ministère de l'Environnement du Québec, Direction de la qualité du milieu aquatique. 136 p. (Qualité de l'eau : QE-66). Envirodoq En900060.

**SHARPLEY, A.N., S.C. CHAPRA, R. WEDEPOHL, J.T. SIMS, T.C. DANIEL, et K.R. REDDY, 1994.** *Managing agricultural phosphorus for protection of surface waters : Issues and options*. J. Environ. Qual. 23(3); 437-451.

**SHARPLEY, A. N., 1995.** *Dependence of runoff phosphorus on extractable soil phosphorus*. J. Environ. Qual. 24 : 920-926.

**SIMARD, R.R., CLUIS, D., G. GANGBAZO, et A. PESANT, 1993.** *Phosphorus in the Beaurivage river watershed. P. 509-516, 1993. Joint CSCE-ASCE National Conference on Environmental Engineering, R.N. Yong, J. Hadjinicolaou, et A.M.O. Mohamed, (eds), Montreal, Quebec, Canada.*

**SIMARD, R.R., D. CLUIS, G. GANGBAZO, et S. BEAUCHEMIN, 1995.** *Phosphorus status of forest and agricultural soils from a watershed of high animal density. J. Environ. Qual. (sous presse).*

**SIMARD, R., 1995.** Communications personnelles.

**SIMONEAU, M. et Y. GRIMARD, 1989.** *Qualité des eaux du bassin de la rivière L'Assomption, 1976-1987.* Sainte-Foy : ministère de l'Environnement du Québec, Direction de la qualité du milieu aquatique. 234 p. et 6 annexes. (Qualité de l'eau; QE-62). Envirodoc EN890318.

**SIMONEAU, M., 1991.** *Qualité des eaux du bassin de la rivière Chaudière, 1976 à 1988.* Sainte-Foy : ministère de l'Environnement du Québec, Direction de la qualité des cours d'eau. 207 p. et 9 annexes. (Qualité de l'eau; QE-68). Envirodoc EN910053.

**STATBEC, 1989.** *Étude sur la gestion des lisiers.* Pour le ministère de l'Environnement et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, 35 pages et annexes.

**TABI, M., L. TARDIF, D. CARRIER, G. LAFLAMME et M. ROMPRÉ, 1990.** *Inventaire des problèmes de dégradation des sols agricoles du Québec : rapport synthèse.* Québec : ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 71 p.

**UNIVERSITÉ MCGILL et ORDRE DES AGRONOMES DU QUÉBEC (OAQ), 1994.** *Cours sur le Plan Global de Fertilisation Intégrée.* Développé par la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'environnement de l'Université McGill.



ANNEXE 1

SUPERFICIE EN CULTURE ET EN PÂTURAGE NATUREL  
PAR BASSIN VERSANT ET POUR LE QUÉBEC

BASSIN VERSANT	SUPERFICIE EN CULTURE (ha x 1000)					PÂTURAGES NATURELS (ha x 1000)
	Prairies et pâturages	Maïs	Céréales	Autres	Total	
CHAUDIÈRE	101	2	11	4	118	9
YAMASKA	84	84	36	12	216	22
L'ASSOMPTION	23	14	13	6	56	3
ETCHEMIN	28	2	6	0	36	2
RICHELIEU	54	78	28	19	179	15
SAINT-FRANÇOIS	120	14	16	10	160	23
NICOLET	87	19	16	4	126	7
BAYONNE	8	3	6	1	18	1
BOYER	6	0	2	0	8	0
PROVINCE	1 346	328	379	116	2 169	210

SOURCE: Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles, MAPAQ, 1992.

Production annuelle de phosphore et d'azote par animal pour différentes espèces calculée à partir des données du CPVQ et du CRÉAQ

25

Espèce	Types d'animaux	Production annuelle calculée à l'entreposage <sup>1</sup>	
		Phosphore kg P/tête	Azote kg N/tête
Bovins laitiers	Vache	26	107
	Taureau <sup>2</sup>	-	-
	Taure	15	62
	Génisse	10	40
	Veau de lait	5,3	22
	Autre veau	5,3	22
Bovins de bouch.	Vache	18	67
	Taureau <sup>2</sup>	-	-
	Taure	12	47
	Génisse	11	40
	Bouvillon	11	43
	Veau de grain	6,1	23
Suidés	Truie	11	28
	Verrat	7,6	19
	Porc à l'eng.	3,3	11
	Porcelet	1,1	2,9
Ovins	Brebis	3,2	13
	Bélier	3,2	13
	Petit femelle	1,1	4,3
	Petit mâle	1,1	4,3
Caprins	Chèvre lait	4,9	23
	Chèvre caprin	3,3	15
Anatidés	Canard	0,6	1,5
	Oie	1,3	3
Gallinacés	Poule (20 s. et +)	0,6	1,8
	Poulet à griller	0,2	0,5
	Gros poulet	0,3	0,8
	Dindon	0,7	1,8
	Caille	0,03	0,08
	Faisan	0,2	0,5
	Pintade	0,3	0,7
Équidés	Jument	12	70
	Étalon	12	70
	Hongre	12	70
	Poulliche	10	58
	Poulain	10	58
Léporidés	Lapin femelle	1,7	3,8
Autres	Divers	variable <sup>3</sup>	variable <sup>3</sup>

1. La production d'azote et de phosphore a été calculée à partir des valeurs moyennes des engrais de ferme proposées au bulletin technique 22, Agdex 538 "Sols-coefficients d'efficacité des engrais de ferme" (CPVQ, 1995) et des volumes de fumier produit sous forme solide et liquide des Agdex 538 400 27 (MAPAQ, 1989). La contribution des précipitations retenue en soustrayant l'évaporation, est de 550 mm. Pour le fumier solide de bovin laitier, le modèle retenu est une plate-forme à fumier non égouttante pour montée d'écureur, et un facteur de tassement de 10% a été appliqué à partir des données des Consultants BPR (1994 a et b), pour représenter le volume du fumier au moment de la période d'échantillonnage (printemps). Les valeurs ont été pondérées en fonction de la répartition des espèces animales selon un mode de gestion solide et liquide présentée par Couture et al. (1992). Pour le poulet à griller, le volume de fumier produit a été réduit de 50% pour tenir compte des quantités de litière mondiales utilisées dans cet élevage.

2. La production annuelle des taureaux est incluse dans les données des vaches.

3. Une valeur de production annuelle par kg de poids vif de l'animal à la fin de la période d'élevage. Le 0,01 kg de P et 0,15 kg de N peut être utilisé.

Remarque : Les valeurs présentées intègrent l'apport de litière et d'additifs puisqu'elles proviennent des données des producteurs, peu importe le type de fumier (solide ou liquide) et de litière (sauf pour le fumier de ferme).

**Annexe 3**  
**Coefficients d'efficacité retenus par type d'animal**

Espèce	Types d'animaux	Coefficients	
		Phosphore	Azote
Bovins laitiers	Vache	0.72	0.46
	Taureau	0.72	0.46
	Taure	0.72	0.46
	Génisse	0.72	0.46
	Veau de lait	0.72	0.46
	Autre veau	0.72	0.46
Bovins de bouch.	Vache	0.72	0.46
	Taureau	0.72	0.46
	Taure	0.72	0.46
	Génisse	0.72	0.46
	Bouvillon	0.72	0.46
	Veau de grain	0.72	0.46
Suidés	Truie	0.82	0.52
	Verrat	0.82	0.52
	Porc à l'eng.	0.82	0.52
	Porcelet	0.82	0.52
Ovins	Brebis	0.69	0.45
	Bélier	0.69	0.45
	Petit femelle	0.69	0.45
	Petit mâle	0.69	0.45
Caprins	Chèvre lait	0.69	0.45
	Chèvre caprin	0.69	0.45
Anatidés	Canard	0.69	0.55
	Oie	0.69	0.55
Gallinacés	Poule (20 s. et +)	0.82	0.54
	Poulet à griller	0.69	0.55
	Gros poulet	0.69	0.55
	Dindon	0.69	0.55
	Caille	0.69	0.55
	Faisan	0.69	0.55
Équidés	Pintade	0.69	0.55
	Jument	0.69	0.45
	Étalon	0.69	0.45
	Hongre	0.69	0.45
	Pouliche	0.69	0.45
Léporidés	Poulain	0.69	0.45
	Lapin femelle	0.69	0.45
Autres	Divers	0.69	0.45

**Capacité de support ultime sur la base du phosphore selon CPVQ (1996)  
par bassin versant et pour le Québec.**

Espèce	Types d'animaux	Capacité de support ultime sur la base du phosphore <sup>1</sup> (tête/ha)									
		Bassin versant <sup>2</sup>									Province
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Bovins laitiers	Vache	1,01	0,91	0,96	0,96	1,12	0,91	0,75	0,91	1,07	0,91
	Taureau										
	Taure	1,76	1,57	1,67	1,67	1,94	1,57	1,30	1,57	1,85	1,57
	Génisse	2,64	2,36	2,50	2,50	2,92	2,36	1,94	2,36	2,78	2,36
	Veau de lait	4,98	4,45	4,72	4,72	5,50	4,45	3,67	4,45	5,24	4,45
	Autre veau	4,98	4,45	4,72	4,72	5,50	4,45	3,67	4,45	5,24	4,45
Bovins de bouch.	Vache	1,47	1,31	1,39	1,39	1,62	1,31	1,08	1,31	1,54	1,31
	Taureau										
	Taure	2,20	1,97	2,08	2,08	2,43	1,97	1,62	1,97	2,31	1,97
	Génisse	2,40	2,15	2,27	2,27	2,65	2,15	1,77	2,15	2,53	2,15
	Bouvillon	2,40	2,15	2,27	2,27	2,65	2,15	1,77	2,15	2,53	2,15
	Veau de grain	4,33	3,87	4,10	4,10	4,78	3,87	3,19	3,87	4,55	3,87
Suidés	Truie	2,11	1,88	2,00	2,00	2,33	1,88	1,55	1,88	2,22	1,88
	Verrat	3,05	2,73	2,89	2,89	3,37	2,73	2,25	2,73	3,21	2,73
	Porc à l'eng.	7,02	6,28	6,65	6,65	7,76	6,28	5,17	6,28	7,39	6,28
	Porcelet	21,06	18,85	19,96	19,96	23,28	18,85	15,52	18,85	22,17	18,85
Ovins	Brebis	8,61	7,70	8,15	8,15	9,51	7,70	6,34	7,70	9,06	7,70
	Bélier	8,61	7,70	8,15	8,15	9,51	7,70	6,34	7,70	9,06	7,70
	Petit femelle	25,03	22,40	23,72	23,72	27,67	22,40	18,45	22,40	26,35	22,40
	Petit mâle	25,03	22,40	23,72	23,72	27,67	22,40	18,45	22,40	26,35	22,40
Caprins	Chèvre lait	5,62	5,03	5,32	5,32	6,21	5,03	4,14	5,03	5,92	5,03
	Chèvre caprin	8,34	7,47	7,91	7,91	9,22	7,47	6,15	7,47	8,78	7,47
Anatidés	Canard	45,89	41,06	43,48	43,48	50,72	41,06	33,82	41,06	48,31	41,06
	Oie	21,18	18,95	20,07	20,07	23,41	18,95	15,61	18,95	22,30	18,95
Gallinacés	Poule (20 s. et +)	38,62	34,55	36,59	36,59	42,68	34,55	28,46	34,55	40,65	34,55
	Poulet à griller	137,68	123,19	130,43	130,43	152,17	123,19	101,45	123,19	144,93	123,19
	Gros poulet	91,79	82,13	86,96	86,96	101,45	82,13	67,63	82,13	96,62	82,13
	Dindon	39,34	35,20	37,27	37,27	43,48	35,20	28,99	35,20	41,41	35,20
	Caille	917,87	821,26	869,57	869,57	1014,49	821,26	676,33	821,26	966,18	821,26
	Faisan	137,68	123,19	130,43	130,43	152,17	123,19	101,45	123,19	144,93	123,19
	Pintade	91,79	82,13	86,96	86,96	101,45	82,13	67,63	82,13	96,62	82,13
Équides	Jument	2,29	2,05	2,17	2,17	2,54	2,05	1,69	2,05	2,42	2,05
	Étalon	2,29	2,05	2,17	2,17	2,54	2,05	1,69	2,05	2,42	2,05
	Hongre	2,29	2,05	2,17	2,17	2,54	2,05	1,69	2,05	2,42	2,05
	Poulliche	2,75	2,46	2,61	2,61	3,04	2,46	2,03	2,46	2,90	2,46
	Poulain	2,75	2,46	2,61	2,61	3,04	2,46	2,03	2,46	2,90	2,46
Léporidés	Lapin femelle	16,20	14,49	15,35	15,35	17,90	14,49	11,94	14,49	17,05	14,49
Autres	Divers										

1. Établi sur la base des besoins des grilles de référence en fertilisation du CPVQ (1996) pondérés en fonction des superficies de chaque culture

2. (1) Chaudière; (2) Yamaska; (3) L'Assomption; (4) Etchemin; (5) Richelieu; (6) St-François; (7) Nicolet; (8) Bayonne; (9) Boyer

Capacité de support ultime sur la base de l'azote selon CPVQ (1996)  
par bassin versant et pour le Québec.

Espèce	Types d'animaux	Capacité de support ultime sur la base de l'azote' (tête/ha)									
		Bassin versant <sup>2</sup>									Province
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Bovins laitiers	Vache	0,73	1,75	1,50	0,87	1,95	0,91	1,10	1,32	0,81	1,16
	Taureau										
	Taure	1,26	3,02	2,59	1,51	3,37	1,58	1,89	2,28	1,40	2,00
	Génisse	1,96	4,67	4,02	2,34	5,22	2,45	2,93	3,53	2,17	3,10
	Veau de lait	3,56	8,50	7,31	4,25	9,49	4,45	5,34	6,42	3,95	5,63
	Autre veau	3,56	8,50	7,31	4,25	9,49	4,45	5,34	6,42	3,95	5,63
Bovins de bouch.	Vache	1,17	2,79	2,40	1,40	3,11	1,46	1,75	2,11	1,30	1,85
	Taureau										
	Taure	1,67	3,98	3,42	1,99	4,44	2,08	2,50	3,01	1,85	2,64
	Génisse	1,96	4,67	4,02	2,34	5,22	2,45	2,93	3,53	2,17	3,10
	Bouvillon	1,82	4,35	3,74	2,17	4,85	2,28	2,73	3,29	2,02	2,88
	Veau de grain	3,40	8,13	6,99	4,06	9,07	4,25	5,10	6,14	3,78	5,39
Suidés	Truie	2,47	5,91	5,08	2,95	6,59	3,09	3,71	4,46	2,75	3,91
	Verrat	3,64	8,70	7,49	4,35	9,72	4,55	5,47	6,58	4,05	5,77
	Porc à l'eng.	6,29	15,03	12,94	7,52	16,78	7,87	9,44	11,36	6,99	9,97
	Porcelet	23,87	57,03	49,07	28,51	63,66	29,84	35,81	43,10	26,53	37,80
Ovins	Brebis	6,15	14,70	12,65	7,35	16,41	7,69	9,23	11,11	6,84	9,74
	Bélier	6,15	14,70	12,65	7,35	16,41	7,69	9,23	11,11	6,84	9,74
	Petit femelle	18,60	44,44	38,24	22,22	49,61	23,26	27,91	33,59	20,67	29,46
	Petit mâle	18,60	44,44	38,24	22,22	49,61	23,26	27,91	33,59	20,67	29,46
Caprins	Chèvre lait	3,48	8,31	7,15	4,15	9,28	4,35	5,22	6,28	3,86	5,51
	Chèvre caprin	5,33	12,74	10,96	6,37	14,22	6,67	8,00	9,63	5,93	8,44
Anatidés	Canard	43,64	104,24	89,70	52,12	116,36	54,55	65,45	78,79	48,48	69,09
	Oie	21,82	52,12	44,85	26,06	58,18	27,27	32,73	39,39	24,24	34,55
Gallinacés	Poule (20 s. et +)	37,04	88,48	76,13	44,24	98,77	46,30	55,56	66,87	41,15	58,64
	Poulet à griller	130,91	312,73	269,09	156,36	349,09	163,64	196,36	236,36	145,45	207,27
	Gros poulet	81,82	195,45	168,18	97,73	218,18	102,27	122,73	147,73	90,91	129,55
	Dindon	36,36	86,87	74,75	43,43	96,97	45,45	54,55	65,66	40,40	57,58
	Caille	818,18	1954,55	1681,82	977,27	2181,82	1022,73	1227,27	1477,27	909,09	1295,45
	Faisan	130,91	312,73	269,09	156,36	349,09	163,64	196,36	236,36	145,45	207,27
	Pintade	93,51	223,38	192,21	111,69	249,35	116,88	140,26	168,83	103,90	148,05
Equidés	Jument	1,14	2,73	2,35	1,37	3,05	1,43	1,71	2,06	1,27	1,81
	Étalon	1,14	2,73	2,35	1,37	3,05	1,43	1,71	2,06	1,27	1,81
	Hongre	1,14	2,73	2,35	1,37	3,05	1,43	1,71	2,06	1,27	1,81
	Pouliche	1,38	3,30	2,84	1,65	3,68	1,72	2,07	2,49	1,53	2,18
	Poulain	1,38	3,30	2,84	1,65	3,68	1,72	2,07	2,49	1,53	2,18
Léporidés	Lapin femelle	21,05	50,29	43,27	25,15	56,14	26,32	31,58	38,01	23,39	33,33
Autres	Divers										

1 Établie sur la base des besoins des grilles de référence en fertilisation du CPVQ (1996) pondérés en fonction des superficies de chaque culture  
2 (1) Chaudière, (2) Yamaska, (3) L'Assomption, (4) L'Ichemmi, (5) Richelieu, (6) St-François, (7) Nicolet, (8) Bayonne, (9) Boyer

## Nombres d'animaux par bassin versant et pour le Québec.

Espèce	Types d'animaux	Nombre de têtes									
		Bassin versant <sup>1</sup>									Province
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Bovins laitiers	Vache	40015	48018	12576	14155	41969	45812	42427	4669	3682	518237
	Taureau	1223	737	170	288	474	710	429	92	51	8062
	Taure	15803	19476	4345	5625	17428	21831	19381	1588	1440	214168
	Génisse	12145	15034	3430	4394	12601	23924	14403	1365	1295	171185
	Veau de lait	4873	12175	424	1803	1693	1639	2834	33	820	36810
	Autre veau	4123	1759	416	866	2417	2825	1383	169	148	31260
Bovins de bouch.	Vache	16886	11243	2129	3753	4951	23224	10323	1013	457	200780
	Taureau	1026	599	137	250	274	1153	526	55	37	10205
	Taure	2581	2301	539	511	1555	5354	1750	240	79	37327
	Génisse	6575	4086	1311	936	3936	8331	3684	404	306	74741
	Bouvillon	12283	6096	1950	2211	5030	3764	3882	1364	51	68464
	Veau de grain	1239	8138	710	175	2332	3849	1714	11	48	32358
Suidés	Truie	67046	90723	16425	26350	14831	24349	10957	3393	2770	302407
	Verrat	3015	4172	811	1113	684	1228	520	199	103	14049
	Porc à l'eng.	421602	660252	177764	184268	106257	159342	67275	19357	18039	2161611
	Porcelet	163995	228918	36710	74263	34092	59728	29219	8718	8743	756525
Ovins	Brebis	1880	2946	1213	993	2872	7675	4005	319	54	69946
	Bélier	90	138	35	35	126	288	179	10	4	2697
	Petit femelle	562	449	119	132	490	1025	731	25	41	11385
	Petit mâle	828	1157	413	576	1186	3971	1998	103	45	26134
Caprins	Chèvre lait	233	1324	235	11	801	1028	439	17	7	8450
	Chèvre caprin	10	242	7	1	25	470	43	0	0	1794
Anatidés	Canard	57	96318	307	291	7972	282	72	1678	0	150964
	Oie	34	490	123	27	212	119	95	25	0	4125
Gallinacés	Poule (20 s. et +)	1122810	824097	210209	328545	319731	349762	328105	1319120	5115	6053681
	Poulet à griller	1636810	5369763	2583420	502500	1637602	1270194	287970	1612500	70600	19616136
	Gros poulet	160030	407940	49722	7250	60390	13468	3400	8800	0	1215032
	Dindon	96300	677995	881	15118	93667	105699	82909	161200	0	1698106
	Caille	212	25940	69	27	447411	2817	24	0	0	1049649
	Faisan	300	4600	7	62	20057	50	300	1000	0	79574
	Pintade	20	4514	7	0	3190	8031	50	1000	0	34886
Équidés	Jument	614	1197	590	169	1546	938	377	44	27	12738
	Étalon	162	229	148	49	254	190	77	4	4	2550
	Hongre	268	413	173	38	433	430	173	12	10	5357
	Poulache	118	239	131	27	270	161	98	7	4	2393
	Poulain	56	274	156	20	305	127	162	10	6	2457
Léporidés	Lapin femelle	816	3375	449	390	1634	1585	408	0	490	19866
Autres	Divers	14661	4531	33	10518	211	738	13576	0	61	102873

Source : Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles, MAPAQ, 1992.

1. (1) Chaudière; (2) Yamaska; (3) L'Assomption; (4) Etchemin; (5) Richelieu; (6) St-François; (7) Nicolet; (8) Bayonne; (9) Boyer.

## ANNEXE 7

**EXEMPLE DE CALCUL DE LA CAPACITÉ DE SUPPORT ET DE LA DENSITÉ ANIMALE  
POUR LE BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE ETCHEMIN**

Le porc à l'engraissement est retenu comme élevage de référence.

Détermination de la capacité de support

La capacité de support corrigée ( $CS_c$ ) du bassin versant de la rivière Etchemin est obtenue à l'aide de la relation suivante:

$$CS_c = (CS_{u17}) (PS_f) (1,0 - PB_a)$$

où

Capacité de support ultime en porc à l'engraissement:

$$CS_{u17} = 6,28 \text{ porcs/ha} \quad (\text{Annexe 4})$$

Proportion des superficies cultivées recevant des fumiers sur le bassin versant de la rivière Etchemin:

$$PS_f = 0,70 \quad (\text{Tableau 7})$$

Proportion des besoins des cultures comblés par les engrais minéraux sur les superficies recevant les fumiers dans le bassin versant de la rivière Etchemin (on suppose pour l'exemple que cette proportion est la même et ceci, que les superficies reçoivent ou non des fumiers):

$$PB_a = 0,34 \quad (\text{Tableau 6})$$

Capacité de support corrigée du bassin versant de la rivière Etchemin, exprimée en référence au porc à l'engraissement:

$$CS_c = (6,28 \text{ porcs/ha}) (0,70) (1,0 - 0,34) = 2,9 \text{ porcs/ha}$$

Vérifions avec la relation suivante, si l'utilisation d'engrais minéraux sur l'ensemble du territoire ne réduit pas la capacité de support corrigée à un niveau plus bas.

$$CS_c' = (CS_{u17}) (1,0 - PB_{a1})$$

où

Proportion des besoins des cultures comblés par les engrais minéraux sur l'ensemble du bassin versant:

$$PB_{a1} = 0,34 \quad (\text{Tableau 6})$$

et

$$CS_c' = (6,28 \text{ porcs/ha}) (1,0 - 0,34) = 4,1 \text{ porcs/ha}$$

La capacité de support corrigée du bassin versant de la rivière Etchemin est donc de 2,9 porcs/ha, soit la plus faible des deux valeurs CS<sub>c</sub> ou CS<sub>c</sub>' obtenues avec les relations précédentes.

Calcul de la densité animale

La densité animale du bassin versant de la rivière Etchemin exprimée en référence au porc à l'engraisement est obtenue à l'aide de la relation suivante:

$$D_{ar} = \frac{CS_{ul7r}}{S_c} \sum_{i=1}^n \frac{NA_i}{CS_{ul7i}}$$
  
où

Capacité de support ultime avec l'élevage de référence:

$CS_{ul7r} = 6,28 \text{ porcs/ha}$  (Annexe 4)

Superficie totale cultivée sur le territoire:

$S_c = 36\,000 \text{ ha}$  (Tableau 6)

Nombre d'animaux d'une espèce et d'un type i donné sur le territoire:

NA<sub>i</sub> : voir Tableau ci-après

Capacité de support ultime d'une espèce et d'un type d'animal i donné:

CS<sub>ul7i</sub> : voir Tableau ci-après

Densité animale du territoire calculée avec le porc comme un élevage de référence:

$D_{ar} = \left( \frac{6,28 \text{ porcs/ha}}{36\,000 \text{ ha}} \right) (88\,451 \text{ ha}) = 15,4 \text{ porcs/ha}$

L'exemple précédent démontre que la densité animale sur le bassin versant de la rivière Etchemin (15,4 porcs/ha) excède largement (plus de cinq fois) la capacité de support corrigée de ce bassin (2,9 porcs/ha). Toutefois, un accroissement des superficies recevant des fumiers ou une diminution des quantités d'engrais minéraux utilisées augmenterait la capacité de support corrigée sur ce territoire.



Espèce	Types d'animaux	Nombre de têtes (NA) (Etchemin)	CSu17 (tête/ha)	NA/CSu17 (ha)
Bovins laitiers	Vache	14155	0,91	15587
	Taureau	288	0	0
	Taure	5625	1,57	3574
	Génisse	4194	2,36	1861
	Veau de lait	1803	4,45	405
	Autre veau	866	4,45	194
Bovins de bouch.	Vache	3753	1,31	2861
	Taureau	250	0	0
	Taure	511	1,97	260
	Génisse	936	2,15	436
	Bouvillon	2211	2,15	1030
	Veau de grain	175	3,87	45
Suidés	Truie	26350	1,88	13981
	Verrat	1113	2,73	408
	Porc à l'eng.	184268	6,28	29331
	Porcelet	74263	18,85	3940
Ovins	Brebis	993	7,70	129
	Bélier	35	7,70	5
	Petit femelle	132	22,40	6
	Petit mâle	576	22,40	26
Caprins	Chevre lait	11	5,03	2
	Chèvre caprin	1	7,47	0
Anatidés	Canard	291	41,06	7
	Oie	27	18,95	1
Gallinacés	Poule (20 s. et +)	328545	34,55	9508
	Poulet à griller	502500	123,19	4079
	Gros poulet	7250	82,13	88
	Dindon	15118	35,20	430
	Caille	27	821,26	0
	Faisan	62	123,19	1
	Pintade	0	82,13	0
Equidés	Jument	169	2,05	82
	Étalon	49	2,05	24
	Hongre	38	2,05	19
	Poulche	27	2,46	11
	Poulain	20	2,46	8
Leporidés	Lapin femelle	390	14,49	27
Autres	Divers	10518	125	86
			Total	88451

Sources : Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles, MAPAQ, 1992.

**MUNICIPALITÉS EN SITUATION  
DE SURPLUS**

(a-10)

**LISTE DES MUNICIPALITÉS**

**M.R.C. D'Autray**

Saint-Didace (paroisse)  
Saint-Norbert (paroisse)  
Saint-Gabriel-de-Brandon (paroisse)  
Saint-Gabriel (ville)  
Saint-Charles-de-Mandeville (sans désignation)  
Sainte-Élizabéth (paroisse)  
Saint-Cléophas (paroisse)

**M.R.C. Joliette**

Saint-Paul (sans désignation)  
Saint-Ambroise-de-Kildare (paroisse)  
Notre-Dame-des-Prairies (sans désignation)  
Saint-Charles-Borromée (sans désignation)  
Sainte-Mélanie (sans désignation)

**M.R.C. l'Assomption**

L'Épiphanie (paroisse)

**M.R.C. La Rivière-du-Nord**

Sainte-Sophie (sans désignation)  
Prévost (sans désignation)

**M.R.C. Matawinie**

Saint-Damien (paroisse)  
Saint-Félix-de-Valois (paroisse)  
Saint-Félix-de-Valois (village)  
Saint-Jean-de-Matha (sans désignation)  
Sainte-Béatrix (sans désignation)  
Sainte-Émélie-de-l'Énergie (paroisse)

**M.R.C. Montcalm**

Saint-Esprit (paroisse)  
Saint-Roch-de-l'Achigan (paroisse)  
Saint-Roch-Ouest (sans désignation)  
Saint-Lin (sans désignation)

**M.R.C. Acton**

Acton Vale (ville)  
Béthanie (sans désignation)  
Roxton (canton)  
Roxton Falls (village)  
Saint-Ephem-d'Upton (paroisse)  
Saint-André-d'Acton (paroisse)  
Sainte-Christine (paroisse)  
Saint-Théodore-d'Acton (paroisse)  
Saint-Nazaire-d'Acton (paroisse)  
Upton (village)

**M.R.C. Drummond**

Kingsey (canton)  
Lefebvre (sans désignation)  
Wickham (sans désignation)  
Saint-Nicéphore (sans désignation)  
Saint-Charles-de-Drummond (sans désignation)  
Saint-Germain-de-Grantham (paroisse)  
Saint-Edmond-de-Grantham (paroisse)  
Saint-Eugène (sans désignation)

**M.R.C. La Haute-Yamaska**

Granby (canton)  
Granby (ville)  
Saint-Alphonse (paroisse)  
Shefford (canton)  
Warden (village)  
Waterloo (ville)  
Sainte-Cécile-de-Milton (canton)  
Roxton Pond (paroisse)  
Roxton Pond (village)  
Saint-Joachim-de-Shefford (paroisse)

**M.R.C. Les Maskoutains**

Saint-Pie (paroisse)  
Saint-Dominique (sans désignation)  
Saint-Simon (paroisse)  
Saint-Hugues (sans désignation)  
Saint-Louis (paroisse)  
La Présentation (paroisse)  
Saint-Hyacinthe (ville)  
Saint-Hyacinthe-le-Confesseur (paroisse)  
Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe (paroisse)  
Saint-Jude (paroisse)  
Saint-Valérien-de-Milton (canton)  
Saint-Liboire (paroisse)  
Saint-Liboire (village)  
Sainte-Hélène-de-Bagot (sans désignation)

**M.R.C. Rouville**

Rougemont (village)  
Saint-Ange-Gardien (paroisse)  
L'Ange-Gardien (village)  
Saint-Paul-d'Abbotsford (paroisse)  
Saint-Michel-de-Rougemont (paroisse)  
Saint-Mathias-sur-Richelieu (sans désignation)  
Saint-Jean-Baptiste (paroisse)

**M.R.C. La Vallée-du-Richelieu**

Saint-Mathieu-de-Beloeil (sans désignation)  
Beloeil (ville)  
McMasterville (village)

**M.R.C. Lotbinière**

Saint-Gilles (paroisse)  
Saint-Narcisse-de-Beaurivage (paroisse)  
Saint-Patrice-de-Beaurivage (sans désignation)  
Saint-Sylvestre (paroisse)  
Saint-Sylvestre (village)

**M.R.C. Les Chutes-de-la-Chaudière**

Saint-Nicolas (ville)  
Saint-Lambert-de-Lauzon (paroisse)

**M.R.C. Desjardins**

Saint-Henri (sans désignation)

**M.R.C. Robert-Cliche**

Saint-Séverin (paroisse)  
Saint-Jules (paroisse)

**M.R.C. Bellechasse**

Saint-Anselme (paroisse)  
Saint-Anselme (village)  
Honfleur (sans désignation)  
Saint-Gervais (sans désignation)  
Saint-Raphaël (sans désignation)  
Sainte-Claire (sans désignation)  
Armagh (sans désignation)  
Saint-Malachie (paroisse)  
Saint-Nazaire-de-Dorchester (paroisse)

**M.R.C. La Nouvelle-Beauce**

Saint-Isidore (sans désignation)  
Saint-Bernard (sans désignation)  
Sainte-Hénédine (paroisse)  
Saint-Elzéar-de-Beauce (sans désignation)  
Saint-Elzéar (village)  
Sainte-Marie (ville)  
Sainte-Marguerite (paroisse)  
Saints-Anges (paroisse)  
Tachereau-Fortier (sans désignation)  
Scott (village) ».



**RAPPORT**  
**DE LA TABLE DE CONCERTATION**  
**SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT**  
**SUR LA RÉDUCTION DE LA POLLUTION**  
**D'ORIGINE AGRICOLE**

---

**LE RAPPORT EST FOURNI EN TROIS EXEMPLAIRES**



Liste des espèces vertébrées susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables

NOM SCIENTIFIQUE	NOM FRANÇAIS	COMMENTAIRES	CATÉGORIE
<b>CLASSE DES POISSONS</b>			
<i>Acipenser fulvescens</i>	esturgeon jaune		S
<i>Acipenser oxyrhynchus</i>	esturgeon noir		S
<i>Alosa sapidissima</i>	alose savoureuse		S
<i>Coregonus artedii</i>	cisco de lac (printemps)		S
<i>Esox americanus americanus</i>	brochet d'Amérique		S
<i>Esox americanus vermiculatus</i>	brochet vermiculé		S
<i>Hybognathus hankinsoni</i>	méné laiton		S
<i>Moxostoma carinatum</i>	suceur ballot		S
<i>Moxostoma hubbsi</i>	suceur cuivré		S
<i>Noturus insignis</i>	chat-fou liséré		S
<i>Morone saxatilis</i>	bar rayé		S
<i>Etheostoma caeruleum</i>	dard arc-en-ciel		S
<i>Percina copelandi</i>	fouille-roche gris		S
<b>CLASSE DES AMPHIBIENS</b>			
<i>Desmognathus fuscus</i>	salamandre sombre du Nord		S
<i>Desmognathus ocropheus</i>	salamandre sombre des montagnes		S
<i>Hemidactylium scutatum</i>	salamandre à quatre doigts		S
<i>Gyrinophilus porphyriticus</i>	salamandre pourpre		S
<i>Pseudacris triseriata</i>	rainette faux-grillon de l'Ouest		S
<i>Rana palustris</i>	grenouille des marais		S
<b>CLASSE DES REPTILES</b>			
<i>Sternotherus odoratus</i>	tortue musquée		S
<i>Clemmys guttata</i>	tortue ponctuée		S
<i>Clemmys insculpta</i>	tortue des bois		S
<i>Emydoidea blandingi</i>	tortue mouchetée		S
<i>Graptemys geographica</i>	tortue géographique		S
<i>Apalone spinifera</i>	tortue-molle à épines		S
<i>Dermochelys coriacea</i>	tortue luth		S
<i>Nerodia sipedon</i>	couleuvre d'eau		S
<i>Storeria dekayi</i>	couleuvre brune		S
<b>CLASSE DES OISEAUX</b>			
<i>Podiceps auritus</i>	grèbe esclavon		S
<i>Podiceps grisegena</i>	grèbe jougris		S
<i>Ixobrychus exilis</i>	petit blongios		S
<i>Histrionicus histrionicus</i>	arlequin plongeur		S
<i>Haliaeetus leucocephalus</i>	pygargue à tête blanche		S
<i>Accipiter cooperii</i>	épervier de Cooper		S
<i>Buteo lineatus</i>	buse à épaulettes		S
<i>Aquila chrysaetos</i>	aigle royal		S
<i>Falco peregrinus</i>	faucon pèlerin		S

NOM SCIENTIFIQUE	NOM FRANÇAIS	COMMENTAIRES	CATÉGORIE
<i>Coturnicops noveboracensis</i>	râle jaune		S
<i>Charadrius melodus</i>	pluvier siffleur		S
<i>Sterna caspia</i>	sterne caspienne		S
<i>Sterna dougallii</i>	sterne de Dougall		S
<i>Strix nebulosa</i>	chouette lapone		S
<i>Melanerpes erythrocephalus</i>	pic à tête rouge		S
<i>Cistothorus platensis</i>	trogodyte à bec court		S
<i>Lanius ludovicianus</i>	pie-grièche migratrice		S
<i>Dendroica cerulea</i>	paruline azurée		S
<i>Pipilo erythrophthalmus</i>	tohi à flancs roux		S
<i>Ammodramus savannarum</i>	bruant sauterelle		S
<i>Ammodramus leconteii</i>	bruant de Le Conte		S
<i>Ammodramus caudacutus</i>	bruant à queue aiguë		S
<b>CLASSE DES MAMMIFÈRES</b>			
<i>Sorex fumeus</i>	musaraigne fuligineuse		S
<i>Sorex gaspensis</i>	musaraigne de Gaspé		S
<i>Sorex hoyi</i>	musaraigne pygmée		S
<i>Lasionycteris noctivagans</i>	chauve-souris argentée		S
<i>Pipistrellus subflavus</i>	pipistrelle de l'Est		S
<i>Lasiurus borealis</i>	chauve-souris rousse		S
<i>Lasiurus cinereus</i>	chauve-souris cendrée		S
<i>Glaucomys volans</i>	petit polatouche		S
<i>Synaptomys cooperi</i>	campagnol-lemming de Cooper		S
<i>Microtus pinetorum</i>	campagnol sylvestre		S
<i>Microtus chrotorrhinus</i>	campagnol des rochers		S
<i>Delphinapterus leucas</i>	béluga (Eastmain)		S
<i>Delphinapterus leucas</i>	béluga (Ungava)		S
<i>Delphinapterus leucas</i>	béluga (Saint-Laurent)		S
<i>Balaenoptera physalus</i>	rorqual commun		S
<i>Balaenoptera musculus</i>	rorqual bleu		S
<i>Megaptera novaeangliae</i>	rorqual à bosse		S
<i>Eubalaena glacialis</i>	baleine noire		S
<i>Mustela nivalis</i>	belette pygmée		S
<i>Gulo gulo</i>	carcajou		S
<i>Felis concolor</i>	cougar		S
<i>Lynx canadensis</i>	lynx du Canada		S
<i>Lynx rufus</i>	lynx roux		S
<i>Phoca vitulina mellonae</i>	phoque commun (lacs des Loups marins)		S
<i>Rangifer tarandus</i>	caribou (Gaspésie)		S
<i>Rangifer tarandus</i>	caribou (Val-d'Or)		S

**Actions posées par le MEF auprès du gouvernement et des différents ministères, régies, sociétés, etc. afin de promouvoir le recyclage, la réutilisation et la récupération et plan d'action pour 1997-1998**

## **LA POLITIQUE D'ACHAT ENVIRONNEMENTALE**

En mars 1992, le gouvernement du Québec a décidé d'utiliser le pouvoir d'achat des ministères et organismes publics et parapublics en vue de favoriser l'achat de produits et l'acquisition de services permettant de réduire certains impacts sur l'environnement. Il a donc ajouté à la suggestion du ministère de l'Environnement une règle à caractère environnemental à la Politique d'achat du Québec.

La Politique d'achat du Québec est sous la responsabilité de la Commission permanente des achats (CPA) qui a le mandat de coordonner et de surveiller l'application de cette politique. La CPA est composée de sept ministres responsables des ministères et organismes suivants : Conseil du trésor; Industrie, Commerce, Science et Technologie; Environnement et Faune; Affaires municipales; Transports; Éducation et Santé et Services sociaux. Elle est présidée par le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique.

La Règle à caractère environnemental de la Politique d'achat gouvernementale vise à « **favoriser l'acquisition de produits et l'utilisation de solutions qui permettent de maintenir et d'améliorer la qualité de l'environnement** ».

L'application de cette règle aux produits et services acquis par les ministères et organismes publics et parapublics vise l'atteinte de trois objectifs principaux :

- ◆ **minimiser les impacts environnementaux des produits et services acquis;**
- ◆ **assurer le développement d'entreprises produisant des biens ou offrant des services meilleurs pour l'environnement;**
- ◆ **développer des marchés pour les produits meilleurs pour l'environnement.**

La mise en oeuvre de cette règle à caractère environnemental est coordonnée par un comité conjoint placé sous la supervision du Secrétariat de la Commission permanente des achats. Ce comité conjoint a pour mandat de voir à l'atteinte des objectifs souhaités par le gouvernement à la suite de l'adoption de la Règle à caractère environnemental.

Le Comité conjoint cible des biens et services à analyser. Le mandat du ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF) au sein de ce comité consiste à faire l'analyse du profil environnemental des biens et services ciblés et à élaborer des critères environnementaux minimaux à intégrer aux appels d'offres. À la suite des recommandations du MEF, la CPA approuve l'acquisition de produits et de services à caractère environnemental.

Les ministères et organismes publics ou parapublics dont le budget est voté par l'Assemblée nationale sont tenus d'appliquer les décisions de la CPA portant sur la Règle à caractère environnemental de la Politique d'achat du Québec.

Les autres organismes publics et parapublics (réseau de la santé et de l'éducation, régies et sociétés d'état, municipalités) sont invités à tenir compte des décisions de la CPA en favorisant le plus possible l'application de ces décisions dans leurs achats.

Catégories de produits et services approuvées par la CPA :

- ✓ **cartouches d'imprimantes à laser restaurées;**



- ✓ enveloppes aller-retour;
- ✓ papiers fins avec un contenu recyclé;
- ✓ papiers hygiéniques avec un contenu recyclé;
- ✓ photocopieurs avec fonctions recto-verso et sélecteur de format de papier automatiques;
- ✓ séchoirs à main électrique à branchement mural;
- ✓ cartons et papiers kraft avec un contenu recyclé;
- ✓ peintures pour bâtiments avec un contenu recyclé;
- ✓ produits en matière plastique avec un contenu recyclé.

Pour l'année 1996-1997, l'analyse de trois nouveaux produits ou services a été effectué et est sous examen auprès du Comité conjoint. Il s'agit des services d'entretien des espaces verts, des huiles régénérées ainsi que des produits et services portant l'Éco-Logo.

Le *Répertoire des spécifications à caractère environnemental* a été republié et a fait l'objet d'une diffusion générale auprès de l'ensemble des ministères et organismes (environ 200 envois).

Des cours de formation sont en préparation et seront diffusés par le MEF auprès des conseillères et conseillers en approvisionnements du Fonds des acquisitions du Conseil du trésor.

Pour l'année 1997-1998, il y aura également analyse de nouveaux produits et services, de même qu'une révision des rôles et responsabilités du Comité conjoint et du MEF.

Le reste de ce mandat relève de RECYC-QUÉBEC.

Les stations piscicoles au ministère  
de l'Environnement et de la Faune

Le ministère opère actuellement quatre stations piscicoles, soit : Anse Pleureuse, Tadoussac, Lac des Écorces et Baldwin. Le budget d'opération de chacune pour 1997-1998 est le suivant :

Station	Personnel permanent (ETC)	Personnel occasionnel	Fonctionnement	Total
Anse Pleureuse	2	93,0	97,6	190,6
Tadoussac	5	31,6	160,0	191,6
Lac des Écorces	4	44,1	91,8	135,9
Baldwin	9	19,8	118,8	138,6
Total	20	188,5	468,2	657,7

Concernant le devenir des stations piscicoles et les budgets d'immobilisations à consacrer à ces équipements, il n'y a pas de décision de prise et le ministère poursuit actuellement sa réflexion sur ce dossier.



**TABLEAU COMPARATIF**

Annexe 36

**REVENUS ET DEPENSES**

<b><u>SERVICE: JARDIN ZOOLOGIQUE DU QUÉBEC</u></b>				
	<b>EXERCICE 1994-95</b>	<b>EXERCICE 1995-96</b>	<b>EXERCICE 1996-97</b>	<b>EXERCICE 1997-98</b>
TRAITEMENTS PERMANENTS	1 233,4	1 146,8	995,8	996,2
TRAITEMENTS OCCASIONNELS	225,2	351,2	328,0	328,0
FONCTIONNEMENT	637,7	773,3	6,0	0,0
CAPITAL	24,8	20,7	0,0	0,0
DÉPENSES TOTALES	2 121,1	2 292,0	1 329,8	1 324,2
REVENUS	318,0	553,7	0,0	0,0
FRÉQUENTATION - VISITEURS	115,2	95,5	161,3	180,0

\* budget de fonctionnement et revenus réduits car la gestion de l'équipement est confiée à la S.P.S.N.Q. .

# TABLEAU COMPARATIF

Annexe 36

## REVENUS ET DEPENSES

<u>SERVICE: AQUARIUM DU QUÉBEC</u>				
	EXERCICE 1994-95	EXERCICE 1995-96	EXERCICE 1996-97	EXERCICE 1997-98
TRAITEMENTS PERMANENTS	794,4	762,9	700,5	574,9
TRAITEMENTS OCCASIONNELS	101,5	108,9	151,0	151,0
FONCTIONNEMENT	444,5	97,5 *	10,0 *	0,0 *
CAPITAL	9,3	0,0	0,0	0,0
DÉPENSES TOTALES	1 349,7	969,3	861,5	725,9
REVENUS *	286,6	0,0	0,0	0,0
FRÉQUENTATION - VISITEURS	123,9	93,6	102,0	110,0

\* budget de fonctionnement et revenus réduits car la gestion de l'équipement est confiée à la S.P.S.N.Q. .

## TABLEAU COMPARATIF

Annexe 37

### ACHALANDAGE

<b><u>SERVICE: JARDIN ZOOLOGIQUE DU QUÉBEC</u></b>				
FRÉQUENTATION	EXERCICE 1994-95	EXERCICE 1995-96	EXERCICE 1996-97	EXERCICE 1997-98
ADULTE	55 136	49 522	78 161	91 069
ENFANTS	36 554	28 630	45 698	52 513
GROUPE SCOLAIRE	16 553	17 025	26 470	30 418
GRATUITS	6 931	335	6 311	6 000
TOTAL	115 174	95 512	156 640	180 000

<b><u>SERVICE: AQUARIUM DU QUÉBEC</u></b>				
FRÉQUENTATION	EXERCICE 1994-95	EXERCICE 1995-96	EXERCICE 1996-97	EXERCICE 1997-98
ADULTE	56 700	42 929	46 833	50 741
ENFANTS	32 371	21 104	22 975	24 777
GROUPE SCOLAIRE	28 011	26 815	29 192	31 482
GRATUITS	6 818	2 846	3 000	3 000
TOTAL	123 900	93 694	102 000	110 000



## **POLITIQUE SUR L'ÉLIMINATION DES NEIGES USÉES**

### **ÉTAT DE SITUATION**

«En 1983, on évaluait que les municipalités utilisaient quelque 470 dépôts, 115 points de décharge aux cours d'eau, une dizaine de chutes au réseau d'égout et deux fondeuses» *Guide pour l'aménagement des lieux d'élimination des neiges usées, 1991.*

En décembre 1995, un inventaire téléphonique réalisé par les directions régionales du Ministère identifiait 382 municipalités qui recueillaient des neiges, dont 78 d'entre elles qui rejetaient des neiges usées au cours d'eau.

Depuis le 27 février 1996, date à laquelle le ministre de l'Environnement et de la Faune annonçait qu'il maintenait l'échéancier pour l'arrêt des déversements au cours d'eau, 17 municipalités, dont 7 sont identifiées parmi celles rejetant des neiges au cours d'eau, ont obtenu des certificats d'autorisation pour des lieux d'élimination de neige. Plusieurs autres municipalités ont aussi effectué des démarches pour régulariser leur situation ou démontrer leur intention de cesser les déversements. Nous ne sommes pas en mesure de donner le nombre exact de ces dernières puisqu'aucun inventaire exhaustif n'a été réalisé.

### **LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT REÇU UN CERTIFICAT D'AUTORISATION**

Gatineau, Hull, Cap-de-la-Madeleine, Brossard, Saint-Hubert, Saint-Jean-sur-le-Richelieu, Trois-Pistoles, Lavaltrie, Crabtree, Saint-Jean-de-Matha, Dégelis, Le Bic, Pointe-au-Père, Château-Richer, Weedon-Centre, Beaupré, Saint-André-Avellin.

### **MUNICIPALITÉS QUI ONT ANNONCÉ LEUR INTENTION DE SE CONFORMER ET QUI EFFECTUENT DES TRAVAUX DANS CE BUT (par voie des journaux)**

Montréal, Sillery, Sainte-Foy, Jonquière, Granby, Cap-Rouge.

### **ÉCHÉANCIER DE LA POLITIQUE**

Les projets de loi et de règlement annoncés par le ministre de l'Environnement et de la Faune dans la révision de la Politique sur l'élimination des neiges usées, ont été adoptés récemment au Conseil des Ministres.



**TABLEAU : ÉTAT DE SITUATION SUR L'APPLICATION DE LA  
POLITIQUE SUR L'ÉLIMINATION DES NEIGES USÉES**

CLASSE DE POPULATION	NOMBRE DE MUNICIPALITÉS <sup>1</sup>	NOMBRE DE PLANS DE GESTION DÉPOSÉS <sup>2</sup>	CERTIFICATS D'AUTORISATION DÉLIVRÉS <sup>2</sup>	NOMBRE DE MNICIPALITÉS <sup>3</sup>	
				QUI COLLECTENT DES NEIGES USÉES	QUI DÉVERSENT EN COURS D'EAU
25 000 et plus	49	37	12	49	16
10 000 - 25 000	73	27	4	70	16
0 - 10 000	1 327	34	6	263	46
ENSEMBLE	1 449	98	22	382	78

<sup>1</sup> Tiré du Répertoire des municipalités du Québec 1995.

<sup>2</sup> Tiré de l'État d'avancement de la Politique en date du 31 octobre 1995.

**TABLEAU : PORTRAIT DES MUNICIPALITÉS QUI DÉVERSENT  
DES NEIGES USÉES EN COURS D'EAU**

CLASSE DE POPULATION	DIRECTION RÉGIONALE	MUNICIPALITÉ	NOMBRE DE LIEUX DE DÉPÔT		RESPECT POSSIBLE DE L'ÉCHÉANCE
			EN COURS D'EAU	AU SOL	
25 000 et plus	02	Jonquière	1	5	Oui
		Chicoutimi	2	2	N/D
	03	Québec	1	4	Oui
	04	Cap-de-la-Madeleine	2	0	Oui
		Drummondville	2	2	Oui
		Trois-Rivières	2	2	Oui
	06	Lachine	1	6	Oui
		Lasalle	3	0	Oui
		Montréal	4	17	Oui
		Verdun	2	1	Oui
	08	Rouyn-Noranda	1	5	Oui
	12	Lévis	2	5	Oui
10 000 - 25 00	14	Repentigny	1	0	Oui
		Mascouche	1	0	N/D
	16	Granby	2	1	Oui
		Salaberry-de-Valleyfield	1	1	Non
	TOTAL	Nombre : 16	28	51	13 Oui, 2 N/D, 1 Non
	01	Rivière-du-Loup	1	0	Non
	03	Sillery	1	0	Non
	04	Bécancour	4	0	Oui
		Grand-Mère	2	0	Oui
		Shawinigan	5	2	Oui
		Trois-Rivières-Ouest	1	0	Oui
	06	Westmont	1	0	Oui
	08	Val D'Or	5	0	N/D
		Amos	2	0	N/D
	11	Gaspé	3	0	Oui
	12	Charny	1	3	Oui
		St-Romuald	4	0	Non
	14	Joliette	1	1	N/D
	15	Rosemère	1	0	Oui
	16	Candiac	1	0	Non
		Tracy	2	1	Non
	TOTAL	Nombre : 16	35	7	8 Oui, 3 N/D, 5 Non

TABLEAU : PORTRAIT DES MUNICIPALITÉS QUI DÉVERSENT  
DES NEIGES USÉES EN COURS D'EAU

CLASSE DE POPULATION	DIRECTION RÉGIONALE	MUNICIPALITÉ	NOMBRE DE LIEUX DE DÉPÔT		RESPECT POSSIBLE DE L'ÉCHÉANCE
			EN COURS D'EAU	AU SOL	
0 - 10 000	01	Amqui <sup>1</sup>	1	2	Oui
		Le Bic	1	0	Oui
		Price	1	1	Non
		Ste-Flavie	1	0	Non
	02	St-Méthode	1	0	N/D
	03	Donnaco <sup>1</sup>	1	0	Oui
		Clermont	1	1	Oui
		Beaupré	1	1	Oui
		La Malbaie	1	0	Non
		Château-Richer	1	0	Oui
	04	Bernierville	1	0	N/D
		Nicolet	1	0	N/D
		Ste-Anne-de-la-Pérade	1	0	N/D
		Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine <sup>1</sup>	1	0	N/D
	05	Bromptonville	1	1	N/D
		Danville	1	0	N/D
		Richmond	2	1	N/D
		Sawyerville	1	1	N/D
		Stanstead	1	0	N/D
		Weedon Centre	2	0	N/D
	06	Montréal-Est	1	0	Oui
	07	Masson-Angers <sup>1</sup>	1	2	N/D
		St-André-Avellin	1	1	N/D
		Fort-Coulonge	3	0	N/D
	08	Evain	1	0	N/D
		Barraute	1	3	N/D
		Lorrainville	2	2	N/D
		Lac-Dufault	1	0	N/D
	09	Havre-St-Pierre	1	0	N/D
	11	Cap-aux-Meules	1	0	Oui
		Ste-Anne-des-Monts <sup>1</sup>	2	0	N/D
		Maria	1	1	Oui

TABLEAU : PORTRAIT DES MUNICIPALITÉS QUI DÉVERSENT  
DES NEIGES USÉES EN COURS D'EAU

CLASSE DE POPULATION	DIRECTION RÉGIONALE	MUNICIPALITÉ	NOMBRE DE LIEUX DE DÉPÔT		RESPECT POSSIBLE DE L'ÉCHÉANCE
			EN COURS D'EAU	AU SOL	
0 - 10 000 (suite)	12	Beauceville	1	0	N/D
		Black Lake	1	1	N/D
		St-Jean-Port-Joli	1	0	N/D
		Vallée-Jonction	1	0	N/D
	14	St-Thomas	1	0	N/D
		Lavaltrie	1	0	N/D
		Ste-Élisabeth	2	1	N/D
	15	Lafontaine <sup>1</sup>	1	3	Oui
	16	Rigaud	1	0	Oui
		Franklin	1	1	Oui
		Huntingdon	1	0	Oui
		Ormastown	1	0	Oui
		St-Timothée <sup>1</sup>	1	0	Oui
		Waterloo	1	5	Oui
	TOTAL	Nombre : 46	53	28	16 Oui, 27 N/D, 3 Non
	GRAND TOTAL	Nombre : 78	116	86	37 Oui, 32 N/D, 9 Non

<sup>1</sup> Municipalité entre 5 000 et 10 000 habitants.



## **LISTE DES TERRITOIRES**

### **Parcs de conservation**

d'Aiguebelle  
du Bic  
de la Gaspésie  
des Grands Jardins  
de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé  
de la Jacques-Cartier  
de Miguasha  
du Mont-Mégantic  
du Mont-Saint-Bruno  
des Monts-Valin  
de la Pointe-Taillon  
du Saguenay

### **Parcs de récréation**

de Frontenac  
des Îles-de-Boucherville  
du Mont-Orford  
du Mont-Tremblant  
d'Oka  
de la Yamaska

Service des immobilisations,  
de la cartographie et de  
l'expertise contractuelle

## **LISTE DES TERRITOIRES**

### **Réserves écologiques**

Rivière-du-Moulin (de la)  
Modification

Pin-Rigide (du)

Tantaré (de)  
Modification

Pointe-Heath (de la)  
Modification

Lac-Malakisis (du)

Micocoulier (du)

Jackrabbit  
Modification : anciennement des Laurentides

Île-aux-Sternes (de l')

Couchepaganiche (de)

Ernest-Lepage

Ristigouche (de)

Manche-d'Épée (de)

Irénée-Marie

Marcel-Raymond  
Modification

Samuel-Brisson

Claude-Mélançon

Lionel-Cinq-Mars

Louis-Zéphirin-Rousseau

Tapani

Île-Brion (de l')

Thomas-Sterry-Hunt (internationale)

G.-Oscar-Villeneuve

...2

Louis-Ovide-Brunet

Thomas-Fortin

Victor-A.-Huard

Marcelle-Gauvreau

Louis-Badel

James-Little

Ruisseau-de-l'Indien (du)

Rolland-Germain

J.Clovis-Laflamme

Irène-Fournier

Bod-à-Lanières (du)

Judith-De Brésoles

Marie-Jean-Eudes

Lac-à-la-Tortue (de)

Vieux-Arbres (des)

William-Baldwin

Érablière-du-Trente-et-Un-Milles (de l')

Aigle-à-Tête-Blanche (de l')

André-Linteau

Père-Louis-Marie (du)

André-Michaux

Vallée-du-Ruiter (de la)

Caribous-de-Jourdan (des)

Dunes-de-la-Moraine-d'Harricana (des)

Grands-Ormes (des)



**Tourbières-de-Lanoraie (des)**

**Île-Avelle-Wight-et-Hiam (des)**

**Matamec (de la)**

**Fernald**

**Pointe-Platon (de)**

**Boisé-des-Muir (du)**

**Grand-Lac-Salé (du)**

**Kettles-de-Berry (des)**

**Dunes-de-Berry (des)**

**Service des immobilisations,  
de la cartographie et de  
l'expertise contractuelle**

## **LISTE DES TERRITOIRES**

### **Réserves fauniques**

de la Rivière Matapédia et Patapédia

de la Rivière Petit-Saguenay

de la Rivière Sainte-Anne

de la Rivière Saint-Jean

Secteurs de la Rivière Saint-Jean

de Rouge-Matawin

du Saint-Maurice

de Sept-Îles-Port-Cartier

des Rivières Matapédia et Patapédia

Secteurs de la Riv. Matapédia

des Rivières Matapédia et Patapédia

Secteurs de la Riv. Patapédia

de la Rivière Matapédia et Patapédia

Secteurs de la Riv. Causapscal

Sept-Iles/Port Cartier

Secteurs de la Rivière-aux-Rochers et rue MacDonald

Réserve faunique de la rivière Cascapédia

Secteurs de la Riv. Cascapédia

d'Aiguebelle

d'Ashuapmushuan

d'Assinica

des Chic-Chocs

de Dunière

de l'Île-d'Anticosti

de la Vérendrye

des Laurentides

des Lacs-Albanel-Mistassini-et-Waconichi

...2

**de Mastigouche**

**de Matane**

**de Papineau-Labelle**

**de Plaisance**

**de Port-Daniel**

**de Portneuf**

**de Rimouski**

**de la Rivière Cascapédia**

**Service des immobilisations,  
de la cartographie et de  
l'expertise contractuelle**

## **LISTE DES TERRITOIRES**

### **Refuges fauniques**

**de la Grande-Île**

**Marguerite-d'Youville**

**Service des immobilisations,  
de la cartographie et de  
l'expertise contractuelle**

## **LISTE DES TERRITOIRES**

### **Réserves de chasse et de pêche**

Duchénier

Fort-Ruppert

Eastmain

Nouveau-Comptoir

Fort-Georges

Mistassini

Waswanipi

Némiscau

Poste-de-la-Baleine

Intowin

Parc National de la Mauricie

La Petite-Nation

Sanctuaire de Grosse-Ile

Service des immobilisations,  
de la cartographie et de  
l'expertise contractuelle

## **LISTE DES TERRITOIRES**

### **Réserve de chasse**

Sanctuaire de chasse du Parc de la Gatineau

### **Territoires soumis à la réglementation sur la chasse**

Estcourt

Ixworth

Parke

Drummondville

Mont-Sainte-Anne

Montagne de Rigaud

### **Territoires soumis à la réglementation sur le piégeage et le commerce des fourrures**

Macpès

Bois-de-Belle-Rivière

Laurentides

Lac-la-Blanche

Les Palissades

Zone 10, ptie sud

Territoire de Drummondville

### **Pourvoiries**

188 pourvoiries sous bail

*Note : La liste est fournie à part en 3 exemplaires.*

Service des immobilisations,  
de la cartographie et de  
l'expertise contractuelle

## **LISTE DES TERRITOIRES**

### **Zones d'exploitation contrôlée**

Anse Saint-Jean

Bas Saint-Laurent

Batiscan-Neilson

Bessonne

Borgia

Boulé

Bras-Coupé-Désert

Buteux-Bas-Saguenay

Cap-Chat

Capitachouane

Casault

Chapais

Chapeau-de-Paille

Chauvin

Collin

Des Anses

Des Martres

Des Nymphes

Des Passes

Dumoine

Festubert

Flamand

Forestville

Frémont

...2

Rivière Grande-Rivière

Gros Brochet

Iberville

Jaro

Jeannotte

Kipawa

Kiskissink

Labrieville

Lac au sable

Lac Brébeuf

Lac de la Boiteuse

La Croche

La Lièvre

Lavigne

Le Sueur

Louise-Gosford

Maganasipi

Maison de Pierre

Mars-Moulin

Martin-Valin

Matimec

Mazana

Ménokéosawin

Mitchinamécus

Nordique



Normandie

Oie Blande de Montmagny

Onatchiway-Est

Owen

Petewaga

Riv. Petite Rivière-Cascapédia

Pontiac

Rapides-des-Joachims

Restigo

Rivière aux Rats

Rivière Blanche

Rivière-Bonaventure

Rivière Cap-Chat

Rivière-Darmouth

Rivière-de-la-Trinité

Rivière-des-Escoumins

Rivière-Godbout

Rivière-Jacques-Cartier

Rivière-Laval

Rivière-Madeleine

Rivière-Matane

Rivière-Mitis

Rivière-Moisie

Rivière-Rimouski

Rivière-Sainte-Marguerite

Rivière-York

Saint-Patrice

Tawachiche

Trinité

Varin

Wessonneau

York-Baillargeon

Rivière Saint-Jean Saguenay

Rivière-à-Mars

Riv. Godbout et Mistassini  
Sect. Riv. Godbout

Service des immobilisations,  
de la cartographie et de  
l'expertise contractuelle

## **LISTE DES TERRITOIRES**

### **Réserves à castor**

**d'Abitibi**

**de Bersimis**

**de Fort Georges**

**du Grand Lac Victoria**

**de Mistassini**

**de Nottaway**

**du Nouveau-Québec**

**de Roberval**

**de Rupert**

**de Saguenay**

**de Vieux Comptoir**

**Service des immobilisations,  
de la cartographie et de  
l'expertise contractuelle**

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>SOMMAIRE RÉGIONAL</b>	<b>DÉPENSES</b> <b>(Prévues au 31 mars 1997)</b>
01	BAS SAINT-LAURENT	454,3
02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1 971,6
03	QUÉBEC	393,7
04	MAURICIE-BOIS-FRANCS	5,2
05	ESTRIE	900,2
08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	232,1
09	CÔTE-NORD	23,0
11	GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	368,0
12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	219,9
14	LANAUDIÈRE	6,0
15	LAURENTIDES	545,9
16	MONTÉRÉGIE	90,2
CENTRAL		379,1
	<b>GRAND TOTAL</b>	<b>5 589,2</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> <b>(Prévues au 31 mars 1997)</b>
<b>01</b>	<b>BAS SAINT-LAURENT</b>	
	<u><b>Parc de conservation du Bic</b></u>	
	Grange Rioux - Abri communautaire	25,0
	Réseau d'alimentation d'eau potable - camping	225,0
	Reconstruction du pont du camping	120,3
	<b>TOTAL</b>	<b>370,3</b>
	<b>TOTAL DES PARCS - RÉGION 01</b>	<b>370,3</b>
	<u><b>Rivière Mitis</b></u>	
	Construction d'une barrière d'arrêt pour le saumon	84,0
	<b>TOTAL</b>	<b>84,0</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS</b>	
	<b>HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 01</b>	<b>84,0</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 01</b>	<b>454,3</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> (Prévues au 31 mars 1997)
<b>02</b>	<b>SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN</b>	
	<b><u>Parc de conservation de la Pointe-Taillon</u></b>	
	Glissière de sécurité - piste cyclable	25,0
	<b>TOTAL</b>	<b>25,0</b>
	<b><u>Parc des Monts-Valin</u></b>	
	Acquisition	253,5
	Aménagement poste d'accueil	25,0
	Stationnement au Pic de la Hutte	30,0
	Sentiers de randonnée pédestre	115,0
	Aménagement pour le canot-camping	25,0
	Accès à la pêche et canot-camping	60,0
	Réfection d'équipements suite au déluge	114,5
	<b>TOTAL</b>	<b>623,0</b>
	<b><u>Parc de conservation du Saguenay</u></b>	
	Acquisition	177,1
	Secteur Rivière Éternité - Remplacement des quais	70,2
	Secteur Ste-Marguerite - Parachèvement du sentier	152,5
	Secteur Ste-Marguerite - Construction d'un bâtiment sanitaire Pointe Est	150,0
	Secteur Rivière Éternité - Réfection de la route d'accès suite au déluge	415,3
	Réfection d'équipements suite au déluge	245,2
	Secteur Ste-Marguerite - Panneaux d'interprétation et plans et devis de la thématique	60,0
	Secteur Rivière Éternité - Aménagement d'une thématique	37,0
	<b>TOTAL</b>	<b>1 307,3</b>
	<b>TOTAL DES PARCS - RÉGION 02</b>	<b>1 955,3</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> (Prévues au 31 mars 1997)
	<u><b>Rivière Mistassini</b></u>	
	Construction d'un entrepôt	5,0
	<b>TOTAL</b>	<b>5,0</b>
	<u><b>Rivière-aux-Saumons</b></u>	
	Construction d'un mur de sécurité	11,3
	<b>TOTAL</b>	<b>11,3</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS</b>	
	<b>HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 02</b>	<b>16,3</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 02</b>	<b>1 971,6</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> (Prévues au 31 mars 1997)
<b>03</b>	<b>QUÉBEC</b>	
	<u><b>Parc de conservation de la Jacques-Cartier</b></u>	
	Réfection de la route km 17	58,1
	Tarification d'accès	33,8
	Abri communautaire pour bénévoles	60,0
	Plans et devis - Route de contournement (2,2 km)	4,5
	Réfection du système d'alimentation en eau potable	31,0
	<b>TOTAL</b>	<b>187,4</b>
	<u><b>Parc de conservation des Grands-Jardins</b></u>	
	Centre de services polyvalent	2,1
	Secteur Thomas Fortin - Bâtiment sanitaire	60,0
	<b>TOTAL</b>	<b>62,1</b>
	<b>TOTAL DES PARCS - RÉGION 03</b>	<b>249,5</b>
	<u><b>Jardin zoologique du Québec</b></u>	
	Réfection de toitures des Maisons Brassard et Cayouette	94,8
	Travaux de réfection des volières 4,5,6,7, restaurants-satellites, Pavillon des primates et fauves et au camp no 3	49,4
	<b>TOTAL</b>	<b>144,2</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 03</b>	<b>144,2</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 03</b>	<b>393,7</b>



**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> <b>(Prévues au 31 mars 1997)</b>
<b>04</b>	<b>MAURICIE-BOIS-FRANCS</b>	
	<u><b>Saint-Alexis-des-Monts</b></u>	
	Climatisation - Bureau de la conservation de la faune	5,2
	<b>TOTAL</b>	<b>5,2</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS</b>	
	<b>HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 04</b>	<b>5,2</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 04</b>	<b>5,2</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> <b>(Prévues au 31 mars 1997)</b>
<b>05</b>	<b>ESTRIE</b>	
	<u><b>Parc de récréation du Mont-Orford</b></u>	
	Secteur Stukely - Système de traitement des eaux usées	43,9
	Secteur Fraser - Réfection du système de biodisque	36,8
	Aménagement du sentier - Corridor vert	185,0
	<b>TOTAL</b>	<b>265,7</b>
	<u><b>Parc de récréation du Mont-Mégantic</b></u>	
	Acquisition	50,0
	Thématique	98,0
	Mise aux normes - Bâtiment de ski de randonnée	6,1
	Centre d'interprétation	163,6
	Aménagement au sommet	227,0
	Signalisation routière	10,6
	Aménagement paysager - Centre d'interprétation	32,7
	Réfection d'un tronçon de sentier	20,0
	<b>TOTAL</b>	<b>608,0</b>
	<b>TOTAL DES PARCS - RÉGION 05</b>	<b>873,7</b>
	<u><b>Station piscicole de Baldwin</b></u>	
	Enlèvement du réservoir de pétrole	6,5
	Réfection de la toiture de la station	20,0
	<b>TOTAL</b>	<b>26,5</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS</b>	
	<b>HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 05</b>	<b>26,5</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 05</b>	<b>900,2</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> <b>(Prévues au 31 mars 1997)</b>
<b>08</b>	<b>ABITIBI-TÉMISCAMINGUE</b>	
	<u><b>Parc de conservation d'Aiguebelle</b></u>	
	Réaménagement faunique du lac Vose	7,0
	Consolidation d'équipements	22,0
	Construction d'un site Kayac-camping	24,0
	Acquisition lot P-51	1,1
	Aménagement de l'accueil Taschereau	151,0
	<b>TOTAL</b>	<b>205,1</b>
	<b>TOTAL DES PARCS - RÉGION 01</b>	<b>205,1</b>
	<u><b>Lac Joannes</b></u>	
	Construction d'un seuil	27,0
	<b>TOTAL</b>	<b>27,0</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS</b>	
	<b>HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 08</b>	<b>27,0</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 08</b>	<b>232,1</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> (Prévues au 31 mars 1997)
<b>09</b>	<b>CÔTE-NORD</b>	
	<u><b>Rivières Trinité et Pigou</b></u>	
	Installation de bornes aux embouchures	5,0
	<b>TOTAL</b>	<b>5,0</b>
	<u><b>Les Escoumins</b></u>	
	Acquisition	12,0
	<b>TOTAL</b>	<b>12,0</b>
	<u><b>Ile Anticosti</b></u>	
	Aménagement extérieur - Bureau SCF-SAEF	6,0
	<b>TOTAL</b>	<b>6,0</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS</b>	
	<b>HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 09</b>	<b>23,0</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 09</b>	<b>23,0</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> (Prévues au 31 mars 1997)
<b>11</b>	<b>GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE</b>	
	<u><b>Parc de conservation de Miguasha</b></u>	
	Reconstruction de l'accès à la plage	14,0
	<b>TOTAL</b>	<b>15,0</b>
	<u><b>Parc de conservation de la Gaspésie</b></u>	
	Tarification d'accès	22,8
	Construction du pont du ruisseau du portage	45,5
	Reconstruction de 7 km de route, phase I (Cascapédia)	174,7
	<b>TOTAL</b>	<b>243,0</b>
	<u><b>Parc de conservation de l'Ile-Bonaventure- et-du-Rocher-Percé</b></u>	
	Modifications - Centre de services Le Chaffaud Ile	17,0
	Parachèvement de l'atelier-entrepôt	20,0
	Acquisition Forillon	2,5
	<b>TOTAL</b>	<b>39,5</b>
	<b>TOTAL DES PARCS - RÉGION 11</b>	<b>297,5</b>
	<u><b>Rivière Madeleine</b></u>	
	Amélioration à la passe migratoire	70,5
	<b>TOTAL</b>	<b>70,5</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 11</b>	<b>70,5</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 11</b>	<b>368,0</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> <b>(Prévues au 31 mars 1997)</b>
<b>12</b>	<b>CHAUDIÈRE-APPALACHES</b>	
	<u><b>Parc de récréation de Frontenac</b></u>	
	Poste d'accueil Saint-Daniel - Modifications	14,4
	Reconstruction Sentier de la Tourbière	125,0
	Installation de bouées de sécurité	15,0
	Restauration des fondations - Entrepôt Lemay	34,5
	Acquisitions	14,8
	<b>TOTAL</b>	<b>203,7</b>
	<b>TOTAL DES PARCS - RÉGION 12</b>	<b>203,7</b>
	<u><b>Beaumont</b></u>	
	Ruisseau Beaumont - Consolidation des berges	10,0
	Acquisition	6,2
	<b>TOTAL</b>	<b>16,2</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS</b>	
	<b>HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 12</b>	<b>16,2</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 12</b>	<b>219,9</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> (Prévues au 31 mars 1997)
<b>14</b>	<b>LANAUDIÈRE</b>	
	<u>Sorel</u>	
	Iles de Sorel - Démolition d'un chalet	6,0
	<b>TOTAL</b>	<b>6,0</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS</b>	
	<b>HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 14</b>	<b>6,0</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 14</b>	<b>6,0</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> <b>(Prévues au 31 mars 1997)</b>
<b>15</b>	<b>LAURENTIDES</b>	
	<u><b>Parc de récréation d'Oka</b></u>	
	Enlèvement de réservoirs d'hydrocarbure	3,1
	Tarification	1,8
	Assainissement des eaux usées	140,0
	Réfection du réseau d'égout des secteurs Le Méandre et l'anse	94,5
	Étude et évaluation du réseau d'aqueduc	20,0
	<b>TOTAL</b>	<b>259,4</b>
	<u><b>Parc de récréation du Mont-Tremblant</b></u>	
	Tarification entrée La Diable, La Pimbina et l'Assomption	35,9
	Plans et devis stationnement Lac Monroe	2,1
	Aménagement aire de pique-nique - Chute-aux-Rats	78,0
	Remplacement de réservoirs d'hydrocarbure	65,1
	Aménagement paysager - Aire de pique-nique Chute-aux-Rats	99,6
	Réfection - Entrepôt	5,8
	<b>TOTAL</b>	<b>286,5</b>
	<b>TOTAL DES PARCS - RÉGION 15</b>	<b>545,9</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 15</b>	<b>545,9</b>



**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> <b>(Prévues au 31 mars 1997)</b>
<b>16</b>	<b>MONTÉRÉGIE</b>	
	<u><b>Parc de récréation Iles-de-Boucherville</b></u>	
	Construction d'un abri - Ile Charron	1,1
	<b>TOTAL</b>	<b>1,1</b>
	<u><b>Parc de conservation du Mont-Saint-Bruno</b></u>	
	Réfection du Vieux Moulin	34,0
	Arpentage, bornage et acquisition	1,9
	<b>TOTAL</b>	<b>35,9</b>
	<u><b>Parc de récréation de la Yamaska</b></u>	
	Réfection d'un ponceau	45,0
	<b>TOTAL</b>	<b>45,0</b>
	<b>TOTAL DES PARCS - RÉGION 16</b>	<b>82,0</b>
	<u><b>Baie de Lavallière</b></u>	
	Acquisition	4,7
	<b>TOTAL</b>	<b>4,7</b>
	<u><b>Iles de sorel</b></u>	
	Arpentage	3,5
	<b>TOTAL</b>	<b>3,5</b>
	<b>TOTAL DES ÉQUIPEMENTS</b>	
	<b>HORS PARCS RÉSERVES - RÉGION 16</b>	<b>8,2</b>
	<b>TOTAL DE LA RÉGION 16</b>	<b>90,2</b>

**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 1996-1997 (03-03)**

<b>RÉGION</b>	<b>PROJETS</b>	<b>DÉPENSES</b> <b>(Prévues au 31 mars 1997)</b>
<b>CENTRAL</b>		
	<u><b>Administration centrale</b></u>	
	Administration	64,3
	<b>TOTAL</b>	<b>64,3</b>
	<u><b>Programme de développement économique du saumon</b></u>	<b>246,5</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>246,5</b>
	<u><b>Équipements récréotouristiques</b></u>	
	Acquisition des équipements de la tarification	68,3
	<b>TOTAL</b>	<b>68,3</b>
	<b>TOTAL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE</b>	<b>379,1</b>



**LISTE DES CHALETS DE LA PROPRIÉTÉ DU MINISTÈRE**

RÉGION ADMINISTRATIVE : 01

NOM DU TERRITOIRE : Réserve de chasse et pêche Duchénier

COMPLEXE DE CHALETS	NOM DU CHALET	NOMBRE DE PLACES	ANNÉE DE CONSTRUCTION OU ÂGE APPARENT	COÛT DÉPRÉCIÉ
LAC DE L'EST	Chalet # 20	4	1993	31 700 \$
LAC DES QUATRE MARTRES	Chalet # 24	2	1950	2 900 \$
LAC DES BAIES	Chalet # 12	2	1960	5 600 \$
	Chalet # 13	4	1965	47 700 \$
	Chalet # 14	12	1960	52 300 \$
	Chalet # 15	2	1960	1 650 \$
	Chalet # 16	4	1993	55 100 \$
	Chalet # 18	6	1980	32 300 \$
	Chalet # 19	4	1960	22 500 \$
GRAND LAC TOULADI	Chalet # 9	2	1960	11 900 \$
	Chalet # 10	2	1960	8 700 \$
LAC DES PINS	Chalet # 26	4	1966	4 400 \$
VILLAGE SCOTT	Chalet A	4	1960	9 500 \$
	Chalet B	2	1960	7 500 \$
	Chalet C	4	1960	9 500 \$
	Chalet D	4	1960	12 800 \$
	Chalet E	4	1960	10 900 \$
	Chalet F	4	1960	10 900 \$
	Chalet G	2	1960	8 500 \$
	Le Pavillon		1960	44 100 \$
LAC COSSETTE	Chalet # 21	6	1960	28 200 \$
LAC CARIBOU	Chalet # 28	2	1965	4 600 \$
LAC LONG	Chalet # 23	2	1950	1 900 \$
	Chalet # 25	2	1950	4 600 \$
LAC BOUCHER	Chalet # 7	2	1980	9 100 \$
LAC CHASSEUR	Chalet # 29	4	1960	900 \$
RIV. RIMOUSKI	Chalet # 1	8	1970	48 200 \$
	Chalet # 3	4	1970	20 800 \$
	Chalet # 4	4	1950	15 500 \$
	Chalet # 5	4	1970	15 100 \$
LAC PERCHE	Chalet # 6	4	1947	12 800 \$

Note : Aucun employé du ministère affecté à l'entretien  
Géré par un délégué.

**LISTE DES CHALETS DE LA PROPRIÉTÉ DU MINISTÈRE**

RÉGION ADMINISTRATIVE : 03

NOM DU TERRITOIRE : Parc de la Jacques-Cartier

COMPLEXE DE CHALETS	NOM DU CHALET	NOMBRE DE PLACES	ANNÉE DE CONSTRUCTION OU ÂGE APPARENT	COÛT DÉPRÉCIÉ
PAVILLON KERNAN	Pavillon Kernan # 1	*	1978	59 200,00 \$
	Pavillon Kernan # 2	*	1990	25 200,00 \$
	Pavillon Kernan # 3	*	1992	18 200,00 \$

\* Note : Ce complexe sert à l'hébergement de personnels, stagiaires ou de partenaires dans la gestion du territoire.

**LISTE DES CHALETS DE LA PROPRIÉTÉ DU MINISTÈRE**

RÉGION ADMINISTRATIVE : 10

NOM DU TERRITOIRE : Réserve faunique des lacs Albanel, Mistassini et Waconichi

COMPLEXE DE CHALETS	NOM DU CHALET	NOMBRE DE PLACES	ANNÉE DE CONSTRUCTION OU ÂGE APPARENT	COÛT DÉPRÉCIÉ
WACONICHI	B-01	4	1958	16 650 \$
	B-02	4	1958	18 300 \$
	B-03	4	1958	18 300 \$
	B-04	4	1958	18 300 \$
	B-05	4	1958	15 900 \$
	B-06	4	1954	15 400 \$
	B-07	4	1954	15 470 \$
	B-08	4	1954	15 500 \$
	B-09	4	1958	16 650 \$
	B-10	4	1958	16 700 \$
	B-11	4	1954	16 650 \$

Note : 2 employés saisonniers du ministère affectés à l’entretien.

**LISTE DES CHALETS DE LA PROPRIÉTÉ DU MINISTÈRE**

RÉGION ADMINISTRATIVE : 12

NOM DU TERRITOIRE : Parc Frontenac

COMPLEXE DE CHALETS	NOM DU CHALET	NOMBRE DE PLACES	ANNÉE DE CONSTRUCTION OU ÂGE APPARENT	COÛT DÉPRÉCIÉ
MARTIN	Martin	6	1968	33 880 \$
LEGENDRE	Legendre	4	1972	16 850 \$
CYR	Cyr # 1 Lac des Ours	4	1960	12 540 \$
	Cyr # 2 Lac des Ours (2)	12	1989	56 940 \$
CLICHE	Cliche	10	1945	54 030 \$
BELISLE	Belisle	6	1957	24 870 \$
LABBÉ	Labbé	6	1969	22 550 \$

Note : Aucun employé du ministère affecté à l'entretien.  
Géré par un délégataire.

**LISTE DES CHALETS DE LA PROPRIÉTÉ DU MINISTÈRE**

RÉGION ADMINISTRATIVE : 15

NOM DU TERRITOIRE : Parc du Mont-Tremblant

COMPLEXE DE CHALETS	NOM DU CHALET	NOMBRE DE PLACES	ANNÉE DE CONSTRUCTION OU ÂGE APPARENT	COÛT DÉPRÉCIÉ
L'ASSOMPTION	Le Huart	4	1978	21 500 \$
	Le Vison	2	1968	12 800 \$
	La Tortue	10	1972	38 300 \$
	La Libellule	18	1972	39 100 \$
LES CÈDRES	# 2 La Sapinière	8	1970	22 300 \$
	# 3 La Cèdrière	4	1970	17 600 \$
	# 4 de L'Aulnaie	4	1970	19 600 \$
	# 5 La Pinède	6	1970	16 300 \$

Note : Aucun employé du ministère affecté à l'entretien.  
Géré par un délégataire.



LISTE, NOMBRE DE CHALETS, DATE DE CONSTRUCTION, COÛT

Région	Parc	Chalet	Nombre de places	Année de construction ou âge apparent	Coût déprécié
03 Québec	Grands-Jardins	Château Beaumont # 1	8	1983	30 530 \$
03 Québec	Grands-Jardins	Château Beaumont # 2	8	1973	28 375 \$

\* Note :      Aucun employé du ministère affecté à l’entretien  
                  Géré par un délégataire

**LES DÉLÉGATAIRES DANS LES RÉSERVES FAUNIQUES**

RÉSERVE	ORGANISME	STATUT	RESPONSABILITÉS
Duchénier	Territoire populaire Chénier inc.	OSBL	Chasse, pêche, chalets
Matapédia	Corporation de gestion des rivières Matapédia et Patapédia	OSBL	Pêche et chalets
Rivière St-Jean	Société de gestion des rivières York et Dartmouth	OSBL	Pêche et chalets
Rivière Ste-Anne	Association de chasse et pêche gaspésienne	OSBL	Pêche et chalets
Rivière Petit- Saguenay	Association de chasse et pêche du Bas-Saguenay inc.	OSBL	Pêche et chalets
Les autres réserves fauniques	Société des établissements de plein air du Québec		Pêche, chasse, chalets, camping, embarcations, etc.

**LES DÉLÉGATAIRES DANS LES PARCS**

**LES CENTRES RÉCRÉATIFS**

PARC	ORGANISME	STATUT	RESPONSABILITÉS
Bic	Camp Louis-Georges Lamontagne	OSBL	Camp de vacances pour jeunes : Cap-à-l'Orignal
Mont-Orford	La compagnie de gestion Orford inc.	OBL	Ski alpin, golf
	Jouvence base de plein air inc.	OSBL	Base de plein air
	Centre d'arts d'Orford J.M.C.	OSBL	Centre d'arts et camp musical
Îles-de-Boucherville	Société en commandite 2225-7254 (Golf des Îles)	OBL	Golf
Mont-Saint-Bruno	Domaine du ski Mont Saint-Bruno	OBL	Ski alpin
Mont-Tremblant	Station Mont-Tremblant 1991 inc. - Intrawest	OBL	Ski alpin

## LES DÉLÉGATAIRES DANS LES PARCS

### DÉLÉGATAIRES AUTRES QUE LES CENTRES RÉCRÉATIFS

PARC	ORGANISME	STATUT	RESPONSABILITÉS
Bic	Comité de libre accès à la mer du Bic inc.	OSBL	Exploitation du site d'un bassin d'amarrage
	Comité de développement Bic/St-Fabien inc.	OSBL	Camping aménagé, service de transport, promotion du parc
Gaspésie	Parc Ami Chic-Chocs inc.	OSBL	Vente d'articles promotionnels, vente et location d'équipements de plein air, service de transport, services d'animation et d'interprétation
	Les chasseurs et pêcheurs du Mont-St-Pierre inc.	OSBL	Location d'embarcations
	Association de chasse et de pêche gaspésienne inc.	OSBL	Activités et services reliés à la pêche sur la rivière Ste-Anne
	Ski-Chocs enr.	OBL	Ski alpin d'aventure
	Sépaq	Société d'État	Hébergement, restauration, ski de longue randonnée, randonnée pédestre
Ile-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé	Casse-croûte 3 C inc.	OBL	Casse-croûte
Miguasha	Société Amigua inc.	OSBL	Restauration, production, vente et distribution de matériel promotionnel
Pointe-Taillon	Corporation de mise en valeur de la Pointe-Taillon et de sa périphérie inc.	OSBL	Plage, pique-nique, restauration, camping, location d'équipements de plein air
Saguenay	Société de développement touristique de Rivière-Éternité	OSBL	Camping aménagé, restauration, longue randonnée pédestre, location de canots et kayaks, érablière
	Croisières du Cap-Éternité inc.	OBL	Excursions nautiques
	Société d'exploitation de Sacré-Coeur	OSBL	Camping rustique, longue randonnée pédestre
Grands-Jardins	Société charlevoisienne de la mise en valeur du parc des Grands-Jardins	OSBL	Refuges, bâtiment La Galette, service d'interprétation, canot-camping, escalade, randonnée pédestre, vente de souvenirs
	Sépaq	Société d'État	Chalets, camping, pêche quotidienne
Jacques Cartier	Société de gestion des activités commerciales du parc de la Jacques-Cartier inc.	OSBL	Camping, interprétation, appel du loup, casse-croûte, location d'équipements récréatifs
	Sépaq	Société d'État	Chalets, pêche
Frontenac	Comité des orientations du parc de Frontenac	OSBL	Chalets, refuges, écurie, camping, plage, casse-croûte, rampe de mise à l'eau, location d'équipements récréatifs, vente d'articles promotionnels

## LES DÉLÉGATAIRES DANS LES PARCS

### DÉLÉGATAIRES AUTRES QUE LES CENTRES RÉCRÉATIFS

PARC	ORGANISME	STATUT	RESPONSABILITÉS
Frontenac	Club de ski de fond St-Romain	OSBL	Ski de fond
	Centre équestre M.R.J.	OSBL	Randonnée équestre
Mont-Mégantic	Société de développement touristique du Mont-Mégantic inc.	OSBL	Exploitation d'un centre d'interprétation de l'astronomie et de la nature
	Sentiers Mont-Mégantic	OSBL	Randonnée pédestre, ski de randonnée, chalets, refuges
	Université de Montréal	OSBL	Exploitation d'un observatoire astronomique
Mont-Orford	Gestion Soroma ltée	OBL	Camping, plage, pique-nique, sentiers de randonnée et de raquettes, buanderie, service alimentaire, location d'embarcations légères, boutique
	Estrie à cheval	OSBL	Randonnée équestre
Îles-de-Boucherville	Sodem inc.	OBL	Location d'embarcations et de bicyclettes, casse-croûte
	Société d'animation de la promenade Bellerive	OSBL	Utilisation d'un terrain et d'un débarcadère flottant, navette
	Ville de Boucherville	OSBL	Utilisation d'un terrain et d'un débarcadère flottant
	Les chaloupiers de Montréal	OBL	Navette
Mont-Saint-Bruno	Nature-Action Saint-Bruno	OSBL	Service alimentaire, vente d'articles informatifs et interprétatifs, ski de randonnée, raquette
	Jean-Guy Bisson	OBL	Exploitation d'un verger
Yamaska	Corporation de développement et d'exploitation des parcs de la Haute-Yamaska (DEPHY)	OSBL	Plage, pique-nique, ski de randonnée, raquette, location d'embarcations, de skis et de raquettes, casse-croûte
Oka	Services récréatifs du parc d'Oka (SERPO)	OSBL	Camping, plage, pique-nique, ski de randonnée, raquette, location d'équipements récréatifs, buanderie, dépanneur, vente de souvenirs, vente de bois de chauffage, service alimentaire
Mont-Tremblant	Services récréatifs Le Boulé inc.	OSBL	Camping, plage, courte randonnée à skis, raquettes, service alimentaire
	Camping de la vallée de la Pimbina	OSBL	Camping, plage, courte randonnée à skis, raquettes, location d'équipements récréatifs, dépanneur, chalets
Aiguebelle	Oeuvre des terrains de jeux de Mont-Brun	OSBL	Camping

## LES DÉLÉGATAIRES DANS LES PARCS

### DÉLÉGATAIRES AUTRES QUE LES CENTRES RÉCRÉATIFS

PARC	ORGANISME	STATUT	RESPONSABILITÉS
Bic	Comité de libre accès à la mer du Bic inc.	OSBL	Exploitation du site d'un bassin d'amarrage
	Comité de développement Bic/St-Fabien inc.	OSBL	Camping aménagé, service de transport, promotion du parc
Gaspésie	Parc Ami Chic-Chocs inc.	OSBL	Vente d'articles promotionnels, vente et location d'équipements de plein air, service de transport, services d'animation et d'interprétation
	Les chasseurs et pêcheurs du Mont-St-Pierre inc.	OSBL	Location d'embarcations
	Association de chasse et de pêche gaspésienne inc.	OSBL	Activités et services reliés à la pêche sur la rivière Ste-Anne
	Ski-Chocs enr.	OBL	Ski alpin d'aventure
	Sépaq	Société d'État	Hébergement, restauration, ski de longue randonnée, randonnée pédestre
Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé	Casse-croûte 3 C inc.	OBL	Casse-croûte
Miguasha	Société Amigua inc.	OSBL	Restauration, production, vente et distribution de matériel promotionnel
Pointe-Taillon	Corporation de mise en valeur de la Pointe-Taillon et de sa périphérie inc.	OSBL	Plage, pique-nique, restauration, camping, location d'équipements de plein air
Saguenay	Société de développement touristique de Rivière-Éternité	OSBL	Camping aménagé, restauration, longue randonnée pédestre, location de canots et kayaks, érablière
	Croisières du Cap-Éternité inc.	OBL	Excursions nautiques
	Société d'exploitation de Sacré-Coeur	OSBL	Camping rustique, longue randonnée pédestre
Grands-Jardins	Société charlevoisienne de la mise en valeur du parc des Grands-Jardins	OSBL	Refuges, bâtiment La Galette, service d'interprétation, canot-camping, escalade, randonnée pédestre, vente de souvenirs
	Sépaq	Société d'État	Chalets, camping, pêche quotidienne
Jacques Cartier	Société de gestion des activités commerciales du parc de la Jacques-Cartier inc.	OSBL	Camping, interprétation, appel du loup, casse-croûte, location d'équipements récréatifs
	Sépaq	Société d'État	Chalets, pêche
Frontenac	Comité des orientations du parc de Frontenac	OSBL	Chalets, refuges, écurie, camping, plage, casse-croûte, rampe de mise à l'eau, location d'équipements récréatifs, vente d'articles promotionnels

## LES DÉLÉGATAIRES DANS LES PARCS

### DÉLÉGATAIRES AUTRES QUE LES CENTRES RÉCRÉATIFS

PARC	ORGANISME	STATUT	RESPONSABILITÉS
Frontenac	Club de ski de fond St-Romain	OSBL	Ski de fond
	Centre équestre M.R.J.	OSBL	Randonnée équestre
Mont-Mégantic	Société de développement touristique du Mont-Mégantic inc.	OSBL	Exploitation d'un centre d'interprétation de l'astronomie et de la nature
	Sentiers Mont-Mégantic	OSBL	Randonnée pédestre, ski de randonnée, chalets, refuges
	Université de Montréal	OSBL	Exploitation d'un observatoire astronomique
Mont-Orford	Gestion Soroma ltée	OBL	Camping, plage, pique-nique, sentiers de randonnée et de raquettes, buanderie, service alimentaire, location d'embarcations légères, boutique
	Estrie à cheval	OSBL	Randonnée équestre
Îles-de-Boucherville	Sodem inc.	OBL	Location d'embarcations et de bicyclettes, casse-croûte
	Société d'animation de la promenade Bellerive	OSBL	Utilisation d'un terrain et d'un débarcadère flottant, navette
	Ville de Boucherville	OSBL	Utilisation d'un terrain et d'un débarcadère flottant
	Les chaloupiers de Montréal	OBL	Navette
Mont-Saint-Bruno	Nature-Action Saint-Bruno	OSBL	Service alimentaire, vente d'articles informatifs et interprétatifs, ski de randonnée, raquette
	Jean-Guy Bisson	OBL	Exploitation d'un verger
Yamaska	Corporation de développement et d'exploitation des parcs de la Haute-Yamaska (DEPHY)	OSBL	Plage, pique-nique, ski de randonnée, raquette, location d'embarcations, de skis et de raquettes, casse-croûte
Oka	Services récréatifs du parc d'Oka (SERPO)	OSBL	Camping, plage, pique-nique, ski de randonnée, raquette, location d'équipements récréatifs, buanderie, dépanneur, vente de souvenirs, vente de bois de chauffage, service alimentaire
Mont-Tremblant	Services récréatifs Le Boulé inc.	OSBL	Camping, plage, courte randonnée à skis, raquettes, service alimentaire
	Camping de la vallée de la Pimbina	OSBL	Camping, plage, courte randonnée à skis, raquettes, location d'équipements récréatifs, dépanneur, chalets
Aiguebelle	Oeuvre des terrains de jeux de Mont-Brun	OSBL	Camping

**LES DÉLÉGATAIRES DANS LES PARCS**

**LES CENTRES RÉCRÉATIFS**

PARC	ORGANISME	STATUT	RESPONSABILITÉS
Bic	Camp Louis-Georges Lamontagne	OSBL	Camp de vacances pour jeunes : Cap-à-l'Orignal
Mont-Orford	La compagnie de gestion Orford inc.	OBL	Ski alpin, golf
	Jouvence base de plein air inc.	OSBL	Base de plein air
	Centre d'arts d'Orford J.M.C.	OSBL	Centre d'arts et camp musical
Îles-de-Boucherville	Société en commandite 2225-7254 (Golf des Îles)	OBL	Golf
Mont-Saint-Bruno	Domaine du ski Mont Saint-Bruno	OBL	Ski alpin
Mont-Tremblant	Station Mont-Tremblant 1991 inc. - Intrawest	OBL	Ski alpin



**LES DÉLÉGATAIRES DANS LES RÉSERVES FAUNIQUES**

<b>RÉSERVE</b>	<b>ORGANISME</b>	<b>STATUT</b>	<b>RESPONSABILITÉS</b>
Duchénier	Territoire populaire Chénier inc.	OSBL	Chasse, pêche, chalets
Matapédia	Corporation de gestion des rivières Matapédia et Patapédia	OSBL	Pêche et chalets
Rivière St-Jean	Société de gestion des rivières York et Dartmouth	OSBL	Pêche et chalets
Rivière Ste-Anne	Association de chasse et pêche gaspésienne	OSBL	Pêche et chalets
Rivière Petit- Saguenay	Association de chasse et pêche du Bas-Saguenay inc.	OSBL	Pêche et chalets
Les autres réserves fauniques	Société des établissements de plein air du Québec		Pêche, chasse, chalets, camping, embarcations, etc.

## ÉTUDES DES CRÉDITS 1997-1998

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PRÉSENTÉES PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### QUESTION 43A:

Détail des coûts de l'enquête effectuée par le Comité conseil sur la relance des parcs québécois.

#### RÉPONSE:

Les membres du Comité conseil sur la relance des parcs québécois ont travaillé bénévolement mais ont engendré des dépenses totales de 22 706,85 \$ qui se répartissent comme suit:

-	Frais de déplacement et de séjour - - - - -	7 920,84 \$ <sup>(1)</sup>
-	Fournitures et approvisionnements - - - - -	243,01 \$
-	Étude intitulée « Évaluation des retombées économiques associés aux parcs québécois » réalisée par la firme Roche et le B.S.Q. - - - - -	12 350,00 \$
-	Production du rapport final - - - - -	2 193,00 \$
	TOTAL	<u>22 706,85 \$</u>

#### QUESTION 43B:

Quelles suites seront données aux recommandations du rapport?

#### RÉPONSE:

Rappelons dans un premier temps que le Comité conseil avait comme mandat d'établir un diagnostic de la gestion, de la planification et du développement des parcs et de leur financement. Le Comité devait également analyser les relations entre le Ministère, ses partenaires et les délégataires. Et finalement, il devait proposer les solutions qui s'inscrivaient dans une vision d'ensemble de la conservation des aires protégées. Les membres du Comité conseil ont déposé leur rapport en novembre dernier.

En décembre 1996, le ministre annonçait le dépôt de ce rapport et le rendait public. À cette fin, une copie du rapport a été transmise auprès de l'ensemble des gestionnaires, partenaires, délégataires, médias associés aux parcs québécois.

---

(1) Les membres du Comité conseil se sont réunis à trois reprises à Québec. Ils ont visité 4 parcs soit Aigüebelle, Mont-Tremblant, Jacques-Cartier et Gaspésie. Ils ont tenu une rencontre de 2 jours à Montréal. Lors de leurs déplacements, ils étaient toujours accompagnés d'au moins un professionnel de la Direction des parcs québécois.

**QUESTION 43C:**

Quelle date le ministre entend-il appliquer un coût de 2 \$ comme droit d'accès à un parc?

**RÉPONSE:**

L'implantation d'un droit d'accès à l'ensemble du réseau des parcs québécois fera l'objet de discussions auprès des délégataires et partenaires concernés au cours de la prochaine année. Par conséquent, l'implantation de ce droit d'accès ne pourrait entrer en vigueur qu'au cours de l'année fiscale 1998-1999.

248

Demandes en traitement

1997-03-27

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
01	1107516	950524	LOT 61, RANG DE LA MONTAGNE - MONT-CARMEL	Mont-Carmel	M
01	1117829	960103	LOTS 436, 437	Saint-André	M
01	1117872	960214	DEMANDE DE C.A.	Saint-Anaclet-de-Lessard	P
01	1117880	960312	DEMANDE DE C.A.	Saint-René-de-Matane	M
01	1122420	960508	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A LOT 96, RANG 2, ST-LOUIS DU HAI HAI	Saint-Louis-du-Hai Haï	P
01	1087860	960607	CONSTRUCTION ET EXPLOITATION D'UNE PORCHERIE DE 1600 PORCS A L'ENGRAISSEMENT LOT 404, RANG 2 EST, ST-ANDRE	Saint-André	M
01	1115532	960612	DEMANDE DE C.A. LOT P-1027, RANG 3, ST-PATRICE	Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup	P
01	1122428	960628	DEMANDE DE C.A. LOTS 117-P, 120-P RANG 5 EST, MONT-CARMEL	La Pocatière	V
01	1087885	960719	DEMANDE DE C.A. E.P.A. ECURIE LOT 21-1-2, RANG 2 STE-BLANDINE	Sainte-Blandine	P
01	1122433	960729	DEMANDE DE C.A. E.P.A. LOTS 243-244, RANG II, STE-LUCE	Sainte-Luce	P
01	1122435	960730	DEMANDE DE C.A. E.P.A. LOT 253, RANG 2, STE-LUCE	Sainte-Luce	P
01	1122438	960806	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A. LOTS 263, 264, RANG 2 BIC	Le Bic	M
01	1115588	960906	ELEVAGE DE VEAUX DE GRAIN, LOT 67, STE-JEANNE-D'ARC	Sainte-Jeanne-d'Arc	P
01	1122442	960916	DEMANDE DE C.A. POUR E.T.A. LOT 662, RANG HAUT DE LA RIVIERERIVIERE-OUELLE	Rivière-Ouelle	M
01	1087872	960924	CONSTRUCTION D'UNE QUARANTAINE POUR LA PORCHERIE LOT 4, RANG 10, SAINT-NOEL	Saint-Noël	VL
01	1122443	961004	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A. LOT P-39-B, RANG 3 CANTON TESSIER ST-LUC-DE-MATANE	Saint-Luc	P
01	1087877	961010	AUGMENTATION DU NOMBRE D'U.A. ET CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE DU FUMIER LOT 186, RANG 2, STE-LUCE	Luceville	VL
01	1122445	961113	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A. LOT 207, 208, 209, RANG 2 LUCEVILLE	Luceville	VL
01	1122446	961120	DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR E.P.A. LOT 21 RANG 1, VAL-BRILLANT	Val-Brillant	M
01	1108795	961203	COMPOSTAGE DES FUMIERS DE BOVINS LAITIERS LOT 36, RANG 1, STE-BLANDINE	Sainte-Blandine	P
01	1122449	961206	LOT 14, RANG II, SAINT-CYPRIEN, DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A.	Saint-Cyprien	M

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
01	1122448	961209	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A. LOT P-190, RANG III, ST-ALEXANDRE	Saint-Alexandre	P
01	1115594	961211	EXPLOITATION D'UNE BERGERIE, LOT 208P, RANG COTE NORD-EST DUCHEMIN DU LAC TÉMISCOUATA, NOTRE-DAME-DU-PORTAGE	Notre-Dame-du-Portage	P
01	1139602	961217	EXPLOITATION D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE EXIS- TANT LOT 502, RANG 4, ST-PACOME	Saint-Pacôme	M
01	1115595	961218	EXPLOITATION E.P.A. VACHES-VEAUX, LOT 52B, RANG 2 MASSE	Sainte-Jeanne-d'Arc	P
01	1139619	970108	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A. LOT 16-A, RANG X, ST-DAMASE	Saint-Damase	P
01	1108796	970122	DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR E.P.A. LOT 14-A, RANG 2, CTN TESSIER, ST-LUC	Saint-Luc	P
01	1139607	970124	CONSTRUCTION D'UN RESERVOIR A LISIER ADDITIONNEL	Saint-Hubert	P
01	1139621	970127	DEMANDE DE C.A. E.P.A. LOT 402, RANG 2, ST-PASCAL	Saint-Pascal	V
01	1139620	970129	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A. LOT 346, RANG 1, RIVIERE-QUELLE	Rivière-Ouelle	M
01	1115596	970131	DEMANDE DE C.A. ELEVAGE OVIN LOT 565, RANG 7, ST-ADELME	Saint-Adelme	P
01	1139610	970203	CONSTRUCTION ET EXPLOITATION D'UNE PORCHERIE DE 1000 PORCS LOTS 305 ET 306, RANG II, STE-ODILE-DE-RIMOUSKI	Rimouski	V
01	1139609	970203	CONSTRUCTION ET EXPLOITATION D'UNE PORCHERIE DE 1000 PORCS LOT 341-P, RANG III, STE-ODILE-DE-RIMOUSKI	Sainte-Odile-sur-Rimouski	P
01	1139622	970204	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A LOT 25-A, RANG 4, ST-GABRIEL	Saint-Gabriel	M
01	1139623	970204	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A. LOT 24A, RANG V SAINT-GABRIEL	Saint-Gabriel	M
01	1139624	970204	DEMANDE DE C.A. E.P.A. LOTS 77A-77B, ST-MOISE	Saint-Moïse	P
01	1115597	970212	AGRANDISSEMENT E.P.A. ET CONSTRUCTION D'UNE STRUCTURE D'EN- TREPOSAGE LOTS 37-B, 38-A ST-JEAN-DE-DIEU	Saint-Jean-de-Dieu	M
01	1139611	970214	ELEVAGE DU MOUTONS LOT 88, RANG 2, SAINT-DONAT	Saint-Donat	P
01	1139626	970218	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A. LOTS 30-C, 30-D, RANG 1, ST-BRUNO	Saint-Bruno-de-Kamouraska	M
01	1139613	970224	RECONSTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE SUITE A UN INCENDIE LOT 412, RANG 11, ST-JEROME-DE-MATANE	Matane	V
01	1139627	970224	DEMANDE DE C.A. POUR E.P.A. LOT 126, RANG 2, STE-HELENE	Sainte-Hélène	P
01	1139625	970224	DEMANDE DE C.A. POUR UN E.P.A, LOT 228, RANG 2, STE-LUCE	Sainte-Luce	P
01	1139628	970225	DEMANDE DE C.A. E.P.A. LOT 38, RANG 11, TRINITE-DES-MONTS	Rimouski	V
01	1139630	970307	DEMANDE DE C.A. E.P.A. LOT 504, RANG 2, SAYABEC	Val-Brillant	M
01	1139629	970307	DEMANDE DE C.A. E.P.A. LOTS 260 ET 261, RANG 2, VAL-BRILLANT	Val-Brillant	M

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
01	1115535	970310	E.P.A. LOT P-142, RANG DES COTES, KAMOURASKA	Kamouraska	M
01	1139632	970312	DEMANDE DE C.A. E.P.A. LOT 409, RANG 3 BIC	Le Bic	M
01	1139612	970312	AGRANDISSEMENT D'UN E.P.A. AVEC CONST. D'UN LIEU D'ENT. DU FUMIER LOT 315, 3E RANG EST	Sainte-Luce	P
01	1139633	970314	E.P.A. LOTS 15-A, 16-F, RANG STE-BARBE	Saint-Bruno-de-Kamouraska	M
01	1139614	970318	AUGMENTATION DU NOMBRE D'U.A. EST CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREP. ÉTANCHE DU FUMIER LOT 192, AMQUI	Amqui	V
02	1107770	950721	CESSION C.A. LOT 166, 167, RANG 3, CANTON BAGOT, 1255 ST- JOSEPH, LA BAIE	La Baie	V
02	1131955	960422	CONSTRUCTION D'UN NOUVEL ETABLISSEMENT PROD. ANIMALE VACHES VEAUX	Chambord	M
02	1131945	960423	REMPLACEMENT DU TYPE D'ELEVAGE - LOT 21, RANG 8, CANTON SIGNAY, ALMA	Alma	V
02	1142003	961003	AGRANDISSEMENT D'UN ETABL. PROD. ANIMALE AVEC AUGMENTATION DU NOMBRE U.A. (LOT 32, P-33, 34, RG VII, CANTON LABARRE)	Alma	V
02	1142063	961016	AGRANDISSEMENT D'UN ETABLISSEMENT DE PROD. ANIMALE VACHES/VEAUX (LOT P55, 56, RG VII, CANTON TREMLBAY)	Saint-Honoré	M
02	1142010	961018	CONSTRUCTION D'UN NOUVEL ETABLISSEMENT PRODUCTION ANIMALE VACHERIE (LOT P-3, RG 2, CTON DABLON, ST-FRANÇOIS- DE-SALES	Saint-François-de-Sales	M
02	1142435	961212	EXPLOITATION NOUVEL ETABLISSEMENT DE PROD. ANI. (ECURIE POUR 11 CHEVAUX, LOT 42, RANG 3, CANTON TACHE, VILLE D'ALMA)	Alma	V
02	1142437	970107	ENTREPRENDRE L'EXPLOITATION D'UN ETABLISSEMENT ANI. EXISTANT, ELEVAGE MIXTE (LOT 40, RG 7, CANTON DALMAS)	Saint-Augustin	P
02	1142548	970228	AGRANDISSEMENT D'UN ETAB. PROD. ANIMALE AVEC AUG. U.A. LOT 19B, RG 3, CANTON DESMEULES	Saint-Félicien	V
02	1142542	970304	AGRANDISSEMENT D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE AVEC AUG. NOMBRE D'UNITES ANIMALES	Métabetchouan	V
02	1142551	970310	CONSTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE APRES INCENDIE 58 UA VACHES VEAUX, RANG B, CTON ROBERVAL	Roberval	V
03	1130931	970123	ACHAT PORCHERIE-ENGRAISSEMENT ET CONST. RESERVOIR LOT 34P	Québec	V
03	1127530	970129	CONSTRUCTION D'UNE CHEVRERIE (63 CHEVRES) AVEC POULAILLER INCLUS - FUMIER SOLIDE SUR LITIÈRE - 12,4 U.A. LOT 80	Saint-Augustin-de-Desmaures	M
03	1127531	970130	AGRANDISSEMENT D'UNE PORCHERIE AU FUMIER LIQUIDE PASSANT A 241,8 U.A. SUIDES - LOT 2-A, RANG IV	Saint-Hilarion	P

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
03	1127532	970205	AGRANDISSEMENT - PROLONGEMENT BAT. 1 ET CONSTRUCTION BAT. 2 2 PORCHERIES FUMIER LIQUIDE - 392,5 U.A. - LOT 319	Saint-Léonard-de-Portneuf	M
03	1127534	970206	AGRANDISSEMENT PAR CONSTRUCTION BAT. 4 ET 5 - SUIDES FUMIER LIQUIDE - 369,7 U.A. - LOT 160-162	Les Éboulements	M
03	1141437	970210	NOUVEL ETABLISSEMENT - VACHES LAITIÈRES - FUMIER SOLIDE 47,0 U.A. - LOT P-17	Saint-Alban	M
03	1141439	970221	SYSTEME DE TRAITEMENT DES PURINS AVEC BASSIN DE ROSEAUX CHEPTEL LAITIER 39.2 U.A. FUMIER SOLIDE LOT 10A ET 10B	Saint-Alban	M
03	1141438	970224	AGRANDISSEMENT D'UN ETABLISSEMENT EXISTANT, PASSANT A 84,4 U.A. FUMIER SOLIDE- LAITIER - LOT 138	Saint-Basile-Sud	VL
03	1141441	970305	AGRANDISSEMENT SANS AUGMENTATION D'U.A. - BOVINS LAITIERS 52,6 U.A. - FUMIER SOLIDE - LOT 159-160	Saint-Ubalde	M
04	1106162	950508	AGRANDISSEMENT SANS AUGMENTATION D'ANIMAUX	Drummondville	V
04	1120694	951106	AUGMENTATION D'U.A. PASSANT DE 78 A 85 U.A. DE VACHES LAITIÈRES, CONSTRUCTION D'UNE PLATE-FORME EN BETON MUNI D'UN TOIT	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	P
04	1120712	951124	EXPLOITATION D'UN POULAILLER	Saint-Nicéphore	M
04	1124887	960209	AGRANDISSEMENT D'UNE PORCHERIE ET CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Saint-Pierre-les-Becquets	M
04	1124953	960228	CONSTRUCTION DE DEUX PORCHERIES D'ENGRAISSEMENT DE 220 U.A. (1000 PORCS) SUR FUMIER SOLIDE	Lefebvre	M
04	1124946	960301	CONSTRUCTION SANS AUGMENTATION D'UNITÉS ANIMALES D'UNE ÉTABLE LAITIÈRE	Baie-du-Febvre	M
04	1129929	960326	REMPLACEMENT PASSANT A BOVILLON ET PORCS	Louiseville	V
04	1124965	960328	CESSION D'UN CERTIFICAT D'AUTORISATION	Sainte-Monique	P
04	1129783	960419	CHANGEMENT DU TYPE D'ELEVAGE ET CONSTRUCTION D'UNE FOSSE	Saint-Stanislas	M
04	1132733	960617	MODIFIER UN CERTIFICAT (DISTANCE DU COURS D'EAU)	Saint-Mathieu	P
04	1129685	960620	AGRANDISSEMENT D'UNE STRUCTURE D'ENTREPOSAGE	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	P
04	1129699	960628	CONSTRUCTION D'UNE CHEVRERIE	Saint-Élie	P
04	1129725	960702	CONSTRUCTION DE 2 PORCHERIES ABRITANT UN GRAND TOTAL DE 700 TRUIES (BAT #1,650 & #2,50) + CONSTRUCTION DE 2 FOSSES BETON	Grandes-Piles	VL
04	1129738	960709	AGRANDIR UN BATIMENT D'ELEVAGE ET CONSTRUCTION D'UNE STRUCTURE D'ENTREPOSAGE DE FUMIER	Durham-Sud	M
04	1129730	960717	CONVERSION DE FOSSE A PURIN EN BATIMENT TAMPON POUR LA FINITION DE PROCS A L'ENGRAIS SUR FUMIER SOLIDE	Wickham	M

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
04	1129760	960717	NOUVELLE CONSTRUCTION POUPONNIERE DE 1850 PORCELETS DE 5 A MOINS DE 20 KG & CONSTRUCTION D'UNE FOSSE	Wickham	M
04	1129773	960723	AGRANDISSEMENT D'UNE MATERNITÉ ET CONSTRUCTION D'UNE LAGUNE	Saint-Justin	P
04	1129774	960723	CONSTRUCTION D'UNE LAGUNE EN SOL	Saint-Justin	P
04	1129772	960725	REMPLACEMENT DE 30 VACHES LAITIÈRES PAR 247 PORCS (20-107KG)52,9 U.A. & PLANS ET DEVIS REQUIS AVEC REPARATIONS PR CONFOR	Saint-Guillaume	P
04	1129765	960726	AGRANDISSEMENT DE PORCHERIE DE 440 + 628 PORCS	Saint-Eugène	M
04	1129768	960729	EXPLOITER UNE ÉTABLE LAITIÈRE EXISTANTE	Baie-du-Febvre	M
04	1129769	960731	AGRANDISSEMENT PAR LA CONSTRUCTION D'UNE 2 IEME PORCHERIE ET 2 IEME FOSSE PASSANT DE 204,2 A 539,5 U.A. PORCS DE 20-107KG	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	P
04	1132737	960802	RÉPARATION D'UNE LAGUNE AUTORISÉE LE 15 NOVEMBRE 1987	Saint-Joseph-de-Maskinongé	P
04	1137798	960812	CONSTRUCTION D'UNE LAGUNE	Sainte-Sophie-de-Lévrard	P
04	1137797	960815	REMPLACEMENT DE 250 BOUVILLONS (BAT#1) PAR 925 PORCS DE 20- 108 KG(199,8 U.A.)BAT#1	Sainte-Séraphine	P
04	1129942	960816	NOUVEL ÉTABLISSEMENT DE 300 TRUIES ET CONST. DE FOSSE	Saint-Barnabé	P
04	1137093	960820	EXPLOITER UNE PORCHERIE DE 1000 PORCS	Louiseville	V
04	1137794	960820	AGRANDISSEMENT ET AUGMENTATION D'ANIMAUX POUR DES PORCHERIESAJOUT D'UNE POUPONNIERE	Saint-Guillaume	P
04	1137095	960822	AGRANDIR UNE ÉTABLE LAITIÈRE	Sainte-Ursule	P
04	1137789	960828	EXPLOITER UNE ECURIE	Saint-Tite	V
04	1137767	960829	REMPLACEMENT DE 75 TRUIES, 110 PORCELETS(7 A -20 KG) ET 600 PORCS DE 20-100 KG (145,2 U.A.) A 370 TRUIES (92,5 U.A.)	Inverness	VL
04	1132739	960829	NOUVELLE CONSTRUCTION D'UNE MATERNITÉ	Saint-Alexis-des-Monts	P
04	1137109	960910	CONSTRUCTION D'UN QUARANTAINE	Saint-Albert-de-Warwick	P
04	1137110	960910	CONSTRUCTION D'UNE QUARANTAINE	Sainte-Séraphine	P
04	1137786	960912	EXPLOITER UN ÉLEVAGE DE CAILLES, DE LAPINS ET DE BOVINS DE BOUCHERIE	Sainte-Cécile-de-Lévrard	P
04	1137100	960913	CONSTRUCTION POUR UN ÉLEVAGE DE DINDON	Bécancour	V
04	1137780	960917	CONSTRUCTION D'UNE ÉTABLE FROIDE POUR L'ELEVAGE DE VACHES DE BOUCHERIE	Notre-Dame-de-Lourdes	P
04	1133803	961003	AUGMENTATION D'ANIMAUX	Saint-Étienne-des-Grès	P



RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
04	1137770	961010	CONSTRUCTION D'UNE PORCHERIE DE 495,4 UNITÉS ANIMALES ET D'UN RESERVOIR A LISIER	Saint-Célestin	VL
04	1137772	961011	REMPLACEMENT DE 33,0 DE TRUIES PAR 85,3 U.A. DE PORCS A L'ENGRAIS (15-106KG)	Saint-Albert-de-Warwick	P
04	1143264	961029	AGRANDIR UN BATIMENT DE 200 BREBIS AVEC ENTREPOSAGE DU FUMIER SUR LE PLANCHER DU BATIMENT	Notre-Dame-de-Lourdes	P
04	1133812	961101	AGRANDISSEMENT ET CONSTRUCTION D'UNE FOSSE	Wickham	M
04	1133846	961106	RECONSTRUCTION ET AGRANDISSEMENT ET CONSTRUCTION D'UN RESERVOIR EN SOL	Sainte-Monique	VL
04	1143261	961111	AGRANDISSEMENT DE PORCHERIE	Saint-Samuel	P
04	1133847	961112	REMPLACEMENT DE 20 VACHES DE BOUCHERIE PAR 200 BREBIS	Saint-Rémi-de-Tingwick	P
04	1133850	961126	NOUVELLE CONSTRUCTION D'UNE PORCHERIE ABRITANT 2400 PORCELETS DE 8 A 18 KG ET D'UN RESERVOIR A LISIER	Durham-Sud	M
04	1143272	961128	AUGMENTATION D'ANIMAUX DE BOUCHERIE	Saint-Barnabé	P
04	1133839	961204	AGRANDISSEMENT AVEC REMPLACEMENT TYPE D'ANIMAUX PASSANT DE 450 PORCS ET 270 TRUIES A 600 TRUIES	Saint-Zéphirin-de-Courval	P
04	1133877	961211	AUGMENTATION D'U.A. A 64 U.A.	Warwick	CT
04	1133872	961217	NOUVEL ETABLISSEMENT 1000 PORCS RESERVOIR A LISIER	L'Avenir	M
04	1133841	961219	AGRANDISSEMENT DE 200 TRUIES A 200 TRUIES+ 576 PORCELETS ET 1334 PORCS	Saint-Jacques-de-Horton	M
04	1133842	961220	AGRANDISSEMENT PASSANT DE 80 TRUIES ET 600 PORCS A 252 TRUIES+ 350 PORCELETS ET 1800 PORCS (460 U.A.)	Lyster	M
04	1133876	961227	NOUVEL ETABLISSEMENT DE 1000 PORCS SUR LITIÈRE	Wickham	M
04	1143274	961230	AGRANDISSEMENT DE MATERNITE	Sainte-Anne-de-la-Pérade	M
04	1143277	961231	AGRANDISSEMENT ET CHANGEMENT DE PORCS ET TRUIES A TRUIES SEULEMENT	Sainte-Ursule	P
04	1133838	970117	NOUVEL ETABLISSEMENT DE 900 PORCS ENGRAIS RESERVOIR A LISIER	Saint-Samuel	P
04	1133837	970123	ACCROISSEMENT DE L'AIRE DE PLANCHER POUR 69,8 U.A. AMAS DE FUMIER AU SOL	Sainte-Perpétue	P
04	1143275	970124	CONSTRUCTION DE TROIS PORCHERIES	Saint-Thomas-de-Pierreville	P
04	1143276	970127	CONSTRUCTION D'UNE ECURIE POUR 4 CHEVAUX	Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet	P
04	1133873	970130	EXPLOITATION D'UN ELEVEGE VACHES LAITIÈRES DE 47,6 U.A. AMAS DE FUMIER DANS UNE PLATE-FORME AVEC MURETS EN SOL EXIST	Saint-Christophe-d'Arthabaska	P
04	1133874	970130	AGRANDISSEMENT A 81,8 U.A. VACHES LAITIÈRES AVEC RESERVOIR A LISIER LOT 743	Saint-Pierre-Baptiste	P

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
04	1133843	970203	AGRANDISSEMENT PASSANT DE 37 VACHES ET 16 TAURES A 110 VACHES VEAUX AMAS DE FUMIER AU SOL	Sainte-Françoise	M
04	1133882	970206	NOUVEL ETABLISSEMENT DE VEAUX DE LAIT+RESERVOIR A LISIER LOT 22D, 22E	Ham-Nord	CT
04	1133885	970206	REMPLACEMENT TYPE D'ELEVAGE DE 110 VACHES DE BOUCHERIE A 48,5 U.A. VACHES LAITIÈRES	Kingsey Falls	M
04	1133879	970206	REMPLACEMENT DE 220 TRUIES PAR 1000 PORCS	Saint-Germain-de-Grantham	VL
04	1133880	970207	AUGMENTATION D'U.A. PASSANT DE 191 A 326 VEAUX DE LAIT RESERVOIR A LISIER EN SOL-1996. CAPACITE??	Sainte-Perpétue	P
04	1133884	970210	NOUVEL ELEVAGE 8 CHEVAUX	Saint-Christophe-d'Arthabaska	P
04	1133883	970211	AGRANDISSEMENT DE 340 TRUIES ET PORCELETS A 604 TRUIES SOIT 133 A 151 U.A. FERME LA ROCHONNERIE NON CIDREQ?????	Lyster	M
04	1143278	970211	REMPLACEMENT DE VACHES A BREBIS	Saint-Barnabé	P
04	1133878	970211	EXPLOITER ELEVAGE DE 100 LAPINS ET 50 VEAUX DE GRAIN FUMIER AU SOL ET PURIN DANS BARILS...	Saint-Zéphirin-de-Courval	P
04	1143284	970213	NOUVEUA BATIMENT POULAILLER ET DINDONNERIE	Saint-Boniface-de-Shawinigan	VL
04	1143280	970213	RELOCALISATION D'UNE PORCHERIE	Saint-Léon-le-Grand	P
04	1143282	970213	AGRANDISSEMENT D'ETABLE A VACHES DE BOUCHERIE	Saint-Sévère	P
04	1143281	970214	MENAGERIE	Saint-Louis-de-France	V
04	1133916	970217	AGRANDISSEMENT PASSANT DE 26 + 41,8 U.A. DE BOVINS LAITIERS	Saint-Rémi-de-Tingwick	P
04	1143285	970217	AGRANDIS. PORCHERIE ET CONST. FOSSE à LISIER	Sainte-Monique	P
04	1133958	970218	NOUVEL ÉLEVAGE DE 60,5 U.A. DE BOVINS DE BOUCHERIE ÉTABLE + FAÇADE OUVERTE	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P
04	1133960	970220	REDUCTION D'U.A. AFIN D'ENTREPOSER LE LISIER DU VOISIN FERME MONFORT N/D: 7710-04-01-0827501	Saint-Pierre-Baptiste	P
04	1133957	970221	REMPLACEMENT DE VACHES LAITI+RES PAR VEAUX DE GRAINS	Saint-Christophe-d'Arthabaska	P
04	1133820	970224	RECONSTRUCTION APRES INCENDIE AVEC AGRANDISSEMENT PASSANT DE 52 A 85,0 U.A. DE BOVINS LAITIERS	Sainte-Perpétue	P
04	1133819	970226	AGRANDISSEMENT SANS AUGMENTATION D ANIMAUX POUR UNE ÉTABLE LAITIÈRE DE 42,8 U.A.	Baie-du-Febvre	M
04	1133818	970226	AGRANDISSEMENT D UNE BERGERIE PASSANT DE 250 BREBIS A 500 BREBIS	Fortierville	VL
04	1133821	970226	AUGMENTATION D ANIMAUX ET TRANSFORMATION D UNE PORCHERIE EN ÉTABLE POUR UN ÉTABLISSEMENT DE 76,8 U.A.	Sainte-Séraphine	P

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
04	1133959	970227	REMPLACEMENT DE VACHES A TRUIES, AGRANDISSEMENT POUR VACHES LAITIÈRES. N.B.DOSSIER TRAITÉ: AVEC 7710-04-01-0599702	Saint-Pierre-Baptiste	P
04	1133886	970303	RECONSTRUCTION APRES INCENDIE AVEC REHAUSSEMENT D'UN RESERVOIR A LISIER EXISTANT	Sainte-Monique	P
04	1133887	970312	AGRANDISSEMENT AVEC PLATE-FORME A FUMIER	Victoriaville	V
04	1133954	970314	AGRANDISSEMENT D'UNE CH+VRERIE	Saint-Raphaël-Partie-Sud	P
04	1133956	970318	REMPLACEMENT TYPE D'ÉLEVAGE DE VACHES LAITI+RES + VEAUX DE LAIT, PLATE-FORME A FUMIER EXISTANT	Sainte-Brigitte-des-Saults	P
04	1133955	970321	NOUVEL ÉLEVAGE DE CH+VRES LAITI+RES	Saint-Wenceslas	M
05	1114864	950616	ELEVAGE DE PORCS SUR FUMIER SOLIDE	Coaticook	V
05	1114870	950721	CHANGEMENT AU CERTIFICAT D'AUTORISATION DU 94-12-21	Coaticook	V
05	1116884	951121	NOUVELLE CONSTRUCTION PORCHERIE DE 2000 PORCS SUR LE LOT 31P, RANG 2, OTTER BROOK A MILAN	Nantes	M
05	1116894	960209	AGRANDISSEMENT D'UNE ETABLE FROIDE + AUGMENTATION DU NOMBRE D'ANIMAUX SUR LE LOT 24B, RANG VIII à LINGWICK	Lingwick	CT
05	1123246	960222	PROJET PORCHERIE - POUPONNIERE	Valcourt	CT
05	1123245	960226	PROJET ETABLE FROIDE, BOVINS DE BOUCHERIE	Potton	CT
05	1123251	960306	AGRANDIR ET AUGMENTER LE NOMBRE D'U.A. POUR UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE EXISTANT LOT P17, RANG A, WOTTON	Saint-Adrien	M
05	1123250	960306	NOUVELLE CONSTRUCTION D'UNE PORCHERIE COMPTANT COMME UN AGRANDISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE SUR LE LOT	Saint-Georges-de-Windsor	CT
05	1123267	960510	MODIFICATION D'UNE EXPLOITATION PASSANT DE VACHES LAITIÈRES A VACHES LAITIÈRES ET VEAUX DE LAIT	Saint-Ludger	VL
05	1123270	960516	NOUVELLE CONSTRUCTION ET EXPLOITATION D'UNE SCIERIE POUVANT ABRITER 4 CHEVAUX SUR LOT 600-2 DANS HATLEY (CT)	North Hatley	VL
05	1131350	960610	ELEVAGE DE PORCS SUR FUMIER SOLIDE	Saint-Isidore-d'Auckland	M
05	1131162	960822	AGRANDISSEMENT PORCHERIE-MATERNITE CONSTRUCTION PORCHERIE-ENGRAISSEMENT	Stukely-Sud	VL
05	1123293	960913	REHAUSSEMENT D'UN RESERVOIR A LISIER AFIN DE POUVOIR Y ENTREPOSER PLUS DE FUMIER	Lambton	M
05	1131113	960913	CONSTRUCTION D'UN SYSTEME D'ENTREPOSAGE DU FUMIER POUR UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE EXISTANT	Stoke	M
05	1131169	961003	NOUVELLE CONSTRUCTION ET EXPLOITATION D'UNE PORCHERIE D'ENGRAISSEMENT DE 1500 PORCS - LOT 20A PTIE, RANG II, BURY	Bury	M

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
05	1123292	961007	DEMANDE DE C.A. AFIN D'AGRANDIR UNE ETABLE EXISTANTE ET AUGMENTER LE NOMBRE D'ANIMAUX, LOT 20A, RANG VIII N-E	Sainte-Cécile-de-Whitton	M
05	1142942	961028	CONSTRUCTION D'UNE ETABLE FROIDE BOVINS BOUCHERIE	Wotton	M
05	1142940	961112	CONSTRUCTION D'UNE PORCHERIE D'ENGRAISSEMENT	Lawrenceville	VL
05	1142937	961115	CHANGEMENT DE TYPE D'ELEVAGE LOT P20, RANG V	Lambton	M
05	1142938	961115	AGRANDISSEMENT D'UNE ETABLE + AUGMENTATION D'ANIMAUX LOT 16B, RANG A	Lambton	M
05	1142939	961115	AGRANDISSEMENT + AUGMENTATION + CHANGEMENT TYPE D'ELEVAGE LOT 17B, RANG B	Lambton	M
05	1131154	961118	EXPLOITATION D'UN AGRANDISSEMENT	Barnston	CT
05	1142952	961210	EXPLOITATION D'UNE ETABLE FROIDE POUR BOVINS DE BOUCHERIE	Saint-Georges-de-Windsor	M
05	1131340	970107	EXPLOITATION D'UNE ETABLE - BOVINS DE BOUCHERIE	Cleveland	CT
05	1142951	970212	EXPLOITATION D'UNE CHEVRERIE	Shipton	M
05	1131159	970225	ENGRAISSEMENT 1500 PORCS	Martinville	M
07	7710070	960815	CA- NOUVELLE DEMANDE REDUCTION POLLUTION AGRICOLE LOT 6A, RANG V, CANTON ONSLOW	Pontiac	M
07	1138857	970304	CA- LOT 17A, RANG 4, LOCHABER OUEST AGRANDISSEMENT DU BATIMENT	Lochaber-Partie-Ouest	CT
08	1131457	961024	ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE - LOT 19, RANG III, CANTON PALMAROLLE	Gallichan	M
08	1131507	970210	EXPLOITATION AGRICOLE DE CHEVRES LAITIÈRES - LOT 11, RANG 5, LOT 10-P, RANG 6 ET ET LOT 11, RANG 6, CANTON CADILLAC	Cadillac	V
08	1131511	970214	CHANGEMENT DE TYPE D'ELEVAGE - PORCHERIE MATERNITE-ENGRAIS- SEMENT - LOT 480, RANG 2	Nédélec	CT
08	1131532	970317	ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE - LOT 9, RANGS 4 ET 5, CANTON PALMAROLLE	Gallichan	M
09	1132577	961029	EXPLOITATION D'UNE ECURIE SUR LE LOT 46-D-1, RANG II, CANTON BERGERONNES	Grandes-Bergeronnes	VL
09	1125445	970120	CONSTRUCTION ET EXPLOITATION D'UNE ECURIE DE 8 CHEVAUX, COORDONNEES UTM 5570000 M.N 369500 M.E	Rivière-au-Tonnerre	M
10	1112329	950523	LIEU D'ENTREPOSAGE DES FUMIERS POUR L'EXPLOITATION D'UN CEN-TRE EQUESTRE - LOT 15, RANG IX, CANTON OBALSKI A CHIBOUGAMAU	Chibougamau	V
12	1114174	950424	REVOCATION DE CA 7710-12-01/01035-03 EMIS LE 93/07/27	Saint-Patrice-de-Beaurivage	M
12	1114162	950505	CONSTRUCTION PORCHERIE 1000 PORCS ET LIEU ENTREPOSAGE LOT 963	Saint-Joseph-de-Beauce	V

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
12	1114183	950510	CONSTRUCTION D'UN RESERVOIR A LISIER LOT 9-P	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1114178	950512	EXPLOIT ETABLE ABRIANT 100 VACHES LAIT 15 VEAUX(0-2MOIS) ETUTIL PLATE-FORME FUMIER AVEC PUROT TRAITEM FUMIER COMPOSTS Q	Saint-Bernard	M
12	1115118	950605	EXPLOITATION ETABLE DE 25 GENISSES LAITIERE (18-26 MOIS) LO;T 6-P	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	P
12	1115104	950620	LOT 381	Saint-Bernard	M
12	1115079	950622	LOTS 266-267	Sainte-Marguerite	P
12	1115275	950707	CONSTRUCTION PORCHERIE SUR LITIERE, LOT 21-9	Saint-Éphrem-de-Beauce	P
12	1115299	950713	LOTS 532-P, 533-P ET 523-P	Cap-Saint-Ignace	M
12	1125693	950912	EXPLOITATION D'UNE ETABLE DE SUJETS LAITIERS ET CONSTRUCTIOND'UN RESERVOIR A LISIER, LOTS P434, P-435	Saint-Henri	M
12	1125699	950919	PORCHERIE ENGRAISSEMENT #7 LOT 330	Saint-Bernard	M
12	1125698	950919	MATERNITES : BATIMENT #5, #6, #8 LOT 330	Saint-Bernard	M
12	1125697	950919	ENGRAISSEMENT BATIMENT #4 LOT 330	Saint-Bernard	M
12	1125696	950919	MATERNITE BATIMENT #3 LOT 330	Saint-Bernard	M
12	1125695	950919	ETABLE LAITIERE ET UTILISATION D'UN RESERVOIR A LISIER BATIMENTS #1, #2, #9 LOT 330	Saint-Bernard	M
12	1125715	950921	LOT 14-P	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	P
12	1125730	951006	CONSTRUCTION ETABLE POUR 52 VACHES DE BOUCHERIE LOT 28-A	Saint-Pamphile	V
12	1125728	951026	LOT 19-A	Saint-Martin	P
12	1121059	951129	BAT #4 LOT 7PARTIE	Saint-Gilles	P
12	1121057	951129	BAT #2 LOT 7 PARTIE	Saint-Gilles	P
12	1121058	951129	BAT #1 LOT 7PARTIE	Saint-Gilles	P
12	1121018	951211	AGRANDISSEMENT ETABLE PASSANT DE 44U.A. VACHE DE BOUCHERIE A 67.5 UA DE BOUVILLON D'OCTOBRE A MAI CONST. PLATE-FORME	Saint-Isidore	M
12	1121019	951211	EXPLOITATION NOUVEL ETABLISSEMENT 69 BOUVILLONS ET UTILISA- TION D'UNE PLATE-FORME A FUMIER, LOT 414	Saint-Isidore	M
12	1121044	960111	CONSTRUCTION D'UNE PORCHERIE LOT 94-P	Saint-Joseph-des-Érables	M
12	1130385	960116	EXPL. MATERNITE 100 TRUIES AVEC CONSTRUCT. ABRI FUMIER PER- METTANT COMPOSTAGE, EPANDAGE SUR CHAMP EN CULTURE, LOT 602	Saint-Anselme	P

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
12	1121052	960125	CONSTRUCTION D'UNE PORCHERIE ENGRAISSEMENT, SUR LITIÈRE LOT 29	Saint-Patrice-de-Beaurivage	M
12	1121814	960205	LOT 486-P	Saint-Charles-de-Bellechasse	M
12	1121815	960205	LOT 486-P	Saint-Charles-de-Bellechasse	M
12	1121821	960208	REMPLACEMENT DU CHEPTEL D'UNE PORCHERIE- MATERNITE LOT 25-B, RANG 2, ST-MALACHIE	Saint-Malachie	P
12	1121832	960214	LOTS 465-P, 463-P	Saint-Jean-Port-Joli	M
12	1121854	960301	LOT 303	Saint-Charles-de-Bellechasse	M
12	1121879	960314	LOT P-13	Saint-Just-de-Bretenières	M
12	1121881	960314	LOT 162	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1121880	960314	LOT 162	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130281	960318	LOT 26	Saint-Antoine-de-Tilly	M
12	1130268	960320	LOT 131-P	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130273	960321	EXPL. PORCHERIE AVEC MODIFICATION CHEPTEL DE 515 TRUIES, 800PORCELETS A 675 TRUIES ET VERRATS, LOT 314-P	Sainte-Marguerite	P
12	1130274	960321	REMPLACEMENT TYPE D'ELEVAGE DANS ETABLE DE 120 UA DE BOUCHE-RIE PAS 160 TRUIES ET 400 PORCS A L'ENGRAIS, LOT 272	Sainte-Marguerite	P
12	1130327	960402	LOT 97-P	Saint-Lazare-de-Bellechasse	M
12	1130324	960402	LOT 722	Saint-Nérée	P
12	1130332	960404	CONSTRUCTION PORCHERIE ET RESERVOIR A LISIER, LOT 294-P	Saint-Isidore	M
12	1130331	960404	LOT 42	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	P
12	1130329	960410	AGRANDISSEMENT MATERNITE PORCINE ET UTILISATION D'UNE CAVE A LISIER, LOT 253-P	Saint-Patrice-de-Beaurivage	M
12	1130328	960410	AGRANDIS. D'UNE PORCHERIE D'ENGRAISSEMENT ET CONSTRUCTION D'UNE CAVE A LISIER, LOT 253-P	Saint-Patrice-de-Beaurivage	M
12	1130353	960412	AGRANDISSEMENT ET AUGMENTATION POUR UNE MATERNITE ET EN- GRAISSEMENT ET CONSTRUCTION D'UNE FOSSE, LOT 139	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130352	960412	AUGMENTATION D'ANIMAUX DANS LA MATERNITE, LOT 139	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130366	960423	EXPLOITATION ETABLE RECONSTRuite, UTILISATION PLATE- FORME AMONCELLEMENT FUMIER AU CHAMP, LOT 317	Saint-Gilles	P
12	1130381	960423	LOT 179	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	P
12	1130374	960426	ACCROIS. AIRE DE PLANCHER ET EXPL. ETABLE AVEC UTILISATION D'UNE PLATE-FORME ET RESERVOIR COMMUN, LOT 256-P	Saint-Elzéar	VL

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
12	1130801	960429	AGRANDISSEMENT SANS AUGMENTATION D'UNE PORCHERIE LOTS 343-346	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M
12	1130662	960503	CONSTRUCTION D'UNE ETABLE FROIDE LOT 129-P	Leclercville	VL
12	1130373	960503	AGRANDIS. ET EXPLOIT. D'UNE PORCHERIE AVEC UTILISATION D'UN RESERVOIR A LISIER - LOT 543-P CONCES. JUSTINIENNE EST	Saint-Isidore	M
12	1130608	960507	LOT 465	Saint-Jean-Port-Joli	M
12	1130605	960513	LOTS 271-P ET 272-P	Honfleur	M
12	1121947	960514	CONSTRUCTION PORCHERIE DE 1000 PORCS LOT 11-D, RANG 8, CANTON DE THETFORD, SACRE-COEUR-DE-MARIE	Sacré-Coeur-de-Marie-Partie-Sud	P
12	1130632	960517	CONSTRUCTION D'UNE PORCHERIE LOT 82-P	Saint-Agapit	M
12	1121951	960517	CONSTRUCTION ET EXPLOITATION D'UNE PORCHERIE ET UTILISATION D'UN RESERVOIR A LISIER, LOT 396, RG 6, CANTON CRANBOURNE	Saint-Odilon-de-Cranbourne	P
12	1121957	960522	AGRANDISSEMENT D'UNE PORCHERIE LOT 546	Saint-Anselme	P
12	1121962	960527	LOTS 21-P ET 22-P	Armagh	M
12	1121960	960528	EXPLOITATION SANS MODIFICATION LOT 461-P	Saint-Victor	VL
12	1121966	960528	PORCHERIE EXISTANTE LOT 375-P	Saint-Victor	VL
12	1121959	960528	PORCHERIE EXISTANTE LOT 42-P	Saint-Victor	VL
12	1121973	960603	AGRANDISSEMENT PORCHERIE ET CONSTRUCTION RESERVOIR LOT 19A-P	Sacré-Coeur-de-Marie-Partie-Sud	P
12	1121978	960610	AGRANDISSEMENT D'UNE PORCHERIE LOT 199-P, CONC. ST-PIERRE, ST-BERNARD	Saint-Bernard	M
12	1121977	960610	AUGMENTATION U.A. ET UTILISATION LIEU D'ENTREPOSAGE LOT 199-P, CONC. ST-PIERRE, ST-BERNARD	Saint-Bernard	M
12	1130646	960612	PLAINTÉ POUR EXPLOITATION SANS C.A. D'UNE ETABLE DE BOVINS	Saint-Agapit	M
12	1121991	960614	LOT P-293	Saint-Isidore	M
12	1136437	960619	AGRANDISSEMENT PORCHERIE ET MODIF. LIEU D'ENTREPOSAGE LOT 426-P, CONC. STE-ANNE, ST-ELZEAR	Saint-Elzéar	VL
12	1136439	960620	EXPLOITATION PORCHERIE EXISTANTE & UTILISATION RESERVOIR A LISIER EXISTANT, LOT 32-P, RANG ST-JACQUES	Saint-Séverin	P
12	1130873	960625	VERIFIER RESPECT DU C.A. RELATIF AU PROJET D'AGRAND. DE L'ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE A STE-CLAIRE	Saint-Isidore	M
12	1130874	960625	VERIFICATION DU CHEPTÉL SI EN ACCORDANCE AVEC LE CA DU 2 SEPTEMBRE 1994	Sainte-Claire	M
12	1130836	960702	PLAINTÉ POUR CONTAMINATION D'UN COURS D'EAU PAR UNE ETABLE DE BOVINS LAITIERS	Saint-Charles-de-Bellechasse	M

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
12	1130835	960702	PLAINTÉ POUR CONTAMINATION D'UN COURS D'EAU ET POUVANT PROVENIR DU FUMIER D'UNE ÉTABLE DE VEAUX DE LAIT	Saint-Charles-de-Bellechasse	M
12	1099481	960702	CONST. ET EXPL. MATERNITE PORCINE AVEC CONST. RESERVOIR A LISIER COMMUN, LOT 238-P, RANG IV	Saint-Odilon-de-Cranbourne	P
12	1130678	960703	LOTS 720-722	Saint-Nérée	P
12	1130684	960703	LOT 501	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	P
12	1130878	960704	PORCHERIE D'ENGRAISSEMENT ET LIEU D'ENTREPOSAGE LOTS 207-209	Sainte-Hénédine	P
12	1130884	960704	PORCHERIE D'ENGRAISSEMENT ET LIEU D'ENTREPOSAGE	Sainte-Hénédine	P
12	1130883	960704	PORCHERIE D'ENGRAISSEMENT ET LIEU D'ENTREPOSAGE LOTS 207-209	Sainte-Hénédine	P
12	1130882	960704	ENGRAISSEMENT PORCIN ET LIEU D'ENTREPOSAGE LOTS 207-209	Sainte-Hénédine	P
12	1130881	960704	MATERNITE PORCINE ET LIEU D'ENTREPOSAGE 209-210	LOTS Sainte-Hénédine	P
12	1130879	960704	MATERNITE PORCINE ET LIEU D'ENTREPOSAGE 209-210	LOTS Sainte-Hénédine	P
12	1130877	960704	PORCHERIE D'ENGRAISSEMENT ET LIEU D'ENTREPOSAGE LOTS 207-209	Sainte-Hénédine	P
12	1130880	960704	MATERNITE PORCINE ET LIEU D'ENTREPOSAGE 209-210	LOTS Sainte-Hénédine	P
12	1099479	960705	CONSTRUCTION, LOT 46-P	Saint-Philémon	P
12	1136457	960711	CONSTRUCTION PORCHERIE ET RESERVOIR A LISIER 41, RANG 6, ST-CAMILLE	LOT Saint-Camille-de-Lellis	P
12	1136460	960712	LOT 216	Saint-Odilon-de-Cranbourne	P
12	1136462	960717	CONST. POUPONNIERE EDOUARD, ST-BERNARD, LOT 149	CONC. ST- Saint-Bernard	M
12	1136463	960717	CONST. POUPONNIERE ST-EDOUARD, ST-BERNARD	LOT P-149, CONC. Saint-Bernard	M
12	1136464	960717	CHANGEMENT DE TYPE D'ELEVAGE CONC. ST-GEORGES, ST-BERNARD	LOT P-273, Saint-Bernard	M
12	1136465	960717	CHANGEMENT DE TYPE D'ELEVAGE CONC. ST-GEORGES, ST-BERNARD	LOT 273, Saint-Bernard	M
12	1136485	960719	LOT 39	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130701	960724	LOT 435	Honfleur	M
12	1136497	960726	TRANSFOR. POULAILLER EN PORCHERIE POUR PORCS SUR LITIRE LOT 491	Saint-Gervais	M



RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
12	1136496	960730	CONSTRUCTION & EXPLOITATION PORCHERIE, CONSTRUCT. RESERVOIR A LISIER, LOT 1, RANG 5 NORD-EST, ST-PROSPER	Saint-Prosper	M
12	1136501	960802	AGRANDISSEMENT PORCHERIE ET CONSTRUCTION RESERVOIR A LISIER LOT 248, CONC. GRANDE-LIGNE, STE-HENEDINE	Sainte-Hénédine	P
12	1130735	960808	EXPLOITATION ILLÉGALE D'UNE PORCHERIE DANS UN BATIMENT DESAFFECTE	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M
12	1136504	960809	CONST. RESERVOIR A LISIER LOT 389-P, RANG 6, ST-ODILON	Saint-Odilon-de-Cranbourne	P
12	1136538	960809	CONSTRUCTION RESERVOIR A LISIER LOT 389-P, RANG 6, ST-ODILON	Saint-Odilon-de-Cranbourne	P
12	1136508	960812	CONSTRUCTION D'UNE PORCHERIE	Saint-Joseph-des-Érables	M
12	1136511	960813	CHANGEMENT DU TYPE D'ELEVAGE DE BOVINS LAITIERS EN PORCS A L'ENGRAIS, LOT 31, RANG 1, FRAMPTON	Saint-Édouard-de-Frampton	P
12	1130719	960813	VERIFIER PLAINTÉ POUR EPANDAGE ABUSIF, TERRAIN LONGEANT ROUTE MGR BOURGET, ST-JOSEPH-PTE-LEVY	Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	P
12	1130706	960815	LOT 704 P	Saint-Nérée	P
12	1136513	960815	AGRANDISSEMENT ETABLE SUR FUMIER SOLIDE & AMENAGEMENT D'UN MILIEU ETANCHE, LOT 124, RANG 6 NORD-EST, ST-PROSPER	Saint-Prosper	M
12	1130741	960816	PLAINTÉ CONCERNANT LE DEVERSEMENT DE LISIER RIVIERE BOYER, ST-GERVAIS (FERME MARGO INC.)	Saint-Bernard	M
12	1130710	960820	CONSTRUCTION D'UN ENGRAISSEMENT LOT 55 P	Saint-Gilles	P
12	1136518	960823	AGRANDISSEMENT ETABLISSEMENT (VACHES, CHEVAUX, LAPINS) LOT 8-C, RANG 7, CANTON BROUGHTON	East Broughton	M
12	1130721	960823	PLAINTÉ CONCERNANT EXPL. PORCHERIE SANS CA	Saint-Henri	M
12	1130739	960830	LOTS 407-409	Saint-Jean-Port-Joli	M
12	1136528	960909	LOT 219	Saint-Jean-de-la-Lande	P
12	1130720	960911	PROGRAMME DE VERIFICATION	Saint-Étienne-de-Lauzon	M
12	1130740	960911	PROGRAMME DE VERIFICATION	Saint-Étienne-de-Lauzon	M
12	1130722	960911	TRANSFORMATION D'UNE MATERNITE EN ENGRAISSEMENT LOT 192	Saint-Gilles	P
12	1130723	960911	CONSTRUCTION D'UNE PORCHERIE MATERNITE LOT 93	Saint-Gilles	P
12	1130725	960911	PROGRAMME DE VERIFICATION	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130724	960911	PROGRAMME DE VERIFICATION	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130747	960917	AGRANDISSEMENT DE L'ETABLE CHAUDE LOT 139 P	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130750	960919	ACHAT DE FERME LOT 328, CONC. STE-CLAIRE SUD-OUEST, STE-CLAIRE	Sainte-Claire	M

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
12	1136534	960923	CONSTRUCTION D'UN RESERVOIR	Saint-Frédéric	P
12	1130799	960924	CONST. PORCHERIE DE 1000 PORCS CONC. JEAN-GUERIN SUD-OUEST, ST-HENRI	LOT 632-P, Saint-Henri	M
12	1130765	960924	LOT 327	Sainte-Agathe	P
12	1130755	961015	CONSTRUCTION D'UNE PORCHERIE ENGRAISSEMENT LOT 632-P	Saint-Henri	M
12	1130775	961021	MODIFICATION DE L'ETABLE ET AUGM. D'UNITES ANIMALES LOT 453	La Durantaye	P
12	1136548	961022	ACHAT DE FERME GHISLABELLE PAR PORCITE INC., LOT 240	FERME LAIT Saint-Elzéar	M
12	1130778	961022	BAISSE DU NOMBRE D'UNITES ANIMALES	LOT 16 Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130776	961022	AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITES ANIMALES 183	LOT Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130777	961022	AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITES ANIMALES 183	LOT Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130773	961023	JULIEN CLAUDE	Saint-Édouard-de-Lotbinière	P
12	1136555	961106	AMENAGEMENT D'UN BATIMENT EN PORCHERIE (PORCS SUR LITIERE) & UTILISATION ABRI A FUMIER, LOT 169-P, RANG ST- GEORGES	Saint-Bernard	M
12	1136554	961106	AMENAGEMENT D'UN BATIMENT EN PORCHERIE (PORCS SUR LITIERE) & CONSTRUCTION ABRI A FUMIER, LOT 169-P, RANG ST- GEORGES	Saint-Bernard	M
12	1136557	961106	AUGMENTATION DU NOMBRE DE POULES PONDEUSES LOT 24-C, RANG 8, SAINT-GEDEON	Saint-Gédéon	VL
12	1130791	961111	MODIF. D'UNE MATERNITE EN ENGRAISSEMENT SANS AUG. LOT 499-500	Saint-Gervais	M
12	1136563	961121	CONST. STRUCTURE D'ENTREPOSAGE POUR BOVINS LAITIERS LOT 379-P, RANG VI, ST-ODILON-DE-CRANBOURNE	Saint-Odilon-de-Cranbourne	P
12	1130800	961122	LOT 65	Saint-Gilles	P
12	1136569	961126	REAMENAGER PORCHERIE EXISTANTE ET AGRANDIR LOT 12	Saint-Frédéric	P
12	1136577	961206	ACHAT D'UN POULAILLER DE POULETS A GRILLER	La Guadeloupe	VL
12	1136576	961206	ACHAT D'UN POULAILLER (POULETS A GRILLER)	La Guadeloupe	VL
12	1130897	961209	LOT 121	Leclercville	VL
12	1136578	961209	CONSTRUCTION ETABLE REALISÉE ILLEGALEMENT 46-P, RANG 3, CANTON MONTMINY, ST-PHILEMON	LOT Saint-Philémon	P
12	1130895	961210	VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX DE CONST. D'UN RESERVOIR A LISIER, LOT 586	Saint-Gervais	M

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
12	1136583	961211	AGRAND. VACHERIE ET CONST. LIEU D'ENTREPOSAGE LOT 845	Sainte-Marie	V
12	1130901	961213	LOT 193	Saint-Charles-de-Bellechasse	M
12	1130910	961213	LOT 96	Saint-Sylvestre	P
12	1130911	961213	LOT 96	Saint-Sylvestre	P
12	1130909	961213	REAMENAGEMENT DE PORCHERIE-POUPONIERE EN PORCH- MATERNITE LOT 96	Saint-Sylvestre	P
12	1145401	961216	CONSTRUCTION D'UNE STRUCTURE D'ENTREPOSAGE LOT 406-P, CONC. ST-JEAN, ST-BERNARD	Saint-Bernard	M
12	1130905	961216	CONST. ET EXPL. PORCHERIE D'ENGRAIS. ET CONST. LIEU D'ENTR. LOT 210	Saint-Gilles	P
12	1139603	961223	CONSTRUCTION D'UNE QUARANTAINE POUR LA MATERNITE	Saint-Bernard	M
12	1130918	961230	LOT 208	Cap-Saint-Ignace	M
12	1130923	970115	MODIF. DE LA REGIE D'ELEVAGE POUR UN ELEVAGE SUR LITIERE LOT 362	Montmagny	V
12	1130951	970116	DUBE GUYLAINE	Saint-Gilles	P
12	1130952	970116	LOT 7	Saint-Gilles	P
12	1130932	970127	LOT 12	Disraeli	V
12	1130936	970131	DEMANDE DE CESSON DE CA DE ALIMENTS BRETON INC. A FERME EN BON POINT ENGRAISSEMENT ENR. (S. GINGRAS)	Saint-Isidore	M
12	1130938	970204	MODIF. DU CA DU 96-05-02, BATIMENT DÉMÉNAGÉ DE 15' EN DIRECTION DU SUD-EST, LOT 192	Saint-Henri	M
12	1130939	970205	CONST. MATERNITE PORCINE ET ENGRAISSEMENT ET RESERVOIR A LISIER, LOT 468 PARTIE	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	P
12	1130937	970205	AGRAND. BATIMENT ET AUG. D'U.A. RANG 2, LOTS 464-465, ST-AUBERT	Saint-Aubert	M
12	1130940	970205	LOT 144	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M
12	1130922	970205	LOT 144	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M
12	1130942	970206	LOT 599	Saint-Anselme	VL
12	1130943	970212	LOT 472	Saint-Gervais	M
12	1130946	970212	LOT 402	Saint-Henri	M
12	1130944	970212	LOT 4	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130945	970212	LOT 4	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P
12	1130947	970214	LOT 192	Saint-Patrice-de-Beaurivage	M
12	1130953	970217	DEMERS GAETAN	Saint-Édouard-de-Lotbinière	P

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
12	1130934	970221	LOT 411	Saint-Henri	M
12	1130961	970227	LOT 31	Saint-Aubert	M
12	1130547	970304	LOT 197	Saint-Lazare-de-Bellechasse	M
12	1130548	970304	LOT 197	Saint-Lazare-de-Bellechasse	M
12	1130963	970311	LOT 513	Sainte-Louise	P
12	1130974	970314	LOTS 347-348	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M
12	1130976	970317	LOT 137	Saint-Vallier	M
12	1130973	970318	LOTS 86-87	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	P
14	1120470	950725	REPARATION DE LA STRUCTURE D'ENTREPOSAGE	Saint-Thomas	M
14	1094960	960125	AGRANDISSEMENT D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE BOVINS DE BOUCHERIE	Sainte-Mélanie	M
14	1117423	960412	EXPLOITATION D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE ET CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE DES FUMIERS	Saint-Jacques	VL
14	1117497	960522	EXPLOITATION D'ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUIDES + CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Mascouche	V
14	1117544	960610	EXPLOITATION D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUIDES	Saint-Roch-de-l'Achigan	P
14	1117546	960621	EXPLOITATION D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUIDES ET AMENAGEMENT D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Saint-Esprit	P
14	1117583	960627	CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE DES FUMIERS	Saint-Esprit	P
14	1117578	960628	AGRANDISSEMENT D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUIDES PASSANT DE 46 U.A A 88.6 U.A	Saint-Roch-de-l'Achigan	P
14	1117585	960703	AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITES ANIMALE DE SUIDES	Saint-Roch-de-l'Achigan	P
14	1117659	960717	AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITES ANIMALES DE SUIDES	Saint-Roch-Ouest	M
14	1117662	960718	EXPLOITATION D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUIDES EN CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE 500 PORCS	Saint-Roch-de-l'Achigan	P
14	1117698	960812	AGRANDISSEMENT D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE BOVID(S)	L'Épiphanie	P
14	1117699	960812	AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITES ANIMALES DE GALLINACES	Saint-Félix-de-Valois	P
14	1117705	960816	EXPLOITATION D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUID(S)	Saint-Gabriel-de-Brandon	P
14	1117719	960823	AGRANDISSEMENT D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUIDES	Saint-Alexis	P

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
14	1117739	960909	NOUVEL ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUIDES EN CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Saint-Alexis	P
14	1117765	960910	AGRANDISSEMENT D'ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DES SUIDES ET MODIFICATION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Saint-Alexis	P
14	1134028	960917	NOUVEL ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUIDÉS	Saint-Esprit	P
14	1119629	961023	AGRANDISSEMENT D'UN ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE D'ÉQUIDÉS	Mascouche	V
14	1119626	961031	AGRANDISSEMENT D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE ET CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Saint-Alexis	P
14	1117436	961108	EXPLOITATION D'UN NOUVEL ÉTABLISSEMENT DE SUIDÉS	Sainte-Élisabeth	P
14	1134003	961113	EXPLOITATION D'UN ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE D'ÉQUIDÉS	Saint-Liguori	P
14	1134234	961114	AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES DE GALLINACÉS	Saint-Lin	M
14	1134235	961118	NOUVEL ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUIDÉS (LOT P-296) RIVIERE NORD	Sainte-Julienne	P
14	1134001	961120	EXPLOITATION D'UN ÉTABLISSEMENT SERVANT DE PRODUCTION DE BÉRUIDÉS ET DE SUIDÉS	Rawdon	CT
14	1134157	961129	ACHAT DE LA FERME PORC A PORC(9006-6630QUÉBEC INC.)PAR DOMINIQUE TURCOT&MARIE-JOSÉE LAZURE (LOT 511 CADASTRE ST-THOMAS)	Saint-Thomas	M
14	1134158	961209	DEMANDE DE C.A. POUR EXPLOITATION D'UN ÉLEVAGE DE FAISANS LOT 353, CADASTRE PAROISSE ST-THOMAS	Saint-Thomas	M
14	1134161	961219	DEMANDE C.A.VISANT L'ACHAT&L'EXPLOITATION DE L'ETABLISSEMENTDE YVAN ROCHON. PORCHERIE DE 1500PORCS A L'ENGRAIS LOT P-223	Saint-Roch-de-l'Achigan	P
14	1134010	961220	NOUVEL ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE DE SUIDÉS (221, 2 V.A)	Laurentides	V
14	1134011	970115	RECONSTRUCTION D'UNE ÉTABLE SUITE A UN INCENDIE ET CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Saint-Esprit	P
14	1134163	970121	CONSTRUCTION D'UNE MATERNITÉ ET D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE DES FUMIERS	Saint-Roch-de-l'Achigan	P
14	1134239	970130	CONSTRUCTION D'UN NOUVEL ÉTABLISSEMENT DE SUIDÉS ET EXPLOITATION CONSTRUCTION D'UNE STRUCTURE D'ENTREPOSAGE	Saint-Didace	P
14	1134166	970211	CONSTRUCTION NOUVELLE PORCHERIE(2000)PORCS&RÉSERVOIR à LISIELOT 640,RANG DES CONTINUATIONS, CADASTRE PAR. STE-JULIENNE	Saint-Jacques	P
14	1134243	970212	AGRANDISSEMENT D'UNE POUPONNIÈRE	Sainte-Julienne	P
14	1134245	970214	AGRANDISSEMENT D'UN ÉTABLISSEMENT DE BOVIDÉS CONTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Saint-Félix-de-Valois	P

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
14	1134242	970218	AUGMENTATION DU NOMBRE DU A ET CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Rawdon	CT
14	1134244	970218	EXPLOITATION D'UN BÂTIMENT ABRIANT 50 PORCS à L'ENGRAIS	Saint-Alexis	P
14	1134246	970307	CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Saint-Cuthbert	P
14	1134247	970312	AGRANDISSEMENT D'UN POULAILLIER	Saint-Gabriel-de-Brandon	P
14	1134249	970317	A VENIR	Saint-Ignace-de-Loyola	P
14	1134248	970317	CONSTRUCTION D'UN LIEU D'ENTREPOSAGE	Saint-Norbert	P
15	1103146	950920	EXPLOITATION D'UN NOUVEL ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE LOTS P-12 ET P-13 DU RANG 7 CADASTRE MORIN	Val-David	VL
15	1103514	960123	AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITES ANIMALES / LOT 8, RANG 1 CAMPBELL - MONT-LAURIER	Mont-Laurier	V
15	1103533	960328	EXPLOITATION DE DEUX ÉTABLISSEMENTS DE PRODUCTION ANIMALE LOT 30-142 / MIRABEL	Mirabel	V
15	1104921	960429	AGRANDISSEMENT ÉTABLE NO.2 - BOVINS DE BOUCHERIE LOTS 30-75 ET 30-77, CÔTE ST-LOUIS, CADASTRE DE MIRABEL	Mirabel	V
15	1104925	960507	CONSTRUCTION ET EXPLOITATION D'UN NOUVEL ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE (ÉCURIE) / LOT 27B RANG 8	Grenville	CT
15	1128070	960605	EXPLOITATION D'UN ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE LOT P-13A-1, RANG 7 SUD	Amherst	CT
15	1107051	960607	AGRANDISSEMENT D'UN ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE LOTS 630, 631 ET 632 / ST-ANDRÉ D'ARGENTEUIL	Saint-André-d'Argenteuil	P
15	1106985	960715	AGRANDISSEMENT D'UN ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE LOT 41, RANG 9 DUDLEY	Lac-du-Cerf	M
15	1104989	960916	CONSTRUCTION NOUVEL ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE LOT 389	Mirabel	V
15	1106869	961015	AUGMENTATION ET EXPLOITATION / ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE / LOT 82 NORD-OUEST RIVIÈRE ROUGE	Marchand	M
15	1106871	961015	CONSTRUCTION ET EXPLOITATION ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE / LOT 30-250	Mirabel	V
15	1106980	961108	EXPLOITATION DE 3 ÉTABLISSEMENTS DE PRODUCTION ANIMALE LOT 15-136	Mirabel	V
15	1103459	961118	CONSTRUCTION & EXPLOITATION D'UN NOUVEL ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE / LOTS P-31, P-32, RANG XI	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	P
15	1106891	961128	CONSTRUCTION & EXPLOITATION D'UN ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE / LOT P-323	Prévost	M
15	1106901	961203	CONSTRUCTION & EXPLOITATION / ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE - LOT P-351 MOREL	Sainte-Sophie	M
15	1106910	970107	AGRANDISSEMENT / EXPLOITATION ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE / LOT 683	Mirabel	V

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
15	1081697	970114	EXPLOITATION / ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE LOTS 65 - 66 - 67 ROUTE ARTHUR-SAUVE (ST-AUGUSTIN) MIRABEL	Mirabel	V
15	1106931	970303	EXPLOITATION D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE LOT 19-125	Mirabel	V
16	1108415	950516	AGRANDISSEMENT D'ÉTABLE SUR LE LOT 652, RANG II	Saint-Anicet	P
16	1113389	950614	EXPLOITER	Sainte-Brigide-d'Iberville	M
16	1113304	950616	AGRANDISSEMENT	Saint-Pie	P
16	1108323	950727	ERIGER	Saint-David	P
16	1113323	950801	EXPLOITER UN ETABLISSEMENT AGRICOLE	Saint-Liboire	VL
16	1126158	950908	EXPLOITER - LOT 213	Saint-Simon	P
16	1126173	950911	EXPLOITER UN ETABLISSEMENT AGRICOLE	Saint-Liboire	M
16	1121731	950918	EXPLOITER - LOTS 315, 316 ET 317	Saint-Jude	M
16	1121772	951012	EXPLOITER - LOT 30	Saint-Paul-d'Abbotsford	P
16	1126088	951219	EXPLOITER UN ETABLISSEMENT AGRICOLE - LOT 206	Saint-David	P
16	1126050	960117	EXPLOITER UN ETABLISSEMENT AGRICOLE - LOT P-159, CADASTRE DELA PAROISSE DE ST-GEORGES-D'HENRYVILLE	Henryville	M
16	1126036	960123	EXPLOITER UN ETABLISSEMENT AGRICOLE	Saint-Marcel-de-Richelieu	M
16	1101173	960125	REMPLACER POUR 300 PORCS ENGRAISSEMENT, SUR FUMIER SOLIDE, LOT P-104	Saint-Alphonse	P
16	1126016	960126	EXPLOITER UN ETABLISSEMENT AGRICOLE - LOT P-153	Sainte-Rosalie	P
16	1126028	960214	EXPLOITER - LOT P-262	Saint-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River	M
16	1121628	960228	EXPLOITER - LOT 183, PAROISSE DE STE-BRIGIDE-D'IBERVILLE	Sainte-Brigide-d'Iberville	M
16	1101187	960319	EXPLOITER CHEVAUX ET LAPINS, LOT 12E	Sainte-Cécile-de-Milton	CT
16	1123646	960416	AGRANDIR - LOT P-408	Saint-Liboire	VL
16	1108009	960418	MODIFICATION DE PRODUCTION DE SUIDES POUR EXPLOITER 384,5 U.A. DE SUIDES, LOT P-637, GRANBY CT	Granby	V
16	1101197	960423	EXPLOITER 1100 PORCS A L'ENGRASSEMENT, SUR LE LOT 182	P- Saint-Éphrem-d'Upton	P
16	1108077	960606	EXPLOITER DES PORCELETS SUR LE LOT 2D	Sainte-Cécile-de-Milton	CT
16	1108083	960614	ACHAT D'UNE FERME POUR INSTALLER UNE PORCHERIE, LOT P- 490 RANG ST-JOSEPH, DUNHAM (V)	Dunham	V
16	1133378	960619	AGRANDIR - LOT P-76	Saint-Hugues	M
16	1133398	960626	AGRANDIR - LOT 67	Saint-Louis	P

RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
16	1108122	960702	AGRANDIR ET CONSTRUIRE UN LIEU D'ENTREPOSAGE, LOT P-896	Béthanie	M
16	1133311	960801	AUGMENTER - LOT P-215	Saint-Césaire	P
16	1123675	960807	REMPLECEUR - LOT P-28	Sainte-Rosalie	P
16	1123695	960808	ERIGER - LOT P-795	Saint-David	P
16	1108562	960814	ETABLIR UNE PORCHERIE D'ENGRAISSEMENT (500 U.A.) ET UNE FOSSE A PURIN - LOT P-454	Saint-Anicet	P
16	1123661	960819	EXPLOITER - LOT 421	L'Ange-Gardien	VL
16	1121539	960819	EXPLOITER 240 VEAUX DE LAIT, LOT 434	Saint-Nazaire-d'Acton	P
16	1108188	960823	CONSTRUIRE LIEU D'ENTREPOSAGE POUR 57,4 U.A. BOVINS LAITIERS SUR FUMIER SOLIDE, LOT P-1560, BEDFORD (CT)	Bedford	CT
16	1121540	960905	CONSTRUIRE LIEU D'ENTREPOSAGE POUR 225 TRUIES, 200 PORCELETS A 20 KG, LOT P-226, STANBRIDGE-STATION	Stanbridge Station	M
16	1133609	960910	AUGMENTER POUR 30 VACHES DE BOUCHERIE ET LES SUJETS DE REMPLACEMENT, LOT 64	Stanbridge Station	M
16	1133625	960924	AGRANDIR BATIMENT D'ELEVAGE ET AUGMENTER DE 34,6 48,5 U.A., LOT 151	A Sainte-Cécile-de-Milton	CT
16	1135752	960927	AUGMENTER LE CHEPTEL DE 1500 PORCS - LOT 374	Sainte-Hélène-de-Bagot	M
16	1135763	961003	ETABLIR UNE POUPONNIERE DE 1850 PORCELETS < 20 KG	Saint-Pie	P
16	1133633	961004	EXPLOITER BATIMENT D'ELEVAGE DE BOVIDES DE BOUCHERIE DE 49 U.A., LOT P-270	Roxton Falls	VL
16	1135776	961015	NOUVEL ETABLISSEMENT POUR 2998 PORCS - LOT 200	L'Acadie	M
16	1135779	961022	CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE FOSSE, 15,24 X 3,66, LOT 274	Sainte-Angèle-de-Monnoir	P
16	1133652	961029	CONSTRUIRE ETABLE POUR ABRITER 100 CHEVRES LAITIERS LOT P-424, STE-CHRISTINE (P)	Sainte-Christine	P
16	1133669	961115	ERIGER UNE PORCHERIE DE 250 TRUIES A SEVRAGE HATIF - ET CONSTRUIRE LIEU D'ENTREPOSAGE LOT 247, RAINVILLE (SD)	Farnham	V
16	1144022	961118	ETABLIR UNE PORCHERIE POUR 1500 PORCS - LOT 405	Saint-David	P
16	1133693	961206	AGRANDIR UN BATIMENT D'ELEVAGE, LOT P-231	Farnham	V
16	1133704	961216	AUGMENTATION A 1300 TRUIES, LOTS P-388, 7E RANG	Rainville	M
16	1133706	961216	LOT 382 P, MUN. CANTON ROXTON, 500 PORCS SUR FUMIER SOLIDE	Roxton	CT
16	1133705	961216	AUGMENTER A 1400 TRUIES, LOT P-2635	Saint-Ignace-de-Stanbridge	P
16	1133710	970106	ERIGER 2 BATIMENTS POUR 1000 PORCS SUR FUMIER SOLIDE, LOT P-482	Saint-André-d'Acton	P
16	1133026	970204	EXPLOITER UNE ÉTABLE SUR LITIÈRE POUR CHEVRE LOT- P-252	Saint-Télesphore	P



RÉGION	DEMANDE	REÇU	OBJET	NOMMUNICIP	
16	1133030	970213	AGRANDISSEMENT D'UN ÉLEVAGE DE VACHES LAITIÈRES	Dundee	CT
16	1133036	970304	MODIFICATION D'ÉLEVAGE ET AJOUT DE 20 HUCHES EN PLASTIQUE	Saint-Anicet	P

**DIRECTION DES AFFAIRES RÉGIONALES**  
**DEMANDES DE C.A. RELATIVES À LA PRODUCTION PORCINE<sup>1</sup>**

Région	Projets autorisés entre le 30 sept. et le 14 mars 97 16 h 30	Nombre autorisé de u.a. depuis le 30 sept. 96	Projets à l'étude au 14 mars 97 16 h 30 Nb dossiers	Lieu d'entreposage à l'étude Nb dossiers	Cession Transfert à l'étude Nb dossiers	Diminution Révocation Aucune augmentation de u.a. à l'étude Nb dossiers	Nombre de dossiers à l'étude comportant une augmentation de u.a.			Nb demandé de u.a. des projets à l'étude
							1-100	101-200	201-600	
01	3	360	18	1	0	1	3	1	12	3969,7
02	4	174	0	0	0	0	0	0	0	0
03	3	457	8	3	1	1	0	0	3	1004
04	18	1954	49	2	0	12	17	7	11	4551
05	5	1729	10	0	0	0	3	3	4	1945
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
08	4	588	2	0	0	0	0	1	1	699
09	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	0	3	0	0	0	3	0	0	2,5
12	105	5986	176	37	14	24	66	20	15	9756
13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	11	1442,8	24	0	0	6	9	3	6	2725
15	3	192	1	0	0	0	0	1	0	170
16	64	1894,7	72	1	7	16	29	10	9	6894,7
TOTAL	220	14777,5	363	44	22	60	130	46	61	31716,9

\* Projets autorisés entre le 21 août et le 30 septembre 1996 : 72

24 mars 1997

**QUESTION 44.**

**1-Ferme Carole Pelland inc.**

- a) Date de la reception: 10 mars 1994
- b) Nature de la demande: agrandissement d'un établissement de production animale (production avicole).
- c) Nombre d'unités animales: environ 1100 unités animales.
- d) Municipalité: Saint-Gabriel-de-Brandon

**2- Ferme Réal Millette inc.**

- a) Date de la reception: 11 août 1994
- b) Nature de la demande: agrandissement d'un établissement de production animale (production avicole).
- c) Nombre d'unités animales: environ 2500 unités animales.
- d) Municipalité: Saint-Zotique.

**QUESTION 45**

**1- Ferme Agrimarché Inc.**

- a) Nature de la demande: agrandissement d'un établissement de production animale
- b) Description et nombre de certificats:
  - Décret gouvernemental (article 31.5 LQE): 13 mars 1996
  - C-A (art.22 LQE): 3 juin 1996
  - C-A (art.22 LQE): 2 août 1996.

1997-03-26 01:13:37  
LADRO370-LC  
USAGER : ENVT125  
NO REQUETE: 1255

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
REGISTRE  
SYSTEME SUIVI ADMINISTRATIF DE DOSSIER  
RAPPORT SUR LES DOCUMENTS ENREGISTRES  
SOMMAIRE DU TRAVAIL

Q. 45

NOMBRE DE DOCUMENTS EXTRAITS TOTAL : 00503 CLOS : 00477 NON CLOS : 00026

AVEC SUIVI : 00503 SANS SUIVI : 00000

	NOMBRE	CODE	NUMERO	NOM
PAR <u>DECOUPAGE GEOGRAPHIQUE</u> :	00103	REG	01	BAS-SAINT-LAURENT
	00024	REG	02	SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN
	00019	REG	03	QUEBEC
	00232	REG	04	MAURICIE/BOIS-FRANCS
	00095	REG	05	ESTRIE
	00000	REG	06	MONTREAL
	00018	REG	07	OUTAOUAIS
	00012	REG	08	ABITIBI-TEMISCAMINGUE
PAR UNITE ADMINISTRATIVE :	00001	....	A610	D.R. GASPESIE-ILES-DE-LA-MAD. (AGRICOL ANALY BUR PRINC)
	00024	....	B610	D.R. SAGUENAY LAC ST JEAN (AGRICOL ANALY BUR PRINC)
	00018	....	C610	D.R. QUEBEC (AGRICOL ANALY BUR PRINC)
	00001	....	C710	D.R. QUEBEC (NATUREL ANALY BUR PRINC)
	00048	....	D610	D.R. MAURICIE BOIS-FRANCS (AGRICOL ANALY BUR PRINC)
	00184	....	D611	D.R. MAURICIE BOIS-FRANCS (AGRICOL ANALY BUR REG 1)
	00089	....	E610	D.R. ESTRIE (AGRICOL ANALY BUR PRINC)
	00006	....	E650	D.R. ESTRIE (AGRICOL CONTR BUR PRINC)
	00018	....	F410	D.R. OUTAOUAIS (MUNICIP ANALY BUR PRINC)
	00011	....	G610	D.R. ABITIBI TEMISCAMINGUE (AGRICOL ANALY BUR PRINC)
	00001	....	L610	D.R. MONTEREGIE (AGRI ANALY BUR PRINC)
	00001	....	M000	DIR. REG. BAS ST-LAURENT
	00101	....	M610	D.R. BAS ST-LAURENT (AGRICOLE ANALYSE)
PAR SECTEUR D'INTERVENTION :	00091	....	110	ELEVAGE DE PORCS-ENGRAISSEMENT
	00155	....	111	ELEVAGE DE BOVINS LAITIERS
	00022	....	113	ELEVAGE DE GALLINACEES (POULES, OIES, DINDONS, ETC.)
	00025	....	114	ELEVAGE DE BOVINS D'ENGRAISSEMENT
	00040	....	115	ELEVAGE DE PORCS-MATERNITE
	00032	....	116	ELEVAGE DE MOUTONS
	00020	....	117	ELEVAGE DE VACHES-VEAUX
	00022	....	118	ELEVAGE DE VEAUX DE GRAINS, DE VEAUX DE LAIT
	00037	....	119	ELEVAGE DE BETAILS: VACHES LAITIERS, BOEUFs, PORCS
	00009	....	121	ELEVAGE DE PORCS-TRUIES DE REPRODUCTION
	00005	....	195	ELEVAGE DE LAPONIDES (LAPINS)
	00006	....	197	ELEVAGE D'ANIMAUX A FOURRURE (VISON, RENARD ETC.)
	00008	....	198	ELEVAGE DE CHEVRES
	00031	....	199	ELEVAGE DE CHEVAUX
PAR TYPE DE DOCUMENT ET ARTICLE DE LOI	:		01	Demande de certificat d'autorisation
	00503	....		Q-2 22
PAR TYPE DE SUIVI	:	00503	.... 01	Délivrance

\*\*\* FIN DU RAPPORT \*\*\*

272

1997-03-26 01:00:16  
LADRO370-LP  
USAGER : ENVT125  
NO REQUETE: 1255

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
REGISTRE  
SYSTEME SUIVI ADMINISTRATIF DE DOSSIER  
RAPPORT SUR LES DOCUMENTS ENREGISTRES  
LISTE DES PARAMETRES DE SELECTION

NO REQUETE : 1255      DATE DE REQUETE : 97 03 25

RAPPORT POUR IMPRESSION: X    SUPPORT MAGNETIQUE:    SUIVIS REGISTRE SEUL: X

RAPPORT DETAILLE: TRIE PAR DATE DE RECEPTION:    TRIE PAR RESP. DE DOSSIER: X

RAPPORT SOMMAIRE: TRIE PAR DATE DE RECEPTION:    TRIE PAR RESP. DE DOSSIER:

DECOUPAGE GEOGRAPHIQUE: : REG 01    02-    03    04    05    06    07    08

UNITE ADMINISTRATIVE RESP.: \*\*\*\*

SECTEUR D'INTERV.      : 110 111 113 114 115 116 117 118 119 121 195 197 198 199

TYPE DE DOCUMENT      : 01

ART 118.5:      AUTRES LEGAUX:      NON LEGAUX:

LOI:      ARTICLE:

CODE RDP:

DOCUMENT -ETAT: (C)LOS (N)ON CLOS (T)OUS: T

-PERIODE RECEPTION    DATE DEBUT: 95 04 01    DATE FIN: 97 03 31

-PERIODE ECHEANCE    DATE DEBUT:      DATE FIN:

-PERIODE FIN VAL    DATE DEBUT:      DATE FIN:

TYPE DE SUIVI: 01

SUIVI -PERIODE DE DEBUT    DATE DEBUT: 96 04 01    DATE FIN: 97 03 31

-PERIODE ECHEANCE    DATE DEBUT:      DATE FIN:      TYPE(P,R):

1997-03-26 01:25:51  
LADR0370-LC  
USAGER : ENVT125  
NO REQUETE: 1256

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
REGISTRE  
SYSTEME SUIVI ADMINISTRATIF DE DOSSIER  
RAPPORT SUR LES DOCUMENTS ENREGISTRES  
SOMMAIRE DU TRAVAIL

PAGE 1

NOMBRE DE DOCUMENTS EXTRAITS TOTAL : 00752 CLOS : 00643 NON CLOS : 00109

AVEC SUIVI : 00752 SANS SUIVI : 00000

	NOMBRE	CODE	NUMERO	NOM
PAR DECOUPAGE GEOGRAPHIQUE :	00005	REG	09	COTE-NORD
	00000	REG	10	NORD-DU-QUEBEC
	00011	REG	11	GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE
	00356	REG	12	CHAUDIERE-APPALACHES
	00000	REG	13	LAVAL
	00066	REG	14	LANAUDIERE
	00060	REG	15	LAURENTIDES
	00254	REG	16	MONTEREGIE
PAR UNITE ADMINISTRATIVE :	00011	....	A610	D.R. GASPESIE-ILES-DE-LA-MAD. (AGRICOL ANALY BUR PRINC)
	00005	....	H611	D.R. COTE-NORD (AGRICOL ANALY BUR REG 1)
	00349	....	I610	D.R. CHAUDIERE APPALACHES (AGRICOL ANALY BUR PRINC)
	00006	....	I650	D.R. CHAUDIERE APPALACHES (AGRICOL CONTR BUR PRINC)
	00067	....	J611	D.R. LANAUDIERE (AGRICOL ANALY BUR REG 1)
	00001	....	K600	D.R. LAURENTIDES (AGRICOLE BUR PRINC)
	00059	....	K610	D.R. LAURENTIDES (AGRICOLE ANALYSE BUR PRINC)
	00001	....	L511	D.R. MONTEREGIE (INDUSTR ANALY BUR REG 1)
	00155	....	L610	D.R. MONTEREGIE (AGRI ANALY BUR PRINC)
	00008	....	L611	D.R. MONTEREGIE (AGRICOL ANALY BUR REG 1)
	00090	....	L612	D.R. MONTEREGIE (AGRICOL ANALY BUR REG 2)
PAR SECTEUR D'INTERVENTION :	00181	....	110	ELEVAGE DE PORCS-ENGRAISSEMENT
	00172	....	111	ELEVAGE DE BOVINS LAITIERS
	00081	....	113	ELEVAGE DE GALLINACEES (POULES, OIES, DINDONS, ETC.)
	00046	....	114	ELEVAGE DE BOVINS D'ENGRAISSEMENT
	00120	....	115	ELEVAGE DE PORCS-MATERNITE
	00023	....	116	ELEVAGE DE MOUTONS
	00021	....	117	ELEVAGE DE VACHES-VEAUX
	00015	....	118	ELEVAGE DE VEAUX DE GRAINS, DE VEAUX DE LAIT
	00017	....	119	ELEVAGE DE BETAILS: VACHES LAITIERS, BOEUFs, PORCS
	00016	....	121	ELEVAGE DE PORCS-TRUIES DE REPRODUCTION
	00005	....	195	ELEVAGE DE LAPONIDES (LAPINS)
	00002	....	197	ELEVAGE D'ANIMAUX A FOURRURE (VISON, RENARD ETC.)
	00005	....	198	ELEVAGE DE CHEVRES
	00048	....	199	ELEVAGE DE CHEVAUX
PAR TYPE DE DOCUMENT ET ARTICLE DE LOI :			01	Demande de certificat d'autorisation
	00752	....		Q-2 22
PAR TYPE DE SUIVI :	00752	....	01	Délivrance

\*\*\* FIN DU RAPPORT \*\*\*

1997-03-26 01:13:45  
LADR0370-LP  
USAGER : ENVT125  
NO REQUETE: 1256

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
REGISTRE  
SYSTEME SUIVI ADMINISTRATIF DE DOSSIER  
RAPPORT SUR LES DOCUMENTS ENREGISTRES  
LISTE DES PARAMETRES DE SELECTION

NO REQUETE : 1256                      DATE DE REQUETE : 97 03 25

RAPPORT POUR IMPRESSION: X    SUPPORT MAGNETIQUE:            SUIVIS REGISTRE SEUL: X

RAPPORT DETAILLE: TRIE PAR DATE DE RECEPTION: X    TRIE PAR RESP. DE DOSSIER:

RAPPORT SOMMAIRE: TRIE PAR DATE DE RECEPTION:            TRIE PAR RESP. DE DOSSIER:

DECOUPAGE GEOGRAPHIQUE        : REG    09        10        11        12        13        14        15        16

UNITE ADMINISTRATIVE RESP.: \*\*\*\*

SECTEUR D'INTERV.                : 110 111 113 114 115 116 117 118 119 121 195 197 198 199

TYPE DE DOCUMENT                : 01

ART 118.5:            AUTRES LEGAUX:            NON LEGAUX:

LOI:                    ARTICLE:

CODE RDP:

DOCUMENT -ETAT: (C)LOS (N)ON CLOS (T)OUS: T

-PERIODE RECEPTION    DATE DEBUT: 95 04 01    DATE FIN: 97 03 31

-PERIODE ECHEANCE     DATE DEBUT:                DATE FIN:

-PERIODE FIN VAL        DATE DEBUT:                DATE FIN:

TYPE DE SUIVI: 01

SUIVI -PERIODE DE DEBUT    DATE DEBUT: 96 04 01    DATE FIN: 97 03 31

-PERIODE ECHEANCE    DATE DEBUT:                DATE FIN:                TYPE(P,R):

**DIRECTION GÉNÉRALE :** Environnement  
**DIRECTION :** Politiques du secteur municipal

## ÉTAT DE SITUATION

**SUJET :** Mise en place d'une politique sur la gestion globale de l'eau

Page 1

### PROBLÉMATIQUE :

Depuis nombre d'années au Québec, la gestion de l'eau a fait l'objet d'études et de consultations diverses. Dès 1972, la Commission d'études des problèmes juridiques de l'eau (Commission Legendre) publiait son rapport. En 1975, le ministère des Richesses naturelles du Québec publiait un document de travail sur les « Principes d'une politique québécoise de l'eau ». Plus récemment, soit en octobre 1993, le Conseil de la conservation et de l'environnement a publié un avis « Pour une gestion durable du patrimoine hydrique du Québec ». En 1996, le Comité de bassin de la rivière Chaudière déposait son rapport intitulé « Vers une gestion intégrée et globale des eaux du Québec ». En 1996 toujours, le MEF rendait public un Projet de politique de protection et de conservation des eaux souterraines. Enfin, en janvier 1997, la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages déposait son rapport suite aux inondations de l'été 1997.

De façon générale, on peut conclure de ces rapports et projets de politique :

- qu'il n'existe pas au Québec une véritable stratégie globale de gestion de la ressource eau;
- qu'il y a nécessité de revoir l'approche québécoise en matière de gestion de l'eau;
- que la gestion par bassin versant est l'approche à privilégier parce qu'elle permet d'intégrer l'ensemble des usages du bassin versant en faisant appel aux usagers et gestionnaires de ce bassin pour en faire la gestion.

### PLAN DE TRAVAIL :

Entre avril et septembre 1996, le MEF a tenu une consultation publique sur le Projet de politique de protection et de conservation des eaux souterraines.

En septembre 1996, le MEF a entrepris de mener une réflexion stratégique globale sur la ressource eau, sa gestion, sa conservation et ses usages. Un cadre d'orientation établissant l'approche du Ministère quant au caractère environnemental de la gestion globale de l'eau est en préparation.

Ce document, qui traitera entre autres des enjeux stratégiques, des objectifs, des rôles et des moyens, permettra au Ministère de dégager les éléments fondamentaux à caractère environnemental à prendre en considération dans le cadre de l'élaboration d'une politique gouvernementale de gestion globale de l'eau.

### ÉCHÉANCIER :

Suite à la consultation, diverses modifications seront apportées au Projet de politique de protection et de conservation des eaux souterraines.

Le cadre d'orientation devrait également être déposé au ministre en fin d'été 1997.





**Annexe A**

**Liste des organismes qui ont été sollicités par le ministère de l'Environnement  
et de la Faune pour commenter le projet de politique de protection et de  
conservation des eaux souterraines**

Note : Les mémoires sont fournis à part en trois exemplaires.

- 1 Association canadienne-française pour l'avancement des sciences
- 2 Association canadienne des fabricants de produits chimiques
- 3 Association canadienne des laboratoires d'essais, section Québec
- 4 Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers
- 5 Association de l'industrie de l'aluminium du Québec
- 6 Association des aménagistes régionaux du Québec
- 7 Association des banquiers du Canada - Division du Québec
- 8 Association des biologistes du Québec
- 9 Association des conseillers en environnement du Québec
- 10 Association des directeurs généraux des municipalités du Québec
- 11 Association des eaux souterraines du Québec
- 12 Association des économistes québécois
- 13 Association des embouteilleurs d'eau du Québec
- 14 Association des entrepreneurs de services en environnement du Québec
- 15 Association des industries forestières du Québec
- 16 Association des ingénieurs conseils du Québec
- 17 Association des ingénieurs municipaux du Québec
- 18 Association des jeunes ruraux du Québec
- 19 Association des manufacturiers du Québec
- 20 Association des pisciculteurs du Québec
- 21 Association minière du Québec
- 22 Association professionnelle des géologues et des géophysiciens du Québec
- 23 Association québécoise de la vérification environnementale
- 24 Association québécoise des techniques de l'environnement
- 25 Barreau du Québec
- 26 Centre géoscientifique du Québec
- 27 Centre patronal de l'environnement du Québec
- 28 Centre québécois du droit de l'environnement
- 29 Chambre des notaires du Québec
- 30 Collège de la Région de l'Amiante
- 31 Comité de santé environnementale du Québec
- 32 Commission de protection du territoire agricole du Québec
- 33 Commission nord-américaine pour la coopération environnementale
- 34 Confédération des Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec
- 35 Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches
- 36 Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec
- 37 Corporation des secrétaires municipaux du Québec
- 38 Corporation professionnelle des urbanistes du Québec
- 39 Corporation professionnelles des technologies des sciences appliquées du Québec
- 40 École de technologie supérieure du Québec
- 41 École Polytechnique de Montréal
- 42 ENJEU Environnement Jeunesse
- 43 Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
- 44 Fédération de la Beauce de l'Union des producteurs agricoles du Québec
- 45 Fédération de la relève agricole du Québec
- 46 Fédération de Lanaudière de l'Union des producteurs agricoles du Québec
- 47 Fédération de Saint-Hyacinthe de l'Union des producteurs agricoles du Québec
- 48 Fédération des associations pour la protection de l'environnement des lacs
- 49 Fédération des C.L.S.C. du Québec
- 50 Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec
- 51 Fédération québécoise de la faune
- 52 Fédération québécoise des gestionnaires de Zec
- 53 Fédération québécoise pour le saumon atlantique
- 54 Fondation québécoise en environnement
- 55 Grappe industrielle de l'environnement du Québec

56	Greenpeace - Québec
57	Groupe de recherche en géologie de l'ingénieur (Université Laval)
58	Groupe d'études et de recherche sur les politiques environnementales (Université Laval)
59	Hydro-Québec
60	INRS-Eau
61	INRS-Urbanisation
62	Institut canadien des produits pétroliers
63	Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
64	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
65	Ministère des Affaires municipales du Québec
66	Ministère des Ressources naturelles du Québec
67	Ministère des Transports du Québec
68	MRC Abitibi
69	MRC Coaticook
70	MRC D'Autray
71	MRC Francheville
72	MRC La Côte-de-Gaspé
73	MRC La Nouvelle-Beauce
74	MRC Les-Îles-de-la-Madeleine
75	MRC Les Jardins-de-Napierville
76	MRC L'Île-d'Orléans
77	MRC Mirabel
78	MRC Montcalm
79	MRC Papineau
80	MRC Portneuf
81	MRC Rivière-du-Loup
82	MRC Robert-Cliche
83	Municipalité d'Amos
84	Municipalité de Cap-de-la-Madeleine
85	Municipalité de La Baie
86	Municipalité de Mercier
87	Municipalité de Mirabel
88	Municipalité de Rimouski
89	Municipalité de Saint-Césaire
90	Municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon
91	Municipalité de Saint-Gédéon
92	Municipalité de Saint-Rémi
93	Municipalité de Trois-Rivières-Ouest
94	Municipalité de Val-d'Or
95	Municipalité du canton de Granby
96	Ordre des agronomes du Québec
97	Ordre des chimistes du Québec
98	Ordre des ingénieurs du Québec
99	Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec
100	Réseau québécois des groupes écologistes
101	Société pour vaincre la pollution
102	Union des municipalités du Québec
103	Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec
104	Union des producteurs agricoles du Québec
105	Union québécoise pour la conservation de la nature inc.
106	Université du Québec à Chicoutimi
107	Ville de Montréal
108	Ville de Québec

## **Annexe B**

**Liste des organismes ayant formulés des commentaires sur le projet de  
politique de protection et de conservation des eaux souterraines**

Association canadienne des laboratoires d'essais  
 Association de l'industrie de l'aluminium du Québec  
 Association des banquiers canadiens  
 Association des eaux souterraines du Québec  
 Association des embouteilleurs d'eau du Québec  
 Association des industries forestières du Québec  
 Association minières du Québec  
 Association québécoise des techniques de l'environnement  
 Barreau du Québec  
 Breuvages NORA inc.  
 Centre géoscientifique du Québec (mémoire produit conjointement avec l'INRS-Géoressources)  
 Centre québécois de droit de l'environnement  
 Chambre des notaires du Québec  
 Comité de protection de la santé et de l'environnement de Gaspé  
 Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches  
 Corporation des secrétaires municipaux du Québec  
 École de technologie supérieure du Québec  
 Fédération de l'Union des producteurs agricoles de Saint-Hyacinthe  
 Grappe de développement des industries de l'environnement inc.  
 Greenpeace  
 Hydro-Québec  
 Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (mémoire produit conjointement avec le  
 Comité de santé environnementale du Québec)  
 Ministère des Ressources naturelles du Québec  
 MRCs de l'Abitibi-Témiscamingue (mémoire conjoint des MRCs Abitibi, Abitibi-Ouest, Rouyn-  
 Noranda, Témiscamingue et Vallée de l'or)  
 MRC de l'Abitibi-Ouest (Addenda au mémoire conjoint des MRCs de l'Abitibi-Témiscamingue)  
 Ordre des ingénieurs du Québec  
 Régie de la Santé et des Services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue  
 Table de concertation de l'industrie métallurgique et environnement  
 Union des municipalités du Québec  
 Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec  
 Union des producteurs agricoles  
 Université du Québec à Chicoutimi  
 Ville d'Amos  
 Ville de Cap-de-la-Madeleine  
 Ville de Montréal  
 Ville de Québec

Association des aménagistes régionaux du Québec<sup>1</sup>  
 Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec inc.<sup>1</sup>  
 Ordre des chimistes du Québec<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Ces organismes ont signifié au Ministère leur intention de ne pas fournir de commentaires sur le projet de politique de protection et de conservation des eaux souterraines.



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

SERVICE DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE

EFFECTIFS

( en ÉTC <sup>(1)</sup> )	Agents de conservation			Cadres	Grand total
	perm.	occ.	total		
novembre 1991	460	64	524	83	607
novembre 1992	427	55	482	78	560
novembre 1993	418	55	473	74	547
novembre 1994	410	55	465	76	541
novembre 1995	406	54	460	67	527
novembre 1996	359	79	438	57	495
mai 1997	350	73	423	57	480
variation 1991-1997	( 110 )	9	( 101 )	( 26 )	( 127 )

(1) ÉTC : équivalent temps complet

BUDGETS :

(en millions \$ <sup>(2)</sup> )	1996-1997	1997-1998
Programme 02 Élément 3	28,187	26,156

(2) les données représentent le budget.



# **MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE**

## **SERVICE DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE**

**liste des bureaux - mars 1997**

DIRECTION	BUREAU	DIRECTION	BUREAU
01-BAS ST-LAURENT	Cabano Causapscal La Pocatière Matane Pointe au Père Rivière du Loup	09-COTE NORD	Baie Comeau Forestville Hâvre St-Pierre La Tabatière (s) Blanc Sablon (s) Port Meunier Sept Iles
02-SAGUENAY/LAC ST-JEAN	Alma Chicoutimi Mistassini Roberval	10-NOUVEAU QUEBEC	Chibougamau Kuujuaq Lebel sur Quévillon Matagami Radisson Schefferville (s)
03-QUEBEC	Charlesbourg Malbaie Petit Saguenay (s) Rés. Laurentides (s) Beaupré St-Raymond St-Urbain	11-GASPESIE	Gaspé Grande Vallée Iles de la madeleine Matapédia New Richmond Pabos Ste-Anne des Monts
04-AURIGIE-BOIS-FRANCS	Gouin (s) La Tuque Matawin (s) Parent (s) Shawinigan St-Alexis des Monts Trois-Rivières Victoriaville	12-CHAUDIERE-APPALACHE	Beauceville Laurier Station Montmagny St-Camille Thetford Mines
05-ESTRIE	Lac Mégantic Sherbrooke	14-SANAUDIERE	Joliette St-Michel des Saints
07-OUTAOUAIS	Cambell's Bay Gatineau La Vérendrye (s) Maniwaki Papineauville Rapide des Joachims Val des Bois	15-LAURENTIDES	Labelle Mont Laurier St-Agathe St-Eustache
08-VALLE-DE-L'EMISCAMINGUE	Amos La Sarre Rouyn Noranda Senneterre Témiscamingue Val d'Or Ville Marie	16-MONTÉREGIE	Granby Grande Ile St-Jean sur Richelieu Sorel
		<b>TOTAL</b>	<b>76 BUREAUX</b>
			67 permanents 9 saisonniers

LIGNES DIRECTRICES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGLEMENTAIRE  
AU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA FAUNE

*Direction de la coordination  
Direction générale des politiques*

*Le 13 mars 1996*

Le but de ce document est d'établir des lignes directrices pour le développement réglementaire à caractère environnemental du ministère de l'Environnement et de la Faune. Son élaboration tient compte des commentaires de différents intervenants consultés (ministères, associations industrielles et personnel du Ministère), intègre les nouvelles orientations gouvernementales relatives à l'activité réglementaire et la volonté du MEF de moderniser ses outils réglementaires de protection de l'environnement.

## TABLE DES MATIÈRES

<i>PRÉAMBULE</i>	<i>1</i>
<i>1. ANALYSE DES CHAMPS D'INTERVENTION RÉGLEMENTÉS</i>	<i>4</i>
<i>1.1 Les normes d'implantation et de fermeture</i>	<i>4</i>
<i>1.2 Les normes d'exploitation</i>	<i>7</i>
<i>1.3 Les exigences administratives</i>	<i>14</i>
<i>2. ACTUALISATION DES EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES</i>	<i>15</i>
<i>3. ORIENTATIONS RETENUES</i>	<i>18</i>
 <i>SCHÉMA 1 - Analyse du domaine réglementaire du Ministère</i>	



## PRÉAMBULE

Avant de procéder à une analyse détaillée des champs d'intervention réglementés par le Ministère et de déterminer les critères devant guider l'actualisation des exigences réglementaires, il est essentiel de faire une réflexion globale sur la façon d'imposer légalement l'ensemble de nos exigences. Doit-on tout réglementer? Jusqu'où doit-on le faire? De quelle façon doit-on le faire? Quel est le lien entre les exigences réglementaires et les exigences imposées par le biais des autorisations délivrées? Autrement dit, il faut se donner un modèle de développement, une approche globale qui rejoigne nos objectifs de protection de l'environnement qui soit concordante avec la volonté gouvernementale de révision de l'activité réglementaire et qui réponde à nos objectifs de moderniser nos outils d'intervention réglementaire.

Le Ministère dispose de deux principaux outils pour imposer ses exigences environnementales sur une base légale, soit les règlements et les autorisations. L'outil réglementaire permet d'imposer des exigences générales à une clientèle plus ou moins importante alors que les autorisations permettent de particulariser des exigences pour un intervenant donné<sup>1</sup>. L'utilisation de chacun de ces outils de contrôle comporte des avantages et des inconvénients. La détermination de l'emploi optimal de chacun de ces systèmes constitue la base du modèle à développer.

Le principal avantage du système d'autorisation est la possibilité de pouvoir ajuster nos exigences à chaque cas ou chaque situation en fonction de différents critères ou contraintes (bénéfices environnementaux, impacts socio-économiques, etc.). C'est une approche qui est utilisée de façon intensive notamment dans le domaine de l'assainissement des eaux usées vu la quasi absence de normes réglementaires. Bien que cette façon de faire ait remporté plusieurs succès, elle comporte des inconvénients importants. Par exemple, les discussions avec les établissements peuvent être très longues pour s'entendre sur les exigences à respecter. Toutefois, le principal inconvénient de ce système est son caractère plus discrétionnaire, questionné par le public en général et les intervenants visés. En effet, plusieurs groupes remettent en question les ententes particulières entre le gouvernement et certaines industries surtout sur des exigences aussi fondamentales

---

<sup>1</sup> Les autorisations sont également largement utilisées pour s'assurer au préalable de la conformité d'un projet ou d'une activité à des exigences réglementaires (ex.: entreposage de fumier, de déchets dangereux, enfouissement de déchets solides, etc.).

que les normes environnementales. D'autre part, les intervenants visés veulent être sûrs qu'on leur impose des exigences claires, équitables et uniformes par secteur d'activités et demandent de les connaître à l'avance. Nos exigences de base doivent donc être publiques et officielles. De plus, les intervenants doivent être associés de façon étroite à leur élaboration.

Un des principaux avantages du système réglementaire est sa transparence et son caractère non discriminatoire envers les intervenants visés. En effet, les exigences sont officielles, connues de tous et applicables de façon uniforme à l'intérieur d'un même secteur d'activités. De plus, l'imposition et le respect de ces exigences ont pour effet de garantir une protection minimale de l'environnement. L'instauration d'exigences réglementaires permet également à tous les États d'évaluer leur position respective en termes de protection de l'environnement et de les harmoniser. Dans le contexte du libre-échange et de l'ALENA, il s'agit d'avantages importants. Ces informations sont fondamentales pour les investisseurs qui veulent connaître toutes les conditions relatives à la réalisation de leur projet. Une exigence réglementaire présente également l'avantage qu'elle n'a pas à être justifiée devant les tribunaux en cas de poursuite. L'approche réglementaire apparaît donc comme une solution simple et facile à appliquer. Toutefois, un examen un peu plus détaillé nous révèle certaines contraintes significatives inhérentes au système réglementaire.

Premièrement, le développement d'exigences réglementaires pour palier à toutes les situations est une tâche gigantesque et démesurée. On a juste à penser à l'envergure et à la complexité de la réglementation américaine pour constater que le Ministère n'a pas et n'aura jamais les ressources pour accomplir cette tâche. En Ontario, 25 personnes travaillent depuis 1986 à l'élaboration d'une douzaine de règlements sectoriels pour les rejets d'eaux usées industrielles. Or, après huit ans d'efforts, seulement cinq règlements ont vu le jour. Enfin, il suffit de considérer les énergies et le temps que le Ministère a consacré à l'élaboration de certains règlements (ex.: projet de règlement sur les matières dangereuses, projet de règlement sur l'évaluation environnementale) pour reconnaître les limites de notre capacité de production dans ce domaine.

Deuxièmement, même si l'on voulait tout réglementer, il y a des domaines où les exigences du Ministère ne pourront jamais être introduites dans un cadre réglementaire vu que leur détermination implique des éléments sujets à interprétation, c'est-à-dire faisant appel à un jugement professionnel. À ce sujet, il importe que ce

jugement professionnel soit bien encadré par des balises connues de tous les intervenants et qu'il reflète une position ministérielle et non pas individuelle. La procédure établie pour calculer les normes de rejet en milieu aquatique en fonction du milieu récepteur est un bon exemple d'exigences difficiles à réglementer mais qui sont fondamentales sur le plan environnemental. En effet, certaines étapes de cette procédure font appel à une appréciation de l'usage prédominant du cours d'eau ainsi qu'à la capacité de la technologie en place à rencontrer la norme de rejet déterminée en fonction du milieu récepteur.

Troisièmement, vouloir tout réglementer dans des secteurs ou sous-secteurs industriels représentés par une ou deux entreprises, équivaldrait en pratique à faire un règlement par établissement. On n'a qu'à penser à la diversité des entreprises oeuvrant dans le traitement, la valorisation et l'élimination des résidus ou encore à celles du secteur de la chimie.

Quatrièmement, l'hyper-réglementation a le grand désavantage de forcer le Ministère à déterminer des exigences précises dans des domaines où il serait plutôt préférable de pouvoir exercer une certaine latitude. L'hyper-réglementation peut également conduire au nivellement des exigences par le haut, c'est-à-dire qu'en l'absence d'une alternative à la réglementation pour imposer des exigences particulières, on a tendance à fixer des exigences plus sévères pour fins de sécurité. Une telle approche pourrait avoir pour conséquence d'imposer des exigences réglementaires mal adaptées, coûteuses et peu justifiées sur le plan environnemental. Les PME sont particulièrement sensibles à de tels inconvénients de même qu'aux obligations administratives (avis, rapports, tenue des registres, etc.) qui sont générées par les règlements.

Pour résumer, on peut dire que l'approche réglementaire est bien adaptée aux activités auxquelles on peut appliquer sans distinction des règles uniformes sans tenir compte des particularités de l'activité et du milieu environnant qui peut varier énormément d'un lieu à un autre. Or, il faut être conscient que c'est ce milieu environnant que le Ministère veut protéger avant tout.

Tout compte fait, aucune des deux approches, qu'elle soit réglementaire ou non, ne permet de gérer adéquatement la protection de l'environnement si elle est utilisée de façon exclusive. La solution réside donc dans l'atteinte d'un équilibre entre l'imposition par voie réglementaire d'exigences générales et essentielles devant être appliquées de façon uniforme et sans distinction et l'imposition par voie d'autorisation d'exigences particulières qui



tiennent compte de l'unicité du projet et du milieu récepteur. Il importe que le Ministère rende publics par le biais de politiques, directives ou guides, les méthodologies, les critères et autres balises supportant la détermination des exigences particulières afin de les faire connaître et de les justifier aux yeux des intervenants intéressés et de réduire au minimum leur caractère interprétatif. D'autre part, la détermination d'exigences particulières fera toujours appel à un jugement circonstanciel. Il faut donc reconnaître l'intérêt et promouvoir l'exercice du jugement adapté aux circonstances et pondéré par l'expérience.

Il est à noter que ce modèle de contrôle est parfaitement harmonisé avec les orientations mises de l'avant dans le cadre des discussions sur la révision des systèmes d'autorisation. Il s'agit d'un modèle qui nécessite l'instauration d'un outil juridique permettant d'imposer des exigences complémentaires ou plus contraignantes que les normes réglementaires. L'adoption de ce modèle a donc des conséquences sur la révision de la Loi sur la qualité de l'environnement. D'autre part, il ne s'agit pas d'une approche unique. Les États-Unis et, plus récemment, l'Alberta et la Nouvelle-Écosse ont choisi cette façon de faire.

## 1. ANALYSE DES CHAMPS D'INTERVENTION RÉGLEMENTÉS

Le but de cette analyse est de définir les champs d'intervention réglementés et d'évaluer leur pertinence par rapport à la mission du Ministère, aux bénéfices environnementaux recherchés et au rôle des autres intervenants.

On peut regrouper les différentes normes et exigences contenues dans les règlements administrés par le Ministère dans deux principales catégories, soit les normes d'implantation et de fermeture et les normes d'exploitation (voir Schéma 1 en annexe).

### 1.1 LES NORMES D'IMPLANTATION ET DE FERMETURE

De par leur nature, il s'agit de normes qui sont rarement générales mais plutôt particulières à des secteurs d'activités. Plusieurs règlements comportent de telles normes. À titre d'exemple, mentionnons les règlements suivants :

- Le Règlement sur les carrières et sablières;
- Le Règlement sur les déchets solides;
- Le Règlement sur les déchets dangereux;
- Le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées;
- Le Règlement sur la prévention de la pollution des eaux par les établissements de production animale.

Ces normes peuvent être regroupées en deux classes, soit les normes de localisation et les normes de conception et de restauration:

#### a) Les normes de localisation

Ces normes s'appliquent en général lors de l'implantation d'un projet ou d'une activité. Elle peuvent prendre la forme de distances à respecter, comme dans les exemples suivants :

- 75 m de tout ruisseau, rivière, fleuve, lac, mer, marécage, batture;
- 1 km de tout puits, source ou autre prise d'eau;
- 100 m des limites de toute réserve écologique;
- 150 m de toute habitation, institution d'enseignement, temple religieux, etc.;

- 150 m de tout territoire zoné pour fins résidentielles, commerciales ou mixtes;
- 70 m de toute voie publique;
- 3 km d'un aéroport;
- 150 m de tout parc municipal, terrain de golf, piste de ski alpin, base de plein air, etc.

Elles peuvent également se présenter sous la forme d'une interdiction pour protéger le caractère particulier de certains territoires. Mentionnons, à titre d'exemples, les normes suivantes :

- interdiction d'établir une nouvelle carrière ou sablière dans un territoire zoné pour fins résidentielles, commerciales ou mixtes;
- interdiction d'usage dans la bande riveraine;
- interdiction d'implantation dans une zone inondable cartographiée;
- interdiction totale d'activités dans les réserves écologiques.

D'autre part, on peut regrouper les normes de localisation en fonction des objectifs visés:

- 1° les normes édictées pour protéger des ressources naturelles sensibles comme les cours d'eau, les lacs, les marécages, la mer, les battures, les sources d'eau, les zones inondables, les réserves écologiques, etc.;
- 2° Les normes édictées pour des considérations de santé publique ou de nuisances publiques comme celles reliées à la proximité de prises d'eau, de puits, d'habitations, d'institutions d'enseignement, de temples religieux, de terrains de golf, de pistes de ski alpin, de bases de plein air, etc..
- 3° Les normes édictées pour des considérations de sécurité publique comme celles reliées à la proximité d'aéroports.

En ce qui a trait aux normes édictées pour protéger des ressources naturelles sensibles, on ne peut contester la pertinence pour le Ministère d'avoir de telles exigences dans ses règlements.

Pour ce qui est des normes édictées pour des considérations de santé publique, leur justification apparaît à priori également évidente. En effet, rien de plus normal que d'exiger qu'une source de pollution s'établisse à une distance respectable d'un lieu où s'exerce une activité humaine susceptible d'être affectée par cette source de contamination (ex.: installation septique vs une prise d'eau). Toutefois, cette évidence devient beaucoup plus problématique dans son application lorsque la norme de distance est relative à des utilisations ou occupations du territoire régies par le zonage municipal. Par exemple, le Règlement sur les carrières et sablières stipule que l'aire d'exploitation d'une nouvelle carrière doit être située à une distance minimale de 600 mètres de toute habitation. Le Ministère peut effectivement s'assurer du respect de cette exigence lors de la délivrance de l'autorisation requise. Toutefois, il n'a aucun contrôle direct sur l'établissement ultérieur d'habitations à moins de 600 mètres d'une carrière. Cette façon de faire comporte une lacune importante qui, pour être comblée, nécessite la réciprocité des normes de distance dans la réglementation municipale. Un autre moyen pour le Ministère d'éviter ce problème serait d'établir ses normes de distance par rapport à la limite de propriété. Toutefois bien qu'on ne puisse s'opposer à une telle norme, il demeure que son applicabilité n'est pas évidente. Face à une telle problématique, il apparaît préférable que l'ensemble des normes de localisation relatives à l'aménagement du territoire soient administrées par la même autorité, soit les municipalités. Idéalement, ces normes devraient être supprimées de la réglementation du Ministère. D'ailleurs, la volonté gouvernementale est de voir les municipalités assumer pleinement leur rôle dans ce domaine. Toutefois, cette orientation n'a pas pour effet de dégager le Ministère de toutes responsabilités vis-à-vis ces questions. D'une part, même si ces normes étaient supprimées de ses règlements, il n'est pas évident que le Ministère pourrait les ignorer lorsqu'une autorisation serait demandée et que la réglementation municipale serait déficiente ou non appliquée. Il importe donc que le Ministère détermine les règles qu'il préconise et les véhicule auprès des municipalités via notamment les schémas d'aménagement des MRC. D'autre

part, des moyens plus coercitifs pourraient être utilisés pour forcer les municipalités à édicter des règles dans ce domaine. Toutefois, cette façon de faire s'intègre mal dans le présent contexte de responsabilisation des différents intervenants et de partenariat dans la gestion de l'environnement.

Enfin, les normes édictées pour des considérations de sécurité publique ne sont pas de la compétence du Ministère et leur imposition relève du ministère concerné.

b) Les normes de conception et de restauration

Ces normes ont pour objet de préciser certaines exigences en termes de conception pour l'implantation et la fermeture d'un projet ou d'une activité. On peut citer les exemples suivants:

- normes pour l'aménagement d'un entrepôt de déchets dangereux;
- normes pour l'aménagement d'un lieu d'enfouissement, d'un dépôt en tranchée;
- normes pour la restauration d'une carrière, d'une sablière, d'un lieu d'enfouissement;
- normes pour la construction des équipements d'aqueduc et d'égout.

Il s'agit de secteurs d'activités où le Ministère a cru bon d'intervenir de façon uniforme afin de minimiser, de façon préventive, les risques de contamination pour l'environnement.

La majorité de ces normes ont pour objet de prévenir la contamination du sol et des eaux souterraines ou d'imposer des règles pour leur restauration. Il est à noter que les activités réglementées sont généralement des domaines comme la disposition des déchets, où il est impossible d'intervenir directement par le biais de normes de rejet et où l'approche préventive est la seule alternative possible. Conséquemment, il est normal que ces exigences soient plutôt centrées sur la façon de faire et non pas sur l'objectif environnemental visé. Toutefois, ces normes sont en général très détaillées et encadrantes et laissent peu de latitude pour des solutions de remplacement innovatrices et quelquefois moins coûteuses et plus performantes. De

plus, certaines de ces exigences sont normalisées par d'autres organismes (Code de la construction ACNOR, etc.).

Les normes de conception et de restauration sont également des exigences où les municipalités peuvent dans certains cas être mieux placées que le Ministère pour les faire appliquer, comme c'est le cas pour le Règlement sur le traitement et l'évacuation des eaux usées des résidences isolées dont l'application est de la responsabilité des municipalités.

Enfin, il faudrait se questionner sur la pertinence pour le Ministère de réglementer certaines activités. Par exemple, le Ministère a entrepris une démarche pour se délester de l'approbation des plans et devis des réseaux d'aqueduc et d'égout.

## 1.2 LES NORMES D'EXPLOITATION

Certaines de ces normes sont particulières à des secteurs d'activités alors que d'autres sont d'application générale. Plusieurs règlements comportent de telles normes. À titre d'exemples, mentionnons :

- Le Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers;
- Le Règlement sur les effluents liquides des raffineries de pétrole;
- Le Règlement sur les déchets dangereux;
- Le Règlement sur les déchets solides;
- Le Règlement sur les carrières et sablières;
- Le Règlement sur la qualité de l'atmosphère.

Les normes réglementaires régissant l'exploitation d'activités peuvent être regroupées dans deux classes, soit les normes de rejet et les normes d'opération:

### a) Les normes de rejet

Il s'agit d'exigences fondamentales sur le plan environnemental puisqu'elles déterminent les rejets "acceptables" de contaminants dans l'environnement. Les normes de rejet sont également les éléments réglementaires que l'on compare le plus fréquemment d'une juridiction à une autre. Il s'agit d'exigences qui ont de plus en plus tendance à s'uniformiser au

niveau international étant donné la globalisation des marchés et les ententes internationales (ex.: ALENA).

Pour les rejets liquides et atmosphériques, les normes réglementaires se présentent sous la forme (ou résultent en) de concentrations ou de quantités pouvant être diffusées dans l'environnement à partir de leur point d'émission dans l'environnement (tuyau, cheminée, etc.). Toutefois, pour les rejets solides, on ne peut pas réellement parler de normes de rejet, étant donné que ces contaminants ne sont pas dispersés comme tel dans l'environnement. En effet, l'intervention de base du Ministère dans ce domaine vise d'abord à réduire leur production ou encore à les valoriser. Si cette alternative n'est pas possible, les rejets solides sont alors confinés dans des lieux spécifiques pour être entreposés, traités ou éliminés. Ces activités sont sujettes à l'application de normes de localisation et de conception. Toutefois, le traitement et l'élimination des rejets solides constituent une des sources importantes de rejets liquides et atmosphériques auxquels s'appliquent des normes de rejet.

Les rejets liquides et atmosphériques peuvent être gérés par deux types de normes, soit des normes générales dites "technologiques" et les normes particulières établies en fonction d'un milieu récepteur précis. Au Ministère, la presque totalité des normes de rejet réglementées sont des normes technologiques. Les normes d'air ambiant sont les seules exigences réglementées en fonction du milieu récepteur pour huit contaminants (Règlement sur la qualité de l'atmosphère).

#### 1 - Les normes de rejet "technologiques"

Les normes de rejet technologiques sont des exigences basées sur la capacité des procédés de production à minimiser les rejets ainsi que sur l'efficacité des équipements de traitement à les réduire. Il s'agit des normes de rejet dont l'utilisation est la plus généralisée, vu leur fondement technique et leur application directe au point d'émission. L'EPA (Environmental Protection Agency des États-Unis) a déterminé, depuis 25 ans,

une multitude de normes technologiques pour les rejets liquides et atmosphériques. Ces normes sont en général particulières à des secteurs d'activités et des distinctions sont souvent faites pour indiquer le niveau d'avancement de la technologie concernée (BAT pour Best Available Technology, BATEA pour Best Available Technology Economically Achievable et NSPS pour New Source Performance Standard).

Les normes de rejet technologiques sont également des exigences que l'on doit considérer comme minimales en termes de protection de l'environnement. En effet, ces exigences peuvent, dans certaines situations, s'avérer insuffisantes pour assurer la protection d'un milieu récepteur particulier. À ce moment, des exigences supplémentaires doivent pouvoir être imposées. La situation inverse peut également se produire, c'est-à-dire que la protection assurée par une norme de rejet technologique soit supérieure à celle qui aurait été exigée en tenant compte exclusivement du milieu récepteur en cause. Malgré ces écarts bien connus, il n'en demeure pas moins que les normes de rejet technologiques représentent le premier niveau d'exigences qui doit être imposé de façon uniforme et systématique et cela indépendamment de leur justification vis-à-vis la protection du milieu récepteur. L'évolution de ces normes suit le rythme du développement technologique qui peut être influencé évidemment par la découverte d'effets néfastes sur l'environnement associés aux rejets de certains contaminants. Il est donc normal qu'elles soient actualisées de façon régulière.

D'autre part, l'état d'avancement des technologies permet, dans certains secteurs, de se rapprocher de plus en plus de l'objectif "Rejet zéro", c'est-à-dire de l'absence totale de rejet à l'environnement. Le concept du "Rejet zéro" est véhiculé par la majorité des sociétés industrialisées et il repose essentiellement sur la prémisse que l'implantation d'une activité ne devrait pas, si la technologie le permet, générer des rejets de contaminants dans l'environnement. Toutefois, il



ne s'agit pas d'un concept uniquement environnemental mais plutôt d'une application concrète du développement durable. En effet, l'atteinte de cet objectif est intimement reliée à l'utilisation de technologies propres et à l'augmentation de productivité des procédés de fabrication. Certaines personnes vont même jusqu'à établir une relation directe entre la rentabilité d'une entreprise et l'importance de sa production de déchets, étant donné que toute matière rejetée est une matière perdue.

2- Les normes de rejet établies en fonction du milieu récepteur

Une autre façon de fixer des normes de rejet existe. Cette dernière procède de façon indirecte par référence à un niveau de contamination à ne pas dépasser dans le milieu récepteur (ex.: 0.002 ppm de mercure dans l'eau, 0.30 ppm de monoxyde de carbone dans l'air, 40 ppm de fluorures dans le fourrage destiné à l'alimentation des animaux, etc.). Ces niveaux de contamination à ne pas dépasser peuvent également varier en fonction de l'utilisation réelle ou potentielle du milieu récepteur considéré. Par exemple, on peut comprendre que le niveau de contamination acceptable pour la navigation de plaisance soit plus élevé que le niveau acceptable pour la baignade. Globalement, toutes ces normes, pour être appliquées, doivent faire l'objet d'un calcul à rebours pour déterminer la quantité maximale de contaminants pouvant être rejetés au point d'émission qui fera en sorte que le niveau de contamination acceptable dans le milieu récepteur ne sera jamais dépassé. L'application de ces normes résulte donc, en bout de piste, en des normes de rejet qui sont particulières pour chacun des points d'émission considérés. Ce second palier d'exigences est caractérisé par sa plus grande équité envers les milieux récepteurs. Ainsi, deux établissements semblables pourraient se voir imposer des normes de rejet différentes, si leur milieu récepteur diffère en termes de sensibilité.

Toutefois, l'introduction de telles exigences dans les règlements n'est pas évidente. Ainsi, pour les critères de qualité de l'eau de surface, il fut décidé, en 1990, de ne pas réglementer leur application, étant donné que la méthodologie pour le calcul à rebours des normes de rejet comportait notamment certains éléments sujets à interprétation. De plus, un autre argument majeur à la base de cette décision était le questionnement sur la capacité de plusieurs établissements à se conformer à ces normes de rejet. En effet, il faut être conscient que dans certains cas, le respect intégral de ces normes aurait impliqué la fermeture de certains établissements, vu leur incapacité de s'y conformer. Il s'agit donc d'exigences difficilement applicables de façon uniforme et sans distinction. L'ensemble de la démarche pour établir de telles normes a fait l'objet, jusqu'à présent, de trois publications, soit:

- Critères de qualité de l'eau, publié en 1991;
- Méthodologie de calcul des critères de qualité de l'eau pour les substances toxiques, publié en 1991.
- Méthodologie de calcul des exigences de rejet, publiée en 1991.

Le quatrième et dernier document, soit le guide pour l'évaluation et la réduction des toxiques est au stade d'une version préliminaire. L'ensemble des documents publiés constitue une directive.

La problématique dans le domaine de l'air ambiant n'est pas différente. Ainsi, la possibilité d'introduire dans le Règlement sur la qualité de l'atmosphère des normes d'air ambiant beaucoup plus sophistiquées pour quelque 350 substances toxiques a également été évaluée dans le cadre de la révision en cours. De façon plus précise, ces normes sont appelées "normes au point d'impact" et la méthodologie pour les appliquer implique, à l'instar des critères de qualité de l'eau de surface, le calcul à rebours d'une norme de rejet au point d'émission. Considérant la complexité du

modèle de dispersion ainsi que le caractère évolutif des critères de toxicité, il est envisagé de ne pas imposer les normes au point d'impact par voie réglementaire mais plutôt par le biais des autorisations délivrées. Toutefois, le principal motif justifiant cette proposition est la difficulté de les appliquer de façon uniforme et sans distinction. Il serait donc préférable de confiner ces normes et la méthodologie de calcul qui s'y rattache dans une directive.

Aux États-Unis, c'est le gouvernement fédéral qui réglemente les normes de rejet technologiques. Il oblige chacun des États à développer une approche qui tienne compte du milieu récepteur aquatique et atmosphérique et, à cette fin, il leur impose des lignes directrices minimales. Il peut exister une certaine variabilité de ces programmes entre les états mais elle tend à se réduire avec le temps.

En Ontario, les exigences relatives à la protection du milieu récepteur aquatique ne sont pas réglementées mais font plutôt l'objet d'une politique. En ce qui a trait aux exigences pour la protection de l'air ambiant, elles sont réglementées mais une démarche a été entreprise pour revoir l'ensemble de leur application. Au Québec, la réglementation sur la qualité de l'air de la CUM contient des normes au point d'impact pour plus de 350 paramètres.

Si la position adoptée par le Ministère est de ne pas réglementer les normes pour le milieu récepteur mais de les confiner dans des directives, il faudra s'assurer, dans la LQE, des pouvoirs permettant de les imposer par le biais des autorisations lorsque la situation l'exige, et cela même en présence de normes de rejet réglementaires. Actuellement, le seul pouvoir vraiment explicite à ce sujet est celui prévu à l'article 31.15 de la section de la LQE sur les attestations d'assainissement. Toutefois, ce pouvoir ne pourra s'appliquer qu'aux établissements industriels visés par le Programme de réduction des rejets industriels. Il est à noter que les normes de

rejet pour les substances toxiques sont établies en majeure partie à partir du milieu récepteur.

3- Les normes de rejet associées à des nuisances publiques

Enfin, il convient d'apporter une attention particulière à la normalisation par voie réglementaire de certaines activités par le biais de "normes de nuisance". Les émissions concernées par cette problématique particulière sont essentiellement le bruit, les odeurs et les poussières et ils apparaissent dans différents règlements administrés par le Ministère. Par exemple, le Règlement sur la qualité de l'atmosphère stipule que les usines d'équarrissage doivent limiter l'émission des odeurs rejetées dans l'atmosphère à moins de 100 degrés d'odeur par mètre cube. Le Règlement sur les carrières et sablières oblige les nouveaux établissements à limiter le niveau de bruit aux limites de toute zone résidentielle, commerciale ou mixte, à 40 dBA entre 18h00 et 6h00 et à 45 dBA entre 6h00 et 18h00.

Les autorités municipales, avec leurs pouvoirs de zonage, sont souvent mieux placées que le Ministère pour gérer ces aspects. En effet, la solution la plus fréquente pour régler ces problèmes est généralement très locale et fait appel au zonage du territoire. D'autre part en l'absence de réglementation municipale appropriée, il faut reconnaître qu'il serait très difficile pour le Ministère d'autoriser ce genre d'activités sans tenir compte de ces considérations. Pour ces raisons, le Ministère devrait établir ses normes à l'intérieur des limites de propriété. À l'instar des normes de localisation relatives à l'aménagement du territoire, il importe que le Ministère définisse ses exigences (guides, politiques, etc.) et les véhicule auprès des municipalités via notamment les schémas d'aménagement des MRC.

b) Les normes d'opération

Plusieurs normes d'opération relatives à l'exploitation d'activités sont contenues dans les règlements administrés par le Ministère, par exemple:

- interdiction de mélanger des déchets dangereux incompatibles;
- interdiction d'utiliser des huiles comme abat-poussière;
- normes de gestion des fumiers;
- code de gestion des pesticides;
- obligation de vidanger périodiquement les fosses septiques;
- obligation d'échantillonner et d'analyser les rejets.

Les normes d'opération sont semblables aux normes de conception et de restauration, dans le sens qu'elles sont également particulières à des secteurs d'activités et que généralement, elles ont été établies dans des domaines où il n'était pas possible de réglementer par le biais de normes de rejet. D'ailleurs, ces normes se retrouvent sensiblement dans les mêmes règlements que ceux contenant des normes de conception et de restauration. Les mêmes constats que ceux faits pour les normes de conception et de restauration s'appliquent donc également à ces normes.

1.3 LES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Les principales obligations administratives imposées aux établissements concernent les registres à tenir ainsi que les avis et rapports à transmettre au Ministère sur le suivi environnemental de leurs activités. Les exigences réglementaires du Ministère à ce sujet concernent notamment le contrôle de la conformité des rejets de contaminants des établissements. Ces exigences sont nombreuses, variées et présentes dans plusieurs règlements. Étant donné qu'elles ont été développées, en général, de façon individuelle et séparée pour chaque règlement, elles ne sont pas nécessairement harmonisées entre elles et surtout, leur impact global pour les établissement visés n'a pas été évalué. Dans certains cas, la charge de travail imposée à certaines catégories d'établissements par l'imposition de telles obligations administratives pourrait s'avérer trop lourdes et coûteuses. Il faut être

conscient que les autres ministères et le gouvernement fédéral imposent également des obligations à la même clientèle que celle visée par la réglementation du Ministère. Bien que l'on n'ait pas évalué précisément ces coûts, il apparaît que plusieurs dirigeants d'entreprises considèrent qu'un tel fardeau les détourne de leur mission première et les décourage souvent d'accroître la taille de leur établissement. Dans cette optique, rappelons la décision du Conseil des ministres de juin 1994 à l'effet que les règlements visant les entreprises et en particulier les PME, n'entraînent pas de charges administratives indues (paperasseries inutiles).

## 2. ACTUALISATION DES EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

Le but de la présente section est d'identifier des critères pour la révision périodique de nos exigences réglementaires. Plus précisément, il s'agit de déterminer dans quelle mesure et de quelle façon nous devons harmoniser nos exigences réglementaires avec celles des autres juridictions.

Il importe donc de déterminer à quel niveau le Ministère veut situer en termes de sévérité ses exigences réglementaires par rapport à celles en vigueur ailleurs. Il est impossible de répondre à cette question de façon précise mais il importe malgré tout de fixer certaines balises. D'abord, il n'est pas question que le niveau de nos exigences soit moins contraignant par rapport à notre base de référence. Ce niveau doit donc être au moins équivalent et dans la mesure du possible supérieur aux principales normes nationales et internationales de référence. On peut tenter de situer cette position par l'image suivante, soit « dans le milieu du peloton de tête ». En effet, ce n'est pas nécessairement en adoptant une attitude plus permissive au niveau environnemental que l'on va contribuer à l'augmentation de la productivité de notre industrie.

Pour ce faire, il faut établir une base de référence c'est-à-dire déterminer les juridictions (pays, provinces, états, organismes,) avec lesquelles nous allons nous comparer. De façon générale, on peut établir cette base de la façon suivante :

- 1° Les exigences du Gouvernement du Canada et celles des autres provinces canadiennes. Pour les provinces canadiennes, les normes de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique apparaissent souvent comme les plus intéressantes à consulter. De même, les exigences élaborées sous l'égide du Conseil canadien des ministres de l'Environnement font partie intégrante de cette première catégorie.
- 2° Les exigences fédérales américaines et celles des États. Les États du nord-est américain et les États riverains des Grands Lacs sont à privilégier dans cette comparaison, étant donné leur proximité par rapport au Québec.
- 3° Les exigences d'organismes internationaux (OCDE, OMS, ONU, UICN, etc.).

- 4° Les exigences pouvant provenir éventuellement des obligations relatives aux ententes sur le commerce (GATT, ALÉ, ALÉNA).
- 5° Les exigences provenant de l'adhésion du Canada et du Québec aux ententes internationales dans le domaine de l'environnement (Protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone, Accord Canada-Américain sur la qualité de l'air, Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement, Convention sur la diversité biologique, etc.).
- 6° Les exigences des pays européens, principalement les pays membres de la Communauté européenne ainsi que les exigences des pays identifiés comme des partenaires commerciaux du Québec.

Cette liste de juridictions et d'organismes ainsi que la hiérarchie qui en est faite ne doivent pas être considérées comme une règle absolue mais plutôt comme une démarche générale à privilégier.

Troisièmement, il importe de préciser les nuances ou les réserves pouvant s'avérer importantes dans un tel exercice de comparaison :

- 1° Les unités de mesure doivent être comparables; cette prémisse est fondamentale et son non-respect peut entraîner de graves erreurs dans le processus de comparaison.
- 2° On doit tenir compte de l'encadrement juridique de la norme à laquelle on se compare; par exemple, des normes de rejet formulées comme des objectifs à atteindre éventuellement et non opposables légalement à un établissement ne doivent pas être considérées au même titre que des normes de rejet consignées dans un règlement avec une échéance précise de mise en vigueur. Dans un tel cas, les normes légales devraient avoir une influence plus déterminantes que les normes énoncées simplement comme des objectifs à poursuivre.
- 3° L'obsolescence de la norme avec laquelle on se compare doit également être prise en considération. Par exemple, certaines normes fédérales américaines ont été déterminées voilà plus de 15 ans! Dans une telle situation, il est



normal de se poser la question à savoir si ces normes représentent encore un niveau d'exigence suffisamment contraignant pour les établissements visés. D'autre part, certaines technologies de traitement établies voilà plus de 20 ans sont encore très actuelles.

- 4° La performance actuelle de la clientèle visée au Québec par une nouvelle norme doit être considérée, à savoir si elle respecte déjà des exigences plus contraignantes que celles en vigueur ailleurs. Dans un tel cas, la norme imposée pourrait correspondre à la norme déjà atteinte.

D'autres points doivent être considérés lors de l'élaboration d'une nouvelle norme. Nous en mentionnons deux autres tout en reconnaissant que leur vérification est plus difficile à effectuer.

- 5° La contrainte réelle imposée par une juridiction étrangère à sa clientèle doit également, dans certains cas être prise en compte. Par exemple, l'adoption d'une norme très sévère sur les HAP par un État où l'on ne retrouve aucune aluminerie n'a pas réellement d'impact.

- 6° Les conditions locales sont souvent différentes d'un état ou d'une province à l'autre et peuvent avoir un impact déterminant sur l'établissement des normes. Par exemple, les normes de rejet dans la Baie de San Francisco sont d'une grande sévérité parce que le milieu récepteur est déjà fortement hypothéqué par la pollution. D'autre part, certains États américains adoptent des exigences basées sur des techniques comme l'injection des effluents industriels dans des puits profonds sans aucun traitement préalable ou encore leur évaporation naturelle dans des lagunes immenses. Or, ces techniques d'élimination ne peuvent être appliquées au Québec à cause de notre géologie et de notre climat.

Quatrièmement, il faut déterminer la fréquence à laquelle doit être effectuée l'actualisation de nos exigences réglementaires. De façon générale on considère que les règlements du Ministère devraient faire l'objet d'une révision globale au moins à tous les dix ans. Toutefois, il est normal qu'interviennent durant cette période des modifications partielles. Enfin, mentionnons que les exigences contenues dans les différents règlements gérés par le Ministère sont de plus en plus interreliées et qu'il y aurait avantage à synchroniser leurs modifications.

*Par exemple, le projet de règlement sur les matières dangereuses implique des modifications à six autres règlements.*

### 3. ORIENTATIONS RETENUES

1. Adopter un modèle pour imposer légalement nos exigences environnementales qui soit basé sur le développement d'exigences générales et essentielles véhiculées par voie réglementaire pouvant être complétées si nécessaire par des exigences particulières imposées par le biais des autorisations délivrées aux intervenants. En conséquence, prévoir dans la Loi sur la qualité de l'environnement le développement d'un système d'autorisation permettant d'imposer des exigences complémentaires ou plus contraignantes que celles prévues par règlement.

D'autre part, la détermination des exigences particulières impliquant une certaine interprétation faisant appel au jugement professionnel, il importe que ce jugement soit bien encadré par des balises connues de tous et qu'il reflète une position ministérielle et non pas individuelle. Le Ministère doit rendre publiques (politiques, directives, guides, etc.) les méthodologies, critères et autres balises supportant la détermination d'exigences particulières.

2. Les solutions non réglementaires pour régler un problème environnemental doivent, à priori, être privilégiées aux mesures réglementaires si elles permettent de rencontrer les objectifs visés. Toutefois, les réserves suivantes doivent être exprimées :

- Les exigences générales et essentielles, notamment les normes de rejet, doivent être connues et appliquées de façon uniforme et systématique. Conséquemment, il y a intérêt à utiliser l'outil réglementaire pour les imposer.
- Les répercussions sur les modalités d'autorisation d'une carence d'exigences réglementaires encadrant la réalisation pour une activité donnée doivent être bien évaluées. En effet, une carence d'exigences réglementaires peut avoir pour conséquence d'augmenter indûment le contenu plus discrétionnaire des autorisations délivrées par le Ministère. Plus important, pour certaines activités dont la réalisation peut être complètement normalisée, la carence d'exigences réglementaires peut avoir pour effet de ne pas permettre la suppression des autorisations concernées. Or,

il faut être conscient que les obligations administratives associées à l'obtention des autorisations requises peuvent être plus lourdes que celles imputables au respect des exigences réglementaires.

3. Une norme réglementaire doit être une exigence claire, simple d'application et non sujette à interprétation. Il ne s'agit donc pas d'un objectif à atteindre éventuellement mais d'une exigence précise à respecter à une date déterminée. La conformité à une norme réglementaire doit pouvoir être vérifiée relativement facilement par le Ministère si l'on veut pouvoir en sanctionner l'infraction. Question d'équité, les intervenants visés doivent également être en mesure de vérifier eux-mêmes, à un coût raisonnable, leur conformité à une norme réglementaire. De plus, toute exigence réglementaire doit être élaborée en tenant compte de la capacité du Ministère à en vérifier la conformité. En effet, en l'absence d'un contrôle minimal du Ministère, la rentabilité environnementale d'une norme réglementaire est questionable.
4. Les avantages de développer ou de maintenir une réglementation doivent être supérieurs à ses inconvénients et coûts pour le gouvernement et ses clientèles.
5. Toute réglementation doit être élaborée avec le souci de préserver la compétitivité des entreprises québécoises notamment les PME. Pour ce faire, les normes réglementaires doivent être harmonisées avec celles des autres juridictions. Plus précisément, la base de référence privilégiée comprend les exigences des instances suivantes :
  - 1° Gouvernement du Canada et les autres provinces
  - 2° États-Unis
  - 3° Organismes internationaux (OCDE, OMS, etc.)
  - 4° Ententes commerciales, internationales (ALENA, GATT, etc.)
  - 5° Ententes environnementales internationales (CFC, diversité biologique, etc.)
  - 6° Pays européens et notamment la CEE.
6. Toute réglementation doit être élaborée de concert avec tous les intervenants concernés (ministères, municipalités, groupes environnementaux, etc.) et principalement les clientèles visées. Pour ce faire, il importe d'instaurer

des mécanismes de consultation (ex.: groupes de travail sur document technique) de ces clientèles avant de procéder à la prépublication des règlements dans la Gazette Officielle du Québec.

7. Développer des exigences réglementaires moins encadrantes en les centrant sur le résultat final visé plutôt que sur la façon d'y arriver. Par exemple, imposer une norme de rejet plutôt que la mise en place d'un équipement de traitement.
8. Réduire au minimum les obligations réglementaires d'ordre administratif (ex.: formulaires, registres, avis et rapports à transmettre) imposées aux entreprises et particulièrement aux PME en réévaluant leur pertinence et les bénéfices escomptés sur le plan environnemental ainsi que la capacité du Ministère de les traiter adéquatement. Ces obligations doivent notamment être allégées pour tenir compte des informations déjà en possession du Ministère. L'exigence réglementaire relative à la tenue d'un registre est privilégiée dans le but de fournir une base au contrôle de l'application des règlements par le Ministère. De plus, il importe d'harmoniser lors des révisions réglementaires, la durée de la période de conservation des données du registre des différentes clientèles de même que les modalités de transmission des rapports au Ministère.
9. Réduire les chevauchements de juridiction avec les autres ministères afin de diminuer les coûts et les délais pour l'ensemble des intervenants et de favoriser l'instauration d'un guichet unique pour les clientèles. Le retrait du Ministère du domaine du transport des matières dangereuses au profit de MTQ et de la gestion des eaux embouteillées au profit du MAPAQ sont des exemples pertinents de réduction des chevauchements. D'autres chevauchements de juridiction ou de compétence doivent être réévalués comme celui de la gestion de l'eau potable avec le MSSS.
10. Évaluer la possibilité de supprimer ou de transférer à un autre ministère la responsabilité de certains règlements ou parties de règlement dont le contenu n'est pas ou peu relié à la mission du Ministère (ex.: Règlement sur les entreprises d'aqueduc et d'égout, Règlement sur les pataugeoires et piscines publiques et le Règlement sur les salons de coiffure, etc.).

11. Évaluer la possibilité de confier aux municipalités l'application des règlements ou parties de règlement où les questions d'aménagement du territoire prévalent (ex.: Règlement sur les carrières et sablières).

Supprimer, dans la mesure du possible de la réglementation du Ministère, les normes de distance relatives à des questions d'aménagement du territoire afin de laisser les municipalités assumer cette responsabilité via leur réglementation de zonage. Évaluer la possibilité de convertir certaines de ces exigences en des normes de distance applicables à la limite de propriété. Déterminer et véhiculer nos exigences (guide, directive, etc.) auprès des municipalités via notamment les schémas d'aménagement des MRC.

Supprimer, dans la mesure du possible de la réglementation du Ministère, les normes d'émission établies pour des nuisances publiques (bruit, odeur et poussières) et dont le contrôle relève des municipalités. Dans le cas où cette suppression s'avérerait difficile à réaliser, les normes du Ministère devraient se limiter à des exigences à respecter aux limites de propriété. Ces exigences pourraient cependant être modulées en fonction de la vocation des territoires avoisinants (zonage municipal). Déterminer et véhiculer nos exigences (guide, directive, etc.) auprès des municipalités via notamment les schémas d'aménagement des MRC.

12. Accorder une priorité au développement et à l'actualisation des exigences pour limiter les rejets de contaminants à l'environnement, que ces exigences soient réglementaires (normes technologiques) ou particulières (exigences établies en fonction des milieux récepteurs).

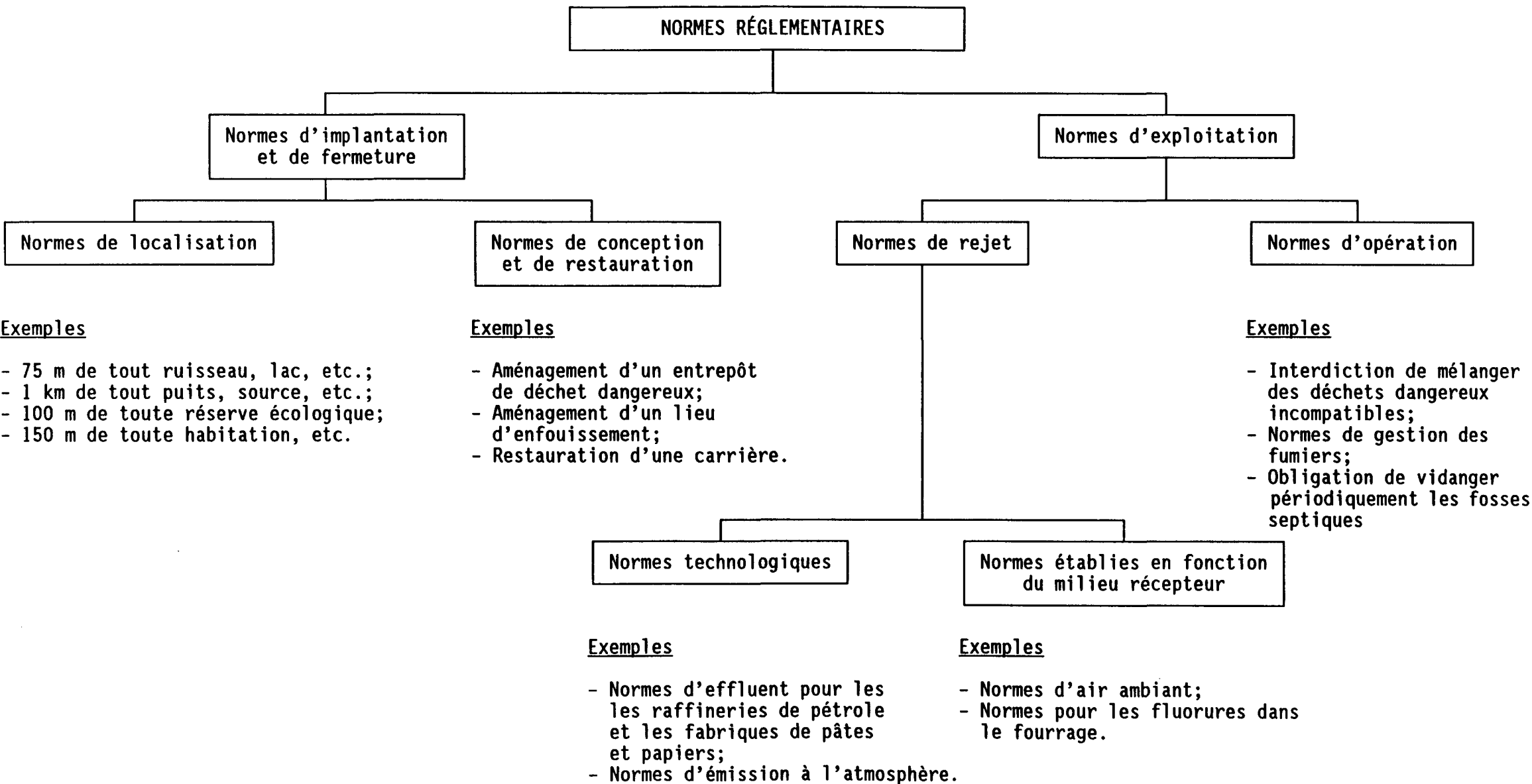
Considérer les normes de rejet dites technologiques comme des exigences réglementaires de base et reconnaître qu'elles peuvent s'avérer insuffisantes, dans certaines situations, pour protéger le milieu récepteur.

Ne pas insérer dans un cadre réglementaire les exigences particulières relatives à la protection des milieux récepteurs de façon à permettre une certaine souplesse et adaptation dans leur application.

13. Réviser en profondeur nos exigences réglementaires au moins à tous les dix ans et favoriser une démarche synchronisée pour les règlements dont le contenu est interrelié.

NOTE : LA PARTIE DE LA QUESTION PORTANT SUR  
L'ÉCHÉANCIER DE LA RÉVISION RÉGLEMENTAIRE  
EST TRAITÉE À LA QUESTION 10

ANALYSE DU DOMAINE RÉGLEMENTAIRE DU Ministère (Situation actuelle)







**ÉTUDES DES CRÉDITS 1997-1998**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS**  
**PRÉSENTÉS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**QUESTION NO 50**  
**ÉLARGISSEMENT DU PROGRAMME DE RÉDUCTION DES REJETS INDUSTRIELS**

État de situation :

La délivrance des attestations d'assainissement pour les établissements du secteur des pâtes et papiers devrait débuter à l'été ou en septembre 1998. En effet, le 14 mars dernier, le ministre Cliche a fait parvenir une lettre au PDG de l'Association des industries forestières du Québec limitée (AIFQ) précisant les exigences retenues pour la première et la deuxième attestation d'assainissement. On peut donc présumer que la rédaction des attestations d'assainissement pour ces établissements sera enclenchée à la fin de l'été 1997. La rédaction d'une attestation d'assainissement peut s'échelonner sur une période allant de deux à sept mois. Il faut considérer un délai variant entre sept et onze mois entre le dépôt du projet d'attestation et la délivrance à l'établissement concerné, notamment à cause de la période de consultation publique.

Par ailleurs, il est prévu que les établissements des autres secteurs industriels majeurs seront assujettis, par décret gouvernemental, à la section IV.2 de la LQE et devront obtenir une attestation d'assainissement. Ces décrets seraient promulgués entre 1997 et l'an 2000, au rythme d'un décret par année. Chaque décret devrait viser entre 40 et 70 établissements industriels.

Échéancier de réalisation :

Automne 1997 :

- Établissements du secteur minier et métallurgique effectuant le traitement du minerai;
- Affineries de cuivre et de zinc;
- Aciéries dont la capacité de production est supérieure à 30 000 tm/an;
- Alumineries;
- Quelques établissements de l'industrie minérale (cimenteries, verre plat, chaux).

Automne 1998 :

- Raffineries de pétrole;
- Établissements de la chimie organique et inorganique.

Automne 1999 :

- Établissements de la métallurgie secondaire de l'aluminium;
- Fonderies de fonte;
- Aciéries dont la capacité de production est inférieure à 30 000 tm/an;
- Établissements effectuant du traitement métallique de surface.

Automne 2000 :

- Quelques établissements du secteur agro-alimentaire;
- Quelques établissements du sous-secteur de la préservation du bois;
- Quelques établissements du secteur du textile.



## NOTE D'INFORMATION

Question 51 : Copie de la classification des rivières du Québec

### 1. RAPPEL DE LA PROBLÉMATIQUE

#### Classification des rivières:

La demande de classification des rivières a fait l'unanimité au cours du débat public sur l'énergie qui s'est déroulé en 1995 sous l'égide du secteur Énergie du MRN. Elle fait partie des recommandations du rapport de la Table de consultation du débat sur l'énergie qui a été déposé à M. Guy Chevrette au printemps 1996. Aussi, dans la politique énergétique rendue publique à l'automne 1996, le gouvernement a pris l'engagement de procéder à la classification des rivières.

Le processus de classification des rivières s'appliquerait prioritairement dans les régions ou parties de régions hydrographiques présentant des conflits potentiels d'usages et s'appuierait sur une action concertée des intervenants régionaux. Le processus serait amorcé par une demande des régions concernées et se terminerait par la décision finale de classification du Conseil des ministres. Quoique les catégories et les critères de classification seraient les mêmes pour tout le Québec, la méthodologie d'établissement des consensus pourrait varier d'une région à l'autre. Les résultats du projet-pilote du développement intégré des rivières au Lac-Saint-Jean seront très utiles pour établir des balises quant à cette méthodologie.

#### Programme de rivières patrimoniales du Québec:

Par ailleurs, en juin 1996, le ministre de l'Environnement et de la Faune, M. David Cliche demandait de mettre sur pied un groupe de travail pour préparer un document qui guiderait l'action du gouvernement en matière de protection de rivières du Québec, qui évaluerait l'ampleur potentielle d'un réseau de rivières protégées et les critères qui présideraient à la sélection des rivières candidates.

Le MEF a présenté en novembre 1996 au MRN et au MCC son projet de programme de rivières patrimoniales du Québec. Le principal objectif du programme est de développer un réseau de rivières protégées qui tient compte des particularités naturelles, culturelles et récréatives que les Québécois et Québécoises leur attribuent. Le cadre d'application de ce programme serait celui des treize régions hydrographiques du Québec. Dans chacune de ces régions, une ou plusieurs rivières patrimoniales représentatives de leurs caractéristiques naturelles, culturelles et récréatives seraient désignées. D'autres cours d'eau pourraient être désignés rivières patrimoniales en raison de leur caractère exceptionnel ou unique à l'échelle du Québec.

La mise en candidature des rivières patrimoniales serait confiée aux intervenants régionaux. La désignation d'une rivière patrimoniale pourrait se faire indépendamment du processus de classification s'il n'y a pas de conflit d'usage et que les intervenants concernés peuvent démontrer qu'il existe un consensus et des engagements pour la conservation et la mise en valeur de ce cours d'eau.

## 2. PROPOSITION D'HARMONISATION DES DEUX PROCESSUS

À la suite d'une rencontre entre des représentants du MEF, du MRN et du MCC, il est apparu que les deux démarches ne pouvaient se dérouler de façon séparée. Il a été convenu de former un groupe de travail tripartite composé de représentants de ces trois ministères afin de proposer un processus harmonisé intégrant la classification des rivières et le programme des rivières patrimoniales. La proposition sera soumise à une consultation interministérielle et à une consultation publique dont les modalités seront définies par le groupe de travail.

La proposition s'appuiera sur les principes suivants :

- Pour les fins de la classification, le terme rivière désigne le lit majeur d'un cours d'eau sur une partie ou la totalité de son cours, de sa source à sa confluence avec un autre cours d'eau. Les processus proposés ne veulent ni ne doivent se substituer à une gestion adéquate des ressources du bassin hydrographique (tous les affluents), du bassin versant (tout le territoire du bassin hydrographique) et de sa nappe phréatique (toute la ressource hydrique).
- La classification des rivières est un processus de planification visant à concilier la conservation et l'utilisation de la ressource, dans une perspective de développement durable. Sur un total de 525 rivières répertoriées dans les études de potentiel hydroélectrique, un peu moins de 6 % sont aménagées pour fins de production. Le problème de la mise en valeur des rivières du Québec n'en est pas un de rareté de la ressource, mais provient plutôt de la nécessité d'établir un consensus social sur leur développement.
- Le programme des rivières patrimoniales est un processus d'identification visant à reconnaître officiellement la valeur patrimoniale de cours d'eau représentatifs des régions hydrographiques du Québec. Les lois et les règlements existants sont suffisants pour assurer la conservation et la mise en valeur des rivières. Le problème de la conservation des rivières n'en est pas un d'absence de moyens de sauvegarde, mais vient du fait que ceux-ci ne sont pas toujours mis en application, faute d'une reconnaissance officielle de la valeur patrimoniale des rivières et d'un engagement des intervenants concernés.
- L'appropriation constitue le fondement du processus de classification des rivières et du programme des rivières patrimoniales. Tous deux se fondent sur l'initiative et la participation des intervenants régionaux et locaux. Si on veut que les priorités de développement et de conservation se concrétisent, il est essentiel que les intervenants régionaux et locaux s'approprient les outils de prise de décision et qu'ils soient les premiers à reconnaître la valeur patrimoniale de leurs rivières.
- Le gouvernement est accompagnateur des milieux concernés. Il documentera les caractéristiques des régions hydrographiques du Québec, élaborera des objectifs communs à atteindre, des méthodologies et des critères. Il apportera un soutien technique au processus de classification des rivières et au programme des rivières patrimoniales. Il incombera aux régions de rechercher auprès des intervenants concernés, y compris les ministères et les promoteurs, le financement nécessaire à la réalisation des deux processus. Une fois les deux processus terminés, le gouvernement utilisera ses programmes réguliers pour soutenir la conservation et la mise en valeur des rivières.
- À titre d'exemple de ce que pourrait coûter le processus de classification des rivières, le projet-pilote du développement intégré des rivières du Lac-Saint-Jean aura coûté aux environs de \$80 000 lorsqu'il sera terminé. Cependant, d'ores et déjà, on peut s'attendre à ce que des sommes supplémentaires soient nécessaires pour une meilleure caractérisation des rivières, dans les prochaines expériences. Dans le cas de la reconnaissance de rivières patrimoniales, le réseau canadien de rivières du patrimoine nous enseigne qu'il faut prévoir une somme globale de près de \$150 000 par rivière. Par conséquent, le coût par région hydrographique pour une classification des rivières et une mise en candidature d'une rivière patrimoniale serait, au minimum, de \$230 000.

**QUESTION NO 52 :**

***Copie de la politique de protection du patrimoine naturel***

---

Il n'existe pas à proprement parler de politique d'ensemble de protection du patrimoine naturel au Québec.

Par contre, le Québec dispose depuis mai 1996 d'une Stratégie et d'un Plan d'action sur la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique. Comme le patrimoine naturel est inclus dans la biodiversité, ces textes gouvernementaux constituent la toile de fond de l'intervention gouvernementale en matière de patrimoine naturel.

Par ailleurs, le Québec dispose d'un ensemble de politiques sectorielles et de textes d'orientation et de planification qui permettent de mieux saisir l'effort gouvernemental en matière de protection du patrimoine naturel.

Ainsi, il y a la Politique sur les parcs québécois et la Programmation quinquennale (1993-1998) de création des parcs. Il y a la Politique de constitution des réserves écologiques et la Programmation quinquennale (1996-2001) de constitution des réserves écologiques. On peut aussi mentionner les orientations et la planification en matière de création de refuges fauniques. Enfin, dans le domaine des espèces menacées ou vulnérables, il existe une politique québécoise qui concerne aussi la sauvegarde d'habitats.

Tous les documents cités plus haut sont sous la responsabilité du ministère de l'Environnement et de la Faune.

À cela, le Québec s'est aussi donné une politique par rapport à la création de parcs régionaux qui relève du ministère des Affaires municipales.

MEF/DCPE/1997-04-02



**DIRECTION GÉNÉRALE :** des opérations

**DIRECTION :** de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)

### ÉTAT DE SITUATION

**TITRE :** CONTAMINATION BACTÉRIOLOGIQUE DE  
PUITS PRIVÉS DANS LES SECTEURS  
HALDIMAND ET SANDY BEACH  
(VILLE DE GASPÉ)

**N° :** DR-11-07

**N° GESTION DOCUMENTAIRE :** 7313-11-01-0250001

### PROBLÉMATIQUE :

Des propriétaires de résidences des secteurs Haldimand et Sandy Beach dans la Ville de Gaspé sont aux prises avec un problème de contamination de leur puits privé par des bactéries coliformes. Un rapport, préparé en janvier 1994 par une firme privée pour le compte de la Ville de Gaspé, mentionne que le problème de contamination est dû à la non-conformité d'installations septiques au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (c. Q-2, r. 8).

Un comité, formé de ces propriétaires, fait des pressions auprès de la Ville de Gaspé pour que celle-ci trouve une solution au problème de contamination de leur puits. Considérant que la Ville de Gaspé ne propose pas de solution, le comité demande, en juin 1994, l'aide du ministère de l'Environnement et de la Faune afin de faciliter un règlement dans le dossier.

Suite à cette requête, différentes démarches sont entreprises par le Ministère afin de bien cerner la problématique. Ainsi, la Direction régionale demande à la Direction des enquêtes d'investiguer et celle-ci recommande en novembre 1994 d'entreprendre des poursuites pénales contre la Ville de Gaspé. Par ailleurs, le ministre nomme un commissaire-enquêteur en juillet 1994 et ce dernier conclut, en février 1995, que la contamination des puits privés d'un secteur restreint de Haldimand provient principalement de la non-conformité et de la déficience des champs d'épuration. Le commissaire-enquêteur recommande également le recours à une ordonnance pour faire appliquer le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (c. Q-2, r. 8).

En mars 1995, la Direction des affaires juridiques émet une opinion sur la fragilité d'une intervention du ministre par l'entremise de son pouvoir d'ordonnance et suggère une négociation. C'est dans ce contexte que M<sup>re</sup> Francis Letendre est mandaté pour rencontrer les représentants de la Ville de Gaspé.

C'est en mai 1995 que le ministre fait connaître aux représentants de la Ville de Gaspé la position des autorités gouvernementales dans ce dossier. Cette position consiste alors à réclamer à la Ville de Gaspé d'assumer le coût d'installation de nouveaux équipements septiques. Le Ministère n'entend pas fournir d'aide financière.

Au début de 1996, comme il apparaît que les efforts de médiation ne portent pas fruit, le mandat de M<sup>re</sup> Francis Letendre se termine. De plus, en mai 1996, la Direction des affaires juridiques suggère la Direction régionale comme interlocutrice privilégiée pour donner suite au dossier.

En juin 1996, la Direction des politiques du secteur municipal du Ministère analyse les résultats d'une nouvelle campagne d'échantillonnage réalisée à l'été 1995 pour le compte de la Ville de Gaspé, et conclut que la déficience des installations septiques n'est peut-être pas la seule source de contamination des puits privés. En effet, ceux-ci sont possiblement mal protégés et la contamination pourrait également provenir des eaux de surface.



**DIRECTION GÉNÉRALE : des opérations**

**DIRECTION : de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine (11)**

**ÉTAT DE SITUATION**

**TITRE : CONTAMINATION BACTÉRIOLOGIQUE DE  
PUITS PRIVÉS DANS LES SECTEURS  
HALDIMAND ET SANDY BEACH  
(VILLE DE GASPÉ)**

**N° : DR-11-07**

**N° GESTION DOCUMENTAIRE : 7313-11-01-0250001**

**PROBLÉMATIQUE : (SUITE)**

En août 1996, la Direction des affaires juridiques décide de ne pas prendre de recours pénal contre la Ville de Gaspé et suggère que le dossier fasse l'objet d'une ordonnance.

**ACTIONS EN COURS :**

Afin d'amorcer un règlement dans le dossier, la Direction régionale est mandatée à l'été 1996 pour préparer un projet d'avis préalable d'ordonnance et un rapport complet sur le dossier. L'avis préalable d'ordonnance est expédié à la Ville de Gaspé le 25 octobre 1996.

M. Paul Morin, porte-parole du comité de citoyens, fait part de ses inquiétudes dans une lettre au ministre le 18 novembre 1996 quant à la solution énoncée dans l'avis préalable d'ordonnance. Le Ministère répond à M. Morin en réitérant sa position et l'invite à poursuivre ses discussions avec la Ville de Gaspé.

Le 27 novembre 1996, la Ville de Gaspé transmet au Ministère ses commentaires relatifs à l'avis préalable d'ordonnance. De plus, elle informe le Ministère, le 7 février 1997, qu'elle a entrepris des démarches avec les représentants du comité de citoyens afin de trouver une solution qui réglera les problèmes de contamination et ce, à un coût respectant la capacité de payer des contribuables. Le comité de citoyens informe également le ministre le 24 février 1997 de ces démarches.

Le Ministère poursuit son évaluation quant aux propositions formulées au dossier.

<b>DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT</b> <b>DIRECTION DES POLITIQUES DU SECTEUR MUNICIPAL</b>	
<b>ÉTAT DE SITUATION</b>	
<b>TITRE :</b>  Délimitation rivière Richelieu Secteurs Saint-Athanase et Saint-Jean	<b>NO :</b> Page 1 de 2
<p><b>PROBLÉMATIQUE :</b> En 1991, suite à des plaintes concernant de nombreux cas de remblayage sur les rives de la rivière Richelieu, le ministère de l'Environnement et de la Faune a entrepris la délimitation des propriétés de la Couronne sur un secteur de rive de 11.6 km dans les municipalités de Saint-Jean et de Saint-Athanase. Il y eut donc à l'automne 1991, un travail de détection systématique en front de 289 propriétés riveraines. Au total 204 cas d'empiètement légalisables par bail furent identifiés et les propriétaires concernés furent conviés, à l'hiver 1992, à régulariser leur situation.</p> <p>Plusieurs riverains contestèrent la limite proposée par le Ministère, sur la foi de leur arpenteur-géomètre ou notaire. Malgré les tentatives du Ministère de bien informer les riverains, ceux-ci formèrent «l'Association des riverains de la rivière Richelieu (A.R.R.R.)», afin de contester la délimitation du MEF et faire cesser la régularisation des empiètements jusqu'à ce que la limite soit acceptée de part et d'autre.</p> <p>Depuis, de nombreuses rencontres eurent lieu entre les riverains, les autorités du MEF et les députés locaux. Les nombreux échanges techniques entre l'Association et les représentants du MEF n'ont pas, à ce jour, permis d'aboutir à un consensus sur la localisation de la limite du domaine hydrique public dans ce secteur.</p> <p>L'Association conteste la méthodologie utilisée par le MEF pour délimiter ses propriétés ainsi que les données hydrométriques utilisées pour établir la cote des hautes eaux avant débordement, sur la rivière Richelieu. Les façons de procéder du MEF ont toutefois été testées à maintes reprises devant les tribunaux et s'appuient sur la jurisprudence en cette matière.</p> <p>En 1993 le MEF indiquait à l'Association que la position du domaine hydrique est une question de fait et ne peut tenir compte des remblayages effectués. Par contre, les conditions de régularisation en vue de fournir des titres clairs aux riverains sont davantage négociables. De plus depuis 1994, après entente avec le ministre Pierre Paradis, le MEF n'entreprend pas de recours juridiques pour forcer la régularisation d'un empiètement dans ce secteur jusqu'à ce qu'il y ait entente sur la limite du domaine hydrique public.</p> <p>À l'automne 1995, le ministre Jacques Brassard proposait aux représentants de l'Association de former un comité d'experts dans le but de mieux cerner les prétentions de chacun et de faire ressortir les éléments de convergence s'il y a lieu.</p> <p>En avril 1996, une proposition visant la création d'un comité d'experts formé de trois arpenteurs-géomètres, l'un nommé par le MEF, un autre par l'Association et le troisième par ses pairs, a été soumise par le ministre David Cliche au président de l'A.R.R.R. Le 22 avril, le président accusait réception de la lettre du ministre et convoquait à une réunion les membres de l'A.R.R.R. et les deux députés locaux. Par la suite, une rencontre s'est tenue entre le député de St-Jean, M. Roger Paquin et le ministre David Cliche, au cours de laquelle M. Cliche fut informé que les citoyens concernés par cette délimitation trouvaient que le MEF ne respectait pas sa parole de considérer le rapport d'un expert hydraulicien.</p>	

<b>DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT</b> <b>DIRECTION DES POLITIQUES DU SECTEUR MUNICIPAL</b>	
<b>ÉTAT DE SITUATION</b>	
<b>TITRE :</b> Délimitation rivière Richelieu Secteurs Saint-Athanase et Saint-Jean	<b>NO :</b> Page 2 de 2
<b>ACTIONS EN COURS :</b> Le 18 juin une rencontre impliquant les deux députés locaux, MM. Paquin et Le Hir, le ministre David Cliche, des représentants de l'Association et des fonctionnaires du MEF permit de fixer de nouvelles balises pour donner suite à la proposition de formation du comité tripartite, ce qui fut consigné dans une lettre du ministre au président de l'association le 4 juillet 1996. La lettre de l'A.R.R.R. du 25 juillet 1996, suite à une réunion de son conseil d'administration, constitue une position de recul par rapport aux propos tenus à la réunion du 18 juin. Le 28 novembre 1996, le ministre David Cliche accorde un sursis de trois semaines à l'A.R.R.R. pour consulter ses membres et répondre à sa proposition du 4 juillet. L'Association a demandé un délai pour consulter ses membres et n'a pas à ce jour accepté la proposition du ministre.	
<b>RECOMMANDATIONS :</b>  À défaut d'obtenir l'appui des membres de l'A.R.R.R. au processus suggéré, il est examiné que le MEF présente une requête en jugement déclaratoire au tribunal.	
<b>Mise à jour:</b> 26 mars 1997	<b>ANNEXES:</b> OUI <u>X</u> NON <u>  </u>

Situation des baux pour les dossiers visés par la détection systématique des empiétements en 1991 à Saint-Athanase et à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Nombre de propriétés riveraines visées	289
Nombre de propriétés en empiètement sur le domaine hydrique public	204

---

-	
Nombre de baux en vigueur (valeur moyenne des loyers annuels 172,50 \$)	26
Nombre de baux soumis mais non signés	141
Nombre de baux à rédiger	33
Nombre d'empiétements enlevés	4

---

-	
	TOTAL 204

---

**NOTE** Il y a présentement dans ces municipalités deux dossiers sous bail pour lesquels le MEF réclame des loyers impayés.

26 mars 1997



**COPIE DES PROCÉDURES DÉPOSÉES CONTRE LE MEF DÉCOULANT DU  
SINISTRE DU 19 ET 20 JUILLET 1996 ET COPIE DES JUGEMENTS RENDUS À CE  
JOUR.**

- 1. JEAN LEMAY C. LA SIQ ET LE PGQ, UNE REQUÊTE POUR AUTORISATION  
D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF**
- 2. AMERICAN HOME ASS. CIE ET AL C. LE PGQ ET AL, UNE ACTION EN  
DOMMAGES-INTÉRÊTS**
- 3. JEAN LEMAY C. LA SIQ ET LE PGQ, UN JUGEMENT AUTORISANT  
L'EXERCICE D'UN RECOURS COLLECTIF**



CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE CHICOUTIMI

COUR SUPÉRIEURE  
(Recours collectif)

CAUSE NO: 150  
06-000002-964

CODE: BS 1911

JEAN LEMAY, enseignant, résidant et domicilié au  
117, Chemin des Copains, Ville de Laterrière, district de  
Chicoutimi;

Requérant

-vs-

SOCIÉTÉ IMMOBILIERE DU QUÉBEC, compagnie  
à fonds social constituée sous l'autorité de la Loi sur la  
Société Immobilière du Québec, chap. S-17.1, ayant son  
siège social au 1075, rue de l'Amérique Française, Ville  
et district de Québec, province de Québec (G1R 5P8);

-et-

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC, a/s de  
M. Jacques St-Laurent, directeur général du contentieux,  
300, boul. Jean Lesage, bureau 1.03, Ville et district de  
Québec, province de Québec (G1K 8K6);

Intimés conjoints et solidaires

PLACER CE ROND EN PREMIER DANS LA MACHINE

**À télécopier**

À: *Me Pierre Châtillon*

Destinataire: \_\_\_\_\_

N° du télécopieur: *646-0908*

Nbre de pages: *15*

De: *Me Claude Bouchard*

Date: \_\_\_\_\_

Unité administrative: \_\_\_\_\_

N° du télécopieur: \_\_\_\_\_

Messages: \_\_\_\_\_

Québec

**REQUÊTE POUR AUTORISATION D'EXERCER  
UN RECOURS COLLECTIF ET ÊTRE REPRÉSENTANT**  
(Article 1002 et ss. C.p.c.)

LA REQUÊTE DE VOTRE REQUÉRANT EXPOSE RESPECTUEUSEMENT :

1. Votre requérant, Jean Lemay, désire exercer un recours collectif contre les intimés, conjointement et solidairement, pour le compte des personnes physiques faisant partie du groupe ci-après dont il est lui même membre, savoir:

" Toute personne, à quelque titre que ce soit, propriétaire, locataire, résident ou autre, qui, les 19, 20, 21 juillet 1996 et jours suivants, a subi des dommages aux biens et/ou à la personne, de quelque nature que ce soit, suite à la crue des eaux provenant du bassin LAC KÉNOGAMI, et aux inondations en aval de celui-ci notamment, mais non limitativement, vers la Rivière Saguenay via Rivière Chicoutimi, Rivière aux Sables et Ruisseau Jean-Dechêne. "



2. Les faits qui donneraient ouverture à un recours individuel de la part de votre requérant contre les intimés, conjointement et solidairement, sont:

- 2.1 Votre requérant était, au 19 juillet 1996, résidant et domicilié au 117, Chemins des Copains, Laterrière, G0V 1K0, district de Chicoutimi;
- 2.2 Votre requérant résidait à l'adresse alléguée ci-devant avec son épouse et deux (2) de ses trois (3) enfants;
- 2.3 Votre requérant était propriétaire, et l'est toujours, du domicile allégué ci-devant;
- 2.4 A cause de la crue des eaux provenant du bassin LAC KÉNOGAMI, et notamment de la crue des eaux et des inondations de la Rivière Chicoutimi, votre requérant a subi des dommages importants à ses biens;
- 2.5 Votre requérant et sa famille ont dû être évacués d'urgence le 20 juillet 1996, subissant des dommages de différentes natures tels notamment, dommages à sa propriété immobilière, à ses meubles, inconvenients majeurs, préjudice moral et psychologique considérable;
- 2.6 La gravité, la nature et l'étendue des dommages subis par le requérant sont dues à la faute, imprudence, témérité, insouciance, négligence et incurie des intimés conjoints et solidaires, avant comme pendant les événements des 19 juillet 1996 et suivants;
- 2.7 Plus particulièrement, mais non limitativement, l'intimée SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC, à titre de propriétaire des barrages et digues retenant les eaux du bassin LAC KÉNOGAMI, et l'intimé Gouvernement du Québec, par l'intermédiaire de son MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC, à titre de gestionnaire desdites installations et du bassin lui-même, ont avant et pendant les événements de juillet 1996 fait preuve de faute, insouciance, imprudence, témérité, négligence et incurie en ce que, de façon non limitative;

A) Généralement, avant comme pendant les événements :

- 1) Ils maintenaient le niveau du bassin LAC KÉNOGAMI à un niveau trop élevé sinon maximum, écartant toute marge de manoeuvre en cas de pluie abondante;
- 2) Ils gèrent le bassin LAC KÉNOGAMI selon des critères dépassés, insuffisants et inadéquats, compte tenu des tissus urbains et industriels en aval, notamment en :
  - i) ne tenant pas compte des critères de gestion de « pluie maximale probable » et « crue maximale probable »;
  - ii) ne tenant pas compte, mais la tolérant et la soutenant contractuellement contre redevances, d'une situation

d'étranglement des voies d'évacuation des eaux du réservoir LAC KÉNOGAMI en aval;

- iii) ne tenant pas compte de la situation physique du bassin LAC KÉNOGAMI par rapport à ce qui est en amont de celui-ci;
- iv) n'ayant même pas de moyen réel et suffisant de mesure des apports d'eaux en amont du bassin LAC KÉNOGAMI et se limitant à gérer selon la mesure du niveau maintenu, par ailleurs trop élevé, dans le bassin lui-même;
- v) ne tenant pas compte des prévisions météorologiques d'Environnement Canada, et des études à leur disposition concernant les risques de pluie maximale probable dans le secteur immédiatement en amont;
- vi) ne tenant pas compte, dans sa gestion, du risque probable associé à des phénomènes atmosphériques connus comme l'effet de serre et le réchauffement de la planète à titre d'exemples;
- vii) ne tenant pas compte du degré de saturation des sols en amont du réservoir;
- viii) adoptant une politique de gestion de réaction, plutôt que d'action, sans égard aux risques réels de pluie et crue en amont;
- ix) gérant avec une main d'oeuvre insuffisante, avec des équipements défectueux et inadéquats, sans équipement de mesure des données utiles, avec des équipements de communication insuffisants, que ce soit en cas de pluies diluviennes ou en général;
- x) ne s'assurant pas d'un accès facile à ses installations en cas de situation à risque;
- xi) maintenant une gestion à distance inadéquate;
- xii) étant même incapable de gérer efficacement, d'une année à l'autre, les crues printanières et quelques crues d'été, faisant supporter aux citoyens en aval des inondations régulièrement;
- xiii) ne se dotant pas des équipements et installations suffisantes à une gestion responsable du risque global associé aux ouvrages de retenue d'eau constituant le bassin du LAC KÉNOGAMI;

- xiv) gérant généralement sans égard à la sécurité constante des populations, industries, biens et personnes en aval;

B) Particulièrement, pendant les événements :

- 1) Non seulement n'étaient-ils pas prêts à faire face aux événements par ailleurs probables de juillet 1996, mais encore ils ont créé l'irréparable en maintenant un niveau maximal d'eau dans le bassin, la veille comme tout le mois précédant les événements, mettant ainsi de côté toute marge possible de manoeuvre;
- 2) Ils n'ont pas tenu compte des prévisions météorologiques disponibles dès le 18 juillet 1996, 14.00 heures et annonçant des pluies de 40mm à 70 mm;
- 3) Ils n'ont posé aucune action préventive favorisant l'évacuation des eaux, tardant même de près de 48 heures à agir vigoureusement, accentuant ainsi l'importance de la crue des eaux en aval du bassin LAC KÉNOGAMI;
- 4) Il y avait carence ou inexistence d'équipements efficaces de mesure des apports, de transport, de communications, de personnel susceptible de prendre des décisions ou d'apporter réparations à des équipements qui se sont par ailleurs avérés non fonctionnels ou à des voies d'accès insuffisantes;
- 5) Ils furent rapidement dépasser par les événements, passant d'une gestion « au beau fixe » à une perte de contrôle totale, sans entre deux en raison de leur absence véritable de gestion de pluies importantes probables;
- 6) Ils ont accepté qu'un tiers, Abitibi-Price, par ailleurs à contrat avec eux en aval, fasse des réparations pendant deux heures à ses installations, ce qui a provoqué un haussement inacceptable du niveau du bassin LAC KÉNOGAMI, choisissant ainsi les victimes probables de sa gestion;

2.8 Votre requérant est en droit de tenir les intimés, conjointement et solidairement, responsables de tous les dommages qu'il a subi en relation avec la crue des eaux provenant du bassin LAC KÉNOGAMI;

2.9 Votre requérant a subi des dommages qu'il évalue provisoirement à cent mille dollars (100 000 \$), somme qu'il est en droit de réclamer des intimés, conjointement et solidairement;

3. Les faits qui donneraient ouverture à un recours individuel de la part de chacun des membres contre les intimés, conjointement et solidairement, sont :

- 3.1 Chacun des membres du groupe a subi des dommages à cause de la crue des eaux provenant du bassin LAC KÉNOGAMI;
  - 3.2 Chacun des membres du groupe est en droit, comme le requérant, de tenir les intimés responsables conjointement et solidairement de la gravité, la nature et l'étendue des dommages subis;
  - 3.3 Chacun des membres du groupe a droit d'être entièrement indemnisé par les intimés, conjointement et solidairement, pour ces dommages;
4. La composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des articles 59 ou 67 C.P.C. en ce que :
- 4.1 Le nombre de membres du groupe est d'environ 10 600, tel qu'il appert d'un estimé du 2 août 1996 provenant du Ministère de la sécurité publique de l'intimé Gouvernement du Québec, dont copie est produite sous R-1, lequel situe au nombre de 10 600 les personnes évacuées à Laterrière, Chicoutimi et Jonquière, pour la très grande majorité des membres du groupe;
  - 4.2 Votre requérant ne connaît pas personnellement chacun des membres du groupe;
  - 4.3 Les membres du groupe sont en majorité importante, comme le requérant, des personnes qui ont été évacuées et forcées d'élire domicile de façon temporaire ou permanente dans un autre secteur de la région ou à l'extérieur de la région;
  - 4.4 Les membres du groupe sont toutes des personnes ayant subi des dommages suite à la crue des eaux provenant du bassin LAC KÉNOGAMI et ayant entraîné une crue des eaux et des inondations en aval dudit bassin;
5. Les questions de faits et de droit identiques, similaires ou connexes reliant chaque membre du groupe aux intimés conjoints et solidaires et que votre requérant entend faire trancher par le recours collectif sont :
- 5.1 Les fautes des intimés conjoints et solidaires :
    - A) quant à l'intimée SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC, en regard à sa propriété et garde des barrages et digues du bassin LAC KÉNOGAMI;
    - B) quant à l'intimé GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, en regard de sa gestion, exploitation, conduite, surveillance et entretien desdits barrages et digues du bassin LAC KÉNOGAMI;
  - 5.2 La causalité entre les fautes des intimés conjoints et solidaires et la crue des eaux et/ou inondations en aval du bassin LAC KÉNOGAMI;

- 5.3 La nature des dommages subis par le requérant et les membres du groupe;
6. Les questions de faits et de droit particulières à chacun des membres consistent en :
- 6.1 Le montant des dommages subis;
- 6.2 Le montant de la compensation que chacun a droit de réclamer des intimés conjoints et solidaires;
7. Il est opportun d'autoriser l'exercice d'un recours collectif pour le compte des membres du groupe;
8. La nature du recours que votre requérant entend exercer pour le compte des membres du groupe est une action en dommages-intérêts;
9. Les conclusions que votre requérant recherche sont :

DÉCLARER les intimés responsables, conjointement et solidairement des dommages subis par le requérant et chacun des membres du groupe suite à la crue des eaux provenant du bassin LAC KÉNOGAMI et aux inondations conséquentes en aval de celui-ci;

ACCUEILLIR l'action en dommages-intérêts du requérant et de chacun des membres du groupe;

CONDAMNER les intimés, conjointement et solidairement, à indemniser le requérant et les membres du groupe pour les dommages subis;

10. Votre requérant demande que le statut de représentant lui soit attribué;
11. Votre requérant est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres pour les raisons suivantes :
- 11.1 Votre requérant connaît bien sa région et le secteur concerné par le présent recours, y vivant depuis plusieurs années;
- 11.2 Votre requérant, à titre individuel comme à titre de président et vice-président du Comité de citoyens de Laterrière, s'est intéressé depuis plusieurs années à la gestion par les intimés du bassin du LAC KÉNOGAMI;
- 11.3 Votre requérant a témoigné devant la Commission Nicolet, sur invitation de celle-ci, le 25 septembre 1996, afin de collaborer à ce processus d'intérêt pour les membres du groupe;

- 11.4 Votre requérant a un appui indéfectible de son épouse, des membres du groupe, du Comité de citoyens de Laterrière Inc. et du Comité des sinistrés de Laterrière;
  - 11.5 Votre requérant collabore bien avec son procureur, entend continuer à le faire, de même qu'avec les experts;
  - 11.6 Votre requérant a entrepris les démarches nécessaires auprès du Fonds d'Aide aux recours collectifs pour mener à terme le présent recours;
12. Votre requérant propose que le recours collectif soit exercé DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE SIÉGEANT DANS LE DISTRICT DE CHICOUTIMI POUR LES MOTIFS SUIVANTS :
- 12.1 Le requérant et la presque totalité des membres du groupe résident dans le district de Chicoutimi;
  - 12.2 La cause d'action a pris naissance presque en totalité dans le district de Chicoutimi;
  - 12.3 Les ouvrages de retenues, barrages et digues, du bassin LAC KÉNOGAMI, propriété, sous la garde et gestion des intimés conjoints et solidaires sont situés en presque totalité dans le district de Chicoutimi;

**POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL:**

**ACCUEILLIR** la requête de votre requérant;

**AUTORISER** l'exercice du recours collectif suivant : une action en dommages-intérêts;

**ATTRIBUER** à Jean Lemay le statut de représentant aux fins d'exercer le susdit recours collectif pour le compte du groupe des personnes physiques ci-après décrit :

" Toute personne, à quelque titre que ce soit, propriétaire, locataire, résident ou autre, qui, les 19, 20, 21 juillet 1996 et jours suivants, ont subi des dommages aux biens et/ou à la personne, de quelque nature que ce soit, suite généralement à la crue des eaux provenant du bassin LAC KÉNOGAMI, et à la crue des eaux et des inondations en aval de celui-ci notamment, mais non limitativement, vers la Rivière Saguenay via Rivière Chicoutimi, Rivière aux Sables et Ruisseau Jean-Dechêne ".

**IDENTIFIER** comme suit les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement :

- 1) Les fautes des intimés conjoints et solidaires eu égard :
  - A) quant à l'intimée SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC, en regard à sa propriété et garde des barrages et digues du bassin LAC KÉNOGAMI;
  - B) quant à l'intimé GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, en regard de sa gestion, exploitation, surveillance et entretien desdits barrages et digues du bassin LAC KÉNOGAMI;
- 2) La causalité entre les fautes des intimés conjoints et solidaires et la crue des eaux et/ou inondations en aval du bassin LAC KÉNOGAMI;
- 3) La nature des dommages subis par le requérant et les membres du groupe;

**IDENTIFIER** comme suit les conclusions qui s'y rattachent:

- 1) **DÉCLARER** les intimés responsables, conjointement et solidairement, des dommages subis par le requérant et chacun des membres du groupe suite à la crue des eaux provenant du bassin LAC KÉNOGAMI et aux inondations conséquentes en aval de celui-ci;
- 2) **ACCUEILLIR** l'action en dommages-intérêts du requérant et de chacun des membres du groupe;
- 3) **CONDAMNER** les intimés, conjointement et solidairement, à indemniser le requérant et les membres du groupe pour les dommages subis;

**DÉCLARER** qu'à moins d'exclusion, les membres du groupe seront liés par tout jugement à intervenir sur le recours collectif de la manière prévue par la loi;

**FIXER** le délai d'exclusion à 30 jours, délai à l'expiration duquel les membres du groupe qui ne se seront pas prévalus des moyens d'exclusions seront liés par tout jugement à intervenir;

**ORDONNER** la publication d'un avis aux membres selon les termes prévus au formulaire III des Règles de pratique et à être publié deux fois dans le Quotidien, dont un samedi, et une fois dans l'hebdomadaire PROGRÈS-DIMANCHE, diffusés principalement dans le secteur où habitent les membres du groupe;

**RÉFÉRER** le dossier au juge en chef pour détermination du district dans lequel le recours collectif devra être exercé et désignation du juge pour l'entendre;

**ORDONNER** au greffier de cette Cour, ou le cas où le recours doit être exercé dans un autre district, de transmettre le dossier, dès décision du juge en chef, au greffier de cet autre district;

**LE TOUT** frais à suivre.

**CHICOUTIMI, le 16 octobre 1996**

**(S) SIMARD SIMARD THIBAUT**

---

**SIMARD SIMARD THIBAUT**

**Société en nom collectif  
Procureurs du requérant**

**COPIE CONFORME**

  
**SIMARD SIMARD THIBAUT, S.E.N.C.**



**AFFIDAVIT**

Je, soussigné, JEAN LEMAY, enseignant, domicilié et résidant au 117, Chemin des Copains, Ville de Laterrière, district de Chicoutimi, déclare solennellement ce qui suit:

1. Je suis le requérant à la présente requête;
2. Tous les faits contenus à la présente requête sont vrais;

SIGNÉ A CHICOUTIMI

(S) JEAN LEMAY

JEAN LEMAY

Déclaré solennellement devant moi à Chicoutimi,  
ce 16e jour d'octobre 1996

(S) SONIA GAGNON, # 126,409

Commissaire à l'assermentation  
pour le district de Chicoutimi

**AVIS DE PRÉSENTATION**

A: SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC  
1075, rue de l'Amérique Française  
QUÉBEC (Québec)  
G1R 5P8

À: LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC  
a/s M. Jacques St-Laurent  
(Directeur général du contentieux)  
300, boul. Jean Lesage - bureau 1.03  
QUÉBEC (Québec)  
G1K 8K6

PRENEZ AVIS que la présente requête pour autorisation d'exercer un recours collectif et être représentant sera présentée pour adjudication et pour détermination d'un calendrier de mise en état du dossier devant l'un des Honorables Juges de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district de Chicoutimi, le 11 décembre 1996, au Palais de justice de Chicoutimi, situé au 227, Racine Est, en salle 3.01, à 9:15 heures ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

CHICOUTIMI, le 16 octobre 1996

(S) SIMARD SIMARD THIBAUT

SIMARD SIMARD THIBAUT  
Société en nom collectif  
Procureurs du requérant

SS/sg

**COPIE CONFORME**

SIMARD SIMARD THIBAUT, S.É.N.C.

333

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE CHICOUTIMI

COUR SUPÉRIEURE  
(Recours collectif)

CAUSE NO: 150  
06-000002-964

CODE: BS 1911

JEAN LEMAY

Requérant

-et-

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

-et-

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

Intimés conjoints et solidaires

---

COMMUNICATION DES PIÈCES  
(ARTICLES 331.1 ET 331.2 C.p.c.)

---

AU SOUTIEN DE LA REQUÊTE, introduite au présent dossier de cette cour, le requérant dénonce aux intimés conjoints et solidaires qu'il entend invoquer et produire au dossier de la Cour lors de l'audience la pièce suivante :

PIÈCE R-1: Copie d'un estimé du 2 août 1996 du nombre de membres du groupe provenant du Ministère de la sécurité publique de l'intimé Gouvernement du Québec;

Une copie de cette pièce est jointe à l'exemplaire du présent document qui sera signifié aux parties en même temps que la requête pour autorisation d'exercer un recours collectif et être représentant en cette cause.

CHICOUTIMI, le 16 octobre 1996

(S) SIMARD SIMARD THIBAUT

---

SIMARD SIMARD THIBAUT  
Société en nom collectif  
Procureurs du requérant

SS/sg  
N/D: 96S-S 1988

COPIE CONFORME

Simard Simard Thibault  
SIMARD SIMARD THIBAUT, S.E.N.C.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PRÉVENTION**

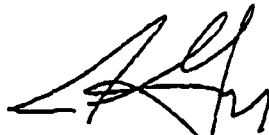
**DIRECTION DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET DES RÉGIONS**

**PLUIES DILUVIENNES**  
**20 JUILLET AU 2 AOÛT 1996**

**COMMISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE SUR  
LA GESTION DES BARRAGES**

Ce document contient les rapports de situation préparés par la Direction générale de la sécurité et de la prévention du ministère de la Sécurité publique à l'intention des autorités ministérielles et des membres de l'Organisation de sécurité civile du Québec. Il relate les décisions et événements importants qui ont ponctué cette opération.

Le Directeur de la sécurité civile et des régions,



Jacques Gariépy

Le 16 septembre 1996

SINISTRE SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN

ESTIMÉS  
02 AOÛT À 16 H 15

	LA BAIE	IONOUÏÈRE	CHICOUTIMI	LA TERREBÈ	FERLAND-BONLEAU	HEBERTVILLE
Personnes évacuées	3 500	4 880	3 718	2 000	650	85
Personnes qui sont relogées	2 150	4 303	3 227	1 500		5
Personnes qui réintégreront sous peu		150 (67d vendred)				35
Personnes dont la maison est lourdement endommagée (pas de réintégration rapide)	1 500	427	±490	500	±80	45
2 fermes endommagées lourdement 1 ferme laitière détruite complètement 4 industries avec dommages importants (Stone Consolidated, Alcan, Scierie Saguenay, Laiterie La Baie) 251 logements détruits 354 logements endommagés 13 commerces détruits 25 commerces endommagés		148 log. détruits	12 log. détruits 143 log. endommag.	20 log. détruits 300 log. endommag.	126 log. réint. 19 log. non habitables 7 log. disparus	7 log. détruits 20 log. endommag.
CERTIFICATS ÉMIS	500 (d'autres à émettre)	185 (47 à venir)	199 (d'autres à émettre)	250+ (±50 à venir)	170 (±50 à venir)	±12 (13 à émettre)

338

Signé 18 octobre 1986  
926 E. Miller  
Henri J. L.

*Proc. dep.  
300 francs*  
CODE: BS 1911

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE CHICOUTIMI COUR SUPÉRIEURE (Recours collectif)
NO:  JEAN LEMAY  Requérant  et/  SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC  et/  LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC  Intimés conjoints et solidaires  ND: 96S-S 1988
PIÈCE R-1
<b>Simard Simard Thibault, Avocats</b> Société en nom collectif 308, rue Tessier - C.P. 744 Chicoutimi (Québec) G7H 5E1 Téléphone: (418) 696-0588 Télécopieur: (418) 696-0860



**CANADA****PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE CHICOUTIMI**

No :

**COUR SUPÉRIEURE**

**AMERICAN HOME ASSURANCE COMPANY**, corporation légalement constituée ayant son siège au 145, Wellington West, en la ville de Toronto, province de l'Ontario, M5J 1H8;

-et-

**AMERICAN INTERNATIONAL UNDERWRITERS NORTH AMERICA, INC.**, corporation légalement constituée ayant son siège au 80, rue Pine en la Ville de New York, New York, États-Unis, 10005;

-et-

**CANADIAN SURETY COMPANY**, corporation légalement constituée ayant son siège au 2200, rue Yonge, suite 1200, en la Ville de Toronto, province de l'Ontario, M4S 2C6;

-et-

**AFFILIATED FM INSURANCE COMPANY**, corporation légalement constituée ayant son siège au 155, route Gordon Baker, suite 202, en la Ville de Willowdale, province de l'Ontario, M2H 8N7;

-et-

**M.J. OPPENHEIM, c.a.**, en sa qualité de fondé de pouvoir au Canada pour les Souscripteurs d'assurance non maritime du Lloyd's ayant son siège au 1155, rue Metcalfe, suite 1540, en les cité et district de Montréal H3B 2V6;

**Demandereses**

c.

**LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**; représentant Sa Majesté du Chef de la Province, ayant un bureau au 1 est, rue Notre-Dame, suite 8.00, Palais de justice de Montréal, en les cité et district de Montréal, H2Y 1B6;

-et-



. 2 .

**LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC**, corporation légalement constituée ayant son siège au 190, boul. Crémazie Est, en les cité et district de Montréal, province de Québec, H2P 1E2

-et-

**LA VILLE DE CHICOUTIMI**, corporation municipale légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à l'intérieur de ses limites territoriales au 201, Racine Est, Casier postal 129, en la ville de Chicoutimi, province de Québec, J7H 5B8;

-et-

**LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCE INC.**, corporation légalement constituée ayant son siège au 425, de Maisonneuve ouest, bureau 1500, en les cité et district de Montréal, province de Québec, H3A 8G5;

et

**HYDRO-QUÉBEC**, corporation légalement constituée ayant son siège au 75, boul. René-Lévesque ouest, 4e étage, en les cité et district de Montréal, province de Québec, H2Z 1A4;

Défenderesses

---

## **DÉCLARATION**

**AU SOUTIEN DE SON ACTION, LES DEMANDERESSES ALLÈGUENT RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT:**

### **INTRODUCTION**

1. American Home Assurance Company, American International Underwriters North America, Inc, Canadian Surety Company et Affiliated FM Insurance Company (ci-après appelées les « demandereses »), sont des compagnies d'assurances légalement constituées et dûment autorisées à faire le commerce de l'assurance dans la province de Québec;
2. Pour la période du 1er juillet 1996 au 1er juillet 1997, les demandereses assuraient Alcan Aluminium Limitée, La Société d'électrolyse et de chimie Alcan Limitée ainsi que ses filiales (ci-après appelées « Alcan ») contre tous dommages matériels causés à ses propriétés et installations, pertes de revenus

## . 8 .

et dépenses en résultant, tel qu'il appert de la police d'assurance no. AWP-CA-9812 communiquée au soutien des présentes sous la cote P-1 et ce, dans les proportions suivantes:

American Home Assurance Company	10%;
American International Underwriters North America	10%;
Canadian Surety Company	40%;
Affiliated FM Insurance Company	40%;

3. American Home Assurance Company et Affiliated FM Insurance Company assurent également Alcan dans une proportion de 41.20% et de 40% respectivement, après paiement des sommes de la seconde tranche d'assurance prévue à ladite police P-1;
4. Les souscripteurs non maritime membres de Lloyd's, représentés aux fins des présentes par M.J. Oppenheim, étaient en tout temps pertinent aux présentes habilités à faire le commerce de l'assurance et assurent également Alcan dans une proportion de 18.80% après paiement des sommes de la seconde tranche d'assurance prévue, tel qu'il appert de ladite police P-1;
5. Alcan est une entreprise canadienne multinationale active dans toutes les étapes de la fabrication de l'aluminium et possède six centrales hydro-électriques et quatre alumineries au Saguenay-Lac St-Jean, dont les usines de Lapointe et de Saguenay. Elle possède également un port de mer en eaux profondes à la Ville de La Baie, un centre de recherche, trois usines de transformation et une usine de recyclage de l'écume de tous ses centres de coulée et de certains autres producteurs d'aluminium, ainsi qu'un réseau de chemin de fer élaboré reliant toutes ses installations;
6. Parmi les installations que possède Alcan, se trouvait également une station de pompage située la rive gauche de la Rivière Chicoutimi, en aval du barrage de Chute-Garneau et en amont du barrage de Pont-Arnaud, tel qu'il appert d'une carte communiquée sous la cote P-8;
7. La Rivière Chicoutimi coule sur une longueur d'environ 146 kilomètres et la partie urbaine de la rivière qui est située entre le Réservoir Kénogami et le Saguenay a une longueur d'environ 25 kilomètres sur laquelle on dénombre cinq aménagements, soit les barrages de Portage-des-Roches, de Chute Garneau, de Pont-Arnaud, de Elkem Métal et de Abitibi Price;
8. Le Ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec (ci-après appelé le « MEF ») est chargé de l'exploitation, la conduite et l'entretien des barrages et digues retenant les eaux du Réservoir Kénogami, notamment des barrages de Portage-des-Roches et de Pibrac, alors que la Société Immobilière du Québec (ci-après appelée la « SIQ ») en est propriétaire, au surplus chargée d'assurer le maintien en bon état desdits barrages et digues, tel qu'il appert du Décret no. 951-90, G.O.Q., 11 avril 1990, 122<sup>e</sup> année, n° 15, pages 1089 à 1091, communiqué sous la cote P-8;
9. Le Procureur général du Québec est poursuivi à titre de représentant du Gouvernement du Québec et plus particulièrement du MEF;

. 4 .

10. La Ville de Chicoutimi est régie par la *Loi sur les cités et villes (LRQ, C. c-19)*, et possède notamment une usine de filtration d'eau située sur la rive droite de la Rivière Chicoutimi, en aval de Pont-Arnaud;
11. La Société Nationale d'Assurances est une corporation habilitée à faire le commerce de l'assurance qui, en vertu d'une police d'assurance responsabilité civile générale renouvelée pour la période du 31 décembre 1995 au 31 décembre 1996, assurait la Ville de Chicoutimi et s'est engagée à payer pour le compte de son assurée tout montant que cette dernière serait légalement tenue de payer à des tiers à titre de dommages pour les conséquences de sa responsabilité civile;
12. Hydro-Québec est propriétaire et gère les centrales hydro-électriques de Chute Garneau et de Pont-Arnaud qui avaient toutes deux pour objet de contribuer à fournir l'électricité à la Ville de Chicoutimi;
13. Les 18, 19, 20 et 21 juillet 1996, la région du Saguenay fut l'objet de pluies abondantes;
14. Le 20 juillet 1996, le Réservoir Kénogami, géré par le MEF, a débordé, causant ainsi des inondations majeures de même que le débordement de la Rivière Chicoutimi, de la Rivière-Aux-Sables et du ruisseau Jean-Deschênes;
15. Consécutivement aux inondations mentionnées au paragraphe précédent, Alcan a subi des dommages matériels importants à ses diverses installations situées dans toute la région du Saguenay, lui ayant causé des pertes non seulement dans cette région mais à travers le monde, l'obligeant à assumer des dépenses extraordinaires, notamment suite à la destruction de sa station de pompage située sur la Rivière Chicoutimi de même que suite aux dommages à ses usines de Saguenay et de Lapointe adjacentes au Ruisseau Jean-Deschênes, et enfin, suite à la destruction partielle de son réseau de chemin de fer et de certains ponts et accès, dommages pour lesquels les demandereses ont dû indemniser cette dernière;
16. Les défenderesses sont entièrement responsables des dommages subis par Alcan et ce, pour les motifs ci-après exposés;

**LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC**

17. Le MEF a fait preuve d'insouciance, d'imprudence, de négligence et d'incurie, tant en regard de la gestion du Réservoir Kénogami et l'opération des barrages retenant ses eaux, qu'en regard de la gestion des événements des 18, 19, 20 et 21 juillet 1996, et ce, pour les motifs ci-après exposés:
  - a) **Le niveau et la gestion du Réservoir Kénogami**
18. En 1918, le Gouvernement du Québec adoptait la Loi 8 (Georges V, chapitre 13) permettant la construction de barrages et la création du Réservoir Kénogami pour emmagasiner les eaux de la rivière Chicoutimi et de la rivière Aux Sables, et ce, afin de régulariser leur débit, de permettre une meilleure utilisation des forces hydrauliques, ainsi que dans le but spécifique d'assurer une diminution des inondations;

. 8 .

19. Or, en 1982, le MEF a décidé d'adopter une gestion "estivale" du Réservoir Kénogami, apparemment suite à des demandes de différents propriétaires riverains qui désiraient pouvoir profiter au maximum des aspects récréatifs du Réservoir Kénogami et qui favorisaient par conséquent un niveau d'eau élevé, tel qu'il appert de procès-verbaux de réunions intervenues avec des représentants du MEF le 31 mars 1982 dont copies sont communiquées sous la cote P-4;
20. Par ailleurs, le MEF a également convenu contractuellement de maintenir le niveau du Réservoir Kénogami très élevé avec les producteurs hydro-électriques Elkem Métal, Abitibi-Price et la Ville de Jonquière, le tout contre redevances, donnant ainsi priorité à ses intérêts immédiats et à des intérêts financiers au détriment de la sécurité de la population environnante;
21. L'adoption de cette gestion "estivale" du Réservoir Kénogami, sans aucune autorisation législative, a eu pour effet de limiter considérablement la capacité d'évacuation du Lac, anéantissant et contrevenant ainsi à l'un des objectifs primordiaux de la Loi 8, soit celui de diminuer les risques d'inondations, et a eu pour effet de créer par le fait même un danger pour la population environnante;
22. D'ailleurs, le MEF a été négligent durant plusieurs années en maintenant les eaux du Réservoir Kénogami à un niveau trop élevé, allant même jusqu'à les maintenir à un niveau supérieur à ce qui avait été prévu lors des réunions de 1982 avec les propriétaires riverains, alors qu'il savait pertinemment que ce faisant, il augmentait considérablement les risques de déversement;
23. Or, de 1977 à 1996, la Ville de Laterrière a, à plusieurs reprises, manifesté ses inquiétudes par écrit au MEF en insistant pour que le niveau du Lac soit diminué, tel qu'il appert du rapport de la ville de Laterrière présenté devant la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages, (ci-après appelée "la Commission Nicolet") le 25 septembre 1996, communiqué au soutien des présentes sous la cote P-5 et des correspondances par elle adressées au MEF et communiquées en masse sous la cote P-6;
24. Non seulement le MEF a-t-il ignoré ces avertissements mais il a de plus choisi sciemment de maintenir les eaux du Réservoir Kénogami à un niveau excessivement élevé, sachant qu'il ne se gardait alors aucune marge de manœuvre en cas de pluies abondantes, au détriment de la sécurité de la population environnante;
25. De fait, le 19 juillet 1996, malgré la saturation des sols résultant des précipitations nombreuses au printemps et au début de l'été, malgré les pluies des jours précédents et en dépit des avertissements de pluies abondantes émis par Environnement Canada dès le 18 juillet 1996 à 14h10, le niveau du Réservoir Kénogami était à 114.7 pieds (164.06 mètres) le 19 juillet 1996 à 8h00, alors que son niveau maximal d'exploitation était, selon le MEF lui-même, de 115 pieds, tel qu'il appert d'un extrait du rapport du MEF présenté devant la Commission Nicolet le 17 août 1996 et communiqué sous la cote P-7, (le MEF ayant cependant rectifié cette information le 15 octobre 1996 pour situer le niveau maximal d'exploitation à 118 pieds, les demandereses ajoutant qu'à tout événement le niveau maximal de retenus était de 115 pieds);
26. Or, au cours des ans, des inondations étaient déjà survenues, le MEF ayant parfois maintenu les eaux du Réservoir à des niveaux de 114 ou même de 115

. 6 .

pieds, le MEF ayant par ailleurs géré de manière insouciant le Réservoir, notamment en omettant d'équilibrer les débits en regard des apports, en omettant de procéder aux laminages appropriés et en se retrouvant obligé de procéder à des déversements tardifs à plusieurs occasions;

27. Il est manifeste que le MEF ne détenait pas un plan de gestion adéquat du Réservoir Kénogami, que la situation a perduré pendant de nombreuses années et que le MEF, malgré les inondations déjà survenues, n'a jamais rien fait pour remédier correctement à la situation et enfin, que l'inévitable s'est finalement produit en ce que le niveau trop élevé du Réservoir Kénogami a été l'une des principales causes du débordement majeur de celui-ci le 20 juillet 1996;

**b) Le manque de planification**

28. Le MEF a également fait preuve de négligence grossière dans son évaluation des risques d'inondations, dans la planification des mesures à prendre et dans la gestion des événements des 18 au 21 juillet 1996, et il est manifeste que si le MEF avait eu un plan de gestion adéquat du Réservoir, il eut procédé à une évaluation appropriée et eut adopté des mesures préventives qui auraient permis d'éviter le débordement du 20 juillet 1996;
29. En effet, durant le printemps et le début de l'été 1996, les précipitations enregistrées à l'aéroport de Bagotville dans la région du Saguenay étaient nettement supérieures à celles enregistrées durant la même période en 1995, tel qu'il appert des relevés météorologiques émis par Environnement Canada durant ces périodes, communiqués en liasse sous la cote P-8;
30. De fait, 120.5 millimètres de pluie étaient tombés au 18 juillet 1996 comparativement à 96.4 millimètres de pluie au 31 juillet 1995;
31. De plus, dès le 18 juillet 1996 à 14h10, Environnement Canada émettait des avertissements de pluies abondantes;
32. En dépit de ces avertissements d'Environnement Canada et malgré la saturation des sols, le MEF n'a pas réagi avant 00h00 le 20 juillet, lorsqu'il décida enfin d'augmenter les évacuations d'eau au Réservoir Kénogami, alors que toute personne raisonnablement prudente et diligente aurait, à tout le moins le 19 juillet sinon avant, procédé à des évacuations préventives, comme d'autres l'ont d'ailleurs fait, tel qu'il sera démontré à l'enquête;
33. Au surplus, et malgré le danger imminent, le MEF, après avoir pris tardivement la décision d'augmenter les évacuations d'eau, décidait négligemment d'évacuations nettement insuffisantes et n'évacuait pas plus de 488.25 m<sup>3</sup>/s le 20 juillet, à 7h50, alors que les apports d'eau au Réservoir Kénogami augmentaient à un débit de 2 000 m<sup>3</sup>/s, tel qu'il appert d'un extrait du rapport du MEF présenté devant la Commission Nicolet le 17 août 1996 et déjà communiqué sous la cote P-7;
34. Ce faisant, le MEF n'a pas du tout tenu compte de l'importance d'éviter le débordement du Lac et le passage des eaux au-dessus de la crête des barrages et des digues et mettait ainsi en péril l'intégrité même des structures, le tout évidemment en mettant en danger la population environnante;

. 7 .

35. Il est manifeste qu'une gestion appropriée des barrages aurait permis d'éviter le débordement du Réservoir Kénogami;
36. De fait, la simple utilisation d'un modèle de prévisions des apports tenant compte des précipitations, apports et prévisions météorologiques aurait permis au MEF de procéder à temps aux évacuations appropriées pour éviter le débordement du Réservoir Kénogami;
37. Or, semblable modèle de prévisions n'était même pas disponible au MEF au moment des inondations alors que tout gestionnaire de réservoir normalement prudent et diligent dispose de cet outil, ce que le MEF savait pertinemment, tel qu'il sera démontré à l'enquête, le MEF ayant fait preuve à cet égard de négligence grossière;
38. Par ailleurs, le MEF a également fait défaut d'avoir une personne responsable sur les lieux et a plutôt choisi de contrôler la gestion du Réservoir et de la situation à partir de la Ville de Québec, retardant par là toutes les opérations et ne se ménageant ainsi aucun moyen d'avoir des informations de première main ni d'évaluer la situation en toute connaissance de cause;
39. Au surplus, le MEF n'a jamais jugé opportun de former un groupe de gestion intégrée du Réservoir Kénogami et par conséquent, il n'y a jamais eu de gestion concertée entre les différents gestionnaires d'ouvrages de retenue des eaux, ne serait-ce qu'entre le MEF et Hydro-Québec, alors même que ceux-ci opèrent des ouvrages interreliés et que le simple bon sens appelait une gestion concertée;

**c) Les défauts de conception des barrages Pibrac**

40. Les barrages de Pibrac-est et Pibrac-ouest, gérés par le MEF et propriété de la SIQ par ailleurs chargée d'assurer leur maintien en bon état, sont des ouvrages de retenue des eaux du Réservoir Kénogami et contrôlent les débits d'eau de la Rivière Aux Sables;
41. Les 20 et 21 juillet 1986, les appareils de levage n'ont pas fonctionné aux barrages de Pibrac, empêchant ainsi les vannes de s'ouvrir et de procéder aux évacuations d'eau appropriées, et ce, en raison de défauts de conception;
42. En effet, les circuits électriques des barrages de Pibrac ont été installés directement sur la crête des barrages;
43. Or, le MEF et la SIQ savaient ou auraient dû savoir et prévoir qu'une telle installation était hautement risquée, et tout à fait insensée si l'on tient compte du niveau d'eau excessivement élevé que maintenait le MEF au Réservoir Kénogami, puisque dès que le niveau d'eau atteindrait la crête, une perte de courant allait survenir empêchant les appareils de levage de fonctionner pour permettre l'ouverture des vannes et procéder aux évacuations requises;
44. Comme les barrages de Pibrac servaient à l'évacuation du Réservoir Kénogami du côté de la Rivière Aux Sables, le non fonctionnement des appareils de levage a contribué au débordement du Réservoir, causant ainsi les dommages subis par Alcan;

. 8 .

**d) Le défaut de fonctionnement des vannes d'évacuation à Portage-des-Roches**

45. Le barrage de Portage-des-Roches est un ouvrage de retenue des eaux du Réservoir Kénogami et contrôle les débits d'eau de la Rivière Chicoutimi;
46. De même, le 20 juillet 1996, au barrage de Portage-des-Roches, toujours géré par le MEF et propriété de la SIQ par ailleurs chargée d'assurer son maintien en bon état, plusieurs vannes d'évacuation n'ont pas fonctionné et ce, notamment parce que le MEF a permis que le niveau du Réservoir Kénogami soit maintenu à un niveau tellement élevé que la pression contre les vannes de surface et les poutrelles était trop grande pour permettre aux appareils de levage d'ouvrir les vannes et permettre ainsi les évacuations appropriées;
47. De plus, les appareils de levage ne furent capables de lever que les 2 poutrelles supérieures dans les 17 pertuis à poutrelles existants, diminuant ainsi la capacité d'évacuation de ce barrage;
48. L'effet combiné du problème de fonctionnement survenu aux barrages de Pibrac et de Portage-des-Roches a eu pour effet de diminuer de moitié les possibilités d'évacuation du Réservoir;
49. Encore une fois, les fautes et la négligence du MEF et de la SIQ, dans la gestion, la surveillance et l'entretien de ce barrage, ont contribué directement au débordement du Réservoir Kénogami;
50. Par sa négligence, sa tardiveté à agir et en ne réagissant pas de manière appropriée, le MEF a laissé ainsi le Réservoir Kénogami déborder, a créé une situation dangereuse en aval et a provoqué au surplus une chaîne d'événements qui a causé la perte de la station de pompage de Alcan de même que des dommages matériels considérables aux installations de cette dernière et les pertes qui s'en sont suivies, tel qu'exposé au paragraphe 15 des présentes;
51. Il est manifeste que le MEF et la SIQ n'ont pas agi en personnes raisonnablement prudentes et diligentes et qu'ils ont ainsi été la cause des dommages survenus aux installations en aval dudit barrage et plus particulièrement aux installations de Alcan;

**e) Le ruisseau Jean-Deschênes**

52. Le Ruisseau Jean-Deschênes a un bassin d'environ 43 kilomètres carrés qui, normalement, est complètement indépendant du Réservoir Kénogami tel qu'il appert de la carte P-3;
53. Le 20 juillet 1996, vers 23h58, le niveau d'eau du Réservoir Kénogami était supérieur aux digues du Creek Outlets 1,2,3, permettant ainsi aux eaux du Réservoir de se rendre au Ruisseau Jean-Deschênes, tel qu'il appert d'un extrait du rapport du MEF présenté devant la Commission Nicolet déjà communiqué sous la cote P-7;
54. Le 21 juillet 1996, vers 11h00, Alcan fut informée que le niveau du Réservoir Kénogami était supérieur aux digues du Creek Outlets 1,2,3 et allait par conséquent provoquer le débordement du ruisseau Jean-Deschênes;

. 9 .

55. Trois heures plus tard, la Ville de Jonquière devait évacuer le complexe d'Alcan à Jonquière, incluant les usines de Lapointe et de Saguenay, en raison du fait que les digues pouvaient céder;
56. De plus, un canal dans l'emprise du chemin de fer qui croise le ruisseau Jean-Deschênes a dû être excavé par Alcan, à la demande de la Sécurité civile et du MEF, afin de faciliter les évacuations des eaux et éviter l'expansion des zones inondées;
57. Malgré cette tentative de Alcan de limiter les conséquences du débordement du Réservoir Kénogami, le ruisseau Jean-Deschênes a néanmoins débordé et Alcan a subi des dommages considérables à ses installations, plus particulièrement à ses usines de Saguenay et de Lapointe, avec les conséquences qui en ont découlé, tel qu'exposé au paragraphe 15 des présentes;
58. Encore une fois, les dommages résultant de l'inondation du ruisseau Jean-Deschênes le 21 juillet 1996 ont été directement causés par le débordement du Réservoir Kénogami pour lequel le MEF et la SIQ sont entièrement responsables;

#### LA RESPONSABILITÉ D'HYDRO-QUÉBEC ET DE LA VILLE DE CHICOUTIMI POUR L'EXCAVATION DE TRANCHÉES

59. Le 20 juillet 1996, vers 19:30 heures, Hydro-Québec a excavé une tranchée sur la rive gauche de la Rivière Chicoutimi à Chute Garneau en vue de protéger ses installations en raison du débordement du Réservoir Kénogami, tel qu'il appert du rapport de Hydro-Québec présenté devant la Commission Nicolet le 10 septembre 1996, et communiqué sous la cote P-9;
60. Or, la tranchée qui avait à l'origine 1 mètre de large par 1 mètre de profondeur et 7 mètres de long fut excavée sans aucune protection et s'est élargie de façon substantielle au point où 30% du débit d'eau de 1 200 m<sup>3</sup>/s passait déjà par cette tranchée vers 16h30 le 21 juillet 1996, tel qu'il sera démontré à l'enquête;
61. L'excavation de cette tranchée a amené le bief amont à se vider, ce qui a eu pour effet de créer une onde de crue vers Pont-Arnaud et une érosion des rives de la rivière Chicoutimi, mettant ainsi en péril les fondations de la station de pompage de Alcan se trouvant sur la rive gauche de la rivière Chicoutimi à environ 200 mètres en amont de Pont-Arnaud;
62. De même, le 20 juillet 1996 vers 20h30, la ville de Chicoutimi a elle aussi excavé une tranchée en vue de protéger son usine de filtration d'eau située sur la rive droite de la rivière Chicoutimi en aval de Pont-Arnaud;
63. Tout comme la tranchée excavée par Hydro-Québec, celle excavée par la Ville de Chicoutimi n'avait aucune protection et en raison de la nature fragile du sol, dont la Ville de Chicoutimi et Hydro-Québec auraient dû tenir compte si elles n'avaient pas été négligentes, cette tranchée s'est élargie au point de devenir le nouveau lit de la rivière Chicoutimi;
64. Les effets de ces deux tranchées furent dévastateurs pour la station de pompage située sur la rivière Chicoutimi de même que les autres installations d'Alcan;



. 10 .

65. En effet, le niveau d'eau de la rivière Chicoutimi en amont de Pont-Arnaud a diminué d'environ 14 mètres en approximativement 20 heures, laissant ainsi la station de pompage de Alcan, qui se trouvait à proximité, sans aucun support solide au niveau du terrain, ce qui a provoqué, le 24 juillet 1986, son effondrement dans ce qui restait du lit original de la rivière Chicoutimi et sa destruction complète;
66. Il est manifeste que si Hydro-Québec et la ville de Chicoutimi n'avaient pas négligemment omis de protéger adéquatement ces tranchées alors qu'il leur était facilement possible de le faire, l'onde de crue de même que l'abaissement du niveau d'eau de la Rivière Chicoutimi en amont de Pont-Arnaud auraient pu être évitées;
67. Hydro-Québec et la Ville de Chicoutimi sont donc également responsables, solidairement avec le MEF et la SIQ, de la destruction de la station de pompage de Alcan, des dommages causés aux installations de Alcan et des pertes qui s'en sont suivies, tel qu'exposé au paragraphe 15 des présentes, en ce qu'elles ont fait preuve d'une extrême négligence lorsqu'elles ont excavé des tranchées sur les deux rives de la rivière Chicoutimi sans tenir compte de la fragilité des sols ni de la propriété d'autrui comme l'aurait fait toute personne normalement prudente et diligente, ce qui aurait permis d'éviter les dommages causés à Alcan;
68. En fait, Hydro-Québec a préféré protéger ses installations et la Ville de Chicoutimi a préféré protéger son usine de filtration, donnant ainsi priorité à leurs intérêts immédiats, au détriment de la sécurité de la population environnante et plus spécifiquement sans égard aux installations de Alcan mentionnées au paragraphe 15 des présentes;
69. Au surplus, à l'instar du MEF, Hydro-Québec et la Ville de Chicoutimi n'ont jamais jugé opportun d'implanter un système de gestion concertée alors même que les cours d'eau pertinents portent plusieurs barrages importants, qu'il s'agit d'une région densément peuplée et d'une zone facilement inondable, et que l'existence d'une gestion concertée auraient permis d'éviter lesdits dommages;

#### **LA RESPONSABILITÉ D'HYDRO-QUEBEC DANS SON EVALUATION DES RISQUES D'INONDATIONS**

70. Hydro-Québec a été négligente dans son évaluation des risques d'inondations;
71. En effet, au début juillet 1986, Hydro-Québec a construit un batardeau afin de procéder à des réparations à ses installations immédiatement en amont de Chute Garneau alors que le sol était déjà saturé et ne pouvait plus absorber les précipitations, ce qui était injustifié et imprudent dans les circonstances;
72. La construction de ce batardeau a réduit la capacité d'évacuation à Chute Garneau de 30%, 6 des 20 pertuis à poutrelles ayant été fermés pour réparation;
73. En conséquence, seulement 14 des 20 vannes du barrage de Chute Garneau étaient fonctionnelles au moment des événements pour une capacité totale d'évacuation de 382 m<sup>3</sup>/s alors que le barrage de Pont-Arnaud était composé de 25 vannes ayant une capacité totale d'évacuation de 640 m<sup>3</sup>/s, ce qui était largement en-deça de sa propre évaluation de la crue décennale de

. 11 .

800 m<sup>3</sup>/s sur la rivière Chicoutimi, et largement en-deça de la capacité d'évacuation des ouvrages de Elkem Métal situés en aval de Pont-Arnaud qui était de 1250 m<sup>3</sup>/s, tel qu'il appert du rapport d'Hydro-Québec déjà communiqué sous la cote P-9;

74. Par ailleurs, Hydro-Québec avait estimé que la crue décennale au Réservoir Kénogami se trouvait à un débit de 1 200 m<sup>3</sup>/s alors que le MEF l'avait estimée à 1550 m<sup>3</sup>/s, tel qu'il appert d'un extrait du rapport du MEF déjà communiqué sous la cote P-7;
75. Outre le fait que ces deux estimations n'étaient de toute évidence pas compatibles, Hydro-Québec a de plus présumé que le MEF allait être en mesure de réduire la pointe de crue par laminages au Réservoir Kénogami aux capacités d'évacuations des barrages de Chute Garneau et de Pont-Arnaud, soit de 800 m<sup>3</sup>/s à 540 et 640 m<sup>3</sup>/s respectivement;
76. Il est évident que cette présomption injustifiée a créé un sentiment de fausse sécurité et qu'elle a été un facteur déterminant dans la décision d'Hydro-Québec d'excaver une tranchée le 20 juillet 1996;
77. Hydro-Québec n'a jamais vérifié le passage possible de la crue maximale probable pour ses deux barrages, ce que tout gestionnaire de barrage normalement prudent et diligent aurait fait, d'autant plus que la région est densément peuplée;
78. D'ailleurs, Hydro-Québec a depuis fait savoir publiquement qu'elle allait augmenter considérablement et même doubler la capacité d'évacuation de ces deux barrages, jusqu'à environ 1200 m<sup>3</sup>/s, reconnaissant par là son imprudence et sa négligence;
79. Il est inconcevable que Hydro-Québec n'ait pas adopté un système de gestion concertée avec le MEF alors que ses ouvrages et ceux du MEF sont interalliés et qu'elle se soit maintenue dans l'impossibilité de procéder au besoin aux évacuations appropriées;

## LES DOMMAGES

80. N'eut été des actes de négligence et des fautes du MEF, de la SIQ, de Hydro-Québec et de la ville de Chicoutimi, Alcan n'aurait pas subi des dommages substantiels à ses diverses installations sises dans toute la région du Saguenay, lui ayant causé des pertes non seulement dans cette région mais à travers le monde;
81. En effet, outre la destruction de sa station de pompage située sur la Rivière Chicoutimi, les dommages à ses usines de Saguenay et de Lapointe, la destruction partielle de son réseau de chemin de fer et la destruction de certains ponts et accès, et tous les frais en ayant découlés, Alcan a subi des pertes d'exploitation, et, notamment pour en limiter l'ampleur, a dû procéder à l'achat et à la location d'équipements, a dû assumer des dépenses extraordinaires, telles achat de matières premières et de diverses marchandises, frais de réparations et installations temporaires, coûts d'opération additionnels, frais de location de camions, frais de transport, dépenses administratives additionnelles et salaires, lesdits dommages étant estimés à environ 80M\$;

. 12 .

82. Etant donné l'ampleur des dommages subis par Alcan et étant donné la complexité de leur évaluation, laquelle est actuellement en cours, les demandereses ne sont pas en mesure de quantifier précisément chacun des items des différentes catégories de dommages subis par cette dernière;
83. En vertu de leurs obligations contractuelles, les demandereses ont à ce jour indemnisé Alcan pour la somme de 39,545,892\$, dans les proportions prévues à la police P-1, exposées au paragraphe 2 des présentes, et sont donc bien fondées de réclamer cette somme aux défenderesses, conjointement et solidairement, en vertu de la subrogation et de la cession de droits dont elles bénéficient;
84. Etant donné l'évaluation non terminée des dommages subis par Alcan en conséquence des fautes des défenderesses, les demandereses se réservent expressément le droit d'amender la présente déclaration afin de réclamer le remboursement de tout paiement additionnel qu'elles pourraient être appelées à faire à leur assurée Alcan;
85. Etant donné l'évaluation non terminée des dommages subis par Alcan en conséquence des fautes des défenderesses, et comme il est à prévoir que des paiements devront être faits par les souscripteurs non maritime membres de Lloyd's, ceux-ci se réservent expressément le droit d'amender la présente déclaration afin de réclamer le remboursement de tout paiement qu'ils pourraient être appelés à faire en vertu de leurs obligations contractées envers Alcan après épuisement des sommes de la seconde tranche d'assurance prévue à la police P-1;
86. Toute la cause d'action a pris naissance dans le district de Chicoutimi;
87. La présente action est bien fondée en faits et en droit.

**PAR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL:****ACCUEILLIR la présente déclaration;**

**CONDAMNER les défenderesses conjointement et solidairement à payer aux demandereses AMERICAN HOME ASSURANCE COMPANY, AMERICAN INTERNATIONAL UNDERWRITERS NORTH AMERICA INC., CANADIAN SURETY COMPANY et AFFILIATED FM INSURANCE COMPANY la somme de 39,545,892\$ avec intérêts et l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 C.C.Q., dans les proportions suivantes:**

**AMERICAN HOME ASSURANCE COMPANY 10%**

**AMERICAN INTERNATIONAL UNDERWRITERS  
NORTH AMERICA INC. 10%**

**CANADIAN SURETY COMPANY 40%**

**AFFILIATED FM INSURANCE COMPANY 40%**

**RÉSERVER le droit des demandereses d'amender la présente déclaration afin de réclamer le remboursement de tout paiement additionnel qu'elles pourraient être appelées à faire à leur assurée Alcan;**

. 18 .

**LE TOUT** avec dépens, y compris les frais et honoraires d'experts.

Montréal, le 16 janvier 1987

(S.) Ogilvy: Renault

---

**Ogilvy Renault, S.E.N.C.**  
Procureurs des demandereses

**COPIE CONFORME**

*Ogilvy Renault*  
**Ogilvy Renault**  
**S.E.N.C.**

**ANNEXE I**  
**(Articles 119 et 812.5)**

**AVIS À LA PARTIE DÉFENDERESSE**

**PRENEZ AVIS** que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour Supérieure du district judiciaire de Chicoutimi la présente demande.

Pour contester cette demande, vous devez d'abord comparaître en vous rendant au greffe du Palais de justice de Chicoutimi situé au 227, Racine Est à Chicoutimi pour y remplir une formule de comparution. Vous pouvez également donner le mandat à un avocat qui peut vous représenter et agir en votre nom.

*(Le demandeur ou son procureur coche la case qui s'applique.)*

**☐ En matière civile**

Si vous désirez contester la demande, vous devez d'abord comparaître au greffe du tribunal dans le délai suivant: dans les dix jours de la signification des présentes.

Par la suite, vous pourrez alors contester cette demande dans les délais légaux.

**☐ En matière familiale**

~~Si vous désirez contester la demande, vous devez le faire dans le même délai qui vous est donné pour comparaître, soit dans le délai suivant:~~

Aucun délai additionnel ne s'ajoute à celui qui vous est donné pour comparaître.

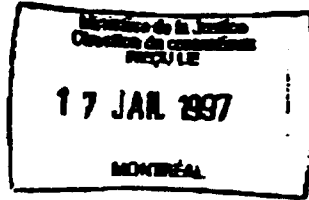
**PRENEZ ÉGALEMENT AVIS** qu'à défaut par vous de comparaître ou de contester dans (le ou les) délai(s), la partie demanderesse pourra obtenir un jugement par défaut contre vous. Et, si vous n'avez pas comparu, la partie demanderesse ne sera pas tenue de vous informer de ses démarches ultérieurement.

Montréal, ce 16 janvier 1997



Ogilvy Renault, s.e.n.c.

Procureurs de la partie demanderesse



NO: 150-05-000594-970

COUR SUPÉRIEURE  
DISTRICT DE CHICOUTIMI

AMERICAN HOME ASSURANCE COMPANY  
ET ALS.

Demandereses

c.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA ET  
ALS.

Défenderesse

*Action en responsabilité*  
DECLARATION ET AVIS AUX  
DÉFENDERESSES  
39,545,872.01 \$

Copie pour:

Procureur Général du Québec  
1<sup>er</sup> et, rue Notre-Dame  
Suite 800  
Montréal, QC H2Y 1B6

BO-0642

Me G.R. Maughan  
OGILVY RENAULT  
S.E.N.C.  
AVOCATS

1201, avenue McGill College  
Suite 1100  
Montréal (Québec) Canada  
H3A 9C1  
Téléphone: (514) 847-4313

**CANADA**

**PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE CHICOUTIMI  
No :**

**COUR SUPÉRIEURE**

**AMERICAN HOME ASSURANCE  
COMPANY**, corporation légalement  
constituée ayant son siège au 145,  
Wellington West, en la ville de Toronto,  
province de l'Ontario, M5J 1H8;

-et-

**AMERICAN INTERNATIONAL  
UNDERWRITERS NORTH AME-  
RICA, INC.**, corporation légalement  
constituée ayant son siège au 80, rue  
Pine en la Ville de New York, New York,  
États-Unis, 10005;

-et-

**CANADIAN SURETY COMPANY**,  
corporation légalement constituée ayant  
son siège au 2200, rue Yonge, suite  
1200, en la Ville de Toronto, province de  
l'Ontario, M4S 2C6;

-et-

**AFFILIATED FM INSURANCE  
COMPANY**, corporation légalement  
constituée ayant son siège au 155, route  
Gordon Baker, suite 202, en la Ville de  
Willowdale, province de l'Ontario, M2H  
3N7;

-et-

**M.J. OPPENHEIM, c.a.**, en sa qualité  
de fondé de pouvoir au Canada pour les  
Souscripteurs d'assurance non maritime  
du Lloyd's ayant son siège au 1155, rue  
Metcalf, suite 1540, en les cité et  
district de Montréal H3B 2V6;

**Demandeuses**

c.

**LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC**; représen-  
tant Sa Majesté du Chef de la Province,  
ayant un bureau au 1 est, rue Notre-  
Dame, suite 8.00, Palais de justice de  
Montréal, en les cité et district de  
Montréal, H2Y 1B6;

-et-

**LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC**, corporation légalement constituée ayant son siège au 190, boul. Crémazie Est, en la cité et district de Montréal, province de Québec, H2P 1E2

-et-

**LA VILLE DE CHICOUTIMI**, corporation municipale légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à l'intérieur de ses limites territoriales au 201, Racine Est, Casier postal 129, en la ville de Chicoutimi, province de Québec, J7H 5B8;

-et-

**LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCE INC.**, corporation légalement constituée ayant son siège au 425, de Maisonneuve ouest, bureau 1500, en la cité et district de Montréal, province de Québec, H3A 3G5;

et

**HYDRO-QUÉBEC**, corporation légalement constituée ayant son siège au 75, boul. René-Lévesque ouest, 4e étage, en la cité et district de Montréal, province de Québec, H2Z 1A4;

Défendentes

---

**AVIS DE DÉNONCIATION DES PIÈCES**  
(Art. 351.2 C.p.c.)

---

**À:**

**Procureur Général de la  
province de Québec  
1 est, rue Notre-Dame  
Suite 8.00  
Palais de justice de Montréal  
Montréal, QC  
H2Y 1B6**

**La Ville de Chicoutimi  
201, Racine Est  
C.P. 129  
Chicoutimi, QC  
J7H 5B8**



**La Société Immobilière du Québec**  
190, boul. Crémazie Est  
Montréal, QC  
H2P 1E2

**La Société Nationale d'Assurance**  
Inc.  
425, de Maisonneuve ouest  
Bureau 1500  
Montréal, QC  
H3A 3G5

**Hydro-Québec**  
75, boul. René-Lévesque ouest  
4e étage  
Montréal, QC  
H2Z 1A4

### **Défenderesses**

**PRENEZ AVIS** que lors de l'audition, les demandereses entendent invoquer, au soutien de leur déclaration, les pièces ci-après décrites:

**Pièce P-1:** Police d'assurance no. AWP-CA-9612 pour la période du 1er juillet 1996 au 1er juillet 1997 des demandereses couvrant l'assurée Alcan Aluminium Limite, La Société d'électrolyse et de chimie Alcan Limitée et ses filiales;

**Pièce P-2:** Carte indiquant où se trouvait la station de pompage d'Alcan;

**Pièce P-3:** Décret no. 351-90, G.O.Q., 11 avril 1990, 122e année, no 15, pages 1089 à 1091;

**Pièce P-4**  
**en liasse:** Procès-verbaux de réunions intervenues avec des représentants du MEF le 31 mars 1982 relativement à l'adoption d'une gestion "estivale" du Réservoir Kénogami;

**Pièce P-5:** Rapport de la Ville de Laterrière présenté devant la Commission Nicolet le 25 septembre 1996;

**Pièce P-6**  
**en liasse:** Diverses correspondances de la Ville de Laterrière adressées au MEF relativement à ses inquiétudes quant au niveau d'eau du Lac Kénogami;

**Pièce P-7**  
**en liasse:** Extraits du rapport du MEF présenté devant la Commission Nicolet le 17 août 1996 relativement au niveau d'eau maximal d'exploitation du Réservoir Kénogami

**Pièce P-8:** Relevés météorologiques émis par Environnement Canada durant le printemps et le début de l'été 1996 ainsi que la même période en 1995;

4

**Pièce P-9: Rapport d'Hydro-Québec présenté devant la Commission Nicolet le 10 septembre 1996;**

**MONTREAL, ce 16 janvier 1997**

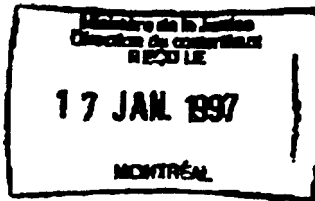
**(S) Ogilvy Renault**

**OGILVY RENAULT, S.E.N.C.**  
Procureurs de la demanderesse

**COPIE CONFORME**

*Ogilvy Renault*  
**OGILVY RENAULT**  
**S.E.N.C.**

358



NO: 150-05-000594-970

COUR SUPÉRIEURE  
DISTRICT DE CHICOUTIMI

AMERICAN HOME ASSURANCE COMPANY  
ET ALS.

Demanderes

c.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA ET  
ALS.

Défenderesse

*17/01/97*  
*39,545,812.00 \$*  
AVIS DE DÉNONCIATION DE PIÈCES  
(Art. 3313 C.p.c.)

Copie pour:

Procureur Général du Québec  
1 est, rue Notre-Dame  
Suite 8.09  
Montréal, QC H2Y 1B6

BO-0843

Me G.R. Maughan  
OGILVY RENAULT  
S.E.N.C.  
AVOCATS  
1981, avenue McGill College  
Suite 1100  
Montréal (Québec) Canada  
H3A 2C1  
Téléphone: (514) 847-4513

96-5193 C.B.

CANADA  
Province de Québec  
District de Chicoutimi

COUR SUPÉRIEURE  
Chambre civile

No: 150-06-000002-964

Le 25 février 1997

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'HON. ROBERT LEGRIS J.C.S.

**JEAN LEMAY,**

requérant,

C.

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU  
QUÉBEC,**

et

**LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU  
QUÉBEC,**

intimés,

## **J U G E M E N T**

Le requérant présente une requête pour autorisation à exercer un recours collectif au nom de toute personne qui, en juillet 1996 a subi des dommages suite à l'écoulement abondant des eaux provenant du réservoir Lac Kénogami par les Rivières Chicoutimi et aux Sables et par le Ruisseau Jean-Dechêne.

Il entend reprocher au Ministère de l'environnement d'avoir mal exploité les barrages et digues qui retiennent les eaux du réservoir Kénogami situé en amont de ces rivières. Ces barrages et digues sont la propriété de la Société Immobilière du Québec.

Le requérant doit satisfaire à quatre conditions qu'énumère l'article 1003 C.p.c.:

1003. Le tribunal autorise l'exercice du recours collectif et attribue le statut de représentant aux membres qu'il désigne s'il est d'avis que:

- a) les recours des membres soulèvent des questions de droit ou de fait identiques, similaires et connexes;
- b) les faits allégués paraissent justifier les conclusions recherchées;
- c) la composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des articles 59 ou 67; et que

d) le membre auquel il entend attribuer le statut de représentant est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres.

Pour bien comprendre le rôle du tribunal à ce stade-ci, il paraît essentiel de survoler l'aval de la requête du requérant. Si elle est accordée, le tribunal devra dès maintenant délimiter le groupe visé par le recours, identifier les questions en litige, et ordonner la publicité propre à permettre à ceux qui veulent se dissocier du recours, de le faire en temps utile.

A cette fin, la loi prescrit la publication d'un avis destiné aux membres du groupe. Ceux-ci peuvent se retirer du groupe dans le délai que fixe l'avis et, s'ils le désirent, intenter personnellement leur propre action.

Les défendeurs peuvent appeler d'autres personnes en cause pour, par exemple, permettre une solution complète du litige. De même, un membre peut intervenir personnellement au litige pour appuyer le requérant si cette intervention est utile au groupe.

Quelques dispositions de la loi laissent au tribunal saisi du recours collectif lui-même une grande latitude pour réviser le présent jugement quant au statut du requérant ou aux questions en litige. Le tribunal peut même scinder le groupe lorsque les circonstances l'exigent.

Le représentant peut régler l'affaire avec l'approbation du tribunal. A défaut, le tribunal rendra jugement final après un procès en bonne et due forme entre le représentant et les défendeurs. Ce jugement liera tous les membres du groupe qui ne se seront pas exclus. Ce jugement sera publié et, si le représentant gagne sa cause, les membres du groupe pourront formuler une réclamation individuelle suivant la formule alors prescrite par ce jugement. Le tribunal ou un officier de la cour décidera alors, après enquête individuelle, le montant dû à chacun.

Voyons maintenant les conditions de l'article 1003 C.p.c.

Le requérant veut représenter tous ceux qui ont subi des pertes matérielles ou corporelles à la suite du débordement des rivières Chicoutimi et aux Sables ainsi que du Ruisseau Dechêne. Ces gens habitent les rives de ces cours d'eau. Selon le requérant, les débordements en cause sont dus à la mauvaise gestion par les fonctionnaires de l'Environnement du réservoir Kénogami situé en amont de ces trois cours d'eau. Il leur reproche d'avoir maintenu les eaux du réservoir trop hautes, de ne pas avoir élaboré un plan de gestion tenant compte de la norme canadienne de la "crue maximale probable", de gérer au jour le jour en fonction du passé récent, d'avoir fait fi des prévisions météorologiques précédant les débordements, d'avoir utilisé des contrôles et appareillages défectueux.

Le Procureur général soulève quant à lui d'intéressantes questions. Parmi celles-ci, il plaide d'abord que les débordements résultent d'une force majeure, à savoir une quantité de pluie telle qu'on n'en a jamais vu depuis l'invention de la météorologie.

Le S.I.Q., d'autre part, soutient que la seule propriété dénuée de garde ou de possession n'entraîne pas par elle-même la responsabilité civile, à

moins que l'objet ne soit en ruine. Elle plaide aussi que l'article 13 de la Loi sur le régime des eaux ne s'applique pas à elle, entre autres, parce qu'elle est agent de la Couronne.

Force nous est de constater que toutes ces questions, et elles sont nombreuses et importantes, forment le noeud commun de toute l'affaire. Et il est évidemment souhaitable qu'elles soient traitées en une seule fois pour tous.

Le Procureur général soulève cependant d'autres questions qui, à première vue, ne sont pas communes à tous les membres: Ceux des membres qui ont établi leurs effets trop près des cours d'eau, légalement ou non, n'ont-ils pas accepté les risques d'avance? Certaines des victimes ont déjà été favorisées par une aide gouvernementale, d'autres, non. D'autres barrages ont été construits par des tiers en aval du réservoir Kénogami. Les exploitants de ces barrages sont aussi et sans doute, selon le Procureur général, responsables d'avoir retenu les eaux déferlantes et provoqué des inondations, selon leur situation respectives.

Le tribunal traitera de la question de la proximité en même temps que celle du caractère de représentativité du requérant.

L'effet de l'aide gouvernementale ne se fera sentir qu'au moment de l'établissement des dommages, si le recours est maintenu. Comme on l'a vu, le législateur prévoit déjà une seconde enquête lorsque nécessaire pour établir les montants dus à chacun. L'aide gouvernementale, comme la diversité des dommages, ne fait donc pas obstacle à l'exercice du recours collectif.

Reste la présence de barrages inférieurs. Nous sommes vraisemblablement en matière délictuelle où la responsabilité de plusieurs auteurs d'un même fait dommageable est solidaire. La solidarité implique que les victimes peuvent poursuivre l'un ou l'autre des auteurs du dommage et lui réclamer le tout. Ainsi, même si les possesseurs des barrages inférieurs sont responsables avec les défendeurs, ceux-ci devront indemniser les victimes pour le tout. Pour pallier à cette injustice apparente, le tribunal est d'avis que les défendeurs ont le loisir d'impliquer ces possesseurs dans le recours collectif pour que le juge du fond fixe le pourcentage de responsabilité de chacun (art. 1012 C.P.C.).

Se pose maintenant la question de la représentativité du requérant. A première vue, il possède la volonté, le courage, l'instruction et la persévérance nécessaires à engager tel débat. Par ailleurs, il est de ceux qui possèdent un bâtiment tout près d'un des cours d'eau concernés. Il a donc non seulement intérêt à démontrer la faute des défendeurs, mais il a aussi celui de contrecarrer toute défense invoquant un certain partage de responsabilité ou la règle de l'acceptation du risque.

Si éventuellement, la règle de l'acceptation du risque apparaît décisive durant l'instance et si des circonstances le justifient, le tribunal pourra toujours, comme le prescrit la loi, scinder le groupe.

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL:**

**AUTORISE** le requérant à exercer un recours collectif au nom de toute personne, propriétaire, locataire, résident ou autre qui, les 19, 20 et 21 juillet 1996 et les jours suivants, a subi des dommages aux biens ou à la personne, suite à la crue des eaux provenant du bassin Lac Kénogami et aux inondations en aval de celui-ci, notamment par les rivières Chicoutimi, aux Sables et le ruisseau Jean Dechêne.

**DÉCLARE** que les questions en litige seront les suivantes:

- a) La responsabilité solidaire de l'intimée Société Immobilière du Québec découlant de sa propriété des barrages, digues et bassins du Lac Kénogami et de l'article 13 de la Loi sur le régime des eaux;
- b) La responsabilité du Gouvernement du Québec en regard de sa gestion, exploitation, surveillance et entretien de ces barrages et digues;
- c) Le lien de causalité entre les actes des intimés et les inondations à la lumière de la loi applicable;
- d) Les pluies de juillet 1996 constituent-elles un cas fortuit exonérant les défendeurs, le cas échéant, de toute responsabilité;
- e) Le requérant a-t-il accepté les risques d'inondation ou participé à sa perte en possédant un bâtiment situé trop près de la rive ou construit illégalement;
- f) En cas de telle acceptation de risque ou illégalité, dans quelle proportion les intimés doivent-ils être exonérés;
- g) La nature des dommages subis par le requérant et sujet à compensation

**DÉCLARE** que les conclusions de l'action du requérant seront les suivantes:

- a) Déclarer que les intimés sont responsables solidairement des dommages subis par le requérant et chacun des membres qu'il représente à la suite de la crue des eaux provenant du bassin Lac Kénogami et aux inondations conséquentes en aval;
- b) Accueillir l'action en dommages du requérant et de chacun des membres qu'il représente;
- c) Condamner les intimés à payer au requérant et à chacun des membres qu'il représente les dommages subis.

**DÉCLARE** qu'à moins d'exclusion, les membres du groupe seront liés par tout jugement à intervenir dans le présent dossier;

**FIXE** au 1<sup>er</sup> mai 1997 le délai d'exclusion des membres du groupe représenté par le requérant;

**ORDONNE** la publication d'un avis aux membres les ou avant les 20 mars et 5 avril 1997 dans les journaux "Progrès Dimanche" et "Le Quotidien" selon les termes de l'avis annexé au présent jugement;

**RÉFÈRE** le présent dossier au Juge en Chef pour détermination du district dans lequel le recours collectif devra être exercé et désignation du juge chargé de l'entendre.

**Frais à suivre.**



ROBERT LEGRIS j.c.s.

Mes Simard, Simard, Thibault,  
Procureurs du requérant;

Mes Saint-Laurent, Boucher et ass.,  
Procureurs de l'intimée.



**ANNEXE (Avis public)**

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE CHICOUTIMI  
NO: 150-06-000002-964

**JEAN LEMAY,**

requérant

c.

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE  
DU QUÉBEC,**

et

**LE PROCUREUR GÉNÉRAL  
DU QUÉBEC,**

intimés

**AVIS AUX MEMBRES**

1. PRENEZ AVIS que l'exercice d'un recours collectif a été autorisé le 25 février 1997 par jugement de l'honorable juge Robert Legris de la Cour supérieure, pour le compte des personnes physiques faisant partie du groupe décrit ci-après, savoir:

toute personne, à quelque titre que ce soit, propriétaire, locataire, résident ou autre qui, les 19, 20 et 21 juillet 1996 et les jours suivants, a subi des dommages aux biens et/ou à la personne, de quelque nature que ce soit, suite généralement à la crue des eaux provenant du bassin Lac Kénogami et à la crue des eaux et des inondations en aval de celui-ci notamment, mais non limitativement, vers la Rivière Saguenay via Rivière Chicoutimi, Rivière aux Sables et Ruisseau Jean Dechêne;

2. Le juge en chef a décrété que le recours collectif autorisé par le présent jugement doit être exercé dans le district de Chicoutimi.....

3. L'adresse du requérant est la suivante: 117, Chemin des Copains, Ville de Laterrière, district de Chicoutimi  
L'adresse des intimés est la suivante: SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC, 1075, rue de l'Amérique française, Québec, G1R 5P8 -  
PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC, a/s M. Jacques St-Laurent (directeur général du contentieux) 300 Jean-Lesage, bureau 1.03, Québec G1K 8K6

4. Le statut du représentant pour l'exercice du recours collectif a été attribué à Jean Lemay (enseignant, 117, Chemin des Copains, Ville de Laterrière, district de Chicoutimi).

5. Les principales questions de fait ou de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes:

a) La responsabilité solidaire de l'intimée Société Immobilière du Québec découlant de sa propriété des barrages, digues et bassins du Lac Kénogami et de l'article 13 de la Loi sur le régime des eaux;

b) La responsabilité du Gouvernement du Québec en regard de sa gestion, exploitation, surveillance et entretien de ces barrages et digues;

c) Le lien de causalité entre les actes des intimés et les inondations à la lumière de la loi applicable;

d) Les pluies de juillet 1996 constituent-elles un cas fortuit exonérant les défendeurs, le cas échéant, de toute responsabilité;

e) Le requérant a-t-il accepté les risques d'inondation ou participé à sa perte en possédant un bâtiment situé trop près de la rive ou construit illégalement;

f) En cas de telle acceptation de risque ou illégalité, dans quelle proportion les intimés doivent-ils être exonérés;

g) La nature des dommages subis par le requérant et sujet à compensation

6. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes:

a) Déclarer que les intimés sont responsables solidairement des dommages subis par le requérant et chacun des membres qu'il représente à la suite de la crue des eaux provenant du bassin Lac Kénogami et aux inondations conséquentes en aval;

b) Accueillir l'action en dommages du requérant et de chacun des membres qu'il représente;

c) Condamner les intimés à payer au requérant et à chacun des membres qu'il représente les dommages subis.

7. Le recours collectif à être exercé par le représentant pour le compte des membres du groupe consistera en:

action en dommages-intérêts

8. Tout membre faisant partie du groupe, qui n'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir sur le recours collectif.

9. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure (sauf permission du tribunal) a été fixée au 1<sup>er</sup> mai 1997.

10. Un membre, qui n'a pas déjà formé de demande personnelle, peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district

de Chicoutimi..... par courrier recommandé ou certifié avant l'expiration du délai d'exclusion.

11. Tout membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion.

12. Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les dépens du recours collectif.

13. Un membre peut faire recevoir par la Cour son intervention si celle-ci est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable ou à un examen médical (selon le cas) à la demande des intimés. Un membre qui n'intervient pas au recours collectif ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable ou à un examen médical que si le Tribunal le considère nécessaire.

## **DÉFENSE DES CRÉDITS**

**1997-1998**

---

### **DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

#### **Demande numéro 57**

Copie des études de simulation réalisées par le MEF pour la Commission Nicolet sur la gestion des barrages.

Le MEF a publié, le 17 août 1996, un rapport intitulé « Gestion du lac Kénogami et des autres lacs-réservoirs - Crue des 19, 20 et 21 juillet 1996 ».

La Commission Nicolet a déposé, le 16 janvier 1997, un rapport intitulé « Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages ».

L'INRS-EAU a déposé, en janvier 1997, un rapport à la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages intitulé « Simulation hydrodynamique et bilan sédimentaire des rivières Chicoutimi et Ha ! Ha !, suite aux crues exceptionnelles de juillet 1996 ».



## **DÉFENSE DES CRÉDITS**

**1997-1998**

---

### **DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

#### **Demande numéro 56**

Liste, coûts et copie des études relatives aux barrages dont le MEF a la gestion.

La Direction de l'Hydraulique n'a fait effectuer aucune étude de pérennité sur les barrages publics au cours de l'exercice 1996-1997.



Ministère de l'Environnement et de la Faune  
Programme d'assainissement des lieux contaminés orphelins à risques élevés  
Dépenses encourues pour les exercices de 1990-91 à 1996-97

Région	Sites	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97 Prévisions ( 6 )	Total
R 01	Lieu contaminé "Léonard Ouellet"							6 229 \$	6 229 \$
R 04	Les enfouissements "Bouchard & Fils"							20 000 \$	20 000 \$
R 04	Terrains contaminés "Montauban-les-Mines"							4 099 \$	4 099 \$
R 04	Terrain contaminé "Shawinigan est"							10 000 \$	10 000 \$
R 05	Parc de résidus de la mine de Weedon		40 375 \$	100 096 \$	4 008 294 \$	17 794 \$	36 490 \$		4 203 049 \$
R 06	Ruisseaux Bertrand et Bouchard		126 615 \$						126 615 \$
R 08	Parc de résidus miniers d'Aldermac, Arnfield					129 873 \$	567 316 \$	360 000 \$	1 057 189 \$
R 10	Lieu contaminé "Kuujuarapik"							6 200 \$	6 200 \$
R 12	Ancien dépotoir à St-Gédéon-de-Beauce			1 344 459 \$	91 738 \$	11 784 \$	12 163 \$	13 022 \$	1 473 166 \$
R 12	Terrain contaminé "Alplast Inc. (Lévis)"							50 000 \$	50 000 \$
R 14	Dépotoir de Ste-Marie-Salomé		121 072 \$	96 769 \$		98 715 \$			316 556 \$
R 14	Terrains utilisés par la compagnie "Le Vidangeur de Montréal Ltée"	58 778 \$	45 990 \$	29 032 \$	1 602 228 \$	3 850 628 \$ ( 3 )	1 630 735 \$	290 000 \$	7 507 391 \$
R 14	Aciers Amsco Inc.							25 000 \$	25 000 \$
R 16	Anciennes lagunes de Ville Mercier	487 256 \$	608 847 \$	879 594 \$	837 590 \$ ( 1 )	526 670 \$ ( 2 )	268 119 \$ ( 4 )	375 000 \$	3 983 076 \$
R 16	Dépôt de pneus incendiés de St-Amable	1 886 502 \$	4 590 302 \$	3 406 232 \$	48 725 \$	22 442 \$	320 205 \$		10 274 408 \$
R 16	Terrains avoisinants à la cie Balmet du Canada Ltée à St-Jean-sur-le-Richelieu	3 437 897 \$						37 699 \$ ( 5 )	3 475 596 \$
R 16	Terrain de l'usine Balmet				103 959 \$	61 980 \$	22 470 \$	11 400 \$	199 809 \$
R 16	Entrepôt de Lubrimax à St-Lazare				347 673 \$				347 673 \$
R 16	Enfouissement sanitaire Ste-Julie				48 725 \$	14 790 \$			63 515 \$
R 16	Lieu contaminé "Serres G. Ledoux"							140 000 \$	140 000 \$
R 16	Lieu contaminé "Conduits Longtin Inc."							50 000 \$	50 000 \$
R 16	Terrain contaminé "Roxton Pond"							20 000 \$	20 000 \$
R 16	Terrain contaminé "Napierville"							15 000 \$	15 000 \$
	Total	5 870 433 \$	5 533 201 \$	5 856 182 \$	7 088 932 \$	4 734 676 \$	2 857 498 \$	1 433 649 \$	33 374 571 \$

- 1 ) Un montant de 21 353 \$ n'est pas admissible à l'entente fédérale-provinciale  
2 ) Un montant de 18 334 \$ n'est pas admissible à l'entente fédérale-provinciale  
3 ) Un montant de 27 620 \$ n'est pas admissible à l'entente fédérale-provinciale  
4 ) Entièrement payé par le Québec  
5 ) Réclamation par Sotramex  
6 ) L'entente fédéral-provincial a pris fin le 31 mars 1996  
En 1996-97 les montants sont entièrement payés par le Québec et le programme a été modifié

369





DIRECTION GÉNÉRALE : DE L'ENVIRONNEMENT  
DIRECTION : DES POLITIQUES DES SECTEURS AGRICOLE ET NATUREL

ÉTAT DE SITUATION

TITRE: <b>Projet d'usine d'éthanol</b>		NO :
RESPONSABLE : <b>Monsieur Guy Demers</b>		TÉL. : (418) 521-3829
<p><b>PROBLÉMATIQUE :</b> La Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec (FPCCQ) désire que s'implante une usine de production d'éthanol.</p> <p>Soulignons qu'actuellement le ministère de l'Environnement et de la Faune n'a reçu aucun avis de projet d'usine d'éthanol.</p> <p>Selon les dernières informations que nous avons, le projet viserait la fabrication de deux produits : l'éthanol carburant et l'éthanol industriel.</p> <p>En décembre 1996, le gouvernement a annoncé qu'il garantissait pour 15 ans la détaxation d'éthanol carburant en échange d'une participation aux profits. Mentionnons que l'aspect économique de ce dossier relève du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et du ministère des Finances.</p> <p>Quant à lui, le ministère de l'Environnement et de la Faune est préoccupé par l'aspect environnemental du projet incluant la problématique reliée à la production du maïs.</p> <p>Deux points sont à souligner :</p> <p>a) Une étude d'impact est requise</p> <p>Selon les informations informelles que nous avons, la production serait de 150 000 tonnes métriques/année. La production prévue étant supérieure à 1000 000 tonnes métriques/année. Ce projet sera assujéti à la procédure d'évaluation environnementale prévue à la section IV.1 de la L.Q.E.</p> <p>b) Engagement de la (FPCCQ)</p> <p>La Fédération a pris l'engagement de collaborer avec le ministère de l'Environnement et de la Faune (MEFQ) pour garantir que l'implantation éventuelle d'une usine d'éthanol au Québec n'ait pas de conséquence environnementale néfaste. Plus spécifiquement, la Fédération est prête à mettre en place et assurer le suivi d'un plan de gestion responsable prévoyant entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'élaboration d'un code d'éthique dont ils assureront la promotion auprès de leurs membres</li><li>- L'identification d'objectifs concrets et mesurables.</li></ul>		
<p><b>ACTIONS EN COURS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Nous sommes en attente d'un avis de projet de la part du promoteur</li><li>- Une rencontre avec la FPCCQ est prévue le 17 avril 1997.</li></ul> <p>Celle-ci portera sur la mise en place d'un plan d'action pour le respect des engagements pris par la Fédération.</p>		
MISE À JOUR : Le 26 mars 1997		ANNEXE OUI <input type="checkbox"/> OU NON <input checked="" type="checkbox"/>

